HISTOIRE DES THÉORIES

DE LA

PRODUCTION ET DE LA DISTRIBUTION

DANS

L'ÉCONOMIE POLITIQUE ANGLAISE

DF 1776 A 1848

BIBLIOTHÈQUE INTERNATIONALE D'ÉCONOMIE POLITIQUE
publiée sous la direction de Alfred Bonnet

HISTOIRE DES THÉORIES
DE LA PRODUCTION
ET DE
LA DISTRIBUTION
DANS
L'ÉCONOMIE POLITIQUE ANGLAISE
DE 1776 A 1848

PAR

EDWIN CANNAN, M. A., LL. D.,
PROFESSEUR D'ÉCONOMIE POLITIQUE A L'UNIVERSITÉ DE LONDRES

TRADUCTION SUR LA 2me ÉDITION ANGLAISE
PAR
H.-E. BARRAULT et Maurice ALFASSA

AVEC UNE INTRODUCTION
PAR
H.-E. BARRAULT

PARIS (5e)
V. GIARD & E. BRIÈRE
LIBRAIRES-ÉDITEURS
16, RUE SOUFFLOT ET 12, RUE TOULLIER

1910

INTRODUCTION

Un ouvrage comme celui du professeur Edwin Cannan pouvait se passer d'introduction. Mais après l'avoir lu nous avons pensé qu'il serait peut-être de quelque intérêt d'aborder un point de vue que l'auteur a volontairement laissé de côté. Il nous a paru qu'à côté du dernier chapitre dans lequel sont esquissées les différences qui séparent les théories classiques des théories contemporaines, il restait à voir les différences qui séparent les auteurs classiques des contemporains dans la recherche de ces théories. Cela nous a paru d'autant plus intéressant que l'on s'est souvent trop attaché, à notre sens, à trouver la différence fondamentale entre les classiques et les économistes modernes dans la différence de méthode employée, dans l'opposition entre la déduction classique et l'induction contemporaine.

Il n'est pas douteux et personne ne songera à contester que la méthode d'observation n'ait fait accomplir à la science économique des progrès considérables, mais la « question » de méthode n'a été soulevée que par les derniers classiques, et si les tendances des écoles déductives et inductives sont très différentes, le problème en soi a pris souvent une tournure assez scolastique et en tous cas assez

étrangère aux grands classiques. Ce n'est pas d'aujourd'hui qu'on a fait observer qu'Adam Smith pourrait être aussi bien revendiqué par les économistes des écoles historiques et réalistes comme un de leurs précurseurs, et l'on peut en dire autant de Malthus. Ricardo lui-même examine les faits sur lesquels sont basées les théories qu'il combat (Réponses aux observations pratiques de M. Bosanquet sur le rapport de la Commission des Métaux précieux, ch. I[er], § II, Examen des faits que M. Bosanquet cite comme puisés dans l'histoire du change (1). Et d'ailleurs il n'est pas nécessaire de multiplier les preuves, qui abondent dans les œuvres des classiques. Il faudrait, pour qu'ils eussent complètement négligé de tenir compte des faits, de les invoquer, de chercher à les expliquer ou d'en faire la base d'une de leurs théories, qu'un système doctrinal les en eut écartés systématiquement. Or il n'en était rien, les classiques ont ignoré les querelles de méthodes et se sont par suite servi indifféremment des deux méthodes qui après eux ont été fortement opposées, et s'il leur est arrivé de se tromper c'est pour avoir employé l'une et l'autre dans des conditions défectueuses et non pas parce qu'ils avaient à l'origine un parti pris méthodologique contre l'une d'entre elles. C'est pourquoi à notre sens ce n'est pas essentiellement par la méthode que l'école classique s'éloigne de la science contemporaine.

Mais lorsqu'on parle de l'emploi de la méthode on a plutôt tendance à songer à son emploi dans la recherche des lois, objet ultime de la science, or la

(1) Cfr. Schüller. *Les Economistes classiques et leurs adversaires*, trad. franç., Paris, 1896. E. Cannan fait ressortir le caractère pratique des travaux de Ricardo. v. ch. IX, p. 315, s.; c'est un point de vue différent du caractère inductif de certaines recherches que nous soulignons ici.

question se pose tout aussi bien quand il s'agit de la tâche préalable qui consiste à établir des concepts et nous verrons par là mieux encore, que ce n'est pas par la volonté arrêtée de recourir à l'emploi de la déduction, mais bien par les fautes de méthodes que les classiques ont manqué à employer une méthode scientifique.

Prenons comme exemple le concept de capital et voyons comment il a été traité par l'école classique, comment ensuite il a été épuré sous l'influence des préoccupations méthodologiques.

Le capital est un concept abstrait, ce n'est pas un facteur économique concret dont il suffit de constater l'existence. En général les économistes ont caractérisé les richesses auxquelles ils ont donné le nom de capital par leur fonction dans l'économie, et l'on s'accorde assez bien à reconnaître qu'il s'agit de la fonction de production Mais il faut croire que cette définition — qui est celle de Ricardo — est insuffisante puisque les économistes n'ont cessé de la modifier. On s'aperçoit bien vite en effet que, même à s'en tenir à l'interprétation la plus simple, cette définition ne rend pas compte de ce que les économistes mêmes qui l'adoptent, entendent par capital.

C'est ainsi qu'à deux ou trois grandes exceptions près (Mac-Léod, Walras par exemple), la terre n'est pas considérée comme du capital. D'autre part on trouve que les nomenclatures établies diffèrent à peu près toutes entre elles, sans parler de la discussion provenant du sens qu'il faut donner aux mots « employés à la production », qui comprend chez certains ce que précisément les autres économistes considèrent comme employé à la consommation. Pourquoi ces divergences? Elles viennent essentiellement de ce que les classiques ont voulu en définissant le capital établir une classification des

biens, comme l'a très bien montré Irving Fisher (1). Mais sous l'empire de quelles préoccupations ont-ils agi de la sorte ? c'est un point qui mérite l'examen.

Les classiques ont été guidés inconsciemment sans doute, mais très visiblement pour nous, par le souci théorique d'harmoniser la théorie du capital avec les autres théories de l'économie politique.

Ils ont voulu faire rentrer le capital dans les cadres de la théorie de la production à côté de la terre et aussi à côté du travail. C'est parce que la terre avait sa loi de productivité particulière — la rente — qu'on ne pouvait la confondre avec le capital. En présentant les choses comme ils le faisaient, les classiques aboutissaient à une triade harmonieuse.

Terre Rente
Capital Profit
Travail Salaire

et c'est parce qu'il y avait une loi de la rente, une loi des profits, une loi des salaires, qu'on avait distingué les trois facteurs qui donnaient rente, profit et salaire... Et c'est si vrai que Adam Smith définit le capital par le revenu qu'il donne « le capital c'est la richesse qui produit un revenu » et c'est pour cela que les classiques ont abouti 1° à l'élimination de tout ce qui ne donne pas un revenu (et que beaucoup tendront plus tard à faire rentrer dans le concept de capital) ; 2° à la croyance au caractère objectif du capital. Le capital produit le profit. S'il y a une sorte de revenu réglée par des lois différentes, qu'il s'agisse de la terre ou des biens dont le propriétaire tire sa subsistance, ou des avantages quelconques (habitation, transport, etc.), il ne saurait

(1) I. Fisher, *The Nature of Capital and Income*. New-York, 1906.

s'agir de capital pour les classiques parce que ses avantages ne sont pas des profits réglés par la loi des profits.

Pour être complet, il faudrait montrer comment des causes secondaires ont influencé le concept des classiques. C'est ainsi qu'ils ne pouvaient accorder le caractère de capital à ce à quoi ils n'accordèrent pas même le caractère de richesse. L'élargissement progressif de cet autre concept par l'admission des richesses immatérielles a eu pour conséquence l'élargissement parallèle du concept de capital (quasi-capitaux admis par Schuttenher).

Voyons maintenant ce que sous l'empire de préoccupations tout à fait différentes le concept est devenu aux mains des socialistes :

Alors que les classiques étaient conduits dans l'élaboration de leur concept par le souci théorique d'harmoniser la théorie de la production et de déterminer par suite quelles étaient les richesses qui donnaient un profit, les socialistes sont mus par la préoccupation pratique de contester l'utilité du capital, de condamner la répartition dans la société moderne. Le capital doit être le facteur de la lutte de classe, il s'agit de le rendre tel. On voit que cette préoccupation les a conduits à se tourner presque exclusivement vers l'étude de la formation historique du capital ; mais elle a aussi abouti à une définition restrictive du capital. « Est capital tout ce qui sert à produire un revenu à son possesseur indépendamment du travail de ce possesseur », et à la vérité cette définition s'accorde en apparence admirablement avec la définition d'Adam Smith, puisque le travail produit le salaire réglé par une loi différente de celle du profit.

Mais si nous avons ainsi montré sous l'influence de quelles préoccupations le concept de capital a été

formulé par les classiques et les socialistes, pouvons-nous prétendre qu'aujourd'hui on soit arrivé à s'entendre d'une façon à peu près générale parmi les économistes sur ce qu'il doit être.

Pour répondre à cette question il faut suivre encore la formation du concept à travers l'évolution des doctrines.

Loin de se débarrasser immédiatement des préoccupations étrangères au point de vue purement scientifique, les économistes dès le moment où les socialistes eurent dressé en face du concept primitif leur interprétation personnelle, se placèrent sur le même terrain. Historiquement ils s'efforcèrent de présenter un processus justificatif du capital et aboutirent aux développements que l'on sait sur le rôle de l'épargne ; théoriquement ils tentèrent de donner une expression plus scientifique aux théories de la productivité du capital, recherche très nettement conduite dans le désir que l'explication fût aussi justification. Directement ces deux théories sur l'épargne et la productivité ne touchaient pas au concept, elles auraient dû s'appuyer sur un concept préalablement établi, en fait elles aboutirent à le modifier de façon à ce que lui aussi fût la justification du capital ; et c'est ainsi qu'à la définition du capital par le revenu, dont les socialistes leur avaient montré le péril, à l'idée simple de la nécessité du capital pour la production, les économistes substituèrent les idées plus complexes d'accumulation de richesses et d'influence sur le degré de productivité du travail ; tandis que quelques autres, comme nous l'avons déjà indiqué dans une allusion, voient le capital dans la réserve de consommation des travailleurs. « Sera capital, dira Jevons, toute substance employée à faire vivre un travailleur au cours d'un travail productif », et M. Gide adopta vo-

lontiers cette définition qui, disait-il, dans son compte rendu de la Théorie de l'Economie politique, « fait disparaître toute idée de conflit nécessaire entre le capital et le travail ».

En sommes-nous encore là ? Nous ne le pensons pas et nous allons indiquer quelles sont les idées, critiques et positives, inspirées par le souci scientifique seul.

Rodbertus, avec beaucoup d'autorité, montra la superposition établie de l'idée de possession du capital à celle de capital lui-même. Cette superposition, indispensable à la critique socialiste du capital, n'était pas moins impliquée par la théorie de l'épargne. L'observation de simple bon sens de Rodbertus dissipa un de ces mirages, une de ces « contradictions » qui obscurcissaient fâcheusement les discussions économiques. Et nul n'a tenté de contester l'exactitude de l'analyse de Rodbertus. La voie indiquée a d'ailleurs été féconde et a conduit à une distinction des plus utiles dans les phénomènes sociaux entre l'économique et le juridique. Rodbertus avait d'ailleurs lui-même très bien aperçu que son analyse n'intéressait pas le seul concept de capital.

Incontestable dans son principe, la distinction du capital économique et du capital juridique a-t-elle une porté considérable ? A-t-elle un autre intérêt que celui d'avoir montré ce que tous les gens de sens ne pouvaient pas ne pas pressentir, qu'au sujet du capital les socialistes et leurs adversaires avaient fait battre des mots ?

En réalité, au point de vue théorique, la distinction du capital économique et du capital juridique n'avait d'autre résultat que de ramener les choses au point où elles en étaient avant l'intervention des socialistes, en ce qui concerne le capital économique. On ajoutait à l'étude de ce capital économique l'étude

du capital juridique entièrement distincte. Mais le premier concept, celui du capital économique, quel progrès avait-il fait ?

Ses progrès, si l'on peut employer ce langage, ont consisté pendant tout le cours du XIX[e] siècle à se développer, au point d'envahir peu à peu l'ensemble des richesses. Nous avons montré comment l'extension du concept de richesse aux services a contribué à cet élargissement, comment par suite on ne restreint plus la notion de revenu aux revenus en argent, mais qu'on y comprend les revenus en nature. Nous avons dit que quelques économistes (rares, parmi ceux qui continuent à faire du capital un concept de classification des richesses) admettent que la terre est un capital. Nous avons rappelé l'existence des quasi-capitaux (raison commerciale, habileté plus grande) reconnus par certains économistes, de sorte que l'on arrive forcément à se demander quelles sont les richesses qui ne sont pas des capitaux ? Et même y a-t-il de telles richesses ? D'illustres économistes tels que Marshall se posent la question : « Lorsqu'on essaye de tracer, dit-il, une ligne ferme et nette de démarcation entre la richesse qui est capital et celle qui n'est pas capital, on se trouve sur un plan incliné tendant constamment par une interprétation plus libérale de ses éléments à comprendre de plus en plus de choses dans l'expression capital jusqu'à ne plus laisser que peu ou rien en dehors ».

C'est bien là, semble-t-il, le dégel de l'économie politique. Et si l'on comprend que la transformation du concept de rente, aujourd'hui généralisé, ait pu aider à faire sombrer le concept de capital, du moins éprouve-t-on l'impression qu'au lieu de s'affirmer et de construire, la science économique se dissout peu à peu. Malgré tout nous pensons qu'il subsiste un concept de capital et que c'est très justement

que quelques économistes l'ont montré récemment.

En réalité qu'est-ce qui a disparu dans le fondement de la définition du capital. C'est la partie de la définition empruntée à la répartition selon les idées théoriques relatives à celle ci. C'est l'idée d'un revenu particulier, le profit, que la richesse doit engendrer pour être capital. Mais si vous faites disparaître cette notion il reste quelque chose, il reste la richesse, mais non pas toute richesse, et nous l'avons déjà dit, l'idée n'était pas étrangère aux économistes classiques, la richesse accumulée. Seulement le fait d'être accumulée c'est une *circonstance*, il peut arriver à la richesse d'être accumulée et de ne plus l'être et c'est le sort de la plupart des richesses. Et dès le moment qu'on n'a plus besoin pour la théorie du profit d'un concept objectif, d'une catégorie de richesses qui seule donne le profit, on voit tout de suite ce que Mill avait vu mais dont il n'avait pas su se servir (et cela prouve bien que c'étaient les théories encore existantes à son époque qui gênèrent l'élaboration du concept), que suivant les circonstances, la richesse est ou n'est pas capital.

Il suffit, pour définir alors le capital, de considérer l'accumulation des richesses de même que pour définir le revenu (sans égard à la loi qui en règle la répartition entre les classes ou les sources), de considérer la richesse à l'état de circulation. C'est dans cette voie que se sont engagés les économistes tels que I. Fisher, E. Cannan, Seligman, Fetter, Hadley, Daniel, Smart, reprenant et développant des idées en germe chez Turgot, Say, Courcelle-Seneuil et Y. Guyot.

Il ne nous appartient pas de suivre ces théories qui ne peuvent être considérées comme généralement admises, et qui ne sont même pas encore généralement connues. Ce que nous nous proposions

c'était de mettre en lumière le point auquel en était le concept de nos jours.

On peut dire sans témérité que la tendance à faire du capital un concept de classification objective des richesses fait place très largement à la tendance contraire, que l'idée d'accumulation de richesse, c'est-à-dire si l'on veut employer l'expression de Fisher « les richesses considérées à un moment donné du temps », est très généralement admise, tandis que l'on considère le revenu comme les mêmes richesses « dans le temps », c'est-à-dire à l'état de circulation, de flux, de courant. Et en réalité on exprime comme nous l'avons dit des idées analogues à celles des classiques, mais qui ont l'avantage de ne pas faire intervenir la théorie des différentes sortes de revenus dont on a perdu la loi.

Ainsi nous avons exposé à quel point de vue on peut dire que les erreurs des classiques dans la formation d'un concept tiennent à la méthode. Ce n'est pas, avons-nous dit, par la volonté d'employer exclusivement la déduction que les classiques se sont trompés. Par l'exemple précédent nous voyons nettement ce qu'il y avait de non scientifique dans la façon dont le concept de capital a été élaboré en premier lieu des préoccupations théoriques qui auraient dû rester étrangères au sujet, puis ensuite des préoccupations d'ordre pratique, et nous avons vu que cette situation a continué bien longtemps après les classiques et l'on pourrait procéder à la même analyse pour la formation des autres concepts de la science.

Mais puisque l'emploi de la déduction est le centre même des discussions sur la méthodologie des classiques, nous devons chercher maintenant quelle a été l'évolution des idées relativement à cette méthode. Bien que le nom de « méthode psycholo-

gique » soit généralement appliqué dans le langage courant de l'histoire des doctrines à l'application qui en a été faite par l'école autrichienne, il n'est pas douteux que la déduction employée par l'école classique n'ait une base psychologique ; ce que l'on pourrait même se demander, c'est pourquoi — comme cela est admis — on considère que cette méthode la caractérise, pourquoi elle ne conviendrait pas tout aussi bien aux économistes qui ont précédé les classiques (et à leurs précurseurs). A toute époque, en effet, on a donné des faits économiques des explications reposant sur les jugements des hommes et les actes résultant de ces jugements. C'est ainsi que lorsque Bodin veut expliquer la relation quantitative entre la valeur de la monnaie et le prix des marchandises, il s'appuie sur cette observation que pour les hommes l'abondance de richesses en diminue le prix. Et l'on pourrait remonter jusqu'à l'antiquité, on trouverait toujours, lorsqu'une explication est donnée d'un phénomène économique, qu'elle est psychologique. Mais les classiques ont cependant apporté quelque chose de nouveau sur ce terrain. A l'explication fragmentaire d'un phénomène déterminé, par une tendance, une aspiration, un désir précis de l'homme, ils ont substitué une explication générale de tous les phénomènes et de tout l'ordre économique par une psychologie de l'homme économique, psychologie qu'il a tout d'abord fallu établir avant d'en étudier le jeu dans ses relations avec les faits. Toutefois ce ne sont pas les classiques eux-mêmes qui se sont livrés à ce travail, il leur a été fourni, peut-on dire achevé, par la philosophie anglaise du XVIII[e] siècle et ils n'eurent à remplir que la seconde partie de la tâche, considérant la première comme définitive (1).

(1) Sur toutes ces questions consulter : Bonar, *Philosophy and*

Hobbes avait en effet établi déjà que l'intérêt personnel est le mobile général de l'activité de l'homme, et l'on discutait vivement alors pour savoir s'il y avait accord prédéterminé entre les actes ainsi inspirés par l'intérêt personnel et l'intérêt général, et si cet accord était fondé sur la raison (Ecole du Sens Moral), ou spontané.

Les économistes prirent parti pour l'école du Sens Moral et Mandeville contre Hobbes qui prétendait ces intérêts divergents et concluait à la nécessité de l'intervention de l'Etat pour leur conciliation.

Ainsi c'est la psychologie, accompagnée de son complément métaphysique, qui devenait la base de l'étude économique, mais qui déjà fournissait, avant tout travail de recherche positive, les solutions auxquelles on devrait forcément aboutir. Et dès lors, puisqu'on avait ainsi en main cette psychologie finaliste, les recherches économiques n'étaient-elles pas un peu dénuées d'intérêt pratique, et comme superflues ?

Mais si nous croyons critiquable l'emploi de la psychologie métaphysique sur ce point, il faut au contraire défendre Adam Smith et les classiques contre un reproche banal et immérité. Il est tout à fait inexact, on l'a reconnu déjà, de prétendre que les économistes ont méconnu les mobiles autres que l'égoïsme. L'homme adopté par eux, à côté des sentiments égoïstes que lui prêtaient Hobbes, Hume et Helvétius, est aussi l'homme bon et vertueux, l'homme sensible du XVIIIe siècle au sens de Schaftsbury (1) et ce n'est que par une abstraction pleinement consciente et volontaire que Smith dans ses

Political Economy in some of their historical relations. Londres, 1893.

(1) Cfr. Schmoller. *Principes d'economie politique*, trad. franç., I, p. 219, 220.

travaux n'envisagera que l'action du mobile de l'intérêt personnel. De l'intérêt personnel de l'homme, résultent en effet *sa tendance au travail*, sa tendance à *l'échange* et à *l'épargne* et c'est sur ces diverses tendances que va — sans difficulté — s'échafauder tout l'édifice économique classique. Et puisqu'il y a harmonie préétablie — résultant du libre jeu de l'intérêt personnel — on s'explique tout naturellement que l'action du mobile psychologique aboutisse universellement aux résultats dégagés par les auteurs ; non pas sans doute que ce mobile suffise pour faire atteindre le bonheur à l'humanité, mais parce qu'il tendra au moins à enrayer les maux qu'il aura pu causer lorsqu'il était à la poursuite de certaines fins. — C'est par exemple ce qui se passe, d'après l'école classique, dans le jeu de balance que les variations de salaires impriment au développement ou à la restriction de la population ouvrière.

La base psychologique adoptée par l'école classique est donc à la fois admirablement simple et féconde. En effet une fois découverte, elle vaut pour tous les temps et tous les pays (1), son action obéit à un principe uniforme, enfin elle est prépondérante.

C'est dans cette prépondérance qu'il faut trouver la raison pour laquelle l'école classique, à la différence des Physiocrates, conçoit la science économique comme distincte de l'ensemble de la Sociologie.

(1) « Cet homme ainsi conçu, Smith, et après lui les classiques, le retrouve partout, à toutes les époques, dans tous les milieux, comme enfoui dans l'homme réel des différentes civilisations, et c'est lui qu'il considère dans son œuvre ; ni le milieu physique, ni la race, ni le degré de développement historique n'en altèrent sensiblement la nature. C'est le même homme qui parcourt toute l'évolution historique d'un peuple. » Hector Denis, *Histoire des systèmes économiques et socialistes*, I, p. 237.

Or cet emploi de la psychologie par les classiques a soulevé bien des critiques, on le sait, la plupart de ces critiques sont même devenues banales, mais on n'a peut-être pas suffisamment observé que la plupart d'entre elles n'emportaient pas condamnation de la méthode déductive.

Cela ne peut être douteux pour les critiques qui ont abouti aux raffinements de l'école psychologique.

Que les analyses psychologiques de l'école classique aient été insuffisantes, nous croyons que ce n'est pas à démontrer, non pas, il faut le répéter, que leur abstraction du mobile égoïste, seul retenu, ait été inconsciente, mais parce que dans certains cas les classiques ne paraissaient pas s'apercevoir qu'il y aurait eu lieu de rétablir après coup les autres mobiles de l'activité de l'homme, afin d'examiner si leur jeu ne venait pas modifier ou parfois se substituer à celui de l'intérêt individuel. De plus des progrès furent accomplis qui ne touchaient même pas à la méthode classique où aux tendances de l'école.

Et il en est d'autres enfin qui ne sont peut-être pas parachevés. On n'a pas assez souvent remarqué à notre sens que lorsque l'économie politique emprunte des notions à une science voisine, il lui arrive ce qui arrive souvent dans des cas analogues, ses savants moins au courant (et cela se conçoit) de l'état des autres sciences que de celui de la leur propre, empruntent à celles-ci des données qui sont souvent dépassées à l'époque où ils les utilisent. C'est croyons-nous ce qui s'est un peu passé pour la psychologie. A l'époque d'Adam Smith on ne connaissait que l'emploi de la méthode d'introspection individuelle en psychologie et c'est par elle que les philosophes du XVIIIe siècle avaient abouti à la description de l'homme adoptée par les économistes.

Mais depuis, la psychologie a fait de grands progrès, elle a changé ses méthodes, l'introspection a fait place dans une large mesure aux méthodes d'observation objective ; or il ne semble pas que tous les économistes soient très disposés à s'apercevoir que ce fait a sur leur science une répercussion considérable. (Nous y reviendrons au sujet des lois). Mais ce qu'il importe de souligner dès maintenant, c'est que l'emploi de la psychologie n'est pas condamné par la science contemporaine (à de rares exceptions près . Seulement il s'est passé ce fait curieux, alors que, à l'époque classique, méthode psychologique ou méthode déductive étaient synonymes, de nos jours la méthode psychologique, suivant une tendance générale des sciences, s'appuie sur une base étendue d'observations objectives qui lui manquait, ce qui ne fait pas disparaître tout emploi de la déduction, mais en limite l'importance et la portée.

Si l'on se tourne maintenant vers l'emploi de la méthode d'observation par les classiques, on voit aisément que rien dans la méthode déductive ne s'oppose à ce que l'on multiplie les observations. Mais est-on en droit, comme on l'a dit, de prétendre que les classiques ou du moins certains d'entre eux, Smith, Malthus, peuvent être considérés comme des précurseurs des écoles réalistes ?

Pas absolument. Sans doute on est unanime à reconnaître que les classiques ont fait usage abondamment de l'observation.

Pourquoi alors leur dénier ce qui aujourd'hui dans l'état de la science serait pour eux un titre de gloire ?

Est-ce parce qu'ils ont pratiqué leurs observations avec moins de méthode qu'on ne le fait de nos jours ? Mais c'est là le cas de tous les pionniers. D'autre part ici plus que partout ailleurs on pourrait invoquer à

leur décharge l'état des sciences annexes, en particulier l'insuffisance et le plus souvent l'absence complète de statistiques.

Ce n'est même pas parce que leurs disciples, au lieu de reprendre leurs observations pour les corriger ou y ajouter quelque chose, se complurent de préférence à discuter ou à développer la chaîne de leurs raisonnements déductifs.

Ce n'est pas non plus parce qu'ils donnaient les lois auxquelles ils aboutissaient comme adéquates à la réalité. Cette prétention ou plutôt cette absence de précaution (car dans une certaine mesure si on veut les lire avec la bienveillance d'un Marshall on trouverait trace chez eux de la notion de cet écart) ne touche pas à la question, car même avec le progrès apporté par Cairnes et qui consiste à considérer les lois comme hypothétiques, on reste dans la méthode déductive.

En un mot ce n'est pas dans l'imperfection de leurs observations soit quant à leur méthode, soit quant à leurs résultats, qu'il faut trouver la raison pour laquelle, malgré tout, on a pu reprocher à l'école classique, non pas tant d'avoir été déductive, que d'avoir été *a priori*.

Le véritable motif, Cairnes l'avait très bien aperçu (1), c'est l'adoption du postulat de l'harmonie des intérêts, de la finalité métaphysique du XVIIIe siècle.

En effet dès le moment où ce postulat était accepté, quel rôle jouait la science économique? Elle consistait à expliquer comment dans le détail cela pouvait bien se faire, à décrire par quel processus cette harmonie se réalisait. Elle le faisait en partant d'une part de l'étude de l'homme, de l'autre de l'étude

(1) Cfr. Cairnes, *Méthode logique*, p. 80.

à la fois de la nature (technologie, géographie économique, etc.) et des faits économiques résultant de l'activité de l'homme dans la poursuite de la satisfaction de ses besoins.

Insuffisant dans l'exécution, ce travail en lui-même était néanmoins le même auquel se livrent aujourd'hui les économistes.

Seulement... seulement l'abandon du postulat change singulièrement les choses.

S'il avait été exact, il en eut peut-être été différemment, mais on ne peut nier que la constatation des antagonismes économiques par certains n'ait poussé de plus en plus les économistes à défendre avec passion leur principe de finalité, et cela les a conduits à se faire de plus en plus, au fur à mesure que la discussion s'amplifiait, les champions des institutions existantes.

Il faut reconnaître d'ailleurs que ce point de vue n'a pas été autant celui des classiques que de leurs successeurs, et peut-être encore plus des économistes français que des économistes anglais.

Mais cette cause de déviation, elle n'est pas dans l'emploi de la méthode déductive. Et si la réaction contre l'école classique a eu le mérite de rétablir l'équilibre entre les deux méthodes, elle a rarement vu que ce qui élargissait singulièrement le domaine de l'observation, c'était non l'emploi même de la méthode d'observation, mais le fait qu'en l'absence d'un postulat quelconque les résultats de l'organisation économique devaient pour être connus faire l'objet de leurs investigations.

Lorsqu'on se trouve par exemple en face d'une nation pratiquant le libre échange, et d'une nation protectionniste, il devient nécessaire d'examiner leurs balances commerciales parce que, comme la théorie du libre échange n'est plus vérifiée par sa

concordance avec le postulat de l'harmonie des intérêts, elle doit l'être d'autant plus par l'observation.

Et comme on ne trouve pas confirmation de l'exactitude des conclusions obtenues dans la concordance avec un postulat déterminé — comme c'était le cas pour les conclusions de l'école classique, — on est conduit à une partie vraiment nouvelle dans la science : la vérification des lois.

Mais si nous avons ainsi montré ce qui à notre sens constitue la ligne de démarcation entre l'école classique et la science économique contemporaine au point de vue de la méthode, que dire de l'emploi de la déduction et de l'induction par celle-ci ?

Nous croyons que notre observation relative à la transformation de la science psychologique y répond suffisamment pour l'instant — la formulation d'une loi implique la croyance à un rapport déterminé permanent entre l'activité humaine à la poursuite de ses besoins et la nature. Même réduite avons-nous dit à l'état d'hypothèse, la formulation de la loi sera nécessairement le résultat d'une opération déductive de l'esprit. Quant au rôle préalable de l'induction il n'est pas contesté — si donc il y a des lois économiques, nous entendons des lois causales, ces lois sont à la fois psychologiques et dues à l'observation.

Ainsi on trouve dans la conception même de la méthode la raison qui ôte aux économistes modernes la confiance dans les lois que montraient les classiques. Rien de plus légitime que ce doute, rien surtout de plus scientifique ; sa conséquence naturelle est de conduire à la vérification des lois, partie de la science presque inconnue des classiques, qui ne procédaient peut-on dire que par épreuves, par exemples, sans souci méthodologique. D'autres causes

ont contribué à diminuer la majesté des lois économiques (1).

C'est ainsi qu'il nous apparaît comme évident que la cause de la désillusion éprouvée par les plus généreux de nos savants tient à un aspect particulier de ce que certains considèrent comme le recul de la science. Les classiques élaboraient des lois qu'ils considéraient comme adéquates à la réalité des phénomènes considérés dans leur généralité. De nos jours on ne présente plus guère que des lois agissant dans un ensemble de conditions déterminées, — conditions hypothétiques pour les déductifs, conditions de faits très strictement limitées à un milieu historique, géographique et social donné, pour les inductifs. Or il est bien certain qu'une semblable loi, à la différence de celle des classiques, est loin de fournir dans tous les cas une règle d'action pratique. Et cela est aussi vrai de la loi causale énoncée pour un milieu hypothétique, que pour la loi empirique.

Cela paraît une bien singulière évolution que celle de la science économique ; avant les classiques on haussa peu à peu des *règles* à la dignité de lois : de nos jours les lois subsistent mais ne peuvent plus être confondues avec les règles, et c'est pourquoi certains se détournent d'elles.

Cette évolution est d'autant plus remarquable qu'on a abandonné la prétention des classiques de vouloir que ces lois fussent l'expression de vérités universelles.

(1) Ce n'est pas que nous soyons impuissants devant les faits économiques ; dans toute la législation monétaire ou commerciale on trouve des exemples de buts cherchés et atteints avec certitude ou quasi-certitude par le législateur, cela se produit toutes les fois que l'on peut arriver à l'explication psychologique des faits qu'il s'agit de diriger (ex. effets de l'élévation du taux de l'escompte), mais cela peut se produire aussi d'une façon empirique.

Des lois générales on est venu aux lois particulières, il est donc plus décevant de voir que, même en limitant ses prétentions en généralité, on n'avance pas en certitude et en précision. Cela tient, semble-t-il, à ce que l'étude de la relation causale entre les phénomènes est beaucoup plus complexe qu'on ne se l'était imaginé à l'origine.

Les habitudes d'abstraction empruntées à d'autres sciences avaient conduit les économistes à isoler un phénomène préalablement observé, sur lequel ils raisonnaient, en s'appuyant plus ou moins sur un contrôle des faits. En procédant de cette façon, ils ne s'aperçurent pas que cette abstraction et cet isolement étaient tout à fait arbitraires. Quant à l'abstraction, le plus souvent elle se faisait dans des conditions arbitraires. On retenait, en vertu de quelque postulat, implicite ou erroné, un phénomène considéré comme *cause* et on recherchait les *effets* tandis qu'en réalité on doit étudier un complexus de faits sociaux, un enchevêtrement dans lequel les phénomènes sont tour à tour cause et effet. On dira dans une terminologie qui se précise, qu'ils sont dans une mutuelle interdépendance, ou avec les mathématiciens qu'ils sont fonctions les uns des autres : on est en face non pas d'une action de certains phénomènes primaires sur d'autres phénomènes secondaires mais de réactions économiques (1).

Quant à l'isolement on considérait souvent une

(1) Cette erreur de l'école classique, qui s'est perpétuée presque jusqu'à nos jours, tient beaucoup à ce qu'on s'est attaché à des catégories de phénomènes, salaires, profits, intérêt, rente, et qu'on les considère comme dotés de mouvements parallèles ou inverses, sans tenir jamais un compte suffisant de ce que le même mouvement d'un phénomène, dans un milieu différent, a des effets différents, même parfois c'est en se prolongeant que le phénomène a des effets différents (ex. effets des hauts salaires sur la productivité du travail et sur le genre d'existence des classes ouvrières).

certaine catégorie d'effets d'un phénomène sans apercevoir que ce phénomène avait d'autres effets dont les réactions pouvaient venir contrecarrer le jeu des effets obtenus par la déduction dans le premier groupe. C'est ainsi que lorsqu'on songe aux effets de l'accroissement de la quantité de monnaie dans un pays, on ne songe parfois qu'à la demande d'objets de consommation qu'elle provoquera sans doute et l'on oublie de rechercher ses effets sur la thésaurisation ou sur le développement de la production.

Le caractère complexe de la causalité des phénomènes économiques, l'enchevêtrement, ou si l'on veut la solidarité a une telle importance qu'elle est à la base de la constitution de toute une école contemporaine, il ne faut donc pas s'étonner qu'elle ait eu sur la conception des lois une telle influence, et que pour en triompher on ait recouru à deux procédés qui pour être opposés ne se complètent pas moins dans une certaine mesure. D'une part la schématisation des conditions — le milieu hypothétique des mathématiciens — de l'autre les constations empiriques des réalistes.

Mais l'expression de « lois » empiriques ne peut nous abuser. Il ne s'agit que de la constitution de séries de phénomènes choisis en vue d'une recherche et entre lesquels apparaissent des régularités, des corrélations, des constances, dont on n'a pas encore aperçu la relation causale. Ce qui a fait leur très grande fortune, et le crédit dont elles jouissent encore auprès de beaucoup, c'est l'admiration éprouvée par les statisticiens devant les premiers résultats de leurs recherches. Ces résultats les remplissaient d'aise et de véritable émotion. Que leur importait même la cause? Ils avaient la loi de production du phénomène, cela suffisait. Mais ils oubliaient qu'en

l'absence d'une explication causale, ils ne pouvaient garantir que le phénomène continuerait à se produire de la même façon, simplement parce qu'il en avait l'habitude.

Toutefois il faut bien dire que les inductifs n'en sont pas restés à ce stade. Deux cas peuvent se présenter pour eux. Ou bien l'emploi des recherches inductives a pour objet de vérifier une hypothèse préalable, souvent cette hypothèse n'est autre chose qu'une proposition considérée comme loi par les classiques. Ou bien l'hypothèse naîtra de l'examen des faits correctement et complètement énumérés dans les statistiques et les monographies.

Mais dans un cas comme dans l'autre on ne passera de la constatation empirique des régularités, des conséquences, en un mot de l'hypothèse, même appuyée par les faits, à la loi causale que lorsqu'on aura obtenu l'explication psychologique des phénomènes observés (1). Or si l'on doit l'obtenir non plus par l'ancienne méthode d'introspection individuelle mais par l'observation psychologique, on se trouve en face de difficultés nouvelles et d'incertitudes. Aussi s'explique-t-on que d'autres économistes aient voulu malgré tout maintenir des explications causales, malgré leur imperfection reconnue. Sans doute ces lois obtenues hypothétiquement ne représentent pas la réalité, mais les hypothèses successives par lesquelles on s'efforce de les en rapprocher sont des données empruntées à la réalité. Il convient même d'insister sur cette idée, parce qu'on s'imagine souvent que les mathématiciens choisissent des hypothèses arbitraires, et en second lieu, que c'est la méthode mathématique qui leur fournit l'explication

(1) Cfr. F. Simiand, *Déduction et observation psychologiques en économie sociale*. Rev. de Métaphysique et de Morale, juillet 1899, p. 446 s.

des relations causales. Il est cependant bien évident que les mathématiques ne donnent rien de tel. La méthode mathématique ne fournit pas les données mais seulement la chaîne du raisonnement. D'autre part il faut bien préciser ce qu'on entend par la réalité. La réalité dont s'inquiètent les économistes est une abstraction, c'est une réalité qui permet de voir le jeu de certains phénomènes à l'exclusion de certains autres, alors que dans les faits tous sont enchevêtrés. De sorte que l'on doit s'arrêter dans l'approximation pour conserver des formules d'une certaine généralité, tandis que les inductifs se livrent à un travail inverse (par exemple par l'interpolation statistique qui permet de faire disparaître les mouvements accidentels, pour mieux suivre l'allure d'une courbe générale destinée à vérifier une hypothèse déterminée).

Ainsi l'étude des phénomènes économiques apparaît beaucoup plus complexe de nos jours qu'elle ne le semblait aux classiques. Néanmoins si l'on regarde l'ensemble de la méthode et des lois chez les classiques et les contemporains, on trouve qu'il y a plutôt des différences de degrés que de nature dans la méthode employée et dans les lois obtenues. Mais il y a quelques résultats qui ressortent des constatations de méthode qui précèdent (1).

Si l'on envisage séparément les diverses parties de la science économique, la Production, l'Echange, la Répartition, on s'aperçoit bien vite qu'elles ne sont pas avancées au même degré (2).

(1) Il n'en est pas de même à notre avis entre les écoles déductives psychologiques et mathématiques contemporaines et les écoles réalistes, il existe entre elles une différence de nature dans la méthode.

(2) Il n'y a pas lieu de parler de la consommation, rubrique renfermant généralement dans les traités d'économie politique quelques développements sur le luxe et l'épargne.

Dans la production, les phénomènes dépendent essentiellement de la technologie dont la connaissance approfondie s'impose et ne présente pas de difficultés insurmontables. Lorsque des changements imprévus se produisent, il est évident que tout doit être revisé. Cette prédominance de l'élément technologique dans la production est d'autant plus décisive que la psychologie de l'homme comme producteur apparaît comme relativement simple.

Toutefois un autre élément d'incertitude intervient dans la mesure où les conséquences des changements de cette psychologie se répercutent sur la production. (Productivité des coopérateurs, des ouvriers à hauts salaires, des différentes formes d'exploitation ou de tenures agricoles, etc.).

On peut discuter sur la rigueur des lois de la production et sur la correction de leur expression, ou au moins de quelques-unes d'entre elles, mais on arrive au moins à une description assez précise et d'allure assez scientifique des phénomènes.

Les phénomènes d'échange apparaissent également comme largement maîtrisés par la science économique. Ici cependant les faits à étudier sont déjà plus complexes, les phénomènes de la production ont une influence dont il faut tenir compte, d'autre part le jeu des institutions de l'échange, encore que celles-ci soient organisées par les hommes, présentent à l'analyse des difficultés considérables qui se rattachent pour la plupart à la difficulté qu'il y a à constater et à mesurer la valeur. Néanmoins la psychologie de l'homme dans l'échange est encore relativement simple et, peut-on dire, proche de celle qu'envisageaient les classiques.

Il en va tout différemment des phénomènes de la répartition. Ceux-ci sont influencés à la fois par les phénomènes de la production et ceux de l'échange, premier motif de complexité.

D'autre part c'est dans ce domaine que le rôle de la psychologie est le plus obscur, parce que c'est essentiellement dans ce domaine que, suivant le mot de Engel : ce que chacun veut n'arrive pas, et que ce qui arrive, c'est quelque chose que personne n'a voulu. Les phénomènes de la répartition sont les résultats éloignés et imprévus de la poursuite précise, individuelle ou collective de certains objectifs qui sont ou ne sont pas atteints.

D'ailleurs ici la psychologie loin d'être mue par des mobiles économiques, l'est également par les mobiles religieux, moraux, sociaux ou politiques, qui prévaudront tour à tour suivant les cas, les civilisations aux diverses époques ou dans les divers pays.

Aussi ne faut-il pas s'étonner de voir que cette partie de la science à laquelle les classiques avaient consacré tant d'efforts, ne soit guère avancée de nos jours et que c'est pour elle surtout que le progrès ait consisté à reconnaître les erreurs des doctrines proposées. Qui s'occupe aujourd'hui parmi les économistes de la répartition proportionnelle autrement que pour en rappeler la doctrine, et reconnaître qu'elle n'intéresse plus la science ? (1)

Il en résulte également que c'est surtout aux théories de la répartition que doit s'appliquer la recherche purement objective, l'étude positive de phénomènes de masse, qui se garde de tirer des conclusions des mobiles psychologiques individuels puisqu'ils sont impuissants à expliquer les faits, puisque surtout ils doivent être expliqués eux-mêmes par l'étude des phénomènes généraux.

Telles sont les quelques réflexions que nous vou-

(1) Cfr. Ch. Rist, *Deux sophismes économiques. La théorie de la répartition proportionnelle chez Bastiat et Rodbertus*. Rev. d'Econ. Pol., 1904, XIX, p. 223, s.

lions présenter et que nous a suggérées la lecture de la précise et vigoureuse revue des doctrines de la production et de la distribution de l'école anglaise, revue faite par l'un des économistes qui ont le plus contribué au rajeunissement de la science anglaise moderne. Nous aurions aimé à montrer à côté du caractère limité et relatif que la science économique actuelle a assigné aux lois dans la mesure où elles les a conservées, que tous les concepts nouveaux de la science participent à un très haut degré, à côté des restrictions méthodologiques, à ce caractère de relativité. Mais la matière est trop importante en soi et nous eut entraîné trop loin, elle devra être reprise à part.

NOTE DES TRADUCTEURS

Toutes les fois où cela a été possible, on a indiqué les références des citations aux traductions françaises des ouvrages cités.

Les éditions françaises des principaux ouvrages cités sont : Adam Smith, *Richesses des Nations*. Collection des principaux Economistes, Guillaumin, 1881.

Ricardo, *Œuvres*. Collection des principaux Economistes, Guillaumin, 1882.

Malthus, *Essai sur le Principe de la Population*. Collection des principaux Economistes, Guillaumin, 1845.

J.-S. Mill, *Principe d'Economie politique*, traduction Dussard et Courcelle-Seneuil, Guillaumin, 1873.

PRÉFACE DE LA PREMIÈRE ÉDITION

Comme il n'y a plus personne qui croit que l'Economie Politique a été inventée par Adam Smith et perfectionnée par Stuart Mill, il est devenu presque nécessaire de s'excuser de prendre la date de la publication de la *Richesse des Nations* et les *Principes d'Economie Politique* de Mill comme limites d'une histoire d'une partie de la théorie économique.

J'ai décidé de commencer en 1776, parce que ce que l'on peut appeler le cadre des théories de la Production et de la Distribution que l'on a enseignées dans les ouvrages d'Economie Politique anglais pendant les cent dernières années, paraît devoir son origine à la combinaison de l'économique née en Angleterre avec le système de Quesnay, combinaison qui se trouve dans la *Richesse des Nations*. Je me suis arrêté en 1848 parce qu'il est encore trop tôt pour traiter dans un esprit historique des 25 années qui se sont écoulées depuis 1868, et la période de stagnation qui a suivi la publication de l'ouvrage de Mill n'est pas un sujet intéressant d'étude, si ce n'est lorsqu'on la relie à l'*éclosion* des idées nouvelles qui la termine.

Je n'ai pu tirer qu'étonnamment peu d'aide des ouvrages antérieurs (*Vue du Progrès de l'Economie Politique*) *View of the Progress of Political Economy*) de Sir Travers Twiss, daté de quarante-six ans (1). L'*Histoire de l'Economie Politique* (*History of Political Economy*) du Professeur Ingram et l'*Histoire Abrégée de l'Economie Politique en Angleterre d'Adam Smith à Arnold Toynbee* (*Short History of Political Economy in England from Adam Smith to Arnold Toynbee*) de Price, sont tous deux d'excellents ouvrages, mais celui-ci est tellement plus détaillé, dans les limites de son cadre, que les occasions de les utiliser se sont présentées rarement. A peu près la même chose peut être dit des *Progrès de la Science Economique de M. Block* et d'autres Histoires (des Doctrines). La première partie de *Kapital und Kapitalzins* du Dr Eugen Böhm-Bawerk — peut-être le plus brillant ouvrage écrit sur l'histoire d'une partie de l'économie politique — m'a été de plus d'usage. Au fragment important — *Zwei Bücher zur socialen Geschichte Englands*, que Adolf Held a laissé après lui, lorsque par la fatalité il fut arraché aux économistes de la dernière génération, je dois une grande reconnaissance pour m'avoir ouvert les yeux sur le rapport intime qu'il y avait entre la *politique* et la théorie économique de la période ricardienne, rapport qui fournit la clef de beaucoup d'énigmes.

Dans les ouvrages ordinaires critiques et po-

(1) Ecrit en 1893. (Note des traducteurs).

sitifs d'économie politique il y a de fréquents exposés de l'histoire des doctrines économiques. Mais ces exposés présentent rarement beaucoup de valeur pour l'historien. Ils sont souvent basés sur des citations peu soigneuses, faites de mémoire, et c'est exceptionnellement que l'on donne aux lecteurs les références qui leur permettrait de les trouver. En tant qu'ils s'appliquent à la période du début du XIX[e] siècle, ils sont particulièrement défectueux et peu dignes de confiance. On a constamment supposé que la « théorie abstraite » doit être défendue, presque à n'importe quel prix, contre les attaques de « l'école historique » et le résultat a été de créer un Ricardo et un Malthus, véritables mythes qui n'ont jamais rien écrit qui ne puisse être « limité et expliqué », jusqu'à ce que cela cesse d'être en conflit avec le fait reconnu ou l'opinion moderne reçue. Je n'ai pas de sympathie pour une telle idéalisation et je crains de devoir désappointer ceux qui s'attendent à ce que je soutienne un petit nombre d'économistes choisis comme exempts d'erreur humaine, et que je montre leurs adversaires comme des personnes d'intelligence faible, qui ne sont pas arrivés à les comprendre du tout. Il n'entre pas dans mon plan de recommander aucune méthode particulière de recherche économique ou de louer ou dénigrer tels auteurs particuliers. Mon objet est simplement de montrer ce qu'étaient les théories variées relatives à la production et à la distribution, et d'expliquer comment et pourquoi elles se sont développées et

comment alors elles se sont épanouies ou sont tombées.

Pour toutes mes citations, j'ai donné des références exactes. Ces références aux pages de la *Richesse des Nations* s'appliquent à l'édition de M' Culloch en un volume qui a été fréquemment réimprimée avec la même pagination. Comme il n'existe pas même d'édition passable, j'ai cru préférable de me référer à celle dont il existait le plus d'exemplaires. Dans deux cas où j'ai trouvé de petites négligences dans le texte j'ai rétabli le texte véritable. Quand un doute quelconque s'élève sur un nom ou une date d'un autre livre auquel il est référé, il sera résolu en regardant au nom de l'auteur à l'Index. Dans les citations, je me suis souvent permis d'omettre un mot tel que « alors » ou « c'est pourquoi » lorsqu'il se trouve près du commencement et relie simplement la proposition à la question non citée qui la précède. A cette exception elles seront toujours, je l'espère, trouvées identiques à l'original.

Oxford, Avril 1893.

PRÉFACE DE LA SECONDE ÉDITION

L'histoire des théories étudiées dans ce livre n'a pas été beaucoup modifiée par les recherches de ces dix dernières années. La publication par un étudiant des notes des conférences d'Adam Smith et l'étude de la philosophie de Francis Hutcheson, du Dr W. R. Scott, ont cependant jeté une grande clarté nouvelle sur les origines de la *Richesse des Nations*, mais ce sujet se trouve en dehors des limites qui ont été posées, et peut être commodément traité à part. L'information nouvelle ne contredit rien dans le présent ouvrage et confirme la conjecture du chapitre III, § 1, relative à la manière dont le plan Smithien de la Distribution a évolué.

Certains critiques de la première édition se sont plaints de son ton, mais j'ai bon espoir que ce qui apparaissait comme le jugement blasphématoire d'un homme acrimonieux en 1893 semblera maintenant l'exposé impartial de faits incontestables. Aucune suggestion relative à une fausse interprétation ou à une erreur historique ne m'a été faite. Aucun changement essentiel ne m'est donc apparu comme nécessaire, et l'expérience que j'ai acquise

à comparer des éditions différentes des plus grands ouvrages économiques ne m'incite pas à regarder avec faveur des changements étendus sur des points sans importance. Généralement, des changements semblables ajoutent inutilement au volume d'un ouvrage, en détruisent presque toujours la cohésion et embrouillent et ennuient invariablement le travailleur sérieux. J'ai par conséquent résisté à toutes les tentations de renforcer ou de modifier mes raisonnements et d'ajouter des nouvelles citations.

Les seuls changements introduits dans le texte sont la correction de quelques fautes d'impressions et de quelques erreurs grammaticales, la transformation de « M. Giffen » en « Sir Robert Giffen » et la modification d'une ou deux indications de dates qui auraient pu tromper les lecteurs d'un livre daté de 1903. Dans les renvois en notes, plusieurs modifications ont été rendues nécessaires par la réimpression des lettres de Ricardo au *Morning Chronicle* et par la revision par le Professeur Marshall des éditions successives du premier volume de ses *Principles ;* et j'ai fait ressortir, d'une manière claire, que la division tripartite du *Traité* de Say est seulement introduite dans sa seconde édition.

Mais tandis que je restreignais les modifications dans les limites les plus étroites qu'il m'était possible, je n'ai pas cru qu'il me fut interdit d'ajouter à la fin du dernier chapitre deux sections entièrement nouvelles dans lesquelles j'ai

essaye d'indiquer le rapport des théories d'aujourd'hui à celles de la période exposée, et de montrer que les vieilles théories ont été remplacées par d'autres plus solides du point de vue scientifique et également appropriées aux besoins pratiques de notre temps.

London School of Economics, juin 1903.

HISTOIRE DES THÉORIES
DE LA
PRODUCTION ET DE LA DISTRIBUTION
DANS L'ÉCONOMIE POLITIQUE ANGLAISE
de 1776 à 1848

CHAPITRE PREMIER

LA RICHESSE D'UNE NATION

§ 1. — *La richesse considérée originairement comme un état ou une condition.*

« Production » et « distribution » en économie politique ont toujours signifié la production et la distribution de la richesse. Le premier problème en face duquel nous nous trouvons est donc la question de la nature de cette « richesse » « wealth » qui est l'objet [subject] de la production et de la répartition.

Suivant l'étymologie, ce n'est autre chose qu'une forme allongée du mot « weal » (1) « wealth », qui signifiait un état particulier du corps ou de l'esprit. Dans les Litanies il est opposé à « tribulation » et dans la prière pour sa Majesté le Roi il a été placé évidemment pour comprendre toute cette partie du bien-être [welfare] en général qui n'est pas déjà exprimé dans le mot « health ». Dans les paroles de la version autorisée de la Bible, Mar-

(1) Skeat, *Etymological Dictionnary*, v° Wealth : « une forme allongée de « weal » (ME. wele), à l'aide du suffixe th, indiquant la condition ou l'état ; cfr. heal-th tiré de heal, dear-th. tiré de dear, etc.

dochée cherche « la wealth de son peuple » (1) ; les méchants, d'après la plainte (les reproches) de Job « passent leurs jours dans la wealth » (2) et saint Paul exhorte les Corinthiens à « ne pas laisser chaque homme chercher sa propre wealth, mais bien chacun la wealth de son prochain » (3).

La sorte de bien-être indiquée par le mot « wealth » dans ce sens ancien est tellement liée au fait de posséder ou de recevoir périodiquement certains objets matériels, tels que le pain, la viande, les vêtements ou l'argent, que le mot fut appliqué à ces objets eux-mêmes aussi bien qu'à l'état du corps ou de l'esprit produit par leur acquisition. Avant qu'Adam Smith adopte cette expression, *Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations*, comme titre de son ouvrage, l'usage de ce mot pour indiquer les objets qui sont supposés rendre un homme « wealthy » était devenu si courant que les lexicographes oubliaient de mentionner le sens plus ancien. Dans le dictionnaire établi par Dyche et Pardon (1735) ils donnent à « wealth » le seul sens de « toutes sortes de richesses soit monnaie, moutons, chevaux, marchandises, terre, etc. ». Johnson, en 1756, le définissait : « richesses, monnaie ou biens précieux » et donnait des exemples de son usage par Spencer, Shakespeare, Bishop Corbet et Dryden.

§ 2. — *Identification supposée de la richesse avec l'or et l'argent.*

Quoique Adam Smith dise que « il serait trop ridicule de s'attacher sérieusement à démontrer que la richesse ne consiste pas en monnaie, ou en or et en argent, mais dans ce que la monnaie achète et qu'elle n'a

(1) *Esther*, x, 3.
(2) *Job*, xxi, 13.
(3) I *Cor.*, x, 24.

de valeur qu'en vue de l'acquisition » (1), il semble certainement s'efforcer de donner à ses lecteurs l'impression que l'opinion, sans fondement, que la richesse consiste en monnaie était sérieusement soutenue par les écrivains mercantilistes du XVIIe et du XVIIIe siècles. Or, il est tout à fait possible de citer chez ces écrivains des passages dans lesquels le métal et la richesse sont identifiés, et où l'on fait dépendre la richesse d'une nation de la quantité de métal qu'elle possède (2). Mais que cela soit absurde, ou non, dépend du sens donné au mot richesse.

Un écrivain peut se servir d'un mot dans un sens qui n'est pas celui de la conversation sans que cela soit ridicule. A la vérité, il serait ridicule de prétendre qu'une

(1) Adam SMITH, *Wealth of Nations*, liv. IV, ch. I, édition de Mac Culloch, p. 191 b ; traduction française, édit. Guillaumin, t. II, pp. 14 et 15.

(2) Par ex. « Les mesures générales du commerce de l'Europe sont actuellement l'or et l'argent ; qui, bien qu'ils soient quelquefois des marchandises, sont cependant l'objet ultime du commerce ; et suivant qu'une nation en détient plus ou moins, elle est qualifiée riche ou pauvre ». — William RICHARDSON ou Sir Maither DECKER, *Essay on the Causes of Decline of the Foreign Trade*, « Essai sur les causes du déclin du commerce extérieur », 1744, dans OVERSTONE, *Select Tracts on Commerce*, « Tracts choisis sur le Commerce », p. 157. « Beaucoup de gens se trompent tellement qu'ils ne peuvent voir la différence entre la possession d'un grand trésor d'or et d'argent dans le royaume, et la Monnaie, occupée à frapper la monnaie, le seul témoignage réel de trésorerie et richesse, et la faisant exporter ; mais ils disent que la monnaie est une marchandise comme les autres et ne se croient jamais plus pauvres de ce que la nation exporte chaque jour ». — Josuah GEE, *The Trade and Navigation of Great Britain considered, showing that the surest way for a nation to increase in riches is to prevent the importation of such foreign commodities as may be raised at home*, etc. « Examen du commerce et de la navigation montrant que le moyen le plus sûr pour une nation d'accroître sa richesse est d'empêcher l'importation de ces marchandises étrangères qui peuvent être produites nationalement, etc. », 1729, 6e édit. 1755, p. 8. « Ce que l'on entend communément par la balance du commerce est l'égalité de l'importation de produits étrangers et de l'exportation de produits indigènes. Et l'on estime que la balance du commerce est à l'avantage d'une nation lorsqu'elle exporte plus de produits indigènes qu'elle n'importe de produits étrangers. La raison en est que si les produits indigènes qui sont exportés ont une valeur plus grande, la

nation pourrait être bien nourrie, habillée et logée confortablement avec de l'or seulement ; mais il n'y a pas de raison de supposer que le plus farouche mercantiliste ait jamais été victime de cette illusion. La seule existence de la fable de Midas était une sauvegarde suffisante. Les mercantilistes peuvent être justement accusés d'avoir exagéré l'importance des règles nombreuses et inutiles dans le but de s'assurer une pareille accumulation, mais aucun d'entre eux n'a jamais imaginé que l'or et l'argent fussent le seul bien économique. Ils étaient, à la vérité, plutôt enclins à représenter l'acquisition de l'or et de l'argent comme le seul bien économique qui pût être obtenu par une seule industrie, le commerce extérieur (1). Mais en ceci, ils n'avaient pas commis, si l'on considère la nature du commerce de l'Europe et en particulier de l'Angleterre à cette époque, une erreur si ridicule. L'échange de nation à nation des articles volumineux qui constituent les produits nécessaires à l'existence est une chose qui s'est développée avec les facilités des trans-

balance du compte doit se faire en espèces ou en monnaie. Et la nation devient d'autant plus riche que le montant de ce compte est plus grand. » — Postlethwayt, *Universal Dictionary of Trade and Commerce* « Dictionnaire universel des différentes formes de Commerce », 2e éd., 1757, vol. I, p. 184 *a*. V° Balance du Commerce. cf. Vol. II, p. 283 en haut.

(1) « On donne habituellement deux acceptions au terme Balance du Commerce : 1° D'une manière générale quelque chose par quoi il peut être connu si ce royaume gagne ou perd dans son commerce extérieur 2° En particulier quelque chose par quoi nous pouvons savoir par quels commerces et industries ce royaume gagne et par lesquels il perd. L'opinion la plus généralement admise et qui n'est pas mal fondée. est que, dans la première de ces acceptions, cette balance doit être prise comme une analyse stricte du rapport de la valeur des produits exportés du Royaume à celle des produits qui y sont importés ; et si les exportations dépassent les importations, on en conclut que la nation gagne dans les échanges commerciaux d'ensemble, car on suppose que le surplus est formé par l'importation de métaux précieux et ajoute ainsi au trésor du royaume. l'or et l'argent étant pris comme la mesure et le niveau des richesses. » Josiah Child, *A New Discourse of Trade* « Un nouveau discours sur le commerce », 4e éd., p. 164.

ports modernes. Au XVII[e] siècle les articles autres que le métal importés en Angleterre étaient pour la plupart d'un caractère assez insignifiant. Un grand nombre était superflu, et beaucoup pernicieux. Les écrivains de cette époque sont très excusables de s'être imaginés que l'utilité principale du commerce extérieur en Angleterre était d'introduire de l'or et de l'argent plutôt que la muscade (1).

Le *Verbum Sapienti* de Petty nous montre ce que comprenait la richesse d'une nation en 1691. Il contient une évaluation de la « richesse du royaume », dont voici le résumé (2).

Terre [24.000.000 acres don. un revenu de £ 8.000.000]	£ 144.000.000
Maisons.	30.000.000
Vaisseaux	3.000.000.
Troupeaux, chevaux, etc.	36.000.000
Monnaies d'or et d'argent	6.000.000
Marchandises. Vaisselle plate. Mobilier	31.000.000
	£ 250.000-000

Il n'apparait pas que personne ait jamais discuté cette évaluation en prétendant que l'or et l'argent dussent seuls entrer en compte et que la « richesse du royaume », par conséquent, dût être évaluée à 6 millions au lieu de 250.

Vers le milieu du XVIII[e] siècle, quelques écrivains semblent s'être imaginés que dans un pays le rapport de la monnaie au reste de la richesse doit toujours être le même, de sorte que l'augmentation de monnaie mesure-

(1) Davenant estimait que l'Europe subissait une perte dans son commerce avec les Indes et se plaçait sur le terrain suivant : « L'Europe n'en tire rien qui soit d'usage solide : (seulement) des matières de luxe et produits périssables et y envoie de l'or et de l'argent qui y sont enterrés et n'en reviennent jamais », *East India Trade*, « Le Commerce de l'Inde », p. 12. Même Sir Théodore Janssen, l'auteur des *General Maxime of Trade* « Maximes générales du Commerce », 1713, réimprimées dans le *British Merchant* 1721, proclamait seulement « que l'importation des seuls produits de luxe représente une perte réelle égale à leur montant » et estimait « que l'on ne peut pas considérer comme mauvaises les importations des choses d'absolue nécessité », vol. I, p. 6.

(2) PETTY, *Verbum Sapienti*, ch. I, p. 3-7. Traduction française, I, p. 121-124.

rait l'augmentation de richesse (1). Mais Steuart, le dernier et le plus systématique de l'école à laquelle Adam Smith était si hostile, désapprouva « la façon moderne d'évaluer la richesse par la quantité de monnaie en circulation » (2). Ces prédécesseurs d'Adam Smith savaient en réalité aussi bien que lui que la monnaie d'une nation n'est pas sa seule richesse, et l'insistance de quelques écrivains sur la question (3) doit être simplement regardée comme la conséquence de leur désir de marquer un point contre le protectionnisme, qui presque toujours a été associé aux inexactitudes relatives à « l'exportation de la monnaie du pays ».

§ 3. — *Restriction de l'idée de Richesse aux objets ayant une valeur d'échange.*

Mais alors que personne ne considérait réellement que la richesse d'une nation consistait exclusivement dans sa monnaie, chacun tenait pour démontré qu'elle consistait exclusivement en objets ayant une valeur en monnaie : les Physiocrates, chez qui Adam Smith a puisé un grand nombre des idées qu'il a introduites dans l'économie politique anglaise, excluaient expressément les *biens gratuits* du nombre des *richesses*.

« Les biens, dit Quesnay, sont ou gratuits ou commerçables. Les biens gratuits sont ceux qui sont surabondants et dont les hommes peuvent jouir partout et gratuitement, tel est l'air que nous respirons, la lumière du soleil qui nous éclaire, etc.

(1) Cf. ANDREW HOOKE, *An Essay on the National Debt and National Capital or the Account truly stated, Debtor and Creditor* « Essai sur la dette nationale et le capital national ou compte débiteur et créditeur sincèrement exposé », 1750. Un résumé des conclusions de Hooke se trouve dans R. GIFFEN, *Growth of Capital* « Accroissement du Capital », p. 87-88.

(2) *An Inquiry into the Principles of Political Economy* « Recherche sur les principes de l'économie politique », 1767, vol. I, p. 177 ; vol. II, p. 42 (Dans les *Works*, vol. I, p. 238 ; vol. III, p. 56,57).

(3) Cf. M'CULLOCH, *Discours Introductif à la Wealth of Nations*, p. 19. J. S. MILL, *Principles, Remarques préliminaires*, 1re éd., vol. I, p. 2-4, éd. popul., p. 1-2 ; traduction Courcelle-Seneuil 1873, p. 2.

Les biens commerçables sont ceux que les hommes acquièrent par le travail et par échange : c'est ce genre de biens que nous appelons richesses parcequ'ils ont une valeur vénale, relative et réciproque les uns aux autres, et en particulier à une espèce particulière de richesse que l'on appelle monnaie, qui est destinée à représenter et à payer la valeur vénale de toutes les autres richesses (1) ».

Bien qu'il ne le dise pas, il n'est pas douteux qu'Adam Smith partageait l'opinion de Quesnay. Cela est impliqué par sa théorie que la richesse d'une nation consiste exclusivement dans le produit du travail et par la grande importance qu'il attache à la « valeur d'échange » de la totalité de ce produit (2). Il est évidemment tout à fait naturel, là où la propriété privée est établie, d'omettre toutes choses qui ne possèdent aucune valeur monétaire de la liste des choses qui constituent la richesse d'un individu, car quelqu'utiles ou agréables qu'elles puissent lui être, leur possession ne le rend pas plus riche que ses semblables. Mais la richesse nationale est dans une situation quelque peu différente. Cela fut aperçu en 1804 par Lauderdale, qui voulait montrer que le fond d'amortissement était sur le point de ruiner la nation, non parce qu'il n'éteindrait que peu ou pas la dette, mais parce qu'il l'éteindrait trop. Dans ce dessein il s'efforça de prouver que la richesse publique (public wealth) et la richesse privée (private riches), ne s'augmentent pas de la même manière, et que la valeur, quoique nécessaire à la richesse privée, n'est pas nécessaire à la richesse publique. La valeur, disait-il, dépend de la rareté, tandis que la richesse nationale dépend de l'abondance. Par exemple, une mauvaise récolte est certainement nuisible à la richesse nationale, quoique la plus petite quantité de grains produite puisse valoir plus cher que la plus

(1) *Œuvres*, édit. Oncken, p. 289, note.

(2) V. par ex. liv. I, chap. VI, p. 24, et liv. II, ch. II, p. 123, b. et ch. III, p. 149 b., 150 b., 216 a. Edit. Guillaumin, liv. I, ch. VI, liv. II, chap. II, p. 336, liv. II, chap. III.

grande quantité produite dans une bonne année. Ainsi, la richesse publique doit être définie « tout ce que l'homme désire comme lui étant utile ou agréable », et la richesse individuelle doit être définie « tout ce que l'homme désire comme lui étant utile ou agréable et qui se trouve dans un certain degré de rareté » (1). L'absurdité des conclusions de Lauderdale relativement au fonds d'amortissement ont empêché ses contemporains de voir beaucoup de ce qu'il y avait de pénétrant et valable dans ses arguments. Ils semblent avoir considéré qu'on lui avait suffisamment répondu par cette assertion que s'il y avait une hausse de la valeur du grain, il y a une baisse dans la valeur d'autres objets (2), constatation qui ne conduit à rien. Si toute la production de l'année était évaluée en grain, elle apparaîtrait beaucoup plus petite que dans une année ordinaire, si elle était évaluée en une autre marchandise, elle apparaîtrait plus élevée et c'est le fait dont Lauderdale se plaint. Dans le *Commerce Defended* « Défense du commerce » 1808, James Mill remarque que « la richesse est relative au terme valeur » et il dit : « Le terme de richesse sera toujours employé dans les pages suivantes comme désignant les objets qui ont une valeur en échange, ou au moins nous avertirons si nous avons jamais l'occasion de l'employer dans un autre sens (3) ». L'auteur de l'article *Political Economy* dans la 4e édition de l'*Encyclopædia Britannica*, écrivant en 1810, n'a également pas d'hésitations :

« Les avantages extérieurs dont l'abondance est universelle et absolue, l'air que nous respirons, la lumière du ciel, ne sont point de la richesse. Pour constituer de la richesse, un article doit avoir un certain degré de rareté, c'est alors seulement qu'il peut posséder une valeur d'échange, que son possesseur peut se procurer en échange d'autres produits (4) ».

(1) *Nature and Origin of Public Wealth*, 1804, p. 56-57.
(2) *Edinburgh Review*, juillet 1804, p. 351-352.
(3) James Mill, *Commerce Defended*, p. 22.
(4) *Encyclopædia Britannica*, vol. XVII, p. 107 b.

J. B. Say donnait en 1814 la définition suivante de la richesse nationale. « La richesse d'une nation est la somme des valeurs possédées par les particuliers dont se compose cette nation et de celles qu'ils possèdent en commun (1). » Mais quel est le sens de *la somme des valeurs* ?

« VALEUR ou VALEURS (au pluriel) se prend quelquefois pour la chose ou les choses évaluables dont on peut disposer, mais en faisant abstraction de la chose et en ne considérant que sa valeur. C'est ainsi qu'on dit : *Il a déposé des valeurs pour gage de sa dette* » (2).

Ces définitions suggèrent qu'il est possible de se faire une idée de la richesse nationale en considérant seulement la valeur des choses qui la constituent. Contre cette théorie Ricardo écrivit un chapitre entier qu'il intitula : « Valeurs et Richesses, leur propriétés distinctives ».

S'il avait eu l'éducation littéraire à laquelle, suivant M'Culloch, quelques-uns de ses contemporains pensaient qu'il avait été heureux qu'il échappât (3), il aurait su qu'il n'était pas nécessaire en anglais d'expliquer que valeur « diffère essentiellement de richesse » (4). Personne n'a jamais imaginé que valeur et richesse soient synonymes. En réalité, Ricardo désirait montrer simplement le fait que la richesse d'une nation ne varie pas avec la valeur de ses produits (déterminant la valeur du produit, suivant sa méthode particulière, par la quantité de travail nécessaire pour sa production), mais avec l'abondance du produit (5). Malthus qui avait rarement le bonheur d'avoir une opinion claire et précise sur un sujet pensait que « en faisant une estimation de la richesse il faut reconnaître que c'est une erreur aussi grave de considérer la

(1) J.-B. SAY, *Traité*, 2e édit., 1814, vol. II, p. 472.

(2) *Ibid.*, p. 474.

(3) *The works of David Ricardo*, édit. M'Culloch, p. 15-16.

(4) RICARDO, *Principles*, 1re édit. dans les *Œuvres*, p. 165. Edit. Guillaumin, ch. xx, p. 218.

(5) Cf. avec le chapitre cité les *Letters of Ricardo to Malthus*, édit. Bonar, p. 211-212.

quantité sans référence à la valeur, que de considérer la valeur sans référence à la quantité (1) ». Il voyait que bien qu'un pays pût continuer à avoir la même quantité de produits, un changement pourrait survenir dans sa richesse par suite des événements qui affectaient la valeur de ces produits, et, imprudemment, il supposait que ce changement dans la richesse était provoqué par le changement de valeur, alors qu'il l'est directement par les événements qui ont amené un changement de valeur (2). Cependant dans ses *Definitions* (1827) il n'affirmait pas que pour être une « richesse » un article doit posséder de la valeur, mais seulement qu'il doit « avoir nécessité une part d'effort humain pour être approprié ou produit » (3). M'Culloch pense qu'il est nécessaire de faire de « la valeur d'échange » une condition indispensable de la richesse en vue d'exclure « l'air atmosphérique et la chaleur du soleil ». et « les produits » similaires nécessaires, utiles et agréables (4). John Stuart Mill dit : « Les choses pour lesquelles rien ne peut être obtenu en échange, si utiles ou nécessaires qu'elles puissent être, ne sont pas des richesses au sens dans lequel ce terme est employé en Economie politique »

En réponse à l'objection que cela ferait augmenter la richesse de l'humanité si l'air « devenait insuffisant pour la consommation », il reproduit l'argument qui avait déjà servi en 1804.

« L'erreur, dit-il, consisterait à ne pas considérer que si riche que le possesseur de l'air pût devenir aux dépens du reste de la communauté, toutes les autres personnes seraient plus pauvres de tout ce qu'elles seraient forcées de payer pour ce qu'elles obtenaient auparavant sans paiement (5). »

(1) Malthus, *Political Economy*, 1820, p. 344, trad. franç., édit. Guillaumin, p. 268.

(2) *Ibid.*, p. 340.

(3) Malthus, *Definitions*, p. 234.

(4) M'Culloch, *Principles*, 1825, p. 5. Edit. Guillaumin, p. 6.

(5) J. S. Mill, *Principles, Remarques préliminaires*, édit. populaire, p. 4 et 5, voir aussi p. 6. Edit. Guillaumin, p. 7, s.

Mais à la théorie que rien de ce qui ne possède de valeur ne peut constituer une part de la richesse d'une communauté, il y a l'objection fatale, qu'elle fait dépendre l'existence de la richesse de celle de la propriété privée. Longtemps avant que J. S. Mill n'écrivît, Torrens avait fait ressortir cela. Il montrait que l'on pouvait aisément imaginer des conditions dans lesquelles des humains auraient de la richesse, mais rien n'ayant une valeur d'échange. On pourrait dire que rien ne pourrait avoir de valeur là où il n'y a pas d'échanges ; et ainsi il apparaît qu'un homme isolé ou une société communiste isolée ne pourraient avoir aucune richesse, si on limite la richesse aux choses qui ont une valeur d'échange (1). Quelques années après cette conclusion était hardiment adoptée par Whately et Senior. Whately après avoir remarqué que la *Catallactique* ou la « Science des échanges » serait le nom « le plus descriptif et celui qui prèterait le moins aux objections » pour ce que l'on appelle ordinairement l'Economie politique, observe qu'un homme comme « Robinson Crusoé est dans une situation dont l'économie politique ne s'occupe pas » et il accorde seulement qu'il pourrait être riche par une figure de style (2). Senior dit :

« Le colonel Torrens suppose une famille solitaire, ou une nation dans laquelle chaque personne consommerait seulement ses propres produits, ou dans laquelle il y aurait une communauté de biens, et *prétend*, comme une *reductio ad absurdum*, que dans ces cas, quoiqu'il puisse y avoir abondance de marchandises, comme il n'y aurait pas d'échange, il n'y aurait pas, dans le sens que nous donnons à cette expression, de richesse. La réponse est que, pour l'objet de l'économie politique, il n'y aurait pas de richesses ; parce qu'en fait, dans un tel état de choses — à supposer qu'il soit possible — la science de l'Economie Politique n'aurait pas

(1) Torrens, *Production of Wealth*, 1821, p. 7-17.

(2) Whately, *Introductory Lectures on Political Economy*, 1831, 3e édit., 1847, p. 5-6.

d'application. Dans un tel état de la société l'agriculture, le machinisme ou n'importe lequel des arts — intervenant dans la production des marchandises qui sont, pour nous, les objets de l'échange — pourraient être étudiés, mais l'Economie politique n'existerait pas (1). »

Maintenant il est vrai sans doute qu'une très grande partie — nous pourrions peut-être presque dire de beaucoup la plus grande partie — de ce qui a été écrit en économie politique, se rapporte seulement à un état de choses où la propriété privée est établie et où l'échange est pratiqué. Il n'est probablement jamais arrivé à Adam Smith de spéculer sur la possibilité qu'une société existe et jouisse de toutes les choses nécessaires, et même de divertissements, en dehors de la propriété privée. La propriété privée était pour lui une institution « naturelle », qui existait dans une forme très semblable parmi les tribus de chasseurs et de pêcheurs et au XVIIIe siècle en Angleterre. Malthus pensait que la propriété privée est une institution nécessaire qui serait bientôt rétablie si son abolition était jamais réalisée par les disciples de Godwin (2). Ricardo, comme il convenait à un *stockbroker,* la considéra comme un fait acquis, sans autre examen. En conséquence, presque partout dans les doctrines de ces écrivains, l'existence de la propriété privée et de l'échange est admise. Evidemment, leurs théories de l'échange et de la distribution ne pourraient pas avoir d'application dans une société communiste et la base de leur théorie de la production se trouve dans une conception du « capital » qui dépend entièrement de l'existence de la propriété privée.

Mais à l'époque de Senior et de J. S. Mill, on réclamait l'universalité au moins pour une partie des enseignements de l'économie politique. Senior lui-même déclare

(1) Senior, *Political Economy,* édit. in-8, p. 25.

(2) Malthus, *Essay on the Principle of Population*, 1798, p. 194-198, traduct. franç., t. I, p. 352.

que ces conclusions de l'économiste politique « qui sont relatives à la nature et à la production de la richesse sont universellement vraies (1) » et J.S. Mill affirme que « les lois et les conditions de la production de la richesse participent du caractère des vérités physiques (2) ». S'il en est ainsi, il est clair qu'il doit y avoir une certaine part de l'économie politique qui resterait vraie et probablement utile, si l'institution de la propriété privée ou la pratique de l'échange cessait d'exister.

§ 4. — *La Nation comme groupement d'Individus.*

Adam Smith n'éprouvait évidemment aucune difficulté relativement au sens du mot « nation » dans sa phrase « la richesse des nations ». Par une nation, à un moment quelconque, il entendait un nombre d'individus qui à ce moment constituait la population entière d'un territoire donné, sous un seul gouvernement unique. Or, une nation ne meurt pas avec les individus qui la composent à un moment donné. Chacun de ceux qui appartenaient à la nation anglaise en 1776 est mort, mais la nation existe toujours.

Par conséquent, il a paru nécessaire que l'économie politique considère la richesse d'une nation, d'une façon ou d'une autre, en dehors de la richesse des individus dont elle est composée. Les intérêts des individus dont se compose la nation à un moment particulier, peuvent, on le dit, être quelquefois en conflit avec les intérêts permanents de la nation. Si ceci avait été exposé à Adam Smith, il aurait sans doute répondu que les intérêts futurs de la nation à diverses époques de l'avenir, de même que ses intérêts présents, sont les intérêts des individus qui la constituent à l'heure actuelle, de sorte qu'il n'y a rien

(1) Senior, *Political Economy*, édit. in-8, p. 3.

(2) Stuart Mill, *Principles*, liv. II, ch. I, § 1. 1re édit., vol. I, p. 123 trad. Courcelle-Seneuil, p. 235.

dans le fait de considérer une nation comme étant à un moment donné un ensemble d'individus, qui empêche l'économiste de tenir compte de l'avenir aussi bien que du présent. Ses successeurs n'ont apporté aucune modification à sa façon d'envisager cette question.

§ 3. — *Richesse totale et richesse moyenne.*

Admettant qu'une nation est seulement une réunion d'individus, nous nous trouvons immédiatement en face de cette question : est-ce que la richesse de cette réunion d'individus, lorsque nous la considérons comme une quantité susceptible d'augmenter et de décroître, est leur richesse totale ou leur richesse moyenne. Devons-nous dire que la nation allemande a beaucoup plus de richesse que la nation hollandaise, parce que la fortune de tous les Allemands réunis est beaucoup plus élevée que celle de tous les Hollandais réunis ? ou devons-nous dire que la nation hollandaise est plus riche ou a une plus grande richesse que la nation allemande parce que la richesse totale des Hollandais divisée par le nombre de Hollandais est plus grande que la richesse totale des Allemands divisée par le nombre des Allemands ? Dans des « computations » comme celles de Petty (1), la richesse nationale a toujours été comprise comme étant la richesse globale et non la richesse moyenne, et pour l'opinion générale de la première moitié du XVIIIe siècle, le système consistant à créer un individu moyen imaginaire, comme représentant de la nation aurait semblé étrange et presque incompréhensible. Mais dans le second paragraphe de la *Richesse des Nations*, Adam Smith parle comme si la richesse d'une nation était mesurée par la richesse moyenne et non par la richesse totale. Suivant que le produit du travail, nous dit-il, « sera plus ou moins

(1) V. *Supra*, p. 5.

grand par rapport au nombre des consommateurs, la nation sera mieux ou moins bien pourvue de toutes les choses nécessaires ou commodes dont elle ressentira le besoin ». Une nation bien pourvue de toutes les choses nécessaires ou commodes dont elle a besoin est vraisemblablement considérée par Adam Smith comme étant une nation riche, et ainsi nous trouvons la richesse des nations mesurée par le rapport de leurs produits à leur population. Mais dans la plupart des cas Adam Smith oublie pour ainsi dire de diviser par la population. Il a, par exemple, une théorie d'après laquelle la richesse d'un pays peut être très grande en dépit de salaires très bas (1), bien qu'il insiste très justement sur ce fait « que les domestiques, les travailleurs et les ouvriers de toutes sortes constituent de beaucoup la fraction la plus importante de toute grande société politique (2) ». Or, si la grande majorité sont très pauvres, la moyenne ne peut pas être riche, à moins que la petite minorité le soit énormément, et de cela Adam Smith ne dit rien. Il pensait évidemment au total et non à la moyenne. Très probablement, il se laissa légèrement égarer lui-même, par la substitution du mot « pays » au mot « nation ». Sans aucun doute, un pays riche ou florissant lui suggérait, comme à nous, non pas tant, des habitants florissants, pleins de prospérité, qu'un produit abondant récolté sur une étendue donnée de terre. Lorsqu'il parle de la Hollande comme étant « en proportion de son étendue et du nombre de ses habitants de beaucoup le pays le plus riche de l'Europe (3) », il calcule évidemment la richesse par le produit par acre aussi bien que par le produit par habitant. Lorsqu'il dit : « La Chine a été longtemps un des pays les plus riches, c'est-à-dire l'un des plus fertiles, —

(1) Adam Smith, *Wealth of Nations*, liv. I, ch viii, p. 32, édit. Guillaumin, p. 88.
(2) *Ibid.*, p. 36 a. Edit. Guillaumin, p. 101
(3) *Ibid.*, liv. II, ch. v, p. 167 a. Edit. Guillaumin, p. 450.

des mieux cultivés, des plus industrieux et des plus peuplés dans le monde (1) », il calcule la richesse seulement par le produit à l'acre. Mais le produit par acre dépendant comme il le fait non seulement de la productivité de l'industrie, mais aussi de la densité de la population, bien que ce terme puisse indiquer la richesse d'un *pays* ou d'une certaine étendue de terre, n'a rien à faire avec la richesse du peuple du pays ou de la *nation*. Bentham dans son *Manual of Political Economy* distingue la richesse de l' « opulence » ou de « l'opulence relative », entendant par richesse, richesse totale et par « opulence relative » la richesse moyenne ou *per capita*. Il parle de l' « opulence relative » qui a augmenté entre deux périodes, lorsqu'un individu moyen de la période postérieure a été plus riche que l'individu moyen de la période antérieure (2). Dans la *Défense du Commerce* James Mill dit : « Une nation est pauvre ou riche suivant que le rapport de la quantité de biens qu'elle crée annuellement à sa population est grand ou petit » (3) et Malthus dans son *Economie Politique* distingue la richesse du pays et celle de sa population dans ces termes : « Un pays sera riche ou pauvre suivant l'abondance ou la rareté avec laquelle les objets qui constituent la ri-

(1) *Ibid.*, liv. I, ch. VIII, p. 32 b. Edit. Guillaumin, p. 90. Dans le temps d'Adam Smith. « *La Chine était à la mode* » (SCHELLE, *Du Pont de Nemours et l'Ecole physiocratique*, 1888, p. 93). Il représente fréquemment la Chine comme ayant une richesse énorme ; voir, en dehors du passage cité ci-dessous liv. I, ch. XI, p. 87 a : liv. II, ch. V, p. 163 b ; liv. IV, ch. III, p. 219 b. et ch. VII, p. 251 b. Buchanan dans son édition de *Wealth of Nations*, pensant évidemment à la richesse moyenne, non à la richesse totale, observe dans une note sur le premier de ces deux passages que « si le Dr Adam Smith entend que la Chine est plus riche en nourriture que n'importe quelle partie de l'Europe, c'est certainement une erreur ; car tous les voyageurs représentent ce pays comme ayant plus d'habitants que de nourriture (vol. I, p. 315).

(2) Mais Adam Smith connaissait les faits ; il attribue seulement un sens différent à « richesses ».

(3) James MILL, *Commerce Defended*, p. 105.

chesse seront fournis relativement à l'étendue du territoire ; et les gens seront riches ou pauvres suivant l'abondance avec laquelle ils en seront pourvus, relativement à l'ensemble de la population (1) » ; mais en dépit de tout ceci, les économistes du début du XIXe siècle se servaient généralement des expressions augmentation de la richesse et diminution de la richesse pour signifier une augmentation et une diminution de la richesse totale de la nation, sans avoir égard au « nombre de ceux qui doivent la consommer ». Chez Malthus Ricardo et Mill l'augmentation ou « progrès » de la richesse est toujours traitée comme étant parfaitement compatible avec une diminution de la productivité de l'industrie (2). Or, il est à peine possible pour la productivité de l'industrie de décroître sans occasionner une diminution de la production moyenne, de la production par tête et, par suite, d'après le second paragraphe d'Adam Smith, de la richesse de la nation. Un des plus curieux résultats du manque d'appréciation par les économistes ultérieurs de l'essai d'Adam Smith pour considérer la richesse moyenne plutôt que la richesse totale, se trouve dans la plainte ou tout au moins dans l'allégation de Malthus : « qu'il mêle à l'occasion une recherche des causes qui affectent le bonheur et le confort des classes inférieures de la Société, avec « l'objet propre » de sa recherche, la nature et la cause de la richesse des nations (3) ».

(1) MALTHUS, *Political Economy*, p. 29, édit. Guillaumin, p. 32.

(2) V. MALTHUS, *Ibid.*, p. 236, note 2, 351, 472, édit. Guillaumin ; RICARDO, *passim*, J. S. MILL, *Principles*, liv. IV, ch. I, tit. II, ch. II, § 2.

(3) « L'objet avoué d'Adam Smith dans sa « Recherche » est « La Nature et les causes de la Richesse des Nations ». Il y en a, néanmoins, un autre encore plus intéressant, qu'il y mêle par occasion, — les causes affectant le bonheur et le confort des classes les plus basses de la Société qui, dans chaque nation, forment la catégorie la plus nombreuse. Ces deux objets sont indubitablement liés étroitement : mais la nature et l'importance de ce lien et le mode suivant lequel la richesse opère sur la condition des pauvres, n'ont pas été exposés avec une exactitude et une précision suffisante. » *Essay*, 8e éd., p. 367-368, mo-

§ 6. — *Richesse en capital et richesse en revenu.*

A l'époque actuelle la richesse d'un individu peut signifier soit ce qu'il possède à un moment donné, ou ses recettes nettes dans un temps donné ; en résumé, cela peut être son capital ou son revenu. Lorsque nous disons que Jean est plus riche que Jacques on peut toujours nous demander d'expliquer si nous entendons que Jean a plus de capital ou plus de revenu ou plus des deux. Par la « richesse de ce royaume » Petty comprenait évidemment la richesse en capital et non la richesse en revenu de la nation. Sa « Computation » est l'ancètre direct des tableaux dans le *Développement du Capital* de Sir R. Giffen. Il parle du « produit annuel du capital (stock) ou de la richesse de la nation » que, nous l'avons vu, il évalue à £ 250.000.000 ne produisant que 15 millions, tandis que la « dépense » totale était de 40 millions, et il conclut que « le travail humain du peuple doit fournir les autres 25 millions » (1). Ainsi la richesse-revenu de la nation est aussi clairement envisagée et mise en relief que la richesse-capital ; et l'on entend certainement par richesse de la nation le capital et non le revenu. La même identification de la richesse des nations et de ses biens accumulés au capital est évidemment faite dans le ta-

difiant légèrement la 1re éd., p. 303, et la 2e éd., p. 420. Un écrivain de moindre importance disait en 1821 : « C'est un grand objet que chacun de ces accroissements de richesse, dont je viens de parler, ne soit pas proportionnellement moindre que les accroissements numériques pendant la même période. Car, dans ce cas, bien que l'on puisse dire que le monde ou la nation ait plus de richesse qu'auparavant, elle se composerait d'individus dont chacun, individuellement, posséderait moins ». *An Inquiry into those Principles respecting the Nature of Demand and the Necessity of Consumption lately advocated by M. Malthus*, etc., 1821, p. 4 « Recherche sur les principes respectant la nature de la demande et la nécessité de la consommation prônée récemment par M. Malthus ».

(1) W. Petty, *Verbum Sapienti*, p. 7.

bleau « du revenu et des dépenses de plusieurs familles d'Angleterre », de Grégory King, dans laquelle les « Lords temporels » apparaissent comme « augmentant la richesse du royaume » de £ 10 par an chacun, et la classe ouvrière et les domestiques au dehors [outservants] comme « diminuant la richesse du royaume » chacun de deux shillings par an (1).

L'importance que les Physiocrates français et leurs précurseurs attachèrent à l'agriculture, qui donne des produits de grande utilité et de peu de durée, eut pour résultat d'éloigner leur attention des biens accumulés et de la concentrer sur leur production périodique. Vauban écrivait en 1699 :

« Ce n'est pas la grande quantité d'or et d'argent qui fait les grandes et véritables richesses d'un Etat, puisqu'il y a de très grands pays dans le monde qui abondent en or et en argent et qui n'en sont pas plus à leur aise ni plus heureux. Tels sont le Pérou et plusieurs Etats de l'Amérique et des Indes Orientales et Occidentales qui abondent en or et en pierreries et qui manquent de pain. La vraie richesse d'un royaume consiste dans l'abondance des denrées, dont l'usage est si nécessaire au soutien de la vie des hommes, qui ne sauraient s'en passer (2) ».

L'abondance des produits qui entretiennent la vie de l'homme, tels que le pain est évidemment assurée, non par l'accumulation, mais par la production continuelle. De même Quesnay dit :

» L'argent en tant que monnaie n'est point du genre des richesses que les hommes recherchent pour satisfaire à leurs besoins ; celles-ci ne sont qu'un flux de productions conti-

(1) Gregory King, *Natural and Political observations and Conclusions upon the State and Condition of England*, 1696, fut pour la première fois entièrement imprimé en 1802, à la fin de la seconde édition de l'*Estimate of the Comparative Strength of Great Britain*, de George Chalmers. Le tableau se trouve dans la *Balance of Trade* de Davenant, de 1699, p. 23.

(2) Dime Royale, *Petite Bibliothèque Economique*, p. 21-22.

nuellement détruites par la consommation et continuellement renouvelées par les travaux des hommes (1) ».

Et dans son fameux tableau économique il prend les « richesses annuelles » de la nation comme objet.

Adam Smith adopta (2) les « richesses annuelles » de Quesnay comme l'objet de ses recherches portant sur la richesse des nations, sans voir très nettement qu'il rompait par là avec le sens traditionnel de cette phrase. Il commence son introduction par deux paragraphes qui impliquent que la richesse d'une nation consiste dans le produit annuel de son travail, qui fournit « les choses nécessaires ou commodes de la vie », et il la termine par une phrase dans laquelle « la richesse réelle » et « le produit annuel de la terre et du travail de la société » sont considérés comme synonymes. Dans le livre II, ch. III, il dit que « la simple raison semble dicter » que « la véritable richesse et le revenu d'un pays » ne consistent pas « dans la quantité de métaux précieux qui circulent dans ce pays, comme le croit un préjugé vulgaire », mais dans la valeur de la production annuelle de la terre et du travail humain (3) ». Dans le livre I, ch. XI, il considère « la richesse accrue de la population » comme la même chose que « le produit accru de son travail annuel (4) ». Mais il ne mentionne jamais le fait que son habitude est différente de l'habitude courante,

(1) *Œuvres*, édit. Oncken, p. 289, note.

(2) Que l'on puisse se servir légitimement du mot « adopter », cela est prouvé par le passage suivant, tiré du chapitre dans lequel Adam Smith expose le système physiocratique. Liv. IV, ch. IX, p. 307 a : « En représentant la richesse des nations comme consistant non dans la richesse non consommable qu'est la monnaie, mais dans les biens consommables annuellement reproduits par le travail de société ; et en représentant la liberté parfaite comme le seul moyen effectif de rendre cette reproduction annuelle la plus grande possible, cette doctrine semble à tous points de vue aussi juste qu'elle est généreuse et libérale ».

(3) A. Smith, *Loc. cit.*, p. 150-151, édit. Guillaumin, p. 412.

(4) *Ibid.*, p. 86 b. Cf. liv. II, ch. II, p. 123 a. Ch. III, p. 150 a ; liv. V, ch. I, p. 134 b, édit. Guillaumin, I, ch. XI, p. 215, liv. II, ch. II, p. 336, ch. III, p. 412, liv. V, ch. I, t. II.

et n'attire l'attention sur ce point en aucune manière, et quelquefois même, il emploie des phrases comme « la richesse réelle de la société (1) » ou « la richesse du monde (2) » dans le sens d'accumulation et non de produit annuel. Il s'ensuit naturellement une certaine confusion. Lorsqu'on la considère au point de vue statistique, la richesse du pays continue à être identifiée avec son capital ou ses biens à un moment donné. Pulteney, par exemple, quoi qu'il ait lu et admiré Adam Smith (3), dit dans ses *Considérations sur l'état présent des affaires publiques*, 1779 :

« La richesse totale de la Grande-Bretagne..., je puis l'affirmer avec certitude, ne dépasse pas beaucoup mille millions. Dans ceci je comprends la valeur de la terre, la valeur des maisons, et des capitaux-stocks de toutes sortes, des matériaux des manufactures, de la navigation, des espèces, des fonds publics dus aux habitants, des dettes des personnes au dehors du royaume envers nous, mais en déduisant les dettes semblables que nous devons aux autres pays, en un mot, je comprends tout ce qui peut être dénommé richesse ou propriété (4). »

Colquhoun dans son *Traité de la richesse, de la puissance et des ressources de l'Empire Britannique* (1814) estime à la fois la valeur des biens existants et des « nouveaux biens acquis annuellement » et parle des premiers de ceux-ci, le capital, et non des seconds, le produit, comme de la « richesse de l'Empire Britannique (5) ». Même de notre époque les statisticiens semblent regarder la richesse d'un pays comme son capital et non son revenu. Mais, les économistes en général, tout au moins

(1) *Ibid*., liv. IV, ch. IX, p. 306 a, édit. Guillaumin, p. 328.
(2) *Ibid*., liv. I, ch. V, p. 14 a.
(3) PULTENEY, *Considerations on the Present State of Public Affairs*, p. 21.
(4) *Ibid*., p. 28.
(5) COLQUHOUN, *Treatise on the Wealth, Power and Resources of the Bristish Empire*, 2e édit., 1815, p. 102.

dans la plus grande partie de leurs démonstrations, ont suivi Adam Smith. Godwin dans sa *Justice politique* (1793) fait cette remarque :

« La richesse d'un Etat quelconque peut assez clairement être considérée comme l'ensemble de tous les revenus qui sont annuellement consommés dans cet Etat, sans détruire les matériaux nécessaires d'une consommation égale dans l'année suivante (1) ».

Sans doute Malthus, dans son *Essai sur la population*, se sert du mot richesse dans un sens si vague, qu'il est complètement impossible de dire si, dans le cas où la question lui aurait été posée, il aurait considéré la richesse d'un pays comme étant son capital ou son revenu ; il n'avait pas une idée très claire de la différence entre les deux choses (2). Lauderdale également dans sa *Recherche sur la nature et l'origine de la richesse publique*, manque absolument à distinguer l'idée de capital et celle de revenu. Mais dans sa réponse au *Commerce Indépendant de la Grande-Bretagne* de Spence, James Mill affirme nettement son opinion que la richesse d'un pays est son produit annuel et non son capital.

« M. Spence, dit-il, a une notion extrêmment indistincte et flottante de la richesse nationale. Il semble, à cette occasion, la regarder comme consistant dans l'accumulation effective de la monnaie et des marchandises qui, à un moment quelconque, existent dans la nation. Mais c'est une conception très imparfaite et tout à fait erronée. La richesse d'une nation consiste dans sa puissance de production annuelle non dans la simple réunion des objets qui peuvent exister à un moment ou à l'autre (3) ».

Les écrivains postérieurs se sont laissé détourner du devoir d'expliquer ce qu'ils entendaient par la richesse

(1) Godwin, *Political Justice*, p. 791-792.

(2) Malthus, *Essay on Population*. V. surtout 1re édit., ch. XVI, 2e édit., liv. III, ch. VII.

(3) James Mill, *Commerce Defended*, p. 51-52. Cf. p. 72.

d'une nation pour tenter de définir le simple mot richesse de façon à le rendre applicable à toutes choses qui pussent constituer une partie de la richesse industrielle et pas à autre chose. De telles définitions n'avancent pas la question. Une définition de la richesse, comme par exemple : « les choses qui ont de la valeur d'échange », ne nous aide pas le moins du monde. En substituant la définition du mot au mot lui-même, nous pouvons seulement arriver à ce résultat que « la richesse d'une nation » consiste dans « les choses d'une nation qui ont une valeur d'échange ». D'autres mots doivent être substitués à la préposition « de » et la question est de savoir lesquelles. Mais si nous négligeons les définitions des économistes, et que nous regardions le sens général de leurs travaux, il devient évident que la richesse d'une nation est entendue comme étant son revenu et non son capital.

« La production » et « la production de la richesse », qui sont toujours regardées comme la même chose, sont « tout d'abord dans tous les cas, la production du revenu, parce que le capital n'est jamais considéré comme produit directement mais comme épargné ou amassé sur le produit ou revenu ». La « répartition » et la « répartition de la richesse » sont encore plus naturellement la répartition du revenu et non du capital de la nation, ce n'est pas le capital, mais le revenu qui est distribué en rentes, salaires et profits (1). On devra admettre cependant que très souvent les économistes se servent de l'expression « la richesse d'une nation » dans son sens le plus ancien, et

(1) Quelquefois nous arrivons très près d'une proposition définitive que la richesse d'un pays est son revenu et non son capital, par ex. : « Nous avons besoin de connaître, alors, pour quelles causes l'humanité ou les habitants d'un pays particulier sont conduits à augmenter leurs richesses, ce qui signifie à produire, chaque année, une plus grande quantité, des choses « nécessaires, agréables et commodes à la vie » (pour employer une phrase qui, je le sais, est quelque peu vague), qu'ils ne le faisaient l'année précédente ». *An Inquiry into those Principles respecting the Nature of Demand and the Necessity of Consumption, lately advocated by M. Malthus*, etc., 1821, p. 2.

regardent un pays comme plus riche quand il a de plus grandes richesses accumulées, plutôt que quand il a un revenu plus élevé. J. S. Mill dans son *Essai sur quelques questions non résolues d'économie politique*, déclare nettement que la richesse d'une nation consiste dans la somme totale des sources permanentes de bien-être qu'elle renferme, qu'elles soient matérielles ou immatérielles (1).

§ 7. — *Restriction de l'idée de richesse aux objets matériels.*

Le fait qu'Adam Smith ne sut pas s'apercevoir que la richesse d'une nation peut signifier soit le capital soit le revenu, a beaucoup prolongé la controverse sur le travail humain productif et improductif. Dans le premier paragraphe de son introduction, il semble impliquer que le revenu-richesse d'une nation consiste dans « les choses nécessaires et commodes à la vie », et au début du liv. I, ch. v, il dit : « Chaque homme est riche ou pauvre suivant le degré auquel il peut jouir des choses nécessaires, ou commodes, et des amusements de la vie humaine » (2), phrase qui peut avoir été suggérée par une réminiscence inconsciente de la proposition de Cantillon, que *la richesse en elle-même n'est autre chose que la nourriture, les commodités et les agréments de la vie* (3). Or, si la richesse d'un homme ou d'une nation consiste dans les choses nécessaires commodes et les amusements, il est clair qu'elle ne consiste pas entièrement en objets matériels, tels que le pain et la viande, les vêtements et les maisons, les chaises et les tables. Le chirurgien et l'agent de police fournissent des choses nécessaires, le cocher et le

(1) V. S. Mill, *Essays on some Unsettled Questions of Political Economy*, p. 82.

(2) Adam Smith, *Wealth of Nations*, p. 13 b, édit. Guillaumin, p. 34,

(3) Cantillon, *Essai sur le Commerce en général*, 1775, réimprimé à Boston, 1892, p. 1-2.

coiffeur fournissent des choses commodes, l'acteur et le musicien fournissent des amusements qui ne peuvent sans forcer le sens des mots être appelés des objets matériels. Dans tout son premier livre Adam Smith ne laisse voir aucune intention d'exclure les produits de ces travailleurs du produit annuel, et ne semble pas avoir l'idée que leur produit est d'un caractère fondamentalement différent de celui des autres travailleurs. Dans les chapitres « sur les salaires du travail humain » et « sur les salaires et les profits dans les différents emplois du travail humain et du capital stock », il n'y a pas la moindre indication d'une telle différence. La fonction du médecin et de l'homme de loi est exaltée, « le prix de leur travail se trouve rehaussé par la dépense de leur éducation et les revenus élevés qu'ils doivent avoir pour ne pas être dans une condition basse ou très minable (1) ». Le dernier paragraphe du chapitre « Du principe qui donne lieu à la division du travail » va jusqu'à impliquer que le « philosophe » est un travailleur utile (2).

Toutefois, avant qu'il écrivît le second et le quatrième livre Adam Smith tomba sous l'influence des physiocrates français. Dans leur révolte contre le Colbertisme, les physiocrates étaient conduits à dénier que le commerce est une création de richesse, ils le représentaient comme consistant simplement en échange de choses de valeur égale. Or, il est évident que l'échange en lui-même n'est pas une création de richesse, et les choses qui sont échangées l'une pour l'autre sont à ce moment d'égale valeur, mais cela ne prouve pas que les personnes occupées à faciliter l'échange ne créent pas de la richesse, car, là où la propriété privée est établie, l'échange est nécessaire en vue d'assurer les avantages de la division des tâches, et de la localisation des industries dans les en-

(1) Adam Smith, *Wealth of Nations*, liv. I, ch. x, p. 46 a, 47 b, édit. Guillaumin, p. 130.

(2) *Ibid.*, liv. I, ch. II, p. 8 a, édit. Guillaumin, p. 19.

droits qui leur sont le mieux appropriés. Non seulement les physiocrates ne l'ont pas vu, mais ils se sont efforcés de montrer que tous les travailleurs, qui ne se trouvaient pas occupés au travail des récoltes ou des troupeaux, ou qui n'obtenaient pas d'une autre façon directement un produit brut de la terre, sont des échangistes et non des producteurs. La valeur supplémentaire ajoutée au produit brut par le travail humain de l'artisan, était seulement, disaient-ils, l'équivalent des gains de l'artisan, et ils semblent avoir supposé que ces gains consistaient entièrement en produits bruts. Les manufacturres aussi, comme le commerce réalisent simplement des échanges de valeurs égales et ne produisent point de richesses. Cette opinion est exposée très clairement dans un des dialogues de Quesnay :

« M.N. (Quesnay) — Mes réponses, mon ami, ne vous paraissent abstraites que parce que vous n'avez pas encore vu bien clairement que la valeur vénale de ces marchandises n'est que la valeur même de la matière et de la subsistance que l'ouvrier a consommé pendant son travail et que le débit de cette valeur vénale, répété par l'ouvrier, n'est au fond qu'un commerce de revendeur. Avez-vous donc dessein de me faire croire que *revendre* est *produire ?* Je pourrais vous retorquer à mon tour que votre intention serait fort captieuse.

M. N. (Antiphysiocrate). — Mon intention n'est point captieuse, car je pense bien sincèrement que REVENDRE AVEC PROFIT EST PRODUIRE.

M.N. — Vous m'accuserez donc encore de ne répondre que par des maximes générales si je répète que *le commerce n'est qu'un échange de valeur pour valeur égale* et que relativement à ces valeurs il n'y a ni perte ni gain entre les contractants (1). »

L'agriculture, d'autre part, ne fournit pas seulement la subsistance du travailleur, mais aussi la rente de la terre, et les impôts levés sur la terre. Il y a donc, pense

(1) *Œuvres* de Quesnay, édit. Oncken, p. 537-538.

Quesnay, quelque chose de plus qu'un échange de valeurs égales, elle est productive, tandis que le commerce et les manufactures sont stériles. C'est pourquoi dans le *Tableau Economique* les *productions* et la *reproduction totale* consistent uniquement en produits bruts (1). Les classes qui ne produisent pas de produits bruts, sont considérées comme étant payées sur ce produit brut. « Ce système, comme le dit Adam Smith lui-même, semble supposer, que le revenu des habitants de chaque pays consiste uniquement dans la quantité de subsistance que leur industrie peut leur procurer (2). »

Adam Smith n'était pas disposé à aller aussi loin que cela. L'épithète stérile qu'il traduit : *barren and unproductive*, appliquée au travail des artisans « manufacturiers et marchands » lui apparaît, comme à la plupart des autres personnes, une expression *impropre* (3). Mais au lieu de se rejeter sur les « choses nécessaires, commodes, ou les amusements de la vie humaine » et de dire qu'aucun travail qui produit l'une de ces choses n'est stérile ou improductif, il semble avoir commencé par regarder autour de lui afin de voir où la division pouvait être établie entre le travail productif et le travail stérile ou improductif. Avec son esprit sobre il y avait une espèce de travail qui lui semblait avec évidence stérile ou improductive, celui du domestique. « Un homme devient riche en employant un grand nombre d'ouvriers de fabrique ; il devient pauvre en entretenant une foule de domestiques (4). »

L'observation présente une sorte d'apparence de vérité parce qu'il est bien plus vraisemblable qu'un homme se ruinera en employant un trop grand nombre de do-

(1) *Œuvres* de Quesnay, p. 305, s.

(2) A. Smith, *Richesse des Nations*, liv. IV, ch. IX, p. 306 b, édit. Guillaumin, p. 316.

(3) *Ibid.*, 305 a, édit. Guillaumin, p. 314.

(4) *Ibid.*, liv. II, ch. III, p. 146 a, édit. Guillaumin, p. 399.

mestiques, qu'en employant un trop grand nombre d'ouvriers de manufactures, de même qu'il est beaucoup plus vraisemblable qu'il se ruinera en achetant beaucoup trop de vin, qu'en achetant un trop grand nombre de bèches. Adam Smith, cependant, pensait qu'il avait découvert une différence entre le travail de l'ouvrier de manufacture et celui du domestique dans le fait que l'ouvrier de manufacture produit un article tangible qui peut être vendu, un « produit vendable », tandis que le travail fait par le domestique attaché à la personne n'ajoute de la valeur à rien, et ne se fixe pas, ou ne s'intègre pas lui-même dans un objet durable ou un « produit vendable » qui subsiste après que le travail est terminé. Trouvant que le souverain, les magistrats, les militaires, les prêtres, les avoués, les médecins, les hommes de lettres de toutes sortes (même les économistes), les acteurs, les bouffons, les musiciens, les chanteurs, les danseurs ressemblent à ce point de vue aux domestiques, il les regarde tous comme « improductifs » (1). Mais improductifs ou non productifs de quoi ? Il ne semble pas qu'il entende que le travail en question ne soit productif de rien. Qu'il produise quelque chose semble être impliqué dans sa remarque que « le plus noble et le plus utile » travail improductif ne produit rien qui puisse ensuite acheter ou procurer une quantité égale de travail, et aussi dans son observation que le travail de tous les travailleurs improductifs « périt à chaque moment de sa production ». Lorsqu'il pouvait dire : « De même que la déclamation de l'acteur, la harangue de l'orateur ou l'air du musicien, le travail de tous (les travailleurs improductifs) périt à l'instant même de sa production », il est clair qu'il n'entendait pas nier que l'acteur, l'orateur et le musicien produisissent (2) des

(1) A. Smith. *Richesse des Nations*, p. 145-146, édit. Guillaumin, p. 400.

(2) Quesnay parle quelquefois de classes « stériles » « produisant », par exemple : « Par exemple, deux millions d'hommes peuvent faire naître

déclamations, des harangues et des airs. Il admet même que le travail de production des déclamations, harangues ou airs « a une certaine valeur réglée par les mêmes principes qui règlent celle de toute autre sorte de travail » et comme il aurait pu difficilement prétendre que toute sorte de travail a une valeur excepté pour ce qu'il produit, il aurait probablement, si on l'avait poussé, admis que les déclamations, les harangues et les airs de musique ont une valeur. Evidemment, ce qui l'a frappé, ce n'est pas l'absence de valeur du produit d'un « travail improductif », mais son absence de durée. « Le travail improductif ne se fixe pas et ne s'intègre pas dans un objet permanent ou une marchandise vendable qui demeure après que le travail est terminé et par lequel (objet ou marchandise) on pourrait se procurer une quantité égale de travail ». Certes, au point de vue du capital-richesse d'une collectivité, cette distinction entre le travail qui produit des objets permanents et des produits vendables, et le travail qui produit des choses qui périssent à l'instant même de leur production n'est en aucune façon absurde. Les choses qui périssent à l'instant même de leur production ne peuvent jamais former une partie du capital-richesse d'un pays. La déclamation d'un acteur, la harangue d'un orateur et l'air d'un musicien ne trouvent pas leur place dans « L'accroissement du Capital » de Sir R. Giffen. Ainsi le travail « improductif », quoiqu'il puisse souvent aider l'homme à produire des choses qui, tant qu'elles

par la culture des terres la valeur d'un milliard en productions : au lieu que trois millions d'hommes ne produiront que la valeur de 700 millions en marchandises de main-d'œuvre. » *Œuvres*, édit. Oncken, p. 289, note. Dans l'un de ses dialogues, il dit : « On n'a point entrepris de faire disparaître la production des ouvrages fournis par le travail des artisans. » La seule « production » qu'il s'est efforcé de réfuter est « une production *réelle* de richesses ; je dis *réelle*, car je ne veux pas nier qu'il y ait addition de richesses à la matière première des ouvrages formés par les artisans. » *Ibid.*, p. 529.

durent, constituent une partie du capital du pays, ne produit pas directement et immédiatement ces choses. Et l'on doit se souvenir que c'est dans le second livre, *De la nature de l'accumulation et de l'emploi des capitaux*, qu'apparaît cette distinction entre le travail productif et improductif.

Mais, malheureusement, étant loin d'être clair en ce qui concerne la différence entre le capital-richesse et le revenu-richesse, Adam Smith a laissé ce fait, qu'il y a un travail improductif de capital, affecter sa conception du produit annuel, la « richesse réelle » de la nation, vis-à-vis de laquelle la durée des choses produites par le travail est en réalité dépourvue de signification. Les déclamations, les harangues et les airs sont aussi bien une partie du produit annuel que du champagne ou des chaussures ; mais Adam Smith dans son second livre les exclut tous du produit annuel, qui, déclare-t-il, est entièrement l'œuvre des « travailleurs productifs (1) » qui s'entretiennent ainsi, non seulement eux-mêmes, mais toutes les autres classes, y compris les travailleurs improductifs (2).

Les hommes ont toujours été très prêts à s'imaginer que la classe qu'il leur arrive de croire la plus importante « entretient » toutes les autres classes avec les-

(1) « Le produit annuel entier, si nous exceptons les produits spontanés de la terre, étant le résultat du travail productif. » Liv. II, ch. III, p. 137 a, édit. Guillaumin, p. 401.

(2) « A la fois les travailleurs productifs ou improductifs et ceux qui ne travaillent pas du tout sont également entretenus par le produit annuel de la terre et du travail du pays. » Liv. II, ch. III, p. 146 a, édit. Guillaumin, p. 401. Hume partageait apparemment ces idées : « les avocats et les médecins n'engendrent pas de produits ; et c'est même aux dépens des autres qu'ils acquièrent leurs richesses ; ainsi ils sont sûrs de diminuer la part de biens de quelques-uns de leurs concitoyens aussi vite qu'ils augmentent la leur. Les marchands, au contraire, engendrent des produits en servant de canaux pour les transporter dans toutes les parties de l'Etat. » *Essay on Interest*, vol. II, p. 71, de l'édition de 1770 des *Essays*.

quelles elle échange des produits. Le propriétaire foncier, par exemple, regarde, ou regardait ses tenanciers comme ses dépendants. Tous les consommateurs tombent aisément dans cette idée qu'ils font un acte charitable en faisant vivre une multitude de boutiquiers. Partout les employeurs de toutes sortes pensent que les employés doivent leur être reconnaissants de leurs salaires, alors que l'employé affirme hautement que l'employeur vit entièrement à leurs dépens. De même les physiocrates ont allégué que l'agriculteur se nourrit lui-même et nourrit toutes les autres classes et Adam Smith alléguait que l'agriculteur, le manufacturier et le commerçant s'entretiennent eux-mêmes et entretiennent toutes les autres classes. Les physiocrates n'ont pas vu que l'agriculteur était entretenu par les industries manufacturières du battage du grain, de la meunerie et de la boulangerie, de même que les meuniers et les tailleurs sont entretenus par les industries agricoles de labour et de moisson. Adam Smith n'a pas vu que le manufacturier et le marchand étaient entretenus par les services domestiques de cuisine et de lessive exactement comme les cuisiniers et les blanchisseuses sont entretenus par les manufactures de chapeaux et par l'importation de thé.

Le produit annuel ou « richesse réelle » d'une nation, dans la dernière partie de l'ouvrage d'Adam Smith, en vient alors à consister exclusivement en objets matériels. Le produit total annuel cesse d'être égal à un revenu (*income*) total annuel ou revenu (*revenue*) de la communauté ; le revenu annuel est divisé en deux parts — le revenu primitif, et le revenu dérivé et le « produit » total est égal au revenu primitif seul. Le revenu primitif est égal aux salaires du travail productif, à la rente de la terre et au profit du capital (stock), et le revenu dérivé est égal aux salaires du travail improductif et à la rente des maisons. Une maison « est sans doute extrêmement utile » à son propriétaire lorsqu'il l'habite, mais

« elle ne contribue en rien au revenu de ses habitants ». Si elle doit être louée à un locataire contre une rente, comme la maison en elle-même ne produit rien, le locataire doit toujours payer la rente avec quelque autre revenu qu'il tire soit du travail, du stock ou de la terre (1). Il n'arriva pas à Adam Smith de réfléchir que si une charrue est louée contre une rente, comme la charrue elle-même ne produit rien, le locataire doit toujours payer la rente avec quelque autre revenu. Il conclut que « le revenu de la population tout entière ne peut jamais être le moins du monde accru » par l'existence des maisons, de telle sorte que, un peuple vivant dans des palais n'a pas plus de revenu primitif ou de « richesse réelle » que s'il habitait dans des huttes en terre (2).

Cette conception très étroite du produit annuel ou de la richesse d'une nation, quoiqu'elle soit généralement considérée comme la conception « orthodoxe », ne fut en aucune façon acceptée d'emblée par les disciples d'Adam Smith. En France, nul n'étant prophète en son pays, le système physiocratique n'obtint jamais aucun crédit. Sismondi l'accepta (3). Mais Garnier et J.-B. Say donnèrent l'exemple, suivi par les écrivains français ultérieurs de la repousser. Garnier fit ressortir avec profondeur que l'assertion d'Adam Smith dans le second livre, qu'une large proportion du travail humain salarié ne « produit »

(1) Adam Smith, *op. cit*, liv. II, ch. I, p. 121 a, édit. Guillaumin, p. 329.

(2) L'improductivité des maisons était un dogme physiocratique. Cf. Mercier de la Rivière, *L'Ordre naturel*, édit. in-12, 1767, vol. II, p. 123 ; édition Daire, p. 487 : « Ce n'est pas cette maison qui produit elle-même ces mille francs... Le loyer d'une maison n'est point pour la société une augmentation de revenu, une création de richesses nouvelles, il n'est au contraire qu'un changement de main ». Le canoniste Pontas, d'un autre côté, écrivant un peu avant la période physiocratique dit : « La maison qu'Aristide a vendue est un fonds qui lui produirait un revenu dont il se prive par la vente ». *Dictionnaire*, 1736, v° *Intérêt*, vol. II, p. 786.

(3) Sismondi, *De la Richesse commerciale*, 1803, vol. I, p. 33, 29, 84.

pas, est en contradiction avec la doctrine du premier livre « que le produit du travail (1) constitue la récompense naturelle ou les salaires du travail ». J.-B. Say a un chapitre (2) : *Des produits immatériels ou des valeurs qui sont consommées au moment de leur production* dans lequel il refuse absolument son adhésion à la restriction d'Adam Smith de la qualité de richesses aux seuls objets durables. En Angleterre, Lauderdale expose l'inconséquence d'Adam Smith de la façon suivante :

Il n'y a personne qui ait critiqué la distinction qui fait reposer la valeur des produits sur leur durabilité avec une plus grande âpreté que celui qui désire faire dépendre la distinction entre le travail productif et improductif, uniquement de la durée du produit de ce travail. « Nous n'estimons pas désavantageux, dit-il, le commerce qui consiste dans l'échange de la quincaillerie anglaise contre les vins de France, et cependant la quincaillerie est un produit très durable, et n'était le fait de son exportation continuelle, on pourrait aussi, par l'accumulation pendant des temps excessifs, arriver à l'augmentation incroyable du nombre des pots et ustensiles du pays » (3).

La richesse « considérée sous son vrai jour », est, suivant Lauderdale, « l'abondance des objets désirés par l'homme », qu'ils soient durables, ou périssables. Le critique très habile du livre de Lauderdale dans l'*Edinburgh Review* de juillet 1804, quoiqu'il ait trouvé beaucoup d'erreurs dans les théories de Lauderdale, le suivait sur cette question. Lorsqu'Adam Smith parlait des travailleurs improductifs, dit le critique, il n'entendait pas déprécier leur travail (4) mais affirmer simplement « qu'ils n'augmentent pas la richesse de la communauté ».

1) Adam SMITH, *Wealth of Nations*, Liv. II et III, p. 171, Edit. Guillaumin, note, p. 397-99.

2) *Traité*, liv. I, ch. XVIII.

(3) LAUDERDALE, *Public Wealth*, 1804, p. 152-153, traduct., franc., de Lagentie de Lavaïsse, Paris, 1808, p. 112 ; *Wealth of Nations*, p. 192 a.

4) Si Adam Smith ne déprécie pas leur travail, pourquoi dit-il des

« Mais on peut observer en général qu'il n'y a pas de distinction solide entre les pouvoirs effectifs des deux classes auxquelles Adam Smith donne le nom de travailleurs productifs et improductifs. La fin de tout travail est d'augmenter la richesse de la communauté, c'est-à-dire le fonds dont les membres de la communauté tirent leurs subsistances, leur confort et leurs plaisirs. Il est absurde de restreindre la définition de la richesse à la simple subsistance. Ceux qui raisonnent ainsi admettent que la viande des bouchers et les liqueurs fabriquées sont une subsistance. Cependant ni l'une ni l'autre ne sont nécessaires, car si tout ce qui donne le confort et la satisfaction doit être laissé en dehors, les légumes et l'eau suffiraient à l'entretien de la vie ; et par ce raisonnement l'épithète de *productif* serait limitée aux sortes d'emploi qui produisent les espèces de nourritures que chaque climat et chaque sol sont aptes à rendre en plus grande abondance avec le minimum de travail ; et dans aucun pays, aucune variété, quelle qu'elle soit, de ce travail ne serait compatible avec la définition. Donc d'après ce point de vue les domestiques, les juges, les soldats et les bouffons doivent être rangés dans la même classe que les cultivateurs et les manufacturiers de toute communauté civilisée. Le produit de ce travail est, dans tous ces cas, calculé de façon à assurer soit les articles nécessaires à la société, soit son confort ou son luxe et cette nation possède plus de richesse réelle qu'une autre si elle a plus de *tous* ces produits » (1).

L'auteur de l'article « Economie Politique » de la quatrième édition de l'*Encyclopédie Britannique* (1810), quoique personnellement « plutôt disposé à adhérer à la doctrine de Smith », dit de la distinction entre le travail productif et le travail improductif :

« Les écrivains les plus éminents sur le sujet, de l'époque

Physiocrates qu'ils « honorent les fermiers et les laboureurs de l'appellation particulière de classe productive et tâchent de dégrader les artisans, les manufacturiers et les marchands, par l'épithète humiliante de classe stérile ou improductive ». Liv. IV, ch. IX, p. 300 a. édit. Guillaumin, t. II, p. 300.

(1) *Edinburg Review*, 1804, p. 355.

actuelle, semblent disposés à considérer cette distinction comme futile. Ils allèguent que la richesse consiste simplement dans l'abondance des choses commodes et agréables de la vie, et que quiconque contribue à les augmenter est un travailleur productif, quoiqu'il puisse ne nous présenter aucun produit tangible (1) »

Nous pourrions nous attendre à trouver quelque discussion de la théorie d'Adam Smith, dans la *Défense du Commerce* de James Mill, puisque William Spence, contre qui Mill écrivait, était un physiocrate à outrance et affirmait que l'agriculture seule est productive. Mais ni dans la *Défense du Commerce* ni dans les *Eléments* (1821), James Mill n'entre dans cette discussion. Il acceptait sans doute la doctrine d'Adam Smith. En effet, il dit « les chiens, les chevaux de luxe et les domestiques ne produisent rien » (2). Ricardo cite en l'approuvant la proposition de Smith qu'un homme est riche ou pauvre d'après le degré suivant lequel il peut jouir des choses nécessaires, commodes, et des agréments de la vie humaine (3), mais en dehors de cela il est tout à fait muet sur le sujet (4). Malthus, désireux comme d'habitude de soutenir Adam Smith, dit : « Je définirai la richesse : ces objets matériels qui sont nécessaires, utiles ou agréables à l'humanité » (5). Mais apparemment il n'était pas tout à fait satisfait de cette définition, car il pensait qu'il valait la peine d'émettre une théorie qualifiant tout travail de productif, mais productif à des degrés différents, « si nous ne restreignons pas la richesse aux objets matériels et tan-

(1) *Encyclopædia Britannica*, 4e édit. vol XVII, p. 112.

(2) J. Mill, *Commerce Defended*, p. 69.

(3) Ricardo, *Principles*, 1re édit., p. 377 ; 3e édit. dans *Works*, p. 156, édit. Guillaumin, p. 221.

(4) Dans une de ses lettres à Malthus, p. 153, il dit : « Si par richesse vous entendez, comme je le fais, toutes ces choses que l'homme désire », mais ceci signifie seulement : « si vous pensez que le travail manufacturier est productif.

(5) Malthus, *Political Economy*, p. 28, édit. Guillaumin, p. 32.

gibles » (1). Le travail agricole serait le plus productif parce qu'il produit une rente et des profits aussi bien que des salaires ; ensuite viendrait tout travail assisté du capital qui produit des profits et des salaires, et en dernier le travail improductif d'Adam Smith, celui qui produit seulement des salaires. Malthus rejette sa propre suggestion, parce que, « elle fait de la circonstance du paiement accordé pour une sorte particulière d'effort, le critérium de sa productivité (2), » au lieu de s'attacher à la qualité du produit ; mais ce qu'il entend par là est loin d'être clair. M'Culloch dans un article « Economie Politique » du supplément à la quatrième édition de l'*Encyclopédie Britannique* (1823) disait que l'économie politique traite de la richesse, « si par richesse l'on entend ces produits matériels qui possèdent une valeur échangeable et qui sont nécessaires, utiles ou agréables à l'homme (3) », mais, dans l'édition augmentée de cet article qui fut publiée sous le titre de « Principes d'Economie Politique » (*Principles of Political Economy*), en 1825, *produits matériels* est remplacé par *articles* ou « produits » (4), le mot matériel étant alors omis, et vers la fin de l'ouvrage on rencontre une attaque vigoureuse de la théorie d'Adam Smith du travail productif et improductif. Pour commencer, dit Mac Culloch avec l'exemple le plus topique, celui du domestique attaché à la personne :

« Le docteur Smith dit que son travail est *improductif*, parce qu'il ne peut être transformé en un produit vendable tandis que celui de l'ouvrier de manufacture est productif, parce qu'il se transforme ainsi. Mais de quoi le travail de l'ouvrier de manufacture est-il réellement productif? Ne consiste-t-il pas exclusivement de choses agréables et com-

(1) Malthus, *op. cit.*, p. 40, édit. Guillaumin.
(2) *Ibid.*, p. 41, édit. Guillaumin.
(3) *Encyclopœdia Britannica. Supplément*, vol. VI, p. 217 a.
(4) M'Culloch, *Principles of Political Economy*, p. 5, édit. Guillaumin, p. 5. Voir aussi p. 1 où la même modification est faite.

modes réclamées pour l'usage et le bien-être de la société. L'ouvrier de manufacture n'est pas un producteur de matières, mais seulement d'utilité. Et n'est-il pas évident que le travail du domestique est aussi productif d'utilité. On reconnaît universellement que le travail du laboureur qui procure le blé, le bœuf et les autres objets d'alimentation est productif, mais s'il en est ainsi, pourquoi le travail du domestique qui accomplit la tâche *nécessaire et indispensable* de préparer et de servir ces objets et de les rendre propres à être utilisés, doit-il être considéré comme improductif ? Il est clairement démontré qu'il n'y a pas de différence quelle qu'elle soit entre les deux espèces d'industries, qu'elles sont l'une et l'autre productives ou improductives. Pour faire du feu, il est tout aussi nécessaire que le charbon soit apporté de la cave à la grille du foyer, qu'il est nécessaire qu'il soit apporté du fond de la mine à la surface de la terre, et si l'on dit que le mineur est un travailleur productif, ne devons-nous pas nous dire la même chose du domestique qui est employé à préparer et à entretenir le feu?... La fin de tout effort humain est la même : augmenter la somme des choses nécessaires, du confortable et des agréments de la vie, et l'on doit laisser au jugement de chacun le soin de déterminer quelle proportion de ce confortable il tirera des services domestiques, et quelle proportion il tirera des produits matériels (1) ».

Si ceci n'était pas suffisant, la question aurait dû être réglée définitivement par les observations de Senior dans son *Traité d'Economie politique*, dans l'Encyclopédie Métropolitaine (1836). Senior refusait de limiter la richesse aux objets matériels (2) et expliquait avec quelque habilité que la différence entre les produits des travailleurs productifs d'Adam Smith et ceux de ses travailleurs improductifs est pour la plus grande part purement verbale :

« Il nous apparaît que les distinctions que l'on a essayé

(1) M'Culloch, *Principles*, p. 406-407. Edit. Guillaumin, p. 248.
(2) Senior, édit. in-8, p. 22.

d'établir entre les travailleurs productifs et improductifs, ou entre les producteurs de produits matériels ou immatériels, ou entre les produits et les services, repose, non pas dans les choses elle-mêmes que sont les objets considérés, mais d'après le point de vue suivant lequel ils attirent notre attention. Dans les cas sur lesquels notre attention est principalement appelée, elle l'est, non sur l'acte qui provoque la modification, mais sur le résultat de cet acte, sur la chose modifiée, les économistes ont nommé la personne qui provoque la modification, un travailleur productif, ou le producteur d'un produit (*commodity*) ou d'un produit matériel (*material product*). Lorsque, d'autre part, notre attention est principalement appelée, non vers la chose modifiée, mais vers l'acte qui occasionne la modification, les économistes on appelé la personne qui provoque la modification un travailleur improductif et ses efforts des *services* ou produits immatériels. Un cordonnier transforme le cuir, le fil et la poix en une paire de chaussures. Un cireur change une paire de chaussures sales en une propre. Dans le premier cas notre attention est appelée principalement aux choses ainsi transformées. Par suite, nous disons du cordonnier qu'il fait ou produit des souliers. Dans le cas du cireur, notre attention est appelée principalement sur l'acte ainsi accompli. On ne dit pas qu'il fait ou fabrique le produit des bottes propres — mais qu'il accomplit le service de les nettoyer. Dans chaque cas il y a évidemment un acte et un résultat, mais dans un cas notre attention est appelée principalement sur l'acte, dans l'autre sur le résultat (1) ».

Que notre attention soit appelée surtout sur l'acte ou le résultat, cela dépend principalement, ajoute Senior, de la question de savoir si la chose modifiée conserve encore le même nom, et aussi du mode suivant lequel le paiement est fait :

« Dans quelques cas le producteur est accoutumé à vendre et nous sommes habitués à acheter, non son travail mais la matière sur laquelle son travail a été employée ; comme lorsque nous achetons une perruque ou un meuble à médi-

(1) Senior, *Political Economy*, édit. in-8, p. 51-52.

caments. Dans d'autres cas ce que nous achetons n'est pas la chose modifiée mais le travail de transformation, comme lorsque nous employons un coiffeur ou un médecin. Notre attention dans tous ces cas se fixe naturellement d'elle-même sur la chose que nous sommes accoutumés à acheter ; et suivant que nous sommes accoutumés à acheter le travail ou la chose sur laquelle le travail a été dépensé, comme en fait nous sommes accoutumés à acheter un produit ou un service, nous considérons la chose produite comme un produit ou comme un service ».

Empruntant sans le savoir la comparaison de M'Culloch entre le travail du mineur et celui du domestique qui apporte le charbon au salon, il conclut :

« Le consommateur paie le charbon lui-même lorsqu'il est apporté et rangé dans la cave, et il paie le domestique pour le fait de le lui monter. C'est pourquoi l'on dit que le mineur produit le produit matériel : le charbon ; le domestique le produit immatériel ou service. Les deux, en fait, produisent la même chose, une modification dans les conditions des particules existantes de la matière, mais l'attention se fixe dans un cas sur l'acte, dans l'autre sur le résultat de l'acte (1). »

On n'aurait probablement plus maintenant entendu parler d'autres tentatives pour exclure du produit annuel, de « la richesse réelle » d'une nation, une part importante de son revenu, si J. S. Mill n'avait exposé en 1844 et 1848 les vues qu'il avait acquises sur le sujet, bien des années auparavant, dans sa première jeunesse. Après le succès de sa *Logique,* il publia les *Essais sur quelques questions non résolues d'économie politique* « *Essays on some Unsettled questions of Political Economy* » (1844), qu'il avait écrit quatorze ou quinze ans plus tôt, à l'âge de vingt-trois ans, et avant la publication de l'ouvrage de Senior. Dans l'essai III « Sur les mots Pro-

(1) Senior, *Political Economy*, édit. in 8, p. 52-53.

ductifs et Improductifs », il déclare que tout travail doit être considéré comme improductif s'il ne produit pas « des sources permanentes de satisfaction ». C'est, dit-il, dénaturer le sens des mots de dire que le travail de Mme Paste avait le droit au nom de travail productif au même titre que celui d'un fileur de coton (1). La richesse d'un pays consiste dans la somme totale des sources permanentes de satisfaction, soit matérielle ou immatérielle, qu'il possède; et le travail ou la dépense qui tend à augmenter ou à conserver ces sources permanentes doit, nous le concevons, être appelé productif (2). Il est clair que ces remarques n'ont pas de portée sur la question relative à ce qui constitue le produit annuel, « la richesse réelle » du pays. Mill pense exclusivement au capital richesse. A la vérité, à la fin de l'essai, il emploie le terme « les sources permanentes de satisfaction » dont il dit dans le passage qui vient d'être cité, qu'il est équivalent à « richesse du pays » comme une autre expression pour « capital national (3) ».

Mais dans les *Principes*, au lieu de profiter des observations de Senior, il exclut, non seulement du capital, mais aussi du produit « toutes les utilités non fixées ou incorporées dans un objet quelconque, mais consistant dans un simple service rendu : un plaisir donné, un inconvénient ou une peine évités pendant un temps plus ou moins long, mais sans qu'ils laissent subsister une acquisition permanente dans les qualités améliorées d'une personne ou d'une chose (4).

« Les trois facteurs de la production, comme cela a été si souvent répété, sont le travail, le capital et la terre. Puisque

(1) J. S. Mill, *Essays*, p. 76.
(2) *Ibid.*, p. 82.
(3) *Ibid.*, p. 89.
(4) J. S. Mill, *Principles*, liv. I, ch. III, § 2, 1re édit., vol. I, p. 57-58, édit. popul. p. 29 b., trad. Courcelle-Seneuil, p. 59.

chacun de ces éléments de la production peut être approprié séparément, on peut considérer la communauté industrielle, comme divisée en propriétaires fonciers capitalistes et travailleurs productifs. Chacune de ces classes, comme telle, obtient une part du produit. Il n'y a pas d'autres personnes ou d'autres classes qui obtiennent quelque chose, si ce n'est par concession des précédentes. Le reste de la communauté est en fait entretenu à leurs dépens et leur donne en équivalent, si c'en est un, des services improductifs (1) ».

Ceci implique, évidemment, qu'en additionnant les éléments du revenu national nous devons exclure tous les salaires du travail improductif. L'auteur d'un manuel élémentaire, écrivant quarante ans après Stuart Mill, accepta effectivement cette doctrine, disant que « si nous comprenons dans le revenu national à fois les revenus d'un propriétaire et de son sommelier, nous avons compté deux fois ce que le sommelier a reçu ». Nous n'avons évidemment rien fait de semblable. Le sommelier a un revenu qui consiste dans les choses qui lui sont nécessaires et commodes et dans ses distractions, et il le tire de la nourriture, du logement et de l'argent qui lui sont fournis par son employeur ; et son employeur a un revenu qui consiste dans les choses nécessaires et commodes produites pour lui par le sommelier. Heureusement, peu, ou même aucun des économistes qui se sont exprimés personnellement en faveur de l'exclusion du produit du travail « improductif ».du produit annuel, n'ont essayé de rester conséquents avec cette exclusion. Lorsqu'ils divisent le produit annuel en salaires, profits et rentes, ils entendent, et leurs lecteurs comprennent qu'ils entendent, toutes les rentes, tous les profits et tous les salaires.

(1) J. S. Mill, *Principles*, II, liv. II, ch. III, § 1 ; 1re édit., vol., p. 279. Edit. popul., p. 145 a, trad. Courcelle-Seneuil, p. 276.

CHAPITRE II

LE CONCEPT DE PRODUCTION

§ 1. — *La Production comme Division de l'Economie Politique.*

Les traités d'Economie Politique anglais ont été depuis longtemps si communément divisés en plusieurs « Livres » ou autres rubriques, dont deux étaient intitulés « Production » et « Distribution », que nous sommes presque en droit de considérer ces deux titres comme des évidences, qui se sont immédiatement présentées à la toute première personne qui a tenté de traiter systématiquement de l'Economie Politique. Toutefois, « Production » et « Distribution » ne semblent pas avoir été usités en Angleterre avant 1821 comme titre des divisions de l'Economie Politique, et avant qu'Adam Smith écrivît, ce n'étaient à aucun point de vue des termes économiques techniques. Steuart dont les *Principes d'Economie Politique* (*Principles of Political Economy*) parurent neuf ans seulement avant la *Richesse des Nations*, les ignore complètement.

Il divise son ouvrage en cinq livres :

I. — De la Population et de l'Agriculture.
II. — Du Commerce et de l'Industrie.
III. — De la Monnaie (argent) et de la Monnaie (signe).
IV. — Du Crédit et des Dettes.
V. — Des Impôts et de l'application convenable de leur montant.

La *Richesse des Nations* est de même divisée en cinq livres :

I. — Des causes d'accroissement de la puissance productive du travail et de l'ordre suivant lequel son produit est naturellement distribué parmi les différentes catégories de la population.
II. — De la nature, de l'accumulation, et de l'emploi du Stock.
III. — Des différences dans le progrès de la Richesse dans les différentes Nations.
IV. — Des systèmes d'Economie Politique.
V. — Du Revenu du Souverain ou de la Communauté.

Les idées de production et de distribution sont toutes deux suggérées par l'emploi des mots productif (*productive*), produit (*produce*) et distribué (*distributed*) dans le titre du premier de ces livres. L'article « Economie Politique », dans la quatrième édition de l'*Encyclopédie Britannique* (1810), est divisé en cinq chapitres.

I. — De la nature et des différentes espèces de Richesses.
II. — Des sources de Richesses.
III. — De la manière suivant laquelle la Richesse est produite et distribuée.
IV. — Des Systèmes des Mercantilistes et des Economistes.
V. — Du Revenu Public.

La tendance vers la disposition qui nous est habituelle n'est pas si accentuée ici qu'elle le semble. On peut s'en apercevoir aisément en citant les titres des sept sections qui composent le chapitre sur « la manière suivant laquelle la richesse est produite et distribuée ». Ce sont :

1. — La Division du travail.
2. — Les Machines.
3. — Les Différents emplois du travail et du capital. (Stock).
4. — L'Agriculture.
5. — Les Manufactures.
6. — Le Commerce.

7. — Le Commerce de Détail.
8. — De la coïncidence entre l'intérêt public et l'intérêt privé.

Un nouveau progrès est évident dans *l'Introduction à l'étude de l'économie politique, ou vue élémentaire de la manière suivant laquelle la richesse des nations est produite, accrue, distribuée et consommée*, de D. Boileau (1) (1811). Cet ouvrage est divisé en quatre livres :

I. — Nature et Origine de la Richesse des Nations.
II. — Accroissement de la Richesse des Nations.
III. — De la Distribution de la Richesse des Nations.
IV. — Consommation de la Richesse des Nations.

Le mot « Origine » dans le titre du livre I est simplement un synonyme de « Production ». Les *Principes d'économie politique et de taxation* de Ricardo (1817), n'ont jamais eu aucune prétention à un ordre logique ou systématique. Les chapitres se suivent presque au hasard et dans la première édition, d'où la liste suivante est extraite, ils n'étaient même pas correctement numérotés :

I. — De la Valeur.
II. — De la Rente.
III. — De la Rente des Mines.
IV. — Du Prix Naturel et du Prix de Marché.
V. — Des Salaires. — Des Profits.
VI. — Du Commerce extérieur. — Des impôts.
VII. — Des impôts sur les matières brutes.
VIII. — Des impôts sur la Rente.
IX. — Des Dimes.
X. — De l'impôt foncier.
XI. — Des impôts sur l'Or.
XII. — Des impôts sur les maisons.
XIII. — Des impôts sur les Profits.

(1) « Introduction to the Study of Political Economy, or Elementary View of the Manner in which the Wealth of Nations is Produced, Increased, Distributed and Consumed », D. Boileau, 1811.

XIV. — Des impôts sur les salaires.
XV. — Des impôts sur les matières autres que les matières brutes.
XVI. — De la taxe des Pauvres.
XVII. — Des changements brusques dans les courants du Commerce.
XVIII. — Valeur et Richesse, leurs propriétés distinctives.
XIX. — Effet de l'Accumulation sur le Profit de l'Intérêt.
XX. — Droits d'Exportation et interdiction d'Importation.
XXI. — Des Droits sur la Production.
XXII. — Doctrine d'Adam Smith relative à la Rente, la Terre.
XXIII. — Du Commerce Colonial.
XXIV. — Du Revenu brut et du Revenu net.
XXV. — De la Circulation et des Banques.
XXVI. — De la valeur comparative de l'Or, du blé et du Travail dans les pays riches et dans les pays Pauvres.
XXVII. — Des Impôts payés par le Producteur.
XXVIII. — De l'Influence de l'Offre et de la Demande sur les Prix.
XXIX. — Des opinions de M. Malthus sur la Rente (1).

Nous pouvons fouiller en vain parmi ces chapitres pour trouver une trace de la Production et de la Distribution comme division de l'Economie Politique.

Malthus divisa son *Economie politique* (1820) en sept chapitres :

I. — Définitions de la Richesse et du Travail productif.
II. — De la nature et de la Mesure de la valeur.
III. — De la Rente de la terre.
IV. — Des Salaires du Travail.
V. — Des Projets du Capital.
VI. — De la Distinction entre la Richesse et la Valeur.
VII. — Des Causes immédiates du Progrès de la Richesse.

Enfin dans les *Eléments d'économie politique* de James

(1) Le chapitre « Des Machines » fut ajouté dans la 3e édition.

Mill, 1821 (*Element of Political Economy*), nous trouvons les divisions auxquelles la génération suivante a été accoutumée. Les quatre chapitres de Mill sont intitulés :

I. — Production.
II. — Distribution.
III. — Interéchange.
IV. — Consommation.

La même année, Torrens publia son *Essai sur la production de la richesse* (*Essay on the Production of Wealth*) et parla de compléter « la tâche en remaniant et en étendant les travaux relatifs à la distribution des richesses » qu'il avait « déjà présentés en public » (1) dans l'*Essai sur le commerce du blé* (*Essay on the Corn Trade*). Depuis cette époque, quoique la « consommation » de James Mill ait souvent été omise, et que son interchange (*interchange*) que d'autres appellent échange (*exchange*) ait souvent été mis à la première ou à la seconde place au lieu de la troisième, « la production » et la « distribution » ont rarement manqué d'apparaître dans les traités économiques anglais comme les deux grandes divisions de l'économie politique. Ces divisions venaient probablement avec la « consommation » directement du *Traité d'économie politique* de Jean-Baptiste Say qui est divisé en trois livres :

I. — De la Production des Richesses.
II. — De la Distribution des Richesses.
III. — De la Consommation des Richesses (2).

La présence du mot *forment* dans le sous-titre de son *Traité* : « Simple exposition de la manière dont se forment, se distribuent et se consomment les richesses », semble montrer que Say a tiré l'idée de la division

(1) Torrens, *Essay on the Production of Wealth*, p. 5.
(2) J.-B. Say, 2e édit., 1814. La 1re édition (1803) est divisée d'une façon différente.

de son sujet autant des *Réflexions sur la formation et la distribution des richesses* de Turgot que du livre I de *La Richesse des nations*.

§ 2. — *Concept général de la théorie de la Production.*

Avant le milieu du XVIII[e] siècle, on peut à peine dire qu'il a existé une théorie de la production. Les objets durables étant regardés comme la seule ou la principale espèce de richesse, les fonctions de l'industrie et du commerce paraissaient constituer la « circulation de la richesse » (1). Lorsque l'école physiocratique attira l'attention des économistes sur ce que les marchandises consommables étaient obtenues grâce à l'agriculture, l'idée de circulation conduisit à l'idée d'une reproduction annuelle qui se transforma graduellement en la conception moderne de production et de consommation. La transition est très évidente dans le chapitre d'Adam Smith : « De la monnaie considérée comme une branche particulière du stok général de la société, ou de la dépense d'entretien du capital national », dans lequel le produit total annuel du pays est supposé circuler annuellement à l'aide de la monnaie, « la grande roue de la circulation » (2).

Dans son « Introduction et Plan », cependant, sans aucun doute la partie écrite de son ouvrage en dernier, Adam Smith semble avoir envisagé la question tout à fait du point de vue moderne. Il dit que le rapport du produit annuel au nombre de ceux qui le consomment :

« doit, dans chaque nation, être réglé par deux circonstances différentes ; en premier lieu, par l'habileté, la dexté-

(1) Même un homme d'un esprit aussi pénétrant que Franklin écrivait en 1768 : « Cela pourrait sembler un paradoxe si j'affirmais que notre travailleur pauvre reçoit chaque année *le revenu total de la nation* ». *Memoirs*, 1833, vol. VI, p. 46.

(2) Adam Smith, *op cit.*, liv. II, ch. II, p. 125 à 127 et *passim*, édit. Guillaumin, p. 340.

rité et le jugement avec lesquels le travail humain est généralement appliqué, et, en second lieu, par la proportion entre le nombre de ceux qui sont employés à un travail humain utile, et de ceux qui ne sont pas employés de cette façon (1). »

Une discussion des diverses circonstances qui règlent le montant du produit par tête est précisément ce que nous devrions nous attendre à trouver dans une théorie de la production. Mais aucune des « deux circonstances » qui la règlent ne sont systématiquement discutées dans la *Richesse des nations*. Relativement à la première circonstance, on nous dit au commencement du premier chapitre du livre I que :

« La plus grande amélioration dans la puissance productive du travail humain et la plus grande part de l'habileté, de l'adresse et du jugement avec lesquels il est partout dirigé ou appliqué, semblent avoir été le résultat de la division du travail (2). »

Mais on ne nous dit rien des autres causes secondaires d'amélioration, et d'autre part des causes de l'habileté, de l'adresse et du jugement. Les quatre premiers chapitres du livre I restent ce que, selon toutes probabilités, ils avaient l'intention d'être originairement : un essai sur les causes et les conséquences de la division du travail. Ils contiennent ainsi seulement un fragment — encore que, sans aucun doute, dans l'esprit d'Adam Smith, ce fut un fragment très important, — d'une théorie relative à l'habileté, l'adresse et le jugement avec lesquels le travail est généralement appliqué.

La seconde des « deux circonstances différentes » paraît même plus mauvaise que la première. Le quatrième paragraphe de l'« Introduction et Plan, » donne quelque avertissement de son sort qui approche mais déprécie

(1) A. Smith, *op. cit.*, p. 1 a, édit. Guillaumin, p. 2.
(2) *Ibid.*, p. 26, édit. Guillaumin, p. 6.

son importance par rapport à celle de la première circonstance. Les nations sauvages, semble-t-il, sont misérablement pauvres, quoique, chez elles, « chaque individu qui est capable de travailler est plus ou moins occupé à un travail utile », tandis que les nations civilisées sont à leur aise, « quoique un grand nombre de personnes ne travaillent pas du tout, dont beaucoup consomment le produit de dix fois, et fréquemment cent fois plus de travail que la plus grande partie de ceux qui travaillent ». Le cinquième et le sixième paragraphe sont évidemment destinés à suggérer que la première circonstance sera traitée dans le livre I et la deuxième dans le livre II, mais le sixième paragraphe y substitue en réalité quelque chose d'entièrement différent :

« Quel que soit l'état actuel de l'habileté, de l'adresse et du jugement avec lesquels le travail est appliqué dans chaque nation, l'abondance ou la rareté de son produit annuel dépend, tant que dure cet état, de la proportion entre le nombre de ceux qui sont annuellement employés à un travail utile, du nombre de ceux qui ne sont pas ainsi employés. Le nombre des travailleurs utiles et productifs, cela apparaîtra par la suite, est partout proportionnel à la quantité du capital qui est employé à leur fournir du travail et à la façon particulière dont il est employé. C'est pourquoi le second livre traite de la nature du capital (stock), de la manière dont il est graduellement accumulé, et des différentes quantités de travail qu'il met en mouvement suivant les différentes façons dont il est employé. »

Pour nous donner une théorie réelle de la production, le second livre devrait, d'après cette disposition de la matière, montrer ce qui règle, non « le nombre de travailleurs utiles et productifs », mais « la proportion entre le nombre de ceux qui sont annuellement employés à un travail utile et de ceux qui ne le sont pas ». Cela, il ne le fait pas. La plus grande part traite seulement

du nombre absolu de travailleurs utiles, « circonstance » qui n'a rien à voir avec le produit par tête, et le chapitre III traite, non de la proportion entre le nombre de ceux qui sont employés à des travaux utiles et le nombre de ceux qui ne le sont pas, ce qui constitue la deuxième circonstance aux termes du troisième paragraphe de l'« Introduction et Plan », mais de la production entre le nombre de ceux qui sont employés à un travail *productif* et le nombre de ceux qui ne le sont pas, et il est expressément entendu que le travail *improductif* peut et est en fait souvent au plus haut degré *utile* (1). L'essai boiteux du sixième paragraphe de l'« Introduction et Plan », pour expliquer la discordance entre le troisième paragraphe et le livre II, en parlant d'abord du travail *utile* seul, puis des « travailleurs utiles et productifs », comme si « productif » était un simple synonyme « d'utile », ne pouvait guère réussir, on le suppose aisément, qu'auprès des lecteurs tout à fait inattentifs.

Ainsi au lieu d'une discussion complète des causes qui influent sur l'habileté, l'adresse, et le jugement avec lesquels le travail est employé, nous en sommes écartés par un essai sur la division du travail, et au lieu d'une discussion des causes qui règlent « la proportion entre le nombre de ceux qui sont employés à un travail utile et le nombre de ceux qui ne le sont pas », on nous traite de la « proportion entre les travailleurs productifs et improductifs » (2), le mot « productif » ayant un sens tout à fait différent du mot utile.

Si l'on avait demandé à Ricardo où l'on devait chercher sa théorie de la production dans ses *Principes d'économie politique et de taxation*, il aurait répondu avec une justesse incontestable, qu'en dépit de la géné-

(1) A. Smith, *op. cit.*, liv. II, ch. III, p. 146 b, édit. Guillaumin, p. 400.
(2) A. Smith, *op. cit.*, *loc. cit.*, p. 147 b, édit. Guillaumin, p. 403.

ralité de son titre (1), son ouvrage ne prétendait pas traiter de la production des richesses. C'était simplement un essai en vue de présenter une solution « du principal problème de l'économie politique » qui est, pensait-il, « de déterminer quelles sont les lois qui règlent la distribution du produit d'un pays entre la rente, le profit et les salaires » (2). On lui doit certainement une large part de l'addition à l'économie politique du XIXe siècle de « la loi des revenus décroissants », mais lui, Malthus et West, ont toujours paru se préoccuper davantage des effets de cette loi sur la distribution que de ses effets sur la production.

La théorie de la production de Malthus se cache dans l'enchevètrement confus du septième chapitre de son *Economie Politique* : « Des Causes immédiates du progrès de la Richesse ». Son caractère essentiel semble avoir été dans son insistance sur la nécessité de la consommation en vue de provoquer ou de stimuler la production.

Dans la première édition des *Eléments* de James Mill (1821), sa recherche : « Quelles sont les lois qui règlent la production des marchandises » (3), ne remplit pas quatre pages en gros caractères d'imprimerie. Elles expliquent simplement que l'homme « ne peut rien faire de plus que de produire le mouvement », que le capital est un facteur (nécessaire) de la production, que les capitalistes et les travailleurs constituent des classes distinctes et que la division du travail et les grandes manufactures sont avantageuses. C'est Torrens qui donna l'exemple de consacrer des développements considérables à la production.

Son *Essai sur la production des richesses* (*Essai on the Production of Wealth* 1811) contient 430 pages et est à peu près de la même longueur que le livre sur la

(1) *On the Principles of Political Economy and Taxation.*
(2) RICARDO, *Préface*, pp. III-IV, édit. Guillaumin, p. XLIX.
(3) James MILL, *Elements*, p. 4.

Production dans les *Principes* de J. S. Mill. Une partie considérable de cet Essai, cependant, traite de questions de valeur, de commerce, de circulation, et d'offre et de demande qui ont été renvoyées par la plupart des écrivains postérieurs à un chapitre distinct de l'économie politique intitulé « l'Echange ». Le cœur de l'ouvrage consiste en quatre chapitres sur les différentes sortes d'industries, — appropriation, manufacture, agriculture, commerce.

Stimulé sans doute par la publication de l'ouvrage de Torrens, James Mill, dans la seconde édition de ses *Eléments,* ajouta une douzaines de pages nouvelles à son chapitre de la production, les divisant en deux sections dont la première est consacrée au « Travail » et consiste principalement dans une exposition des avantages de la division du travail qui est plus étendue que celle contenue dans la première édition, et dont la seconde consacrée au « Capital », consiste essentiellement dans une explication de la nature du capital.

M'Culloch considère qu'en ce qui concerne la production, ce que doit faire l'économiste, c'est « une recherche des moyens par lesquels le travail en général peut être rendu le plus productif » (1). C'est pourquoi la plus grosse partie de sa discussion de la production se trouve dans la section qui traite : « Des moyens par lesquels la puissance productive du travail est augmentée (2) ».

Senior et J. S. Mill concevaient l'étude de la production comme consistant, à proprement parler, à réunir des observations sur les trois facteurs de la production.

(1) M'Culloch, *Principles*, 1825, p. 72. Edit. Guillaumin, p. 71

(2) *Ibid.*, 2e partie, § 2, édit. Guillaumin, t. I, 1re part., ch. II, p. 74.

§ 3. — *Les Trois Facteurs de la production.*

Un des traits les plus frappants et les plus courants de la théorie de la production, telle qu'elle est enseignée dans les Manuels de la seconde moitié du XIXe siècle est l'habitude d'attribuer la production à la coopération, la concurrence ou l'usage connexe de trois grands agents, instruments, ou facteurs de la Production : Le travail, la Terre et le Capital. Cette triade de facteurs productifs nécessaires n'est pas devenue tout de suite une partie intégrale de l'économie politique anglaise. Son origine doit apparemment se trouver dans la division d'Adam Smith, des éléments qui composent les prix, en salaires, profits et rente. Lorsqu'Adam Smith eut divisé les prix des marchandises, et ensuite le revenu de la communauté en salaires du travail, profits du stock, et rente de la terre, on devait s'attendre à ce que quelqu'un dise que le revenu de la communauté est produit par le travail, le capital et la terre et en vienne à disposer la théorie de la production sous ces trois grands chefs, travail, capital et terre. Cela fut fait par J. B. Say. Le premier chapitre du livre I de son *Traité* explique ce que l'on entend par « production », le deuxième traite « des différentes sortes d'industrie, et de la manière suivant laquelle elles coopèrent à la production », le troisième explique « ce qu'est un capital productif et comment les capitaux coopèrent à la production », le quatrième traite « des agents naturels, et particulièrement de la terre, qui sont au service de la production de la richesse », et le cinquième, relatif à la question de savoir « comment l'industrie, les capitaux et les agents naturels concourent à la production » commence ainsi :

« Nous avons vu de quelle manière l'industrie, les capitaux et les agents naturels concourent, chacun en ce qui les con-

cerne, à la production ; nous avons vu que ces trois éléments de la production sont indispensables pour qu'il y ait des produits créés (1). »

D. Boileau, dans son *Introduction à l'étude de l'économie politique*, suit une disposition semblable à celle de Say, ayant des chapitres sur la terre, le travail, le capital et sur l'« action conjointe de la terre, du travail et du capital ». Mais la triade familière des facteurs nécessaires de la production ne peut guère avoir été présente à l'esprit de Ricardo, lorsque dans les premiers mots de sa Préface, il parle du « produit de la terre — tout ce qui est tiré de sa surface par l'application conjointe du travail, des machines et du capital (2) ». Malthus et M'Culloch ne s'en servent pas. James Mill dit : « les facteurs de la production sont au nombre de deux — le travail et le capital » (3). Torrens cependant enseigne très clairement la doctrine de la triade :

« Dans le langage de l'économie politique, dit-il, l'acquisition originaire de la richesse est appelée production, et ces choses au moyen desquelles cette acquisition est faite sont nommées instruments de production. Ainsi la terre qui fournit les matières premières de la richesse, le travail à l'aide duquel ces matières premières sont préparées, accrues ou transportées et le capital qui contribue à ces diverses opérations sont tous des instruments de production (4). »

Mais il ne divise pas son exposition de la production en section traitant du capital, du travail et de la terre. Senior et J. S. Mill font du travail et de la terre (que Senior comme Say appelle « agents naturels »), les facteurs primaires (*primary*) de la production et du capital, (que Senior appelle « abstinence ») seulement un facteur secondaire. Senior dit :

(1) J.-B. Say, *Traité*, 2e édit., 1814, vol. I, p. 35.
(2) Voir la référence à ce passage *infra*, chap. IV, § 5.
(3) J. Mill, *Elements*, 1re édit., p. 7.
(4) Torrens, *Production of Wealth*, p. 66.

« Nous en venons maintenant à considérer les agents par l'intervention desquels la production a lieu.

I. *Le travail.* — Les instruments originaires de la production sont le travail et ces agents dont la nature, sans l'aide de l'homme, nous apporte l'assistance...

II. *Les agents naturels.* — Sous ce terme « les agents que nous apporte la Nature », ou, pour employer une expression plus brève « les Agents naturels », nous comprenons tout agent productif autant qu'il ne tire pas sa puissance de l'art de l'homme.

III. *L'abstinence.* — Mais quoique le travail et l'action de la nature, indépendamment de l'homme, soient des puissances productives originaires, ils exigent le concours d'un troisième principe productif pour leur donner une complète efficacité.,.

Au troisième principe nous donnerons le nom d'abstinence (1). »

J. S. Mill dit tout d'abord : « les facteurs de la production sont au nombre de deux — le travail et les produits naturels appropriés (2) », et il ajoute seulement subséquemment que :

« En dehors des facteurs originaires et universels de la production : le travail et les agents naturels, il y a un autre facteur sans lequel aucune opération productive en dehors des débuts rudimentaires et fragmentaires de l'industrie primitive, n'est possible, à savoir : un stock antérieurement accumulé, des produits du travail passé (3) ».

Ainsi même en 1848 la triade des facteurs de la production n'était pas tout à fait fermement établie.

(1) Senior, *Political Economy*, édit. in-8, pp. 57, 58.

(2) J.-S. Mill, *Principles*, liv. I, ch. I, § 1, 1re édit., vol. I, p. 29, édit. popul., p. 15, trad. Courcelle-Seneuil, p. 25.

(3) *Ibid.*, liv. I, ch. IV, § 1, 1re édit., vol. I, p. 67, édit. popul., p. 34 a, trad. Courcelle-Seneuil, p. 61.

CHAPITRE III

LE PREMIER FACTEUR DE LA PRODUCTION. — LE TRAVAIL

§ 1. — *La nécessité du Travail.*

Hume dans son essai : *Du Commerce* (*of Commerce*) dit : « Dans le monde toute chose est acquise par le travail (1) » et dans le livre I, ch. v, de la *Richesse des nations*, Adam Smith employant la même phrase dit : « Toute la richesse du monde fut originairement acquise par le travail », et il parle du travail comme de « l'originaire monnaie-d'achat qui fut payée pour toute chose (2). Ces propositions sont évidemment beaucoup trop générales. On ne peut pas raisonnablement prétendre qu'un acre de terre sur lequel toutes les traces du travail ont été soigneusement effacées ait été à l'origine acquis par le travail, et cependant une telle terre si elle est favorablement située constitue souvent une part du capital richesse du monde.

Mais pour faire du travail une nécessité de la production, il suffit seulement qu'il soit nécessaire à la production de la richesse-revenu, et Adam Smith n'en demande pas davantage pour lui dans le paragraphe qui ouvre son ouvrage et où il affirme que « toutes les choses nécessaires et commodes à la vie » qu'une nation « con-

(1) Hume, *Essays*, édition de 1770, vol. II, p. 13.
(2) V. A. Smith, *op. cit*, p. 14, édit. Guillaumin, p. 35.

somme annuellement » sont originairement fournies par son travail annuel. Il avance cette assertion comme une proposition évidente par elle-même, qui n'exige pas de preuve, et, en fait, sa vérité est impliquée dans la conception même de la production. Aucune question n'a été soulevée sur ce sujet, et nous pouvons procéder immédiatement à la discussion des causes qui rendent la productivité du travail plus grande à un moment qu'à un autre.

§ 2. — *La Productivité du Travail.*

Comme nous avons déjà eu l'occasion de l'observer (1), Adam Smith n'énumérait pas de causes d'accroissement de la puissance productive du travail, si ce n'est l'augmentation de la division du travail.

Par la division du travail naturellement, il n'entendait pas simplement celle qui se produit à l'intérieur d'une manufacture particulière, ou dans les limites d'une entreprise déterminée. L'exemple célèbre de la manufacture d'épingles par laquelle il commence son exposition du sujet était seulement un effort en vue de faire comprendre plus aisément « les effets de la division du travail au point de vue de l'ensemble des affaires de la société », en montrant comment elle opère dans les manufactures particulières (1). Il comprend dans la division du travail tout ce qui est parfois appelé la séparation des emplois ; ce n'est pas sur la manufacture d'épingles qu'il dépense son éloquence, mais dans le paragraphe final du chapitre I, où il montre comment chaque article « servant à l'usage du plus vulgaire artisan ou du journalier, dans un pays civilisé et prospère », est

(1) Voir *supra*, p. 36.

(2) Adam Smith, *op. cit.*, liv. I, ch. I, p. 2 b, édition Guillaumin, p. 6.

le produit du travail collectif d'une grande multitude d'ouvriers (1) ».

Il attribue le maintien et l'extension de la division du travail dans ce sens large à la croyance de chaque individu que c'est en se consacrant exclusivement à une ou deux occupations qu'il sert le mieux ses propres intérêts, mais il semble incliner à en attribuer la première origine à une sorte d'instinct qu'il appelle une disposition au troc (2) *trucking disposition*, une disposition à troquer, faire un marché et échanger. Il rejette l'idée que son origine première puisse avoir eu pour cause la conscience de l'avantage qui en résulte, parce qu'il pense que cet avantage est dû non à la différence des talents naturels entre les individus mais à la différence des talents acquis. « La différence des talents naturels chez les différents hommes est en réalité bien moindre que nous le croyons, et le génie très différent qui paraît distinguer les hommes de différentes professions lorsqu'ils sont parvenus à la maturité n'est pas tant la cause que l'effet de la division du travail. » Sans cette disposition à troquer, faire un marché ou échanger, le grand philosophe n'aurait pas été supérieur à un simple portier (3).

Comme chacun le sait, Adam Smith dit que le grand accroissement dans la productivité de l'industrie qui résulte de la division du travail :

« Est dû à trois circonstances différentes ; d'abord à l'accroissement de la dextérité de chaque ouvrier particulier, à l'épargne du temps qui est habituellement perdu à passer d'une espèce de travail à une autre, et en dernier à l'invention d'un grand nombre de machines qui facilitent et abrègent

(1) A. Smith, p. 6 a, édit. Guillaumin, p. 14. Ce passage doit probablement quelque chose à l'ouvrage de Locke sur le *Government*. Liv. II, p. 43.

(2) *Ibid.*, liv. I, ch. II, p. 7 b, édit. Guillaumin, p. 16.

(3) *Ibid.*, pp. 7-8, édit. Guillaumin, p. 19.

le travail et permettent à un homme de faire le travail de beaucoup (1). »

Il n'était pas nécessaire pour ses successeurs d'ajouter quelque chose à sa doctrine de l'accroissement de dextérité de l'ouvrier. Il est évident qu'aucun homme ne peut apprendre tous les métiers et que très peu d'hommes sont capables d'apprendre à exécuter efficacement plus qu'un petit nombre d'opérations différentes. La reconnaissance populaire de ce fait est suffisamment attestée par la phrase proverbiale : *Jack of all trades and master of none* (maître Jacques en tous métiers et maître en aucun). Mais comme contre-partie de l'accroissement de dextérité de l'ouvrier à son travail particulier, on peut relever un certain désavantage résultant d'une attention trop exclusive à cette tâche. Quoique Adam Smith ne le mentionne pas dans son livre VII, il a quelques fortes observations sur ce sujet au livre V, ch. I, article 2 : « De la dépense des institutions pour l'éducation de la jeunesse. » Là il dit que la dextérité accrue de l'ouvrier semble être accrue aux dépens de ses qualités intellectuelles sociales et militaires :

« L'homme dont toute la vie se passe à accomplir quelques opérations simples dont les résultats aussi sont peut-être toujours les mêmes, ou presque les mêmes, n'a pas l'occasion de fatiguer ses facultés de compréhension, ou d'exercer ses facultés d'invention pour découvrir des expédients afin de résoudre des difficultés qui ne se produisent jamais. Par suite, il perd naturellement l'habitude d'un tel effort et devient généralement aussi stupide et ignorant qu'il est possible à une créature humaine de le devenir. La torpeur de son esprit ne le rend pas seulement incapable de goûter une conversation intellectuelle ou d'y prendre part, mais aussi de concevoir un sentiment généreux, noble ou tendre et par conséquent de se former aucun jugement sur beaucoup même des devoirs courants de la vie privée (2). »

(1) Ad. Smith, *op. cit.*, liv. I, ch. I, p. 4, édit. Guillaumin, p. 11.
(2) Ad. Smith, *op. cit.*, p. 350 b, édit. Guillaumin, p. 439.

Ceci est peut être trop sévère. Mais nous ne pouvons guère être d'accord avec M'Culloch lorsqu'il dit que « les propositions de ce paragraphe sont aussi peu fondées qu'il est possible de l'imaginer » (1). La spécialisation a ses inconvénients, et ils devraient être reconnus. Adam Smith peut avoir omis de les mentionner dans le livre II à cause de l'impression qu'ils n'avaient pas grand chose à voir avec les pouvoirs productifs du travail J.-B. Say. d'esprit apte à voir les diverses faces des choses (2), n'eut pas de semblables scrupules et traita des avantages et des inconvénients de la séparation des industries dans le même chapitre de son *Traité* (livre I, ch. VIII). « C'est dit-il, un triste témoignage à se rendre que de n'avoir jamais levé qu'une soupape ou de n'avoir fait plus que la dix-huitième partie d'une épingle. » « Un homme de loi habile, remarque-t-il, s'il était obligé de raccommoder quelque partie de son ameublement ne saurait pas où commencer ; il ne pourrait même par enfoncer un clou sans donner à rire à l'apprenti le plus médiocre (3) ».

La seconde des trois circonstance qui, d'après Adam Smith, fait que la division du travail augmente la productivité de l'industrie, « l'épargne du temps qui est communément perdu en passant d'une espèce de travail à un autre ».est aussi une question très simple. On est généralement d'accord que, au moins après l'enfance, c'est une perte de temps de passer constamment d'une occupation à une autre. J.S. Mill contesta l'aphorisme d'Adam Smith qu'un homme qui change souvent son travail devient indolent et paresseux ». Mais il n'entraîne certainement, pas la conviction des esprits moyens en disant : « Peu d'ouvriers changent de travail et d'outils plus souvent qu'un

(1) Dans une note sur le passage cité.

(2) J.-B. Say, fut successivement employé de commerce, journaliste, fonctionnaire des services civils, auteur d'ouvrages d'économie politique, et n'échoua dans aucune de ces branches.

(3) J.-S. Say, *Cours complet d'économie politique* 3e édit., vol. I, p. 178.

jardinier ; est il habituellement incapable d'une énergique application (1) » car Adam Smith et la plupart des propriétaires de jardins répondraient par l'affirmative.

En ce qui concerne la troisième circonstance, l'invention des machines, Senior observa très justement qu'Adam Smith avait attribué trop d'influence à la division du travail.

« Sa remarque « que l'invention de toutes les machines par lesquelles le travail est à tel point facilité et abrégé, semble avoir été originairement due à la division du travail », est trop générale. Beaucoup de nos outils les plus utiles ont été inventés par des personnes qui n'étaient ni mécaniciens de profession ni employées elles-mêmes à des opérations que ces perfectionnements facilitent. Arkright, cela est bien connu, était barbier ; l'inventeur du métier mécanique était un ecclésiastique. Peut être serions-nous plus près de la vérité si nous disions que la division du travail a été provoquée par l'emploi des outils. Dans un état primitif de la société, chaque homme possède et chaque homme peut employer chaque sorte d'outil. Dans un état avancé où les machines coûteuses et une variété presque infinie ont remplacé le petit nombre d'instruments simples de la vie sauvage, ceux-là seulement peuvent s'employer avec profit dans une catégorie quelconque de manufactures, qui peuvent obtenir l'aide des machines et ont été accoutumés à employer les outils par lesquels les procédés de fabrication sont facilités ; et la division du travail est une conséquence nécessaire. Mais, en fait, l'usage des outils et la division du travail agissent et réagissent de telle sorte l'un par l'autre que leurs effets peuvent rarement être séparés en pratique (2). »

Il n'y a pas de raison pour dénier à l'homme isolé tout pouvoir d'invention, et il est clair que dans beaucoup de cas la division du travail agit plutôt comme un frein que comme un stimulant à la faculté d'invention (3).

(1) J.-B. Mill, *Principles*, liv. I, ch. viii, p. 5, 1re édit., vol. I, p. 151, édit. populaire, p. 78 a, édit. Courcelle-Seneuil, p. 142.

(2) Senior, *Political Economy*, édit. in-8, pp. 73-74.

(3) Ad. Smith, *op. cit.*, liv. I, ch. i, p. 5 a. « Naturellement », édit. Guillaumin, p. 12, *in fine*.

Nous pouvons beaucoup douter qu'il soit vraiment « naturel » pour un ouvrier d'être si attiré par la possibilité d'obtenir un brevet lucratif qu'il applique son attention à la découverte d'un moyen de remplacer son propre travail En outre, comme le remarque J. S. Mill : « Quelle que puisse être la cause qui produise les inventions, une fois qu'elles sont faites, l'efficacité accrue du travail est due à l'invention elle-même et non à la division du travail (1). C'est une faute d'attribuer tous les effets de l'invention des machines à la division du travail ».

Il est plutôt curieux qu'Adam Smith, en dépit de sa bonne volonté apparente de multiplier autant que possible les avantages de la division du travail, n'ait pas compris parmi eux la possibilité d'exécuter différentes sortes de travaux dans des endroits qui leur fussent bien appropriés, ce qui, comme il le reconnait pleinement, est dû au commerce entre différents pays. Sans la division du travail, il serait évidemment impossible, par exemple, que le thé fût cultivé en Chine pour la consommation anglaise ; nous devrions cultiver notre thé en Angleterre ou nous en passer. Six ans avant que la *Richesse des nations* fut publiée, Turgot avait attribué l'origine véritable de l'échange et de la division du travail, au fait que « chaque sol ne produit pas toutes choses (2) ». James Mill dans *La Défense du Commerce* dit :

« Le commerce d'un pays avec un autre est, en fait, simplement une extension de la division du travail par laquelle la race humaine obtient un si grand nombrs d'avantages.....

1 J. S. Mill, *Principles*, liv. I, ch. VIII, § 5, 1re édit., vol. I, p. 154, édit. popul., p. 80 a, édit. Courcelle-Seneuil p. 144

2 Turgot, *Réflexions*... § 2 *Œuvres*, édit. Daire, vol. I, p. 7 Steuart. dans ses *Principles* liv. II, ch. III, p. 179. *Œuvres*, vol. I, pp. 241-242) dit : « Un autre avantage du commerce, c'est que le peuple industrieux d'une partie du pays peut fournir les consommateurs d'une autre partie, quoi qu'elle soit éloignée. Ils peuvent s'établir dans les endroits les plus appropriés à leurs affaires respectives... »

Dans le monde, pris dans son ensemble, ce grand empire dont on peut considérer les différents royaumes et tribus comme les provinces... une province est favorable à la production d'une espèce de produits, une autre à une autre espèce : par leurs échanges mutuels, elles sont capables de s'entendre et de distribuer leur travail de la façon qui convient le mieux au génie de chacune de ces provinces. Le travail de la race humaine devient ainsi beaucoup plus productif et chaque espèce de produit est fourni en beaucoup plus grande abondance (1). »

Ricardo connaissait parfaitement le fait que la raison pour laquelle des échanges se font entre des biens très éloignés, est qu'il faut accomplir chaque sorte de travail, autant que possible, à l'endroit le mieux approprié pour cela :

« Avec un système de commerce parfaitement libre, dit-il, chaque pays consacre naturellement son capital et son travail à ceux des emplois qui lui sont le plus avantageux. La poursuite de l'avantage individuel est admirablement lié au bien universel de tous. En stimulant l'industrie, en récompensant l'ingéniosité, et en tirant l'usage le plus efficace des pouvoirs accordés par la nature, il répartit le travail de la façon la plus efficace et la plus économique... C'est le principe qui détermine que le vin doit être fait en France et en Portugal, que le blé doit croître en Amérique et en Pologne et que la quincaillerie et les autres articles doivent être manufacturés en Angleterre (2). »

Mais n'ayant pas l'occasion d'écrire systématiquement sur la production ou sur la division du travail, il n'eut ni l'opportunité ni l'occasion de présenter le fait comme l'un des avantages qui résultent de la division du travail. Cela fut fait par Torrens qui, dans son *Essai sur la production de la richesse*, *Essay on the Production of Wealth*, dit avec son style boursouflé habituel :

(1) James Mill, *Commerce Defended*, pp. 38-39.

(2) Ricardo, *Principles*, 1re édit., pp. 156-157, 3e édit. des *Œuvres*, pp. 75-76, édit. Guillaumin, ch. VII, du Commerce Extérieur, p. 95.

« Ce n'est pas seulement dans les opérations mécaniques que la division des emplois augmente la puissance de l'industrie. La nature en donnant à différentes contrées différents sols et climats, les a adaptées pour des productions différentes... Si nous semons du blé sur notre terre arable, que nous nourrissions nos troupeaux, sur nos pâturages, si nous cultivons le raisin sous un ciel propice, si nous élevons nos moutons là où leurs toisons deviendront abondantes ; alors, nous aurons plus de blé et de bestiaux, plus de vin et de vêtement, que si nous renversions l'ordre de la nature...

L'aperçu que nous avons donné ici des avantages résultant de la division des emplois nous permettera de nous former une idée juste de la nature et de l'étendue des avantages dûs à l'industrie mercantile. Cette branche d'industrie en dehors de son effet direct de conférer de l'utilité à des objets qui autrement ne pourraient en posséder, permet à chaque individu de se confiner à l'opération mécanique à laquelle il est le plus habile et le plus expérimenté, ou de donner à ses champs le mode particulier de culture qui convient le mieux à la composition de leur sol (1). »

M'Culloch reconnaît, parmi les « moyens par lesquels « la capacité productive du travail est augmentée » et « la division des emplois parmi les individus » et, « la division des emplois entre les différents pays ou les différents commerces » (2) et montre clairement, sous la seconde rubrique, combien la productivité de l'industrie est accrue par « cette division territoriale du travail » comme cela a été indiqué d'une manière appropriée par le colonel Torrens (3).

Senior donne à la division territoriale du travail une place prééminente quand il rend compte des avantages de la division du travail (4) mais J. S. Mill néglige presque entièrement le sujet (5).

(1) Torrens, *Essay on the Production of Wealth*, pp. 156-158.
(2) M'Culloch, *Principles*, 2e partie, § 2, titre du chapitre.
(3) M'Culloch, *Ibid.*, p. 119, édit. Guillaumin, p. .
(4) Senior, *Political Economy*, édit. in-8, pp. 76-77.
(5) J.-S. Mill, *Principles*, liv. I, ch. viii, § 3, traite de la combinaison du travail entre la ville et la campagne.

Le professeur Babbage dans son *Economie des machines et des manufactures* (*Economy of Machinery and Manufactures* 1832, faisait remarquer que la division du travail accroît la productivité de l'industrie en permettant à chaque sorte différente de travail d'être accomplie uniquement par l'individu le plus naturellement adapté pour cette sorte de travail. Il exprime cette vérité, et J. S. Mill l'accepta plutôt comme si elle était seulement applicable à la division du travail qui prend place à l'intérieur d'une manufacture ou dans les limites d'une affaire ; mais, évidemment, elle est également applicable à la séparation des emplois entre les hommes et les femmes, les adultes et les enfants, entre celui qui est habile et celui qui est stupide, entre le faible et le fort. J. S. Mill dit que cet avantage n'est pas signalé par Adam Smith, mais ce n'est guère exact. Il serait plus vrai de dire qu'Adam Smith dédaignait cet avantage à côté de celui qui résulte du fait de l'accomplissement de chaque espèce de travail seulement par les individus, qui, par suite de la division du travail, ont le maximum d'adresse et de dextérité acquises.

Wakefield dans son édition de la *Richesse des nations* ramena la division du travail, la séparation des emplois à sa place véritable, en la considérant comme une branche de la coopération générale qui accroît la productivité du travail. Il signala que la productivité du travail s'accroît non seulement parce que les hommes divisent leur travail et accomplissent chacun une tâche différente, mais aussi parce qu'ils combinent leur travail et qu'ils font chacun la même chose en conjonction avec les autres. Regardant les deux choses comme des exemples de « coopération », il divise la coopération en deux sortes distinctes :

« En premier lieu, cette coopération qui se produit lorsque plusieurs personnes s'aident mutuellement dans le même emploi ; en second lieu, cette coopération qui se produit

lorsque plusieurs personnes s'aident mutuellement dans différents emplois. Elles peuvent être appelées coopération simple et coopération complexe...

Dans un grand nombre d'opérations simples accomplies par l'effort humain, il est tout à fait évident que deux hommes travaillant ensemble feront davantage que quatre hommes, ou quatre fois quatre hommes qui travailleraient séparément. Pour lever des poids lourds, par exemple, dans l'abattages des arbres, dans le sciage des troncs, pour la récolte d'une grande quantité de foin ou de blé pendant une courte période de beau temps, pour le drainage d'une vaste étendue de terre, durant la courte saison pendant laquelle un semblable travail peut être accompli d'une façon propice, pour l'enroulement des cordes à bord d'un bateau, pour ramer sur de grands bateaux, pour quelques travaux de mines, pour l'érection d'un échafaudage de construction, pour casser des pierres pour la réparation d'un chemin, de façon à ce que tout le chemin soit toujours maintenu en bon état, dans toutes ces opérations simples et dans mille autres, il est absolument nécessaire que beaucoup de personnes travaillent ensemble, en même temps, à la même place, de la même façon (1). »

J. S. Mill vit la valeur de la théorie de Wakefield et en fit usage dans son chapitre « De la coopération ou de la combinaison du travail » (2).

M'Culloch donnait comme « le premier et le plus indispensable » des « moyens par lesquels les facultés productives de travail sont accrues » la sécurité de la propriété (3). Il n'y a pas de doute en effet que la sécurité de la propriété est une des conditions de la haute productivité du travail. M'Culloch, comme il était à prévoir, étant donné la période presque pré-socialiste à la-

(1) Adam Smith, *Wealth of Nations*, édition Wakefield, vol. I, pp. 26 27.
(2) J.-S. Mill, *Principles*, liv. I, ch. viii, § 1, 1re édit., vol. I, pp. 138-139, édit. pop., p. 72 a, édit. Courcelle-Seneuil, t. 1er, p. 130.
(3) M' Culloch, *Principles*, 2e partie, § 2, pp. 74-84.

quelle il écrivait, avait plutôt une tendance à confondre la sécurité de la propriété avec le maintien rigoureux d'un régime individualiste, mais J. S. Mill en traitant de la « sécurité supérieure » comme de l'une des causes de la productivité supérieure de la terre, du travail et du capital a évité cette erreur en comprenant qu'il peut y avoir plus de sécurité dans une société communiste que dans une société individualiste (1).

En dehors de la coopération et de la sécurité supérieure, J. S. Mill énumère trois autres grandes causes pour que la terre, le travail et le capital aient une plus grande productivité à un moment qu'à un autre, à savoir « une plus grande énergie du travail », une « habileté et un savoir supérieurs », une « supériorité d'intelligence et de loyauté dans la communauté en général » (2). Les deux premières de ces causes ont été étudiées par Adam Smith en tant qu'elles sont produites par la division du travail, mais elles sont évidemment aussi le résultat d'autres causes.

En plus de toutes ces causes de variation, la productivité du travail est affectée aussi par les changements dans la grandeur de l'accumulation des instruments de production, et par les changements dans le nombre des personnes qui doivent vivre sur une étendue donnée. Mais à raison de l'habitude de traiter la terre et le capital comme des agents de la production liés au travail lui-même, ces changements seront plus commodément étudiés dans les deux chapitres suivants.

(1) J.-S. Mill, *Principles*, liv. I, ch. VII, § 6, 1re édit., vol. I, pp. 134-136, édit. popul., pp. 70-71, édit. Courcelle-Seneuil, pp. 127-130.

(2) *Ibid.*, liv. I, ch. VII, § 3-4-5, titres de la table des Matières, têtes de chapitre.

CHAPITRE IV

LE DEUXIÈME FACTEUR DE LA PRODUCTION
LE CAPITAL

§ 1. — *Le mot.*

Le mot « capital » dans son sens économique n'a ni plus ni moins de rapports avec le *cheptel* français ou les mots anglais *cattle* et *chattels* (1), qu'il n'en a avec le *chapitre* d'un livre ou le chapiteau d'une colonne (2). Dans le *Nouveau dictionnaire anglais* du Dr Murray, l'article relatif au mot capital est divisé en deux sections. Dans la première qui traite du mot lorsqu'il sert comme adjectif, le huitième sens est « faisant partie ou appartenant au fonds d'origine d'un commerçant d'une société ou d'une corporation ; principal, *de là*, servant de base à des opérations financières et autres.

(1) Sir H. Maine dit : « Il y a un petit nombre de faits à la fois étymologiques et de classification juridique qui montrent l'importance ancienne des bœufs. *Capitale* — bétail compté par tète — a donné naissance à l'un des termes juridiques les plus fameux et à l'un des termes les plus fameux en économie politique, Chattel et Capital (*Early History of Institutions*. (Histoire des institutions primitives), p. 47 ; mais il n'apporte aucun témoignage d'aucun lien historique entre *capitale* — bétail — et capital dans le sens économique ou commercial. Il y a encore moins de base à l'affirmation de M. Macléod. « Le mot capital nous vient du grec Κεφάλαιον, un capital ou principal placé à intérêt. » (*Principles of Economical Philosophy*, 2e éd., 1879, vol. I, p. 225). (*Principes d'économie politique philosophique*).

(2) Chapiteau en anglais « capital ». (Note des traducteurs.)

Dans la seconde section qui traite de l'adjectif servant par ellipse de substantif, le premier sens donné est « une lettre capitale », le second « une ville ou une cité capitale » et le troisième « *a capital stock or fund* ». Sous cette rubrique nous lisons :

a) Commerce. — Le stock d'une société, d'une corporation, ou d'un particulier qu'ils engagent dans une affaire, et sur lequel les profits ou les dividendes sont calculés ; dans une société par actions (*joint stock company*) il consiste dans la somme totale des contributions des actionnaires.

b) Economie politique. — La richesse accumulée d'un individu, d'une société ou d'une communauté, employée comme fonds pour entreprendre de nouvelles productions : richesse sous une forme quelconque, employée à faciliter la production d'une plus grande quantité de richesse.

L'adjectif était « usité par ellipse comme un substantif » dans l'acception commerciale, au moins dès la première moitié du XVIIe siècle (1), mais le fait que ce n'était qu'un simple adjectif n'était en aucune façon oublié.

En 1697 le Parlement adopta un « Act pour combler les insuffisances de divers fonds (publics) y mentionnés, pour augmenter le capital de la Banque d'Angleterre et pour améliorer (*raising*) le crédit public (2). La section 20 de cet Act montre non seulement que l'adjectif « capital », appliqué au capital *stock*, pouvait alors être placé entre deux autres adjectifs, mais montre aussi que l'on ne comprenait pas alors la méthode d'émission d'un capital nouveau avec une prime au-dessous du pair. Avant de créer le nouveau capital on considérait comme néces-

(1) « The Merchant's Mirrour ; or Directions for the perfect ordering and keeping of his Accounts », par Richard DAFFORNE (1635), donne parmi des exemples de tenue des livres :

« N° 96. Pour inscrire le capital que chaque associé d'une société promet d'apporter :

Simon Sands promet de verser à la Cie comme capital	gl.	11.400
Et Richard Rakes pour son capital.		7.800
	gl.	19.200

(2) 8 et 9. W and M. cap. 20

saire d'estimer l'ancien suivant la valeur des biens actuellement possédés :

« Et pour qu'ils soient mieux établis et ajustés, les droits et propriétés de chaque membre de la présente corporation, du gouverneur et de la Compagnie de la Banque d'Angleterre, avant que l'augmentation ci-dessus prévue y soit faite. Qu'il soit de plus décidé, par l'autorité désignée, qu'avant le vingt-quatrième jour de juillet seize cent quatre-vingt-dix-sept le stock ordinaire capital ou principal dudit gouverneur et de la Compagnie doit être évalué et estimé d'après le principal et intérêts qui sont dus par le Roi et d'autres, par l'argent liquide et autres effets dont le dit stock consistera en réalité alors, sans déduction de la valeur des dettes dues au même moment, en principal et intérêt à toutes autres personnes ou personnes quelles qu'elles soient. »

Dans le *Dictionnaire* de Dyche et Pardon (1735) l'article consacré au Capital commence ainsi :

Capital (A.). — Chef, tête ou principal : s'applique à diverses choses, telles que *le capital stock* dans les sociétés de commerce, qui est le fonds ou la quantité de monnaie qu'elles sont autorisées par leur charte à employer dans leurs commerces (1).

(1) Cf. avec ceci : « Les capitaux hollandais dans l'*East India Company* dépassent 3 millions ». — Petty, *Several Essays in Political Arithmetic* (1699), p. 165. « Plusieurs Essais sur l'Arithmétique Politique ». L'auteur d'*A Discourse of Money... with reflexions on the present evil state of this Kingdom*, 1669 « Un discours sur la monnaie... avec réflexions sur le défectueux état actuel des espèces dans ce royaume », représente la thésorisation « comme un moyen d'augmenter le stock de capital du trésor national » et dit : « Votre commerce se traduit par une perte si vous achetez au dehors et payez plus d'argent pour ce que vous allez chercher chez les étrangers que vous n'en recevez d'eux pour vos services et vos fruits et articles manufacturés indigènes... Vous soufflez sur un charbon éteint et ne vous donnez toute cette peine que pour diminuer votre capital ou stock de trésor national », p. 198. William Richardson dans son *Essay on the Causes of the Decline of the Foreign Trade* « Essai sur les causes du déclin du commerce extérieur », 1744, fait usage du mot capital au pluriel, dans son sens commercial, se plaignant que les droits de douane « diminuent les capitaux de nos négociants en les obligeant

§ 2. — *Adam Smith ; sur la Nature et l'Origine du capital d'une communauté.*

Dans le 1er livre de la *Richesse des Nations*, il est peu question du « capital » ou « *capital stock* ». Quand il est mentionné, il n'est pas distingué du stock (1). Or, le « stock » d'un industriel, en tant qu'il concerne son industrie, consiste et semble toujours avoir consisté dans les biens mobiliers qu'il a en sa possession en vue de ses affaires. Le stock d'un commerçant, ce sont les marchandises de son magasin, le « stock vif et mort » (*live and dead stock*) d'un fermier, c'est ses troupeaux, ses chevaux, son outillage et ainsi de suite.

Des meubles se transforment en immeubles par une transition presque insensible, et des propriétés fixes, telles que les manufactures, les maisons et les autres constructions ne peuvent guère être séparées de la terre sur laquelle elles reposent ; de sorte que le sens de la phrase : le stock d'un industriel déterminé pourrait aisément être étendu de façon à comprendre tous les biens qu'il possède en vue de ses affaires à un moment quelconque. Et lorsque nous considérons les choses d'un point de vue compréhensif, nous attachant plutôt aux choses qui sont importantes pour la communauté, qu'à celles qui sont importantes seulement pour l'individu, la distinction entre ce qu'une personne possède en vue de ses affaires, et ce qu'elle possède en vue de son bénéfice immédiat, apparait comme tout à fait dénuée d'impor-

à conserver une partie de leur stock inoccupé pour payer les droits sur les marchandises qu'ils importent », p. 173 dans *Tracts on commerce* (Tract sur le commerce » d'Overstone. D'autre part, Philippe Cantillon emploie le singulier en parlant du « capital de nos negociants », *Analysis of Trade* (Analyse du commerce », 1759, p. 160. Richard Cantillon emploie le singulier et le pluriel indifféremment en français. *Essai sur le Commerce*, p. 376.

(1) Voir A. Smith, *Wealth of Nations*, p. 22 b ; 23 b ; 43 a ; 51 a.

tance. Par exemple, des fours sont des fours et utiles pour cuire le pain, qu'ils appartiennent à un boulanger ou à un individu quelconque.

Quant au sens du mot « *stock* » et de son synonyme « *capital* » dans le livre I de la *Richesse des nations*, tout ce que l'on peut dire avec une complète certitude, est que c'est le montant sur lequel les profits d'une affaire sont calculés. Dans le livre II, où pour la première fois Adam Smith aborde la question, le stock d'un individu est le montant total de biens personnels, ou de biens autres que la terre qu'il possède à un moment donné quelconque et le stock d'une communauté est la somme des stocks de ses membres individuels. Le capital d'un individu n'est pas identique à son stock, mais, est seulement la partie du stock qui doit lui fournir un revenu, ce qui signifie un revenu en argent, ou au moins... un revenu en produits qui ne sont pas obtenus directement, mais par voie d'échange. Le reste du stock est simplement une réserve pour la consommation immédiate et n'a pas de droit à être qualifié de « capital ».

« Lorsque le stock qu'un homme possède n'est pas assez considérable pour qu'il s'entretienne plus de quelques jours ou quelques semaines, il pense rarement à en tirer un revenu quelconque. Mais lorsqu'il possède un stock suffisant pour subvenir à son entretien pendant des mois ou des années, il s'efforce naturellement de tirer un revenu de la plus grande partie de ce stock, et n'en réserve pour sa consommation immédiate que ce qu'il lui faut pour subsister jusqu'à ce que son revenu commence à rentrer. Donc son stock total est divisé en deux parties. La partie sur laquelle il compte pour se procurer un revenu est appelée capital, l'autre est celle avec laquelle il subvient à sa consommation immédiate, et qui consiste, soit d'abord, dans cette partie de son stock total qu'il a originairement réservé à cette destination, ou en second lieu dans son revenu. De quelque source qu'il vienne, à mesure qu'il rentre, ou en troisième lieu dans les choses qui ont été achetées sur l'une des deux ressources précé-

dentes, dans les années antérieures et qui ne sont pas encore entièrement consommées, comme un stock d'habits, de mobilier et autres choses semblables (1). »

En d'autres termes, le stock total d'un homme, ou son capital richesse peut être divisé en une part qu'il investit dans une entreprise en vue d'en tirer un revenu en argent, et une part qu'il conserve pour son usage personnel, et Adam Smith décide d'appeler la première de ces deux parts son « capital ».

Le stock de John Brown, boulanger, c'est la totalité de ce que possède John Brown en dehors de la terre, mais son « capital » c'est seulement cette part de ce qu'il possède qui est employée par lui dans les affaires de sa boulangerie. Or, même en ce qui concerne l'individu, cette définition du capital nous donne une entité tout à fait insuffisante et inutile.

En premier lieu, il n'est ni habituel ni désirable d'exclure la terre du capital d'un individu ou d'une société. Le propriétaire d'une manufacture comprend dans la somme d'argent à laquelle il attribue le caractère de capital le prix ou la valeur de la terre qu'il a achetée en vue de son entreprise, et cela embarrasserait tout le monde si l'on excluait la terre du capital d'une compagnie de chemins de fer ou de docks.

En second lieu, aussi longtemps qu'un individu tire un bénéfice de la possession de son stock, il est de peu d'importance qu'il reçoive ce bénéfice directement ou qu'il reçoive d'abord l'argent contre lequel il l'échange. D'après Adam Smith, si un homme vit dans sa propre maison qui vaut £ 2 000 au lieu de continuer à la louer pour £ 120 par an et de louer lui-même la maison d'une autre personne pour £ 120 par an, il réduit par là son capital de £ 2 000. S'il en est ainsi, tout ce que l'on peut

(1) Adam SMITH, *Wealth of Nations*, liv. II, ch. I, *in principium* p. 119 b, 120 a, édit. Guillaumin, p. 326.

dire, c'est que la grandeur du capital d'un homme n'a pas beaucoup d'importance.

Non content d'avoir fait une distinction quelque peu insignifiante quand il s'agit d'un individu, Adam Smith, suivant son habitude courante de conclure de l'individu à la communauté, s'efforce d'appliquer cette distinction, mais avec une légère modification, au cas d'une nation.

Avant de le faire cependant il divise le capital d'un individu en deux parts : 1° le « capital circulant » et 2° le « capital fixe ».

Ces expressions étaient probablement usitées de son temps dans la conversation ordinaire des hommes d'affaires dans un sens très semblable à celui qu'ils ont aujourd'hui. Le capital fixe d'un individu étant la quantité d'argent qu'il a investi en construction, en machines fixes et autres objets immeubles de son industrie ; et son capital circulant étant cette partie de son capital qu'il a l'habitude d'employer à des intervalles réguliers sous forme de monnaie dans l'expectative de le voir revenir à lui de nouveau sous la même forme. Mais, lorsque ces mots sont usités avec ce sens, il est évident qu'il y a une grande partie du capital qui n'est ni fixe ni circulant. Il n'est personne qui, s'il n'a pas été contaminé par la terminologie de l'économie politique, voudra classer la voiture d'un voiturier soit comme capital fixe, soit comme capital circulant (1). Ainsi, dans certains métiers ces expressions pourraient comporter un sens utile et à elles deux comprendre tout le capital, dans d'autres elles seraient inapplicables. Les efforts d'Adam Smith et de ses successeurs étaient dirigés vers la découverte de définitions de ces expressions qui leur attribuassent un sens précis et leur fissent comprendre toutes les espèces de capitaux.

Adam Smith fait reposer la distinction sur la question

(1) MALTHUS, dans ses *Principles of Political Economy*, p. 263, parle de chevaux comme de « capital fixe ».

de savoir si l'individu tire le profit du capital en utilisant ou en vendant les objets dont il se compose :

« Il y a, dit-il, deux manières différentes dont un capital peut être employé en vue de produire un revenu ou un profit pour celui qui l'emploie.

En premier lieu, il peut être employé à cultiver, à fabriquer ou à acheter des produits et à les vendre avec profit.

En second lieu, il peut être employé à l'amélioration de la terre, à l'achat de machines utiles et d'outillage commercial ou trouver son emploi dans ces choses qui produisent un revenu ou un profit sans changer de propriétaire ou sans circuler davantage (1). »

S'il est employé de la première manière, c'est du capital circulant, et s'il est employé de la seconde c'est du capital fixe. Adam Smith est conduit à observer que différents emplois nécessitent des quantités proportionnellement très différentes de capital fixe et de capital circulant. Le capital d'un négociant est entièrement du capital circulant. Il n'a besoin d'aucune machine ou d'aucun instrument, à moins que sa boutique ou son entrepôt soient considérés comme tels, et pourquoi n'en serait-il pas ainsi ? Les aiguilles d'un maître tailleur sont, semble-t-il, son capital fixe, mais de beaucoup « la plus grande part du capital de tous les maîtres artisans », tels que tailleurs, cordonniers, tisserands, « circule soit comme salaires de leurs ouvriers, soit comme prix de leurs matériaux et remboursé avec un profit par le prix du travail ».

« Cette part du capital du fermier qui est employée dans les instruments agricoles, est du capital fixe, celle qui est employée en salaire et pour l'entretien des domestiques agricoles est du capital circulant. Le fermier réalise un profit sur le premier en le conservant en sa possession et sur le second en s'en dessaisissant. Le prix ou la valeur de ses bêtes de somme

(1) Adam Smith, *Wealth of Nations*, liv. II, ch. I, p. 120, édit. Guillaumin, p. 327.

est du capital fixe tout comme ses instruments agricoles, les frais de leur entretien représentent du capital circulant tout comme ceux de l'entretien des domestiques agricoles. Le fermier réalise son profit en gardant ses bêtes de somme et se déchargeant de leur entretien. Le prix et l'entretien du bétail qui est acheté et nourri non en vue du travail mais pour la vente sont du capital circulant. Le fermier réalise son profit en s'en dessaisissant. Un troupeau de moutons ou un troupeau de vaches qui, dans un pays d'élevage, n'est acheté ni pour le travail ni la vente mais en vue de retirer un profit de leur laine et de leur lait et aussi de leur accroissement est du capital fixe. Le profit se réalise en les gardant. Leur entretien représente du capital circulant. Le profit se réalise en s'en désaisissant et il rentre en tant que propre profit et le profit sur le prix total du troupeau, dans le prix de la laine, du lait et de l'accroissement. La valeur totale de la graine est aussi, à proprement parler, du capital fixe. Quoiqu'elle aille et vienne entre les champs et le grenier, elle ne change jamais de maître et, par suite, ne circule pàs au vrai sens du mot. Le fermier réalise son profit non par sa vente mais par son augmentation (1). »

Tout ceci est extrêmement, pour ne pas dire excessivement ingénieux. Le coût ou la valeur de l'arbre à fruit que vous possédez est du capital fixe, parce que vous vendez seulement le fruit et non l'arbre lui-même, mais le coût ou la valeur de votre récolte de blé ou de la partie de cette récolte que vous ne gardez pas pour l'ensemencement est du capital circulant parce que vous vendez la tige (ou paille) aussi bien que le fruit (ou graine). Si vous réservez une partie de la graine pour l'ensemencement, la valeur représentée par cette partie est du capital fixe, mais si, pour une raison quelconque, vous vendez la totalité de vos grains et que vous achetiez la semence d'une autre personne, la valeur représentée par la totalité de vos grains est du capital circulant.

(1) A. Smith, *Wealth of Nations*, liv. II, ch. I (120 b, 121 a), édit. Guillaumin, p. 328.

Il est curieux de noter comment Adam Smith, lorsqu'il établit le compte du capital d'un individu, flotte entre la conception du capital considéré comme la somme d'argent « employée à », suivant son expression, ou, dirions-nous, « investie dans » l'achat d'une marchandise et la conception du capital considéré comme cette marchandise elle-même. Le capital est « employé à cultiver, fabriquer ou à acheter des produits et à les revendre avec un profit » ou « à l'amélioration de la terre ou l'achat de machines, d'instruments utiles à l'industrie » ; il est « fixé dans les instruments » de métier d'un maître artisan, il « est le prix ou la valeur » des bêtes de somme d'un fermier et « la valeur de la récolte » qu'il utilise ; dans tous ces cas le capital est une somme d'argent qui a été déboursée (*laid out*). Dans d'autres cas, ce sont les objets obtenus au moyen de cet argent : « les marchandises du négociant » représentent son capital circulant et « un troupeau de moutons ou de bêtes à corne » est une partie du capital du fermier. La première conception — celle dans laquelle le capital apparaît comme étant une somme de monnaie — est évidemment la conception courante. Dans la conversation ordinaire, si l'on vient à demander « quel est le capital de tel individu ou de telle société ? » chacun s'attend à ce que la réponse soit : « Tant de milliers ou tant de millions de livres ». Le capital d'un individu c'est le nombre de livres que ses biens sont supposés valoir ; le capital d'une société c'est la somme d'argent qui a été nominalement, mais non pas nécessairement effectivement engagée dans l'affaire par les actionnaires. La seconde conception, celle dans laquelle le capital apparait comme étant les biens effectivement possédés par l'individu, est la plus appropriée aux fins de la recherche économique et lorsque Adam Smith en vient à considérer le capital de la communauté, c'est celle-là qu'il envisage constamment.

En discutant sur la division du *stock* d'une communauté, Adam Smith ne le divise pas en premier lieu, comme il le fait dans le cas de l'individu, entre la réserve en vue de la consommation, et le capital proprement dit, pour subdiviser alors ce capital en capital fixe et capital circulant : ici il divise immédiatement le *stock* entier en trois parties ; 1° la réserve en vue de la consommation ; 2° le capital fixe ; 3° le capital circulant (1).

I. — La réserve en vue de la consommation consiste dans « le stock de nourriture, de vêtements, d'ameublement qui ont été achetés par leurs consommateurs directs, mais qui ne sont pas encore entièrement consommés » et aussi dans « le stock total des simples maisons d'habitations » existant à un moment quelconque.

II. — Le capital fixe consiste principalement : 1° dans les machines et instruments utiles à l'industrie ; 2° les immeubles de rapport qui sont un moyen de se procurer un revenu non seulement pour le propriétaire qui les loue moyennant un loyer, mais pour la personne qui les habite et en paie le loyer ; 3° les améliorations de la terre et enfin, 4° les talents acquis et utiles de tous les habitants ou membres de la société.

III. — Le capital circulant consiste : 1° en argent ; 2° en provisions possédées par les vendeurs ; 3° en matières premières et possédées par les fabricants et enfin 4° en produits finis possédés par les fabricants, les négociants et les détaillants (2).

Adam Smith avait commencé par supposer que *prima facie* ou suivant son expression « naturellement », on pourrait s'attendre à ce que le stock de la communauté fût divisé dans les mêmes trois parties que celui d'un individu, chaque partie consistant sans doute dans la somme des parties correspondantes des capitaux indivi-

(1) A. Smith, *op. cit.*, *lib. cit.*, p. 121 a, édit. Guillaumin, p. 329.

(2) Ad. Smith, *op. cit.*, *lib. cit.*, p. 121-122, édit. Guillaumin, p. 331-332.

duels. La caractéristique de la première partie est, dit-il, qu'elle ne produit ni revenu, ni profit, la caractéristique de la seconde partie est qu'elle produit un revenu sans qu'il y ait circulation ou changement de propriétaires, et la caractéristique de la troisième partie est qu'elle ne produit un revenu qu'en circulant ou en changeant de maîtres. Or, pour la communauté, la distinction entre le stock qui rapporte un revenu en argent à son possesseur et celui qui rapporte des bénéfices immédiats est encore moins importante (*trivial*) que dans le cas d'un individu. Il peut y avoir une apparence de raison pour distinguer le stock de John Brown boulanger en stock investi dans les affaires de sa boulangerie et autres stocks, puisque, suivant toute probabilité, le stock investi dans les affaires est le seul dont John Brown tienne un compte exact ; quant au reste, M. Brown se bornera à en tenir le compte sur ses doigts. Mais pour la communauté en général, cette distinction en soi ne peut être d'aucune importance. Qu'une chose rapporte un revenu en argent à son propriétaire ou non, cela dépend de la prédominence plus ou moins grande du régime de l'échange. Ainsi là où un peuple vit dans ses propres maisons et cuit son propre pain, les fours ne rapportent pas de revenus en argent à leurs propriétaires. Lorsque la division du travail et l'échange sont portés assez loin pour que les gens achètent leur pain du boulanger, quelques fours commencent à rapporter un revenu en argent. L'avantage que la communauté retire de la possession des fours est exactement de la même nature qu'auparavant. Ayant quelque intuition de cela, Adam Smith, alors qu'il dit que le *stock général* d'un pays ou d'une société quelconque est le même que celui de tous ses habitants, n'est pas disposé à affirmer, dans le livre II, ch. I, que le capital d'un pays est exactement le même que celui de tous ses habitants (1). Pour qu'une chose puisse former une

(1) Dans le ch. III cependant, p. 149 b (édit. Guillaumin, p. 409), il

partie du capital d'un pays, elle doit, pense-t-il, non seulement donner un revenu en argent à son propriétaire, mais aussi donner un revenu réel à la communauté. Il s'imagine toujours, au moins dans le second livre, comme nous l'avons déjà vu — que le revenu réel de la communauté consiste uniquement en objets matériels. En conséquence, il exclut du capital de la communauté tout ce qui ne lui apparaît pas fournir un revenu formé de semblables objets. Il importe peu pour lui que les maisons, les vêtements et le mobilier produisent un abri, de la chaleur et du confort ; ils ne produisent pas d'objets matériels et pas de revenu réel. Si les propriétaires de ces objets reçoivent un revenu en argent qui leur vienne de ceux-ci, ce revenu en argent, « est payé sur d'autres sources de revenu » (1) et par suite ces objets ne constituent pas une partie du capital du pays.

D'innombrables erreurs sont nées de ces affirmations que les revenus d'une catégorie de personnes « sont payés » sur « ceux d'une autre catégorie ». La vérité c'est que les revenus réels consistent en ce qui est acheté avec de l'argent. « L'argent » qu'un homme paie pour le loyer de sa maison n'est pas son revenu réel (2) ; son revenu réel c'est le confort d'existence que lui donne sa maison. Ceci n'est payé sur aucun autre revenu ; l'argent qu'il donne est sans aucun doute dérivé d'une autre source, mais c'est le cas de tous ses paiements. Le loyer de la maison de cet homme est payé sur l'argent qu'il tire de son travail ou de ses biens, mais il en est de même de la note de son boucher. Le revenu de son propriétaire est un revenu

parle du « capital d'une société » comme étant « le même que celui de tous les individus qui la composent.

(1) A. Smith, *op. cit*, *lib. cit.*, p. 121 a, édit. Guillaumin, p. 332.

(2) Il y a ici dans le texte anglais *income* et *revenue* que la terminologie française ne nous permet pas de distinguer.

Revenue est le mot d'Adam Smith à son époque ; il avait exactement la même signification qu'a aujourd'hui le mot *Income* (en français *revenu*), mais depuis cette époque le mot *Revenu* est pris dans l'unique acception de recettes de l'Etat (Note des Traducteurs).

aussi réel que celui de son boucher (1). « La maison elle-même, dit Adam Smith, pour confirmer son raisonnement, ne peut rien produire » (2). Si cela prouve ce qu'il veut démontrer, les choses qui constituent le capital et rapportent un revenu réel devraient toutes produire quelque chose, mais il est impossible de concevoir comment une boutique ou un entrepôt seront davantage capables de produire quelque chose qu'une maison. Adam Smith ne fait pas autre chose que de suggérer qu'il en est ainsi « parce qu'ils sont une sorte d'instrument de l'industrie » et que ces instruments « facilitent et abrègent le travail » (3). En vue de montrer que l'argent, les provisions et les matières produisent quelque chose, il est réduit à insinuer qu'il en est ainsi parce que les machines et les instruments les plus utiles de l'industrie ne produiraient rien sans eux (4). Adam Smith ne tente pas de montrer, sauf dans le cas de bâtiments de rapport, que le revenu tiré par les propriétaires de tous les objets compris dans le capital du pays n'est pas, plus que le loyer des maisons, « payé sur une autre source de revenus, et, en ce qui les concerne, il dit seulement qu'ils sont un moyen de procurer un revenu à leurs locataires aussi bien qu'à leurs propriétaires (5). Il veut dire probablement, que les locataires paient le loyer sur leurs recettes brutes et non sur leurs recettes nettes ou revenu. Cela est vrai sans doute, mais ne fait que reculer la question d'un pas :

(1) Bien entendu, le total reçu par le propriétaire terrien n'est pas plus entièrement son revenu en argent que le total reçu par le boucher n'est son revenu en argent ; dans les deux cas le revenu en argent est seulement le profit, les sommes que le propriétaire et le boucher pourraient, s'ils le voulaient, dépenser pour leur confort, leurs commodités et amusements sans diminuer leurs propriétés et le revenu réel est ce qu'ils achètent en réalité avec ces sommes d'argent.

(2) A. Smith, *Wealth of Nations*, liv. II, ch. I, p. 121 a, édit. Guillaumin, t. I, p. 329.

(3) A. Smith, *op. cit.*, p. 121 b, édit. Guillaumin, p. 330.

(4) *Ibid.*, p. 122 b, édit. Guillaumin, p. 332.

(5) *Ibid.*, p. 121 b, édit. Guillaumin, p. 330.

le loyer d'une boutique d'épicier n'est pas pris sur le revenu argent de l'épicier, mais bien sur les revenus de ses clients, exactement comme le loyer d'une maison d'habitation est pris sur le revenu en argent de celui qui l'occupe. Si, pour décider qu'une chose fait ou non partie du capital du pays, on s'en rapportait à la réponse à cette question, le prix de son usage est-il tiré immédiatement des recettes brutes de celui qui paie ou de son revenu, une maison d'habitation louée à un logeur formerait une part du capital du pays, en dépit de son inaptitude à produire quoique ce soit, et en dépit de sa similitude parfaite avec une autre maison louée à un individu donné.

Bref, la division établie par Smith, du stock d'une société en une part, de laquelle on tire un revenu, et en une part, de laquelle on ne tire pas de revenu est parfaitement indéfendable.

La société tire un revenu réel consistant en « utilités, commodités et amusements » de son stock tout entier.

D'après le livre II, ch. 1er, de la *Richesse des nations*, les produits emmagasinés dans la boutique d'un marchand donnent un revenu à la communauté alors qu'identiquement les mêmes marchandises, lorsqu'elles sont vendues à celui qui en use en dernier, ou consommateur, ne produisent plus de revenus ; une voiture, par exemple, produit un revenu ou peut-être même « produit quelque chose » — aussi longtemps qu'elle demeure, inutilisée, dans la boutique du carrossier, mais elle cesse de donner un revenu dès le moment où elle est vendue et entre en service. Une maison donne un revenu aussi longtemps qu'elle reste entre les mains du constructeur, finie ou inachevée, mais lorsqu'elle est vendue et habitée elle cesse de donner un revenu. Il semble même que si le constructeur construit la maison dans l'intention de la louer, elle représentera pour lui un revenu aussi longtemps qu'il ne trouvera pas de locataires, et cessera de donner un re-

venu lorsqu'il trouvera un locataire et commencera à toucher le loyer.

Les statisticiens qui ont à faire aux choses concrètes n'ont jamais essayé de diviser les biens de la nation à un moment donné en terre, capital et stock de consommation immédiate. Andrew Hooke dans son *Essai sur la dette nationale et le capital national* (1750) considère que le capital national consiste en monnaie : 1° monnaie, *stock* en espèces : 2° « le stock personnel » comprenant la vaisselle plate, les métaux précieux, les bijoux, les bagues, le mobilier, les vêtements, les bateaux ; le *stock* engagé dans l'industrie, le *stock* de consommation, les troupeaux et le « *stock* terre » ou capital terre, « la valeur de toutes les terres du royaume » (1). Sir R. Giffen dans son *Développement du capital* (*Growth of Capital*), 1889 cent quarante ans plus tard, entend le capital national dans le même sens.

Mais, non content d'exclure une partie du stock de la nation de son capital, Adam Smith oublie très souvent que le capital de la nation est au moins une partie de son stock. Travers Twiss pense qu'il ne concevait pas très clairement le stock d'un individu ou d'une communauté comme étant une accumulation ou un montant à un moment donné, puisqu'il (Smith) comprend dans le stock d'un individu réservé pour sa consommation immédiate « son revenu, de quelque source qu'il dérive, au fur et à mesure qu'il rentre ». Ainsi que Twiss l'observe, « le revenu au fur et à mesure qu'il rentre est un produit circulant (*incoming*), le stock est un produit accumulé (2). Le stock d'un individu est x livres à un moment donné du temps tandis que son revenu est x livres par an. Il n'est pas possible d'ajouter au stock d'un individu un revenu de £ 1000

(1) P. 4-5 13 et *passim*.

(2) *Coup d'œil sur le progrès de l'économie politique en Europe depuis le* XVIe *siècle*. 1847, p. 186 « *View of the Progress of Political Economy in Europe since the XVI century* ».

par an. Mais il est tout à fait possible et sûrement beaucoup plus probable qu'Adam Smith entendait par « son revenu comme il rentre graduellement » simplement cette partie du revenu — revenu en argent — que l'individu se trouve avoir en main à un moment donné. Le revenu d'un individu ne peut pas constituer une partie de son stock, mais les dividendes de son dernier semestre restant épargnés sont certainement, pour le moment, une partie de son stock. Il est par conséquent raisonnable de prétendre que le capital d'un pays, étant une partie de son stock, sera toujours, chez Adam Smith comme dans le langage ordinaire, une somme accumulée, et non un compte courant et périodique de recettes et de dépenses. Ce montant pourra être tel à tel ou tel jour ou à telle ou telle heure, mais il ne sera pas de tant par semaine, par mois ou par an.

Les choses n'ont cependant pas toujours été conçues ainsi par Adam Smith. Dans le sixième paragraphe de l' « Introduction et du Plan, » ainsi que nous l'avons vu (1), il dit que le second livre montre que « le nombre des travailleurs utiles et productifs est partout en proportion de la quantité du capital stock qui est employé à leur permettre de travailler et à la façon particulière dont il est ainsi employé ». Une partie de ce qui entend être la preuve de cette proposition est contenue dans le troisième chapitre. « De l'accumulation du capital ou du travail productif et improductif », et dans ce chapitre, le capital qui détermine le nombre des travailleurs productifs est comme une part du produit annuel au lieu d'être regardé comme une part du stock accumulé.

« Quoique, dit Adam Smith, le produit annuel total de la terre et du travail de chaque pays soit, sans aucun doute, destiné, en dernier lieu, à fournir à la consommation de ses habitants et à leur procurer un revenu, cependant lorsqu'il vient tout d'abord soit de la terre, soit des tra-

(1) Voir ci-dessus, p. 49.

vailleurs productifs, il se divise naturellement en deux parts. L'une de ces parties, et c'est fréquemment la plus grande, est en premier lieu destinée à reconstituer le capital ou à renouveler les provisions, le matériel, et les objets achevés qui ont été tirés du capital, l'autre partie sert à constituer un revenu soit au propriétaire du capital, représentant le profit de son stock, soit à toute autre personne, comme rente de sa terre. Ainsi sur le produit de la terre une part remplace le capital du fermier ; l'autre paie le profit et la rente du propriétaire, et constitue de la sorte un revenu à la fois au propriétaire de ce capital comme profit de son stock, et à quelque autre personne comme rente de sa terre. De même sur le profit d'une grande manufacture, une part, et cette part est toujours la plus grande remplace le capital du chef de l'entreprise, l'autre lui paie son profit et constitue ainsi un revenu au propriétaire de ce capital ». (1).

La première partie, celle qui est destinée à remplacer le capital n'est jamais employée immédiatement puisque :

« Quelle que soit la part de son stock qu'un homme emploie comme capital, il s'attend toujours à ce qu'elle lui soit restituée avec un profit. Il l'emploie donc en entretenant seulement des ouvriers productifs; et après lui avoir servi à lui dans ce rôle de capital, il constitue pour eux un revenu. »

La seconde partie du produit, « celle qui est immédiament destinée à constituer un revenu soit à titre de profit, soit à titre de rente, peut servir indifféremment à l'entretien d'ouvriers productifs ou improductifs ». Elle semble cependant avoir quelque prédilection pour ce dernier rôle.

« Donc la proportion entre les travailleurs productifs et improductifs dépend beaucoup dans chaque pays de la proportion entre la part du produit annuel, qui, dès qu'elle sort soit de la terre, soit des mains des travailleurs productifs, est destinée à remplacer le capital et celle qui est destinée à constituer un revenu, soit rente, soit profit (2). »

(1) A. Smith, *op. cit.*, p. 147 a, édit. Guillaumin, p. 401

(2) A. Smith, *op. cit.*, p. 147 b, édit. Guillaumin, p. 402.

Dans ce passage, au lieu du nombre absolu des travailleurs productifs, nous nous trouvons rechercher la proportion entre le nombre des travailleurs productifs et celui des travailleurs improductifs. Mais ici comme dans l' « Introduction et Plan » Adam Smith établit la confusion la plus inextricable entre la grandeur absolue et la proportion aussi bien qu'entre le travail improductif et la paresse. Après avoir donné des exemples historiques les moins convainquants de la façon suivant laquelle la proportion entre les deux parts du produit « détermine nécessairement dans chaque pays la tendance générale de ses habitants vers le travail ou la paresse » (1), il conclut :

« La proportion entre le capital et le revenu semble donc régler partout la proportion entre l'activité et l'oisiveté. Là où le capital prédomine, l'activité prévaut ; là où c'est le revenu, l'oisiveté. Chaque augmentation ou diminution du capital tend, par suite, naturellement à augmenter ou à diminuer la quantité réelle d'activité, le nombre des ouvriers productifs (2). »

Ici il ne confond pas seulement le rapport de la première partie du produit à la seconde (3), avec la grandeur absolue, mais il identifie cette partie du produit annuel « qui est destinée à remplacer le capital » avec le capital lui-même. Il fait ainsi du capital du pays une part de son produit annuel au lieu d'en faire une part de son stock. Le capital devient ainsi une chose dont on doit dire qu'elle vaut tant *par an* au lieu de tant à un mo-

(1) A. Smith, *op. cit.*, *lib. cit.*, p. 148 b, édit. Guillaumin, p. 405

(2) A. Smith, *op. cit.*, *lib. cit.*, p. 149 a, édit. Guillaumin, p. 407

(3) Que la proportion entre la part I et la part II, détermine la proportion entre le travail et l'oisiveté, ne prouve pas qu'une augmentation de la part I, augmentera nécessairement le travail, parce que : (*a*) la part II peut augmenter encore plus que la part I, de telle sorte que la proportion de la part I à la part II diminuera et (*b*) le nombre de personnes entre lesquelles le travail et l'oisiveté sont répartis peut diminuer.

ment donné dans le temps. En fait, le capital de l'Angleterre, même compris dans le sens restrictif qui lui est attribué par Adam Smith dans le livre II, ch. Ier, doit être trois fois aussi grand que son produit total annuel, et une partie peut difficilement être trois fois plus grande que le tout.

La confusion qui régnait sur ce sujet dans l'esprit d'Adam Smith, était probablement accrue par une compréhension imparfaite ou une adoption partielle de la théorie physiocratique des *avances primitives* (capital original) et des *avances annuelles* (dépenses annuelles d'exploitation), mais elle a son origine dans le fait que le capital d'une entreprise est considéré communément comme le montant sur lequel les profits sont gagnés, et les profits sont dans certains cas calculés comme un pourcentage de deux choses extrêmement différentes. Lorsqu'un individu « réalise un profit » de dix pour cent dans une affaire quelconque, cela signifie simplement qu'il fait un gain annuel égal en valeur au dixième de la somme qu'il a investie dans son affaire, c'est-à-dire la valeur du matériel engagé des machines et autre stock quelconque. Mais lorsqu'un individu réalise un profit de dix pour cent sur une transaction quelconque, cela signifie simplement qu'il a fait un gain égal à un dixième de la somme qu'il a engagée en vue précisément de cette transaction particulière (1).

Il est difficile d'exprimer cette distinction d'une façon qui ne prête à aucune objection, mais un exemple la rendra parfaitement claire.

On peut dire d'un même commerçant qu'il fait un pro-

(1) Comme exemple on peut prendre l'extrait suivant d'un prospectus de société :

« Nous avons examiné les comptes relatifs aux « Consignations de lard » de Russie en février dernier, et nous avons trouvé que le profit sur leur vente s'élève à 12 0/0 du prix d'achat après déductions du coût du fret, des commissions et des dépenses diverses. — HERMANN, LESCHER AND Co. ».

fit de 20 0/0 et aussi qu'il fait un profit de 50 0/0. Dans le premier cas, ce que l'on veut dire c'est qu'il fait 20 0/0 sur ce qu'il a dépensé en installant sa boutique et en acquerrant un stock de marchandises, dans le second cas, ce que l'on veut exprimer, c'est simplement qu'il vend ses marchandises 50 0/0 de plus que ce qu'elles lui coûtent. — Si le montant de son gain annuel est de £ 200 et la dépense d'installation de sa boutique de £ 1000, cela représente « un profit de 20 0/0 » (sur son capital). Si le montant de son gain annuel est toujours de £ 200 et le montant de ce qu'il a dépensé en achetant des marchandises dans l'année £ 400, cela représente un profit de 50 0/0 (sur ses frais d'achats annuels). Les deux sommes sur lesquelles ces profits sont calculés n'ont aucun rapport entre elles.

Les £ 1000 représentent le capital investi dans l'entreprise et les £ 400 sont simplement une part des frais d'exploitation annuels. Cependant Adam Smith avait l'habitude de confondre les deux. Considérant l'origine du terme « capital » et la signification qu'il a maintenant dans le langage courant, personne ne peut douter que le « capital » du boutiquier que nous avons supposé a toujours été, pour ceux qui ont des notions de comptabilité, les £ 1000 et non les £ 400. Mais, la toute première fois dans le livre I de la *Richesse des nations* (1), où il emploie le mot « capital », Adam Smith calcule le « profit annuel du stock industriel » comme un pourcentage sur une somme qu'il appelle le « capital employé annuellement » et qui correspond aux £ 400 de notre boutiquier (et non » ses £ 1000) :

« Supposons, dit-il, par exemple, que dans un endroit déterminé où les profits communs annuels du stock industriel sont 10 0/0, il y a deux manufactures différentes dans chacune desquelles on emploie 20 ouvriers au taux de £ 15 par an,

(1) Adam Smith emploie l'expression « capital stock » dans le chapitre « Introduction et Plan » mais ce passage fut sans aucun doute écrit après le livre I.

soit une dépense de £ 300 par an dans chaque manufacture. Supposons encore que les matières grossières ouvrées annuellement dans la première coûtent seulement £ 700, tandis que les matières ouvrées plus fines de l'autre coûtent £ 7000. Le capital annuellement employé dans l'une sera alors seulement de £ 1000, tandis que celui employé dans l'autre sera de £ 7300. Donc au taux de 10 0/0 l'entrepreneur de l'un s'attendra à un profit d'environ £ 100 tandis que l'autre s'attendra à environ £ 730 (1) ».

Ici le capital réel des entrepreneurs, leurs usines, leurs machines, leurs stock de marchandises et de matériaux en mains à un moment donné est laissé tout à fait de côté, et « les profits (communs) annuels ordinaires du stock industriel » sont calculés sur ce qu'Adam Smith appelle « le capital annuellement employé » et ce qu'on appellerait maintenant dans la plupart des cas « les dépenses annuelles d'exploitation » (2).

Immédiatement après Adam Smith remarque que dans le processus de la fabrication d'un article:

« Chaque profit subséquent est plus grand que le précédent, parce que le capital dont il provient doit toujours être plus grand. Le capital qu'emploie les tisserands, par exemple, doit être plus grand que celui qu'emploie les filateurs, parce qu'il ne remplace pas seulement ce capital avec ses profits, mais qu'il paie, en outre, le salaire des tisserands (3) ».

(1) A. Smith, *op. cit.*, liv. I, ch. vi. p. 22 b, édit. Guillaumin, p. 61.

(2) L'exemple est d'autant frappant, que la confusion entre les dépenses d'exploitation et le capital conduit Adam Smith à émettre une proposition qui est visiblement contraire aux faits : Il n'est pas vrai que « l'entrepreneur de l'une des entreprises s'attendra à un profit annuel de £ 100 seulement, alors que celui de l'autre s'attendra à environ £ 700, à moins bien entendu que le véritable capital investi dans la première entreprise soit de £ 1 000 et le véritable capital investi dans la seconde de £ 7.300, ce qu'Adam Smith ne dit pas être son hypothèse, et ce qui, en considérant ses données, paraît très improbable. A moins que les circonstances de ces deux entreprises soient très exceptionnelles, la probabilité est que leur vrai capital (et par conséquent leur véritable profit) ne sont pas à beaucoup près aussi éloignés l'un de l'autre que £ 1.000 et £ 7.300.

(3) A. Smith, *op. cit.*, p. 23 b, édit. Guillaumin, p. 64.

Il s'imagine évidemment « que le capital qu'emploient les tisserands doit être plus grand que le capital qu'emploient les filateurs », parce que le fil vaut plus que la matière dont il est filé. Mais on ne peut en aucune façon supposer que ce fait prouve que le vrai capital investi dans un tissage, la machinerie, le stock industriel, des maîtres tisserands est plus grand que le vrai capital investi dans les filatures, la machinerie et le stock industriel des filateurs, tandis qu'on pourrait très bien supposer qu'il prouve que la somme dépensée annuellement pour employer un tisserand (c'est-à-dire pour lui payer son salaire et lui fournir son fil) est plus grande que la somme dépensée annuellement pour employer un fileur (c'est-à-dire pour lui payer son salaire et lui fournir sa matière première). Ces exemples, pourrait-on objecter, sont considérablement éloignés du livre II, ch. III. Mais dans ce même chapitre, Adam Smith calcule le taux courant de l'interêt comme un pourcentage sur une part du produit ou des dépenses annuels, au lieu de le calculer sur le vrai capital. Désireux de montrer que :

« Par suite cette part du produit annuel, qui alors qu'elle provient de la terre ou des mains des ouvriers productifs, est destinée à remplacer le capital, n'est pas seulement beaucoup plus grande dans les pays riches que dans les pays pauvres, mais elle représente aussi une proportion beaucoup plus grande par rapport à ce qui est destiné à constituer un revenu (rente ou profit) (1). »

Il démontre en premier lieu, ou plutôt il allègue « que dans le progrès des améliorations, la rente, quoiqu'elle augmente en proportion de l'étendue, diminue en proportion du produit de la terre », et alors en vue de montrer que le profit diminue d'une façon similaire par rapport au produit il dit :

« Dans les pays très riches de l'Europe, l'on emploie aujour-

(1) A. Smith. *op. cit*, liv. II, ch. III, p. 148, édit. Guillaumin, p. 404.

d'hui de grands capitaux dans l'industrie et les manufactures. Autrefois le petit métier qui était florissant, et les quelques manufactures rudimentaires du foyer ne nécessitaient que de très petits capitaux. Ils pouvaient cependant donner de très larges profits. Le taux de l'intérêt n'était nulle part inférieur à dix pour cent et les profits devaient être suffisants pour permettre de payer cet intérêt élevé. Aujourd'hui, le taux de l'intérêt dans les pays avancés de l'Europe n'est nulle-part de plus de six pour cent et dans certains parmi les plus avancés il descend jusqu'à quatre, trois et deux pour cent.

Quoique cette part du revenu des habitants qui est tirée des profits du stock soit toujours beaucoup plus grande dans les pays riches que dans les pays pauvres, c'est seulement parce que le stock est beaucoup plus grand ; par rapport aux stocks les profits sont généralement très inférieurs (1) ».

Ceci implique évidemment qu'une baisse du taux de l'intérêt ou du profit — quoique évidemment compatible avec une augmentation du total ou du montant absolu de l'ensemble des profits — est nécessairement accompagnée par (ou identique à) une baisse de rapport du profit total au produit total. — Mais, en fait, le taux du profit du capital véritable d'un pays ne nous apprend rien sur la proportion du produit qui est affectée au profit — à moins que, et le montant du capital et le montant du produit soient des quantités données, ce qui n'est pas le cas ici. Les trois pour cent d'un capital A peuvent être une proportion plus grande ou plus petite d'un produit B que dix pour cent d'un capital de C ne sont d'un produit D. Trois pour cent d'un capital d'un milliard peuvent même être une plus grande proportion d'un produit X que dix pour cent d'un capital de deux milliards ne le seraient d'un produit Y. Nous devons donc conclure qu'Adam Smith calculait le taux de l'intérêt, non comme le taux du capital véritable, mais comme le taux du capital considéré comme la portion du produit annuel qui n'est ni rente ni profit.

(1) Ad. Smith, *op. cit.*, *lib. cit.*, p. 148 a, édit. Guillaumin, p. 404.

« Mais », peut-on suggérer, Adam Smith en vient immédiatement à enseigner que les capitaux s'accroissent par l'épargne et que quelques gains que fasse l'industrie, si l'épargne ne le mettait pas de côté et ne l'accumulait pas, le capital ne deviendrait jamais plus grand » (1). Ceci montre sûrement qu'il considérait que le capital n'était pas une partie d'un produit qui rentre, à raison de tant par semaine, ou par an, mais d'un produit accumulé évalué à tant le 1er janvier ou le 30 septembre 1772, par exemple. Malheureusement, pour cette objection la conception d'Adam Smith, de la façon dont l'éparne met de côté et emmagasine, s'applique parfaitement au cas où ce qui est mis de côté et emmagasiné est, d'une part, d'un produit de revenu, et ne s'adapte pas du tout ce qui est accumulé en réalité. Non seulement la part du stock de la communauté à laquelle Adam Smith dans le livre II, ch. Ier, donne le nom de capital, mais la totalité de ce stock est mise de côté et emmagasinée. L'existence d'un stock du produit du travail passé dans un pays est due clairement, non seulement aux choses qui ont été produites mais aussi à celles qui n'ont pas été consommées. Si, la consommation avait toujours égalé la production, il ne pourrait pas exister un tel stock. Si, à la fin d'une période donnée quelconque, tout ce qui a été produit pendant cette période avait été consommé, le stock n'aurait pu s'augmenter pendant cette période. Le stock existant de maisons, d'ameublement et de vêtements auquel Adam Smith dénie le nom de capital est tout autant une partie du surplus de la production sur la consommation et, par conséquent, le résultat de l'épargne, que le stock d'entrepôt de machines et de marchandises auquel il accorde le nom de capital. Il est vrai qu'un individu ne regarde pas habituellement ce qu'il dépense pour ses livres et ses

(1) Ad. Smith, *op. cit.*, *loc. cit.*, p. 149 b, édit. Guillaumin, t. II, p. 409.

vêtements comme une épargne qui s'ajoute à son capital. En ce qui regarde les vêtements il a raison, parce que lorsqu'il a une première fois acquis un stock de vêtements, ce qui est arrivé probablement pendant sa minorité, tout ce qu'il a à faire est d'entretenir ce stock et l'entretien d'un stock n'est pas la même chose que son augmentation. Mais lorsqu'un homme forme une bibliothèque, il est évident qu'il épargne et fait un placement de son argent ; le placement peut être bon ou mauvais, mais il peut en être ainsi pour tout placement. Quant à l'ensemble de maisons qui, suivant Adam Smith, ne représente pas une part du capital, de la communauté, personne ne songera jamais à mettre en doute la nécessité de l'épargne, et les maisons diffèrent seulement du mobilier des livres et autres choses semblables parce qu'elles constituent une part si considérable de la valeur des biens des hommes qu'en ce qui les concerne, on tient toujours des comptes précis. Donc, lorsqu'alors nous voyons qu'Adam Smith enseigne seulement que le « capital » d'un pays est le résultat de l'épargne (1), nous commençons naturellement à supposer qu'il doit entendre par le mot épargne quelque chose de différent de ce que nous entendons maintenant par ce terme et c'est en effet le cas. Lorsque nous disons qu'une chose a été « épargnée », nous voulons dire qu'elle a été produite, et qu'elle n'est pas encore (jusqu'à présent, au moins) consommée.

Les choses que la nation anglaise a épargnées sont tout son stock actuel de marchandises acquises par son industrie. Mais d'après Adam Smith ce qui est épargné est consommé.

« Ce qui est épargné annuellement est aussi régulièrement consommé que ce qui est annuellement dépensé, et à peu près dans le même laps de temps, mais est consommé par une ca-

(1) « Tout ce qu'une personne épargne sur son revenu, elle l'ajoute à son capital ». Ad. Smith, *Wealth of Nations*, p. 149 b, édit. Guillaumin, t. II, p. 409.

tégorie différente de personnes. La portion de son revenu qu'un homme riche dépense annuellement, est dans la plupart des cas consommée par des hôtes oisifs et par ses domestiques qui ne laissent rien en échange de cette consommation. La partie qu'il épargne annuellement, est employée immédiatement comme capital, en vue du profit, et elle se trouve consommée de la même façon et presque en même temps, mais par une catégorie de personnes différentes : par des paysans, des manufacturiers, et des artisans qui reproduisent avec un profit la valeur de leur consommation annuelle. Nous supposons qu'il touche ses revenus en argent. A-t-il dépensé la totalité, la nourriture, le vêtement et le logement, que ces revenus peuvent avoir acheté, auront été distribués dans la première catégorie de personnes. En épargnant une partie de ce revenu, comme cette part est, en vue du profit à en tirer immédiatement, employée comme capital, soit par lui-même, soit par quelque autre personne, la nourriture, le vêtement et le logement que cette part pourra acheter, seront nécessairement réservés à la seconde, la consommation a lieu de même, mais les consommateurs sont différents. » (1)

Dans le chapitre « De la Monnaie » Adam Smith a expliqué assez clairement que le revenu réel des individus et des sociétés consiste, non dans la monnaie ou les pièces de métal qui servent à l'évaluer, mais dans les choses qui sont achetées par ces pièces de métal. Conformément à cette vue du sujet, si l'on nous demandait quelle était la différence entre la part du revenu de l'homme riche représentée par les £ 800 qu'il a dépensées l'année dernière et celle représentée par les £ 200 qu'il a épargnés, nous devrions dire que les £ 800 qu'il a dépensées représentent certaines choses telles que la nourriture, le chauffage, l'abri, l'entretien du mobilier et de vêtements et les services serviles qu'il a consommés ou fait consommer par ses amis ; et que les £ 200 représentent certaines

(1) Adam SMITH, *Wealth of Nations*, liv. II, ch. III, p. 149 b. édit. Guillaumin, t. II, p. 409.

autres choses, telles que quelques pieds du canal de Manchester ou une fraction des usines hydrauliques de l'Argentine dont il a fait l'acquisition et que ni lui ni personne n'a consommée. Mais dans l'argumentation d'Adam Smith que nous venons de citer, ce n'est pas le nouveau canal ou les nouvelles usines hydrauliques (1) qui, dit-on, ont été épargnées, mais « la nourriture, les vêtements et le logement (2) consommés par les travailleurs productifs qui les ont produits ».

On entend ainsi par « ce qui est annuellement épargné » non pas les additions annuelles au stock de la communauté, le surplus de la production sur la consommation, mais les salaires des ouvriers productifs (3). Il n'est pas nécessaire de décider si cela signifie les salaires de tous les ouvriers productifs, ou seulement les salaires de ceux qui sont employés à produire les additions au capital. Dans un cas comme dans l'autre, il est clair qu'Adam Smith n'entend pas par le mot « épargnes » ce que nous, nous entendons. Son épargne, au lieu de consister dans l'accumulation ou l'emmagasinement du produit du travail

(1) Naturellement, il arrive souvent que « l'homme riche » ne participe pas à de nouvelles entreprises mais achète des actions d'entreprises anciennes. L'épargne annuelle de la communauté dans une année quelconque, par conséquent, n'appartient pas en entier aux personnes qui ont épargné pendant cette année-là, mais en partie à d'autres qui ont échangé des biens anciens pour des biens nouveaux. Ceux qui épargnent déterminent le montant de l'addition annuelle, faite au capital de la communauté, mais ils ont abdiqué, dans une large mesure, la mission de déterminer quelle forme cette addition prendrait.

(2) Comment cette inclusion du « logement » dans « ce qui est employé comme capital » s'accorde-t-elle avec la théorie d'Adam Smith que les maisons ne sont pas une part du capital du pays et ne produisent rien ?

(3) Adam Smith imagine que le travail accompli pour un profit en argent représente tout le travail « productif » qui se fixe et s'intègre dans un objet particulier ou une marchandise vendable ». Il admet entièrement que le profit d'un employeur peut resulter de l'emploi d'ouvriers dont le produit disparait à chaque moment de sa formation : le profit, par exemple d'un hôtelier et d'un coiffeur qui résultent de l'emploi de services domestiques.

passé, est une partie du produit annuel et de la consommation annuelle. Lorsqu'il désire montrer qu'en dépit de toutes les prodigalités et de toutes les fautes, le capital de l'Angleterre a augmenté, procède-t-il de la manière qui s'imposerait pour tous ceux qui considèrent le capital comme une accumulation de marchandises ? Dit-il que la terre de l'Angleterre a subi des améliorations, que les fermes et les autres bâtiments sont en plus grand nombre et d'une qualité meilleure, que le bétail, les moutons et les chevaux sont plus nombreux et plus beaux ? En aucune façon. Il dit que l'augmentation de capital est « presque toujours » nécessaire pour l'augmentation de la production (1) et il s'efforce de prouver que le produit annuel a augmenté, et, même alors, il n'arrive pas exactement à la conclusion que le capital a augmenté, mais seulement que « le capital annuellement employé » a augmenté.

« Quoique la prodigalité du gouvernement ait dû, sans aucun doute, retarder le progrès naturel de l'Angleterre au point de vue de la richesse et des améliorations, elle n'a pas été capable de l'arrêter. Le produit annuel de sa terre et de son travail est sans aucun doute beaucoup plus grand actuellement qu'il n'était soit lors de la Restauration, soit lors de la Révolution. Donc le capital annuellement employé à cultiver cette terre et à entretenir ce travail doit, de même, être beaucoup plus considérable » (2).

Or, si le capital d'un pays, ou ce qui semble dans le livre II, ch. III, de la *Richesse des nations* être presque la même chose, « le capital annuellement employé » doit être tout au moins parfois considéré comme une part de sa production périodique, la question se pose naturellement de savoir quelle part ? Dans le livre II, ch. III, c'est apparemment cette part du produit qui ne constitue

(1) Ad. Smith, *op. cit., lib. cit.*, p. 152 a, édit. Guillaumin, p. 415.
(2) Ad. Smith, *op. cit., lib. cit.*, p. 153 b, édit. Guillaumin, p. 418.

pas un « revenu » et pour le but poursuivi le « revenu » semble consister entièrement en rente et en profit. Mais dans le livre I, et même au commencement du chapitre II du livre II, la part annuelle qui n'est ni rente ni profit, ce sont les salaires. Donc le « capital » du livre II, ch. III, et les salaires payés dans une année devraient être identiques. Mais s'il en était ainsi, cela aurait pu difficilement échapper à l'attention d'Adam Smith lui-même ; en outre, certaines choses comprises dans le capital du livre II, ch. III, ne peuvent évidemment être considérées comme constituant des salaires, par exemple les matières premières (*materials*). L'explication de cette contradiction doit se trouver dans l'ambiguité du mot produit (*produce*). Lorsque, obéissant à sa façon de penser habituelle, Adam Smith, conformément au sens anglais ou plus ancien, fait du « produit » exactement la même chose que nous appelons revenu (*income*), il s'agit des choses qui nous sont nécessaires ou commodes ou servent à notre amusement, dont les hommes jouissent actuellement, et de tous les objets qu'ils peuvent ajouter à leur stock accumulé ou capital. Mais lorsqu'il suit le sens physiocratique plus récent du mot, comme dans le livre II, ch. III, il regarde le produit d'un pays comme une masse d'objets matériels. Nous avons déja remarqué que le revenu d'une communauté comprend beaucoup de choses qui ne sont pas des objets matériels (1). C'est aussi un fait que beaucoup des objets matériels résultant de la production ne peuvent pas être considérés comme faisant partie du revenu de la communauté. Rien ne paraît au vulgaire plus digne du titre de produit que le blé. Mais ce n'est pas le blé mais le pain et les autres produits de la farine qui intéressent le consommateur et constituent une part de son revenu. On admet que le montant de ce que dépensent les consom-

(1) V. ci-dessus p. 24-41.

mateurs pour le pain a une valeur double de celle du blé après qu'il a été récolté et battu. Si donc nous établissions le compte du revenu national en ajoutant ensemble les produits au lieu de le faire par la méthode simple et usuelle de l'addition des revenus individuels, nous devrions laisser le blé entièrement de côté. Si nous prenions le blé seulement comme revenu, nous sous-estimerions l'article en question de 50 0/0, si nous prenions à la fois le blé et le pain comme revenu, nous surestimerions le même article de 50 0/0. Ainsi, lorsque l'on prend le « produit » (*produce*) comme équivalent de revenu on doit prendre seulement le produit définitif et ne pas faire entrer en ligne de compte les produits intermédiaires. Adam Smith pressentait probablement cette vérité lorsqu'il fait la distinction entre le revenu brut et le revenu net qui se trouve dans les paragraphes du début du second chapitre du livre II :

« Le revenu brut de tous les habitants d'un grand pays comprend le produit total annuel de la terre et du travail ; le revenu net, ce qui reste de ce produit après déduction des dépenses d'entretien d'abord du capital fixe, ensuite du capital circulant, ou de ce que, sans entraîner leur capitel, ils peuvent placer dans leur stock réservé pour la consommation immédiate, dépenser pour leur subsistance, leur convenance ou leur amusement.

La dépense totale d'entretien du capital fixe doit évidemment être déduite du revenu net de la société. Ni les matières premières nécessaires pour entretenir les machines utiles et les instruments de travail, ni les constructions de rapport industriel, etc., ni le produit du travail nécessaire pour façonner ces matériaux comme il convient, ne doivent jamais faire partie de ce revenu (1) ».

Les matériaux façonnés comme il convient, qui « en-

(1) Ad. Smith, *Wealth of Nations*, liv. II, ch. ii, p. 124 a, édit. Guillaumin, p. 336.

tretiennent » les machines utiles et les instruments de travail sont clairement des produits intermédiaires et non des produits définitifs. Des choses telles que de nouveaux bandages pour les roues, de l'huile à machine et du charbon utilisés dans des machines à vapeur ne constituent pas une partie du revenu de quiconque.

Très vraisemblablement, lorsqu'Adam Smith divisait le produit total en salaires, profits et rente, il pensait à son « produit net » et lorsqu'il divisait le produit en profits, rente, et cette part du produit destinée à reconstituer un capital, il pensait à son « produit brut ». Mais ceci ne rend pas beaucoup plus aisé de dire quelle est la part du produit destinée à remplacer un capital, car le revenu brut ou le produit brut d'Adam Smith est une simple chimère.

Il est impossible de se faire une idée d'une somme de produits, intermédiaires et définitifs, tous mélangés. Nous ne pouvons pas concevoir un produit annuel consistant en x quarters de blé + y sacs de farine + z livres de pain. Nous ne pouvons faire un ensemble du charbon du fer, de l'huile, du coton et des autres choses utilisées pour faire une chemise de calicot et les ajouter à la chemise elle-même. Adam Smith était trompé par le fait qu'un individu entreprenant une affaire a un revenu brut, ou, comme nous dirions, des recettes brutes, consistant en deux parts, l'une qui lui sert à « remplacer son capital » ou, comme nous dirions, à payer ses dépenses d'exploitations alors que l'autre représente ses profits. Ceci, évidemment, ne prouve pas que le monde en général a de semblables recettes brutes, divisibles en une partie qui, d'un côté, remplace le capital et, de l'autre, une partie qui constitue les profits. Ajouter ensemble les recettes brutes de chaque entreprise séparée aboutirait à un total ridicule dont le montant dépendrait principalement du nombre des différents propriétaires entre lesquels passerait successivement la possession des produits dans

leur chemin vers le consommateur. De quelle utilité cela pourrait-il être d'additionner ensemble les recettes brutes du tailleur, du tisserand et du filateur, ou celle du boulanger, du meunier et du fermier?

Au total, il semble probable que la part du produit qui est appelée « capital » dans le livre II, ch. III, est sensiblement la même chose que les trois dernières parties — « provisions, matières premières et produits ouvrés » — du « capital circulant » du chapitre Ier.

Mais comment une part particulière du produit annuel peut-elle être la même chose qu'une part particulière du stock accumulé ? La réponse est qu'Adam Smith était évidemment imbu de l'idée physiocratique de « reproduction » et que la différence entre le produit journalier ou annuel et le stock des articles qui sont supposés être journellement ou annuellement reproduits est, si l'on choisit le moment où le stock est le plus grand, égale à zéro. Si un réservoir est rempli chaque nuit et vidé chaque jour, la quantité d'eau dans ce réservoir à 6 heures du matin sera évidemment égale à la quantité fournie journellement. De même si tout le blé était récolté le 31 août et que la provision tout entière de l'année précédente fût consommée dans l'année, le stock, le soir du 31 août, serait égal à la quantité produite dans l'année. De même si le stock total de provisions de matière première et de produits finis est supposé être consommé et reproduit ou « *turned over* », ou avoir circulé dans une période donnée de temps, il se trouve qu'il représente à peu près la même chose que la part du produit qui durant cette période remplace le stock ; le produit d'une période devient le stock sur lequel les besoins de la période suivante sont satisfaits. Adam Smith dit que des quatre parties dont est constitué le capital circulant :

« Trois, les provisions, les matières premières, et les produits finis sont, soit annuellement, soit dans une période de temps plus longue ou plus courte retirées [de ce capital circu-

lant] et placées soit dans le capital fixe, soit dans le stock réservé pour la consommation immédiate...

Une si grande partie du capital circulant lui étant continuellement retirée en vue de le placer dans une des deux autres branches du stock général de la société, celui-ci doit à son tour être sans cesse alimenté, sans quoi il cesserait rapidement d'exister. Il est alimenté principalement par trois sources : les produits de la terre, des mines et de la pêche...

La terre, les mines et la pêche nécessitent toutes les trois du capital fixe et du capital circulant pour être exploitées ; et leur produit remplace avec un profit, non seulement ces capitaux, mais tous les autres capitaux de la société. Ainsi le fermier restitue annuellement au manufacturier les provisions qu'il a consommées et les matières premieres qu'il a travaillées l'année précédente, et le manufacturier rend au fermier les produits achevés qu'il a détruits et usés dans le même temps. C'est l'échange réel qui est fait annuellement entre ces deux catégories de personnes (1). »

Quoique ce passage commence par admettre qu'il y a des provisions, des matières premières et des produits finis, qui demandent, pour être consommés et reproduits, plus d'une année et d'autres une période moins longue, l'ensemble tend à suggérer qu'au moins comme expression approchée on peut dire que le stock entier de provisions de matières premières et de produits finis s'est renouvelé, a circulé une fois dans l'année, de telle sorte que leur production annuelle et leur stock annuel sont égaux l'un à l'autre. L'évidence apportée par le ton de ce passage que c'était l'idée latente dans l'esprit d'Adam Smith est fortement corroborée par la seconde raison qu'il donne de traiter le stock de monnaie comme une sorte de capital fixe.

« Comme les machines et les instruments de travail, etc., qui composent le capital fixe soit d'un individu, soit d'une société, ne font partie ni du revenu brut ni du revenu net de l'un et

(1) Adam Smith, *Wealth of Nations*, liv. II, ch. I, pp. 122-123 ; édit. Guillaumin, pp. 332-333.

de l'autre, ainsi, la monnaie, au moyen de laquelle le revenu total de la société est régulièrement distribué parmi tous ses différents membres, ne fait pas en elle-même partie de ce revenu. »

Mais par là il implique évidemment que les trois autres parties du capital circulant forment une part du revenu de la société.

« Le grand véhicule de la circulation, affirme-t-il, est tout à fait différent des marchandises qu'il sert à faire circuler. Le revenu de la société consiste dans toutes ces marchandises et non dans le véhicule qui les fait circuler. En évaluant soit le revenu brut, soit le revenu net d'une société quelconque, nous devons toujours déduire de la valeur totale de la circulation annuelle de la monnaie et des marchandises, la valeur totale de la monnaie dont pas un seul farthing ne peut constituer à aucun moment une part de l'une ou de l'autre (1) ».

S'il avait conçu d'une façon tout à fait claire le revenu comme un produit périodique et non comme une « circulation », il n'aurait sûrement pas eu besoin d'émettre cette proposition qu'il s'attend à voir regarder comme « douteuse ou paradoxale ». Le stock de monnaie, d'une façon parfaitement évidente, n'est pas une part du produit annuel du travail d'une nation. De plus, il est tout à fait impossible de donner un sens intelligible au procédé de déduction de la valeur totale de la monnaie, « de la circulation totale annuelle de la monnaie et des marchandises », à moins que cette « circulation totale annuelle de la monnaie et des marchandises » signifie le stock de provisions de matières premières et de produits finis considérés comme un produit annuel, ainsi que le stock monétaire. Cela ne peut pas signifier le prix d'ensemble de toutes les choses achetées et vendues dans l'année, car si le stock total de monnaie était déduit de ce total, le montant restant n'aurait encore rien à faire avec le

(1) Ad. Smith, *op. cit.*, liv. II, ch. II, p. 125, édit. Guillaumin, p. 340.

revenu brut ou net. Et si le montant total de monnaie payé pour toutes les choses vendues était déduit, le montant restant serait évidemment égal à zéro. Nous sommes conduits, par suite, à conclure que « la circulation totale annuelle de monnaie et de marchandises » ne signifie ni plus ni moins que la totalité du capital circulant dont les trois dernières parts, le stock de provisions, les matières premières et les produits finis, sont considérés comme consommés et reproduits annuellement, de sorte que leur circulation annuelle ou le montant de ceux-ci qui circule annuellement est égal au montant qui est annuellement produit.

§ 3. — *Les fonctions du capital d'une Communauté d'après Adam Smith.*

Si l'on avait demandé à Adam Smith quelle est la fonction ou l'emploi du « capital », il aurait probablement répondu, en premier lieu « de donner un profit », et sans doute, pour chaque capitaliste individuel, cela apparaît être le rôle d'emploi principal de son capital. Mais le rendement d'un profit est une fonction distributive et non une fonction productive. Le capital de la communauté serait encore utile s'il n'y avait pas de propriété privée, et par conséquent pas de profits. Un pont présente autant d'utilité lorsque la taxe de passage est abolie qu'avant cette suppression, alors qu'il donnait un profit. Et c'est pourquoi nous trouvons qu'en dehors du rendement d'un profit, Adam Smith assigne d'autres fonctions variées au capital ou à ses différentes parties.

Dans l'Introduction du livre II, il s'efforce de montrer que l'accumulation du capital est nécessaire pour permettre à l'échange et à la division du travail de se développer.

« Dans cet état primitif de la société, dans lequel il n'y a pas de division du travail, dans lequel les échanges sont

rares, et dans lequel chaque homme pourvoit lui-même à tous ses besoins, il n'est pas nécessaire qu'aucun stock soit accumulé ou emmagasiné à l'avance en vue de poursuivre les entreprises de la société. Chacun tâche de subvenir par sa propre industrie à ses besoins éventuels lorsqu'ils se produisent...

Mais lorsque la division du travail a été complètement introduite, le produit du travail propre de chacun ne peut suppléer qu'à une très petite part de ses besoins éventuels. De beaucoup la plus grande part de ceux-ci sont satisfaits à l'aide du produit du travail des autres hommes, qu'il achète avec le produit, ou, ce qui revient au même, avec le prix du produit de son propre travail. Mais cette acquisition ne peut avoir lieu avant le moment où le produit de son propre travail a été non seulement achevé mais vendu. Il faut donc emmagasiner quelque part un stock de marchandises diverses suffisant pour assurer son entretien et pour lui fournir les matières et les outils nécessaires à son travail au moins jusqu'au moment où ces deux événements pourront être réalisés. Un tisserand ne peut pas s'adonner entièrement à son métier particulier, à moins qu'il n'ait auparavant emmagasiné quelque part, soit en sa possession propre, soit en celle d'une autre personne, un stock suffisant pour lui permettre de s'entretenir et de se fournir des matières et des outils de son travail jusqu'à ce qu'il ait non seulement achevé mais vendu sa toile. Cette accumulation doit évidemment précéder le moment où il entreprend son travail de tout le temps nécessaire au processus de fabrication dans cette industrie donnée.

Comme l'accumulation du stock doit, dans la nature des choses, être antérieure à la division du travail, le travail ne peut par suite être de plus en plus divisé, qu'avec une accumulation préalable de plus en plus grande du stock. La quantité de matières premières que le même nombre de personnes peut travailler augmente dans une grande proportion à mesure que le travail est de plus en plus subdivisé ; et comme les opérations de chaque ouvrier sont graduellement réduites à un plus grand degré de simplicité, on en vient à inventer une variété de machines nouvelles pour faciliter et abréger ces opérations. Par suite, à mesure de l'accroisse-

ment de la division du travail, en vue de donner constamment du travail à un nombre égal d'ouvriers, un stock égal de provisions et un stock plus considérable de matières premières et d'outils que ce qui aurait été nécessaire dans un état de choses plus rudimentaires, devront nécessairement être accumulés à l'avance (1). »

Il n'est pas facile de comprendre comment Adam Smith en arrive à s'engager dans ses affirmations relatives au tisserand. « A l'avance » doit signifier, avant que le tisserand ait commencé sa toile , et quelle justification possible peut-il y avoir pour dire qu'avant qu'un tisserand ait commencé sa toile, il doit y avoir emmagasiné quelque part un stock suffisant pour l'entretenir et lui fournir sa matière première jusqu'à ce qu'il ait achevé ou vendu sa toile ? Le pain et la viande qui nourrissent le tisserand ne peuvent certainement pas avoir été emmagasinés avant qu'il ait commencé, ou ils seraient immangeables avant qu'il ait fini, et pour les matières premières il n'y a pas de raison pour qu'elles aient été toutes emmagasinées avant qu'il commence. Sa nourriture et ses matériaux doivent lui être fournis au fur et à mesure que son travail s'avance et non emmagasinés à l'avance. En retour, ou en échange, de cette fourniture graduelle du travail des autres hommes, il crée peu à peu du drap.

Toute l'argumentation d'Adam Smith est des plus illusoires. La division du travail, loin de nécessiter une plus grande provision de stock ou de capital, l'économise plutôt. L'homme isolé n'a pas moins, mais, au contraire, plus besoin d'un stock du produit du travail passé que les hommes qui vivent en société. Si cent hommes à bord d'un bateau, au lieu de diviser leur travail de la façon usuelle, essayaient de mettre la main à tout, ils feraient très rapidement naufrage, mais ils n'auraient pas besoin d'un stock moins considérable qu'un équipage de la même

1 Adam Smith, *Wealth of Nations*, liv. II. Introduct., p. 118 b, 119 a, édit. Guillaumin, p. 323 324.

importance qui agirait d'une façon plus raisonnable. Si les cent mêmes hommes, lorsqu'ils s'établissent sur une île déserte sur laquelle nous pouvons supposer qu'ils ont échoué leur bateau, s'avisaient de diviser leur travail, ils n'auraient certainement pas plus besoin d'un stock que s'ils essaient de vivre dans l'isolement. Si, par exemple, 30 s'en vont à la chasse, 20 à la pêche, 10 ramasser des fagots pour le feu, 10 chercher de l'eau, et 30 bâtissent des huttes, il ne faudrait pas une plus grande accumulation de stock avant qu'ils puissent se consacrer à ces travaux particuliers, que si chaque homme chassait 3 heures, pêchait 2 heures, passait une heure à chercher de l'eau, et se bâtissait lui-même sa hutte pendant 3 heures. Ils auraient au contraire besoin d'un plus petit stock de provisions, d'outils et de matériaux. Que la division du travail se produise comme dans le cas précédent par une entente consciente, ou comme dans la société individualiste ordinaire, par voie d'échange, cela est sans importance. Dans un passage ultérieur, Adam Smith lui-même, montre avec quelque vigueur, que s'il n'existait pas un métier comme celui de boucher, chaque homme serait obligé d'acheter un bœuf ou un mouton entier, chaque fois qu'il aurait besoin de bœuf ou de mouton (1). S'il n'y avait non seulement pas de bouchers, mais pas d'éleveurs de bestiaux ni de moutons, chaque homme serait obligé d'avoir son bétail et ses moutons à lui. Ainsi si les hommes vivaient dans l'isolement au lieu de pratiquer l'échange, le stock de bétail et de moutons devrait être accru énormément en vue de donner le même résultat. Le stock de blé devrait même être plus grand en vue de garantir également bien contre le risque de famine, puisque chaque homme devant faire croître son propre blé serait obligé de conserver par devers lui un stock suffisant pour se nourrir un an ou deux pour le cas où

(1) A. Smith, *op. cit.*, liv. II, ch. v, p. 160, édit. Guillaumin, p. 436.

un accident surviendrait à sa récolte particulière. Il est également évident que les outils et les machines sont économisés par la division du travail. Avec la division du travail il faut un stock moindre, et non plus grand d'outils et de machines. Il est vrai que la différenciation des occupations et des industries permet l'emploi de machines plus perfectionnées, mais cela n'est pas la même chose que de nécessiter cet usage. En conséquence de la division du travail, certains d'entre nous peuvent se servir de charrues à vapeur mais, s'il n'y avait pas de division du travail, chacun d'entre nous serait obligé d'avoir sa bêche, à moins cependant que l'on n'ait adopté un système compliqué de roulement pour les bêches. Les matières premières sont aussi économisées par la division du travail. Par suite de la division du travail il en faut un moindre stock, et non un plus grand. Si « chaque homme devait pourvoir à tous ses besoins personnels », il devrait garder par devers lui les matières premières servant à la fabrication de beaucoup d'objets, pendant des années avant qu'il puisse espérer terminer le processus de fabrication, tandis qu'aujourd'hui les mêmes matériaux sont mis en œuvre en deux ou trois jours. Le fait même sur lequel Adam Smith s'appuie, qu'avec la division du travail « la quantité de matériaux que le même nombre de personnes peut mettre en œuvre » dans un temps donné augmente, est concluant contre lui, dans ce cas il sera nécessaire de garder en réserve un moindre stock de matériaux.

Comme à l'ordinaire, nous pouvons rapporter ici l'erreur d'Adam Smith de conclure trop hâtivement à son habitude du raisonnement concernant l'individu à la communauté. Voyant que le capital d'un employeur doit être plus grand, s'il veut être efficace, lorsque la division du travail est très avancée, et les procédés de production plus effectifs et perfectionnés, il suppose rapidement que la communauté est soumise au même besoin;

alors que bien que l'augmentation du capital et le développement de la division du travail puissent marcher de pair, en fait, l'augmentation du capital n'est cependant pas la cause ou le préliminaire indispensable du développement de la division du travail.

Passant de l'Introduction à la description du capital d'un pays, dans le premier chapitre du livre II, nous trouvons Adam Smith attribuant en pratique des fonctions différentes au capital fixe et au capital circulant. Les machines sont le type principal de capital fixe qu'il donne, et la fonction des machines est évidente. Les machines, qui constituent une part du capital d'une nation, sont utiles parce que (après avoir tenu compte du travail nécessaire pour les maintenir en bon état) elles permettent au travail de produire plus facilement. Certaines choses peuvent être faites avec l'aide des machines qui ne pourraient être faites du tout dans aucune durée de temps et par n'importe quelle quantité de travail purement manuel, et d'autres choses peuvent être faites plus vite, mieux ou avec moins de travail que sans elles. En un mot, l'usage des machines rend le travail plus productif. C'est pourquoi Adam Smith enseigne que le capital fixe « facilite et abrège le travail de l'homme ». Les machines utiles et les instruments de travail, dit-il, « facilitent et abrègent le travail », et « les ateliers, entrepôts, *work houses* et fermes, avec les constructions qui s'y rapportent, sont une sorte d'instruments de travail ». « Une ferme perfectionnée peut être justement considérée du même point de vue que ces machines utiles qui facilitent et abrègent le travail » (1). Mais découvrir la fonction ou l'usage attribué par Adam Smith à cette partie du capital qu'il appelle le capital circulant est plus difficile que de découvrir la fonction qu'il attribue au capital fixe :

« Tout capital fixe, dit-il, est à la fois issu d'un capital cir-

(1) A. Smith, *op. cit.*, liv. II, p. 121 b, édit. Guillaumin, p. 330.

culant, et exige d'être constamment entretenu par lui. Toutes les machines utiles et les instruments de travail sont originairement dérivés d'un capital circulant qui fournit les matériaux dont ils sont faits, et l'entretien des travailleurs qui les fabriquent. Ils nécessitent également un capital de même sorte pour les conserver en bon état constant (1). »

Il donne ici indirectement la même fonction au capital circulant qu'au capital fixe, c'est-à-dire de faciliter et d'abréger le travail de l'homme. Il attribue d'une manière positive au capital circulant comme fonction, de fournir les matériaux et de subvenir à l'entretien des personnes travaillant à la construction des choses qui facilitent et abrègent le travail de l'homme. Dans le chapitre suivant, il dit : « C'est le capital circulant qui fournit les matériaux et les salaires du travail de l'homme et met l'industrie en mouvement », et il semble impliquer que cette fonction n'est pas partagée par le capital fixe :

« Le capital total de l'entrepreneur d'un ouvrage quelconque est nécessairement divisé entre son capital fixe et son capital circulant. Alors que son capital total reste le même, plus l'une des deux parts est petite, plus l'autre doit nécessairement être grande. C'est le capital circulant qui fournit les matériaux et les salaires du travail et met l'industrie en mouvement (2). »

C'est exactement la fonction attribuée au « capital » particulier du chapitre III. Ce « capital » sert à « entretenir les travailleurs productifs », « à payer le salaire du travail de production » et met en mouvement sa mesure complète de travail productif (3).

Lorsqu'Adam Smith dit que c'est le capital circulant qui met l'industrie en mouvement, il emploie ce terme dans son sens le plus étroit, pour indiquer seulement les trois dernières parties du capital circulant du chapitre Ier :

(1) *Id.*, *ibid.*, p. 122 b, édit. Guillaumin, p. 332.
(2) A. Smith, p. 126 *b*, édit. Guillaumin, p. 343.
(3) A. Smith, p. 147, édit. Guillaumin, p. 402.

« Lorsque nous comptons la quantité de travail que le capital circulant d'une société quelconque peut employer, nous devons toujours tenir compte seulement des parties de ce capital qui consistent en provisions, matériaux et ouvrages finis ; l'autre partie qui consiste en monnaie et qui sert seulement à faire circuler les trois précédentes, doit en être toujours déduite (1). »

Mais loin de ne jamais oublier d'avoir toujours égard à ces partiesseulement du capital circulant qui consistent en provisions, matières premières et ouvrages finis, il s'exprime constamment comme si ce n'était pas seulement la totalité du capital circulant, mais la totalité du capital fixe et du capital circulant réunis qui met l'industrie en mouvement et règle la quantité de travail qui peut être mise en œuvre dans un pays. Le montant de ce travail dit-il, doit rester le même si le capital reste le même :

« L'industrie générale de la société ne peut jamais dépasser ce que le capital de la société peut employer. De même que le nombre d'ouvriers auxquels un emploi peut être assuré par un individu doit être dans un certain rapport proportionné avec son capital, de même le nombre de ceux qui peuvent être continuellement employés par tous les membres d'une grande société doit être dans un certain rapport avec le capital total de cette société et ne peut jamais dépasser ce rapport (2). »

« Le capital du pays restant le même, la demande de travail restera également la même ou presque la même (3). »

Une augmentation du capital d'un pays augmente la quantité de travail, et une diminution de ce capital diminue la quantité de travail dont il est capable :

(1) A. Smith, *op. cit.*, liv. II, ch. ii, p. 128 *a*, édit. Guillaumin, p. 347.

(2) A. Smith, liv. IV, ch. ii, p. 198 *b*, édit. Guillaumin, t. II, p. 32-33.

(3) A. Smith, p. 207 *a*, édit. Guillaumin, t. II, p. 58.

« La quantité de travail... augmente dans chaque pays avec la quantité de stock qui l'emploie (1). »

Et finalement la quantité de travail ne peut augmenter que lorsque le capital augmente :

« L'industrie de la société ne peut augmenter qu'en proportion de l'augmentation de son capital (2). »

« L'augmentation de la quantité de travail utile effectivement employé dans une société quelconque doit dépendre entièrement de l'augmentation du capital qu'il emploie (3). »

Evidemment toutes ces propositions doivent être entendues comme soumises à la condition mentionnée dans le chapitre V[e], à savoir que les proportions suivant lesquelles le capital est divisé entre les quatre classes différentes d'emploi doivent demeurer les mêmes (4), et si Adam Smith avait essayé de diviser tous les différents emplois du capital en quatre grandes classes dans chacune desquelles il (le capital) aurait été divisé suivant une proportion particulière en capital fixe et en capital circulant, cela aurait été consistant même si cela avait été inexact. Mais il n'a rien essayé de semblable.

Les quatre façons différentes suivant lesquelles, d'après le chapitre V, le capital peut être employé sont :

I. — Procurer les produits bruts du sol.

II. — Préparer ces produits en vue de la consommation.

III. — Transporter soit le produit brut, soit les mar-

(1) A. Smith. *op. cit.*, liv. II, introduct., p. 119 *b*, édit. Guillaumin, t. I, p. 325.

(2) A. Smith, *op. cit.*, liv. IV, ch. II, p. 200 *b*, édit. Guillaumin, t. II, p. 37-38.

(3) A. Smith, *op. cit.*, liv. IV, ch. IX, p. 306 *a*, édit. Guillaumin, t. II, p. 316.

(4) « Quoique tous les capitaux soient destinés à l'entretien du travail productif seulement, néanmoins la quantité de travail que des capitaux égaux sont capables de mettre en mouvement varie extrêmement suivant la diversité de leur emploi », liv. II, p. 159 *b*, édit. Guillaumin, t. I, p. 435.

chandises résultant de sa transformation des lieux où ils abondent aux endroits où ils sont demandés.

IV. — Diviser des parties données soit du produit brut soit des marchandises achevées en petites fractions en vue de satisfaire les convenances de ceux qui en ont besoin (1).

Pour abréger disons que le capital peut être investi dans l'agriculture, les mines, les manufactures, le commerce de gros, ou dans le commerce de détail.

« Des capitaux égaux employés dans chacune de ces quatre directions différentes mettront immédiatement en mouvement des quantités très différentes de travail productif (2). »

Un capital donné mettra en mouvement plus de travail lorsqu'il est investi dans le commerce de gros que lorsqu'il est investi dans le commerce de détail, plus encore s'il est investi dans l'industrie, et donnera le maximum de rendement lorsqu'il sera investi dans l'agriculture. Adam Smith ne cherche pas à le prouver par cette assertion que dans l'agriculture se trouve la plus grande et dans le commerce de détail la plus petite proportion du capital circulant, lequel, d'après le livre II, ch. II, est la part du capital qui met l'industrie en mouvement, mais il se lance dans une argumentation qui est peut-être la plus illogique de celles qu'il a jamais employées.

Le capital du détaillant, dit-il, met en mouvement la moindre quantité de travail ; parce que le détaillant lui-même est le seul travailleur productif que ce capital emploie immédiatement (3). Le capital du marchand

(1) A. Smith, *op. cit.*, liv. II, ch. v, p. 159-160, édit. Guillaumin, t. I, p. 435.

(2) A. Smith, *op. cit.*, *lib. cit.*, p. 161 *a*, édit. Guillaumin, t. I, p. 438.

(3) A. Smith, *op. cit.*, *loc. cit.*, p. 161 *a*, édit. Guillaumin, t. I, p. 438.

en gros met en mouvement « pas mal plus » de travail parce qu' « il emploie les marins et les voituriers qui transportent ses marchandises d'un lieu à un autre ». Le capital du manufacturier « met immédiatement en mouvement une beaucoup plus grande quantité de travail productif... qu'un capital égal entre les mains d'un marchand en gros », parce que « une grande part de ce capital est toujours, soit annuellement, soit dans une période de temps plus courte, distribuée entre les différents ouvriers qu'il emploie (1). Enfin le capital du fermier met en mouvement une plus grande quantité de travail (2) même que celui du manufacturier parce que, non seulement le fermier « mais ses ouvriers agricoles et ses bêtes de somme sont des travailleurs productifs » et que dans l'agriculture « la nature travaille de concert avec l'homme ». Adam Smith semble avoir entièrement oublié que la question n'est pas de savoir si un détaillant, un marchand en gros, un manufacturier ou un fermier emploie beaucoup ou peu de personnes (pour ne rien dire du bétail et de la nature), mais si un montant déterminé de capital entre les mains d'un détaillant, d'un marchand en gros, d'un manufacturier, emploie beaucoup ou peu de personnes. Même s'il était vrai que les boutiquiers n'employassent pas d'auxiliaires, — et ce n'était pas vrai même à l'époque d'Adam Smith, — le fait que le capital de chaque boutiquier emploie seulement un travailleur alors que le capital de chaque manufacturier en emploie vingt ne prouve rien à ce point de vue, à moins que nous sachions que le capital de chaque manufacturier est inférieur à vingt fois le capital de chaque boutiquier.

(1) A. Smith, *Wealth of Nations* p. 162 b, édit. Guillaumin, t. I, p. 438.

(2) Tout d'abord Adam Smith dit seulement : « Aucun capital de même grandeur ne met en mouvement une plus grande quantité de travail productif que celui du fermier ». Mais il entend clairement « qu'aucun capital de même grandeur ne met en mouvement *autant* de travail productif que celui du fermier ».

L'utilité principale que présente l'examen des arguments d'Adam Smith sur les différentes quantités d'activité industrielle mise en mouvement par le capital investi dans les quatre différents emplois est de montrer à quel degré excessif était vague son idée de la relation entre la grandeur du capital d'un pays et l'importance de l'industrie qui s'y exerce. Il semble ne pas avoir eu une base meilleure pour sa théorie qui dit que la grandeur du capital règle le nombre des travailleurs utiles et productifs, que l'observation du fait qu'en règle générale, dans chaque entreprise, les gros capitalistes sont les grands employeurs, et que la capacité d'un individu à employer des travailleurs dans une entreprise particulière quelconque, dépend dans une large mesure du montant de son capital. De ces faits, il déduit la proposition que dans chacun des quatre grands emplois, la quantité d'emploi dont un homme dispose dépend du montant de son capital, et, partant de cette proposition, et raisonnant, à son habitude de l'individu à la société, il déduit la proposition suivante que la capacité d'une nation à employer des travailleurs utiles et productifs, dépend du montant de son capital et des proportions suivant lesquelles il est réparti entre les quatre emplois. Il y a plus d'un point faible dans son raisonnement.

En premier lieu, quoiqu'on puisse dire d'une façon approximative, qu'aux mêmes temps et lieux la capacité d'un individu d'employer des ouvriers dans une entreprise particulière dépend, tout au moins pour une grande part, du montant de son capital, on ne peut pas même dire en s'approchant le moins du monde de l'exactitude que, au même moment et dans le même lieu, la capacité d'un individu d'employer du travail : 1° dans l'agriculture ; 2° dans les manufactures ; 3° dans le commerce de gros, et 4° dans le commerce de détail dépend du montant de son capital. Il est seulement vrai que tous les fermiers travaillant la même nature de terres et pro-

duisant la même nature de produits (s'ils travaillent tous de la façon la plus profitable) emploieront le même nombre de travailleurs pour chaque £ 100 de leur capital. Il n'est pas exact que tous les fermiers emploient le même nombre de travailleurs pour chaque £ 100 de leur capital. Pour en donner une illustration évidente, le nombre des travailleurs employé pour chaque £ 100 serait beaucoup moindre sur une prairie que dans une ferme arable. De même, on peut dire seulement que tous les manufacturiers employant la même sorte de machines et produisant la même sorte de marchandises, emploient le même nombre d'ouvriers pour chaque £ 100 de leur capital. Il n'est pas vrai que tous les manufacturiers, quelle que soit leur industrie, emploient le même nombre de travailleurs pour chaque £ 100 de leur capital.

En second lieu, le fait que dans des entreprises exactement similaires, et aux mêmes lieu et temps, la capacité d'un individu à employer du travail, dépend largement de la grandeur de son capital, ne prouve pas, même en faisant abstraction des changements et des différences dans les proportions suivant lesquelles le capital total est divisé entre les différentes entreprises, que la capacité d'une communauté entière à employer du travail est réglée le moins du monde par la grandeur de son capital. Le fait qu'un individu donné ait beaucoup ou peu de capital aura rarement un effet appréciable sur la profitabilité des différentes méthodes de production. Par conséquent en vue d'obtenir un produit quelconque avec profit, un employeur devra généralement se conformer assez strictement aux méthodes en usage à son époque. — Il serait possible, matériellement possible, pour un homme d'employer des ouvriers à filer la laine à la main avec une quenouille, de nos jours à Bradford, mais ce ne serait certainement pas profitable, aussi personne ne le fait. Personne n'emploie d'ouvriers au filage à moins qu'il ne puisse disposer des machines habituelles. — S'il a beau-

coup de machines, il emploie beaucoup d'ouvriers, s'il en a un petit nombre, il en emploie peu. Mais la communauté dans son ensemble n'est en aucune façon liée par ces limitations. — Si la communauté n'avait pas le moyen de pourvoir aux dépenses d'établissements des filatures coûteuses, il ne s'ensuit pas que personne ne serait employé au filage. Au contraire, si le fil était considéré comme une nécessité essentielle de la vie, on emploierait plus d'ouvriers à filer qu'il n'y en a d'employés dans les conditions actuelles, on distrairait en vue du filage les ouvriers occupés à des travaux moins utiles.

On peut difficilement nier qu'Adam Smith a laissé toute la question du « capital » dans l'état le moins satisfaisant. Il a établi des distinctions sans caractère scientifique entre le stock qui est du capital, et le stock qui n'est pas du capital, il a fait des distinctions banales entre le capital fixe et le capital circulant, il a confondu le capital d'un pays avec une partie déterminée de son produit annuel ; et, en ce qui concerne les fonctions du capital, il a complètement manqué à prouver sa proposition la plus importante, à savoir que le montant du capital détermine le montant de l'industrie.

§ 4. — *Les successeurs d'Adam Smith, et la nature et l'origine du Capital d'une Collectivité.*

La critique contenue dans la *Richesse Publique (Public Wealth)* de Lauderdale parue dans l'*Edinburgh Review* de juillet 1804, rejeta la distinction d'Adam Smith entre le capital d'un pays et le stock réservé pour sa consommation.

« Une différence est établie par quelques-uns, notamment par le Dr Smith, entre le capital et les autres parties du stock, le capital étant suivant eux cette partie qui donne un revenu. Par l'ensemble des illustrations qui en sont données,

cette idée paraît clairement résulter de l'erreur fondamentale qui consiste à ne rien considérer comme productif que ce qui donne de revenu tangible, et à confondre l'usage avec l'échange. Car, un homme ne peut-il pas vivre sur son stock, c'est-à-dire jouir de son capital, sans ni le diminuer ni en échanger une part quelconque ? En quoi la nature et la valeur réelle du stock réservé pour la consommation immédiate diffèrent-elles du stock qui donne ce que le D[r] Smith appelle un revenu ou profit ? Simplement en ceci que le premier est nécessaire à son possesseur et est utilisé directement par lui, qu'il n'a pas besoin du second et par conséquent qu'il peut l'échanger pour une chose dont il a besoin (1). »

Les écrivains ultérieurs ont rarement discuté la division du stock de la communauté en capital et en réserve pour la consommation, parce qu'ils ne concevaient pas le capital d'un pays comme une partie de son stock accumulé. Ils ont complètement succombé à la tendance d'Adam Smith de regarder le capital d'un pays comme une partie déterminée de son produit annuel et ils ont aussi mal compris que lui le processus d'augmentation du capital par l'épargne. Dans la *Défense du Commerce* (*Commerce Defended*). James Mill fait observer :

« Le produit total annuel de chaque pays est distribué en deux grandes parts, celle qui est destinée à être employée en vue de nouvelles productions, et celle qui est destinée à être consommée (2 . »

Quoiqu'il ne dise pas en fait que la première de ces parts est le capital du pays, il montre que c'est sa pensée en employant « l'augmentation du capital » et « l'augmentation de cette part du produit annuel qui est consommée en vue de la reproduction » comme des phrases

(1) LAUDERDALE, *Public Wealth*, in *Edinburgh Review*, vol. IV, p. 366.
(2) James MILL, *Commerce Defended*, p. 70.
(3) James MILL, *Ibid* , p. 86-87.

synonymes. Son assertion hardie que « chaque pays consommera infailliblement le montant total de sa production (1) » montre qu'il ne comprenait pas que tout ce que la nation épargne représente simplement les additions qu'elle fait à son stock accumulé. L'auteur de l'article « Economie Politique » de la quatrième édition de l'*Encyclopædia Britannica* se rendait aussi peu compte que le capital est un stock accumulé que James Mill dans la *Défense du Commerce*.

« La richesse de tout homme, dit-il, est de deux sortes; l'une qu'il met de côté pour sa consommation immédiate; l'autre qu'il réserve pour subvenir à ses besoins futurs, ou qu'il emploie de telle façon qu'elle puisse produire une richesse nouvelle. La première est appelée son revenu, la seconde son capital (2). »

C'est comme si l'on divisait l'eau d'une compagnie de distribution d'eau, en eau de son réservoir et eau fournie, en x gallons accumulés à un moment donné dans le réservoir et y gallons fournis par jour ou par an.

Ricardo dit : « Le capital est cette part de la richesse d'un pays qui est employée dans la production et consiste en nourriture, vêtements, outils, matières brutes, machines, etc., nécessaires pour rendre efficace le travail (3). » Cela es plutôt vague, car nous ne savons pas exactement ce que Ricardo entendait par « la richesse d'un pays », ou par l'expression « employé dans la production ». Dans son chapitre « sur les Impôts » il comprend explicitement les maisons, vêtements et mobilier employés par les ouvriers, comme une part du capital du pays, fait qu'il est difficile de mettre en harmonie avec la conception d'Adam Smith que le stock réservé pour la consomma-

(1) James Mill, *Ibid.*, p. 79. V. aussi p. 71 et 76.

(2) *Encyclopædia Britannica*, vol. XVII, p. 108 a.

(3) Ricardo, 1re édit., pp. 93 94, 3e édit. dans *Works*, p. 51, édit. Guillaumin, ch. v, p. 60-61.

tion immédiate n'est pas une part du capital du pays (1).

Dans la première et dans la deuxième édition de ses *Principes* il rend compte d'une façon assez claire du processus de l'épargne ou de l'addition au capital ou stock :

« Lorsque les productions annuelles d'un pays, dit-il, excèdent sa consommation annuelle, on dit qu'il augmente son capital ; lorsque sa consommation annuelle n'est pas au moins remplacée par sa production annuelle, on dit qu'il diminue son capital. Le capital peut donc être augmenté par une augmentation de la production, ou par une diminution de la consommation.

Si la consommation du gouvernement, lorsqu'elle s'accroît par la levée d'impôts additionnels, peut être satisfaite par une augmentation de la production ou par une diminution de la consommation de la part de la population, les impôts retomberont sur le revenu, et le capital national demeurera intact, mais s'il n'y a pas d'augmentation de la production ou de diminution de la consommation de la part de la population, les impôts tomberont nécessairement sur le capital (2). »

Cela n'est pas tout à fait logique, parce que si la production dépasse déjà la consommation, le capital sera augmenté sans « accroissement de la production » ou sans une « diminution de la consommation », et si la consommation dépasse déjà la production, le capital diminuera sans qu'il y ait diminution de la production ou accroissement de la consommation. Au lieu de dire que « le capital national restera intact », Ricardo aurait dû dire que « le taux auquel le capital augmente ou décroît peut ne pas subir de changement ». Néanmoins, sans aucun doute c'était seulement son manque de maîtrise du langage qui l'a empêché de dire ceci, et l'on peut dire, peut-être, sans grande impropriété de langage, que les impôts « retombent sur le

(1) Ricardo, 1re édit., pp. 186-187, 3e édit. dans *Works*, p. 87, édit. Guillaumin, ch. VIII, p. 109-110.

(2) Ricardo, 1re édit., p. 187, 2e édit., p. 170, édit. Guillaumin, p. 110.

capital » s'ils diminuent son accroissement ou s'ils accélèrent sa diminution.

Dans la troisième édition de son ouvrage (1821) cependant, Ricardo a modifié le passage en introduisant le mot « improductif » avant consommation à la 5e et à la 10e ligne et en ajoutant à la fin : « C'est-à-dire qu'ils diminueront le fond attribué à la consommation productive ». Il ajouta aussi une note rédigée comme suit :

« Il doit être entendu que toutes les productions d'un pays sont consommées, mais il y a la plus grande différence qu'il soit possible d'imaginer suivant qu'elles soient consommées par ceux qui reproduisent ou par ceux qui ne reproduisent pas d'autre valeur. Lorsque nous disons que le revenu est épargné et ajouté au capital, ce que nous entendons, c'est que la partie du revenu que nous disons être ajoutée au capital est consommée par des travailleurs productifs au lieu de l'être par des travailleurs improductifs. Il ne peut pas y avoir de plus grande erreur que de supposer que le capital est augmenté par la non-consommation. Si le prix du travail pouvait s'élever si haut que, nonobstant l'augmentation de capital, on ne pourrait en employer davantage, je dirais qu'une telle augmentation de capital serait encore consommée de façon improductive (1). »

Par ces modifications et ces additions, le tableau du capital d'un pays (envisagé comme un stock ou un emmagasinement de produits augmentant dans une période donnée par l'excès de la production sur la consommation est barbouillé par la main même de son auteur. Dans la première édition on nous dit que l'addition au capital consiste en ces productions qui surpassent ce qui reconstitue la consommation annuelle. Dans la 3e édition on nous dit que le produit entier est consommé de telle sorte que rien ne peut être un excédent de la production sur la consommation. Evidemment, dans l'intervalle

(1) Ricardo, réimprimée dans la 3e édit. dans les *Works*, p. 87, note. Cette note ne figure pas dans l'édition Guillaumin. (Note des Trad.)

les idées de Ricardo avaient été rendues confuses par une de ses discussions embrouillées avec Malthus (1).

Ricardo fait dépendre, d'une manière absolue, la distinction entre le capital fixe et le capital circulant simplement du degré de durée des choses qui les constituent.

Il dit :

« Suivant que le capital est rapidement périssable et nécessite d'être fréquemment reconstitué, ou que sa consommation est lente, il est classé sous les chefs de capital circulant ou de capital fixe. Un brasseur, dont les bâtiments et les machines ont de la valeur et sont durables, est regardé comme employant une grande portion de capital fixe ; au contraire, un cordonnier dont le capital est surtout employé aux paiements de salaires, qui sont dépensés en nourriture et vêtements, marchandises plus périssables que des bâtiments et des machines, est regardé comme employant une grande partie de son capital comme capital circulant (2). »

Dans la seconde édition (1819) il ajouta une note :

« Division non essentielle et dont la ligne de démarcation ne peut être tracée avec exactitude (3).

Dans sa substance, cependant, la distinction de Ricardo entre le capital fixe et le capital circulant est simplement que le capital fixe est conçu comme consistant en machines, outillage et constructions, alors que le capital circulant est conçu comme consistant entièrement dans le montant des salaires payés par les employeurs :

« Dans une industrie, un très petit capital peut être employé comme capital circulant, c'est-à-dire pour l'entretien du travail de l'homme, il peut être principalement investi en

(1) V. ci-dessous, p. 131, note 2.

(2) Ricardo, 1re édit., p. 22, note. 3e édit. dans *Works*, p. 21, note, édit. Guillaumin, p. 18.

(3) Ricardo, 2e édit., p. 20. 3e édit dans *Works*, p. 21, édit. Guillaumin, p. 18.

machines, outillage, constructions, etc., capital d'une nature comparativement fixe et durable (1). »

Il a de nombreux exemples dans lesquels le montant du capital circulant d'un employeur est le montant des salaires qu'il paie dans une année. Le capital fixe d'un pêcheur est « son canot et son outillage » et son capital circulant les £ 100 qu'il paie en salaires dans le cours d'une année ; le capital fixe d'un chasseur, ce sont ses armes, et son capital circulant aussi les £ 100 qu'il paie en salaire dans une année (2). Il en est ainsi par ce que, quoique dans la deuxième et la troisième éditions Ricardo admette que « le capital circulant puisse circuler ou revenir vers son possesseur dans des temps très inégaux (3) », il suppose habituellement que le capital employé au paiement des salaires circule une fois par an. Dans la première édition, par exemple, il décrit ce qui arrivera si « un capital d'un montant de £ 20 000 est employé à entretenir le travail productif et annuellement consommé et reproduit, comme cela arrive quand le capital est employé à payer des salaires » (4). Dans la troisième édition, il dit que, si une machine accomplissait le travail de cent hommes dans une industrie quelconque, pendant une année, et était après cela usée et sans valeur, qu'elle ait coûté £ 5 000 et que les salaires payés annuellement aux cent hommes fussent également de £ 5 000, « ce serait chose indifférente pour l'industriel d'acquérir cette machine ou d'employer les hommes (5) ». Il est évident qu'on ne peut pas dire que cela « serait chose indifférente pour l'industriel, à moins que le montant qu'il paie en salaires « circule » c'est-à-dire parte de lui pour revenir à lui une fois par an. S'il circule une fois par semaine,

(1) Seulement dans la 3e édit. dans *Works*, p. 21.

(2) Ricardo, 1re édit., pp. 23 33.

(3) Ricardo, 2e édit., p. 21. 3e édit. dans *Works*, p. 21, édit. Guillaumin, p. 18.

(4) Ricardo, 1re édit., p. 35.

(5) Ricardo, *Works*, p. 26, édit. Guillaumin, p. 25.

il perdrait beaucoup à acheter la machine puisqu'il aurait £ 5 000 « immobilisées dans sa machine » pendant toute l'année au lieu de £ 100 « immobilisées » à la fin de chaque semaine pour le paiement de ses salaires (1).

James Mill dans la discussion formelle sur la nature du capital qui se trouve pour la première fois dans la deuxième édition (1824) de ses *Eléments d'économie politique* (2), après quelques remarques sur l'utilité des instruments dit : « La réserve (*provision*) de ceux-ci, est appelée capital (3). Or, on aurait pu croire qu'il entendait par « la réserve (*provision*) faite » le stock ou le nombre ou la quantité accumulée et existant à un moment donné, s'il n'avait pas continué en disant ensuite que « les matières premières » et non « la réserve faite de matières premières » « sur lesquelles le travail doit s'employer, lorsqu'elles ont... été le résultat d'un travail antérieur, sont aussi appelées capital » (4). Ainsi il définit pratiquement le « capital » les « instruments et matières premières », qu'ils soient accumulés en stock ou non ; suivant cette définition, « le capital de l'Angleterre » signifierait les instruments et matières premières de l'Angleterre, c'est-à-dire, tous les instruments et matières pre-

(1) Naturellement, si nous regardons la transaction de plus près et que nous appliquions les principes de l'arithmétique plus soigneusement que Ricardo n'avait l'habitude de le faire, il apparaîtra que l'industriel perdrait en achetant la machine, même s'il ne vendait aucune de ses marchandises avant le 31 décembre. Les £ 5.000 de la machine devraient être dépensées en une fois au commencement de l'année, alors que les £ 5.000 consacrées aux salaires seraient graduellement déboursées dans le courant de l'année. L'industriel, par conséquent, perdrait une année d'intérêt sur £ 2.500, ou, ce qui revient au même, 6 mois d'intérêt sur £ 5.000 s'il achetait la machine. Le raisonnement de Ricardo nécessite toujours l'hypothèse absurde, non seulement qu'il n'y a pas de marchandises vendues jusqu'à la fin de l'année, mais encore que tous les salaires sont payés au début de l'année.

(2) James Mill, *Elements of Political Economy*, Ch. i, p. 2.

(3) James Mill, *Ibid.*, 2e et 3e édit., p. 16.

(4) James Mill, *Ibid.*, 2e et 3e édit., p. 17.

mières qui ont existé, existent, ou existeront en Angleterre depuis le temps où le premier homme a mis le pied dans ce pays jusqu'au moment où le dernier le quittera. Aucune référence au temps n'entre dans cette définition, de sorte que le montant du capital de l'Angleterre pourrait être les instruments et les matières premières produites dans une période donnée, aussi bien que le nombre existant à un moment donné du temps.

En ce qui concerne l'origine du capital, James Mill dit :

« Etant donné que le capital, de sa forme la plus simple à la plus compliquée, signifie quelque chose de produit dans le but d'être employé comme moyen en vue d'une autre production, c'est évidemment un résultat de ce que l'on appelle l'épargne. Le sens de ce terme est si bien compris et si peu susceptible d'induire en erreur qu'il n'est pas besoin d'expliquer longuement ce point de vue relatif au capital, bien que ce soit une loi de grande importance à observer.

Il est suffisamment évident que sans l'épargne il ne pourrait pas y avoir de capital. Si tout le travail était employé à des objets de consommation immédiate, qui seraient tous immédiatement consommés, tels que les fruits pour lesquels les sauvages grimpent aux arbres, aucun objet qui soit un capital, aucun objet devant être employé en vue de productions ultérieures n'existerait. Pour cette fin, quelque chose doit être produit qui ne soit pas immédiatement consommé, qui soit épargné et mis de côté en vue de quelque autre destination.

Toutes les conséquences de ce fait auxquelles il est nécessaire de faire allusion ici sont suffisamment évidentes.

Chaque objet qui est ainsi épargné devient un objet de capital. Donc l'augmentation du capital est partout exactement proportionné au degré d'épargne ; en fait, le montant de cette augmentation annuelle représente la même chose que le montant des épargnes qui sont faites annuellement (1). »

(1) James Mill, *Ibid.*, 2e édit., pp. 19-20.

Ici le capital apparaît conçu comme un stock ou une accumulation qui consiste dans le surplus de la production passée sur la consommation passée et est augmentée par l'épargne. Mais James Mill ne resta pas toujours fidèle à cette conception puisque, dans le chapitre IV, § 2, il se rallie à cette vieille proposition « que ce qui est annuellement produit est annuellement consommé (1) ». S'il est exact que la totalité de ce qui est annuellement produit est annuellement consommé, ou que ce qui est produit dans une année est consommé dans l'année suivante (2), il est difficile de concevoir comment il peut subsister un excès considérable de la production passée sur la consommation passée. James Mill semble être tombé dans l'erreur d'Adam Smith en négligeant les objets actuellement épargnés et ajoutés au capital de la communauté, et en s'imaginant que ce qui est épargné, ce sont les salaires de ceux qui fabriquent ces objets, salaires qui sont naturellement, en tous cas, consommés pour la plus grande partie :

« Tout ce qui est épargné, dit-il, sur le produit annuel, en vue d'être converti en capital, est nécessairement consommé ; parce que, pour qu'il réponde au but même du capital, il doit être employé au paiement des salaires, à l'achat de matériaux bruts qui seront transformés en produits finis, ou enfin à la fabrication de machines obtenues de la même manière par le payement de salaires et la transformation des produits bruts (3). »

Il s'efforce d'établir une ligne de démarcation mieux définie entre le capital fixe et le capital circulant que Ricardo ne l'avait fait, en disant que le capital fixe consiste en instruments de production, tels que les outils, les ma-

(1) C'est le titre de la section dans toutes les éditions. La section suivante est intitulée : « Que la consommation se développe conjointement avec la production ».

(2) James Mill, *op. cit.*, 1re édit., p. 184, 3e édit., p. 226.

(3) *Id.*, *op. cit.*, 2e édit., p. 220-211, 3e édit., p. 226 227.

chines et les bâtiments « qui sont d'une nature durable et contribuent à la production sans être détruits » ou « qui ne périssent pas par l'usage », alors que le capital circulant consiste dans « les objets subordonnés à la production qui périssent par l'usage », tels que « tous les outils qui s'usent dans un cycle d'opérations, tous les objets qui ne contribuent à la production que par leur consommation, tels que le charbon, l'huile, les produits tinctoriaux du teinturier, les semences du fermier » et les matières brutes qui rentrent dans les produits finis (1). Comme ses prédécesseurs, il suppose que le capital circulant d'un pays, ou peut-être le capital total circule, ou est consommé et reproduit une fois par an. A leur différence, il donne une expression presque définie à cette assertion.

« Une année, dit-il, est regardée en économique politique comme la période qui enferme un cycle complet de production et de consommation. Aucune période ne réalise exactement un cycle semblable. Certains objets sont produits et consommés dans une période bien moindre qu'une année. Dans d'autres, le cycle est plus long que l'année. Il est nécessaire, en vue des fins poursuivies dans les démonstrations, qu'une période quelconque soit considérée comme correspondant à ce cycle. La période d'une année est celle qui convient le mieux. Elle correspond à une catégorie importante de productions, toutes celles qui proviennent de la culture de la terre. Et il est facile, lorsque nous sommes arrivés à des propositions correspondant exactement à cette hypothèse, de les modifier en pratique dans les cas des produits dont le cycle de production et de consommation est ou plus grand ou plus court que l'unité à laquelle nos propositions générales correspondent (2). »

Ici, tout à la fois, il diminue l'inexactitude de l'hypothèse et exagère la facilité qu'il y a à modifier « les propositions qui correspondent exactement à cette hypo-

(1) James Mill, *op. cit.*, 2e et 3e édit., p. 22-23.

(2) James Mill, *Ibid.*, 1re édit., p. 185, 3e édit., p. 227.

thèse », de façon à les rendre applicables à la totalité des objets. Un grand nombre d'objets, tels que le diamant Koh-i-Noor, et les East India Docks, ne sont jamais consommés le moins du monde, et l'hypothèse que beaucoup d'autres choses sont consommées et reproduites dans une année est beaucoup trop absolue, pour être « commode » dans n'importe quel sens du mot. Cette hypothèse a le grave inconvénient d'aggraver la confusion entre le capital et les dépenses annuelles productives.

M'Culloch, en caractères italiques qu'il affectionne à un degré extraordinaire, nous dit :

« Le capital d'un pays peut être défini *cette portion du produit de l'industrie existant dans ce pays qui peut servir* DIRECTEMENT, *soit à entretenir l'existence humaine, soit à faciliter la production* (1) ».

Si « existant dans ce pays » signifie « existant dans ce pays à un moment quelconque dans le temps », le capital d'un pays serait ici clairement conçu comme étant un stock accumulé, et lorsque M'Culloch vient s'opposer à la division du stock total en capital et non-capital, le capital serait l'accumulation totale ou le produit épargné de l'industrie passée. Mais il ne semble pas avoir attaché d'intention particulière aux mots « existant dans ce pays » :

« Cette définition, dit-il, diffère de celle donnée par le Dr Smith et qui a été adoptée par la plupart des autres économistes. Le produit total de l'industrie appartenant à un pays est dit former son *stock* ; et on suppose que son capital consiste seulement dans cette partie de son stock qui est employée en vue de produire certaines espèces de produits. L'autre partie du stock d'un pays, c'est-à-dire celle qui est employée à l'entretien de ses habitants sans que l'on ait en vue une production immédiate, a été dénommée son *revenu* (*revenue*) et l'on ne suppose pas qu'il contribue en rien à

(1) M'CULLOCH, *Principles*, p. 92, édit. Guillaumin, p. 103.

l'augmentation de la richesse. Ces distinctions ne semblent pas reposer sur des fondements sérieux (1). »

Il ne lui vint pas à l'idée d'objecter qu'il n'est pas possible que le revenu soit une partie du « stock » d'un pays et dans son édition de la *Richesse des Nations* il ne trouve rien à dire contre le fallacieux paradoxe que ce qui est épargné est consommé (2). Néanmoins il a parfois approché la conception du capital d'un pays considéré comme son stock accumulé, d'un peu plus près que James Mill :

« Les capitaux de toutes sortes, dit-il, ne sont pas autre chose que le produit accumulé ou épargné de l'industrie passée. Lorsqu'un sauvage tue plus de gibier en un jour qu'il ne lui en faut pour sa consommation personnelle, il met de côté le surplus, soit en vue de le consommer directement lui-même à un autre moment, soit de l'échanger avec ses compagnons pour quelqu'objet leur appartenant. Or, ce surplus est du capital et c'est d'un aussi modeste commencement que toutes les richesses accumulées du monde sont sorties... Si les hommes avaient toujours mangé leurs revenus, c'est-à-dire, s'ils avaient toujours consommé le produit entier de leur industrie pour la satisfaction de leurs besoins ou de leurs désirs immédiats, il ne pourrait y avoir dans le monde une chose telle que le capital (3). »

Lorsqu'il distingue le capital fixe et le capital circulant, il ne suit ni Adam Smith, ni James Mill, ni Ricardo, mais il dit que le capital circulant « comprend toute la nourriture et les autres objets qui servent à la subsistance de l'homme », tandis que le capital fixe « comprend tous les animaux inférieurs et tous les instruments et machines qui concourent ou peuvent concourir à la production » (4).

(1) M'Culloch, *Principles*, pp. 91-93, édit. Guillaumin, p. 103.
(2) A. Smith, *Wealth of Nations*, p. 149 b, édit. Guillaumin, p. 409.
(3) M'Culloch, *Principles*, p. 102, édit. Guillaumin, p. 113.
(4) M'Culloch, *Principles*, p. 94, édit. Guillaumin, p. 105.

Malthus, dans ses *Définitions* attaque les vues de M'Culloch sur la nature du capital avec énormément d'âpreté, mais il était lui même peut être encore plus confus sur ce sujet qu'aucun des contemporains. Personne n'a confondu le capital et le produit d'une façon plus désespérante qu'il ne le fit : —

« Dans le langage de la conversation courante comme chez les meilleurs auteurs, dit-il, revenu (*revenue*) et capital, ont été toujours distingués, l'on entend par revenu ce qui est dépensé en vue de notre entretien et de notre satisfaction immédiate, et par capital, ce qui est dépensé en vue d'un profit (1). »

Evidemment, il prend ici le capital d'un pays comme étant simplement une part de son produit annuel. Il est vrai qu'en se plaignant que quelques auteurs aient employé le mot *stock*, comme s'il était synonyme de « capital », il dit incidemment que le capital d'un pays est une part de sa « richesse accumulée » (2), mais il comprenait l'accumulation dans le sens extraordinaire que lui a donné Adam Smith, et non dans son sens ordinaire d'amasser ou d'emmagasiner. Cela se voit dans un passage de la seconde édition de son *Economie Politique*, où il dit que « les avances nécessaires pour produire » une marchandise consistent dans les accumulations généralement faites de salaires de rentes d'impôts, d'intérêts, et de profits, et donne un exemple dans lequel ces « accumulations » apparaissent comme le montant dépensé dans une année, par un fermier, en « semences, entretien des chevaux, entretien et réparation de son capital fixe, intérêt de son capital fixe et de son capital circulant, capital, rente, redevances, impôts, etc. etc... travail immédiat (3). Evidem-

(1) Malthus, *Definitions*, p. 86, édit. Guillaumin, p. 452.

(2) Malthus, *Political Economy*, p. 293, 2e édit., p. 262, édit. Guillaumin, p. 233.

(3) Malthus, *Political Economy*, 2e édit., p. 262, édit. Guillaumin, p. 233.

ment, quoique l'on puisse dire des autre rubriques, l'intérêt du fermier ne peut manifestement pas être une « accumulation » au sens ordinaire de ce mot.

De même aussi, dans ses *Définitions* Malthus définit « l'accumulation de capital » : « l'emploi d'une partie du revenu comme capital » et ajoute : « le capital peut donc augmenter sans un accroissement de stock ou de richesses » (1), alors que si une partie du revenu est réellement accumulée, il y a nécessairement une augmentation du stock. Par conséquent, son assertion que le capital est une part de la richesse accumulée d'un pays n'est pas en opposition avec la croyance que le capital est simplement une part du produit périodique dont on a usé d'une certaine façon. Dans la section « Sur le Travail productif et improductif » de son *Economie Politique* il défend la distinction d'Adam Smith entre ces deux espèces de travail, parce que d'abord :

« En indiquant la cause des différents résultats du produit employé comme capital et du produit consommé comme revenu, nous devons trouver que cette cause provient des différentes sortes de travail entretenu par chaque. »

Ensuite :

« Il est énoncé par Adam Smith, et l'on doit admettre que cela est énoncé justement, que le produit qui est annuellement épargné est aussi régulièrement consommé que celui qui est dépensé annuellement, mais qu'il est consommé par une catégorie de personnes différentes. S'il en est ainsi et si l'on admet que l'épargne est la cause immédiate de l'augmentation du capital, il doit être absolument nécessaire dans toutes les discussions relatives au progrès de la richesse de distinguer, par une désignation particulière, une catégorie de personnes qui paraît jouer un rôle si important dans l'accélération de ce progrès. Presque toutes les classes inférieures du peuple, dans toute société, sont employées d'une façon ou d'une autre, et s'il n'y avait pas de base de distinc-

(1) Malthus, *Definitions*, p. 238, édit. Guillaumin, p. 524.

tion entre leurs emplois, eu égard aux effets (que ces emplois) produisent sur la richesse nationale, il est difficile de concevoir quelle utilité il y aurait à épargner du revenu pour l'ajouter au capital, car cela reviendrait simplement à employer une catégorie de personnes de préférence à une autre, alors que d'après l'hypothèse, il n'y a pas de différences essentielles entre ces catégories. Comment expliquerons-nous alors la nature de l'épargne et les effets différents de la parcimonie et de la prodigalité sur le capital national? Aucun économiste à l'heure actuelle ne peut entendre, par épargne, l'entassement pur et simple, et, en dehors de ce procédé étroit et inefficace, on ne peut pas bien imaginer d'autre emploi de ce terme, par rapport à la richesse nationale, que celui qui naît d'une application différente de ce qui est épargné, application basée sur une distinction réelle entre les différentes espèces de travail qui peuvent être entretenues par elle (1). »

Dans tout ce passage, le capital semble n'être autre chose que le montant annuel de ce qui est payé pour le travail productif, et il semble que Malthus suppose que tout ce qui est payé pour le travail productif a été épargné (2). L'idée du capital comme stock est

(1) MALTHUS, *Political Economy*, pp. 31-32; édition Guillaumin, p. 36-37.

(2) Dans une lettre écrite par Ricardo à Malthus peu après la publication de la 3e édition des *Principes*, on trouve un passage dans lequel le mot épargne paraît être employé dans le même sens particulier. « Le propriétaire d'une manufacture pourrait faire des dépenses si extravagantes, ou payer tant d'impôts que son capital pourrait en être décimé pour bien des années ; sa situation serait la même si, par sa propre volonté ou par l'inaptitude de la population, il payait tellement ses travailleurs qu'il se laisserait sans profits adéquats, ou absolument sans profits. Peut-être ne pourrait-il pas échapper à la taxation, mais il pourrait échapper à cette dernière dépense *improductive* qui n'est pas du tout nécessaire, car il pourrait avoir la même quantité de travail à moindres frais, s'il économisait moins ; son économie serait sans but et serait par suite absurde. *Letters of Ricardo to Malthus* (lettres de Ricardo à Malthus) éd. Bonar, pp. 186-187. Le manufacturier n'économise évidemment rien au sens moderne du mot. Par hypothèse, son capital se réduit et ne s'accroît pas.

entièrement absente. Dans son chapitre « Sur les salaires du travail », « le capital et le revenu du pays » sont considérés comme étant tous deux ensemble égaux au produit annuel :

« Une demande de travail intense et continue provient de, et est en proportion du taux suivant lequel la valeur totale du capital et du revenu du pays s'augmente annuellement, parce que plus la valeur du produit annuel augmente vite, plus le pouvoir d'achat du travail nouveau sera grand et plus il en faudra chaque année (1). »

Comme Adam Smith, Malthus est porté à calculer le taux du profit comme un pourcentage, non du capital véritable, mais des dépenses d'exploitations annuelles d'une entreprise, et il va plus loin qu'Adam Smith en comprenant l'intérêt (sur le capital véritable parmi ces dépenses d'exploitations. Il suppose à titre d'exemple que :

« Un fermier emploie pour la culture d'une certaine parcelle de terre £ 2000 sur lesquelles il dépense £ 1500 en semences, entretien des chevaux, usure et détérioration de son capital fixe, intérêt de son capital fixe et de son capital circulant, rente, redevances, impôts, etc., et £ 500 pour le travail du moment ; et que le revenu obtenu à la fin de l'année vaut £ 2400. Il est évident que la valeur nécessaire pour remplacer les avances étant £ 2000, le profit du fermier sera de £ 400, ou 20 pour cent (2) ».

Il a un autre exemple de même ordre emprunté au premier rapport des Commissaires des manufactures (*Factory Commissioners*) [p. 34] :

(1) Malthus, *Political Economy*, p. 261. Sur la page suivante on se réfère à la proposition citée en disant que « le principe que la demande de travail dépend du taux suivant lequel la valeur du produit général, ou du capital et revenus pris ensemble, s'accroît ». Edit. Guillaumin, pp. 208-209.

(2) Malthus, *Political Economy*, 2e édit., p. 268, édit. Guillaumin, p. 238.

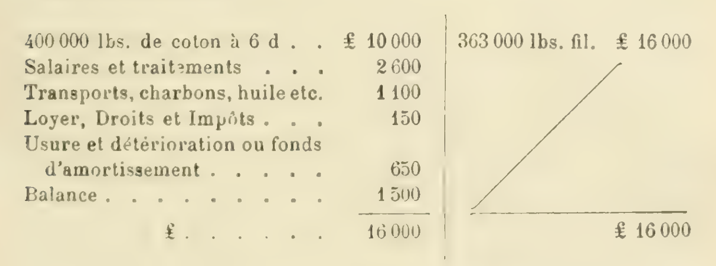
Capital investi en bâtiments et machines		£ 10 000
Capital flottant		7 000
£ 500	représentant l'intérêt à 5 % sur £ 10 000 de capital fixe.	
350	représentant l'intérêt à 5 % sur £ 7 000 de capital flottant.	
150	Rente, Impôts et Droits.	
650	Amortissement à 6 1/2 % pour usure et détérioration du capital fixe.	
1 100	Divers, Transports, Charbon, Huile, etc.	
£ 2 750		
2 600	Salaires et traitements.	
£ 5 350		

Filé 363 000 lbs. fil d'une valeur de £ 16 000
Coton brut environ 400 000 lbs. à 6 d :

Equivalent à	£ 10 000		
Dépenses	£ 5 350		
	£ 15 350	Valeur de vente . . .	£ 16 000

Profit £ 650 ou environ 4,2 % sur les avances de £ 15 350 (1).

La forme sous laquelle nous nous attendrions naturellement à trouver ces chiffres serait maintenant à tout le moins la suivante :



400 000 lbs. de coton à 6 d . .	£ 10 000	363 000 lbs. fil.	£ 16 000
Salaires et traitements . . .	2 600		
Transports, charbons, huile etc.	1 100		
Loyer, Droits et Impôts . . .	150		
Usure et détérioration ou fonds d'amortissement	650		
Balance	1 500		
£	16 000		£ 16 000

1) Malthus, *Political Economy*, 2e édit., p, 269-270, édit. Guillaumin, p. 239. La référence se rapporte sans aucun doute aux *Documents Parlementaires* de 1833 nº 450. *Examinations*, D. 2, p. 34 (vol. XX, 784 dans la Collection de la Chambre des Communes). Il est curieux cependant que les chiffres donnés dans les cinq dernières lignes commençant aux mots « coton brut » quoique imprimés par Malthus comme s'ils étaient tirés du Rapport des Commissaires de Manufactures, ne s'y trouvent point. A leur place il y a cette indication que « les produits bruts sont à dessein laissés en dehors », sans aucun doute en vue d'éviter une divulgation trop publique des profits faits par les filateurs, MM. Samuel Greg et Co.

La balance de £ 1500 représente les profits de l'année à 8 $\frac{14}{17}$ 0/0 sur le capital fixe et flottant de £ 17.000. Pour Malthus, le capitaliste semble avoir en deux espèces de capitaux, l'un son capital réel de £ 17.000 sur lequel « l'intérêt » est calculé, et l'autre ses dépenses d'exploitations annuelles sur lequel son « profit » est calculé. Le taux de l'intérêt est un taux annuel, mais le taux, du profit 4,2 0/0 ne peut pas être un taux annuel puisqu'il est évident que les dépenses ne sont pas toutes engagées depuis le commencement de l'année.

Senior dit :

« Le terme « capital » a été défini de tant de façons différentes, que l'on peut douter qu'il ait un sens généralement admis. Nous pensons cependant que dans son acception populaire, et dans celle des économistes eux-mêmes, ce mot signifie un objet de richesse, le résultat de l'effort humain employé dans la production ou la répartition des richesses (1). »

Ceci est simplement une définition littérale comme celle de James Mill et nous apprend très peu de choses sur le capital d'un pays. Le capital est-il la totalité de ces « objets » existant à un moment donné ou la quantité utilisée dans une période donnée de temps? Nous devons supposer que Senior entendait parler de la quantité utilisée dans une période donnée de temps en comprenant « le gaz qui éclaire une manufacture » dans le capital (2). Sans doute le gaz dans le gazomètre d'une Compagnie du gaz est une part, quoiqu'une petite part, du capital réel de la Compagnie mais « le gaz qui éclaire une manufacture » est une fourniture et non un stock de gaz ; son coût est une part des dépenses périodiques d'exploitation, non une part du capital du manufacturier.

L'observation de Sir Travers Twiss que le « revenu

(1) SENIOR, *Political Economy*, édit. in-8, p. 59.
(2) *Id.*, p. 65.

(*revenue*) au fur et à mesure qu'il vient est un produit nouveau, et que le stock est un produit accumulé (1), ne semble pas avoir attiré l'attention de Suart Mill, qui, bien qu'il commence par parler du capital comme d'« un stock accumulé du produit du travail (2) » et qu'il énonce comme son second « théorème fondamental concernant le capital » qu'il est « un résultat de l'épargne », semble être d'accord avec Adam Smith sur la nature de l'accumulation et de l'épargne. Après avoir dit que le capital est le résultat de l'épargne, il ajoute qu'il y a une « exception insignifiante »

« parce qu'une personne qui travaille pour son propre compte peut dépenser pour son compte personnel tout ce qu'elle produit sans se réduire à la misère ; et les provisions de produits nécessaires dont elle subsiste jusqu'à ce que sa récolte ait mûri ou que sa marchandise soit vendue, quoi qu'élles soient un capital réel, ne peuvent être considérées comme ayant été épargnées, puisqu'elles sont entièrement utilisées pour subvenir à ses propres besoins et peut-être aussi rapidement que si elles avaient été consommées dans l'oisiveté (3) ».

On détermine donc ainsi qu'une chose a été ou non épargnée, non par ce qu'elle existe réellement et constitue par suite pour le moment donné l'excès de la production sur la consommation, mais parce qu'elle devient en fin de compte. Un peu plus loin cependant il considère une augmentation d'épargne comme équivalente à l'existence d'un « plus grand excès de la production sur la consommation » et nous dit que « consommer moins que l'on ne produit est épargner ». Mais

(1) Sir Travers Twiss, *of Political Economy*.

(2) Stuart Mill, *Principles*, liv. I, ch. iv, § 1 ; 1re édit., p. 67, édit. populaire, p. 34 a ; édit. Guillaumin, p. 61.

(3) Stuart Mill, *Principles*, liv. I, ch. v, § 4, édition populaire, p. 43 a. Edit. Courcelle-Seneuil, p. 79. Dans la 1re édition, p. 85, on lit : et il n'y a pas eu d'abstinence [*no abstinence has been practised*] au lieu de : peut-être aussi rapidement, etc.

quoique l'épargne soit une consommation inférieure à la production, et que le capital soit un résultat de l'épargne :

« Un troisième théorème fondamental relatif au capital, intimement lié avec celui discuté en dernier, est que, bien qu'il soit épargné et le résultat de l'épargne, il est néanmoins consommé. Le mot épargne n'implique donc pas que ce qui est épargné n'est pas consommé [ni même que sa consommation soit différée], mais seulement que [s'il y a consommation immédiate] ce n'est pas la personne qui a épargné qui consomme (1). »

Et dans la section suivante, il est dit que « toutes les choses qui sont produites sont consommées, aussi bien celles qui sont épargnées que celles dont on dit qu'elles sont dépensées, et les premières tout aussi rapidement que les secondes » (2). C'est une simple paraphrase de la proposition d'Adam Smith que « ce qui est annuellement épargné est aussi régulièrement consommé que ce qui est annuellement dépensé et à peu près dans le même laps de temps » (3). Mais au lieu de tomber dans la confusion d'Adam Smith entre ce qui est actuellement épargné et le revenu de ceux qui produisent des choses épargnées, Suart Mill soutient sa proposition par l'assertion que toutes les choses qui constituent le stock ou capital d'un pays à un moment donné sont avec le temps usées et consommées. Ce n'est pas entièrement vrai ; mais même si cela était vrai, cela ne justifierait pas la formule que « ce qui est épargné (et par là Mill semble entendre le capital entier) est consommé ».

« L'accroissement du capital, dit-il, est semblable à l'accroissement de la population. Chaque individu, qui est né,

(1) J.-S. Mill, *Principles*, liv. I, ch. iv, § 5, 1re édit., vol. I, p. 87, édit. populaire, p. 44 a, trad. Courcelle-Seneuil, p. 81, les mots entre parenthèses ne figurent pas dans la 1re édition.

(2) *Ibid.*, liv. I, ch. v, § 6, 1re édit., vol. I, p. 91, édit. popul., p. 46 a.

(3) V. p. 93.

meurt, mais chaque année, le nombre des naissances excède celui des décès : par suite, la population augmente toujours, quoique aucun des individus qui la composent ne soit en vie que depuis une date très rapprochée (1). »

C'est exact, et c'est pourquoi nous ne pouvons pas plus dire « le capital est consommé » que nous ne pouvons dire « la population meurt ». Les individus dont la population est composée à un moment donné meurent, et les choses dont le capital est composé à un moment donné, ou une partie de ces choses, sont consommées, mais la population et le capital demeurent. Dans une section suivante, cependant, Suart Mill admet que quelques-unes des choses qui constituent le capital fixe ne nécessitent jamais un renouvellement complet, et adopte complètement les vues d'Adam Smith sur cette matière en soutenant cette proposition que « ce capital comme tout autre capital a été consommé, » en disant « qu'il a été consommé pour entretenir les travailleurs qui ont fait des améliorations, et par l'usure des instruments dont ils se sont servis » (1). Ici le capital est d'abord traité comme consistant dans les choses elles-mêmes « un dock ou un canal » par exemple, et ensuite comme consistant dans l'entretien et des outils qui ont été consommés pour produire ces choses. En résumé, on ne peut pas dire que Suart Mill en 1848 fut, si peu que ce soit, moins confus, relativement à l'origine et à la nature du capital d'une communauté, qu'Adam Smith en 1776.

Quant à la division du capital en capital fixe et en capital circulant, Suart Mill parle comme si les distinctions établies par Adam Smith, Ricardo et James Mill étaient identiques. Il dit : « le capital qui... remplit entiè-

(1) Stuart Mill, *Principles*, liv. I, ch. v, § 6, *in fine*, 1re édit., vol. I, p. 92, édit. populaire, p. 47 a, trad. Courcelle-Seneuil, p. 85.

(2) Stuart Mill, *Principles*, liv. I, ch. vi, § 1, 1re édit., vol. I, p. 109-110; édit. popul., p. 58, trad. Courcelle-Seneuil, p. 106.

rement son rôle dans la production dans laquelle il est engagé, pour un seul usage, est appelé Capital Circulant », ceci est du James Mill. « L'expression, qui n'est pas très exacte, est due à la circonstance que cette partie du capital nécessite d'être constamment renouvelée par la vente du produit fini et lorsqu'elle est renouvelée, elle est perpétuellement employée à l'achat de matières et au paiement de salaires ; de sorte que ce capital accomplit sa tâche non en étant conservé mais en changement de mains » ceci est de l'Adam Smith. « Une autre partie importante du capital, cependant, consiste en instruments d'un caractère plus ou moins permanent » ceci est du Ricardo — « dont l'efficacité vient, non du fait que l'on s'en sépare, mais de leur conservation » — de l'Adam Smith à nouveau — « et dont l'efficacité n'est pas épuisée par le seul usage » — à nouveau du James Mill. « Le capital qui existe dans une quelconque de ces formes durables, et dont le revenu s'étend sur une période de durée correspondante », — à nouveau du Ricardo — « est appelé Capital Fixe (1) ». Mais ainsi que Senior l'avait déjà montré pour deux d'entre eux, les trois critères de distinctions ne sont en aucune façon identiques. D'après Adam Smith, la semence de blé d'un fermier est du capital fixe parce qu'il ne veut pas la vendre. D'après Ricardo, c'est du capital fixe si l'on considère l'année comme une période longue, et du capital circulant si l'on considère l'année comme une période brève. D'après James Mill c'est du capital circulant parce qu'il est consommé dans un cycle d'opérations.

Stuart Mill admet qu'une partie du capital ne peut pas être considérée avec exactitude comme fixe ou circulant :

« Puisque toutes les richesses qui sont destinées à être employées pour la reproduction sont désignées sous le nom de

(1) Stuart Mill, *Principles*, liv. I, ch. vi, § 1, 1re édit., vol. I, p. 107-108, édit. populaire, p. 57, trad. Courcelle-Seneuil, p. 105.

capital, il y a des parties du capital qui ne correspondent pas à la définition de l'une des deux espèces de capital ; par exemple, le stock de marchandises finies et non vendues qu'un manufacturier ou un marchand possède dans ses magasins à un moment quelconque.

Mais au lieu de conclure que la division en capital fixe et circulant n'épuise pas les divisions possibles du capital, et que celui-ci doit être divisé en capital fixe, capital circulant, et une autre espèce de capital, il continue :

« Mais ceci, bien que ce soit du capital par sa destination, n'est pas encore du capital fonctionnant effectivement comme capital ; il n'est pas engagé dans la production mais doit d'abord être vendu ou échangé, c'est-à-dire, converti en une valeur équivalente de quelque autre marchandise, et par suite ce n'est encore ni du capital fixe ni du capital circulant ; mais cela deviendra soit l'un ou l'autre ; ou sera éventuellement divisé entre les deux. »

Si cependant la qualification ou la non qualification du capital est déterminée non par son usage actuel mais par sa destination finale, il est difficile de voir pourquoi le point de savoir si c'est du capital fixe ou du capital circulant ne serait pas déterminé par le même critère. Il est également difficile de voir comment l'expression si nette « échangée » est expliquée par la métaphore « convertie » (1).

§ 3. — *Doctrines des successeurs d'Adam Smith relatives aux Fonctions du Capital d'une Communauté.*

En ce qui concerne les fonctions du capital d'une communauté la *Nature et l'Origine de la Richesse Pu-*

(1) Ailleurs (Liv. I ch. IV, § 1 *ad fine* ; édit. popul., 35 b.) Mill dit : la « forme » des valeurs destinées à être productivement réinvesties, « quelle qu'elle puisse être est un accident temporaire ; mais, une fois qu'elles sont destinées à la production, elles ne peuvent manquer de

blique (*Nature and Origin of Public Wealth*) de Lauderdale marque un grand progrès sur la *Richesse des Nations*. Lauderdale niait que la fonction du capital soit de mettre le travail en mouvement ou de soutenir l'industrie, et apercevait que les fonctions attribuées au capital fixe appartenaient aussi au capital circulant.

Le capital peut être employé, dit-il, de cinq façons différentes :

1° A l'acquisition de constructions et de machines.

2° A procurer et à apporter au manufacturier les matières brutes, antérieurement aux salaires, ou à transporter le produit manufacturé sur le marché et à le livrer au consommateur ; ceci dans l'industrie nationale ;

3° A l'importation et à l'exportation ;

4° A l'agriculture ;

5° A la circulation [comme monnaie] (1).

Dans tous les cas où le capital est ainsi employé en vue de produire un profit, le profit résulte de ce que le capital « a remplacé une partie du travail qui aurait été accomplie autrement par la main de l'homme, ou de ce qu'il accomplit une part de travail que l'effort personnel de l'homme est impuissant à accomplir (2).

Relativement aux bâtiments et aux machines, il pensait qu'Adam Smith avait fait preuve « d'une étrange confusion d'idées » lorsqu'il disait que le machinisme facilite le travail ou augmente son pouvoir productif (3). « La même méthode de raisonnement, dit-il, conduirait à décrire l'effet d'un chemin de traverse raccourcissant la distance entre deux points de dix à cinq miles comme

trouver un moyen de se transformer en choses capables d'y être appliquées ». Le processus mystique n'est pas expliqué.

(1) LAUDERDALE, *Nature and Origin of Public Wealth*, p. 159.

(2) LAUDERDALE, *Nature and Origin of Public Wealth*, p. 161.

(3) *Id.*, p. 185, note. Cf. *Wealth of Nations*, liv. II, ch. II, p. 124 a. Edition Guillaumin, p. 346-47.

doublant la rapidité de marche du promeneur ». Il voulait dire que la machine « remplace le travail de l'homme ». La force de sa proposition résulte entièrement de l'exemple pris par lui, qui n'est pas très équitablement choisi. Si Adam Smith avait vécu à l'époque actuelle, il aurait pu rétorquer qu'il est sûrement préférable de dire qu'une bicyclette à billes et avec des pneumatiques augmente la capacité du travail productif (*locomotion* du cycliste par rapport à l'époque où il montait une de ces machines aujourd'hui démodées qui lui rompait les os (*an old fashioned bone-shaker*), que de dire qu'elle « remplace son travail ». Le promeneur de Lauderdale s'arrête apparemment quand il est arrivé au second des deux points, mais les hommes en général se comportent plutôt comme le cycliste qui, avec sa machine perfectionnée, produit le même travail qu'avant, mais accomplit une distance double.

Dans le cas de l'industrie nationale et étrangère, il enseigne que le capital remplace le travail de l'homme parce qu'un moindre travail est nécessaire pour produire un résultat donné lorsqu'il y a des intermédiaires tels que les boutiquiers, les manufacturiers et les négociants, que si les consommateurs devaient toujours traiter directement avec les producteurs. Le fait que l'intermédiaire épargne plus de travail au consommateur qu'il n'en dépense lui-même « prouve que c'est son capital et non lui-même » qui remplace le travail du consommateur :

« Quoique le propriétaire du capital ainsi employé épargne, par son usage, le travail du consommateur, il ne lui substitue en aucune façon une quantité égale de son propre travail ; ce qui prouve que c'est son capital et non lui-même qui accomplit cette tâche. Lui, grâce à son capital, sert peut-être trois cents consommateurs par un seul voyage, et les voitures, les bateaux et toute une machinerie tendant à remplacer le travail de l'homme peuvent trouver leur emploi, étant donnée la large échelle sur laquelle il opère, alors que chaque con-

sommateur n'en tirerait aucun bénéfice pour se procurer la faible quantité nécessaire à la satisfaction de son désir individuel (1). »

Le cas du capital employé dans l'agriculture est identique à celui du capital employé en constructions et machines. Le capital « circulant » ou monnaie, remplace le travail de l'homme en supprimant la nécessité des opérations laborieuses que comporte le troc.

« De ce bref examen, il ressort que le capital soit fixe ou circulant, soit engagé dans l'industrie nationale ou étrangère, loin d'être employé à mettre le travail de l'homme en mouvement, ou à ajouter à la force productive du travail, est au contraire uniquement utile ou profitable à l'humanité à raison de cette circonstance, *qu'il supprime ou bien la nécessité d'une partie du travail qui serait autrement accompli par la main de l'homme, ou bien qu'il accomplit une partie du travail qu'il est au delà des forces de l'homme d'accomplir*, et ce n'est pas une simple critique verbale, mais une distinction des plus importantes en soi (2). »

En général, cependant, les économistes de la première moitié du XIXe siècle semblent avoir été parfaitement satisfaits de la description faite par Adam Smith des fonctions du capital d'un pays.

Beaucoup d'entre eux semblent même avoir adopté sa doctrine que la grande utilité du capital est de rendre possible la division du travail. Un critique de Lauderdale dit dans l'*Edinburgh Review* :

« Le reste de la théorie de Lauderdale — son assertion que le capital employé dans le commerce remplace un travail de l'homme autrement inévitable — semble être résultée d'une méprise d'une nature différente, et devoir toute sa nouveauté à une confusion entre la cause éloignée et la cause immédiate. L'accumulation de capital est nécessaire à cette division du travail par laquelle son pouvoir productif est

(1) Lauderdale, *op. cit.*, p. 179.
(2) Lauderdale, *op. cit.*, p. 202-204.

augmenté, et son montant total diminué. Toute l'explication de Lord Lauderdale sur la manière dont le capital commercial et manufacturier remplace le travail de l'acheteur, se résout dans cette doctrine de la division des emplois. L'accumulation du stock rend une classe d'hommes capables de travailler dans une branche quelconque meilleur marché pour le reste de la communauté que si chaque classe travaillait dans chaque branche pour elle-même. L'épargne immédiate de travail de l'homme est ici le résultat de sa subdivision. C'est une conséquence de la même accumulation du stock qu'une classe d'hommes réunisse en une seule fois tous les objets nécessaires aux autres, et épargne ainsi à chacun la nécessité de les réunir lui-même, ce qui occasionnerait la répétition du même travail pour chaque transaction. Cette épargne également est occasionnée par la division du travail ; et tous les auteurs se sont accordés en rendant compte de la même manière du rapport entre la division du travail et l'accumulation du stock. La découverte de lord Lauderdale, consiste à sauter le chaînon intermédiaire de la chaîne et à décrire directement l'effet de ce que les professeurs avaient l'habitude d'appeler la *causa causæ* (1) ».

Sans aucun doute Lauderdale était dans son tort en ignorant la division du travail, mais cela ne peut guère prouver que l'exposé par « tous les auteurs » du rapport entre la division du travail et l'accumulation du « stock » soit exact. Le fait que la division du travail rend le travail de l'homme plus productif ne prouve pas que l'accumulation du capital employé dans le commerce rende le travail de l'homme plus productif seulement parce qu'il facilite la division du travail. Malthus, Ricardo et James Mill ont accordé peu d'attention à cette question. Mais Senior exprime une approbation des vues d'Adam Smith d'une manière qui peut être regardée comme équivalente à une condamnation. Se référant au passage de l'Introduction du livre II de la *Richesse des Nations* dans lequel Adam Smith s'efforce

(1) *Edinburgh Review*, vol. IV, p. 370.

d'expliquer le rapport entre l'accumulation du capital et la division du travail, il dit :

« Peut-être ceci est-il exprimé avec inexactitude ; il y a des cas nombreux dans lesquels la production et la vente sont simultanées. Les cas les plus importants de division du travail sont ceux qui attribuent à quelques membres de la communauté la tâche de protéger et d'instruire le reste. Mais leurs services sont vendus dans le temps même où ils sont accomplis. Et la même remarque s'applique à presque tous les produits auxquels nous donnons le nom de services. Il n'est pas non plus absolument nécessaire dans aucun cas (quoique, si les mots d'Adam Smith devaient être entendus littéralement, une telle nécessité pourrait en être inférée) qu'avant qu'un homme s'adonne à une branche particulière de la production, un stock de marchandises doive être emmagasiné pour le fournir de subsistance, de matières premières et d'outils jusqu'à ce que sa propre production soit achevée et vendue. Il est exact qu'on doit lui fournir ces divers objets ; mais ils n'ont pas besoin d'être emmagasinés avant qu'il ait commencé à se mettre au travail, ils peuvent avoir été produits, au fur et à mesure que son travail s'accomplissait. Des années doivent se passer souvent entre le commencement et la vente d'un tableau. Mais la subsistance du peintre, ses outils et les matières qu'il emploie ne sont pas emmagasinés avant qu'il se mette à l'ouvrage, ils sont produits au fur et à mesure, pendant le cours de son travail. Il est probable cependant que le sens réel de la phrase d'Adam Smith était, non que les fournitures elle-mêmes dont on a besoin au cours d'un travail en voie de réalisation doivent être déjà réunies lorsque le processus de production qu'ils doivent permettre d'aider ou rémunérer est sur le point de commencer, mais qu'il doit exister à ce moment un fonds ou une source d'où ils puissent être tirés lorsqu'on en a besoin. Ce fonds doit comprendre en nature certaines des choses demandées, le peintre doit avoir sa toile, le tisserand son métier et de la matière, non peut-être toute celle qu'il faudra pour achever sa pièce de tissu, mais assez pour la commencer. Toutefois, quant aux produits dont l'ouvrier aura besoin ultérieurement, il suffit que le fonds sur lequel il compte soit un fonds productif, restant constamment suffisant

pour ses besoins et virtuellement mis de côté pour y répondre (1). »

La critique est juste, mais l'explication (par laquelle il veut justifier Adam Smith) est boiteuse. Il n'est pas le moins du monde probable que lorsque Adam Smith dit qu'un « tisserand ne peut s'adonner entièrement à son travail particulier, à moins qu'il n'ait antérieurement emmagasiné quelque part... un stock suffisant pour assurer son entretien et pour le fournir des matières et des outils de son travail jusqu'à ce qu'il ait non seulement achevé mais vendu son tissu », le « sens réel » qu'il donnait était que les frais d'entretien et les matières utilisées par le tisserand devaient être tirés d'une source donnée lorsqu'il est besoin. D'ailleurs, le sens réel obligeamment inventé pour Adam Smith par Senior ne le démontre pas.

Les faits — que le peintre doit avoir sa toile, le tisserand son métier et sa matière, non en quantité suffisante peut-être pour achever son tissu, mais pour le commencer, et qu'un fonds productif (toujours suffisant pour satisfaire aux besoins successifs que le travailleur aura de ces produits), et virtuellement mis de côté pour y répondre au moment voulu, est nécessaire pour fournir ces produits qui seront successivement nécessaires au travailleur — n'ont rien à voir avec la division du travail. Quiconque peint doit avoir sa toile, qu'il se consacre principalement à peindre ou non, quiconque tisse doit avoir son métier et ses matériaux, que ce soit seulement un tisserand ou encore un étameur, un tailleur et un pharmacien. Et le « fonds productif » dont l'ouvrier a besoin de moment en moment n'est pas constitué à l'aide de « l'abstinence » et, par suite, n'est pas, même d'après Senior lui-même, du « capital ». Le boulanger ne s'abstient pas lorsqu'il donne satisfac-

(1) SENIOR, *Political Economy*, édit. in-8, pp. 78-79.

tion aux besoins du tisserand en lui fournissant du pain en échange de vêtements, pas plus que le tisserand ne s'abstient lorsqu'il donne satisfaction aux besoins du boulanger en lui fournissant des vêtements en échange de pain.

Naturellement, aucun économiste n'a pu manquer de voir que la fonction du « capital fixe », le stock de machines et d'instruments de production, est de rendre les hommes capables de produire la richesse plus aisément. Cela était regardé comme un fait évident qui nécessitait au plus une mention en passant (1). Mais à la fin du XVIII[e] siècle et au commencement du XIX[e] siècle, le haut prix du blé concentra l'attention sur la subsistance et le capital du fermier producteur de blé; alors qu'elle ne l'était avant que sur le produit et le capital en général. Or le capital du fermier producteur de blé consiste plus largement que le capital total du pays en ce qu'Adam Smith appelle le capital circulant. Il est vrai que sur chaque espace cultivé en blé, on emploie une quantité considérable de capital fixe, mais en Angleterre, elle appartenait pour la plus grande partie au landlord, et, étant louée en même temps que la terre, était aisément confondue avec elle. En outre,

(1) Le fait est implicite plutôt qu'exposé clairement chez Ricardo et Malthus. Il est mentionné par TORRENS, *Production of Wealth* (Production de la Richesse) pp. 69-71 ; James MILL, *Elements*, 2[e] et 3[e] éd., p. 16 ; M'CULLOCH, *Principles*, pp. 96-97 ; SENIOR en parle plus longuement, *Political Economy* (Economie Politique), 8[e] édit., pp. 67-73, et fait remarquer que « donner quelque chose qui en soit un résumé adéquat, si brièvement que ce soit, excéderait de beaucoup les limites de son traité » (p. 69). Stuart MILL paraît l'ignorer entièrement dans ses trois chapitres sur le capital. Dans le chapitre suivant : « De quoi dépend le degré de Productivité des Agents Productifs », il fait quelques observations sur ce sujet et renvoie ses lecteurs à BABBAGE, *Economy of Machinery and Manufactures* (Economie du Machinisme et des Manufactures), mais seulement dans une section (§ 4) sur les effets de l'habileté et de la science supérieures sur la productivité de la terre, du travail et du capital (1[re] édit., vol. I, p. 127, *edit. popul.*, p. 66 b.

beaucoup du capital en argent avec lequel un fermier producteur de blé était supposé commencer son exploitation, était dépensé en salaires. A cause de ces faits, les économistes de l'époque en vinrent à regarder le capital circulant comme la partie la plus importante du « capital » et le « fonds pour l'entretien du travail de l'homme » comme composant presque entièrement le capital circulant. Le capital fixe était parfois si complètement oublié que le mot « capital » pouvait être employé pour indiquer le fonds servant seulement à l'entretien du travail ; les machines (*machinery*) étant placées dans une catégorie séparée. Ricardo, comme nous l'avons vu (1), dans sa Préface, fait des machines une nécessité de la production additionnelle au capital. Cela pourrait être regardé comme une simple tautologie si nous n'avions le témoignage d'une de ses lettres à Malthus pour montrer jusqu'à quel point il séparait les machines du capital :

« Je n'aperçois pas clairement, dit-il, la distinction que vous croyez importante entre la productivite de l'industrie et la productivité du capital. Chaque machine qui réduit le travail de l'homme ajoute à la productivité de l'industrie, mais elle ajoute aussi à la productivité du capital. L'Angleterre avec un machinisme et un capital donnés a un plus grand produit net réel que les habitants de Tahiti avec le même capital sans les machines, qu'il s'agisse des manufactures ou des produits du sol. Il en sera ainsi parce qu'on emploie beaucoup moins d'ouvriers pour obtenir le même produit. L'industrie est plus productive ; de même le capital. Il me semble que l'un est une conséquence nécessaire de l'autre, et que l'opinion que j'ai émise et que vous combattez, à savoir que dans le progrès de la société, indépendamment de tout perfectionnement dans l'habileté des ouvriers et dans le machinisme, le produit de l'industrie diminue constamment, en ce qui concerne la terre, et par conséquent que le capital devient moins productif » (2).

(1) Ci-dessus, p. 54.

(2) Lettres à Malthus, édition Bonar, p. 95.

Par suite de leur habitude de regarder le « fonds pour l'entretien du travail de l'homme » comme l'élément le plus important du capital, les premiers économistes du XIXe siècle s'attachèrent avec ferveur à l'idée d'Adam Smith que l'entretien du travail productif est la principale fonction du capital d'un pays. Adam Smith semble avoir eu dans l'esprit le tableau d'un « capitaliste » arrivant dans un village avec son capital et transformant des domestiques et des mendiants « oisifs » en travailleurs « industrieux ». Mais dans la génération suivante, Malthus, avec sa doctrine que l'augmentation ou la diminution de la population d'un pays suit l'augmentation ou la diminution du montant des subsistances produites dans ce pays, place la théorie sur une base nouvelle. La tendance de son étude était d'identifier la « population » et le nombre de travailleurs, les « subsistances » et le « capital » et de faire ainsi du capital une chose qui doit être fournie avant que les travailleurs puissent exister, plutôt qu'une influence vivifiante qui rend industrieux les hommes oisifs. Cependant, une fois au moins, un effort fut fait pour rappeler l'attention sur l'existence de capital en dehors des fonds pour l'entretien du travail de l'homme et pour démontrer que le montant du travail industriel employé, doit dépendre du montant de ces fonds seulement et non de l'importance du capital total. Un Comité de la Chambre des Communes (Comité des Lois des Pauvres), qui fit son rapport en 1817, déclara que :

« Le nombre de personnes qui peut être employé à travailler doit dépendre absolument du montant des fonds qui seuls sont applicables à l'entretien du travail. De quelque façon que ces fonds puissent être employés ou dépensés, la quantité de travail entretenu par eux dans le premier cas sera très sensiblement la même. L'effet immédiat d'un emploi obligatoire de la totalité ou d'une partie de ces fonds est de changer l'emploi, non de modifier le montant des fonds. La partie, quelle qu'elle soit, qui est employée d'après les prescriptions de la loi aurait été em-

ployée à quelqu'autre objet si l'argent avait été distribué par le propriétaire originaire. Donc, quiconque est entretenu en vertu de la loi, comme pauvre travaillant, est seulement entretenu à la place d'un autre individu, qui, sans cela, aurait gagné par sa propre activité l'argent attribué au pauvre » (1).

La lecture de ce passage suggéra à John Barton, — l'auteur des *Observations sur les Circonstances qui influent sur la condition des classes laborieuses de la Société* (*Observations on the circumstances which influence the condition of the Labouring Classes of Society*), brochure, dont Ricardo a fait l'éloge en disant qu'elle contenait « beaucoup d'informations précieuses », (2), et louée par Malthus (3), comme « ingénieuse » — les remarques suivantes, qui semblent être l'origine de toutes les discussions ultérieures sur les effets d'une opération quelque peu imaginaire connue comme « la conversion du capital circulant en capital fixe » :

« Il ne semble pas que chaque accumulation de capital mette nécessairement en mouvement une quantité additionnelle de travail. Prenons un exemple : un manufacturier possède un capital de £ 1000 qu'il emploie à entretenir trente tisserands, qu'il paye chacun £ 50 par an. Son capital soudainement s'accroît jusqu'à £ 2000. Avec des moyens doubles il n'embauche cependant pas un nombre double d'ouvriers, mais il dépense £ 1500 à installer des machines à l'aide desquelles cinq hommes sont capables d'accomplir la même quantité de travail que vingt auparavant. N'y a-t-il pas alors quinze hommes renvoyés comme conséquence de ce que le manufacturier a augmenté son capital ?

Mais la construction et la réparation des machines n'emploient-elles pas un certain nombre d'ouvriers ? Sans aucun

(1) *Report from the select Committee on the Poor Laws*, 1817, n° 462, p. 17 (vol. VI, dans la Collection de la Chambre des Communes).

(2) Ricardo, *Principles*, 3e édit. des *Works*, p. 241 en note édit. Guillaumin, p. 332.

(3) Malthus, *Political Economy*, p. 261, note édit. Guillaumin p. 264.

doute. Comme dans l'hypothèse une somme de £ 1500 a été dépensée, on peut supposer qu'elle a servi à employer trente hommes pendant une année à £ 50 chaque. Si les machines doivent durer quinze ans (et elles s'usent rarement plus vite), trente ouvriers pourraient, alors, toujours fournir des machines à quinze manufacturiers ; par suite on peut dire que chaque manufacturier en emploie constamment deux. Admettons aussi qu'un homme est toujours employé aux réparations nécessaires. Nous avons donc cinq tisserands et trois fabricants de machines là où il y avait avant vingt tisserands » (1).

Il peut aussi être permis de penser que le manufacturier pourra employer deux domestiques de plus, puisque son revenu aura augmenté de £ 100 à £ 200, mais même dans ce cas, nous avons un total de dix personnes employées au lieu des vingt tisserands. Il en infère que « la demande de travail dépend de l'augmentation du capital circulant et non de celle du capital fixe ».

« S'il était vrai que le rapport entre ces deux sortes de capitaux est le même à tous les temps et dans tous les pays, alors, en vérité, il s'ensuit que le nombre de travailleurs employé est proportionnel à la richesse de l'Etat. Mais une situation semblable n'a pas l'apparence de la probabilité. A mesure que les beaux-arts sont cultivés et que la civilisation s'étend, le rapport du capital fixe au capital circulant est de plus en plus grand. Le montant de capital fixe employé à la production d'une pièce de mousseline anglaise est au moins cent fois, probablement mille fois plus grand que le montant employé à produire une pièce similaire de mousseline indienne. Et la proportion de capital circulant employé est cent ou mille fois plus petite. Il est aisé de concevoir que dans certaines circonstances, la totalité de l'épargne annuelle d'un peuple industrieux pourrait être ajoutée au capital fixe, auquel cas, cette épargne n'a pas l'effet d'augmenter la demande de travail » (2).

(1) John Barton, *op. cit.*, p. 15.

(2) John Barton, *op. cit.*, p. 16, cité par Ricardo, in *Works*, p. 241 note édit. Guillaumin, p. 332.

Ricardo, commentant ce passage dans son chapitre sur « le Machinisme » qu'il ajouta à la troisième édition de ses *Principes*, fait des objections à la dernière phrase mais pratiquement il concède tout ce que Barton soutenait :

« Il n'est pas aisé, je pense, dit-il, de concevoir que dans n'importe quelles circonstances, une augmentation de capital ne serait pas suivie d'une demande croissante de travail ; le plus qu'on puisse dire est que la demande suivra un taux décroissant » (1).

C'est admettre clairement que le montant de travail ne varie pas dans la même proportion que le capital total, quoiqu'il varie toujours dans la même direction, et lorsque Ricardo continue à enseigner que chaque augmentation du capital total (quoiqu'elle puisse se faire « suivant un taux décroissant ») augmente la demande de travail, nous devons comprendre qu'il nous l'enseigne, non parce qu'il pense que le capital total règle la demande de travail, mais parce qu'il pense que chaque augmentation du capital total est nécessairement accompagnée d'une augmentation du capital circulant. Il est d'accord avec Barton en croyant que si le capital fixe s'accroît aux dépens du capital circulant, le fonds consacré à l'entretien du travail sera diminué. Malthus cependant pensait que la nouvelle théorie n'était pas nécessaire parce que « là où la substitution de capital fixe épargne une grande quantité de travail qui ne peut être employé ailleurs, elle diminue la valeur du produit annuel et retarde l'augmentation de capital et de revenu si on les considère ensemble (2) ». Démêler le sens confus de la pensée dans cette phrase, demanderait à soi seul un livre entier.

(1) Ricardo, in *Works*, p. 241 note édit. Guillaumin, pp. 332.
(2) Malthus, *Political Economy*, p. 261, édit. Guillaumin, p. 210.

James Mill ne semble pas avoir fait la moindre attention à la distinction établie par Barton et admise par Ricardo :

« Si, dit-il, les instruments de travail, les matières sur lesquelles on les emploie, et la subsistance de l'ouvrier, sont compris sous le nom de capital, il découle nécessairement que l'industrie productive de chaque pays est en proportion de son capital; qu'elle augmente quand son capital augmente, et diminue quand son capital diminue. Il est évident que quand il y a plus d'instruments de travail, plus de matières à travailler, et plus de salaires pour les ouvriers, il y a plus de travaux, pourvu qu'il y ait un plus grand nombre d'ouvriers. Si on ne peut les trouver, deux choses arriveront ; les salaires hausseront, ce qui, en donnant une impulsion à la population, augmentera le nombre d'ouvriers ; tandis que le manque immédiat de main-d'œuvre incitera l'ingéniosité des capitalistes à y suppléer par de nouvelles inventions de machines et par une distribution et une division du travail ayant un plus grand avantage » (1).

La première partie de ce passage semble une réaffirmation de la théorie d'Adam Smith, mais la dernière partie rend quelque peu douteux le sens que James Mill donnait au mot *industry*.

De ce que M'Culloch traite de « l'accumulation et de l'emploi du capital » seulement comme de l'un des « moyens par lesquels la puissance productive du travail de l'homme est augmentée », le lecteur pourrait être tenté de conclure qu'il avait abandonné la théorie d'après laquelle la principale fonction du capital d'un pays est d'entretenir ses ouvriers, mais ce serait une erreur. Après avoir traité de la façon suivant laquelle le capital augmente la puissance productive du travail de l'homme, il ajoute, comme une sorte d'appendice :

« Il y a d'autres considérations qui illustrent également

(1) James Mill, *Elements*, 2e édit., p. 24-25, légèrement modifié dans la 3e édit. p. 24-25.

l'extrême importance de l'accumulation et de l'emploi du capital. Le produit du travail d'une nation ne peut être augmenté autrement que par une augmentation du nombre de ses ouvriers ou de leur puissance productive. Mais sans une augmentation de capital il est dans la plupart des cas impossible d'augmenter avec avantage le nombre d'ouvriers. Si la nourriture et le vêtement destinés à l'entretien des ouvriers, les outils et les machines avec lesquels ils doivent travailler, sont tous requis pour l'entretien et l'emploi efficace de ceux qui existent déjà, il ne peut y avoir de demande additionnelle de nouveaux ouvriers » (1).

Toutefois cette théorie ne trouve pas place dans l'*Economie Politique* de Senior et perdait graduellement son influence sur l'esprit de la masse lorsqu'elle réapparut dans l'ouvrage de Stuart Mill. La première des propositions fondamentales de Mill relatives au capital, c'est que « l'industrie est limitée par le capital ». « Cela est si évident, dit-il, que cela est regardé comme acquis dans beaucoup des formes habituelles du discours ». Par exemple :

« Le fait de consacrer le travail industriel à un emploi particulier est exprimé par la phrase « appliquer le capital » à cet emploi. Employer l'activité économique à la terre, c'est appliquer le capital à la terre. Employer le travail de l'homme dans une manufacture, c'est investir le capital dans cette manufacture. Ceci implique que l'activité économique ne peut être employée dans une plus large mesure qu'il n'y a de capital investi » (2).

Il est difficile d'attribuer un sens, quel qu'il soit, à cette dernière proposition. Si Mill avait prouvé qu' « employer un ouvrier dans une manufacture c'est investir £ 100 de capital dans cette manufacture », il aurait pu dire intelligiblement que cela implique que l'on ne

(1) M'Culloch, *Principles*, p. 100, édit. Guillaumin, p. 111.
(2) J. Stuart Mill, liv. I, ch. v, § 1, 1re édit., vol. I, p. 78 ; édit. populaire, pp. 39-40 édit. Courcelle-Seneuil, p. 72.

peut employeer d'ouvriers en nombre plus grand que un par cent livres de capital. Recherchant quelque base plus sûre pour cette proposition que le capital limite le travail industriel, il retombe sur la nécessité pour l'existence des travailleurs d'une provision d'aliments :

« Il ne peut y avoir plus de travail industriel que celui qui peut être satisfait par les matières premières à travailler et les aliments à manger. Aussi évident en soi que l'est ce fait, on oublie souvent, que la population d'un pays est nourrie et qu'il est pourvu à la satisfaction de ses besoins, non par le produit du travail présent, mais par celui du travail passé. Elle consomme ce qui a été produit, non ce qui est sur le point d'être produit. Or, de ce qui a été produit, une part seulement est consacrée à l'entretien du travail productif et il n'y a pas et il ne peut pas y avoir davantage de ce travail que ce que la partie ainsi attribuée (et qui est le capital d'un pays) peut nourrir et alimenter en matières premières et instruments de production » (1).

Il est parfaitement évident que l'industrie ou le travail ne peuvent jamais être arrêtés par l'inaccessibilité des matériaux ou par l'absence d'instruments de production, tant que l'on peut obtenir la nourriture, la boisson, et, dans certains cas, l'habillement et le chauffage. L'inaccessibilité des matériaux et l'absence d'instruments de production rendront plus laborieux le processus de production, mais n'arrêteront pas le travail. Ainsi, l'argumentation de Mill repose en réalité entièrement sur la nécessité de la nourriture pour les travailleurs, quoiqu'il ait *négligemment* fait entrer en ligne de compte les matières premières et les instruments de production. Il nous dit d'abord, que « la population d'un pays » est entretenue par le produit du travail passé et que, une part seulement de ce produit est « attribuée » aux travailleurs productifs, e

(1) J. Stuart Mill, *Principles*, liv. I, ch. v, p. 1, 1re édit., vol. I, p. 79, édit. populaire, p. 40 a, édition Courcelle-Seneuil, p. 73.

alors, il nous invite à conclure que le nombre des travailleurs productifs ne peut être supérieur à celui que la part du produit du travail qui leur est attribuée (périodiquement ?) peut entretenir. On pourrait dire exactement la même chose de toute catégorie ; par exemple, on pourrait dire, avec autant de vérité, qu'il ne peut y avoir plus de propriétaires fonciers que le produit du travail passé attribué aux propriétaires fonciers n'en entretiendra. Il peut, bien entendu, y avoir un plus petit nombre de propriétaires fonciers que le produit qui leur est attribué n'en entretiendrait, mais Mill continue en admettant aussi qu'il peut y avoir un plus petit nombre de travailleurs que le produit qui leur est attribué n'en pourrait entretenir (1). Ainsi si l'on admet la vérité de la proposition mise entre parenthèse par Mill, que le produit attribué aux travailleurs productifs est le capital du pays, il serait tout aussi exact de dire : « La propriété foncière est limitée par la rente », que de dire : « l'industrie est limitée par le capital ».

La seule raison de Mill pour écrire ce paragraphe, semble avoir été qu'il considérait la proposition « l'industrie est limitée par le capital » comme une formule de combat utile pour attaquer l'inexactitude protectionniste : donner emploi ou créer une industrie :

« Un gouvernement, dit-il, par des lois prohibitives, arrêterait l'importation d'un produit donné ; et lorsqu'il aurait par là amené ce produit à être fabriqué dans le pays, il se vanterait d'avoir enrichi le pays d'une nouvelle branche d'industrie...

Si les législateurs avaient su que l'industrie est limitée par le capital, ils auraient vu que le capital global d'un pays

(1) J. Stuart Mill, liv. I, ch. v, § 2, commence ainsi : « Parce que l'industrie est limitée par le capital, nous ne devons pas cependant conclure qu'elle atteint toujours cette limite. Il peut ne pas y avoir un aussi grand nombre de travailleurs que le capital en pourrait employer et entretenir ». 1re édit., vol. I, p. 80, édit. populaire, p. 80 a, édit. Courcelle-Seneuil, p. 74.

n'ayant pas été augmenté, chaque fraction de ce capital dont ils auraient, par leurs lois, déterminé l'emploi, dans la branche nouvellement acquise d'industrie, doit avoir été retirée d'une autre branche ou non investie dans une autre à laquelle elle donnait où elle aurait probablement donné emploi à la même quantité de travail qu'elle le fait dans la nouvelle industrie » (1).

Cette argumentation est bien entendu entièrement détruite par le fait qu'il admet que l'industrie n'atteint pas toujours la limite extrême qui lui est imposée par le montant du capital. Toutes les fois qu'elle n'atteint pas cette limite supposée (et, qui peut dire quand elle l'atteint ?) une nouvelle industrie pourrait, d'après sa propre théorie, être créée sans capital additionnel. Il abandonne lui-même son point de vue lorsqu'il admet que « là où l'industrie n'est pas parvenue à la limite imposée par le capital, les gouvernements peuvent, par différents moyens, par exemple par l'importation d'une addition de travailleurs » [« ou », ajouteraient naturellement les protectionnistes « en imposant des droits protecteurs sur les produits de l'industrie étrangère »] l'amener plus près de cette limite (2).

D'après les habitudes auxquelles dans les pays de langue anglaise nous sommes accoutumés, on peut dire avec vérité que ce sont les capitalistes ou les propriétaires du capital qui, pour la plus grande partie, prennent l'initiative des entreprises industrielles, et ainsi, d'une certaine manière, « mettent le travail en mouvement ». Mais ce n'est certainement pas le capital lui-même, une simple masse inerte d'objets, qui met l'industrie en mouvement. Ce n'est pas non plus la grandeur du capital qui décide quelle quantité de travail sera mise en mouvement. Chacun sait que, ni le nombre des

(1) J. Stuart Mill, liv. I, ch. v, p. 1, 1re édit., vol. I, pp. 79-80, édition populaire, p. 40 b, édition Courcelle-Seneuil, p. 73-74.

(2) Stuart Mill, liv. I, ch. v, § 2, 1re édit., vol. I, p. 81, édit. populaire, p. 41 a, édition Courcelle-Seneuil, p. 75.

ouvriers dans chacun des différents pays, ni la durée de leur temps de travail, ni l'énergie qu'ils développent, ne sont réglés par l'étendue des différents capitaux nationaux. Un pays qui est pauvre en capital global peut être plus peuplé et plus industrieux que tel qui est riche en capital ; la destruction d'une partie du capital d'un pays, tandis qu'elle diminuerait certainement le produit de l'industrie, ne diminuerait pas sérieusement (1) la quantité d'industrie, à moins que la destruction ne soit si grande qu'elle n'aboutisse à la famine ou à la maladie ; et, enfin, une augmentation du capital du pays peut provoquer, et provoque souvent, non pas une augmentation, mais une diminution de l'industrie en permettant à un plus grand nombre de personnes de vivre « sur leurs ressources ».

On ne peut même pas dire, à proprement parler, que le capital d'un pays sert à l'entretien (*support*) de ses ouvriers. Servir à l'entretien des ouvriers, aussi bien qu'à celui des propriétaires fonciers, des capitalistes et de leurs familles, c'est le rôle, non pas du stock accumulé de produit, mais de la *fourniture* des produits disponibles. L'utilité des choses, comme produit périodique, doit être entièrement distinguée de l'utilité du stock accumulé de ces choses. Si l'on faisait une découverte qui nous permît de faire mûrir le blé pendant toute l'année, au lieu qu'il ne mûrisse qu'en automne, l'utilité du grain ne serait pas affectée ; nous aurions besoin chaque année de la même quantité de pain, pour en être également bien approvisionné. Mais l'utilité d'un grand stock de blé serait entièrement détruite, il ne serait d'aucune utilité d'accumuler la récolte d'une année de grain et de l'emmagasiner. C'est le produit

(1) Naturellement, comme n'importe quelle autre catastrophe elle provoquerait probablement une désorganisation des affaires et par conséquent un manque de travail dans certaines branches de l'industrie.

annuel de grain, ou plutôt le produit journalier de pain qui entretient la population, et le stock annuel de grain emmagasiné dans les granges et les élévators en octobre existe seulement en vue d'assurer que le pain journalier sera fourni avec la régularité nécessaire.

Si donc, le capital d'un pays consistait entièrement en stock de récoltes de céréales, son rôle direct ne serait pas d'entretenir les travailleurs, mais seulement de faciliter l'entretien de la population totale en augmentant l'utilité du produit du travail. Mais, en fait, les stocks des récoltes de céréales forment une très petite portion du capital total d'un pays et personne ne s'est jamais sérieusement imaginé que le rôle des stocks des « terres améliorées » des bateaux, des chemins de fer, des usines, des entrepôts, des boutiques, des outils, et autres choses semblables, est d'assurer l'entretien du travail. Et si le capital d'un pays est une expression utile et commode, nous devrions naturellement nous attendre à ce qu'il soit possible de lui assigner une fonction générale quand on le considère dans sa totalité. Adam Smith était sur la véritable voie lorsqu'il découvrit qu'une part du « capital circulant », le stock de monnaie, ressemblait, à beaucoup de points de vue, au « capital fixe ». Il lui fut possible de le découvrir, parce qu'il était obligé, par la nécessité de la situation, de regarder la monnaie comme un stock et non comme une fourniture annuelle du produit. S'il avait clairement conçu les autres éléments du capital circulant comme des stocks accumulés, il aurait vu que les points de ressemblance qu'il avait aperçus entre la monnaie et le capital fixe se trouvaient aussi entre le reste du capital circulant et le capital fixe. Il dit que le stock de monnaie ressemble au capital fixe, d'abord, parce que le coût de son entretien n'est pas une part du revenu net de la société ; en second lieu, parce que le stock lui-même ne forme pas une part du revenu net ; et, en troisième lieu,

parce que chaque économie dans la dépense d'entretien, constitue un avantage pour la société. Tout ceci peut être dit d'un des stocks quelconques, soit de « capital circulant », soit « des réserves de consommation ». Le coût — qui, en tant que la communauté est intéressée signifie le travail — de la conservation du stock de maisons en bon état de réparation, et de la conservation du stock de blé à l'abri de l'humidité et dans de bonnes conditions, n'est évidemment pas une part de revenu de la communauté. Les stocks d'huile à machine, de blé et de maisons ne font pas partie du revenu (*revenue*) de la collectivité, le revenu pour chaque année consiste dans les choses « qui sont nécessaires, qui conviennent, ou qui servent à notre amusement », produites et dont on a joui pendant l'année, plus, toutes les additions au stock existant au commencement de ladite année. Et, finalement, toute épargne dans la dépense d'entretien du stock des maisons de l'huile à machines et du blé, sont d'un avantage évident pour la communauté.

Loin que ce soit une bonne méthode, comme l'imaginait James Mill (1), d'assimiler par une supposition le capital fixe au capital circulant ; on aurait dû chercher la vraie solution dans la direction suggérée par le chapitre d'Adam Smith, « Sur la Monnaie », et par la théorie de Lauderdale du « remplacement du travail ». Au lieu d'avoir, ou bien oublié le capital fixe, ou de

(1) « Il y a une façon de considérer le revenu brut du capitaliste, qui a une tendance à simplifier notre langage, et dans cette mesure se recommande par un avantage considérable. Le capital fixe et le capital circulant peuvent être traités comme étant de même espèce, en considérant simplement le capital fixe comme un produit qui est régulièrement consommé et remplacé par chaque cycle d'opérations productives. Le capital non consommé peut toujours être pris comme un produit additionnel, le résultat du processus de production.

« Suivant cette supposition, la part du capitaliste est toujours égale à la totalité de son capital et de son profit réunis ». James MILL, *Elements*, 3e édit., pp. 80-81.

l'avoir assimilé au capital circulant, les successeurs d'Adam Smith auraient dù montrer que la fonction du « capital circulant » est la même que celle qui a toujours été assignée au « capital fixe », à savoir de permettre à une quantité égale de « travail » de produire davantage des produits nécessaires ou commodes et d'amusements qu'il le pourrait sans lui.

CHAPITRE V

LE TROISIÈME FACTEUR DE LA PRODUCTION : LA TERRE

§ 1. — *De la terre en général et de la quantité de terre par tête.*

Tout ce qui est utile à l'existence de l'homme, « dérive de la terre (1) », dit Hume. Torrens, toujours grandiloquent, déclare :

« La terre fournit spontanément des productions calculées de façon à satisfaire aux besoins et aux désirs des êtres vivants qui résident à sa surface. L'atmosphère environnante, la profondeur des eaux, les entrailles de la terre et par dessus tout l'extérieur du sol, abondent en substances adaptées à nos besoins. Il en résulte que l'air, l'eau et la terre, et même les lois physiques qui déterminent leurs combinaisons, peuvent être considérés comme les instruments primaires de la formation de la richesse. Cependant, pour éviter des circonlocutions inutiles, les agents naturels constituant les instruments primaires de la production sont généralement compris dans le terme « terre », parce que la terre est l'élément le plus important de cette catégorie et que sa possession donne généralement la disposition de tous les autres (2). »

Il a toujours été reconnu que, dans ce sens, élargi, la « terre » est une nécessité pour la production. Il en est

(1) D. Hume, *Essay of Interest*, dans *Essays* (éd. de 1770), vol. II, p. 68.
(2) Torrens, *Production of Wealth*, p. 67.

de même du fait que la productivité de l'industrie doit dépendre en partie de la qualité primitive de la « terre », c'est-à-dire de la fertilité naturelle du sol, de l'accessibilité des minéraux, de la richesse des pêcheries, etc. Il n'y a jamais eu aucun doute sur ce point.

C'est seulement à la fin du XVIII[e] siècle qu'avait commencé à se développer la théorie économique relative à la façon dont la productivité de l'industrie peut être affectée par la quantité de terre disponible *per capita*, ou, pour exprimer la même idée en d'autres termes, par la densité de la population.

§ 2. — *Les Idées du* XVIII[e] *siècle sur la population.*

Au XVII[e] et au XVIII[e] siècle, le sentiment général semble avoir considéré favorablement chaque accroissement de population. En France, Vauban écrivait en 1698 :

« Il est constant que la grandeur des rois se mesure par le nombre de leurs sujets, c'est en quoi consiste leur bien, leur bonheur, leurs richesses, leurs forces, leur fortune et toute la considération qu'ils ont dans le monde (1). »

En Angleterre Joshua Gee écrivait en 1729 : « Les populations nombreuses ont été considérées comme la richesse d'un Etat (2). »

Le digne Vicaire de Wakefield « eut toujours pour opinion que l'honnête homme qui se marie et élève une nombreuse famille rend plus de services que celui qui continue à vivre seul et à parler de population (3) ».

(1) VAUBAN, *Dîme royale* (Petite bibliothèque économique), Guillaumin, p. 18.

(2) JOSHUA GEE, *Trade and Navigation of Great Britain considered* (Préface)

(3) GOLDSMITH, *Vicar of Wakefield*, 1776, vol. I, p. 1.

Hume parle de « la règle générale que le bonheur d'une société quelconque et sa populosité sont nécessairement subordonnés l'un à l'autre (1) ». Pour Adam Smith « le signe le plus décisif de la prospérité d'un pays est l'accroissement du nombre de ses habitants (2) ». Et encore aussi tardivement qu'en 1796, Pitt pensait qu'un homme « avait enrichi son pays » en procréant beaucoup d'enfants, même si la famille entière était dans la misère. Il combattit le bill de Whitbread pour la réglementation des salaires des ouvriers mariés, en partie parce qu'il n'établissait aucune différenciation en faveur des familles nombreuses, et suggéra, comme alternative, d'amender la Loi des pauvres :

« Accordons, dit-il, un secours dans les cas où il y a de nombreux enfants : que ce soit droit et honneur (que d'en avoir) au lieu d'opprobre et de mépris. Une famille nombreuse sera ainsi une bénédiction au lieu d'être une malédiction ; et ceci déterminera une frontière convenable entre ceux qui, par leur travail, peuvent se suffire à eux-mêmes et ceux qui, après avoir enrichi leur pays par leurs nombreux enfants, ont droit à son assistance pour les aider à vivre (3). »

Les « puissants, les influents et les riches » étaient prêts à reconnaître avec Paley que :

« On peut et on doit supposer dans toutes les délibérations politiques qu'il y a une plus grande somme de bonheur chez *dix* personnes qui possèdent les moyens d'avoir une saine

(1) D. Hume, *Essays of the Populousness of Ancient Nations*, dans *Essays* (éd. de 1770), vol. II, p. 179, note.

(2) Adam Smith, *Wealth of Nations*, liv. I, ch. viii, p. 32 a ; édit. Guillaumin, p. 88.

(3) Hansard, vol. XXXII, pp. 709-710. Whitbread ne se reconnut pas vaincu, il répliqua : « Dans le cas particulier de travailleurs qui ont à subvenir aux besoins d'une famille nombreuse, la solution la plus sage pour le Gouvernement serait — au lieu d'assimiler le secours accordé à un acte de charité, doté peut-être de ressources précaires et distribuées à regret — de créer de suite une prime libérale à titre d'encouragement aux familles nombreuses ».

subsistance, que celle que peuvent obtenir *cinq* personnes ayant tous les avantages de la puissance, de l'abondance de biens et du luxe. »

et que, par suite

« La réduction de la population est le plus grand mal dont un Etat puisse souffrir et que son accroissement est l'objet auquel on devrait tendre dans tous les pays, de préférence à toute autre fin politique quelle qu'elle soit (1). »

Il suffit que le troupeau commun (sic) [la masse] ait une saine subsistance. Cantillon semble avoir senti qu'il n'était pas en communion de sentiment avec son époque quand il faisait ces observations :

« C'est aussi une question qui n'est pas de mon sujet de savoir s'il vaut mieux avoir une grande multitude d'Habitans pauvres et mal entretenus, qu'un nombre moins considérable mais bien plus à leur aise ; un million d'Habitans qui consomment le produit de six arpens par tête, ou quatre millions et demi qui vivent de celui d'un arpent et demi (2). »

Il était complètement reconnu, d'ailleurs, qu'il y a des freins à l'accroissement de la population ou que la population d'un pays ne s'accroît pas ordinairement aussi vite que si chacun se mariait à 16 ans et vivait jusqu'à 70. Il était également reconnu que les freins actuels étaient principalement les mœurs vicieuses, corrompues et violentes et la simple incapacité de s'assurer une « saine subsistance ». Un auteur italien, Giovanni Botero (dont le traité sur « *Les causes de la magnificence et de la grandeur des cités* » fut traduit en anglais en 1606 et cité dans l'*Origin of Commerce* d'Anderson) dit :

« Les grandes cités sont plus sujettes aux disettes que les petites et les épidémies les dévastent plus et plus souvent, et

(1) Paley, *Moral and Political Philosophy*, 1785, livr. VI, ch. xi, 3e et 4e paragraphes.

(2) Cantillon, *Essai sur le commerce*, p. 113.

provoquent une plus grande perte d'habitants : de telle sorte que bien que les hommes aient été aussi aptes à procréer à l'époque la plus glorieuse de l'ancienne grandeur de Rome, que dans ses toutes premières années, la population ne s'accrut cependant pas, pour toutes ces raisons, proportionnellement, parce que les possibilités d'alimentation de cette cité ne pouvaient aller au delà ; dans le cours des temps, les habitants ayant des besoins croissants et moins de moyens de les satisfaire, s'abstinrent de se marier ou s'enfuirent de leur pays ; et pour les mêmes raisons, l'humanité, arrivée à un certain total, a cessé de croître. Il y a trois mille ans ou davantage que la terre est aussi peuplée qu'à présent, car les fruits de la terre et la somme des aliments ne suffisent pas à nourrir un plus grand nombre de personnes. Les hommes s'établirent d'abord à l'est, puis de là se disséminèrent et ayant peuplé le continent, ils peuplèrent les îles ; de là ils passèrent en Europe et enfin en dernier dans le nouveau monde. La nudité des terres, la rareté des choses de première nécessité, les inondations, les tremblements de terre, la peste, les famines, les guerres, etc., ont provoqué d'innombrables migrations et même l'expulsion par la force des habitants les plus jeunes, et dans beaucoup de pays leur vente comme esclaves afin de faire de la place à ceux qui demeuraient ; ce qui est la preuve que le nombre des hommes ne peut augmenter et croître d'une manière immodérée (1). »

Robert Wallace, qui fut de ceux qui prétendaient, contrairement à Hume, que le monde était plus peuplé dans les temps anciens que dans les temps modernes, publia dans sa « Dissertation sur le nombre des hommes » *Dissertation on the Numbers of Mankind* (1753) un tableau montrant, par des exemples numériques, avec quelle énorme rapidité se ferait l'accroissement de la population si elle dépendait principalement de la fécondité de l'humanité (2).

« Ce n'est pas, déclare-t-il, par suite de l'absence de qua-

(1) ANDERSON, *Origin of Commerce*, 1787, vol. II, p. 178.
(2) R. WALLACE, *Dissertation on the Numbers of Mankind*, p. 4.

lités de procréation, mais à cause des conditions misérables de l'humanité que, au minimum, chaque génération ne se double pas (1). »

« Par suite de causes diverses, il n'y a jamais eu, à aucun moment, sur la terre, un nombre d'habitants égal à celui qui eut pu être engendré facilement grâce à la puissance de procréation de l'humanité. Les causes de ce petit nombre des habitants et de l'irrégularité de leur accroissement sont multiples. Quelques-unes peuvent être appelées physiques, parce qu'elles dépendent entièrement de la nature et sont indépendantes de l'humanité. D'autres sont morales et dépendent des affections, des passions et des institutions des hommes... A ces dernières nous pouvons rattacher tant de ces guerres destructrices que les hommes se sont faites ; et aussi la grande pauvreté, les institutions corrompues, qu'elles soient civiles ou religieuses, l'intempérance, la débauche, les amours irrégulières, la paresse, la luxure, et tout ce qui, ou bien est un obstacle au mariage et affaiblit les facultés de génération des hommes, ou bien les rend négligents et incapables de faire l'éducation de leurs enfants ou de cultiver la terre avec profit. C'est principalement à ces causes destructrices qu'il faut attribuer le petit nombre des hommes (2). »

« Dans chaque pays on trouvera toujours un plus grand nombre d'habitants, *ceteris paribus*, proportionnellement à la quantité des provisions qu'il fournit, car l'abondance encouragera toujours la généralité des hommes à se marier (3). »

Adam Smith qui, en tant qu'observateur des faits de chaque jour, se trompait rarement, croyait que le « frein » principal était la mortalité infantile occasionnée par la pauvreté.

« Chacune des espèces d'animaux se multiplie naturellement en proportion de ses moyens de subsistance et aucune espèce ne peut jamais se multiplier au delà. Mais, dans une société civilisée, c'est seulement dans les couches inférieures

(1) Wallace, *Dissertation on the Numbers of Mankind*, p. 8, note.
(2) *Ibid.*, pp. 12 et 13.
(3) *Ibid.*, p. 15.

du peuple que la maigre subsistance peut enrayer un accroissement ultérieur de l'espèce humaine, et il ne peut en être ainsi autrement que par la destruction d'une grande partie des enfants que leurs unions fécondes ont produits (1). »

Il arrivait à cette conclusion, parce qu'il croyait que tout découragement, apporté par la pauvreté, est largement contrebalancé par la plus grande fécondité des unions qui se contractent en dépit de ce découragement (2).

Paley dit que, dans la fécondité de la race humaine, la « nature a pourvu à une multiplication indéfinie », et que dans des « conditions favorables de subsistance » la population a doublé en vingt ans. Par suite, à cette question « quelles sont les causes qui limitent ou enrayent le progrès naturel de cette multiplication », il répond que ce n'est pas parce que le sol est incapable de nourrir plus d'habitants, mais à cause de la licence, de la difficulté et de l'incertitude de pouvoir assurer « ce mode de subsistance que la coutume a établi dans chaque pays » :

« Il est vain de prétendre qu'un régime plus simple, des habitations plus primitives, des installations plus grossières suffiraient à la vie, à la santé et même à l'aise et au plaisir physiques. Les hommes ne se marieront pas avec ce seul encouragement. Par exemple, si le commun du peuple est habitué à consommer une grande quantité de nourriture animale, à boire du vin, de l'alcool ou de la bière, à porter bottines et bas, à demeurer dans des maisons de pierres, il ne se mariera pas pour habiter une masure en torchis, se nourrir de racines et de lait, sans autre vêtement que des peaux de bêtes ou ce qui est nécessaire pour défendre son corps contre les atteintes du froid (3). »

(1) Adam SMITH, *Wealth of Nations*, liv. II, ch. VIII, p. 36 b ; édit. Guillaumin, 102.
(2) *Ibid.*, I, ch. VIII, p. 36 a ; édit. Guillaumin, 101.
(3) PALEY, *Moral and Political Philosophy*, VI, ch. XI.

La difficulté, qui naîtrait éventuellement au cas où les « freins » existants à la croissance de la population viendraient à disparaître pour un temps un peu considérable, a servi à Wallace dans ses *Various Prospects of Mankind, Nature and Providence* (Des Aspects divers de l'Humanité, de la Nature et de la Providence) (1761) comme argument pour montrer qu'un « gouvernement parfait », qu'il identifie en pratique à une société communiste, « bien que compatible avec les passions et les appétits humains est, dans l'ensemble, incompatible avec les conditions de l'humanité (1) ».

« Sous un gouvernement parfait, dit-il, les inconvénients d'avoir une nombreuse famille seraient si totalement supprimés, les enfants seraient si bien soignés, et tout deviendrait si favorable à la populosité que, bien que quelques saisons malsaines ou quelque terrible épidémie dans des climats particuliers puissent détruire des multitudes d'individualités, cependant, dans l'ensemble, l'humanité augmenterait si prodigieusement que la terre serait surpeuplée et incapable de supporter ses nombreux habitants...

« Or, les philosophes peuvent aussi bien tenter de faire l'homme immortel que de nourrir le corps sans aliment ; il est également certain qu'il y a des limites à la fertilité de la terre et que dans son ensemble, telle qu'elle est connue jusqu'ici, elle a toujours été la même et qu'elle ne pourrait probablement pas être modifiée beaucoup sans apporter des changements considérables au système solaire. Il serait impossible, par suite, de nourrir le grand nombre des hommes qui seraient la conséquence d'un gouvernement parfait ; la terre serait surpeuplée enfin, et les plus grands admirateurs de ces systèmes chimériques doivent prévoir la période fatale de leur terminaison, parce qu'ils sont entièrement incompatibles avec les limites de la terre sur laquelle ils devraient être réalisés (2). »

(1) R. Wallace, *Various Prospects of Mankind, Nature and Providence*, titre du chapitre IV.

(2) R. Wallace, *Various Prospects of Mankind, Nature and Providence*, p. 114-115.

Après avoir discuté divers expédients, il conclut que des réglementations artificielles :

« ne pourraient jamais répondre aux fins cherchées et provoqueraient la violence et la guerre, car l'humanité ne se mettrait jamais d'accord sur de telles réglementations. La force et les armes doivent finalement régler ses querelles, et la mort de ceux qui tombent dans les batailles laisse des réserves suffisantes pour les survivants et crée la place nécessaire pour ceux qui naîtront (1).»

Joseph Townsend, auteur qui, contrairement à Wallace, n'était pas connu de Malthus en 1798 (2), fait usage de ce qu'il appelle les « principes de la population (3) » dans une argumentation contre la « Loi des Pauvres » anglaise. Il traite la Loi des Pauvres comme l'établissement partiel d'une communauté de biens, et soutient qu'elle est nuisible parce qu'elle affaiblit ce qui, longtemps après, fut appelé le « frein de prudence ».

« Il y a, dit-il, un appétit qui est et doit être urgent, mais qui, s'il est abandonné à soi-même sans contrainte, multiplierait l'espèce humaine avant que l'on ait pu amasser les provisions nécessaires à son entretien ; quelque frein, quelque équilibre est absolument nécessaire, et la faim établit l'équilibre propre : la faim, non pas ressentie ou redoutée directement par l'individu pour soi-même, mais telle qu'il la prévoit et la redoute pour sa progéniture immédiate. N'était ce frein, l'équilibre ne serait pas à beaucoup près aussi bien maintenu qu'il l'est aujourd'hui entre le nombre de la population et la quantité de nourriture. Diverses sont les circonstances, à observer chez les différents peuples, qui tendent à

(1) Wallace, *Ibid.*, p. 119.

(2) Malthus, *Essay on the Principle of Population* (2e éd. anglaise, préface) ; édit. Guillaumin, p. 1-3.

(3) Townsend, *Journey through Spain*, 2e édit., 1792, *passim*. Cf. index à la fin de chacun des trois volumes sous la rubrique « Population ».

émousser les traits de Cupidon ou à éteindre les torches de l'Hymen (1). »

Et, tout à fait de la même manière que M. Herbert Spencer, il s'opposait « à prolonger la vie des inadaptés (2) ».

« En établissant une communauté de biens ou plutôt en donnant aux paresseux et aux vicieux le *premier* droit sur le produit de la terre, beaucoup des hommes les plus prudents, les plus soigneux et industrieux sont maintenus dans leurs conditions et empêchés de se marier. Le fermier n'emploie à la reproduction que les meilleures de ses bêtes, mais nos lois préfèrent protéger les plus mauvais et semblent anxieuses d'empêcher la reproduction de se tarir. Le cri est : Population, population, population à tout prix (3). »

Il pensait que miséricordieusement la Loi des Pauvres, tandis qu'elle écarte la crainte de mourir de faim, met quelque frein au mariage en faisant réduire le nombre des cottages :

« Dans chaque village, on trouve nombre de jeunes gens et de jeunes filles qui n'attendent que des habitations pour jeter les fondements de nouvelles familles et qui se hâteraient avec plaisir vers l'autel s'ils pouvaient être assurés d'un toit pour les abriter le soir. C'est principalement par suite de l'absence de maisons que les pauvres ne se sont pas multipliés plus rapidement (4). »

(1) Malthus, *Dissertation on the Poor Law*, 1789, réimpression de 1817, pp. 57-8.

(2) Spencer, *L'Individu contre l'Etat*, p. 69.

(3) Malthus, *Dissertation*, réimpression de 1817, p. 62.

(4) *Ibid*, réimpression de 1817, p. 68. Il désirait, comme remède, réduire le secours d'Etat aux pauvres (*State poor relief*) ou plutôt le supprimer entièrement :

« A moins que le degré d'oppression ne s'accroisse, le pauvre qui travaille n'acquèrera jamais des habitudes d'application diligente et de sévère frugalité. Pour augmenter cette pression, la taxe sur les pauvres doit être graduellement réduite, chaque année, dans une certaine proportion : la somme à demander à chaque paroisse doit être fixe et certaine, et non illimitée, afin de répondre à une demande illimitée. Dans

§ 3. — *L'Essai de Malthus sur le Principe de la Population* (1)

Malthus fut cependant le premier à écrire un livre dont l'objet principal est : les causes qui règlent l'accroissement de la population. Il n'adopta pas cette voie nouvelle

l'espace de dix ans, cette taxe énorme pourrait être aisément réduite des 9/10 et le solde étant réservé comme une ressource permanente, on pourrait avec sécurité confier les pauvres aux libres aumônes des riches, sans interposition d'aucune autre loi. Mais si tout le système de charité obligatoire était aboli, cela vaudrait encore mieux pour l'Etat » *Ibid.*, pp. 96-7. Comme substituts à la loi des pauvres, il recommandait les ateliers paroissiaux, l'assurance obligatoire, la réduction du nombre des débits de bière, la taxation des chevaux de ferme pour obliger à revenir à l'emploi des bœufs, la division des *common-fields* sans imposer l'obligation de les enclore de haies et de fossés, et par-dessus tout la charité volontaire. *Ibid.*, § XIV, cf. aussi *Journey through Spain*, passages signalés sous la rubrique « *Population, principles of* » dans l'index à la fin de chaque volume.

Townsend était l'un des fils de Chauncey Townsend, marchand de Londres, membre du Parlement pour Westbury (1747-68) et prit son grade de *Bachelor of Arts*, 1762, à Clare Collège dont il devint *fellow*. Il étudia la physique, suivit les cours du Dr Cullen, prêcha les Méthodistes Calvinistes et aussi dans la chapelle de Lady Huntingdon à Bath, fut désigné dans des satires comme le « Don Quichotte spirituel » et devient Recteur de Pewsey, Wilts. En dehors de ses ouvrages déjà mentionnés et de divers traités de théologie, il écrivit les *Observations on various Plans for the Relief of the Poor* (1788) (Observations sur divers systèmes pour secourir les pauvres) ; *Free thoughts on Despotic and Free Governments* (1791) (Libres pensées sur les gouvernements despotiques et libres) ; *The Physician's Vade Mecum* (1794) (Le Vade Mecum du Médecin), 10e éd., 1807 ; *A Guide to Health* (2 vol.) (Guide de la santé). « Il fut au tout premier rang » comme étudiant minéralogiste, paléontologue et conchyologue, et fut l'un des principaux promoteurs et des importants actionnaires du canal de Kennet et Avon. Il mourut le 9 novembre 1816. Voir le *Gentleman's Magazine*, 1816, 2e partie, pp. 477-606.

(1) Des parties de cette section ont déjà paru dans un article sur *The Malthusianism anti-socialist argument* (Le Malthusianisme comme argument anti-socialiste) dans l'*Economic Review* de janvier 1892, dans lequel le sujet est traité d'un autre point de vue.

du premier coup. Le titre de la première édition (1) de son grand ouvrage était :

UN ESSAI
sur le
PRINCIPE DE LA POPULATION
et sur la manière dont il affecte
L'AMÉLIORATION FUTURE DE LA SOCIÉTÉ
avec observations
SUR LES SPÉCULATIONS DE M. GODWIN,
M. CONDORCET,
ET AUTRES AUTEURS.

Il venait de discuter avec son père (2) sur la « question générale de l'amélioration de la société » et avait découvert que la nécessité d'un frein à l'accroissement de la population pouvait être utilisée comme un argument contre la possibilité pour une société de ne jamais arriver à l'état de perfection rêvé par Godwin et Condorcet. Il soutenait que tous les freins produisent nécessairement la misère et le vice et, par suite, si des freins sont et doivent être toujours nécessaires, le vice ou la misère, ou tous les deux, doivent continuer à exister toujours, de sorte que la perfectibilité est impossible (3).

Dans la première édition, la majeure partie de l'ouvrage

(1) C'était un petit in-octavo, imprimé très large, de 396 pages, contenant 50.000 mots. La deuxième édition, in-quarto, 604 pages, était de 200.000 mots et il y en a 250.000 environ dans la sixième.

(2) BONAR, *Malthus and his Work* (Malthus et son œuvre), pp. 6-8 ; MALTHUS, *Essay*, 1re éd., préface.

(3) MALTHUS, *Essay*, 1re éd., pp. 14, 37, 100, 141. La 1re traduction française a été faite sur la 4e édit. anglaise. A raison des différences très grandes existant entre les diverses éditions de Malthus, nous ne pouvons renvoyer à la traduction française qu'à partir de la 4e édition, dans les cas où des fragments antérieurs ont été conservés, comme la préface de la 2e édition anglaise qui est reproduite dans la 2e édition de 1823 (note des traduct.).

est une tentative en vue de montrer que les freins nécessaires produisent tous le vice ou la misère et par suite offrent un obstacle invincible à l'amélioration indéfinie. Il n'eut, bien entendu, aucune difficulté à montrer que l'accroissement de la population était actuellement et avait toujours été entravé par la misère et le vice, c'est-à-dire par la pauvreté, la peste, la guerre et les malheurs et calamités de même ordre (chapitres III, IV, V, VI, VII). Il ne réussit pas aussi bien à montrer que ces freins sont les seuls freins actuels et les seuls freins possibles. On ne peut guère se débarrasser des gens qui sont nés sans la misère ou le vice, et la natalité peut être diminuée par le vice. Mais la natalité peut également être abaissée par la simple abstention du mariage, ou le recul de l'époque du mariage. Malthus l'avait compris, mais il affirmait que cette abstention ou ce recul conduisaient au vice et constituaient la misère (1). Il y a eu néanmoins bien des vieux célibataires des deux sexes très heureux et très vertueux, et une période quelque peu prolongée de fiançailles n'est pas toujours considérée comme la plus misérable de la vie. C'est pourquoi, dans la deuxième édition (1803), qu'il considérait comme un nouvel ouvrage (2), Malthus renonça à tenter de montrer que le vice et la misère sont les seuls freins possibles au développement de la population.

« Dans tout cet ouvrage, dit-il dans sa préface, je me suis écarté à un point tel du principe posé dans le précédent, que j'ai supposé possible un autre frein à l'accroissement de population qui ne soit ni le vice, ni la misère (3). »

(1) MALTHUS, *Ibid.*, p. 108.

(2) Il était quatre fois aussi gros que la 1re édition (cf. ci-dessus, p. 172, note 1) et une grande partie du contenu de la 1re édition n'était pas reproduite. Malthus dit bien qu'il a conservé « peu de parties » de l'ouvrage précédent (2e éd., préface), mais ceci est plutôt une exagération.

(3) MALTHUS, *Essay*, 2e édit., p. VII ; édit. Guillaumin, p. 34.

Ce frein est la « restriction morale » ou abstention du mariage, par vertu, à titre soit temporaire, soit permanent, et non accompagnée par la « misère ».

Admettant ce frein, Malthus ne pouvait, bien entendu, faire plus longtemps usage du « principe de la population » comme argument contre l'ultime perfectibilité de l'humanité. Mais il pouvait encore prétendre, comme Wallace et Townsend l'avaient fait avant lui, qu'une organisation anarchiste ou communiste de la société doit nécessairement échouer, parce que l'existence du seul frein qui ne détermine pas le vice ou la misère : « la contrainte morale », est indissolublement liée au maintien de la propriété privée.

« Le dernier frein que mentionne M. Godwin et qui, j'en suis convaincu, est le seul qu'il recommanderait sérieusement, « est ce sentiment, vertu, prudence ou fierté, qui limite l'universalité et la fréquente répétition du contrat de mariage »... Ce frein... je l'approuve parfaitement ; mais je ne crois pas que le système de justice politique de M. Godwin soit en aucune manière favorable à sa prédominance. La tendance à se marier jeune est si forte que nous avons besoin de toute l'aide possible que nous pouvons obtenir pour la contrecarrer ; et un système qui, d'une manière quelconque, tend à affaiblir le fondement de la propriété privée et à diminuer à un degré quelconque le plein avantage et la supériorité que chaque individu peut tirer de sa prudence, doit déplacer le seul poids agissant contre la passion de l'amour, sur lequel on peut compter pour un effet essentiel. M. Godwin reconnaît que, dans son système, « les conséquences malheureuses qu'entraîne une famille nombreuse ne se répercuteront pas si rudement sur l'intérêt privé de chacun qu'elles le font aujourd'hui. » Mais j'ai le regret de dire que, d'après ce que nous savons jusqu'ici du caractère humain, nous ne pouvons avoir d'espérances rationnelles de succès sans cet appel grossier à l'intérêt individuel, que M. Godwin rejette (1). »

(1) Malthus, *Essay*, 2e éd., p. 385-6. Les références à Godwin sont tirées de *Thoughts occasioned by the perusal of Dr Parr's Spital*

Mais, avant l'apparition de la deuxième édition, Malthus avait évidemment perdu la majeure partie de sa foi dans l'argument contre les perfectibilistes. Il transforma le titre de son livre en

UN ESSAI
sur le
PRINCIPE DE LA POPULATION
ou
ÉTUDE DE SES EFFETS PASSÉS ET PRÉSENTS
sur
LE BONHEUR HUMAIN,
avec enquête sur nos perspectives de supprimer dans l'avenir ou d'atténuer les maux qu'il occasionne.

Nouvelle édition considérablement augmentée.

A l'origine, il avait utilisé le principe de la population, simplement comme une arme, dans son argumentation contre son père relativement à la perfectibilité ; il l'étudiait maintenant pour lui-même. Il fouillait les histoires et les descriptions des pays étrangers et voyageait sur le continent pour découvrir quels freins à la population avaient été effectifs dans les divers pays, aux différentes époques (1). Le vieil argument contre la perfectibilité et les systèmes d'égalité fut enfin tellement relégué au second plan, qu'il lui fut suggéré, par des personnes pour le jugement desquelles il avait un profond respect, « qu'il pourrait être bon, dans une nouvelle édition, de rejeter les parties relatives aux systèmes d'égalité, à Wallace, Condorcet et Godwin, comme ayant considérablement perdu leur intérêt et n'étant pas

Sermon, etc., 1801. Pensées venues en parcourant le « *Spital Sermon* » du Dr Parr.

(1) BONAR, *Malthus and his Work*, p. 48-9.

intimement liées à l'objet principal de l'Essai, qui est l'explication et l'illustration de la théorie de la population », et il justifia seulement la conservation de ces passages, en s'appuyant sur ce qu'ils traitaient de l'une des illustrations et des applications du principe de la population, et qu'il avait « un peu de partialité pour cette partie de l'ouvrage qui avait conduit à ces enquêtes sur lesquelles repose l'objet principal (1) ».

Dans une large mesure, le résultat de ce changement entre la première édition et les éditions ultérieures est que les économistes les meilleurs hésiteront à répondre, si on leur demande « Quel est le principe de la population admis par Malthus ? » ou « Quelle est la théorie malthusienne de la population ? »

Il est très probable que Malthus tira la formule « le principe de population » du passage suivant de la *Political Justice*, de Godwin :

« Il y a dans la société humaine un principe grâce auquel la population est perpétuellement maintenue au niveau des moyens de subsistance. Ainsi, parmi les tribus nomades d'Amérique et d'Asie, nous ne trouvons jamais qu'entre deux époques éloignées la population se soit accrue dans une proportion qui rende nécessaire la culture de la terre. Et parmi les peuples civilisés d'Europe, les sources de la subsistance sont maintenues dans certaines limites au moyen de monopoles territoriaux si un surpeuplement se produisait : les classes inférieures de la population seraient encore plus incapables de se procurer les produits de première nécessité pour l'existence. Il y a indubitablement des concours extraordinaires de circonstances par lesquels des modifications sont occasionnellement introduites à cet égard ; mais, dans les cas habituels, le niveau de la population est maintenu en quelque sorte stationnaire pendant des siècles. Et on peut considérer le système de propriété établi comme étranglant une partie considérable de nos enfants à leur berceau. Quelle que puisse être la valeur de la vie d'un homme ; ou plutôt quel que puisse être le bon-

(1) Malthus, *Essay*, 8e édit. ; édit. Guillaumin, p. 339.

heur dont il serait à même de jouir dans une société de liberté et d'égalité, on peut considérer le système que nous combattons ici comme arrêtant sur le seuil les 4/5 de cette valeur et de ce bonheur (1). »

Malthus cite la première partie de ce passage presqu'au début du chapitre x de la 1re édition de son *Essay* et fait remarquer que :

« On verra que ce principe que M. Godwin mentionne ainsi comme une cause mystérieuse et occulte, et qu'il ne tente pas d'étudier et d'approfondir, est la loi écrasante de la nécessité : la misère et la crainte de la misère (2). »

Il s'y réfère à nouveau plus loin dans le chapitre :

« C'est une observation parfaitement juste de M. Godwin qu' « il y a un principe, dans la société humaine, grâce auquel la population est perpétuellement maintenue au niveau des moyens de subsistance ». La seule question est : « Quel est ce principe ? Est-ce quelque cause obscure et occulte ? Est-ce quelque mystérieuse intervention du ciel qui, à certaine période, frappe les hommes d'impuissance et les femmes de stérilité ? Ou est-ce une cause que nous puissions rechercher, voir, une cause dont on a pu observer constamment l'action, bien qu'avec une intensité variable, dans chaque état dans lequel l'homme a été placé ? N'est-ce pas un degré de misère, le resultat nécessaire et inévitable des lois de la nature, que les institutions humaines, loin d'aggraver, ont tendu à atténuer considérablement, bien qu'elles ne puissent jamais le supprimer (3). »

Ici, il est dit que le principe, par lequel la population est maintenue au niveau des moyens de subsistance, est « un degré de la misère ». Si nous examinons le sommaire ou titre du chapitre, nous trouvons :

(1) Godwin, *Political Justice*, 1793, p. 813, liv. VIII, ch. II.
(2) Malthus, *Essay*, 1re éd., p. 176 ; légèrement modifiée dans la 2e éd., p. 367 ; 8e éd., p. 272 ; édit. Guillaumin, p. 328-329.
(3) Malthus, *Essay*, 1re éd., p. 193-4 ; 2e éd., p. 373, 374 ; 8e éd., p. 277 ; édit Guillaumin, p. 334-335.

« Le système d'égalité de M. Godwin. — L'erreur d'attribuer tous les vices de l'humanité aux institutions humaines. — Première réponse tout à fait insuffisante de M. Godwin à la difficulté provenant de la population. — Le superbe système d'égalité de M. Godwin supposé réalisé. — Sa destruction complète dans le terme si court de 30 ans, simplement en vertu du principe de la population (1). »

Il est difficile de ne pas supposer que le « principe de la population », dans le sommaire, n'est pas la même chose que le « principe grâce auquel la population est maintenue au niveau des moyens de subsistance. » Par conséquent, il semble probable — il serait téméraire de dire plus — que, dans la première édition de l'*Essay*, le « principe de la population » est « que l'accroissement de la population doit nécessairement être arrêté par la misère et, dans la deuxième édition, le « principe » est que l'accroissement de la population doit nécessairement être arrêté par la misère ou des raisons de prudence.

Mais à la question : pourquoi l'accroissement de population doit-il nécessairement être arrêté, Malthus semble n'avoir de meilleure réponse que l'assertion « que la puissance de populosité est infiniment plus grande que le pouvoir de la terre de produire la subsistance pour l'homme (2) », ou qu'il y a une tendance constante, dans tout être vivant, de s'accroître au delà de ses possibilités alimentaires (3) ». S'il avait simplement désiré prouver, comme Wallace, que l'accroissement de population doit éventuellement être enrayé, il aurait eu ici un terrain très solide. La terre est limitée en dimensions et il doit y avoir évidemment une limite à la population qui peut exister sur elle. Mais il rejette constamment avec mépris une telle interprétation de sa doctrine (4).

(1) MALTHUS, *Essay*, 1re éd., p. 173.
(2) *Ibid.*, 1re éd., p. 13.
(3) *Ibid.*, 2e éd., p. 2 ; 8e éd., p. 2.
(4) Cf. Appendice à la 3e éd., p. 10 ; 8e édit., p. 489 ; édition Guillaumin, p. 588.

Il entendait prouver que les freins à l'accroissement de population sont toujours nécessaires et, lorsqu'il dit « que la puissance de populosité est infiniment plus grande que le pouvoir de la terre de produire la subsistance pour l'homme », il pense au présent et non à un avenir éloigné. Exprimant de l' « étonnement » devant le fait que les auteurs ont considéré « la difficulté née de la population » comme « très lointaine (1) », il dit :

« Même M. Wallace qui pensait que, l'argument en soi-même était d'un poids si considérable qu'il détruisait tout son système d'égalité, ne semblait pas se douter ce qu'il surviendrait de difficulté, due à cette cause, avant que toute la terre eût été cultivée comme un jardin et fût incapable de tout accroissement ultérieur de production. Si ceci était réellement le cas et si un magnifique système d'égalité était praticable sous d'autres rapports, je ne peux pas penser que notre ardeur à poursuivre la réalisation d'un tel système devrait être diminuée sous prétexte d'envisager une difficulté aussi lointaine. On peut laisser à la Providence le soin d'un événement aussi éloigné, mais la vérité est que si les vues exposées dans l'argumentation de cet Essai sont justes, les difficultés, loin d'être lointaines, seraient imminentes et immédiates. Dans chacune des périodes, au cours du progrès de la culture, entre le moment présent et le temps où toute la terre serait devenue comme un jardin, la détresse due à l'absence d'aliments pèserait constamment sur toute l'humanité si l'égalité était réalisée. Bien que la production de la terre pût s'accroître tous les ans, la population s'accroîtrait bien plus rapidement et cette redondance doit nécessairement être réprimée par l'action périodique ou constante de la misère ou du vice (2). »

Malthus croyait que « la période où le nombre des hommes surpasse les moyens de subsistance est arrivée depuis longtemps (3) ».

(1) Malthus, *Essay*, 1re éd., ch. VIII, titre I, p. 142.
(2) *Ibid.*, 1re édit., p. 142-4 ; 2e éd., p. 353-354.
(3) *Ibid.*, 1re édit., p. 153 ; 2e édit., p. 357.

Or, ceci ne signifie pas qu'il croyait que le pays ou la terre étaient déjà ce que nous appelons « surpeuplés ». Lorsque nous disons qu'un pays est surpeuplé, nous entendons que la productivité de l'industrie dans ce pays n'est pas aussi grande qu'elle l'aurait été si la population ne s'était pas tant développée ; nous admettons ainsi l'idée qu'il peut y avoir une trop nombreuse population. Malthus, au contraire, était tellement imbu des opinions dominantes de son époque, que l'idée qu'il pouvait y avoir une trop grande population lui était tout à fait étrangère. S'il y a une trop grande population, les freins au développement de la population ne peuvent pas avoir été aussi énergiques qu'il aurait été désirable qu'ils l'eussent été, — ils ont dû être inefficaces. Mais Malthus niait la possibilité et même qu'il fût concevable que les freins à la population fussent inefficaces :

« Il a été dit, par quelques-uns, que les freins naturels à la population seront toujours suffisants pour la tenir en bride sans avoir recours à d'autres aides ; et un auteur ingénieux observe que je n'ai pas déduit un simple fait original de l'observation réelle, afin de prouver l'inefficacité des freins qui dominent déjà. Ces observations sont correctement exactes, et sont des truismes exactement de la même nature que l'assertion que l'homme ne peut pas vivre sans nourriture. Car, indéniablement, aussi longtemps que ceci continuera à être une loi de sa nature, ce qui est appelé ici freins naturels ne peut possiblement manquer d'être efficace (1). »

Et, dans une note de la première phrase de ce passage, il ajoute :

« Je tiendrai beaucoup à savoir quelle description de fait ce Monsieur visait quand il faisait cette observation. Si j'avais pu en trouver une de l'espèce à laquelle il semble être fait allusion ici, elle aurait été évidemment vraiment originale (2). »

(1) Appendice à la 3e éd., p. 9 ; 8e édit., p.488 ; édit. Guillaumin, p. 587.

(2) On remarquera, peut-être, que la croyance que les freins ne peu-

La question de la population n'était pas pour Malthus, comme pour nous, une question de densité de population et de productivité de l'industrie, mais une question relative aux rapidités comparatives de l'accroissement de la population et de l'accroissement annuel des produits alimentaires. Il ne pensait pas que les freins au développement de la population fussent nécessaires, parce que la population avait approché d'une certaine limite économique ou l'avait dépassée, mais simplement par suite de l'impossibilité d'augmenter la production alimentaire annuelle aussi vite qu'augmenterait une population « sans frein ». Sa raison, pour croire impossible d'augmenter la production alimentaire aussi vite qu'augmenterait une population « sans frein », était que la « population » « sans frein » augmente en progression géométrique, et que la subsistance n'augmente qu'en progression arithmétique » (1).

vent pas être inefficaces, de sorte que la surpopulation est impossible, est à peine conciliable avec les passages cités ci-dessus, p. 179. « Bien que la production de la terre pût s'accroître tous les ans, la population s'accroîtrait bien plus rapidement et cette surabondance doit nécessairement être réprimée, et la « période où le nombre des hommes surpasse leurs moyens de subsistance est arrivée depuis longtemps ». Malthus le vit lui-même et modifia ainsi ces passages : « Bien que le produit de la terre s'accroisse chaque année, la population aurait le pouvoir de s'accroître beaucoup plus vite et ce pouvoir supérieur doit nécessairement être enrayé » et « la période où le nombre des hommes surpasse les moyens de subsistance facile est arrivée depuis longtemps », 8[e] éd., pp. 263 et 266 ; édit. Guillaumin, pp. 317 et 321. Ces modifications, avec la substitution de l'argument du principe de population, dans la 2[e] éd., p. 353, à « l'argument d'une population surchargée », dans la 1[re] édit., p. 142, montrent que c'est seulement par inadvertance que Malthus semble occasionnellement admettre que la surpopulation est possible.

1) Malthus, *Essay*, 1[re] éd., p. 14. On peut affirmer, d'une manière sûre, par suite, qu'une population « sans frein » double tous les 25 ans ou croît suivant une progression géométrique » (2[e] éd., p. 5 ; 8[e] éd., p. 4 ; édit. Guillaumin, p. 8). « On peut affirmer justement, par suite, que, eu égard à l'état moyen actuel de la terre, on ne peut faire croître les moyens de subsistance, dans les conditions les plus favorables à l'industrie humaine, plus rapidement qu'en progression arithmétique » (2[e] éd., p. 7 ; 8[e] éd., p. 6 ; édit. Guillaumin, p. 11).

Si ceci était exact, la nécessité constante des freins serait immédiatement démontrée. Une quantité croissant comme les termes d'une progression géométrique (1), quelque petite qu'elle soit à l'origine et quelque faible que soit la raison de cette progression, doit, en un temps donné suffisant, rattraper une quantité croissant en progression arithmétique (2), si grande qu'elle soit à l'origine et si grande qu'en soit la raison. Pour dire la même chose en langage commercial : la somme la plus petite, placée au taux le plus faible d'intérêt composé, doit éventuellement devenir supérieure à la somme la plus grande, placée au taux le plus élevé d'intérêt simple. De sorte que si la population croît géométriquement et la subsistance arithmétiquement seulement, l'accroissement de la population serait éventuellement enrayé par le manque de nourriture, même s'il y avait eu à l'origine un énorme excédent annuel de produits alimentaires. Mais, en fait, dans une année moyenne, il n'y a jamais un excédent appréciable de produits alimentaires, de sorte que l'on doit supposer, pour ainsi dire, que population et subsistance partent du même point. Dans ce cas, la nécessité de freins devient immédiatement évidente. L'addition annuelle à une population « sans frein »

(1) On dit que des quantités sont en progression géométrique, lorsque chacune est égale au produit de la précédente par un facteur constant. On définit ce facteur constant le *rapport commun* ou la raison géométrique, ou plus brièvement le *rapport* ou raison. Ainsi les séries suivantes sont en progression géométrique :

$$1 \, . \, 2 \, . \, 4 \, . \, 8 \, . \, 16$$

$$1 \, . \, \frac{1}{3} \, . \, \frac{1}{9} \, . \, \frac{1}{27} \, . \, \frac{1}{81}$$

$a \quad ar \quad ar^2 \quad ar^3 \quad ar^4$ (Algèbre de Todhunter).

(2) On dit que des quantités sont en progression arithmétique, lorsqu'elles croissent ou décroissent d'une quantité fixe. Les quantités suivantes sont en progression arithmétique :

1 . 3 . 5 . 7 . 9 . . . . .
40 . 36 . 32 . 28 . 24 . . . . .
$a, a + b, a + 2b, a + 3b, a + 4b$ . . . . . *Ibid.*

serait plus grande, chaque année, mais l'addition annuelle alimentaire ne serait jamais supérieure à ce qu'elle était la première année.

Malthus avait évidemment tout à fait raison en disant qu'une population croissante, si la puissance des freins à son accroissement ne se modifie pas, croît suivant une progression géométrique. Mais, il commettait une erreur absolue, en disant que la subsistance « ne s'accroît » ou ne peut être accrue que suivant une progression arithmétique. Sa tentative d'une démonstration de cette proposition est extrêmement faible :

« Prenons maintenant », dit-il, « un point quelconque de la terre, cette Ile, par exemple, et voyons dans quel rapport on peut supposer que s'accroîtra la subsistance qu'elle offre. Nous commencerons avec son état cultural actuel.

Si j'admets que, grâce à la politique la meilleure, à la division de plus de terres et par de plus grands encouragements à l'agriculture, la production de cette Ile puisse être doublée dans les premières 25 années, je crois que je fais la part aussi large que quiconque peut le souhaiter.

Dans les 25 années suivantes, il est impossible de supposer que la production pourrait être quadruplée (1). Cela serait contraire à toute la connaissance que nous avons des qualités de la terre. L'extrême maximum de ce que nous pouvons concevoir est que l'accroissement, au cours des seconds 25 ans, pourrait égaler la production actuelle. Acceptons donc cet accroissement comme règle, bien qu'il soit très au delà de la réalité ; et admettons que, par un effort extrême, la production totale de l'Ile puisse être accrue, tous les 25 ans, d'une quantité de subsistance égale à celle qu'elle produit actuellement. Le spéculateur le plus optimiste ne peut pas supposer un accroissement plus grand. En quelques siècles, il transformerait en un jardin chaque acre de terre de cette Ile. »

Cependant, ce taux d'accroissement est évidemment arith-

(1) Il veut dire « encore doublée ». La production d'origine est bien « quadruplée », mais dans l'intervalle des 50 ans, et non dans la seconde période de 25 ans.

méthique. On peut donc dire, justement, que les moyens de subsistance s'accroissent suivant une raison arithmétique (1). »

Il semble avoir laissé échapper ce fait, que croître en progression géométrique n'est pas nécessairement la même chose que doubler en 25 ans. Il était indubitablement impossible que la subsistance, produite annuellement en Grande Bretagne, pût être doublée, tous les 25 ans, pendant un temps indéfini. Il était improbable qu'on pût l'accroître, tous les 25 ans, d'une quantité égale au produit de 1798. Mais ceci ne prouve pas qu'elle ne peut pas s'accroître en progression géométrique, ou qu'elle peut seulement augmenter arithmétiquement. Si la quantité produite s'accroissait seulement de $\frac{1}{10.000.000}$ par an, ou si elle doublait tous les 50.000 ans, elle augmenterait en progression géométrique. Malthus s'enorgueillissait de se baser sur l'expérience ; mais, dans ce cas, l'expérience était absolument en contradiction avec lui. Il admet — et en réalité il base tout son ouvrage sur ce fait — que, dans les colonies de l'Amérique du Nord, la population s'est accrue suivant une progression géométrique pendant une longue période (2). Cette population a dû être nourrie et, conséquemment, la production alimentaire annuelle doit avoir crû également en progression géométrique. Au moment où Malthus arriva à son sixième chapitre, il semble avoir eu l'intuition de l'objection à son argumentation, et il cherche à y répondre dans une note :

« Dans des cas de ce genre, dit-il, le pouvoir de la terre paraît être tout à fait capable de répondre à toutes les demandes de nourriture qui peuvent lui être faites par l'homme. Mais nous serions induits en erreur en déduisant de là que la

(1) Malthus, *Essay*, 1re éd., p. 21-23. Cf. Edit. Guillaumin, p. 11-13.

(2) *Ibid.*, 1re éd., p. 20 ; cf. *Appendice* à la 3e éd., p. 12, note ; 8e édit. (p. 491), cité ci-dessous, p. 188 ; édit. Guillaumin, p. 590.

population et la nourriture s'accroissent jamais, en réalité, suivant le même rapport. »

Il est certainement difficile de voir comment nous serions induits en erreur en supposant ce qui est un fait reconnu. Néanmoins,

« L'une », continue Malthus, « est encore une raison géométrique et l'autre une raison arithmétique, c'est-à-dire que l'une s'accroît par multiplication et l'autre par addition. »

Mais, si la population et la nourriture s'accroissaient *pari passu*, il est impossible que l'une eût pu croître géométriquement et l'autre arithmétiquement ; de sorte que Malthus, au lieu de chercher à prouver ou à expliquer directement sa proposition extraordinaire, recourt à sa méthode favorite et se réfugie dans une comparaison.

« Là où il y a peu de gens et une grande quantité de terre fertile, le pouvoir de la terre de donner un accroissement annuel de nourriture peut être comparé à un grand réservoir d'eau alimenté par une source modérée. Plus la population s'accroît rapidement, plus on obtiendra d'aide pour consommer l'eau et conséquemment on en prendra chaque année une quantité croissante. Mais, sans aucun doute, le réservoir sera épuisé plus tôt et seule la source demeurera. Lorsque l'on ajoute les acres aux acres jusqu'à ce que toute la terre fertile soit occupée, l'accroissement alimentaire annuel dépendra de l'amélioration de la terre déjà possédée ; et même cette source modérée diminuera graduellement. Mais la population, si elle pouvait être approvisionnée suffisamment de nourriture, conserverait une ardeur inépuisée et l'accroissement dans une période fournirait un pouvoir d'accroissement plus grand dans la suivante et cela sans aucune limite (1). »

Il est incontestablement vrai que, s'il s'écoule plus d'eau d'un réservoir qu'il n'y en arrive, ce réservoir finira par être vidé, mais cela n'empêche pas le débit d'en

(1) MALTHUS, *Essay*, 1re éd., p. 105, note.

être accru en progression géométrique jusqu'à ce que le réservoir soit vide ; et si cela était, cela n'irait pas à l'encontre du fait même retenu par Malthus, que l'offre annuelle de subsistance avait doublé, tous les 25 ans, à New-Jersey.

En 1803, Malthus s'inclina devant l'inévitable et renonça à sa tentative de démontrer, en dépit de faits, exposés par lui-même, que la subsistance ne s'accroît jamais en progression géométrique. La note qui vient d'être reproduite, ne parut pas à sa place dans la deuxième édition (1) et ses trois dernières phrases seules furent conservées et introduites dans les discussions « du taux suivant lequel on peut supposer que la production de la terre s'accroît » (2), dans le Livre I, Ch. I. Dans cette discussion, Malthus procède beaucoup plus délicatement qu'il le fit dans la 1re édition. Il n'affirme pas que la subsistance ne s'est jamais accrue en progression géométrique et admet qu'il en a été ainsi, pratiquement, « quelquefois dans les colonies nouvelles ». Il affirme simplement que l'on ne peut pas faire augmenter, dans l'avenir, la subsistance sur toute la surface de la terre plus rapidement qu'en progression arithmétique. Il arriva à cette conclusion, parce qu'il lui plut de faire choix de la Grande Bretagne comme étant une région à peu près typique de l'ensemble de la terre, et il refusa de croire que l'on pouvait y faire croître la subsistance plus rapidement qu'en progression arithmétique. C'était abandonner l'expérience et tomber dans la prophétie et, comme la plupart des prophètes, Malthus eut tort. Il vécut assez longtemps pour enregistrer l'inexactitude de ses prédictions, bien

(1) Voir Malthus, *Essay*, 2e édit., p. 338.

(2) Malthus, *Essay*, 2e éd., p. 5. Bien qu'il eût supprimé le « réservoir », Malthus continua à parler de la « source », négligence qui a de curieux effets. Parfois il lui substitua le mot « fonds » (8e éd., p. 4) ; édit. Guillaumin, p. 8 ; toutefois, on retrouverait difficilement le mot que le traducteur a rendu par *amélioration* (Note des Trad.).

qu'il semble avoir été frappé de cécité quand il s'est agi de les voir en défaut. Quand il préparait sa sixième édition, il avait à sa disposition les recensements de 1801, 1811 et 1821. A cause de l'incertitude résultant, dans les statistiques des hommes, des mouvements de l'armée et de la marine pendant la guerre, il préféra estimer l'accroissement de la population par le nombre des femmes seulement, et, après avoir fait toutes les corrections, il donne la population féminine de l'Angleterre et du Pays de Galles comme étant en 1801, 4.687.867 ; en 1811, de 5.313.219 ; et en 1821, de 6.144.709 (1). Les trois termes ne sont pas en progression géométrique, mais ce n'est pas à cause d'un abaissement du taux d'accroissement, mais à cause de son élévation. Ainsi que Malthus lui-même le remarque, il est de 13,3 0/0 dans la première décade et de 15,6 dans la seconde (2). Si la population s'était multipliée seulement par $1 \frac{625.352}{4.687.867}$ dans la seconde comme dans la première décade, la population féminine en 1821 aurait été seulement de 6.021.991 au lieu de 6.144.709. Or, si Malthus avait eu raison en disant que la subsistance ne pouvait croître qu'arithmétiquement dans cette île (et *a fortiori* en Angleterre et dans le pays de Galles plus « améliorés » et plus complètement peuplés que l'Ecosse) l'accroissement absolu de subsistance entre 1811 et 1821 n'aurait pas été plus grand que l'accroissement entre 1801 et 1811, de sorte que l'Angleterre et le Pays de Galles n'auraient pu porter qu'une population (les femmes seules entrant en compte comme ci-dessus) de 5.313.219 + 625.352 = 5.938.571 ; et 206.138 femmes ou 400.000 personnes doivent avoir été « totalement dépourvues » (3). Le re-

(1) MALTHUS, *Essay*, 8e édit., p. 216. Le texte de la traduction française, ayant été pris sur la 5e édition anglaise, ne va que jusqu'à 1810, v. liv. II, cpr. VIII-IX (Note des Traduct.).

(2) Il dit : « dans la période de 1800 à 1821 », mais c'est une simple erreur, soit de plume, soit d'impression pour « 1811-1821 ».

(3) MALTHUS, *Essay*, 1re éd., p. 24 ; 8e édit., p. 6 ; édit. Guillaumin, p. 11.

censement de 1831, fait quelques années avant la mort de Malthus, montrait que la population féminine s'était alors accrue jusqu'à 7.125.601 ; tandis que, sur la base d'une raison arithmétique positive de 625.352 par décade, elle n'aurait dû être que de 6.563.923, soit un demi million de femmes ou un million de personnes « totalement dépourvues », rien qu'en Angleterre et dans le pays de Galles. Par suite, la théorie était tout à fait insoutenable que la subsistance pouvait, seulement à l'extrême, être accrue arithmétiquement, — que « les additions annuelles qui pouvaient être faites à la moyenne précédente de produits » pouvaient, seulement à l'extrême maximum, être supposées « demeurer les mêmes » au lieu de décroître, ce qu'elles feraient en réalité (1).

On allègue quelquefois que Malthus n'attachait que peu ou pas d'importance à ses raisons géométriques et arithmétiques (2). Il n'y a absolument aucun fondement à cette allégation. Malthus, lui-même, dans l'appendice de la 3e édition (3) (1805), après avoir mentionné « la comparaison de l'accroissement de la population et de la nourriture au commencement de l'Essai », continue à parler « des principaux taux d'acroissement sur lesquels toutes ses principales conclusions sont fondées (4) » et, dans une note ultérieure, il dit :

« L'on a dit que j'avais écrit un volume in-quarto pour prouver que la population s'accroît en progression géométrique et la nourriture en progression arithmétique ; mais ce n'est pas tout à fait exact. J'ai considéré comme démontrée

(1) MALTHUS, *Essay*, 2e éd., p. 5 ; édit. Guillaumin, p. 10.

(2) MALTHUS, dit J.-S. Mill, les « hasarda principalement par voie d'illustrations » et « n'y attacha pas d'importance ». *Principles*, II, ch. XI. § 6, 1re éd., vol. I, p. 421 ; éd. Popul., p. 217 *a* ; éd Guillaumin, p. 415. Voir aussi, pour une défense plus détaillée de Malthus, MARSHALL, *Principles of Economics*, liv. IV, ch. IV, § 3, 4 th. éd., p. 256, note.

(3) MALTHUS, *Essay*, appendice à la 3e éd. (1806).

(4) *Ibid.*, appendice, p. 10 : réimprimé dans la 8e éd., p. 489 ; édit. Guillaumin, p. 588.

la première de ces propositions au moment où l'accroissement américain fut relaté, et la seconde proposition, aussitôt qu'elle fut énoncée. Le principal objet de mon ouvrage a été de rechercher quels effets ces lois, que je considérais comme établies dans les six premières pages, avaient produits et devaient vraisemblablement produire sur la société, sujet peu facile à épuiser. Le principal défaut de mes détails est qu'ils ne sont pas suffisamment précis ; mais c'est une faute à laquelle il n'était pas en mon pouvoir de remédier. Ce serait un élément d'information des plus curieux et, pour tout esprit philosophique, des plus intéressants, de savoir la part exacte du plein pouvoir d'accroissement que le frein existant annihile ; mais je ne vois actuellement aucun moyen d'obtenir cette donnée (1). »

Privé de la théorie que les additions périodiques à la moyenne annuelle de produits ne peuvent possiblement être accrues ou, ainsi que Malthus préférait s'exprimer, que la subsistance ne peut croître qu'en progression arithmétique, l'*Essai sur le principe de la Population* se réduit à une simple argumentation et à un chaos de faits recueillis pour illustrer les effets de lois qui n'existent pas.

En dehors de la théorie de la raison arithmétique, il n'y a absolument rien dans cet Essai pour montrer pourquoi la subsistance de l'homme ne s'accroîtrait pas aussi vite qu'une population « sans frein ». « Avec chaque bouche Dieu envoie une paire de bras » et alors pourquoi une nombreuse population ne pourrait-elle pas se suffire aussi bien qu'une minime.

A notre époque, bien entendu, le plus petit pontife en économie politique répond immédiatement : « A cause de la loi des rendements décroissants ». Mais cette loi demeura pratiquement inconnue jusqu'à la fin de la grande guerre. Malthus peut, peut-être, faire montre

(1) MALTHUS, *Essay*, appendice à la 3e éd., p. 12, note ; 8e éd., p. 491, note ; édit. Guillaumin, p. 590, note.

de quelque prescience de cette loi, ici et là, dans la première édition. Dans la seconde, il fait certainement usage de l'une des idées principales sur lesquelles elle est fondée, mais comme argument incident et subsidiaire. Dans les éditions ultérieures, son existence est fréquemment reconnue. Mais, imaginer que l'*Essai sur le principe de la Population* fût jamais fondé sur la loi du rendement décroissant, c'est confondre le Malthusianisme, tel qu'il est exposé par J.-S. Mill, avec le Malthusianisme tel qu'il est exposé par Malthus (1). Ceux qui furent convaincus par Malthus que la subsistance ne peut pas être accrue aussi rapidement qu'une population « sans frein », furent convaincus simplement, parce qu'il avait réussi à leur donner une impression générale vague, que ceci est vrai, et non parce qu'il déduisait sa proposition de faits vérifiés. Dans sa seconde édition, il faisait spécialement appel à « ceux qui ont la plus petite teinture des sujets agraires (2) », pour soutenir sa doctrine que l'addition, qui peut être faite au cours d'une année au produit annuel précédent, non seulement ne peut pas croître, mais « doit graduellement et régulièrement décroître » ; mais, bien entendu, aucune loi semblable n'était connue des agriculteurs de l'époque. James Anderson, l'auteur que l'on imagine ordinairement avoir anticipé la théorie Ricardienne de la rente, qui avait certainement été fermier et était

(1) Les lecteurs superficiels de Malthus peuvent s'imaginer que la loi des rendements décroissants est exposée ou impliquée dans ce passage : « L'amélioration des parties improductives serait une œuvre de temps et de travail et il doit être évident, pour ceux qui ont la plus petite teinture des sujets agraires, que, proportionnellement lorsque la culture s'étend, les additions qui pourraient être faites annuellement au produit moyen antérieur doivent diminuer graduellement et régulièrement (2e éd., p. 7; 8e éd., p. 5; édit. Guillaumin, p. 10). Mais ce passage ne dit rien du produit par tête de producteur, et la loi réelle du rendement décroissant ne dit rien des incréments annuels de produit.

(2) Malthus, *Essay*, 2e éd., p. 7; 8e éd., p. 5; édit. Guillaumin, p. 10.

un homme très capable, avait déjà exprimé une opinion complètement contraire. Ecrivant en janvier 1801, il dit :

« Lorsque l'homme s'employa à la culture du sol, il devint agriculteur ; et, dans le cours des temps, il fit des découvertes qui eurent des conséquences infinies pour lui, en sa qualité d'habitant de ce globe. Au lieu de trouver, comme auparavant, sa subsistance limitée à une certaine quantité qu'il était hors de son pouvoir de dépasser, il se trouva doté des facultés qui lui permirent d'augmenter la subsistance de l'homme dans une mesure à laquelle il n'a pas été capable jusqu'ici d'assigner de limite. Au début, il concevait, sans aucun doute, que seuls ceux de ces points, qui étaient naturellement les plus fertiles, pouvaient lui fournir d'abondantes récoltes de blé ; mais l'expérience lui enseigna que si le fumier des animaux, nourris des produits naturels du sol, était conservé et déposé sur les portions cultivées du sol, convenablement enfoui et judicieusement utilisé, même des champs incultes pourraient être rendus productifs, et non seulement d'une façon temporaire, mais même à perpétuité ; car le fourrage produit par ces récoltes lui permettait d'entretenir plus de bétail, qui, bien entendu, fournit plus d'engrais ; et cet engrais supplémentaire, combiné avec d'autres qui se trouvent dans les entrailles de la terre en quantités inépuisables, s'il est mêlé intimement à la terre d'une manière convenable par du travail dirigé avec habileté, tend encore à ajouter de plus en plus à la fertilité du sol par la prolongation de son emploi ; de sorte qu'il vit ainsi qu'il ne dépendait que de sa volonté de faire, pour ainsi dire, une création nouvelle. Il ne pouvait évidemment pas ajouter à l'étendue de ses champs, mais il pouvait d'année en année ajouter à leur productivité, de sorte qu'ils pussent aller de pair avec la population, quelle qu'elle pût être, lui permettant encore de jouir personnellement d'une abondance de produits en quantité inconcevable (1). »

« Qu'aucun homme, donc », dit Anderson, « ne se

(1) *Recreations in Agriculture, Natural History, Arts and Miscellaneous Litterature*, 1801, vol. IV, p. 373-374.

plaigne du Ciel s'il souffre jamais du besoin ». Il n'a besoin que de « faire un effort pour éviter cette calamité affligeante (1) » :

« L'amélioration du sol doit toujours être proportionnée aux moyens dont on fait usage pour augmenter sa productivité ; et celle-ci dépendra toujours des quantités de *travail* et d'engrais qui y seront judicieusement incorporées. J'entends dire qu'aucune amélioration permanente ou générale, d'une importance quelque peu considérable, ne pourra jamais être réalisée que par le travail ; et que, sous une direction habile, le degré d'amélioration sera proportionnel au *travail* incorporé au sol et à l'attention donnée à un emploi convenable des engrais, particulièrement de ceux qui proviennent du sol lui-même. En d'autres termes, la productivité du sol sera proportionnelle au nombre de personnes fournissant leur travail actif au sol, et à l'économie avec laquelle ils conduisent leurs opérations (2). »

Malthus connaissait l'opinion d'Anderson. Il avait lu l'ouvrage d'Anderson : *Recherche impartiale des circonstances qui ont conduit à la présente pénurie de blé en Grande Bretagne* (2) (1801), au moment où il préparait sa seconde édition, et il trouva, comme il le dit lui-même, qu'Anderson maintenait « que tout accroissement de population tend à accroître l'abondance relative, et *vice versa* ». Commentant cette proposition, il écrit :

« Lorsqu'une dépopulation accidentelle se produit dans un pays qui auparavant était peuplé, industrieux et normalement exportateur de blé, si le reste des habitants est laissé libre d'exercer et exerce son industrie dans la même direction qu'auparavant, c'est concevoir une étrange idée que de supposer qu'ils seront incapables de se fournir de blé en même abondance ; en particulier, parce que les habitants restants, cultiveraient principalement, bien entendu, les parties les plus fertiles de leur territoire, et ne seraient pas contraints,

(1) *Recreations*, vol. IV, pp. 375-6.

(2) *Calm Investigation of the Circumstances which have led to the present Scarcity of Grain in Great Britain.*

comme dans l'état de population antérieure, de faire appel au sol ingrat (1). »

Dans la dernière phrase de ce passage, Malthus introduisit tout à fait incidemment, et comme argument subsidiaire, la théorie qu'une population plus minime a un avantage sur une plus nombreuse par le fait qu'elle n'a besoin que de cultiver la terre la plus fertile. Cette théorie est la « loi des rendements décroissants » dans une forme rudimentaire. Malthus ne rêvait guère en 1803 que, en moins de 3/4 de siècle, un argument incident qu'il avait introduit avec le mot « particulièrement » aurait été accepté comme le fondement de la théorie « Malthusienne » de la population et aurait totalement exclu les proportions géométrique et arithmétique sur lesquelles, il le déclare lui-même, toutes ses principales conclusions ont été basées (2).

§ 4. — *Origine de la théorie que la Densité croissante de la population est liée aux Rendements décroissants dans l'Industrie* (3).

Tous les agriculteurs pratiquants ont toujours dû savoir que dépenser plus d'une certaine quantité de travail dans la culture d'un acre donné ne « paye » pas. Si on avait demandé à n'importe quel agriculteur ordinaire pourquoi il en est ainsi, il aurait toujours répondu : « Parce qu'après avoir dépensé une certaine somme de travail on n'obtient pas un supplément de produit ». Mais ceci tient à ce que l'agriculteur ordinaire ne pense qu'aux méthodes culturales qu'il voit communément employer autour de lui. En adoptant un système différent de culture, le produit peut, généralement, être quelque peu

(1) Malthus, *Essay*, 2e éd., p. 472 ; 8e éd., p. 380 ; édit. Guillaumin, p. 456

(2) Voir ci-dessus, p. 188-89.

(3) Une grande partie de cette section a déjà paru dans l'*Economic Journal* de mars 1892

accrù par un travail supplémentaire. L'exposé scientifique de la vérité qui sert de fondement à l'assertion de l'agriculteur est simplement que, à n'importe quel moment donné, au delà d'une certaine quantité, un accroissement du travail employé sur un acre donné, détermine une diminution de rendement par rapport à celui de l'unité moyenne de travail.

Turgot expose très bien la chose dans quelques remarques qu'il écrivit sur un essai récompensé, qui lui avait été soumis. Il dit :

« En accordant à l'auteur du mémoire que dans l'état de la bonne culture ordinaire, les avances annuelles rapportent 250 0/0, il est plus que probable qu'en augmentant par degré les avances depuis ce point jusqu'à celui où elles ne rapporteraient rien, chaque augmentation serait de moins en moins fructueuse. Il en sera dans ce cas de la fertilité de la terre comme d'un ressort qu'on s'efforce de bander en le chargeant successivement de poids égaux. Si le poids est léger et si le ressort n'est pas très flexible, l'action des premières charges pourra être presque nulle. Quand le poids sera assez fort pour vaincre la première résistance, on verra le ressort céder d'une manière sensible et se plier ; mais quand il aura plié jusqu'à un certain point, il résistera davantage à la force qui le comprime, et tel poids qui l'aurait fait plier d'un pouce, ne le fera plus plier que d'une demi-ligne. L'effet diminuera ainsi de plus en plus. Cette comparaison n'est pas d'une exactitude entière ; mais elle suffit pour faire entendre comment, lorsque la terre approche beaucoup de rapporter tout ce qu'elle peut produire, une très forte dépense peut n'augmenter que très peu la production.

. . . .

« La semence jetée sur une terre naturellement fertile, mais sans aucune préparation, serait une avance presque entièrement perdue. Si on y joint un seul labour, le produit sera plus fort ; un second, un troisième labour pourront, non pas simplement doubler et tripler, mais quadrupler et décupler le produit qui augmentera ainsi dans une proportion beaucoup plus grande que les avances n'accroissent et cela jus-

qu'à un certain point où le produit sera plus grand qu'il soit possible comparé aux avances.

Passé ce point, si on augmente encore ces avances, les produits augmenteront encore, mais moins et toujours de moins en moins jusqu'à ce que la fécondité de la terre étant épuisée et l'art n'y pouvant plus rien ajouter, un surcroît d'avance n'ajouterait rien au produit (1). »

Il n'y a pas de raison de supposer que ce passage ait eu aucune influence sur l'économie politique anglaise. Les économistes anglais du début du XIXe siècle déduisirent leurs doctrines, non de l'étude des ouvrages de leurs prédécesseurs, mais de l'expérience acquise par l'Angleterre pendant la guerre.

En 1813, à peu près, il y avait deux traits dans la condition économique du pays qui ne pouvaient manquer de frapper les observateurs les plus superficiels : le prix élevé du blé d'une part et, d'autre part, l'amélioration et l'extension de la culture. De 1711 à 1794 le prix du blé au *Ladyday* ou à la Saint-Michel n'avait jamais été supérieur à 60 sh. 5 1/4 d. pour le *quarter de Winchester* à Windsor. Mais à la Saint-Michel 1795 il était de 92 sh. ; au *Ladyday* de 1801 il était de 177 sh. et de la Saint-Michel 1808 à la Saint-Michel 1813, ni à la Saint-Michel, ni au *Ladyday*, le prix ne s'abaissa jamais au-dessous de 96 sh. (2). La hausse n'était pas seulement forte, elle était progressive. La moyenne des prix annuels du blé pour la décade 1770-1779 était de 45 sh. ; pour la décade 1780-1789, 45 sh. 9 d. ; pour la décade 1790-1799, 55 sh. 11 d. ; pour la décade 1800-1809, 82 sh. 2 d. et pour les 4 années 1810-1813, 106 sh. 2 d. (3).

(1) *Observations sur le mémoire de M. de Saint-Peravy en faveur de l'impôt indirect, couronné par la Société royale d'agriculture de Limoges*, écrit en 1768 environ ; dans les *Œuvres*, édition Daire, vol. I, pp. 420, 421. Voir aussi p. 436.

(2) Cf. tableau des prix du blé à Windsor dans l'*History of Prices* de Tooke (1838), vol. II, pp. 388-389.

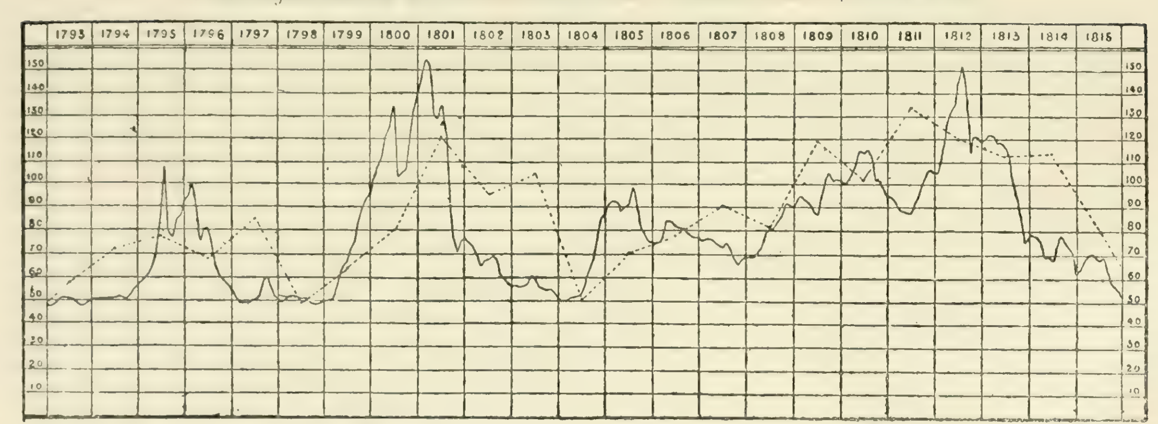
(3) Cf. tableau dans le *Progress of Nations* de Porter, 1836, vol. I, pp. 155-156.

L'amélioration et l'extension de la culture sont plus difficiles à représenter statistiquement, mais à l'époque elles étaient l'évidence pour tout voyageur. Non seulement les *common fields* restants étaient divisés et mis en meilleure culture comme propriété privée, mais d'énormes quantités de terres en friches, telles que les grandes bruyères dans un coin desquelles Bournemouth s'est élevé depuis, furent réparties en *allotments* parmi les propriétaires voisins, encloses, et plus ou moins mises en culture. Nous n'avons malheureusement aucun moyen d'apprécier la quantité de ces dernières, pour ne pas parler des autres (1). Nous pouvons cependant comparer grossièrement le progrès du mouvement à une époque au progrès pendant la période précédente par les variations dans le nombre des *Enclosure Acts*. On voit par le diagramme ci-contre combien les deux phénomènes, l'amélioration et l'extension culturales d'une part et le prix du blé d'autre part étaient étroitement liés. Quand le prix du blé s'élevait, le nombre des *Enclosure Acts* s'élevait également.

Les Lois sur les Céréales (*Corn Laws*) eurent en tous cas, d'une manière directe et immédiate, peu d'influence sur l'établissement des hauts prix. La loi de 1791 (Geo. III, ch. XXX) soumettait les blés étrangers à ce que l'on appelait le droit « élevé » de 24 sh. 3 d. par *quarter*, mais seulement lorsque le prix du blé anglais était inférieur à 50 sh. Lorsque le prix du blé anglais était de 50 à 54 sh., le droit n'était plus que de 2 sh. 6 d. et au-dessus de 54 sh.

(1) C'est une grande erreur de supposer que toutes les terres, encloses alors, furent mises en culture. Les bruyères dont il est question en sont un exemple, car il n'y a aucune raison de supposer qu'elles furent jamais cultivées même à titre temporaire. La fin de la guerre et l'effondrement des prix survinrent avant que les travaux préliminaires mêmes aient été accomplis. Quelques-uns des *allotments* (de plusieurs centaines d'acres chacun) furent plantés de pins écossais et tout le reste demeura, comme la plus grande partie l'est encore, dans le même état, à peu près, qu'en 1790.

Prix moyen mensuel du blé et nombre annuel d'Acts d'Enclosure, 1793-1815.



Les chiffres des côtés du diagramme représentent à la fois le nombre de shillings du prix d'un quarter de blé et le nombre des *Enclosure Acts* promulgués chaque année du règne de Georges III (du 26 octobre au 26 octobre). On admet que tous les *Acts* d'une année étaient promulgués le 1er juillet de chaque année.

Le prix du blé est pris dans les tableaux de l'*History of Prices* de Tooke [vol. II, p. 390]. Le nombre des *Acts d'Enclosure* a été obtenu en comptant les titres dans le *Statute Book*. Il y a trois rapports parlementaires sur la question qui ne sont d'accord ni avec le *Statute Book* ni entre eux (1) *Reports by the Lords Committees on the Resumption of the Cash Payments*, 1819, sess. vol. III, p. 430 ; (2) *Third Reports from the Common's Committee on Agriculture*, 1836, sess. vol. VIII, part. II, p. 501 ; (3) *Waste Land Enclosure Acts*, 1843, sess. vol. XLVIII, pp. 467 479. Le tableau des *Progress of Nation* de Porter, sec. II, ch. i, vol. I, p. 156, est d'accord avec le second qui est de beaucoup le moins incorrect des trois. De 1800 à 1813, il semble attribuer à chaque année le nombre qui appartient réellement à l'année précédente.

seulement de 6 d. Or, de 1795 à 1802 le prix fut habituellement très au-dessus de 50 sh. et l'importation presque libre. En 1804 les intérêts agricoles persuadèrent au législateur d'élever la limite des prix. A partir de ce moment le blé étranger fut soumis au droit prohibitif toutes les fois que le blé anglais était au-dessous de 63 sh. (44 Geo. III, chapitre CIX). Néanmoins, cette modification ne détermina aucune différence pratique. Le prix anglais demeurait supérieur à la nouvelle limite, de sorte que pas plus qu'auparavant il n'y eut d'entrave à la libre importation.

Il était peut-être seulement naturel, que landlords et fermiers déduisissent de ces faits la conclusion que les libres importations n'étaient pas un moyen pour enrayer les hauts prix et que ceux-ci se réduiraient éventuellement d'eux-mêmes en déterminant une telle extension des cultures que l'on obtiendrait nationalement tout l'approvisionnement alimentaire nécessaire. Ils le firent immédiatement et suggérèrent, en conséquence, que pour avoir en fin de compte de bas prix, ou plutôt des prix « réguliers et modérés (1) » tout ce qui était nécessaire était de maintenir, pour le présent, les prix élevés (2). Un comité (*Select Committee*) de la Chambre des Communes, nommé pour faire une enquête sur le blé, affirma gravement, en mai 1813, que les prix avaient été bas jusqu'en 1765 parce que jusqu'à cette époque l'exportation avait été encouragée (3) et l'importation pratiquement prohibée (4) et qu'ils avaient été élevés depuis parce que l'importation était encouragée et l'exportation empêchée (5).

(1) *Report from the select Commitee appointed to inquire into the Corn Trade* (1812-1813), N° 184 (vol. III, pp. 479-530 dans les collections de la Chambre des Communes), p. 7. Ce rapport est réimprimé dans le *Hansard*, vol. XXV, appendice.

(2) Cf. *Hansard*, 1813-1815 *passim*.

(3) Par une *prime* de 5 sh. pour un prix inférieur à 48 sh.

(4) Par un droit de 16 sh. pour un prix inférieur à 53 sh. 4 d. et de 8 sh. quand il était compris entre 53 sh. 4 d et 80 sh.

(5) De 1765 à 1772 inclus, des lois temporaires furent votées pour

Ils recommandèrent par suite que jusqu'en février 1814 on imposât le « droit élevé » sur le blé étranger importé quand le prix national serait inférieur à 105 sh. 2 d. et, après cette date, toutes les fois que le prix intérieur ne dépasserait pas de 33 1/2 0/0 la moyenne des prix des vingt dernières années (1). Sir Henry Parnell, président du Comité, en attirant l'attention de la Chambre des Communes sur son rapport le 15 juin 1813, commença par affirmer en termes énergiques que « l'objet du rapport du Comité n'était pas d'augmenter les profits d'une catégorie quelconque de commerçants ou des fermiers et landlords ». « Leurs affaires, ajoutait-il, depuis longtemps et aujourd'hui encore sont très prospères » et ils n'ont pas besoin de l'aide du législateur. Le Comité, déclarait-il,

« n'a été influencé par aucune autre considération que celle d'un sentiment très fort du danger qu'il y a à continuer à demeurer sous la dépendance de nos ennemis pour des approvisionnements alimentaires suffisants et de ce qu'il y a d'impolitique à faire servir notre argent à améliorer d'autres pays, alors qu'il y a tant de nos propres terres qui ont le même besoin du même genre d'améliorations. Le seul objet de notre rapport est de démontrer simplement les maux qui découlent du système tel qu'il existe et d'obtenir un amendement à la loi qui provoque un accroissement des moyens que nous utilisons à la culture du blé grâce à l'augmentation du capital placé dans l'agriculture. Si le Comité réussit, il assurera une production plus grande de blé, avec de moindres frais de culture et un prix réduit pour le consommateur. Car s'il y a un accroissement considérable du capital agricole, ses effets sur les quantités produites, sur le coût de production

prohiber l'exportation et permettre l'importation, libre de tout droit. En 1773 (13 Geo. III, ch. XLIII) la prime cessa d'être payée pour tout prix supérieur à 44 sh. au lieu de 48 sh. et l'on cessa de frapper l'importation du « droit élevé » pour tout prix dépassant 48 sh. au lieu de 53 sh. 4 d.

(1) *Report* (cf. note 1, p. 198) p. 9. On arriva par cette méthode au prix de 105 sh. 2 d. fixé pour 1813 (*Hansard*, 15 juin 1813, p. 654).

et aussi sur l'abaissement des prix seront exactement les mêmes que dans le cas des manufactures. Chacun sait comment il agit en augmentant la quantité de produits manufacturés, et que ceux qui font emploi de ce capital en industrie peuvent vendre leurs produits à de très bas prix, par suite du coût de production très réduit auquel ils peuvent produire grâce à ce capital. De même le fermier, devenu capable de rendre la terre plus productive proportionnellement aux améliorations qu'il y apporte, et avec une faible dépense, en se servant de bons outils, sera en mesure de vendre son blé à de bas prix ; et de cette manière l'accroissement du capital agricole nous assurera une récolte alimentaire, suffisante pour nous affranchir des approvisionnements étrangers, et, en même temps, à un prix réduit pour le consommateur (1). »

Il y a dans ce passage un démenti très net à la loi des rendements décroissants.

Rien ne fut réalisé pendant la session de 1813, mais l'énergie des intérêts territoriaux fut tout à fait aiguillonnée avant la session suivante par le fait que l'on sentait l'imminence de la fin de la guerre. Les plus fougueux avocats de la théorie que l'encouragement de l'importation rendait le blé cher ne soutenaient pas que ce résultat fût immédiat. L'on disait que la paix provoquerait de grosses importations, que les prix baisseraient, que les fermiers seraient ruinés, que les fermages s'abaisseraient ou même tomberaient à rien, que l'extension culturale cesserait, que des terres récemment reprises retourneraient à l'état de nature et que les prix seraient alors plus élevés que jamais.

Il faut empêcher ces désastres par une grande restriction sinon une prohibition totale des importations. Les partisans de Sir Henry Parnell ne repoussèrent pas plus longtemps l'idée qu'ils avaient besoin de l'aide du Parlement, mais ils continuaient à demander qu'elle fût ac-

(1) *Hansard*, vol. XXVI, pp. 644-645, 15 juin 1813.

cordée non dans leur propre intérêt, mais dans celui du pays dans son ensemble.

Malthus, bien que protectionniste lui-même, ne s'en laissa pas imposer par l'argument protectionniste que l'importation déterminerait des prix réguliers et modérés. Dans ses *Observations sur les effets des lois sur les céréales et sur une hausse ou une baisse du prix du blé sur la richesse agricole et générale du pays* (1) qu'il publia au printemps de 1814 (2) et dont il entendait faire un exposé impartial et une comparaison des avantages et des désavantages de la Protection et du Libre-échange, il affirme avec force que l'effet de la restriction des importations doit être la hausse du prix du blé (3). Cultiver dans le pays tout le blé nécessaire impliquerait, il le montrait, « un certain gaspillage des ressources nationales par l'emploi d'une plus grande quantité de capital que celui requis pour obtenir la quantité de blé nécessaire » (4). Cela semble impliquer qu'il voyait qu'il serait plus facile d'acheter une partie de leur blé à l'étranger que de le faire pousser chez eux, et qu'il faudrait pour cela moins de travail à la population de l'Angleterre. Il n'explique pas de suite exactement pourquoi cela serait plus facile, mais il dit plus tard, plutôt incidemment, que toute la différence entre le coût de culture du blé en Angleterre et dans les autres pays producteurs d'Europe :

« ne provient pas uniquement des impôts. Une partie, et je pense qu'elle est loin d'être négligeable, est due à la nécessité de mettre chaque année en culture et d'améliorer des terres pauvres pour pourvoir à la demande d'une population croissante ; alors que la terre doit évidemment exiger plus de travail, de préparation et de dépenses de toutes sortes dans

(1) *Observations on the Effects of the Corn Laws and of a rise or fall in the Price of Corn on the agricultural and general wealth of the country.*

(2) Malthus, *Grounds of an Opinion* (Fondements d'une opinion), p. 1.

(3) *Ibid.*, p. 25.

(4) *Ibid.*, p. 34.

sa culture. Le coût de culture du blé est probablement, par suite, indépendamment de toute imposition, plus élevé que dans le reste de l'Europe et non seulement cette circonstance augmente le sacrifice à faire en vue de réaliser un approvisionnement autonome, mais aussi la difficulté d'établir un texte législatif pour l'assurer (1). »

Pendant la session 1813-1814 des débats longs et acrimonieux furent provoqués à la Chambre des Communes par une proposition du ministre d'imposer un droit suivant une échelle mobile partant de 24 sh. par *quarter* quand le prix indigène était de 64 sh. et s'abaissant de un shilling pour chaque shilling de hausse de prix entre 64 et 86 shillings. Les pétitions contre cette proposition vinrent innombrables des villes, ses adversaires demandaient des délais et un supplément d'enquête d'une telle légitimité que le ministère se décida à nommer un Comité et la question fut ajournée pour l'année, tout au moins en ce qui concernait une législation immédiate (2).

Le rapport du Comité (3) commençait par un éloge du « progrès très rapide et très étendu » des vingt dernières années et la suggestion que ce serait un désastre sans précédent si beaucoup des améliorations étaient abandonnées en cours de réalisation par suite de l'absence d'encouragements suffisants pour les continuer. La cause de ces améliorations devait être, de l'avis du Comité, « attribuée à la population et à la richesses croissantes du Royaume Uni » :

« Mais il ne faut pas non plus cacher que ces causes, qui, le Comité le croit, seront d'une nature permanente et progressive, ont été accidentellement mais considérablement secondées par les événements qui, pendant la durée de la guerre, agissaient

(1) Malthus, *Ground of an Opinion*, pp. 40-41.

(2) *Hansard*, vol. XXVII, p. 1102, 6 juin, 1814.

(3) *On petitions relating to the Corn Laws* (Sur des pétitions se rapportant aux lois sur les céréales) 1813-14, n° 339 ; dans la Collection de la Chambre des Communes, vol. III, pp. 195 342.

pour enrayer l'importation du blé étranger. La suppression soudaine de ces entraves semble avoir créé chez les occupants de la terre un certain degré d'alarmes, qui, s'il n'était pas apaisé, tendrait, de l'avis des témoins... non seulement à empêcher la clôture et la culture de grandes étendues de terrains encore incultes et improductifs, mais aussi de contrecarrer l'esprit d'amélioration dans d'autres directions et à enrayer son progrès sur des terres déjà en culture (1). »

Sans aucun doute, jugeant que cela suffisait pour montrer que quelque chose devait être fait en vue de maintenir les entraves à l'importation, le Comité rechercha « la dépense de culture, rente comprise ». La rente en argent, dit-il, a doublé en 20 ans. D'autres dépenses de culture également, et il concluait qu'il fallait au moins 80 shillings par *quarter* pour rémunérer le cultivateur de blé anglais. Quelques témoins, ajoutait-il, pensaient qu'un prix beaucoup plus élevé serait nécessaire :

« Il est juste de noter, fait remarquer le Comité, que ces derniers calculs semblent dans la plupart des cas être apportés par des témoins qui ont porté leur attention et tiré leur expérience surtout des districts comportant principalement de l'argile, des terres incultes et inférieures sur lesquelles on ne peut cultiver le blé qu'avec des frais dépassant la charge culturale moyenne pour les meilleurs sols. Néanmoins les terres de cette catégorie fournissent une proportion très considérable du blé et il ressort des témoignages que si de telles terres étaient soustraites à la charrue, elle n'auraient, pendant de longues années qu'une faible utilisation comme pâturages et que la perte due à un tel changement, aussi bien pour l'occupant que pour le stock général de subsistance nationale, serait très grande (2) ».

Soit dans le but de montrer que la hausse des prix n'avait pas été provoquée par l'augmentation de la

(1) *Ibid.*, p. 4.
(2) *Ibid.*, p. 5.

rente, soit dans celui de montrer qu'une baisse de la rente ne pourrait pas compenser une grande réduction des prix, le Comité recueillit des témoignages pour prouver que le rapport de la rente au produit total avait diminué pendant les 20 dernières années et n'en était plus maintenant que le quart ou le cinquième au lieu du tiers (1).

Un Comité de la Chambre des Lords, nommé à la même époque que celui de la Chambre des Communes, suivit à peu de choses près les mêmes voies. Lui aussi recueillit des témoignages montrant que là où le fermage élevé était pratiqué, et sur des terres pauvres, le landlord recevait une moindre proportion du produit. Pour lui également, interrompre ce qu'il appelait le « progrès de l'amélioration (2) » était ruineux. Deux exemples suffiront pour illustrer la direction de ses recherches. A un *land surveyor* on demandait :

« Quelle a été la cause du grand accroissement des *enclosures* dans les dernières années ?

« Le prix élevé du blé.

« Quel a été son effet ?

« Une grande quantité de terre a été cultivée, qui autrement ne l'aurait pas été.

« La production a-t-elle crû ou décrû ?

« Elle a été très considérablement accrue.

« Si les prix se réduisaient beaucoup, le nombre des *enclosures* continuerait-il à augmenter ?

« Certainement non.

« Une grande quantité de produits des terres à blé a-t-il pour effet d'élever ou d'abaisser le prix du blé et de la viande de boucherie ?

« Elle l'abaisse (3). »

(1) P. 4 et *Minutes of Evidence, passim.*

(2) *Reports respecting Grain and the Corn Laws* (Rapports sur le blé et les lois sur les céréales), 1814-15 ; n° 26 (Dans la collection de la Chambre des Communes, vol. V, pp. 1035-1335), p. 89.

(3) *Ibid.*, p. 31.

On demande à un propriétaire du Wiltshire, ayant quelque expérience comme agriculteur :

« Si le prix du blé était de 80 sh. et celui des autres céréales proportionnel, croyez-vous que les fermiers continueraient à cultiver leurs terres avec les frais du mode cultural actuel ?

« Certainement pas. Je crois qu'on sèmerait moins de blé et qu'on dépenserait moins d'argent à la culture du sol.

« Ces prix n'affecteraient-ils pas les terres inférieures davantage que celle de qualité supérieure ?

« Certainement, parce que les dépenses sont plus élevées pour les terres inférieures.

La conséquence de ces prix ne serait-elle donc pas que les fermiers, en règle générale, retireraient leur capital de la culture de ces sols inférieurs ?

« Certainement (1). »

Ces rapports furent extrêmement lus et en considérant la manière nette dont ils lient « le progrès de l'amélioration », l'accroissement de population et la richesse du pays à la culture des sols les plus pauvres et à une proportion réduite du produit pour le landlord, il aurait éte surprenant qu'aucun économiste ne généralisât, en se basant sur les 20 années en question, et ne déclarât que l'accroissement de population et de richesse nécessite toujours que l'on recoure à une agriculture plus coûteuse ou, ce qui revient au même, moins productive. Plus d'un économiste le fit aussitôt. Edward West énonça une loi des rendements décroissants tout au commencement de son *Essay on the Application of Capital to Land ; with observations showing the impolicy of any great restriction of the importation of corn and that the bounty of 1688 did not lower the price of it* (Essai sur l'emploi du capital à la terre ; avec observations montrant combien est peu politique toute grande restriction de l'importation du blé, et que la prime de 1688 n'en abaissa pas le prix) qu'il publia au début de 1815 ;

(1) *Reports*, p. 39.

« Le principal objet de cet essai est la publication d'un principe en économie politique, auquel j'ai songé il y a quelques années et qui me semble résoudre bien des difficultés de cette science que je ne saurais expliquer autrement. En lisant récemment les rapports du comité du blé, j'ai trouvé mon opinion, relativement à l'existence de ce principe, confirmée par beaucoup des témoins dont le témoignage est rapporté en détail. Cette circonstance et l'importance du principe pour comprendre exactement bien des parties de la question du blé, m'ont incité à hasarder cette publication avant la réunion du Parlement... Le principe est simplement que dans le progrès de l'amélioration de la culture, la production des produits grossiers devient progressivement plus coûteuse ou, en d'autres termes, le rapport du produit net de la terre à son produit brut diminue d'une manière continue (1). »

Adam Smith, explique West, vit le principe « que la quantité de travail qui peut être faite par le même nombre de bras croît, avec le progrès des améliorations, moins rapidement en agriculture que dans les manufactures (2) », mais il ne vit pas un autre principe qui peut retarder ou arrêter une telle amélioration en agriculture « ou même rendre la puissance du travail effectivement moins productive quand la culture se développe » :

« Le principe supplémentaire auquel je fais allusion est que chacune des quantités additionnelles égales de travail affectées à l'agriculture a un rendement effectivement décroissant et bien entendu si chacune des quantités additionnelles égales a effectivement un rendement décroissant, la totalité du travail affecté à l'agriculture dans le progrès de l'amélioration a effectivement un rendement proportionnel décroissant. Tandis qu'il est évident qu'une quantité égale de travail fabriquera toujours la même quantité de produits manufacturés...

« Considérons le cas d'une colonie nouvelle ; les premiers

(1) Ed. West, *Essay*, pp. 1-2.

(2) *Ibid.*, p. 6 et Adam Smith, *Wealth of Nations*, liv. I, ch. I, p. 36 ; éd. Guillaumin, p. 8-9.

occupants ont le choix de la terre et bien entendu cultivent les points les plus riches du pays ; les suivants doivent prendre les terres de seconde qualité, qui auront un moindre rendement pour leur travail, en sorte que chaque série nouvelle de cultivateurs venant en succession doit nécessairement produire moins que ses prédécesseurs (1). »

Et à travers tout le cours de l'histoire quand la population s'accroît :

Le travail additionnel affecté à la terre doit être dépensé soit à mettre de nouvelles terres en culture ou à cultiver plus extensivement ce qui a déjà été défriché. Dans chaque pays les graduations entre les terres les plus riches et les plus pauvres doivent être innombrables. Les terres les plus riches ou celles le plus commodément situés pour un marché, ou en un mot celles qui eu égard à la combinaison de leur situation et de leur qualité, ont le rendement le plus grand par rapport aux dépenses qui leur ont été consacrées, seront évidemment cultivées en premier, et quand dans le progrès de l'amélioration, d'autres terres nouvelles sont mises en culture, il faut nécessairement avoir recours à des terres plus pauvres ou à celles au moins qui ont une qualité immédiatement au-dessous de celles déjà cultivées. Il est clair que le travail additionnel appliqué dans ce cas aura un moindre rendement que le travail précédent. Et le fait même que dans le progrès de la société on met en culture de nouvelles terres démontre que du travail additionnel ne peut pas être appliqué sur les vieilles terres avec les mêmes avantages qu'auparavant. Car 100 acres de terre riche auront un plus grand rendement pour le travail de 10 hommes que 100 acres de terre pauvre et si cette même terre riche continuait à donner le même rendement proportionnel pour le travail de 20, 30 ou 100 hommes que pour celui de 10, on ne mettrait jamais en culture la terre inférieure (2). »

Le travail (*work*) pour West signifie les effets immé-

(1) West, *Essay*, pp. 6-8, cf. avec le second paragraphe de Adam Smith, *Wealth of Nations*, liv. I, ch. IX, p. 42 *a* ; éd. Guillaumin, p. 116-117.
(2) *Ibid.*, pp. 9-10.

diats du travail, tels que, par exemple, labourer un acre de terre d'une certaine manière ou creuser un fossé d'une certaine dimension. La question de savoir si les rendements du travail (*work*) diminuent comme ceux du travail (*labour*) est distincte :

« La quantité de travail (*work*) qui peut être faite par un nombre donné de bras est accrue, dans le progrès de l'amélioration, au moyen de la division du travail et du machinisme, même en agriculture. Par suite, un tel accroissement de la quantité de travail (*work*), qui peut être effectuée en agriculture par un nombre donné de bras, peut ou bien plus que compenser, ou bien compenser exactement ou encore ne pas compenser par défaut la diminution de rendement de cette même quantité de travail (*work*). Dans le premier de ces cas en agriculture le travail deviendrait plus productif en valeur absolue, dans le second cas il demeurerait toujours également productif et dans le dernier moins productif en valeur absolue (1). »

Ici au lieu de rechercher directement si le travail agricole est devenu plus ou moins productif au cours de l'histoire — si le travail d'un homme travaillant un sol moyen alimente maintenant plus ou moins de gens qu'aux époques antérieures, — West tente de régler la question par une déduction tirée du « fait reconnu que les profits d'un stock sont toujours plus faibles dans un pays riche que dans un pays pauvre, et qu'ils se réduisent graduellement au fur et à mesure qu'une nation acquiert plus de richesse » (2). Il affirme avec beaucoup de hâte que la signification d'un accroissement de la productivité du travail est nécessairement un accroissement de profits (3) et il en infère que l'accroissement de la productivité de l'industrie manufacturière dé-

(1) West, *Essay*, p. 12.
(2) *Ibid.*, p. 18.
(3) *Ibid.*, p. 14.

terminerait une élévation des profits si la productivité de l'agriculture ne décroissait pas. Comme les profits ne s'élèvent pas, mais baissent, il conclut que la productivité de l'industrie agricole diminue plus que suffisamment pour contrebalancer l'accroissement de la productivité de l'industrie manufacturière. Le passage dans lequel il récapitule ses propositions est digne d'être retenu, car il contient, probablement pour la première fois dans la littérature économique, l'acception du mot « tend » au sens le plus scientifique (1), West le souligne lui-même :

« La division du travail et l'emploi du machinisme rendent le travail (*labour*) de plus en plus productif dans les manufactures, dans le progrès des améliorations ; les mêmes causes *tendent* aussi à rendre le travail de plus en plus productif en agriculture avec les progrès des améliorations. Mais une autre cause, à savoir, la nécessité d'avoir recours a des terres inférieures à celles déjà labourées, ou de cultiver la même terre d'une manière plus coûteuse, *tend* à rendre le travail moins productif en agriculture avec le progrès des améliorations. Et cette dernière cause fait plus que de contrebalancer les effets du machinisme et de la division du travail en agriculture (2). »

Il ajoute que cette conclusion qu'il a cherché à « démontrer théoriquement » (3) est confirmée par « un fait d'observation courante », qui « apparaît presque à chaque page dans les rapports des Comités des blés (4) » et dans les témoignages d'hommes de pratique (5) », à savoir que le rapport de la rente au produit brut a été

(1) Pour cette acception voir Whately, *Introductory Lectures on Political Economy* (Leçons d'introduction à l'économie politique), 1831, 3e éd., 1847, pp. 231-232 et Stuart Mill, *Essays on some Unsettled Questions* (Essais sur quelques questions non résolues), p. 161-162.

(2) West, *Essay*, p. 25.

(3) *Ibid.*, p. 26.

(4) *Ibid.*, p. 27.

(5) *Ibid.*, p. 30.

en diminuant comme conséquence de l'introduction de méthodes culturales plus coûteuses.

Son objet en publiant sa brochure à temps pour la session parlementaire était d'empêcher l'adoption de ce qu'il considérait comme un prix protectionniste immodérément élevé dans la loi sur les céréales alors en préparation (1). Si l'importation était totalement abolie, il pensait que le prix du blé se fixerait immédiatement aux environs de 90 sh., ce qui, à son avis, était à peu près le prix auquel une quantité de blé suffisante pour la population d'alors pourrait être produite dans le pays, et que ce prix augmenterait graduellement avec l'accroissement de la population « parce qu'une production accrue ne serait obtenue qu'avec de plus grands frais, proportionnellement (2) ». Et si l'importation était prohibée toutes les fois où le prix indigène serait au dessous de 80 sh., le prix moyen ne serait jamais inférieur à 80 sh.,

« car, dit-il, c'est la concurrence seule de l'étranger qui pourrait maintenir le blé, même à 80 sh. ; et si cette concurrence était supprimée, comme elle le devrait, dès que le prix tomberait au-dessous de 80 sh., notre prix s'élèverait encore autant que la concurrence le permettrait, c'est-à-dire à 80 sh. par quarter (3). »

(1) West, *Essay*, p. 55.

(2) *Ibid.*, p. 34.

(3) P. 34. West n'avait pas le moindre doute « que toute la richesse et le confort de la communauté sont diminués, que les moyens de chaque individu de disposer des articles de première nécessité et de luxe, aussi bien indigènes qu'étrangers, sont réduits » par « les frais croissants de culture des produits communs » (p. 43) et que, par conséquent, en principe, la politique économique des libres importations est la meilleure ; mais il admettait qu'il y avait « beaucoup de considérations telles que les impôts, les lois sur les pauvres et la détresse des individus provenant du passage rapide du capital d'un emploi à un autre » qui « demanderaient une enquête beaucoup plus longue ». En tenant compte de toutes les considérations, son opinion personnelle était que 70 sh. ou au maximum 75 sh. seraient une limite raisonnable de prix pour l'importation du blé (p. 55).

Il est impossible de lire la brochure de West sans voir que la forme dans laquelle la « loi des rendements décroissants » fut enseignée ultérieurement et que la phraséologie dans laquelle elle est traduite, lui sont beaucoup plus dues que ne se l'imaginent ceux qui ne la connaissent que par la référence courtoise de la préface de Ricardo. Mais c'est Malthus et Ricardo, non West, qui sont responsables de la prééminence que la « loi des rendements décroissants » a occupée dans l'économie politique anglaise. Tandis que West écrivait son essai, Malthus s'occupait de ses *Grounds of an opinion on the policy of restricting the importation of foreign Corn, intended as an appendix to the « Observations on the Corn Laws* (1) » et aussi de *An Inquiry into the Nature and Progress of Rent and the principles by which it is regulated* (2).

Les *Grounds* annonçaient son adhésion explicite au protectionnisme (3), principalement, ou en tous cas d'abord, parce que les témoignages reçus par les Comités sur les blés montraient que la protection était nécessaire pour empêcher une grande perte du capital

(1) *Fondements d'une opinion sur la politique de restriction à l'importation du blé étranger, appendice aux Observations sur les lois sur les céréales.*

(2) *Enquête sur la nature et le progrès de la rente et sur les principes par lesquels elle est réglementée* (N. des T.) — Ces ouvrages furent publiés entre le 13 janvier et le 15 février 1815 (Voir Ricardo, *Letters to Malthus*, éd. Bonar, p. 56-58). L'*Essay on the Influence of a Low Price of Corn* (Essai sur l'influence d'un bas prix du blé) de Ricardo, qui sera mentionné tout à l'heure, fut publié postérieurement au 10 février (Ricardo, *Letters to Malthus*, p. 60) et avant que la *Letter to Whitehead* de Jacob, qui est du 25 février 1815, ait été imprimée (Appendice, p. 34). Arthur Young (*Inquiry into the Rise of Prices* (Enquête sur la Hausse des Prix), *Pamphleteer*, vol. VI, pp. 186-187), parle de la brochure de West comme ayant précédé celle de Ricardo et Ricardo lui-même, dans la préface des *Principles* (Principes), dit qu'ils furent oubliés presqu'au même moment que la *Nature and Progress of Rent* de Malthus (Note de l'auteur).

(3) MALTHUS, *Grounds*, p. 20.

agricole (1). Ici il n'avait aucune occasion d'attirer l'attention sur la loi des rendements décroissants qu'il avait signalée dans ses *Observations*. Son but était, au contraire, de montrer que l'on pourrait beaucoup augmenter, sans grandes difficultés, la quantité de blé récoltée dans le Royaume-Uni. Après avoir adopté cette attitude, il alla jusqu'à suggérer qu'il y avait même une chance de « diminution du prix réel du blé par suite de l'extension de ces grandes améliorations, et cette grande économie ainsi que cette bonne utilisation du travail dont l'Ecosse nous donne de si intelligents exemples ». Cependant, dans une note, il explique que ceci serait obtenu seulement en contrariant partiellement une tendance aux rendements décroissants (2).

« Par le prix réel de culture du blé j'entends les quantités réelles de travail et de capital qui ont été employées pour obtenir les dernières additions faites à la production nationale. Dans chaque pays riche qui s'améliore, il y a une tendance naturelle et forte à augmenter constamment le prix du produit brut par suite de la nécessité d'utiliser progressivement de la terre de qualité inférieure. Mais on peut partiellement contrarier cette tendance par de grandes améliorations culturales et l'économie du travail (3). »

Pour une autre étude plus complète du sujet il renvoie ses lecteurs au pamphlet sur la *Nature and Progress of Rent*. Cet ouvrage contient la substance de quelques notes sur la rente, recueillies en remplissant ses fonctions à Haileybury et qu'il avait éventuellement entendu faire paraître comme une portion d'un ouvrage considérable (4). Il semble avoir été poussé à publier ce tract à ce moment particulier par un désir de diminuer le ca-

(1) Malthus, *Grounds*, p. 4.
(2) *Ibid.*, p. 20.
(3) *Ibid.*, p. 21 en note.
(4) Voir l'« *advertissement* » ou préface de *Nature and Progress of Rent*.

ractère odieux que prenait la rente élevée aux yeux de ceux qui désiraient le pain à bon marché. Néanmoins ce désir, bien qu'il le conduisît à insister beaucoup sur la proposition que la rente élevée est l' « une des preuves les plus certaines de l'état de prospérité d'un pays » (1), ne l'empêcha pas d'expliquer que l'une des conditions de sa hausse est « la rareté relative de la terre la plus fertile (2) ». En comparant le « machinisme de la terre » au machinisme employé dans les manufactures, il dit :

« Les machines qui produisent le blé et les matières premières... sont les dons de la nature, non l'œuvre de l'homme ; et nous constatons, par expérience, que ces dons ont des qualités et pouvoirs très différents. Les terres les plus fertiles d'un pays, celles qui, de même que le machinisme le meilleur dans les manufactures, donnent la production la plus grande avec les moindres travail et capital, n'ont jamais été trouvées suffisantes pour satisfaire aux demandes effectives d'une population croissante. Le prix des produits bruts, par suite, s'élève naturellement jusqu'à ce qu'il soit suffisamment élevé pour couvrir le coût de production avec des machines inférieures et par des procédés plus coûteux ; et comme il ne peut pas y avoir deux prix pour le blé d'une même qualité, toutes les autres machines, dont la conduite nécessite moins de capital par rapport au produit, doivent donner une rente en proportion de leur qualité.

On peut considérer tout pays étendu comme possédant toute l'échelle des machines pour la production du blé et des matières premières, en y comprenant non seulement toutes les diverses qualités de terres pauvres dont il y a généralement abondance dans tout grand territoire, mais les machines inférieures, dont on peut dire qu'on fait usage quand on force de plus en plus la bonne terre pour en tirer un supplément de produit. Si le prix des produits bruts continue à croître, on met successivement en mouvement ces

(1) Malthus, *Nature and Progress of Rent*, p. 47.
(2) *Ibid.*, p. 8.

machines inférieures, et si le prix des produits bruts continue à décroître, on les abandonne successivement (1). »

De sorte que le « prix élevé » des produits bruts qui permet de donner une rente élevée dans les pays riches et prospères est dû à la décroissance des rendements.

« Je n'ai aucune hésitation à déclarer qu'indépendamment des variations dans la circulation monétaire d'un pays, et d'autres conditions temporaires et accidentelles, la cause déterminante du prix élevé relatif en argent du blé est son prix élevé relatif réel ou la plus grande quantité de capital et de travail qui doivent être employés à le produire ; et que la raison pour laquelle le prix réel du blé est plus élevé et s'élève continuellement dans des pays qui sont déjà riches et dont la prospérité et la population augmentent, se trouve dans la nécessité de recourir constamment à des terres plus pauvres — à des machines dont l'emploi est plus coûteux — et qui, conséquemment, font que toute nouvelle addition aux produits bruts du pays doit être acquise à plus grand frais — en résumé, cette raison se trouve dans cette vérité importante à savoir que le blé, dans un *pays qui progresse*, est vendu au prix nécessaire pour obtenir l'approvisionnement actuel et que, puisqu'il devient de plus en plus difficile à obtenir, le prix s'élève en proportion (2). »

De meilleures méthodes culturales peuvent retarder pour un temps, mais ne peuvent pas enrayer d'une manière permanente la diminution des rendements :

« Quant aux améliorations en agriculture qui, dans les sols similaires *est* (*sic*) la grande cause retardant la hausse des prix par rapport à l'augmentation de production, bien qu'elles soient quelquefois très puissantes, elles sont rarement suffisantes pour contrebalancer la nécessité d'employer des terres plus pauvres ou des machines inférieures. A cet égard,

(1) MALTHUS, *Nature and Progress of Rent*, pp. 38-39.
(2) *Ibid.*, pp. 40-41.

les produits bruts sont essentiellements différents de ceux des manufactures.

Le prix réel des produits manufacturés, la quantité de travail et de capital nécessaires pour en produire une quantité donnée, va presque constamment en diminuant, tandis que la quantité de travail et de capital nécessaires pour la dernière addition faite aux produits bruts d'un pays riche et progressant va presque constamment en croissant. Nous voyons, par suite, qu'en dépit d'améliorations continues en agriculture le prix en argent du blé est, *cæteris paribus*, le plus élevé dans les pays les plus riches, tandis que, en dépit de ce prix elevé du blé et par conséquent du prix élevé du travail, le prix en argent des produits manufacturés continue à être plus bas que dans les pays plus pauvres (1). »

Quand Ricardo connut les pamphlets de Malthus, au lieu de faire de lui un protectionniste, ils le rallièrent, dit-il, à la « politique qui consiste à laisser l'importation de blé sans restriction légale (2) ».

Cette déclaration, cependant, doit être prise seulement comme un complément ironique, bien que fait de très bonne amitié, à un adversaire. Il n'y a aucune raison de douter que Ricardo a toujours été un libre échangiste convaincu. Depuis longtemps il avait cherché, dans des conversations et par correspondance, à convaincre Malthus que des restrictions à l'importation du blé tendent à abaisser le taux de l'intérêt. A propos d'une de ses tentatives dans cette voie il écrivait le 26 juin 1814 :

« C'est une répétition, direz-vous, de la vieille histoire et j'aurais pu vous épargner la peine de lire à 200 *miles* de distance ce que je vous ai si souvent exposé, auparavant, comme mon opinion ; c'est vous qui m'avez poussé à répondre

(1) MALTHUS, *Nature and Progress of Rent*, p. 45.

(2) RICARDO, *Essay on the Influence of a Low Price of Corn*, Introduction, dans ses *Works*, p. 369 ; édition Guillaumin, p. 541.

et vous devez en subir les conséquences. Je n'ai jamais été plus convaincu d'aucune proposition en économie politique que de celle-ci : les restrictions à l'importation du blé dans un pays importateur tendent à abaisser les profits (1). »

Il commença probablement avec la croyance simple, assez commune dans les classes commerciales de son époque, que les restrictions à l'importation augmentaient le prix des denrées, que le prix des denrées réglait les salaires du travail et que le travail bon marché était nécessaire pour réaliser des profits élevés (2). Partant de ce point, il semble avoir graduellement avancé. Le 30 août 1814 il indique que le rapport du Comité des Lords « révèle certains faits importants (3) ». Le 23 octobre il commença à lier directement les profits aux causes des prix bas ou élevés des denrées, aussi bien qu'indirectement par l'intermédiaire du coût du travail :

« Une hausse dans le prix du produit brut peut être occasionnée par une accumulation graduelle de capital, qui, créant des demandes nouvelles de travail, peut donner un stimulant à la population et par suite provoquer la culture ou l'amélioration de terres inférieures ; mais ceci ne déterminera pas une hausse ou une baisse des profits parce que non seulement le taux des salaires s'élèvera, mais on emploiera plus de travailleurs sans obtenir un rendement proportionnel du produit brut. La valeur totale des salaires payés sera plus grande relativement à la valeur totale du produit brut obtenu (4). »

Le 18 décembre il exprimait la même théorie en des termes plus énergiques :

« L'accumulation de capital a une tendance à abaisser les

(1) *Letters to Malthus*, éd. Bonar, p. 35.
(2) Cf. toute la lettre qui vient d'être citée.
(3) *Letters to Malthus*, p. 42.
(4) *Ibid.*, pp. 47-48.

profits. Pourquoi? Parce que chaque accumulation est accompagnée par des difficultés plus grandes d'obtenir des aliments à moins qu'elle ne soit accompagnée d'améliorations en agriculture; dans ce cas elle n'a aucune tendance (1) à diminuer les profits. S'il n'y avait pas accroissement de difficultés, les profits ne diminueraient jamais parce qu'il n'y a d'autre limite à la production avantageuse d'articles manufacturés que la hausse des salaires. Si avec chaque accumulation nouvelle de capital nous pouvions attaquer une pièce de terre fertile nouvelle de notre île, les profits ne s'abaisseraient jamais (2). »

Quand il eut lu la *Nature and Progress of Rent* de Malthus, l'ensemble du sujet parut devenir plus clair pour lui et dans le cours de quelques semaines (3) il écrivit et publia *An Essay on the Influence of a Low Price of Corn on the Profits of Stock, showing the inexpediency of restrictions on importation : with remarks on Mr. Malthus's two last publications « An inquiry anto the nature and progress of rent » and « The grounds of an opinion on the policy of restricting the importation of foreign corn* (4) » dans lequel, en vue de prouver son affirmation que les restrictions tendraient à abaisser le taux du profit, il énonçait une théorie complète des modifications qui s'opèrent dans la distribution du produit total en rente, profit et salaires, au fur et à mesure qu'un pays progresse en richesse et en population. Cette théorie était fondée sur les propositions mêmes énoncées dans la brochure de

(1) Ricardo emploie évidemment le mot *tendance* dans son sens populaire.

(2) *Letters to Malthus*, p. 52.

(3) Voir ci-dessus p. 161, note.

(4) « Essai sur l'influence d'un bas prix du blé sur les profits dérivant d'une accumulation de capital et montrant qu'il est inexpédient d'apporter des restrictions à l'importation : avec des observations sur les deux dernières publications de M. Malthus : « Enquête sur la nature et le progrès de la rente » et « Bases d'une opinion sur la politique économique de restrictions de l'importation du blé étranger » (N. des Trad.).

West (1), à savoir : 1° que la densité croissante de la population tend à obliger à recourir à la terre inférieure et aux méthodes culturales plus coûteuses et par suite à diminuer la productivité de l'industrie agricole ; 2° qu'elle obligerait même toujours à recourir à la terre plus pauvre et aux méthodes culturales plus coûteuses et diminuerait ainsi la productivité de l'industrie agricole, s'il n'y avait pas d'améliorations réalisées en agriculture ; 3° qu'en règle générale ou dans le cours des temps, en dépit des améliorations qui se produisent en agriculture, elle oblige réellement à recourir à la terre plus pauvre et à une culture plus dispendieuse et diminue ainsi réellement la productivité de l'industrie agricole. En vue de démontrer la proposition pratique de Ricardo, que des restrictions diminueraient les profits, la troisième partie de la théorie n'était pas nécessaire puisqu'il n'y avait pas de raison de supposer que l'on ne réaliserait pas moins d'améliorations en agriculture ou de dispositifs économisant de la main d'œuvre si le blé était cher que s'il était bon marché ; de sorte que si quelqu'un avait dit que les améliorations n'empêcheraient pas seulement temporairement, mais d'une manière permanente, une diminution dans la productivité de l'agriculture, Ricardo aurait pu rétorquer : Il aurait pu en être ainsi, mais s'il n'y avait pas eu de restrictions, les améliorations auraient été apportées et auraient déterminé une augmentation dans la productivité de l'agriculture au lieu d'empêcher seulement une diminution. Cependant il n'y a pas le moindre doute que Ricardo, comme West et Malthus, croyait que les rendements de l'industrie agricole diminuent réellement dans le cours de l'histoire en dépit de toutes les améliorations. Il dit :

1) Lorsqu'il écrivit son *Low Price*, Ricardo n'avait pas vu la brochure de West (*Letters to Malthus*, p. 63).

« Les causes qui rendent plus difficiles l'acquisition d'une quantité additionnelle de blé agissent, dans les pays en progrès, de façon constante, tandis que les améliorations marquées en agriculture ou dans les instruments aratoires sont d'une occurrence moins fréquente. Si ces causes opposées avaient des effets égaux, le blé serait sujet seulement aux variations accidentelles de prix dues aux mauvaises saisons, aux salaires réels plus ou moins élevés du travail ou à un changement dans la valeur des métaux précieux occasionné par leur abondance ou leur rareté (1). »

Ceci implique évidemment que les améliorations en agriculture n'empêchent pas effectivement dans l'ensemble la difficulté de la production du blé de croître, bien qu'elles l'empêchent de croître aussi vite qu'elle le ferait si elles n'existaient pas. Malthus et Ricardo eurent dans l'intimité de longues discussions sur la théorie des profits proposée dans l'*Essay on the Influence of a Low Price of Corn* (2), mais la discussion ne semble pas les avoir conduits l'un ou l'autre à modifier leur opinion que la diminution des rendements n'est, en règle générale, soumise qu'à des exceptions temporaires. Dans ses *Principles*, implicitement Ricardo affirme constamment qu'il en est ainsi (3) et dit explicitement : Avec chaque accroissement de capital et de population, le prix des denrées alimentaires augmente parce qu'il est plus difficile de les produire (4). Dans sa *Political Economy* Malthus se plaint de ce que Ricardo

« n'ait jamais ajouté d'*importance* à l'influence des améliorations permanentes en agriculture sur les profits du capital accumulé, bien que ce soit l'une des considérations les plus

(1) Ricardo, *Works*, éd. Mac Culloch, p. 377 note ; édit. Guillaumin, p. 509.

(2) Cf. *Letters to Malthus*, *passim*.

(3) En faisant de la diminution des rendements la seule cause de la baisse permanente des profits. Voir spécialement 1re éd., p. 99, 142, 228, 229 ; 3e éd. dans les *Works*, p. 50, 70, 105.

(4) Ricardo, 3e éd., dans *Works*, p. 241 ; édit. Guillaumin, p. 332.

importantes de tout le domaine de l'économie politique, parce que ces améliorations ouvrent sans discussion l'*arène* (*sic*) la plus large à l'emploi du capital sans diminution des profits (1). »

Mais il ne semble pas croire que, même dans les circonstances les plus favorables ces améliorations pourraient empêcher les rendements de diminuer pendant plus d'une période limitée, bien que possiblement longue comme des « centaines d'années » (2), et dans un autre passage il dit catégoriquement :

« Le coût de production du blé et du travail s'accroît constamment par suite de causes physiques inéluctables, tandis que le coût de production des manufactures et articles de commerce diminue quelquefois, demeure stationnaire d'autres fois et en tous cas s'accroît beaucoup plus lentement que le coût de production du blé et du travail (3). »

Quoi qu'il en soit, en 1822 Ricardo semble avoir été plus disposé à laisser la discussion ouverte sur cette question. Dans son pamphlet *On Protection to Agriculture* (4), il dit :

« Dans le progrès de la société il y a deux causes opposées qui agissent sur la valeur du blé ; l'une est l'accroissement de la population et la nécessité de cultiver, avec des frais croissants, de la terre de qualité inférieure, ce qui détermine toujours une hausse dans la valeur du blé ; l'autre est les améliorations agricoles ou la découverte des marchés étrangers nouveaux et abondants, qui tendent toujours à abaisser la valeur. Quelquefois l'une de ces causes prédomine, à d'autres moments, l'autre, et la valeur du blé s'élève ou s'abaisse suivant que l'une ou l'autre prédomine (5). »

(1) MALTHUS, *Political Economy*, 1re éd., p. 331.
(2) *Ibid.*, p. 332.
(3) *Ibid*, p. 300 ; cpr. pp. 166 note, 313, 370.
(4) *Sur la protection appliquée à l'agriculture.*
(5) RICARDO, *Works*, p. 475 ; éd. Guillaumin, p. 622.

Cependant quand Atwood attaqua longuement sa théorie à la Chambre des Communes et insista sur le fait que les rendements de l'industrie agricole ne diminuent pas mais s'accroissent avec le progrès historique réel de la société, Ricardo se refusa à l'admettre et expliqua, comme beaucoup de ses disciples l'eussent fait plus tard, que ce fait n'était pas incompatible avec une « tendance » aux rendements décroissants (1).

Peu après la publication de l'*Essay on the Influence of a Low Price of Corn* (2), Torrens fit paraître *An Essay on the External Corn Trade, containing an inquiry into the general principles of that important branch of traffic; an examination of the exceptions to which these principles are liable; and a comparative statement of the effects which restrictions on importation and free intercourse are calculated to produce upon subsistence, agriculture, commerce and revenue* (3). Cet ouvrage, bien qu'aussi peu concis que son titre, mérite entièrement les louanges que lui accorda Ricardo (4), et il fournit un autre exemple de la manière dont les circonstances avaient pénétré la mentalité des économistes de l'époque, de l'idée des rendements décroissants. Car Torrens aussi, qui écrivait avant de connaître les *Grounds of an Opinion* de Malthus, les *Nature and Progress of Rent*, l'*Application of Capital* de West ou l'*Influence of a*

(1) *Hansard*, vol. VII, p. 392 ff., May 7, 1822.

(2) *Essai sur l'influence d'un bas prix du blé.*

(3) *Essai sur le commerce extérieur du blé, contenant une enquête sur les principes généraux de cette importante branche des échanges et l'exposé des effets comparatifs que les restrictions à l'importation et à la libre circulation doivent produire sur la subsistance, l'agriculture, le commerce et les revenus publics.*

(4) Parmi les publications les plus remarquables sur la politique nuisible de la restriction des importations de blé, on peut citer l'*Essay on the External Corn Trade* du Major Torrens. Il me paraît qu'on n'a pas répondu à ses arguments qui sont irréfutables. » Ricardo, *Works*, p. 164, note ; cette note ne figure pas dans l'édition Guillaumin.

Low Price of Corn de Ricardo (1), s'opposait à la restriction des importations en s'appuyant sur l'idée qu'elle doit provoquer une décroissance des rendements en obligeant à la culture de la terre inférieure.

« Toute restriction, dit-il, au commerce d'importation du blé qui oblige à mettre en culture la terre de qualité inférieure, prive non seulement les portions du capital et du travail, appliquées ainsi à la terre, de leur emploi le plus profitable, mais, en augmentant le prix naturel du blé, diminue universellement la puissance productrice du travail et du capital et sert de frein général à la prospérité du pays (2). »

§ 5. — *Histoire ultérieure de la Théorie que la Densité croissante de la population est liée aux Rendements décroissants dans l'Industrie.*

L'histoire ultérieure de cette notion porte principalement sur la substitution graduelle d'une loi pseudo-scientifique d'une « tendance » aux rendements décroissants à la règle générale grossière des rendements décroissants,déduite témérairement de l'expérience acquise pendant la grande guerre.

Dans son *Essay on the Corn Trade*, Torrens s'était à peine rallié à la théorie que la diminution des rendements est une règle générale, mais dans un ouvrage postérieur, l'*Essay on the Production of Wealth* (3), il l'enseigne sans hésitation (4). James Mill parle et re-

(1) *Essay on the Corn Trade*, 3e éd., 1839. Préface, p. 9.

(2) *Ibid.*, 1re édit., p. 73-74.

(3) *Essay on the Production of Wealth with an appendix in which the principles of political economy are applied to the actual circumstances of this country* (*Essai sur la production de la richesse avec un appendice dans lequel les principes de l'économie politique sont appliqués aux conditions réelles de ce pays*).

(4) Pp. 115 ff, 144 ff, beaucoup trop délayé pour être cité.

parle de la diminution des rendements comme si c'était non seulement une règle générale, mais une règle invariable, sauf dans les cas où les colons de pays civilisés « ont le pouvoir de cultiver sans limite les catégories les plus productives de terre (1) ». Il n'accorde aucune attention aux inventions et découvertes.

Mac Culloch expose la règle générale dans sa manière expressive et habituellement claire. Dans les premières périodes du progrès d'une nation, nous dit-il, « alors que la population est relativement limitée, il n'est nécessaire que de cultiver les terres les meilleures, et l'industrie est relativement productive » (2).

« Dans les manufactures, on met en marche d'abord les plus mauvaises machines et chaque jour on améliore leur puissance par des inventions nouvelles, et on les met en mesure de donner une plus grande somme de produits avec la même dépense.

En agriculture, au contraire, ce sont les meilleures machines, c'est-à-dire les *terres les meilleures* que l'on met les premières en culture et l'on recourt après aux terres inférieures, qui nécessitent une grande dépense de capital et de travail pour fournir les mêmes récoltes. En agriculture, les améliorations dans la construction des instruments aratoires et celles dans la direction, qui se produisent occasionnellement dans le progrès de la société, peuvent réellement réduire le prix du produit brut et, en faisant rendre la même récolte à un moindre capital, avoir une tendance à réduire la rente. Mais la baisse de prix qui est permanente dans les manufactures n'est que *temporaire en agriculture* (3). »

Sur l'action des causes fixes et permanentes, la stérilité croissante du sol doit, dans l'ensemble, surpasser la puissance croissante du machinisme et les améliorations réalisées en agriculture (4). »

(1) James Mill, *Elements*, 1re éd., p. 41 ; 3e éd., p. 55. Cf. Sections sur la rente, les salaires et profits, *passim*.

(2) Mac Culloch, *Principles*, 1825, p. 205.

(3) *Ibid.*, p. 277-278.

(4) *Ibid.*, p. 383.

La croyance que l'accroissement de population, en dépit de toutes les améliorations, nécessite dans le cours des temps l'emploi d'une proportion de plus en plus grande du travail du monde pour la production des denrées de première nécessité pour l'existence, implique pratiquement qu'avec l'accroissement de la population, l'humanité devient de plus en plus pauvre, à moins que la productivité décroissante du travail des agriculteurs soit plus que contrebalancée par la productivité croissante du travail du reste de la collectivité, ce qui sera peu probablement le cas, puisque le reste de la collectivité doit être une proportion décroissante du tout.

Enfin, dans deux conférences faites à Oxford en 1828, Senior s'aventura à protester contre cette opinion désespérante. La population, affirma-t-il, ne croît pas réellement avec cette rapidité nuisible.

« Le mal, dit-il, d'une population surabondante (*redundant*) ou, pour parler d'une manière plus intelligible, d'une population trop nombreuse pour être adéquatement et régulièrement approvisionnée de ce qui lui est nécessaire, diminuera probablement avec le progrès des améliorations.

Mais je dois reconnaître que ce n'est pas l'opinion admise. La doctrine populaire est certainement que la population a une tendance à croître au delà des moyens de subsistance, ou, en d'autres termes, que, quels que soient les moyens de subsistance, la population a une tendance à se mettre en harmonie avec eux, et même à lutter pour les dépasser et elle est principalement retenue par le vice et la misère provoqués par cette lutte. J'admets que la population (considérée d'une manière abstraite) a le pouvoir de croître ainsi ; et j'admets que sous l'influence d'institutions manquant de sagesse ce pouvoir peut s'exercer, que le montant de la subsistance représente une proportion plus faible qu'auparavant par rapport au nombre des gens et que le vice et la misère, plus ou moins intenses et répandus, d'après les circonstances de chaque cas, doivent en être la conséquence. Ce que je nie

c'est que, sous l'empire d'institutions sages, il y ait aucune *tendance* à cet état de choses. Je crois que la tendance est exactement contraire (1). »

Il envoya ces conférences à Malthus et l'invita poliment (2) à souscrire à cette nouvelle doctrine. Malthus refusa. Quant au passé, il dit : « Quand vous posez en fait que la nourriture a généralement crû plus vite que la population, je suis incapable de vous suivre » (3). « Quant à l'avenir, dit-il, il est évident que quelque retard à l'augmentation de la population est inévitable, » et il se demande si « l'expérience du passé nous autorise à attendre que ceci se produise sans quelque diminution du salaire des ouvriers cultivant le blé et quelque difficulté croissante de subvenir aux besoins d'une famille » (4). Mais il montrait quelque désir d'échapper à la question en discussion :

« La partie principale de la question pour moi, écrit-il,

(1) *Two lectures on Population delivered before the University of Oxford in Easter term 1828, to which is added a correspondence between the author and the Rev. T. R. Malthus*, 1829, p. 35-36. (Deux conférences sur la population faites à l'Université d'Oxford à Pâques 1828, avec la correspondance entre l'auteur et le Rev. T. R. Malthus).

(2) M. Bonar (*Malthus and his Work*, p. 3 et 4) dit que Senior confessa avec contrition qu'il s'était plus fié à ses oreilles qu'à ses yeux pour la connaissance de la doctrine Malthusienne, et qu'il avait fait une critique savante non de l'opinion de M. Malthus mais de ce que « les masses qui ont suivi et les quelques-uns qui ont cherché à combattre » M. Malthus ont supposé être son opinion. Si l'opinion de Malthus était différente en réalité de ce que les masses qui le suivaient et les quelques-uns qui le combattaient la supposaient, il est difficile de voir pourquoi Senior aurait été chagriné pour avoir critiqué de beaucoup la plus importante des deux opinions. Mais comme Senior le savait fort bien, l'opinion de Malthus n'était pas différente de celle que ses partisans lui assignaient. Senior, en s'excusant de lui avoir attribué l'opinion de ses disciples qui — ainsi qu'il le dit — est inconsistante avec un passage de l'*Essay on Population*, fait simplement usage d'une méthode polie pour inviter Malthus à expliquer cette contradiction.

(3) Correspondance dans les *Lectures on Population* de Senior, p. 66.

(4) *Ibid.*, p. 70.

porte sur la cause de la pauvreté et de la misère continues des classes ouvrières de la société dans tous les vieux Etats. Elle ne peut certainement pas être attribuée à la tendance de l'alimentation à croître plus vite que la population. Elle peut l'être à la tendance de la population à augmenter plus vite que la subsistance (1). »

Et Senior avait peut-être le droit de déclarer que la controverse se terminait par un accord.

Cette discussion, avec ses métaphores absurdes sur la « population se heurtant à l'alimentation » (2) et « prête à se mettre en route » (3), était un anachronisme complet en abandonnant la question des rendements décroissants et en revenant aux vieilles et vagues comparaisons de l'accroissement de population et de l'accroissement alimentaire. Le Dr Chalmers fut le premier auteur sérieux important qui attaqua d'une manière précise la croyance que les rendements de l'industrie agricole ont généralement diminué et continuent à diminuer comme conséquence de l'accroissement de population.

L'une des raisons les plus plausibles pour croire à la règle générale des rendements décroissants est l'argument que le fait même que l'on étend la culture à la terre inférieure, par sa position ou sa fertilité, à celle déjà en culture, montre que la productivité de l'industrie agricole a diminué. Le travail est, dit-on, d'une productivité moindre sur les terres nouvelles que sur les anciennes et, par conséquent, les rendements de l'industrie agricole la moins productive doivent avoir diminué. Ricardo lui-même raisonne ainsi : « Les terres, dit-il, qui sont maintenant mises en culture, sont bien inférieures aux terres cultivées il y a trois siècles et, par suite, la difficulté de la production est accrue » (4). Mais ce raison-

(1) Correspondance dans les *Lectures on Population* de Senior, p. 72.

(2) *Ibid.*, p. 76.

(3) *Ibid.*, p. 61.

(4) Ricardo, *Principles* (1re éd., p. 289-290), *Works*, p. 130. Cette dé-

nement est inexact. Le travail sur une terre nouvelle n'est pas aussi productif maintenant que le travail sur une terre ancienne l'est maintenant, mais, avant qu'une baisse de la productivité de l'industrie ou une décroissance des rendements puissent être démontrées, il faut prouver que le travail sur une terre nouvelle est moins productif que celui sur une terre ancienne l'était à une époque antérieure. Malthus l'avait bien vu et signalé dans les éditions suivantes de son *Essay* (1); West l'avait également expliqué dans son essai sur *The Price of Corn and the Wages of Labour* (2) (1826), mais comme Malthus considérait ce cas comme un phénomène purement temporaire et que West pensait qu'il ne s'était pas produit en réalité, il était réservé au Dr Chalmers d'énoncer la théorie la plus optimiste. Il le fit dans son style ampoulé habituel. Tout à fait au début de sa *Political Economy in connexion with the moral state and moral prospects of society* (3) 1832, après avoir observé qu'une position dominante « a été gagnée récemment en économie politique » eu égard spécialement « à cette partie où la théorie de la richesse rejoint la théorie de la population et où, par conséquent, on peut examiner les deux conjointement », il continue :

« La doctrine ou découverte que nous visons est celle énoncée il y a quelques années et tous deux (*sic*) au même moment par Sir Edward West et M. Malthus. Elle considère la terre prise la dernière dans un but de culture et (*sic*) qui ne donne aucune rente... On imagine que la terre la plus

claration se trouve, il peut être bon de le rappeler, dans une clause subordonnée commençant par « bien que » ; elle est traitée comme une question communément connue ; édit. Guillaumin, p. 166.

(1) Malthus, 5e éd., 1817, vol. II, p. 435-36 ; 8e éd., p. 340 ; édit. Guillaumin, p. 410.

(2) Le prix du blé et les salaires du travail. N. des T., p. 45-46.

(3) *L'économie politique considérée au point de vue de l'état moral et des perspectives morales de la société.*

fertile fut occupée d'abord... Après que toute la terre de première catégorie eut été occupée, une population croissante se répandit, il le semble, sur les terres de deuxième ordre, qui, en vertu de leur qualité inférieure, donnèrent un moindre rendement pour la même quantité de travail... En traçant cette esquisse ou *histoire raisonnée* (*sic*) du développement lié de la culture et de la population, les économistes ont cédé à certaines conceptions qu'il est nécessaire de modifier. Ils décrivent quelquefois le processus comme si, à chacune des descentes successives à un sol inférieur, le confort et les conditions de la race humaine subissaient une détérioration... D'accord avec cette conception, même des économistes et des calculateurs ont, par un processus inverse, trouvé leur voie vers un âge d'or au début du monde — quand les hommes, reposant au sein de l'abondance et sans aucune fatigue que celle d'opérations faciles et superficielles sur un sol d'une qualité de premier ordre, participaient richement aux dons de la nature... A chaque nouvelle extension de la culture, un sol plus ingrat doit être rencontré sur lequel on pense que les hommes, pour un travail plus pénible, recueilleront une plus maigre subsistance qu'auparavant : jusqu'à l'extrême limite de la progression, une vie de labeur et de pénurie maxima est considérée comme le sort inévitable qui attend les classes ouvrières de la société.

En fait, d'une manière générale, cette vue n'est pas d'accord avec la vérité historique (1). »

Il signale que les classes ouvrières n'ont pas, en fait, dans les divers pays du globe, subi une diminution perpétuelle dans leur bien-être matériel. « Nous devrions plutôt dire qu'il y a eu une avance générale et une élévation dans la nature de leurs plaisirs ». « Les hommes, dit-il, ont été incapables de concilier la descente des ouvriers vers les sols inférieurs avec l'élévation indubitable qui s'est produite dans leur condition ou dans le niveau moyen de leur confort » (2). La chose peut néanmoins être expliquée aisément.

(1) Chalmers, *Political Economy in connexion with the moral state and the moral prospect of society*, 1832, ch. I, § 2-6.

(2) *Ibid.*, ch. I, § 6.

« Car à mesure que les sols nouveaux successivement attaqués devenaient moins fertiles, la même somme de travail, grâce à l'intervention d'outils et d'instruments aratoires, peut être devenue beaucoup plus efficace. Le même travail, qui, par une opération manuelle directe, pouvait faire germer une quantité donnée de subsistance d'un sol de première qualité, pourrait, avec nos instruments aratoires modernes, en obtenir autant d'un sol de la dernière qualité attaqué (1). »

La démonstration faite par Chalmers que l'extension de la culture n'implique pas nécessairement une décroissance réelle de la productivité de l'industrie agricole et sa déclaration que, d'une manière générale, l'amoindrissement de la condition du travailleur n'est pas un fait historique, semble n'avoir aucunement excité l'attention. En 1833, Mountifort Longfield, professant à Dublin, pouvait encore, après avoir considéré le résultat des améliorations, dire avec véracité :

« Dans l'ensemble, cependant, on suppose généralement que la marche de la population est plus certaine et constante que celle de l'amélioration et doit la surpasser dans le cours des temps, et par conséquent qu'il doit y avoir une tendance constante à la décroissance dans la productivité du travail agricole (2). »

La première protestation qui se fit entendre vint de l'autre côté de l'Atlantique. Il était peu probable que dans la première moitié du XIXe siècle les Américains patriotes acceptassent sans objection les généralisations faites en Angleterre pendant la grande guerre. H. C. Carey, dont la première partie de la *Political Economy* fut publiée à Philadelphie en 1837 et la troisième en 1840, fit une vigoureuse opposition à la sombre théorie Malthuso-Ricardienne. Il reconnaissait que la surpopulation était

(1) *Ibid.*, ch. I, § 7.

(2) LONGFIELD, *Lectures on Political Economy*, 1834, p. 181.

chose possible dans un avenir éloigné, mais jusqu'ici, disait-il, l'expérience a montré que l'accroissement de population a toujours été favorable à la productivité de l'industrie. Les guerres, les pestes et autres entraves positives à la croissance de la population, que Malthus regardait comme un certain bienfait, étaient considérées dans leur intégralité, par Carey, comme un mal (1). Il alla trop loin dans sa croyance aux avantages d'une population nombreuse et croissante, mais il avait raison en niant absolument que les rendements de l'industrie agricole ont diminué dans le passé. Citant l'affirmation de James Mill que « si le capital s'est accru plus vite que la population », « les salaires ont dû augmenter »,il réplique : « Les salaires *ont* augmenté » (2). « Toute quantité donnée de travail, dit-il, commande maintenant une quantité de nourriture beaucoup plus grande qu'à n'importe quelle époque antérieure et la tendance est à un accroissement constant » :

« Il est entièrement impossible de lire un livre parlant du peuple de l'Angleterre dans les temps anciens, sans être frappé de l'amélioration extraordinaire des moyens d'existence — de la facilité accrue d'obtenir des aliments, des vêtements, un abri et de meilleures qualités en tout — permettant au travailleur ordinaire de jouir de luxes nombreux qui, dans les temps passés, étaient inconnus aux gens qui pouvaient être réputés riches (3). »

Pour illustrer l'accroissement réel de la productivité de l'industrie agricole, il cite des statistiques tirées de l'*History of the Poor* (4) (VI, pp. 45-48) d'Eden :

« En 1389, pour s'assurer la récolte en blé de 200 acres, on employait 250 faucheurs et lieurs de gerbes un jour, et 200

(1) CAREY, *Political Economy*, IIIe partie, p. 91.
(2) *Ibid.*, IIIe partie, p. 69-70 ; James MILL, *Elements*, 1re éd., p. 29 ; 3e édit., p. 45.
(3) *Political Economy*, IIIe partie, p. 70.
(4) *Histoire des Pauvres*.

un autre. Un autre jour de la même année, on loua 212 personnes pour faucher et lier le blé de 13 acres, et l'avoine d'un acre. A cette époque, 12 boisseaux à l'acre constituaient une récolte moyenne, de sorte que l'on employait 212 personnes pour moissonner 168 boisseaux de grain, opération qui pourrait être faite aisément de nos jours par une demi-douzaine de personnes (1). »

L'enseignement de Stuart Mill sur la relation entre l'accroissement de la population et la productivité de l'industrie agricole n'est en aucune manière cohérent. Il vivait en des temps plus prospères, mais il ne fut jamais capable de rejeter complètement les effets des sombres théories de la seconde décade du siècle avec lesquelles son père l'avait endoctriné.

Il croyait que « la loi générale du rendement décroissant de la terre (2) » avait une importance énorme (3) et il consacra beaucoup de place à son exposition dans le chapitre de ses *Principles* qu'il intitule : « De la loi de l'accroissement de production de la terre (4) ». Il commence par dire qu'il est évident que la quantité de produit que l'on peut récolter sur une pièce de terre donnée quelconque n'est pas indéfinie. S'il avait continué en disant qu'il est évident que la quantité de produit, que l'on peut obtenir à un moment donné d'une pièce de terre donnée quelconque en même temps que l'on atteint au plus haut degré possible de la productivité de l'industrie, n'est pas non plus indéfinie, il est probable que la « loi des rendements décroissants » aurait bien-

(1) Carey, *Political Economy*, partie I, p. 58.

(2) Stuart Mill, *Principles*, liv. I, ch. XII, § 2, 1re éd., vol. I, p. 216 ; édit. popul., p. 111 *b* ; trad. Courcelle-Seneuil, p. 204.

(3) *Ibid.*, 1re éd , vol. I, p. 212, édition popul., p. 109 *b* ; édition Guillaumin, p. 204. « Cette loi générale de l'industrie agricole est la proposition la plus importante de l'économie politique. Si la loi était différente, presque tous les phénomènes de la production et de la répartition des richesses seraient différents de ce qu'ils sont ».

(4) *Ibid.*, I, ch. XII ; édit. Guillaumin, p. 203.

tôt cessé d'être un terme familier dans les traités d'économie. Mais il ne fut pas capable de se débarrasser des caractéristiques pseudo-historiques de la « loi » enseignées par ses prédécesseurs. Après quelques observations sur l'importance du sujet et l'erreur de croire que son étude peut être reculée jusqu'à un avenir éloigné, il expose la loi ainsi :

« Après une certaine période, qui n'est pas très avancée, de progrès en agriculture — aussitôt en fait que les hommes se sont adonnés avec quelque énergie à la culture et lui ont apporté des outils convenables — à partir de ce moment c'est la loi de production de la terre que dans un état donné d'habileté et de connaissances agricoles, en accroissant le travail on n'augmente pas le produit à un égal degré ; doubler le travail ne double pas le produit ; ou, pour exprimer la même chose en d'autres termes, chaque accroissement de produit n'est obtenu que par un accroissement plus que proportionnel du travail appliqué à la terre (1). »

« Dans un état donné d'habileté et de connaissances agricoles » est en réalité exactement la même chose qu' « à un moment quelconque », puisque l'habileté et les connaissances agricoles, comme toutes autres habileté et connaissances, ne sont jamais stationnaires. Prise dans cette acception, la loi de Mill serait une loi réelle, sauf la réserve naturelle qu'elle est vraie seulement lorsqu'un certain stade de progrès agricole a été atteint, de sorte qu'il y a une période où, pour employer une phrase courante, « elle n'est pas encore agissante ». Ceci la prive de l'universalité qui caractérise une loi réelle. La loi de la gravitation, par exemple, est toujours vraie et toujours « agissante » ; elle

1. Stuart Mill, *Principles of Political Economy*, 1re éd., vol. I, p. 212, liv. I, ch. XII, § 2. Les mots depuis « aussitôt » jusqu'à « à partir de ce moment » furent supprimés ensuite ; édition populaire, p. 109.

ne « commence pas à agir » seulement au moment où la queue de la pomme cède.

Non content de retarder la mise en œuvre de sa loi jusqu'à un moment fixé d'une manière quelque peu vague, Mill la « limite » :

« Le principe, dit-il, qui vient d'être exposé, doit être accueilli sans doute avec certaines explications et limitations. Même après que le degré de culture de la terre est si élevé que la simple application de travail additionnel, ou d'une somme additionnelle de travail ordinaire, ne fournirait pas un rendement proportionné à la dépense, il peut encore arriver que l'application d'une quantité beaucoup plus grande de travail additionnel et de capital pour améliorer le sol lui-même par des drainages ou des engrais permanents serait rémunérée aussi libéralement par le produit qu'une portion quelconque du travail ou du capital déjà employés (1). »

Dans un cas comme celui-ci, dit-il, « la loi générale des rendements décroissants de la terre aurait subi dans une certaine mesure un arrêt temporaire ». Quand la population serait suffisamment accrue, « la loi générale reprendrait son cours et l'augmentation ultérieure serait acquise par une dépense plus que proportionnelle de capital et de travail ».

Mais ceci même n'est pas tout. Même lorsque la loi a commencé à opérer et alors qu'elle ne subit pas un arrêt temporaire, il y a un « agent » « antagoniste habituel » qui pour « un temps est capable de l'annihiler », et ce n'est « pas autre chose que le progrès de la civilisation » qui, il l'explique, est à peu près ce que les auteurs antérieurs appelaient « améliorations ».

« Que le produit de la terre croisse, *cæteris paribus*, dans un rapport décroissant à l'accroissement du travail

(1) Stuart Mill, *Principles*, liv. I, ch. xii, § 2, 1re édit., vol. I, p. 215 ; édition populaire, p. 111 ; trad. Courcelle Seneuil, t. I, 207.

employé est, comme nous l'avons dit (en tenant compte des exceptions occasionnelles et temporaires), la loi universelle de l'industrie agricole. Néanmoins, ce principe a été nié et on a fait appel, avec confiance, à l'expérience pour prouver que les rendements de la terre ne sont pas moindres, mais supérieurs, dans un état cultural avancé que dans l'état primitif — lorsque l'on applique beaucoup au lieu de peu de capital à l'agriculture. Et cela est tellement vrai que (on l'affirme) la terre la plus mauvaise, cultivée, maintenant produit autant de subsistance par acre, et même autant pour une quantité donnée de travail, que nos ancêtres parvenaient à tirer du sol le plus riche de l'Angleterre.

Il est très possible que cela puisse être vrai ; et même si ce n'est pas vrai à la lettre, cela l'est certainement dans une large mesure. Indiscutablement, une proportion beaucoup plus faible de la population est employée maintenant à la production alimentaire de l'ensemble que dans les premiers temps de notre histoire. Cependant ceci ne prouve pas que la loi dont nous avons parlé n'existe pas, mais seulement qu'il existe quelque principe antagonique qui, pour un temps, est capable d'annihiler ses effets. Il y a un agent en antagonisme habituel avec la loi des rendements décroissants de la terre... Il n'est autre que le progrès de la civilisation (1). »

Si nous ne connaissions rien de l'histoire antérieure de la question, nous ne pourrions comprendre pourquoi Mill se donne tant de peine pour développer une loi qui :

1° n'agit pas de bonne heure dans l'histoire de la société ;

2° est soumise à des arrêts temporaires ;

3° est annihilée par un principe antagonique, à savoir le progrès de la civilisation dans toute l'histoire connue de l'Angleterre.

Si les rendements dans l'industrie agricole ne diminuent pas avant ou après que l'histoire commence,

(1) Stuart Mill, *Principles*, 1re éd., liv. I, ch. xii, § 3, vol. I, p. 217. Remplacé par une discussion des opinions de Carey dans les éditions suivantes, édit. popul., p. 111-113 ; trad. Courcelle-Seneuil, I, p. 209.

pourquoi construire une loi des « rendements décroissants », pourquoi traiter toute la période sur laquelle s'étend l'histoire de l'Angleterre comme un « temps » ? L'explication en est, évidemment, qu'à l'époque où Mill exposait la loi, « deux principes antagonistes » étaient en lutte dans son cerveau : d'une part, ses impressions premières dérivées des économistes qui croyaient que les rendements décroissent en règle générale ; et, d'autre part, la reconnaissance du fait qu'ils croissent en règle générale. Dans un passage, il nous dit « que, en Europe, il y a cinq cents ans », bien que la population fût clairsemée par rapport à celle d'aujourd'hui, il est probable que la terre la plus mauvaise soumise à la charrue était, dans l'état rudimentaire de l'agriculture, aussi improductive que les terres les plus mauvaises cultivées aujourd'hui (1) » ; dans un autre passage, il dit :

« Dans une société dont la richesse progresse, la population s'accroît généralement plus vite que l'habileté agricole et, par conséquent, l'alimentation tend à devenir plus coûteuse ; mais il y a des moments où une forte impulsion détermine des améliorations agricoles. Une pareille impulsion a été éprouvée en Grande-Bretagne, durant les quinze ou vingt dernières années (2). »

(1) Stuart Mill, *Principles*, IV, ch. III, § 5, 1re édit., vol. II, p. 277 ; édit. popul., p. 438 *a* ; trad. Courcelle-Seneuil, t. II, p. 273.

(2) *Ibid.*, IV, ch. II, § 3, 1re éd., vol. II, p. 254-255 ; trad. Courcelle-Seneuil, t. II, p. 251. Avec « vingt ou vingt-cinq » au lieu de « quinze ou vingt » ; éd. populaire, p. 426 *b*. Cf. le passage suivant du livre I dont le sens est incertain (Livre I, ch. XIII, § 2, 1re éd., vol. I, p. 229-230 ; éd. populaire, p. 119). Edit. Guillaumin, p. 224. « En Angleterre, pendant la longue période précédant la Révolution Française, la population crût lentement ; mais le progrès dans l'amélioration, au moins en agriculture, aurait semblé être encore plus lent. On ne sait si, pendant la même période, des améliorations dans les manufactures ou un coût décroissant des produits importés apportèrent une compensation à la productivité décroissante de la terre. Mais à partir des grandes inventions mécaniques de Watt, Arkwright et de leurs contemporains, le rendement du travail a probablement crû aussi vite que la population et l'aurait probablement dépassé si cette même augmentation du rende-

La lecture rapide des *Principles of Social Science* (1) de Carey ne rendit pas ses idées plus claires. Se rapportant à la théorie de Carey que la culture commence par les terres les moins fertiles pour atteindre graduellement les plus fertiles, il dit :

« A s'en tenir aux mots, M. Carey a beau jeu contre plusieurs des autorités les plus hautes de l'économie politique, qui énoncèrent certainement d'une manière trop universelle la loi qu'ils posèrent, en ne remarquant pas qu'elle n'est pas exacte pour la première culture dans un pays neuf (2). »

Ceci est à peine de bonne foi car, bien loin de ne « pas remarquer » que la « loi » n'est pas exacte pour la première culture dans un pays neuf, Ricardo et West, qui sont sûrement « les autorités les plus hautes » sur ce sujet particulier, avaient pris la première culture dans un pays neuf comme type et illustration du fonctionnement de la loi (3). « On ne prétend pas », continue Mill qui veut dire par là qu'il ne le prétend pas lui-même, « que la loi du rendement décroissant a agi depuis l'origine de la société ». « M. Carey oserait à peine affirmer que dans un vieux pays quel qu'il soit — en France ou en Angleterre par exemple — les terres laissées en friche sont, ou ont été, depuis des siècles, plus naturellement fertiles que celles qui sont en culture ». Mill dit que le fait admis par Carey lui-même, à savoir « que les produits bruts du sol, dans une collectivité qui se développe, tendent à s'élever de prix (4) », s'il est exact, démontre que le travail nécessaire pour obtenir de nou-

ment n'avait pas provoqué une partie supplémentaire de ce pouvoir de multiplication inhérent aux espèces humaines ».

(1) *Principes de la science sociale.*

(2) *Ibid.*, liv. I, ch. XII, § 3 ; édit. popul., p. 112 *a* ; trad. Courcelle-Seneuil, t. I, p. 210.

(3) Cf. ci-dessus ; Ricardo, *Works*, p. 371. Malthus dit d'une manière générale pour l'Europe : « Les meilleures terres auraient naturellement été occupées en premier. » *Essay*, 8e éd., p. 369.

(4) Ce sont les termes de Mill.

veaux produits du sol « tend à augmenter quand on en demande une quantité plus grande ».

« Je ne vais pas, ajoute-t-il, aussi loin que M. Carey ; je n'affirme pas que le coût de production et par conséquent le prix de la production agricole s'élèvent toujours et nécessairement quand la population croît. Il tend à en être ainsi, mais cette tendance peut être et est quelquefois réfrénée pendant de longues périodes (1). »

Evidemment, au fond, il adhère encore à la vieille doctrine d'une loi générale de rendements décroissants qui n'est soumise qu'à des arrêts ou des entraves temporaires. Nous ne pouvons, non plus, nous étonner de sa répugnance à l'abandonner quand nous réfléchissons que, s'il l'avait fait, il aurait eu à trouver une manière nouvelle d'expliquer la baisse historique des profits et aussi à modifier la plupart de ses opinions sur toute la question du progrès économique. Comme il le dit lui-même : « Si la loi était différente, tous les phénomènes de la production et de la répartition de la richesse auraient été autres » que ceux qu'il supposait (2).

La loi générale pseudo-historique des rendements décroissants, la théorie que les rendements de l'industrie agricole ont réellement diminué et continuent à diminuer en dépit d'interruptions accidentelles, auraient, si elles avaient été exactes, fourni la raison, que Malthus ne pouvait découvrir, pour croire que la subsistance, ou la production, ne peut pas être augmentée aussi rapidement que le serait la population si aucun frein n'était opposé à la fécondité humaine et aux instincts matrimoniaux. On ne peut plus nettement exposer la raison nouvellement découverte que par les termes mêmes de Mill.

« Il est vain de dire que toutes les bouches que l'accroisse-

(1) Stuart Mill, *Principles*, I, ch. xii, § 3, édit populaire, p. 113 *a* ; trad. Courcelle-Seneuil, t. I, p. 211.

(2) Voir ci-dessus, p. 230, note 4.

ment de l'humanité appelle à la vie apportent leurs bras avec eux. Les bouches nouvelles ont besoin d'autant de nourriture que les anciennes, et le travail n'en peut produire autant (1). »

Malthus lui-même n'avait jamais fait entrer en compte les bras nouveaux. Il négligeait entièrement l'incrément de travail fourni par l'incrément de population. En comparant les taux auxquels population et production peuvent croître, il ne dit pas que l'on peut concevoir qu'une population double de la population actuelle puisse fournir une production double de la production actuelle au bout de 25 ans, mais que l'on ne peut pas concevoir qu'une population quadruple sera capable de réaliser une production quadruple dans cinquante ans. Au lieu de raisonner ainsi il suppose simplement, sans considérer aucunement la quantité proportionnelle de travail, que « par la politique la meilleure possible et de grands encouragements à l'agriculture (2) » la production pourrait être doublée en 25 ans et triplée en 50 ans, et ainsi de suite. La règle générale des rendements décroissants, d'autre part, établit un état de relations étroites entre le travail et la production, et elle affirme que le travail additionnel est habituellement moins productif que l'ancien, parce qu'il doit être employé ou sur une terre de moindre fertilité ou à l'accomplissement d'opérations moins productives sur une terre déjà en culture. Et comme, bien entendu, le produit existant par tête n'est pas considérablement plus grand que celui nécessaire à la vie, une diminution continue de la productivité de l'industrie doit très rapidement mettre un terme au doublement de la population tous les vingt-cinq ans, ou même à ce qu'elle s'accroisse avec une rapidité considérable.

(1) Stuart Mill, *Principles*, I, ch. xiii, § 2, 1re éd., vol. I, p. 227 ; édit. popul., p. 118 *a* ; trad. Courcelle-Seneuil, Ire partie, p. 222.
(2) Malthus, *Essay*, 8e éd., p. 5; édit. Guillaumin, p. 10.

La loi pseudo-scientifique des rendements décroissants, la théorie qui enseigne simplement que les rendements de l'industrie « tendent » à diminuer ou diminueraient n'était le progrès de la civilisation, ne prouvent pas à ceux qui y croient, comme cela résulterait de la loi générale, que la population ne peut pas s'accroître avec une rapidité considérable, mais elles prouvent qu'il n'est du tout désirable que la population s'accroisse. Si tout accroissement de population tend à déterminer une diminution des rendements, ils auraient été plus grands, qu'ils diminuent réellement ou non, si la population n'avait pas crû. Mill en dit autant :

« Lorsqu'un certain taux de densité a été atteint, suffisant pour permettre les principaux avantages résultant de la combinaison du travail, tout accroissement ultérieur tend en soi-même à causer un préjudice en ce qui touche à la condition moyenne des gens (1). »

Le « progrès de l'amélioration, » qui « doit être entendu dans un sens large », a un effet contraire.

« Mais bien que le progrès puisse, pendant un certain temps, être maintenu au niveau de l'accroissement réel de population et même le surpasser, il n'arrive assurément jamais au taux d'accroissement dont la population est susceptible (2) et rien n'aurait pu empêcher une détérioration générale de la condition de la race humaine, si la population n'avait été restreinte en fait ; si elle l'avait été encore davantage et que les mêmes améliorations eussent été réalisées, il y aurait eu un plus grand dividende qu'actuellement pour la nation ou les espèces dans leur ensemble (3). »

Si le lecteur désire savoir quel degré de densité de la

(1) STUART MILL. *Principles*, liv. I, ch. XIII, § 2, 1re éd., vol. I, p. 228 ; édit. popul., p. 118 *b* ; trad. Courcelle-Seneuil, t. I, p. 223.

(2) La signification de ce passage est quelque peu obscure. Veut-il dire que l'amélioration ne double jamais en 25 ans ?

(3) STUART MILL, *Principles*, liv. I, ch. XIII, § 2, 1re éd., vol. I, p. 230, édit. popul., p. 119 *b* ; trad. Courcelle-Seneuil, t. I, p. 225.

population Mill entendait indiquer comme « suffisant pour permettre les avantages résultant de la combinaison du travail », il peut se reporter au Livre IV, ch. VI, § 2, où Mill dit :

« Dans tous les pays les plus peuplés, la densité de la population nécessaire pour permettre à l'humanité d'obtenir, au plus haut degré, tous les avantages à la fois de la coopération et des échanges sociaux a été atteinte (1). »

Il considère le degré de densité nécessaire pour la productivité maxima de l'industrie comme quelque chose de fixé, une fois pour toutes, à cent ou deux cents ou quelque autre nombre par mille carré. C'est bien une manière éminemment anti-scientifique et anti-historique d'envisager la question. Les conditions dans lesquelles les hommes vivent, l'étendue de leur savoir et leur capacité pour en tirer profit changent de siècle en siècle, d'année en année et même de jour en jour, et presque chacun de ces changements affecte, d'une manière ou d'une autre, la « densité de la population nécessaire pour permettre à l'humanité d'obtenir, au plus haut degré, tous les avantages à la fois de la coopération et des échanges sociaux ». Il n'y a absolument aucune raison de supposer que la moyenne (2) des Anglais aurait été mieux à son aise si la population de l'Angleterre était demeurée stationnaire au point qu'elle avait atteint à l'époque où Mill écrivait ses *Principles of Political Economy*. Sans aucun doute, si elle avait été limitée à ce point « et que les mêmes améliorations se fussent produites », il y aurait eu, comme il l'allègue, « un plus grand dividende qu'actuellement », mais il est out à fait inconcevable que les mêmes améliorations auraient pu se produire.

(1) Stuart Mill, *Principles*, 1re édit., vol. II, p. 391 ; p. 454 *b* ; trad. Courcelle-Seneuil, p. 306.

(2) Bien entendu, il faut entendre ce mot au sens statistique : « *average Englishman* » (note des traducteurs).

CHAPITRE VI

L'IDÉE DE LA DISTRIBUTION

§ 1. — *Histoire du terme à ses débuts et son identification avec la division en Salaire, Profit et Rente.*

En retraçant l'histoire du mot « production » employé comme titre d'une division de l'économie politique, nous avons nécessairement anticipé, dans une certaine mesure, sur l'histoire correspondante du mot « distribution » (1). Le premier exemple de son usage en anglais que nous puissions retrouver est fourni par un ouvrage, presqu'entièrement oublié de D. Boileau : *Introduction to the Study of Political Economy, or elementary view of the manner in which the Wealth of Nations is produced, increased, distributed, and consumed* (2) publié en 1811 et dont le Livre III a pour titre « De la distribution de la richesse des nations ». Mais bien que ceci puisse avoir été la première apparition anglaise du substantif dans une position prééminente et comme terme presque technique, on retrouve l'emploi du verbe dans le titre du Livre I d'Adam Smith « Sur les causes de l'amélioration de la puissance productrice du travail et de l'ordre dans lequel ses produits sont naturellement répartis entre les

(1) Ci-dessus, pp. 44-47.

(2) Introduction à l'étude de l'Economie Politique ou Vues Elémentaires de la manière dont la Richesse des Nations est produite, accrue, distribuée et consommée (N. des T).

diverses catégories de la population ». Avant Adam Smith les économistes anglais ne parlaient pas de distribution » ou de la manière dont la richesse ou les produits sont « distribués. » Cependant en France les *Réflexions sur la formation et la distribution des richesses* avaient été imprimées dans les *Ephémérides du citoyen* six ans avant la publication de la *Richesse des Nations* (1).

Si l'on prend le sens ordinaire non économique de ce terme, on peut imaginer un essai sur la distribution des produits relatif à l'une des deux questions différentes suivantes, d'abord, « de quelle manière ou par quels moyens les produits sont-ils divisés parmi ceux qui les reçoivent ? » ou en second lieu « Dans quelles proportions les produits sont-ils divisés entre ceux qui se les partagent, et qui est-ce qui détermine ces proportions ? » Turgot, lorsqu'il écrivit cette phrase semble avoir pensé uniquement à la première de ces deux questions. Il ne tente pas de montrer ce qui provoque les variations dans les proportions reçues par les classes ou les individus différents, mais cherche seulement à expliquer les diverses façons d'obtenir un revenu Dans les sections XX à XXX il montre comment un propriétaire foncier peut tirer un revenu de la terre de cinq manières différentes, en la faisant cultiver : 1° par des ouvriers à son service ; 2° par des esclaves ; 3° par des serfs ; 4° par des métayers ; 5° par des fermiers payant une rente ; et la section suivante commence ainsi :

« Il y a un autre moyen d'être riche sans travailler et sans posséder de terres dont je n'ai pas encore parlé. Il est nécessaire d'en expliquer l'origine et la liaison avec le reste du

(1) Les *Réflexions* furent écrites en 1766 et imprimées d'abord dans les *Ephémérides* de novembre et décembre 1769 et janvier 1770. Ces numéros ne furent cependant pas réellement publiés avant janvier, février et avril 1770. Voir G. Schelle, *Pourquoi les Réflexions de Turgot ne sont-elles pas exactement connues ?*, dans le *Journal des Economistes*, juillet 1888, pp. 3-5.

système de la distribution des richesses dans la société dont je viens de crayonner l'ébauche (1). »

Mais il n'y a pas de raison de supposer, et cela est extrêmement improbable, qu'Adam Smith eut connaissance des *Réflexions*. Ce n'est pas à Turgot qu'il emprunta l'usage du mot « distribuer », mais il le tira directement de la même source que Turgot : le Tableau ou système de Quesnay. Quesnay fait souvent usage du mot dans son sens ordinaire de diviser en paquets différents et de transporter à des destinations diverses. Il parle *d'une mauvaise distribution des hommes et des richesses* (2) et *d'une plus grande distribution et circulation* des métaux précieux (3) et en décrivant une société primitive avec communauté des biens il dit : *il n'y a d'autre distribution de biens que celle que les hommes peuvent obtenir par la recherche des productions qui leur sont nécessaires pour subsister* (4). Mais il emploie aussi le mot pour désigner des transactions qui, il l'imaginait, étaient pratiquées entre la classe productrice, les propriétaires de terres, et la classe stérile, et qu'il essaya de dépeindre dans son Tableau Economique. L'*Analyse du Tableau Economique* parue dans le *Journal de l'Agriculture* de 1776 avait pour titre : *Analyse de la formule arithmétique du Tableau Economique de la distribution des dépenses annuelles d'une nation agricole* (5) et Quesnay, après y avoir décrit ce qu'il appelle *l'ordre régulier* (6) des transactions entre les trois classes, dit :

« On ne pourrait rien soustraire à cette distribution de dépenses au désavantage de l'agriculture, ni rien soustraire des

(1) TURGOT, *Œuvres*, éd. Daire, vol. I, p. 22
(2) QUESNAY, *Œuvres*, éd. Oncken, p. 189.
(3) *Ibid.*, p. 301.
(4) *Ibid.*, p. 647.
(5) QUESNAY, *Œuvres*, éd. Oncken, p. 305.
(6) *Ibid*., pp. 314-319.

reprises du cultivateur par quelque exaction ou par quelques entraves dans le commerce, qu'il n'arrivât du dépérissement dans la reproduction annuelle des richesses de la nation et une diminution de population facile à démontrer par le calcul. Ainsi *c'est par l'ordre de la distribution des dépenses, selon qu'elles reviennent ou qu'elles sont soustraites* à la classe productive, *selon qu'elles augmentent ses avances ou les diminuent, selon qu'elles soutiennent ou qu'elles font baisser le prix des productions, qu'on peut calculer les effets de la bonne ou de la mauvaise conduite d'une nation* (1). »

Une version anglaise de l'appréciation du Tableau par Mirabeau commence par ces mots :

« Il était d'abord nécessaire de s'assurer d'où provient le revenu, de quelle manière il est distribué parmi les classes différentes de la société, en quels lieux il s'évanouit, et dans lesquels il se reproduit (2). »

Il parle aussi de « l'ordre de distribution (*the distributive order*) dans lequel les productions immédiates de la terre sont consommées par les différentes classes » (3). Ces citations ne permettent guère de douter de la parenté de la phrase d'Adam Smith « sur l'ordre d'après lequel " le produit du travail " est naturellement distribué parmi les diverses classes de la population ».

Un lecteur qui, pour la première fois, prendrait connaissance de la *Richesse des Nations* serait naturellement amené par le titre du Livre I à s'attendre à le voir se diviser en deux parties, la première traitant de la puissance de production du travail et la seconde de la manière dont ses productions sont réparties. Ses prévisions

(1) Quesnay, *Œuvres*, éd. Oncken, pp. 319-320.

(2) *The Economical Table, an attempt towards ascertaining and exhibiting the source, progress and employment of riches with explanations by the Friend of Mankind, the celebrated Marquis de Mirabeau, translated from the French*, 1776, p. 23.

(3) *Ibid.*, p. 37.

seraient toutefois moins certaines en parcourant les titres des chapitres, et en voyant que les chapitres I à III traitent de la division du travail et les Chapitre VIII à X des salaires profits et de la rente, et les chapitres intermédiaires de la monnaie et des prix. S'il y avait une transition entre la « production » et la « distribution » il en inférerait qu'elle doit être graduelle, car les chapitres sur la monnaie et les prix ne peuvent appartenir ni à la production ni à la distribution. En examinant la chose de plus près, il trouverait que le cours évident de la pensée qui règne à travers tout le Livre est le suivant : — La division du travail est effectuée au moyen d'échanges et par suite sa discussion conduit naturellement à la considération de la manière dont les échanges sont facilités par l'usage de la monnaie (1) et à des observations sur les prix des produits ou « règles que les hommes observent naturellement en les échangeant soit contre de l'argent, soit pour d'autres produits » (2) ; les prix peuvent se diviser en leurs éléments constitutifs, salaires, profits et rente élevée ou basse (3). La particularité de ceci est qu'il ne semble demeurer aucune place importante pour la considération de « l'ordre d'après lequel » le produit du travail « est naturellement distribué parmi les diverses classes de la population ». La théorie de la distribution d'Adam Smith, au lieu de constituer l'un des sujets principaux du Livre, est insérée au milieu du chapitre des prix comme une simple addition ou un corollaire de sa doctrine des prix. Après avoir expliqué que le prix de tout produit se résout en salaires, profit et rente, ou salaires et profit, ou en salaires et rente, ou en salaires seuls, il dit :

« Comme le prix ou valeur d'échange de tout produit parti-

(1) A. Smith, *Wealth of Nations*, commençant au ch. iv.
(2) *Ibid.* Fin du ch. iv ; p. 13 *a* ; édit. Guillaumin, p. 32.
(3) *Ibid.* Fin du ch. vii.

culier, pris séparément, se résout en l'une ou l'autre de ces trois parties, ou en toutes ; de même ceux de tous les produits qui composent la production totale annuelle du travail dans chaque pays, pris dans leur complexité, qui doivent se résoudre finalement dans les mêmes trois parties et se diviser entre différents habitants du pays soit comme salaires de leur travail, profits de leurs troupeaux, ou rente de leur terre ; la totalité de ce qui est recueilli ou produit par le travail de chaque société ou, ce qui revient au même, son prix total est, de cette manière, distribué à l'origine parmi quelques-uns de ses divers membres. Salaires, profits et rente sont les trois sources originaires de tout revenu, de même que de toute valeur d'échange (1). »

Si ce passage avait été immédiatement suivi des chapitres sur les salaires, profits et rente, on aurait certainement pu ranger la distribution parmi les sujets principaux du Livre. Mais en fait il est suivi par un chapitre sur « les prix naturels et sur les marchés des produits », auquel succèdent les chapitres sur les salaires profits et rente, non parce qu'il est intéressant de savoir comment le produit est divisé entre travailleurs, capitalistes et propriétaires fonciers, mais parce que les salaires et le profit sont les causes et la rente l'effet des prix des produits :

« Quand le prix d'un produit quelconque n'est ni plus ni moins que ce qui est suffisant pour payer la rente du sol, les salaires du travail et les profits sur le bétail employé à le faire lever, le préparer et l'apporter sur le marché, d'après leurs taux naturels, le produit est vendu alors pour ce qui peut être appelé son prix naturel (2)...

« Le prix naturel varie lui-même avec le taux naturel de chacune de ses composantes : salaire, profit et rente ; et dans chaque société ce taux varie suivant la richesse ou la pauvreté, sa condition de progrès, d'immobilité ou de déclin.

(1) A. SMITH, *Wealth of Nations*, liv. I, ch. VI, p. 24, *a* : édit. Guillaumin, p. 64.

(2) *Ibid.*, ch. VII, p. 25 *a* ; édit. Guillaumin, p. 68.

Dans les quatre chapitres suivants je tenterai d'expliquer, aussi complètement et clairement que je le pourrai, les causes de ces diverses variations.

D'abord je chercherai à expliquer quelles sont les circonstances qui déterminent naturellement le taux des salaires.

Deuxièmement, je chercherai à montrer quelles sont les circonstances déterminant naturellement le taux du profit.

Bien que les salaires en argent et le profit soient très différents dans les différents emplois du travail et du capital, il semble y avoir habituellement un certain rapport entre les salaires en argent dans tous les divers emplois du travail et les profits pécuniers dans tous les divers emplois du capital... Je chercherai, troisièmement, à expliquer toutes les causes différentes qui règlent ce rapport.

Quatrièmement et finalement je chercherai à montrer quelles sont les circonstances qui règlent la rente du sol et qui élèvent ou abaissent le prix réel des différentes substances qu'elle produit (1). »

Pour expliquer que la distribution occupe une place si secondaire dans le corps de l'ouvrage et une place si prééminente dans son titre, il nous sera peut-être permis de faire l'hypothèse que, selon toutes les probabilités, l'ouvrage existait déjà dans sa forme à peu près complète avant qu'Adam Smith eut connaissance de la Doctrine Physiocratique. Lorsqu'il la connut, il peut très bien avoir pensé que sa théorie des prix et ses observations sur les salaires, le profit et la rente formaient une très bonne théorie de ce que les physiocrates appelaient la « distribution » et avoir été conduit ainsi à établir le titre actuel de l'ouvrage et à interpoler le passage relatif à la division du produit total et à sa distribution en salaires, profit et rente.

Quelle qu'ait pu être la cause pour laquelle Adam Smith a donné à son Livre Premier un titre qui n'en

(1) A. Smith, *Wealth of Nations*, liv. I, ch. VII, p. 29 *a* ; édition Guillaumin, p. 77.

décrive pas le contenu en réalité, l'effet en a été d'identifier, dans les traités anglais d'Economique, la « distribution » à une discussion sur les causes affectant les salaires, le profit et la rente.

Il fallut, cependant, longtemps avant que ce résultat ne fût pleinement atteint.

Dans l'article sur l'Economie politique dans la quatrième édition de l'*Encyclopædia Britannica*, le chapitre « sur la manière dont la richesse est produite et distribuée » contient huit sections ayant pour titre (1) : « la Division du travail » (2), « le Machinisme » (3), « Des divers emplois du travail et du capital » (4), « l'Agriculture » (5), « les Manufactures » (6), « le Commerce » (7), « le Commerce de détail » (8), « De la coïncidence entre l'intérêt public et l'intérêt privé ». Boileau, écrivant en 1811, s'arrange à traiter des salaires, du profit et de la rente dans le Livre I de la *Nature and Origin of the Wealth of Nations* (1) et remplit son bref Livre III « Sur la distribution de la richesse des nations » d'observations sur la « circulation » et la monnaie. Mais J.-B. Say qui, comme nous l'avons vu (2), a divisé son *Traité* en trois livres traitant de la Production, de la Distribution et de la Consommation, suivit dans ses deux premiers livres l'ordre des matières adopté dans le Livre I du « Traité sur la Richesse des Nations » plutôt étroitement avec cette conséquence que la majeure partie de son Livre sur la « Distribution » traite des salaires, du profit et de la rente. Il considère très justement la discussion sur la valeur, par laquelle il débute, seulement comme une prémisse indispensable à l'explication de la distribution. Il dit :

« Avant de montrer comment et dans quelles proportions s'opère entre les membres de la société la distribution de la chose produite, c'est-à-dire de la VALEUR des produits, il faut connaître les bases sur lesquelles se fixe leur valeur. Je ferai

(1) Sur la nature et l'origine de la Richesse des Nations (N. des T.).
(2) Cf. ci-dessus p. 46.

remarquer ensuite par quel mécanisme et dans quelles proportions elle se répand chez les différents membres de la société pour former leur REVENU. (1) »

C'est Ricardo qui fit le grand pas suivant qui tendait à restreindre la « distribution » à une dissertation sur les salaires, le profit et la rente, en déclarant dans sa Préface « que déterminer les lois qui régissent » la « distribution » « de tout le produit de la terre » entre travailleurs capitalistes et propriétaires fonciers « constitue le problème principal de l'économie politique » et James Mill compléta le processus dans ses *Elements* en ne traitant pas d'autre chose que des salaires, du profit et de la rente sous le titre de « distribution » et en reléguant l'échange ou « l'interéchange » ainsi qu'il préférait l'appeler, à un chapitre ultérieur. Depuis lors tout lecteur ayant quelque expérience doit s'attendre à trouver les salaires, le profit et la rente comme seuls sujets traités sous le titre de « Distribution » dans les traités économiques anglais.

§ 2. — *Signification des Salaires, du Profit et de la Rente.*

La proposition que le produit total ou revenu du travail d'une nation est « distribué » en salaires, profit et rente, n'est évidemment pas identique avec la proposition que la totalité des salaires, du profit et de la rente constitue le produit total, puisqu'en l'absence de déclaration contraire une partie des salaires, du profit et de la rente pourraient être en dehors du produit. Dans le chapitre de « La Monnaie » du Livre II, Adam Smith remarque incidemment que la rente, dans l'acception ordinaire de ce terme, comprend souvent quelque chose d'autre que le produit définitif ou revenu :

(1) J.-B. SAY, *Traité*, 2e éd. 1814, vol. II, p. 2.

« La rente brute d'un domaine privé, dit-il, comprend la totalité de ce que paye le fermier ; la rente nette, ce qui reste au propriétaire après déduction des frais de gestion, de réparation et toutes autres dépenses nécessaires ; ou ce qui, sans causer de préjudice au domaine, peut entrer dans son capital réservé à la consommation immédiate, ou ce qui peut être dépensé pour la table, les équipages, les ornements et l'ameublement de la demeure, ses plaisirs ou amusements personnels. Sa richesse réelle est proportionnelle non à la rente brute mais à la rente nette (1). »

Il existe une distinction similaire, bien que pratiquement pas aussi importante, entre les salaires bruts et nets, entre la totalité des salaires, au sens habituel du mot, et la partie des salaires qui constitue le revenu disponible de celui qui les reçoit. Des déductions peuvent être apportées aux salaires, pris dans leur acception populaire, telles que dépenses d'outils ou vêtements spéciaux et même la rente du sol plus élevée que les classes ouvrières payent dans les villes : elles doivent être déduites des salaires bruts avant que l'on trouve les salaires nets ou revenu réel (2). Le profit, en soi, est un terme si vague qu'il est difficile de dire si, après, bien entendu, déduction de toutes les pertes, l'ensemble des profits comprend ou non autre chose que le revenu. Cependant il n'y a aucun doute qu'Adam Smith et ses disciples n'avaient jamais entendu comprendre dans les salaires, le profit et la rente, autre chose que le revenu véritable. On a toujours attribué à la proposition que le produit ou revenu est divisé en salaires, profit et rente, exactement la même signification qu'à l'équation :

(1) A. Smith, *Wealth of Nations*, liv. II, ch. II, p. 124 *a* ; édition Guillaumin, p. 336.

(2) Voir à ce sujet Giffen, *Essays in Finance*, 2e série, pp. 381-382, et le *Gross and net Gain of Rising Wages*, « Gain brut et gain net des salaires croissants », dans *The Contemporary Review*, décembre 1889, pp. 832-833.

Produit total ou revenu = salaires + profit + rente.

Il faut, par conséquent, toujours entendre par salaires, profit et rente, les salaires nets, profit net et rente nette.

Tout ce qui n'est pas revenu, se trouvant ainsi exclu des salaires, profit et rente, la première question est de savoir comment comprendre la totalité du revenu dans les trois termes et comment tracer la limite entre les différentes parties. Dans le langage courant du temps d'Adam Smith, comme à présent, le terme salaires s'appliquait aux sommes que les classes ouvrières les moins bien payées recevaient des gens qui acceptaient d'engager leur travail à des taux fixes, convenus avant que l'ouvrage ne soit exécuté. Le profit était un mot vague applicable à presque n'importe quelle espèce de gain, si l'on doit encourir quelque dépense ou risque de perte en vue de se l'assurer. La rente caractérisait les payements périodiques faits aux possesseurs de la terre, de maisons et autres biens immobiliers par les tenanciers qui en ont la jouissance.

Il faut, néanmoins, toujours se souvenir que chez Adam Smith les salaires, le profit et la rente entre lesquels il est dit que le revenu total est distribué sont respectivement les salaires du travail, le profit du capital et la rente du sol. Les « salaires du travail » semblent être un terme plus compréhensif que les « salaires » et il est facile de l'étendre de manière à y comprendre les « traitements » et « honoraires » payés à certaines catégories de travailleurs, comme aussi les sommes gagnées par d'autres catégories qui « travaillent pour leur propre compte », c'est-à-dire qui produisent sans avoir préalablement fait un contrat avec un employeur quant au prix qui doit être payé. Le « profit sur le capital » est un terme moins vague que « profit » et qui n'a évidemment pas pour signification toutes les sortes de gains que l'on s'assure en courant

un risque ou en effectuant une dépense, mais ceux-là seulement qui résultent de la possession de capital. La « rente du sol » ne comprend pas la rente de biens immobiliers autres que le sol et ces sortes de rentes figurent par suite sous le chef de profit du capital. En résumé, les salaires deviennent le revenu total tiré par les individus de l'exécution de leur travail, la rente le revenu total tiré de la possession de la terre, et le profit le revenu total tiré de la possession des autres modes de propriété.

Cette vue de la division entre les trois composantes du revenu n'a pas cependant été toujours acceptée dans les cas où un seul individu réunit les fonctions de travailleur et de capitaliste ou de capitaliste et propriétaire. Et même Adam Smith dit expressément que c'est confondre salaires et profits que d'appeler « profit » le gain total d'un fermier actif ou d'un ouvrier indépendant :

« Les fermiers ordinaires emploient rarement un surveillant pour diriger les opérations normales de la ferme. Ils travaillent, également, beaucoup aussi de leurs mains comme laboureurs, herseurs etc. Par suite, ce qui reste de la récolte, après payement de la rente, devrait, non seulement remplacer leur capital employé dans la culture, et leur donner le profit ordinaire, mais leur payer les salaires qui leur sont dus comme travailleurs et surveillants. Cependant on appelle profit tout ce qui reste après payement de la rente et maintien du capital. Mais les salaires en forment évidemment une partie. En économisant ces salaires le fermier doit nécessairement les gagner. Par conséquent, dans ce cas les salaires sont confondus avec le profit.

Un manufacturier indépendant ayant assez de capital pour acheter ses matières premières et s'entretenir jusqu'à ce qu'il puisse apporter sur le marché le produit de son travail, doit gagner à la fois les salaires de l'ouvrier qui travaille pour un maître et les profits que réalise ce maître en vendant l'ouvrage de l'ouvrier. Cependant on appelle communément

profit la totalité de son gain et dans ce cas également les salaires sont confondus avec le profit. (1). »

Il nous dit également que la « différence apparente » entre les « profits de différents métiers est généralement une illusion provenant de ce que nous ne distinguons pas toujours ce qui doit être considéré comme salaires de ce qui doit être considéré comme profit (2) » et que le « profit apparent » très élevé réalisé par de petits détaillants est « le salaire réel dissimulé sous la robe du profit (3) ». Il pensait évidemment que, dans un but scientifique, on pouvait comprendre, dans le terme salaires, la totalité de la rémunération du travail en dépit du fait qu'une partie en avait été fournie par des personnes pouvant être classées parmi les capitalistes. Les économistes du début du XIX[e] siècle ne le contestaient pas, mais ils ignoraient même qu'il fût nécessaire d'avoir une opinion sur le sujet. Ils parlaient des salaires comme si ce terme comprenait toute la rémunération du travail mais ils ne pensaient à aucun autre travail qu'à celui qui reçoit un salaire, dans l'acception étroite et habituelle du mot et leurs théories des salaires sont conséquemment inapplicables à la plus grande partie des phénomènes qu'ils font profession d'expliquer. Stuart Mill le reconnaît dans ses *Essays*. Après avoir approuvé amicalement la division d'Adam Smith pour ce qui est communément appelé profit en rémunération pour l'usage du capital et rémunération du travail il dit que ce serait une erreur de supposer que la rémunération du travail de l'employeur « est régie entièrement par les mêmes principes que les autres salaires ». A l'appui de sa proposition il avance deux raisons. La première, empruntée au pas-

(1) ADAM SMITH, *Wealth of Nations* Liv. I, ch. VI, p 24 *b* ; édit. Guillaumin, p. 66.

(2) *Ibid.*, Liv. I, ch. X, p. 50 *b* ; édit. Guillaumin, p. 137

(3) *Ibid.*, p. 51 *a* ; édit. Guillaumin, p. 138-39.

sage plutôt malheureux dans lequel Adam Smith chercha à montrer que « le profit du capital » n'est pas « seulement une désignation différente des salaires d'une espèce spéciale de travail, le travail d'inspection et de direction (1) ». La rémunération du travail de l'employeur ou salaire de superintendance, dit Mill :

« est un salaire, mais un salaire payé par une commission sur le capital employé. Si le taux général de profit est de 10 0/0 et le taux d'intérêt 5 0/0, le salaire de superintendance sera 5 0/0 ; et bien qu'un emprunteur employe un capital de £ 100.000 et un autre pas plus de £ 100, le travail des deux sera récompensé par le même pourcentage, bien que dans un cas ce symbole doive représenter un revenu de £ 5 et dans l'autre cas de £ 5.000 (2). »

Or, sans aucun doute, si deux individus, l'un avec un capital de 100 000 £ et l'autre de 100 £ entreprenaient exactement le même genre de transactions, leurs « profits » seraient au même taux pour cent et occasionnellement quelque chose de semblable peut arriver. Mais la règle générale est que les individus ayant un capital de 100 000 £ font des transactions entièrement différentes de celles entreprises par les individus n'ayant que 100 £ et que les salaires de superintendance obtenus par les petits capitalistes qui gèrent leur propre capital sont proportionnellement immensément plus grands que ceux des grands capitalistes. Si Mill ne le savait pas par ses observations personnelles, il aurait pu l'avoir appris d'Adam Smith, qui dit, en empruntant évidemment son exemple à Kirkcaldy :

« Dans un petit port de mer un petit épicier tirera de quarante à cinquante pour cent d'un capital de seulement cent livres sterling, tandis qu'un important marchand de gros de

(1) A. Smith, *Wealth of Nations*, livre I, ch. vi, p. 22 *b* ; édition Guillaumin, p. 61. Voir ci-dessus 88-89 et ci-dessous p. 264.
(2) Stuart Mill, *Essays*, pp. 107-108.

la même localité tirera à peine de huit à dix pour cent d'un capital de dix mille livres (1). »

Il n'y a absolument aucune base à l'idée qu'il y a quelque chose d'assimilable à un taux de salaire de superintendance pris dans le même sens que le taux d'intérêt. La seconde raison de Mill pour penser que les salaires de superintendance ne sont pas régis entièrement par les mêmes principes que les autres salaires est « qu'ils ne sont pas payés par avance et prélevés sur le capital comme les salaires de tous les autres travailleurs, mais se fondent dans le profit et ne sont pas réalisés avant que la production soit achevée », fait qui, dit-il, « les soustrait entièrement à la loi ordinaire des salaires (2) ». Ceci est tout à fait exact si nous entendons la « loi ordinaire des salaires » comme Mill l'entendait et cela aurait été une excellente raison pour chercher à établir une loi plus complète et plus satisfaisante des salaires. Avant que Mill écrivît ses *Principles*, Senior avait signalé que la rémunération du « travail » des capitalistes est « généralement dans un rapport décroissant avec le capital employé au fur et à mesure qu'il s'accroît en valeur » et il observait alors que peu de personnes employant 100 000 £ ne seraient pas satisfaites en Angleterre d'un rendement annuel de 10 0/0, les petits marchands de fruits avec un capital de quelques shillings en attendent plus de 7.000 0 0 (3). Mais dans ses *Principles*, Mill, bien qu'il admette que la « proportion du profit brut qui forme la rémunération du travail et de l'habileté du commerçant ou du producteur est très variable suivant les différents emplois » et cite même le cas de l'épicier dont parle Adam Smith (4),

(1) ADAM SMITH, *Wealth of Nations*. Liv. I, ch. x, p. 51 *a* ; édit. Guillaumin, p. 138

(2) STUART MILL, *Essays*, p. 108.

(3) SENIOR, *Political Economy*, éd. in-8, p. 203

(4) J.-S. MILL, *Principles*, Livre II, ch. xv, § 3, 1re éd., vol. I, pp. 482-3 ; éd. populaire, pp. 247-8 ; trad. Courcelle-Seneuil, p. 471.

continue à traiter d'un taux imaginaire de profit englobant les salaires de superintendance et ne fait aucune tentative pour les faire rentrer sous la « loi ordinaire des salaires ».

Quand un homme est à la fois propriétaire foncier et fermier, Adam Smith dit qu' « il devrait gagner la rente du propriétaire foncier et également le profit du fermier (1) ». Mais ceci semble signifier que son revenu bien que désigné, dans le langage commun, comme profit, doit être divisé en deux parties par les économistes : le profit et la rente. Mais dans le chapitre « De la rente du sol », bien qu'il admette que « cela peut être partiellement le cas dans certaines occasions », que ce que l'on appelle en langage ordinaire la rente d'un acre de terre se compose du « profit ou intérêt du capital engagé par le propriétaire foncier pour réaliser des améliorations (2) », il ne lui vint pas à l'idée d'exclure le profit dû aux améliorations de la rente du sol proprement dite.

Ricardo chercha à le faire. Dans une note de l'*Essay on the Influence af a Low Price of Corn* (3), il dit :

« Par rente j'entends toujours la rémunération du propriétaire foncier pour l'usage des facultés originaires inhérentes du sol. Soit que le propriétaire foncier dépense du capital sur son propre sol, ou que le capital d'un tenancier précédent y demeure incorporé à la fin de son bail, il peut obtenir ce que l'on appelle une rente plus grande, mais il est évident qu'une partie en est payée pour l'usage du capital. L'autre portion est payée seulement eu égard aux facultés originaires du sol (4). »

De même, dans les *Principles*, au cours du Chapitre « Sur la Rente » il dit :

« La rente est cette portion du produit du sol qui est payée au propriétaire foncier eu égard aux facultés originaires indestructibles du sol. On la confond souvent, cependant, avec

(1) A. Smith, *Wealth of Nations*, Livre I, ch. vi, p. 24 *b* ; édit. Guillaumin, p. 66.

(2) *Ibid*., Livre I, ch. xi, p. 66 *b* ; édit. Guillaumin, p. 176.

(3) *Essai sur l'influence d'un bas prix du blé* (N. des T.).

(4) Ricardo, *Œuvres*, p. 375 ; édit. Guillaumin, p. 508.

l'intérêt et le profit du capital et, dans le langage populaire, on applique ce terme à tout ce qui est payé annuellement par le fermier au propriétaire foncier. Si de deux fermes contiguës de même étendue et de même fertilité naturelle l'une avait toutes les commodités de bâtiments de ferme, était, en outre convenablement drainée et fumée, et heureusement divisée par des haies, des clôtures et des murs, alors que l'autre n'aurait aucun de ces avantages, on payerait naturellement davantage pour l'usage de l'une que pour celui de l'autre et cependant dans les deux cas cette rémunération serait appelée rente (1). »

Comme la plupart des gens qui n'ont pas bénéficié d'un enseignement littéraire, Ricardo pensait que certains mots devraient avoir celle des acceptions qu'il trouvait commode de leur attribuer, et ainsi pour lui, bien que l'intégralité de la rémunération donnée pour le sol le mieux pourvu soit appelée rente, ce n'est pas la rente. Il continue en signalant, entre autres choses, que les sommes payées aux possesseurs des mines pour l'autorisation de les exploiter ne leur sont pas payées pour l'usage des facultés originaires indestructibles du sol, mais pour les minéraux extraits et il conclut ainsi :

« Dans les pages suivantes de cet ouvrage, toutes les fois que je parle de la rente du sol, je désire qu'il soit entendu qu'il s'agit de cette compensation versée au propriétaire foncier pour l'usage des facultés originaires indestructibles du sol (2). »

Mais, avant même que l'impression de l'ouvrage ne fût achevée, ses vues s'étaient modifiées. Dans une note à

(1) Ricardo, 1re édit. pp. 49-50 ; 3e édit. dans les *Works*, p. 34 ; édit. Guillaumin, p. 34.

(2) 1re éd., p. 53 ; (3e éd.) *Works*, p. 35 ; édit. Guillaumin, p. 35. Cependant la puissance de l'habitude dans le langage est si forte qu'il donne pour titre au chapitre suivant : « Sur la rente des mines » et y dit : « Les mines comme le sol payent une rente à leurs propriétaires » 1re éd., p. 77, 3e éd. *Works*, p. 45 ; édit. Guillaumin, p. 51.

la fin du chapitre sur les *Poor Rates* (1), il admet que la rente ou « rente réelle » peut comprendre, dans certains cas, le profit sur le capital consacré aux améliorations. Une partie du capital incorporé dans le sol par les propriétaires fonciers « est inséparablement incorporée dans le sol et tend à accroître ses facultés », de sorte que « la rémunération du propriétaire foncier pour son usage est strictement de la nature de la rente et est sujette à toutes les lois de la rente ». C'est seulement le surplus du capital qui ne « détermine pour le propriétaire foncier aucune addition permanente à la rente réelle » parce qu'il se compose « de bâtiments et autres améliorations périssables » qui « nécessitent d'être constamment renouvelés (2) ».

James Mill accepte la première position de Ricardo. Le sol une fois mis en culture, explique-t-il, a plus de valeur qu'un sol non défriché. Plutôt que de défricher de nouvelles terres, l'homme payera l'équivalent du coût de défrichement, cependant ce « n'est pas un payement des facultés du sol, mais simplement celui du capital appliqué au sol. Ce n'est pas la rente, c'est l'intérêt (3). » Mac Culloch définit la rente : le payement « *pour l'usage des facultés naturelles inhérentes au sol* (4) » et il illustre cette définition d'une façon qui fait croire qu'il n'avait jamais lu la seconde manière de Ricardo sur ce sujet exposé dans la note du chapitre sur les *Poor Rates*. D'autre part, Stuart Mill adopte la seconde opinion de Ricardo, en comprenant dans la rente la rétribution due « au capital effectivement investi en améliorations et ne nécessitant pas de renouvellements périodiques, mais dépensé une

(1) Taxes pour les pauvres en application de la loi sur les Pauvres (*Poor Laws*). (N. des T.)

(2) 1re éd., p. 362 note ; 3e éd., *Works*, p. 158 note ; édit. Guillaumin, p. 210.

(3) *Elements*, 1re éd., p. 15 ; 3e éd., p. 31.

(4) *Principles*, 1re éd., p. 365. Les italiques sont, bien entendu, dans Mac Culloch.

fois pour toutes et donnant à la terre un accroissement permanent de productivité (1) ». Senior avait été beaucoup plus loin et désirait faire rentrer dans le terme « rente » une très grande proportion, non seulement de ce que l'on appelle généralement profit, mais aussi de ce que tout le monde appelle salaires. Au lieu de rechercher dans quelle acception ces mots étaient effectivement employés, et quelle classification serait à la fois commode et en accord raisonnable avec leur acception ordinaire, il saute en quelque sorte à la conclusion que « les salaires et le profit doivent être considérés comme la récompense des sacrifices particuliers » et par conséquent que toute espèce de revenu qui n'est pas la récompense d'un sacrifice doit être la rente :

« Si, dit-il, les salaires et les profits doivent être considérés comme la récompense de sacrifices spéciaux, les premiers étant la rémunération du travail et les seconds la récompense de l'abstinence de la jouissance immédiate, il est clair que l'on doit comprendre dans le terme « rente » tout ce qui est obtenu sans aucun sacrifice, ou ce qui est la même chose en sus de la rémunération de ce sacrifice, en un mot tout ce que la nature ou la fortune donne sans aucun effort de la part de celui qui le reçoit ou en sus de la rémunération moyenne de l'exercice de l'activité ou de l'emploi du capital (2). »

Il ne semble pas qu'il ait pu lui venir à l'idée que quelqu'un pût contester que les salaires et le profit « doivent être considérés comme les récompenses de sacrifices donnés ». Il prend le fait comme acquis et ne cherche pas à le démontrer. Plus tard, dans son ouvrage, il dit qu'il a défini la rente comme le « revenu offert

(1) *Principles*, Livre II, ch. XVI, § 5, 1re éd., vol. I, p. 505, éd. populaire, p. 206 *a* ; édit. Guillaumin, p. 494. Du fait que Mill emploie la phrase « il m'apparaît » nous pouvons inférer qu'il avait oublié que Ricardo avait adopté cette manière de voir

(2) SENIOR, *Political Economy* (Économie Politique), éd. in-8, pp. 91-92.

spontanément par la nature ou par accident » et le profit comme la récompense de l'abstinence, puis il pose la question de savoir :

« Si les payements que font ses tenanciers au possesseur actuel d'un domaine du Lincolnshire gagné sur la mer par les Romains, doivent être désignés non comme une rente mais comme un profit sur le capital dépensé il y a quinze siècles ? La réponse est, que pour toutes fins utiles la distinction entre le profit et la rente cesse aussitôt que le capital dont provient un revenu donné est devenu, par don ou par héritage, la propriété d'une personne à l'abstinence et aux efforts de laquelle il n'a pas dû sa création. Le revenu d'un dock, d'un wharf ou d'un canal est un profit aux mains de *son propre constructeur*. C'est la récompense de *son* abstinence pour avoir employé du capital aux fins de la production au lieu d'en jouir. Mais aux mains de son héritier il a tous les attributs de la rente. C'est pour lui le don de la fortune, non le résultat d'un sacrifice. »

Il suppose évidemment ici que le constructeur a économisé lui-même le capital qu'il a placé dans le dock, le canal ou le wharf, parce que si son héritier venait à vendre maintenant le wharf et avec le produit devenait lui-même le « propre constructeur » d'un autre wharf, il ne semble pas qu'il « s'abstiendrait » davantage que s'il continuait à posséder le premier wharf.

« On peut dire, sans doute », continue Senior, « qu'un tel revenu est la récompense de l'abstinence dont fait preuve le possesseur en ne vendant pas le dock ou le canal et en n'en dépensant pas le prix en plaisirs. Mais la même observation s'applique à toute espèce de propriété transférable. Tout domaine peut être vendu et le produit dilapidé. Si la dernière base de classification était adoptée, la majeure partie de ce que tous les économistes ont dénommé rente doit être appelée profit (1). »

C'est-à-dire que Senior a si fermement décidé que le

(1) Senior, *Political Economy* (Economie politique) éd. in-8, p. 129.

profit est la récompense de l'abstinence et rien d'autre qu'il soutient que si nous appelons « profit » le revenu du possesseur d'un wharf qu'il tient d'héritage, nous devons être conduits à ce qu'il considère comme une conséquence non désirable : à dire que les propriétaires fonciers ne reçoivent pas une rente, mais seulement un profit. Il oublie entièrement que personne, sauf lui, ne désire identifier le profit et la récompense de l'abstinence et, ce qui est encore plus curieux, il lui échappe que sa propre classification conduit à la conséquence non désirable de compter comme rente la « majeure partie de ce que tous les économistes ont appelé » profit. Ses exemples de propriétés acquises par héritage — un dock, un wharf ou un canal, — sont tous pris dans la catégorie des objets immobiliers auxquels le terme rente est particulièrement approprié dans le langage courant de la vie de chaque jour. Mais on ne peut sérieusement maintenir que l'héritier d'un chargement d'oranges fait plus acte d'abstinence lorsqu'il les vend s'il « n'en dépense pas le prix en plaisirs » que le possesseur d'un wharf qui l'a obtenu par héritage. Le revenu tiré de toutes richesses dont on hérite est pour les possesseurs actuels « le don de la fortune, non le résultat d'un sacrifice ». Conséquemment, ce revenu devrait être entièrement considéré comme rente, non comme profit (1). Or, dans les collectivités modernes civilisées et riches, la propriété acquise par héritage est infiniment plus considérable que celle acquise grâce aux épargnes de personnes vivantes.

Oublieux de ceci, Senior intitule immédiatement rente « la rémunération extraordinaire » pour les « facultés extraordinaires physiques ou intellectuelles » —

(1) Inversement, toute propriété acquise au moyen des épargnes de ses possesseurs doit rendre un profit et pas une rente, de sorte que, par exemple, Ricardo, devenu propriétaire foncier, ne recevait pas de rente.

« Elle a son origine », dit-il, « dans la générosité de la nature ; et par cela elle semble être une rente. Elle ne peut être obtenue qu'à la condition d'accomplir un travail, et par cela elle semble être un salaire. Elle pourrait être désignée avec une même exactitude, une rente qui ne peut être reçue que par un travailleur ou un salaire qui ne peut être reçu que par le propriétaire d'un agent naturel. Mais comme c'est nettement un surplus, le travail ayant été antérieurement payé par le salaire moyen et ce surplus étant le don spontané de la nature, nous avons trouvé beaucoup plus commode de le dénommer rente (1). »

Et même alors il n'a pas fini. Ayant à ce moment apparemment oublié entièrement sa distinction entre les propriétés acquises ou non par héritage, il continue en disant :

« Et pour la même raison nous dénommons *rente* ce qui pourrait être appelé avec une exactitude égale un profit fortuit. Nous voulons dire le surplus d'avantages qui proviennent quelquefois de l'emploi de capital après avoir prélevé la compensation totale pour tous les risques connus et tous les sacrifices consentis par le capitaliste. Tels sont les profits fortuits des détenteurs de munitions de guerre lorsqu'éclatent des hostilités inattendues (2). »

Après cela nous pouvons entendre, presque sans surprise, que les revenus gagnés comme conséquence de la possession de connaissances utiles acquises et de capacités doivent être considérés comme un profit et non un salaire. Enfin Senior termine :

« D'après notre terminologie (et même d'après celle de Smith si le produit du capital doit être appelé profit) une très petite portion des gains d'un homme de loi ou d'un médecin peut être appelée salaires. £ 40 par an rétribueraient probablement l'intégralité du travail de l'un ou de l'autre dépensé pour gagner disons £ 4.000. Des £ 3.960

(1) Senior, *Political Economy*, éd. in-8, pp. 129-130.
(2) *Ibid.*, éd. in-8, p. 130.

restantes, on peut probablement considérer dans chaque cas £ 3.000 comme rente, provenant de talents extraordinaires ou de chances heureuses. La différence est le profit sur leur capital respectif ; ce capital étant fait partiellement de science et d'habitudes morales et intellectuelles acquises par beaucoup de dépenses et de travail antérieurs et partiellement de relations et de la réputation acquises pendant les années d'apprentissage, alors que leurs honoraires étaient inadéquats à leur entretien (1). »

Il est plutôt amusant de voir qu'après avoir fait litière de la vieille classification et en avoir créé une nouvelle totalement différente, Senior trouve commode de faire usage de l'ancienne et de ne faire seulement qu'une référence occasionnelle à la nouvelle. Sa tendance extraordinaire est seulement intéressante à titre d'exemple à éviter et comme une anticipation de ce désir de tout appeler rente, qui est un trait marqué de l'Economique anglaise d'aujourd'hui (2).

§ 3. — *L'Origine et la Cause des Salaires.*

Lorsqu'il est établi que tout le revenu de la collectivité est formé de trois grandes parties : les salaires, le profit et la rente, et qu'on a décidé quels sont les revenus appartenant à chacune, la question suivante semble être de savoir la cause de la division du revenu total de ces trois parties. Pourquoi les salaires, profits et rentes sont-ils obtenus par ceux qui les reçoivent ?

Personne ne semble avoir pensé à demander catégoriquement pourquoi les salaires sont payés ou pourquoi le travail est rémunéré ? On trouvait « naturel » que le travail soit rémunéré, et Adam Smith allait aussi

(1) SENIOR, *Political Economy*, pp. 133-4.
(2) Ceci était écrit en 1893.

loin que de penser qu'il était naturel que le travail fût rémunéré, non seulement par une partie, mais par la totalité de son produit :

« Le produit du travail, dit-il, constitue la récompense naturelle ou salaire du travail.

Dans l'état originaire des choses qui précède à la fois l'appropriation de la terre et l'accumulation du capital (*stock*) le produit total du travail appartient au travailleur. Il n'a ni propriétaire foncier, ni maître pour le partager avec lui (1). »

D'après cette vue du sujet, le travailleur reçoit une partie du produit parce qu'il en produit le tout, et ce qui a besoin d'explication c'est non qu'il en ait une partie, mais qu'il n'en ait pas la totalité. Les salaires sont naturels et originaires, tandis que les profits et la rente sont artificiels et d'introduction postérieure. On nous laisse à rechercher pourquoi et comment les profits et la rente viennent à être déduits « de la récompense naturelle du travail ».

§ 4. — *L'Origine et la cause du Profit.*

Adam Smith pensait qu'il était nécessaire d'expliquer que les profits ne sont pas simplement une espèce de salaires. « On peut peut-être penser que les profits sur le capital (*stock*) », fait-il observer, « sont seulement une dénomination différente du salaire d'une modalité différente de travail, le travail d'inspection et de direction. Cependant ils sont entièrement différents (2) ». Au lieu d'être proportionnés à « la quantité, à la pénibilité ou à la facilité » du « travail supposé d'inspection et de direction », ils sont proportionnels à la valeur du capital (*stock*) employé. Dans quelques cas c'est à peine si aucun

(1) Adam Smith, *Wealth of Nations*, Liv. I, ch. viii. p. 29 *a* ; édit. Guillaumin, pp. 78-79.

(2) *Ibid.*, ch. vi, p. 22 *b* ; édit. Guillaumin. p. 61.

travail d'inspection et de direction est fait par le possesseur du capital ; tout est fait par « quelqu'employé (*clerk*) principal » qui reçoit un salaire « qui n'est jamais dans un rapport proportionnel au capital dont il surveille l'emploi » tandis que le possesseur du capital, « bien qu'il soit ainsi déchargé de presque tout le travail, s'attend néanmoins à ce que ses profits soient dans un rapport proportionnel à son capital ». Les profits constituent donc ainsi une déduction réelle de la récompense naturelle ou salaire du travail.

Ils sont considérés comme en quelque sorte le résultat du fait que le capitaliste emploie du travail :

« Aussitôt que le *stock* s'est accumulé entre les mains d'individus déterminés, certains d'entre eux l'emploieront naturellement en mettant au travail des gens industrieux auxquels ils fourniront les matières premières et la subsistance en vue de réaliser un profit par la vente de leur travail ou par ce que leur travail ajoute à la valeur des matières (1). »

Les employeurs n'utiliseraient pas du tout de travail s'ils n'en attendaient pas quelque profit, quelque surplus dépassant leurs dépenses. Ils n'emploieraient pas davantage un grand *stock* plutôt qu'un plus petit si leurs profits ne devaient pas être dans un certain rapport au montant de leur *stock* engagé. Ils « hasardent » leur *stock* dans « l'aventure », chose qu'aucun homme raisonnable ne ferait pour rien. Mais ceci n'explique pas pourquoi le profit est réellement obtenu. Il y a des choses que les hommes ne veulent pas faire pour rien et qui, comme conséquence, ne sont point faites. L'employeur capitaliste n'est pas payé parce qu'il hasarde son capital, mais il risque son capital parce qu'il est payé pour cela. Pour savoir pourquoi les profits sont déduits de la récompense

(1) Adam Smith, *Wealth of Nations*, liv. I, ch. vi, p. 22 *a*; édit. Guillaumin, p. 60.

naturelle du travail, nous devons savoir quelque chose de plus que la raison pour laquelle le capitaliste-employeur cesserait d'employer du capital s'il n'y avait pas de profit sur chacune des portions du capital employé. Nous avons besoin de savoir pourquoi les travailleurs acceptent la déduction, pourquoi ils ne travaillent pas pour eux-mêmes et ne refusent pas d'être employés. Adam Smith semble penser que c'est parce qu'ils sont nécessiteux :

« Il arrive rarement que la personne qui défriche le sol ait de quoi s'entretenir jusqu'à ce qu'elle fasse la récolte. Son entretien lui est généralement avancé sur le *stock* d'un maître, le fermier qui l'emploie, et qui n'aurait aucun intérêt à l'employer à moins qu'il ait une part dans le produit de son travail ou à moins que son capital ne lui soit reconstitué avec un profit. Ce profit constitue une deuxième déduction (1) du produit du travail employé à la terre.

Le produit de presque tous les autres travaux est soumis à la même déduction d'un profit. Dans tous les arts et les manufactures la plus grande partie des ouvriers ont besoin d'un maître pour leur avancer les matériaux de leur travail (*work*), leurs salaires et leur entretien jusqu'à ce qu'il soit achevé (2). »

Il croit évidemment que personne ne se soumettra jamais à un maître s'il n'y est pas obligé. Si un homme possède suffisamment pour se fournir des matériaux nécessaires à son travail (*work*), et s'entretenir jusqu'à ce que celui-ci soit achevé, il sera immédiatement considéré comme « ouvrier indépendant ».

Nous pouvons donc dire que, pour Adam Smith, les profits semblent être une déduction sur le produit du travail, auquel le travailleur doit se soumettre parce

(1) La première étant la Rente.

(2) Adam Smith, *Wealth of Nations*, liv. I, ch. viii, pp. 29 *b*, 30 *a*; édit. Guillaumin, p. 80.

qu'il n'a aucun moyen de subvenir à ses besoins, ni aucune des matières pour la production. Le Dr Böhm-Bawerk croit qu'Adam Smith a aussi occasionnellement soutenu une autre théorie qui tend à ce que les profits soient une addition au prix du produit dû au travail mais les passages qu'il cite prouvent à peine l'existence de cette théorie (1). Il faut observer que l'explication d'Adam Smith relative à la nature des profits ne s'applique qu'aux profits des personnes employant du travail. Il ne semble pas avoir considéré sérieusement d'autres profits que ceux qu'il imaginait être obtenus sur les sommes dépensées en payant

(1) Adam Smith dit que dans l'état originaire des choses « le produit total du travail appartient au travailleur, et la quantité de travail communément employé pour acquérir ou produire une marchandise est la seule condition qui puisse régler la quantité de travail qu'elle devrait normalement acheter, commander ou pour laquelle elle devrait s'échanger ». Après que l'état originaire a disparu, néanmoins « en échangeant le produit manufacturé achevé soit pour de l'argent, du travail ou d'autres marchandises, au-dessus de ce qui peut être suffisant pour payer le prix des matières et les salaires des ouvriers, quelque chose doit être donné comme profit de l'entrepreneur de l'ouvrage qui risque son capital dans l'aventure » (liv. I, ch. VI, p. 22 ; édit. Guillaumin, p. 60). Le Dr Böhm-Bawerk dit que ceci signifie clairement que la demande d'intérêt du capitaliste détermine une hausse du prix du profit et que cet intérêt est prélevé sur la hausse — *dass der Zinsanspruch des Kapitalisten eine Steigerung des Preises der Produkte bewirkt, und aus ihr befriedigt wird* (*Kapital und Kapitalzins*, I, p. 83, Smart, traduct. anglaise, pp. 72-3). Mais Adam Smith en réalité ne se livre à aucune comparaison entre le prix du produit dans l'état originaire des choses avec son prix dans l'état actuel. Tout ce qu'il veut dire c'est que dans l'état actuel des choses il y a une partie du produit du travail qui ne va pas au travailleur et qui, par suite, est « au-dessus » du prix des matières et des salaires des ouvriers. Les salaires ne sont plus désormais égaux à la pleine valeur ajoutée aux matières premières par le processus de manufacture mais assurément ceci ne démontre pas une hausse dans la valeur du produit. Tout ce que l'on peut dire, c'est que la valeur du produit est plus élevée aujourd'hui par rapport aux salaires nécessaires à son obtention qu'elle ne l'était dans l'état originaire des choses ou pour exprimer la même idée, en d'autres termes, les salaires sont actuellement plus faibles par rapport au produit total qu'ils ne l'étaient dans l'état originaire des choses.

des salaires ou achetant des matières. Dans les exemples qu'il donne il ne fait aucune part à l'intérêt ou au profit sur la valeur de la manufacture et de sa machinerie. Dans son étude de l'intérêt du Livre II, chapitre IV, il le considère comme payé entièrement soit sur le profit d'un employeur, soit « en aliénant une autre source de revenu, telle que la propriété ou la rente du sol, ou en opérant un prélèvement sur elle (1) ».

Lauderdale posa d'une manière précise ces questions : « Quelle est la nature du profit du *stock* ? et comment prend-il naissance ? » (2) Il s'oppose à la représentation faite par Adam Smith du profit comme étant une déduction des salaires du travail. Si Adam Smith avait raison, dit-il, le profit serait une source de revenu dérivée et non d'origine, « car il serait seulement un transfert de la poche du travailleur dans celle du propriétaire du *stock* » (3). Le profit, pense-t-il, naît parce que le capital qui rend ce profit remplace le travail ou fait ce que celui-ci ne pourrait faire. En résumé, le profit existe parce que le capital accomplit des services utiles ; le payement du profit doit être placé sur la même base que celui des salaires. Le possesseur du capital a une partie de ce qu'auraient obtenu les travailleurs supplantés ou des services de qui on s'est dispensé. Il ne peut en obtenir davantage, car autrement on employerait le travail au lieu de capital. Souvent, eu égard à la compétition, il reçoit moins. Lauderdale illustre ainsi sa théorie :

« Supposons, par exemple, qu'un homme soit capable avec un métier, de faire 3 paires de bas par jour, et qu'il faudrait six tricoteurs pour accomplir le même travail dans le même temps avec une égale élégance, il est évident que le pro-

(1) Adam Smith, *Wealth of Nations*, liv. II, ch. IV, p. 155 ; édit. Guillaumin, p. 422-23.

(2) LAUDERDALE, *Public Wealth*, p. 155.

(3) *Ibid.*, p. 158.

priétaire du métier pourrait demander pour ses trois paires de bas les salaires de cinq tricoteurs et qu'il les recevrait ; parce que le consommateur, en traitant avec lui plutôt qu'avec les tricoteurs, économiserait dans l'achat des bas le salaire d'un tricoteur. Mais si, au contraire, un métier à bas n'était capable que de faire une paire de bas en 3 jours (puisque de l'hypothèse que six tricoteurs peuvent achever 3 paires de bas en un jour il résulte qu'un tricoteur ferait une paire de bas en 2 jours) le propriétaire du métier ne pourrait écouler ses bas, parce qu'il serait obligé de compter un jour de salaires de plus que ceux payés aux tricoteurs, et la machine, bien qu'elle exécutât les bas avec la plus grande perfection, serait mise de côté comme inutile simplement parce qu'incapable de remplacer aucune portion de travail (1). »

L'exemple montre clairement que le possesseur du capital reçoit un profit parce que son capital est utile. Si la machine ne remplace aucun travail et par suite n'a « pas d'utilité » son possesseur ne recevra aucun profit pour elle. Ceci est la limite inférieure. La limite supérieure, d'autre part, est le montant pour lequel le produit pourrait être obtenu sans l'aide du capital. Si un homme travaillant avec le métier et le réparant lorsque des réparations sont nécessaires (2) peut produire autant que six sans métier, le profit obtenu par le possesseur du métier peut atteindre, mais non dépasser les salaires de cinq hommes; si un homme avec le métier peut faire exactement le même travail qu'un homme sans le métier, celui-ci est absolument sans valeur et ne rapportera rien

(1) LAUDERDALE, *Public Wealth*, pp. 165-6.

(2) Le Dr Böhm-Bawerk (*Kapital und Kapitalzins*, I, p. 170 ; Smart traduct. anglaise *Capital and Interest*, p. 146) se plaint de ce que Lauderdale n'a rien dit de la dépréciation de la machine. Du fait qu'il n'en dit rien nous pouvons conclure qu'il admet tacitement, comme il a le droit de le faire si cela lui plaît, qu'il n'y a pas de dépréciation, que l'homme qui travaille avec le métier remplace, à ses frais et pendant ses heures de travail, celles de ses portions qui s'usent. La distinction tranchée, que le Dr Böhm-Bawerk établit entre le travail de conduite d'une machine et celui de l'entretenir en bon état, ne correspond à rien dans la nature et n'ajoute pas de clarté au sujet.

à son possesseur, même s'il est employé ; si un homme employant le métier ne peut produire autant qu'un homme ne l'employant pas, on ne fera certainement pas usage du métier.

Comme Lauderdale, Malthus considère que les profits sont la rémunération du capital, exactement de même que les salaires celle du travail. Des trois conditions différentes qui doivent être remplies pour qu'une marchandise continue à être apportée sur le marché :

« La seconde condition à remplir est que l'assistance qui peut avoir été donnée au travailleur par l'accumulation antérieure d'objets qui facilitent la production future, devrait être rémunérée de manière à faire continuer l'application de cette assistance à l'obtention de tous les produits nécessaires. Si au moyen de certaines avances, faites à l'ouvrier, de machineries, aliments ou de matières premières antérieurement réunies, il peut exécuter huit à dix fois autant d'ouvrage qu'il aurait pu le faire sans cette assistance, la personne les fournissant pourrait à première vue apparaître comme ayant droit à la différence entre la puissance de production du travail non aidé et celle du travail ainsi aidé. Cependant les prix des produits ne dépendent pas de leur utilité intrinsèque, mais de l'offre et de la demande. La puissance de production accrue du travail amènerait naturellement une offre accrue de produits ; leur prix tomberait conséquemment et la rémunération du capital avancé serait bientôt réduite à ce qui est nécessaire, dans l'état actuel de la société, pour amener sur le marché les articles à la production desquels il est appliqué. Eu égard aux travailleurs employés, comme ni leurs efforts ni leur habileté ne seraient nécessairement beaucoup plus grands que s'ils travaillaient sans aide, leur rémunération serait à peu près la même qu'auparavant et dépendrait entièrement de la valeur d'échange du mode de travail qu'ils auraient apporté, estimé à la manière habituelle par l'offre et la demande. Il n'est, par suite, pas tout à fait exact de représenter, comme le fait Adam Smith, le profit du capital comme une déduction du produit du travail. Ils sont seulement une équitable rémunération de cette partie de la pro-

duction à laquelle contribue le capitaliste estimée exactement de la même manière que la contribution du travailleur (1). »

Ceci revient à dire que le travail peut produire davantage quand il a l'usage du capital et que le profit est ce que reçoit le possesseur du capital en échange des avantages obtenus dans la production par l'usage du capital. Il reconnaît que le montant reçu par les capitalistes est, non le montant total dû à l'existence du capital, mais seulement une partie de ce montant. Par exemple, si le revenu de l'Angleterre sans aucun capital était de 1 au lieu de 100, il ne s'ensuivrait pas que la totalité des 99/100 soit actuellement du profit.

Le point faible dans l'explication du profit donnée par Lauderdale et Malthus est que, alors qu'ils montrent assez clairement que l'existence et l'usage du capital sont un avantage pour la production, et que l'avantage intégral ne peut pas être récolté par le capitaliste, ils manquent à montrer pourquoi cet avantage doit être payé et pourquoi les « services » du capital ne sont pas gratuits comme ceux du soleil.

Ricardo qui savait très bien la signification concrète du profit, prenait très peu d'intérêt à la question abstraite de sa nature et de son origine. Il ne donne aucune définition du terme et nulle part il n'exprime formellement une opinion sur ce sujet. Il semble clair cependant que pour lui la théorie de Lauderdale n'avait eu aucun poids. En lisant ses œuvres, nous nous trouvons encore partir du point de vue d'Adam Smith. Encore une fois, le profit cesse d'avoir rien à faire avec la « puissance productrice du capital » ou les avantages que l'usage du capital peut avoir dans la production. Mais alors qu'Adam Smith le traitait comme une déduction de la récompense naturelle du travail, Ricardo le considère plutôt comme un surplus du produit sur les salaires naturels. Le

(1) MALTHUS, *Political Economy*, 1re éd., pp. 80-81.

surplus existe, d'après lui, parce que la terre la plus mauvaise, effectivement en culture, ou plutôt que le travail agricole le moins productif employé, a un rendement, en produits, supérieur à ce qui est nécessaire pour payer les salaires. Il existe toujours parce que la population ou la quantité de travail employé et par conséquent la productivité du travail agricole le moins productif employé dépend du montant du capital et le capital ne sera jamais accumulé à un point tel qu'il réduise la productivité du travail agricole le moins productif si bas que le produit suffirait seulement à payer les salaires. Le mobile de l'accumulation « diminuera avec toute diminution du profit et cessera entièrement » quand les profits seront si bas qu'ils ne donneront pas au fermier et au manufacturier une « compensation adéquate pour leur peine et le risque qu'ils doivent nécessairement courir en employant leur capital productivement » (1).

La légitimité du profit avait à peine été contestée et le droit du travailleur au produit total du travail, qui devint plus tard, du moins pour un temps la base du mouvement socialiste, n'avait pas été très hautement affirmé en 1821, mais on peut déceler dans les *Elements* de James Mill quelque appréhension de l'orage approchant. Ricardo, pour des fins libre-échangistes, avait cherché à inciter le fermier à marcher la main dans la main avec le manufacturier et le marchand dans leur combat contre les propriétaires terriens. James Mill était prêt à seconder ses efforts dans cette direction, mais il montrait aussi un désir de fortifier la position du capitaliste contre le travailleur par la justification de l'existence du profit.

Après avoir divisé « les personnes qui contribuent à la production » en deux classes, celle des travailleurs et

(1) Ricardo, 1re éd., p. 136 ; 3e éd. des *Œuvres*, p. 68 ; éd. Guillaumin, p. 85.

celle des capitalistes, « l'une la classe qui apporte le travail, l'autre, la classe qui fournit les aliments, la matière première et les instruments de toutes sortes animés ou inanimés, simples ou complexes qui sont employés à produire l'effet », il déclare que chacune de ces classes doit avoir « sa » part des marchandises produites et que le capitaliste s'attend à une « part » : le travailleur se trouve pourvu de matières premières et d'outils par le capitaliste et « pour l'en avoir pourvu le capitaliste s'attend à une récompense » (1). Il y a évidemment ici une tendance à assimiler la situation du capitaliste et celle du travailleur. Plus tard, James Mill n'essaye pas seulement d'assimiler les effets produits par le capital et le travail mais de les identifier. Les « quantités des produits qui s'échangent les uns contre les autres » dépendent, d'après lui, du coût de production. Or, le coût de production, dit-il, apparaît à première vue comme consistant dans le « capital seul », par quoi il semble impliquer le capital et le profit sur le capital, car il continue immédiatement en disant :

« Le capitaliste paye les salaires à ses ouvriers, achète les matières premières et s'attend à ce que ce qu'il a dépensé lui soit rendu dans le prix, en même temps que le profit ordinaire sur tout le capital employé. D'après cette vue du sujet il semblerait que le coût de production consiste exclusivement dans la portion de capital dépensé, et du profit sur la totalité du capital employé pour réaliser la production (2). »

Mais il explique que « le premier capital doit avoir été le résultat du seul travail », par conséquent sa valeur doit avoir été « estimée au moyen du travail » et c'est également ainsi que doit l'être la valeur du capital postérieur créé avec l'aide du capital primitif ; et « si la valeur du capital doit être déterminée par le

(1) James Mill, *Elements*, 1re éd., pp. 8-11, 24.
(2) *Ibid.*, p. 70.

travail il en résulte pour toutes les hypothèses que la valeur de tous les produits doit être déterminée par le travail ». Il conclut, par suite, que la réponse à la question qu'il a posée au début : « Qui détermine les quantités des produits qui s'échangent les uns contre les autres ? » n'est autre que : « les quantités de travail (1) ». Il semble avoir oublié que dans le coût apparent de production il avait compris, non seulement le capital dépensé, mais aussi « le profit sur la totalité du capital employé ». L'explication de cet oubli est qu'il fut écarté d'une considération étroite de la question de la détermination des quantités suivant lesquelles les produits s'échangent les uns pour les autres par le désir de réfuter la théorie avancée par Torrens, à savoir qu'après que travailleurs et capitalistes sont devenus deux classes différentes, « c'est toujours le montant du capital ou quantité de travail accumulé, et non comme antérieurement à cette séparation la somme du travail accumulé et immédiat, qui détermine la valeur d'échange des produits (2) ». Or, la question des profits n'entre pas dans cette controverse. Torrens parlait du « prix naturel » des produits et il considérait que le profit est un surplus créé pendant le processus de la production, qui n'est pas inclus dans le « prix naturel », s'il l'est dans le « prix du marché ». Le prix du marché, dit-il, dépassera le prix naturel du montant du taux habituel du profit (3) et après avoir posé ceci, il affirme de la manière la plus froide : « Les choses, égales en prix naturel, seront, en moyenne, égales en prix du marché (4). » Il pose, en fait, que le profit est l'addition

(1) James Mill, *Elements*, 1re éd., pp. 72-3.
(2) *Production of Wealth* (La production de la richesse), pp. 39-40.
(3) *Ibid.*, p. 51.
(4) *Ibid.*, p. 55.

d'un certain pourcentage au « coût de production » ou, comme il l'appelle, au « prix naturel ». James Mill, en le réfutant, adopta insensiblement la même hypothèse. Si le coût de production de A est £ 100 de « capital dépensé » et celui de B £ 200 de « capital dépensé », B vaudra 2 A aussi longtemps que l'on ajoutera pour le profit un pourcentage égal à £ 100 et à £ 200.

Si l'on décide, peu importe par quels arguments illogiques, que « le coût de production règle la valeur d'échange des produits (1) » et que « les valeurs d'échange de tous les produits sont déterminées par les quantités de travail (2) », il est très naturel d'en inférer que le coût de production doit consister dans le seul travail que, comme la rémunération du travail est le salaire, la totalité des produits ou de la production doit s'évaluer seulement en salaires et par suite que si une partie de la production est profit, le profit doit être un salaire. M'Culloch semble avoir été le premier à déduire cette inférence. Il affirme hardiment dans le Supplément de 1823 de l'*Encyclopædia Britannica*, que le profit du *stock* est seulement une autre dénomination des *salaires du travail accumulé* (3). James Mill adopta rapidement l'idée. La seconde édition de ses *Elements* (1824), contient une addition au chapitre sur ce « qui détermine les quantités de produits qui s'échangent les uns contre les autres »? Il y dit « il y a un phénomène que l'on apporte pour controuver » la conclusion que c'est la quantité de travail qui détermine la proportion dans laquelle les produits s'échangent les uns contre les autres :

« L'on dit que la valeur d'échange des produits est affectée par le temps, sans intervention de travail ; parce

(1) James MILL, *Elements*, 1re éd., 69.
(2) *Ibid.*, p. 73.
(3) Art. *Political Economy*, p. 263.

que lorsque l'on doit y comprendre le profit du *stock*, l'on doit ajouter une certaine quantité pour chaque portion de temps que la production d'un article exige en sus de celle d'un autre. Par exemple si la même quantité de travail a produit dans la même saison un tonneau de vin et vingt sacs de farine, ils s'échangeront à la fin de la saison ; mais si le possesseur du vin le met en cave et l'y conserve pendant une couple d'années, il vaudra plus que les vingt sacs de farine parce qu'il faudra ajouter au prix d'origine le profit du *stock* pendant deux ans. Ici, l'on affirme, qu'il n'y a pas eu d'application nouvelle de travail mais il y a addition à la valeur ; par suite, la quantité de travail n'est pas le principe qui règle la valeur d'échange (1). »

A un esprit ordinaire l'objection semble parfaitement saine, mais James Mill nie qu'il n'y ait pas eu application nouvelle de travail :

« A cette objection, dit-il, je réplique qu'elle est fondée sur une fausse conception de la nature des profits. Les profits sont en réalité la mesure de la quantité de travail et la seule mesure de la quantité de travail à laquelle nous puissions recourir dans le cas du capital. Ceci peut être démontré par l'analyse la plus rigoureuse (2). »

L' « analyse rigoureuse » consiste à montrer que le possesseur de la machine employée pour avoir un profit récupère la valeur de la machine sous forme d'une annuité « fixée par la concurrence du marché et (*sic*) qui est par suite un équivalent exact du capital ». La valeur du capital a été fixée par la quantité de travail dépensée sur la machine et par conséquent l'annuité est fixée par la quantité de travail dépensée :

« Il est permis de définir exactement le capital sous le nom de travail accumulé. Une portion de capital produite

(1) James Mill, *Elements* 2e édit., p. 94-95.
(2) *Ibid.*, p. 95.

par 100 journées de travail est 100 jours de travail accumulé. Mais la totalité des 100 jours de travail accumulé n'est pas dépensée tant que l'article constituant le capital n'est pas intégralement usé. Une partie est dépensée ; et quelle partie ? (1). »

En général, on considère qu'un article est à demi usé quand il a supporté la moitié de l'usure qu'il est capable de subir avant d'être intégralement usé ; par exemple, si un tapis peut durer 6 ans, il est à demi usé après 3 ans d'usage. Si donc, un tapis était réellement du « travail accumulé » au lieu d'en être un objet manufacturé en laine pour couvrir le parquet, nous pourrions dire qu'à la fin des trois ans la moitié du travail accumulé a été consommée. Néanmoins, James Mill répond très différemment à cette question : quelle partie des 100 jours de travail accumulé est-elle dépensée ?

« Nous n'en avons, dit-il, pas de mesure directe, mais seulement une indirecte. Si le capital payé par une annuité l'est au taux de 10 0/0, un dixième du travail accumulé peut être consideré avec exactitude, comme dépensé en une année (2). »

Or, par ceci il ne peut pas vouloir dire que 1/10 des 100 jours de travail dépensés à faire la machine peut être considéré avec exactitude comme ayant été dépensé en une année, car cela conduirait à un résultat absurde. Supposons, par exemple, que la machine soit un nouveau barrage pour un ruisseau qui durera un temps illimité sans réparations. Mille fois dix jours font 10 000 jours, de sorte qu'à la fin de mille ans on aurait dépensé 10 000 journées de travail d'après James Mill, bien que la dépense pour cette machine n'ait été que de 100 jours. Supposons encore que la machine ne dure que six ans, alors le capitaliste recevra pendant

(1) James Mill, *Elements*, p. 96-97.
(2) *Ibid.*, p. 97.

six ans (pour obtenir ses 10 0 0) la valeur d'environ 23 jours de travail (10 comme profit et 13 comme dépréciation). Six fois 23 font 138 et dans ce cas encore le total du « travail dépensé » s'élève à plus que la totalité du travail dépensé à faire la machine. Et il est évident que cela est toujours le cas lorsqu'il y a profit.

En fait, le travail dépensé, de Mill, n'est pas du tout celui d'origine, mais un travail nouveau accompli d'une manière quelconque par la machine. Si, dit-il, un produit était fait en totalité par une machine qui n'aurait besoin ni de surveillance, ni de réparations, son prix serait constitué entièrement par les profits :

« Mais il serait certainement absurde de dire que le travail n'a rien eu à faire dans la création de la valeur d'un tel produit, puisqu'il est démontré que c'est le travail qui lui donne la totalité de sa valeur, et s'il pouvait être obtenu sans travail il n'aurait absolument aucune valeur. C'est évidemment du travail accumulé et non actuel, qui a créé cette valeur. Mais de même que le travail actuel crée la valeur proportionnellement à la quantité employée, de même pour le travail accumulé; et il n'y a aucun principe suivant quoi on peut concevoir qu'il agisse. S'il y a 2 machines de la nature de celles supposées ci-dessus, dont l'une représente 100 jours de travail accumulé et l'autre 200, la production quotidienne de l'une aura une valeur double de celle de l'autre. Pourquoi? Parce qu'on lui a appliqué deux fois la même quantité de travail. Le cas est précisément le même quand on fait entrer en compte ce que l'on appelle la part du temps. Si l'on applique pendant 2 jours les 100 jours de travail accumulé, la production sera égale en valeur à la production des 200 jours de travail accumulé. Pourquoi? Parce que 100 jours de travail accumulé appliqués pendant deux jours font une quantité égale à 200 jours de travail accumulé appliqués pendant un jour (1). »

(1) James Mill, *Elements*, p. 98.

Néanmoins, M'Culloch ne devait pas le laisser l'emporter sur lui. Dans ses *Principles of Political Economy* (1825) (1), il trouve impossible de voir une distinction entre les salaires et le profit. On pourrait appeler le profit : salaires du travail accumulé, et les salaires : profit des « propriétaires de la machine appelée homme, à l'exclusion d'une somme destinée à remplacer l'usure des machines, ou, ce qui revient au même, pour remplacer les travailleurs vieux et invalides par des nouveaux (2) ». Un arbre valant actuellement £ 25 peut avoir été planté il y a 100 ans avec une dépense de 1 shilling : sa valeur, d'après M'Culloch, est entièrement due au travail. Le travail d'origine d'une valeur d'un shilling fut sans doute une somme minime, mais, comme capital, ou travail accumulé il est resté un siècle au travail et le produit annuel a été économisé (3). De même, quand certaines catégories de vin acquièrent une valeur accrue pour avoir été conservées, ceci est simplement dû au fait que le capital ou travail accumulé incorporé au vin a travaillé. Certains vins ne s'améliorent pas par la conservation ; pour ceux-ci le capital n'a pas travaillé ou plutôt son travail a été mal employé ou gâché (4). Les choses étant ainsi, nous pouvons conclure que la raison pour laquelle les travailleurs inanimés appelés capital sont capables de rapporter une rémunération, non à eux-mêmes, mais à leurs possesseurs, est simplement qu'ils produisent quelque chose. Dans sa troisième édition (1826) James Mill chercha à expliquer de la manière suivante l'augmentation de valeur du vin mis en réserve :

(1) *Principes d'économie politique.*

(2) M'Culloch. *Principles of Political Economy*, p. 319.

(3) *Ibid.*, p. 316-317.

(4) *Ibid.*, p. 314-316. Dans la 2e éd. (1830) tout ce sujet est omis, bien que M'Culloch affirme encore que le profit du capital est seulement un autre nom pour le salaire du travail accumulé, p. 351.

« Ce n'est pas une solution de dire que le profit doit être payé ; parce que ceci nous amène seulement à cette question : pourquoi le profit doit-il être payé ? A ceci il n'y a qu'une réponse : à savoir qu'il est la rémunération du travail ; travail non appliqué immédiatement au produit en question, mais par l'intermédiaire d'autres produits dûs au travail. Ainsi un homme possède une machine, produit de 100 jours de travail. En l'employant, le possesseur fait incontestablement application de travail, bien que sous une forme secondaire, en appliquant ce que l'on n'aurait pu avoir autrement que par l'intermédiaire du travail. Nous pouvons supposer que cette machine est faite pour durer 10 ans exactement. On dépense donc ainsi chaque année un dixième du fruit de 100 jours de travail, ce qui est la même chose, au point de vue du coût et de la valeur, que de dire que l'on a dépensé 10 jours de travail. L'on doit payer au possesseur pour les 100 jours de travail que lui coûte la machine, un taux de tant par an ; c'est-à-dire au moyen d'une annuité qui en dix ans soit l'équivalent de la valeur d'origine de la machine. Il apparaît ainsi que le profit est simplement la rémunération du travail. Il peut, sans faire aucune violence à la langue et même, à peine par une métaphore, être dénommé salaires : les salaires de ce travail appliqué, non immédiatement par la main, mais au moyen d'instruments que la main a produits. Et si l'on peut mesurer le montant du travail immédiat par celui des salaires, on peut mesurer le montant du travail secondaire par celui du rendement au capitaliste (1). »

Ces doctrines absurdes montrent le danger d'essayer de résoudre des problèmes économiques par l'analyse des éléments constitutifs de la valeur d'un produit. Si James Mill et M'Culloch avaient constamment retenu l'idée que le produit total ou revenu d'un pays se compose de 3 parties : les salaires, le profit et la rente, ils n'auraient jamais cherché à expliquer pourquoi le profit est payé en affirmant que le profit constitue des

(1) James Mill, *Elements*, p. 102-3.

salaires. Aucun raisonnement confus ne pourra jamais se substituer au fait que chaque année une partie importante du revenu de la collectivité est perçue par certaines personnes et non comme rémunération de travail ou comme rente du sol. Si le profit est une rémunération de travail, nous devons demander du travail de qui? Non de celui des capitalistes, car parce que capitalistes, ils ne travaillent pas manuellement. Non de celui des travailleurs des années antérieures qui créèrent le capital ou une partie de ce capital, parce que, en leur temps, ils furent tous payés par leurs salaires.

Senior est un homme trop habile pour essayer de transformer le profit en salaires, mais il avait le désir de montrer que, commes les salaires, le profit est la rémunération de quelque chose et il arriva à l'idée qu'il est la rémunération de la bonne conduite ou du sacrifice impliqué par l' « abstinence ». « Par le mot abstinence », dit-il « nous voulons désigner cet agent distinct du travail et des agents de la nature, dont le concours est nécessaire à l'existence du capital et qui a la même relation avec le profit, que le travail avec le salaire (1). » Et encore : « Les mots capital, capitaliste et profit » « désignent l'instrument, la personne qui l'emploie ou l'exerce et sa rémunération ; mais il n'y a aucun terme usuel pour désigner l'acte ou la conduite, dont le profit est la récompense et qui est dans la même relation avec le profit que le travail avec le salaire. Nous lui avons déjà donné le nom d'abstinence (2) ». Il ne semble pas qu'il ait jamais eu le soupçon que cette conduite dont le profit est la « récompense » n'a pas de nom simplement parce qu'elle n'existe pas. Lorsqu'il a ainsi trouvé un nom pour cette conduite imaginaire, tout devient

(1) SENIOR, *Political Economy*, 8e éd., p. 59.
(2) *Ibid.*, p. 89.

extrêmement facile. S'il est évident que certains profits ne sont pas la récompense de l'abstinence, il suffit de dire qu'ils ne constituent pas un profit, mais une rente (1). Comme nous l'avons déjà vu, Senior se sert librement de cet expédient, excluant consciemment ou non du profit, le revenu de toutes propriétés acquises par héritage. Il fait ainsi de l'abstinence une extension de l'épargne. Un résultat comique c'est qu'un millionnaire, qui épargne £ 30 000 par an et dépense £ 10 000 pour lui, est plus abstinent qu'un employé épargnant £ 10 et en dépensant 100 pour son entretien. Senior est très près de l'admettre quand il dit que « parmi les différentes classes de la même nation, celles qui ont la plus mauvaise éducation sont toujours celles qui épargnent le moins et par conséquent les moins abstinentes (2) ». Par « la plus mauvaise éducation » il veut viser aussi la classe qui est aussi la plus pauvre.

Ainsi sa théorie ne nous conduit pas, en réalité, au delà de la proposition que le capital est le résultat de l'épargne et que les gens n'épargneraient pas s'ils ne pouvaient pas tirer de revenus de leurs épargnes. Dans l'esprit de Senior, l'idée était que le travail étant désagréable à l'homme doit, pour ce motif, être récompensé ; l'abstinence étant également désagréable doit, par suite, aussi être récompensée. Il prit pour acquis que la raison pour laquelle le travail est récompensé est qu'il est désagréable. Ici il avait tort. Le travail est récompensé non parce qu'il est désagréable mais parce qu'il produit de la richesse. Si chaque modalité de travail donnait toujours le maximum d'agrément, il produirait encore de la richesse et recevrait encore, pour sa récompense, au moins une portion de cette richesse.

(1) Cf. ci-dessus, pp. 258-263.

(2) Senior, *Political Economy*, 8e éd., p. 60.

On doit au moins accorder à Senior le mérite d'avoir vu que les profits n'avaient pas été expliqués d'une manière satisfaisante et d'avoir tenté de répondre à ce besoin. Stuart Mill, d'autre part, semble avoir totalement ignoré que quelque chose manquait. Il commence par adopter l'explication de l'existence du profit donnée par Senior. « De même que les salaires des travailleurs, dit-il, sont la rémunération du travail, de même le profit du capitaliste est proprement, d'après l'expression bien choisie de M. Senior, la rémunération de l'abstinence. » Puis il introduit quelque chose de sa propre notion sans fondement que tout le capital est consommé (2). « C'est ce qu'il », c'est-à-dire le capitaliste, « gagne en s'abstenant de consommer son capital pour son propre usage et en permettant qu'il le soit par des travailleurs productifs pour les leurs. » Nous devons donc dire que le possesseur d'une machine à vapeur obtient son profit en s'abstenant de consommer sa machine pour son propre usage et en permettant qu'elle le soit par des travailleurs producteurs pour le leur. Il est difficile d'imaginer ce que nous devons dire du profit d'un marchand de blé qui conserve son blé d'une récolte à peu près jusqu'à la suivante en vue d'assurer la consommation de propriétaires terriens ou d'ouvriers improductifs. Comment peut-on dire qu'il a permis que son blé fût consommé par des travailleurs producteurs pour leur usage ? « Pour cette abstention », continue Mill, « il (le capitaliste) mérite une récompense ». C'est possible ; la plupart d'entre nous requéreront ou demanderont une récompense toutes les fois qu'il y aura la moindre chance d'en avoir une, mais pourquoi réussit-on à l'obtenir ? Au lieu de poser cette question,

(1) Voir ci-dessus pp. 136-137.

(2) J.-S. MILL, *Principles*, liv. II, ch. XV, § 1 ; 1re éd., vol. I, p. 477 ; édit. populaire, p. 245 *a* ; trad. Courcelle-Seneuil, p. 466.

Mill semble être frappé par une autre : « Obtient-on une récompense ? »

« Très souvent par une jouissance personnelle, il gagnerait en dilapidant son capital, capital s'élevant à plus que la somme des profits qu'il rendra pendant les années qu'il (le capitaliste) vivra vraisemblablement. Mais tandis qu'il le conserve intact il a toujours le pouvoir de le consommer s'il le désire ou s'il en a besoin ; il peut le léguer à d'autres lors de sa mort, et dans l'intervalle il en tire un revenu qu'il peut, sans s'appauvrir, employer à la satisfaction de ses propres besoins ou inclinations (1). »

Cependant plus loin, pour contester l'opinion que les profits dépendent des prix ou de l'achat et de la vente, il trouve nécessaire de revenir sur ce sujet.

« La cause du profit est que le travail produit plus que ce qui est nécessaire à son entretien. La raison pourquoi le capital agricole donne un profit est que les êtres humains peuvent produire plus d'aliments qu'il n'en faut pour les nourrir pendant qu'ils les cultivent, y compris le temps nécessaire à fabriquer les outils et faire toutes autres préparations nécessaires ; d'où la conséquence que si un capitaliste entreprend de nourrir les travailleurs à la condition de recevoir le produit, il lui en reste une partie, après avoir récupéré ses avances... Nous voyons ainsi que le profit vient non de l'incident de l'échange mais des facultés productrices du travail ; et le profit général du pays est toujours ce que le font les facultés productrices du travail qu'il y ait eu ou non échange. S'il n'y avait pas de division des emplois, il n'y aurait ni achat, ni vente, mais il y aurait encore profit. Si, collectivement les travailleurs d'un pays produisent 20 0/0 en sus de leurs salaires, le profit est 20 0/0 quels que soient les prix (2). »

Dans ce passage Stuart Mill considère simplement la

(1) J.-S. Mill, *Principles*, liv. II, ch. xv, § 1 ; 1re édit. p. 477, édit. populaire, p. 245 *a* ; trad. Courcelle-Seneuil, p. 466.

(2) Liv. II, ch. xv § 5 édit. popul. p. 252 ; ne se trouve pas dans la 1re édit ; édit Guillaumin, p. 479.

question du point de vue ricardien. Le profit semble un simple surplus en plus des salaires ; et un surplus qui n'a absolument rien à faire ni avec aucun des services rendus par le capital, ni avec son utilité. L'explication claire de Lauderdale qui savait que le profit est réalisé parce que la même quantité de travail produit davantage quand elle a l'usage du capital que sans et les tentatives confuses de M'Culloch et de James Mill pour identifier le profit et les salaires, ont toutes deux passé sans laisser de traces.

§ 5. — *L'Origine et la Cause de la Rente.*

Comme nous l'avons déjà vu, Adam Smith n'a nullement tenté de confiner le sens de la rente du sol à la partie des payements périodiques communément appelés rente qui peut rester après avoir déduit tout ce qui peut être considéré comme dû pour l'incorporation du capital au sol. En traitant de la nature de la rente, il trouve nécessaire d'expliquer que la totalité de la rente n'est pas due au placement du capital. Il le prouve par l'induction du fait que les propriétaires terriens demandent une rente même pour une terre qui n'a subi aucune amélioration. Quand on paye une rente pour la possibilité de recueillir de la soude sur le bord de la mer ou pour le droit de pêche aux Iles Shetland, on la paye non seulement pour une chose non améliorée, mais pour « une chose qui ne peut absolument pas être améliorée par l'homme ». Par suite, conclut-il, la rente du sol est quelque chose de très différent du profit, « elle n'est pas du tout proportionnelle à ce que le propriétaire terrien peut avoir dépensé pour l'amélioration de la terre ou à ce qu'il a le moyen de prendre », mais c'est « naturellement un prix de monopole (1) ».

(1) A. Smith, *Wealth of Nations*, liv. I, ch. xi, pp. 66-67 *a* ; édit. Guillaumin, I, p. 177.

Adam Smith est extrêmement obscur sur la raison pour laquelle le propriétaire foncier obtient un prix de monopole ou plus que le profit ordinaire sur un capital quelconque qui peut avoir été placé. Dans le chapitre sur les « Composantes du prix des produits » il dit :

« Aussitôt que la terre d'un pays quelconque est devenue propriété privée, les propriétaires fonciers, comme tous les autres hommes, aiment vivement à récolter ce qu'ils n'ont pas semé et demandent une rente même pour ses produits naturels. Le bois des forêts, l'herbe des champs et tous les fruits naturels du sol, qui, alors que la terre était en commun, ne coûtaient au travailleur que la peine de les cueillir, leur viennent même afin de se voir augmentés d'un prix additionnel. Le travailleur doit donc payer pour avoir la licence de les cueillir et doit abandonner au propriétaire foncier une partie de ce que son travail a recueilli ou produit. Cette partie, ou, ce qui revient au même, son prix, constitue la rente de la terre et forme une troisième composante dans le prix de la majeure partie des produits (1). »

Ici la demande du propriétaire foncier d'une part du produit semble avoir pour effet d'ajouter quelque chose à ce qui aurait, autrement, été le prix de la majeure partie des produits, mais dans le chapitre sur la Rente, Adam Smith dit, soit comme explication, soit comme contradiction de ce passage que la rente

« entre dans la composition du prix des produits d'une manière différente que les salaires et le profit. Des salaires ou profit élevé ou bas sont la cause d'un prix élevé ou bas, une rente élevée ou petite en est l'effet. C'est parce que des salaires et profit élevés ou bas doivent être payés pour amener un produit particulier sur le marché que son prix est élevé ou bas. Mais c'est parce que le prix est élevé ou bas, beaucoup ou très peu ou pas plus que ce qui est suffisant pour payer ces salaires et profit, que ce prix donne une rente élevée ou faible ou pas de rente du tout (2). »

(1) A. Smith, *Wealth of Nations*, liv. I, ch. vi, p. 23 *a* ; édit. Guillaumin, p. 162.

(2) *Ibid.*, p. 67 *a* ; édit. Guillaumin, I, p. 178.

Considérant la rente tellement plus comme une partie du prix des produits que comme une partie de la production de la terre, Adam Smith fut amené à rechercher pour quels produits la rente fait partie du prix, au lieu de rechercher quelles sont les sortes de terres qui donnent une rente. Il traite comme un lieu commun évident, n'ayant besoin que de peu ou pas de développements, le fait que la rente du sol, sur lequel on cultive une espèce particulière de produit, varie avec sa fertilité et sa situation (1).

Il maintient que la nourriture de l'homme donne toujours et nécessairement une rente au possesseur de la terre sur laquelle on la cultive. D'autres sortes de produits peuvent en donner quelques fois ; d'autres non. Le raisonnement par lequel il cherche à prouver que la nourriture contient toujours la rente dans son prix et donne toujours une rente est, comme on peut s'y attendre, d'une nature peu probante :

« Comme les hommes » dit-il «, de même que tous les autres animaux se multiplient naturellement en proportion de leurs moyens de subsistance, la nourriture est toujours plus ou moins demandée. Elle peut toujours acheter ou commander une quantité plus grande ou plus petite de travail et on peut toujours trouver quelqu'un qui soit prêt à faire quelque chose en vue de l'obtenir (2). »

Or, cette affirmation est aussi exacte pour la plupart des produits autres que la nourriture. Et même elle est plutôt plus vrai pour la plupart des produits autres que la nourriture, car, ainsi qu'Adam Smith le remarque lui-même, « le désir de nourriture est limité chez chaque homme par la capacité étroite de l'estomac humain, mais le désir des commodités et ornements des habitations, des habillements, des équipages, de l'ameublement do-

(1) A. Smith, *Wealth of Nations*, pp. 67-8 ; édit. Guillaumin, I, p. 179.
(2) *Ibid.*, p. 67 *a* ; édit. Guillaumin I, p. 178.

mestique semble n'avoir ni limite, ni frontière certaine (1) ». On peut concevoir des conditions dans lesquelles on ne pourrait pas échanger le diamant Koh-i-noor pour une petite quantité de pain, mais on ne fait pas que concevoir des conditions, elles se présentent constamment, dans lesquelles on jette de grandes quantités de nourriture parce qu'elles sont invendables ; parce qu'en fait on ne peut trouver quelqu'un qui soit prêt à faire quelque chose en vue de l'obtenir. Dans les circonstances ordinaires les métaux, les vêtements et les maisons sont de la même façon toujours plus ou moins demandés comme la nourriture ; ils peuvent toujours acheter ou commander une plus grande ou une moindre quantité de travail et l'on peut toujours trouver quelqu'un qui veuille faire quelque chose pour les obtenir. Dédaigneux de ce fait, Adam Smith, après une brève parenthèse, continue :

« Mais la terre, dans presque toutes les situations, produit une quantité de nourriture plus grande que celle qui suffit à entretenir tout le travail nécessaire pour l'apporter sur le marché, de la manière la plus libérale dont le travail ait jamais été entretenu. Le surplus est également toujours plus que suffisant pour renouveler le *stock* qui employa le travail avec ses profits. »

C'est seulement une méthode verbeuse d'affirmer que la terre « dans presque toutes les situations » produira plus de nourriture qu'il n'en faut pour payer les salaires des travailleurs et les profits des capitalistes qui la cultivent « Par conséquent quelque chose », conclut Adam Smith, « reste toujours comme rente au propriétaire terrien ». En vue de donner un caractère définitif à son affirmation relative à la terre « dans presque toutes les situations » il continue en remarquant que :

« Les marais les plus déserts de Suède et de Norvège pro-

(1) A. Smith, *Wealth of Nations*, p. 75 *b*; édit. Guillaumin, I, p. 198.

duisent quelque sorte de pâturage pour le bétail dont le lait et les résidus sont toujours plus que suffisants non seulement pour entretenir tout le travail nécessaire à leur obtention et payer le profit ordinaire au fermier ou possesseur du troupeau, mais aussi pour donner une petite rente au propriétaire foncier (1). »

Parmi les produits de la terre, ne donnant pas toujours une rente au propriétaire foncier, Adam Smith semble avoir accordé la place principale à la laine, aux peaux, au bois, à la pierre et aux minéraux. La laine et les peaux sont produites nécessairement en même temps que la viande et ainsi, dit-il, lorsque la nourriture consiste presque totalement dans la chair des animaux, il y a une telle surabondance de ces articles qu'ils ne valent rien ou peu de chose et ne peuvent donner une rente au propriétaire foncier (2). Ceci est une vue raisonnable, mais pas strictement exacte. Si le propriétaire foncier tire déjà une rente de la nourriture, l'addition des laines et peaux au produit devrait lui donner une rente additionnelle, même si elle était très petite. Quant au bois, à la pierre et aux minéraux, Adam Smith dit que dans beaucoup de régions de l'Ecosse, de bonnes carrières de pierre ne donnent pas de rente et que, dans certaines localités, le propriétaire foncier donne généralement son bois pour construire des maisons « à quiconque prend la peine de le demander (3) », tandis que les mines de charbon et les autres sont quelquefois trop pauvres, pense-t-il, trop éloignées du marché pour payer autre chose que les salaires et le profit. Il apparaît donc qu'il y a une raison spéciale pour que les différentes catégories de produits autres que la nourriture ne lui ressemblent pas et ne donnent pas toujours une rente au propriétaire foncier.

(1) A. Smith, *Wealth of Nations*, p. 67 *b*; édit. Guillaumin, I, p. 179.
(2) *Ibid.*, pp. 74-75; édit. Guillaumin, p. 196.
(3) *Ibid.*, p. 75 *a*; édit. Guillaumin, I, p. 197.

Les explications d'Adam Smith ne sont guère autre chose qu'une affirmation que la valeur de la production des travailleurs qui produisent la nourriture est toujours plus que suffisante pour payer leurs salaires et qu'il en est quelques fois de même et quelques fois non de la valeur de la production des travailleurs produisant d'autres choses.

La seconde affirmation est assez vraie, mais la première ne l'est pas. Et même Adam Smith abandonne son hypothèse en affirmant que presque dans toutes les situations la terre produit une quantité plus grande de nourriture qu'il n'en faut pour payer les salaires et le profit des cultivateurs. S'il existe de la terre, dans une situation quelconque qui ne puisse le faire, sa conclusion qu'il reste toujours quelque chose comme rente est incorrecte. Qu'il y ait de telles terres, chacun le sait. Adam Smith parle des moors arides de Norwège, mais il y a de moindres degrés de fertilité et des marchés plus éloignés que ceux de Norwège. Il y a le Sahara et les glaces du Groënland. Entre ces régions les plus arides et les plus distantes, il y a des terres de toutes les qualités et situations, de sorte qu'il est raisonnable de supposer que la terre la plus mauvaise utilisée pour la production alimentaire, n'est pas assez bonne pour fournir une rente appréciable, mais l'est juste assez pour couvrir les dépenses culturales et donner un profit sur le capital employé, et l'équivalent d'un simple grain de poivre (sic) pour le propriétaire foncier si elle est cultivée par un fermier et non par son possesseur. Ceci était évident pour James Anderson, le fermier de l'Aberdeenshire, que nous avons déjà eu l'occasion de citer (1). Dans son *Inquiry into the nature of the Corn Laws with a view to the New Corn Bill for Scotland* qu'il publia en 1777, il donna un exemple numérique du coût de production d'une mesure de farine d'avoine sur des sols de degrés variables de

(1) Voir ci-dessus pp. 191-2

fertilité qui montrent avec évidence qu'il peut être profitable de cultiver de la nourriture sur des terres qui ne donnent pas de rente (1). Dans ses *Observations on the means of exciting a spirit of National Industry*, publiées la même année, il considère la rente comme une prime payée pour cultiver les sols les plus fertiles :

« Dans chaque pays il y a des sols variés qui sont doués de degrés différents de fertilité et il doit en résulter que le fermier qui cultive le plus fertile d'entre eux a le moyen d'apporter son blé sur le marché à un prix beaucoup plus bas que ceux qui cultivent les champs plus pauvres. Mais si le blé poussé en ces points fertiles n'est pas suffisant pour alimenter seul le marché, les prix seront naturellement augmentés sur ce marché de manière à indemniser les autres pour la dépense culturale de champs plus pauvres. Cependant le fermier qui cultive les zones riches pourra vendre son blé sur le marché au même taux que ceux qui occupent les champs plus pauvres ; il recevra, par suite, beaucoup plus que la valeur *intrinsèque* du blé qu'il récolte. Beaucoup de gens seront, par suite, désireux d'obtenir la possession de ces champs fertiles et seront satisfaits en donnant une certaine prime en échange du privilège exclusif de leur culture ; cette prime sera plus ou moins grande suivant la fertilité plus grande ou moindre du sol. C'est cette prime qui constitue ce que nous appelons maintenant la *rente*, moyen par lequel les dépenses culturales de sols de degrés de fertilité très différents peuvent être ramenées à une égalité parfaite (2). »

Un quart de siècle plus tard, il enseignait encore la même doctrine. « La rente », dit-il dans ses *Recreations*, « n'est en fait rien d'autre qu'une combinaison ingénieuse pour égaliser les profits à tirer de champs de degrés de fertilité différents et de conditions locales qui tendent à augmenter ou à réduire les frais de culture (3) ». On peut ainsi dire que sa réponse à la question : Pourquoi

(1) *Loc. cit.* Le passage est cité ci-dessous ch. VIII, § 4.
(2) ANDERSON, *Observations*, p. 376.
(3) ANDERSON, vol. V, p. 403.

la rente est-elle payée? est : La rente est payée sur toutes les terres pour lesquelles on la paye parce que ces terres sont plus fertiles que les terres les plus mauvaises qu'il est profitable de cultiver avec les prix régnants. Cette réponse est incompatible avec la manière dont Adam Smith avait considéré le sujet, mais aussi bien Adam Smith qu'Anderson ne remarquèrent pas cette incompatibilité ou la considérèrent comme sans importance. Le passage des *Observations* d'Anderson se trouve au cours d'une longue attaque des opinions d'Adam Smith relative à l'effet de la prime sur l'exportation anglaise de blé, mais Anderson ne remarqua pas que la théorie de la rente était inexacte chez Adam Smith, qui, ainsi que le fait observer le Professeur Ingram (1), ne peut guère ne pas avoir vu que la critique d'Anderson n'amendait pas sa théorie. Le fait est qu'Anderson écrivait avant que le temps fût venu de considérer comme intéressante et même comme digne d'attention la question de savoir pourquoi la rente est payée.

Mais en 1814, quand chacun pensait à la protection, aux prix et à la rente, les circonstances étaient beaucoup plus favorables. Au cours de cette année, la question fut nettement posée par David Buchanan dans son édition de la *Richesse des Nations*. Dans une note sur un passage du Livre I, ch. VI (2) Buchanan observe que :

« Le Dr Smith affirme ici que les propriétaires fonciers comme les autres hommes, aiment beaucoup à récolter ce qu'ils n'ont jamais semé et demandent une rente même pour les produits naturels de leur sol. Ils le font. Mais la question est de savoir pourquoi on accède généralement à une demande si peu raisonnable. D'autres hommes aussi aiment beaucoup à récolter ce qu'ils n'ont jamais semé, mais il apparaîtrait que seuls les propriétaires fonciers réussissent à atteindre un objet si désirable (3). »

(1) Ingram, *History of Political Economy*, p. 128.

(2) Cité ci-dessus, p. 286.

(3) A. Smith, *Weath of Nations*, édit. Buchanan, vol. I, p. 80 note.

Buchanan ne réussit pas à répondre d'une manière satisfaisante à sa propre question. Il pense que le prix du blé est fixé entièrement par l'offre et la demande et que l'état de l'offre et de la demande est toujours tel que le prix est suffisant pour donner un surplus au-dessus du coût de production, mais il ne montre pas clairement pourquoi il doit en être ainsi. Il semble avoir pensé que c'est parce que l'offre alimentaire est « limitée par la quantité de terre qui peut être mise en culture (1) ». La rente est ainsi le résultat du « monopole de la terre ».

« Le profit d'un monopole est précisément fondé sur la même base que la rente. Un monopole fait artificiellement ce qui est fait par des causes naturelles dans le cas de la rente. Il réduit l'offre sur le marché jusqu'à ce que le prix s'élève au-dessus du niveau du salaire et du profit (2). »

Comme il croyait que la rente existait par suite de la rareté de la terre de culture, Buchanan, réfutant la théorie physiocratique que la rente est le seul revenu taxable, fut naturellement conduit à insister sur le fait que « si elle est avantageuse à ceux qui la reçoivent », elle « doit être proportionnellement préjudiciable à ceux qui la payent (3) ».

Cette phrase semble avoir beaucoup influé sur la publication de de la *Nature and Progress of Rent* de Malthus. Malthus ne pouvait s'entendre, au sujet de la rente, — nous dit-il — ni avec Adam Smith ou les physiocrates, ni encore bien moins « avec quelques-uns des auteurs plus modernes » parmi lesquels il nomme seulement Say, Sismondi et Buchanan. Ces auteurs lui semblent « considérer la rente comme ressemblant de beaucoup trop près par sa nature et les lois qui la gouvernent à l'excès du prix sur le coût de production, qui est la carac-

(1) *Ibid.*, vol. I, p. 274 note.
(2) *Ibid.*, vol. III, p. 272.
(3) *Ibid.*, vol. I, p. 99.

téristique d'un monopole (1) ». Toujours favorable aux intérêts fonciers, il désirait, à ce moment critique, donner une réponse à la question : pourquoi la rente est-elle payée ? qui, vraisemblablement, tendit moins à rendre la rente odieuse à l'esprit public, que celle de Buchanan : « Parce que les propriétaires terriens ont un monopole. »

« Le tract suivant », dit-il, dans sa préface, « contient la substance de quelques notes sur la rente, que j'ai réunies avec quelques autres sur différents sujets d'économie politique, dans le cours de mes fonctions professionnelles à l'*East India College*. J'ai eu l'intention d'en faire, à un moment où à un autre, une publication et la connection étroite du sujet de l'enquête actuelle avec les points immédiats en discussion m'a conduit à hâter son apparition en ce moment. C'est le devoir de ceux qui ont un moyen quelconque de contribuer au stock des connaissances du public non seulement de le faire, mais de le faire au moment où cela est vraisemblablement le plus utile. Si la nature de l'examen apparaissait au lecteur comme ne convenant pas à la forme d'une brochure, mon excuse doit être qu'originalement il n'était pas destiné à une forme si éphémère. »

Et au seuil même du tract il dit que la rente

« a parfois un droit particulier à notre attention au moment actuel, à cause des discussions qui se poursuivent sur les lois sur les céréales et des effets de la rente, le prix des produits bruts et le progrès de l'amélioration agricole (2). »

Pourquoi la rente est-elle payée ? est une question de politique pratique.

La réponse de Malthus à cette question est triple. La

(1) Malthus, *Nature and Progress of Rent*, p. 2.

(2) L'auteur de l'*Inquiry into those principles respecting the nature of demand and the necessity of consumption lately advocated by M. Malthus* dit, « lorsque M. Malthus publia son *Essai sur la Rente*, il semble avoir eu en partie pour objet de répondre au cri de « pas de propriétaires fonciers » qui était « affiché comme devise sur les murs » (p. 108). Il se réfère à la propagande de Thomas Spence, le premier précurseur de M. Henry George.

rente est payée, dit il, parce que : 1° la terre produit plus qu'il n'est nécessaire pour l'entretien de ses cultivateurs ; 2° les produits nécessaires à la vie ont la qualité particulière « d'être capables de créer leur propre demande ou de faire apparaître un nombre de demandeurs proportionnel à la quantité qui en est produite » (1) ; 3° la terre la plus fertile est relativement rare.

Si l'une de ces trois causes faisait défaut, il n'y aurait pas de rente. En premier lieu si toute la terre était telle qu'on ne put lui faire produire plus que la simple subsistance de ses cultivateurs, il ne pourrait évidemment y avoir aucun surplus de production pour la rente, si grande que fût la quantité de terre monopolisée. Secondement, si la population ne s'accroissait pas avec l'accroissement de nourriture, un accroissement dans la quantité de nourriture produite déterminerait une chute de son prix jusqu'au coût de production et ainsi ne laisserait encore aucun surplus pour la rente. Après ces explications Malthus se considère comme justifié à faire un panégyrique de la rente, sans attendre la discussion de la troisième cause. Il recherche, par la rhétorique, si la rente, « loin d'être un simple transfert de valeur avantageux seulement aux propriétaires fonciers et proportionnellement *préjudiciable* aux consommateurs » n'est pas, au contraire

« une indication nette de la qualité la plus inestimable du sol dont Dieu a gratifié l'homme — qualité qui permet d'entretenir plus de gens qu'il n'en faut pour le cultiver. N'est-ce pas une partie et nous verrons plus loin que c'est une partie absolument nécessaire de ce surplus de production de la terre qui a été défini justement comme la source de toutes facultés et jouissances ; et sans lequel, en fait, il n'y aurait ni villes, ni forces militaire ou navale, ni art, ni science, aucune des manufactures les plus belles, aucune des commodités et luxe des pays étrangers et aucune de ses sociétés cultivées et po-

(1) MALTHUS, *Nature and Progress of Rent*, p. 8

licées qui, non seulement élèvent les individus et leur donnent de la dignité, mais qui étendent leur influence bienfaisante dans toute la masse de la population (1). »

Mais, pour faire usage d'une expression familière, il n'est pas encore hors du bois et il poursuit par une hypothèse dont on se servit plus tard contre lui d'une manière fatale. Quant à la troisième cause de la rente, « la rareté relative de la terre la plus fertile », il en parle de la manière suivante :

« Au cours des périodes primitives de la société, ou ce qui est plus remarquable, peut-être, lorsque les connaissances et le capital d'une société ancienne sont employés sur une terre nouvelle et fertile, ce surplus de production, cette générosité de la Providence, se traduit principalement par des profits et des salaires extraordinairement élevés et peu sous forme de rente. Alors que la terre fertile est abondante et que quiconque la demande peut l'avoir, personne ne veut, bien entendu, payer une rente au propriétaire foncier. Mais il n'est pas compatible avec les lois de la nature, les limites et la qualité de la terre, que cet état de choses persiste. Il doit nécessairement exister dans tous les pays des diversités de sol et de situation. Toutes les terres ne peuvent pas être la plus fertile ; toutes ne peuvent être situées le plus près des rivières navigables et des marchés. Mais l'accumulation de capital au delà des facultés d'emploi sur la terre de la plus grande fertilité naturelle et dans la situation la plus avantageuse doit nécessairement abaisser les profits ; tandis que la tendance de la population à s'accroître au delà des moyens de subsistance, doit, après un certain temps, réduire les salaires du travail (2). »

Alors la valeur de la nourriture sera en excès de son coût de production, y compris le profit, « et cet excédent est la rente ».

« Il n'est pas possible non plus que ces rentes demeurent d'une manière permanente, partie du profit sur le capital

(1) Malthus, *Nature and Progress of Rent*, p. 16-17.
(2) *Ibid.*, p. 17.

(stock) ou des salaires du travail. Si une semblable accumulation se produisait pour abaisser définitivement le profit sur le capital (stock) et conséquemment les dépenses culturales pour permettre de cultiver la terre plus pauvre, les cultivateurs des terres plus riches, s'ils ne payaient pas de rente, cesseraient d'être de simples fermiers ou personnes vivant des profits du capital agricole. Ils uniraient les caractères de fermiers et de propriétaires fonciers — union qui n'est certes pas une exception, mais qui ne modifie en aucune manière le caractère de la rente ou sa séparation essentielle du profit (1). »

Un peu plus loin il répète que la séparation de la rente et des salaires et du profit est inévitable et il se lance encore dans un panégyrique :

« On peut poser, par suite, comme une vérité incontestable que, lorsqu'une nation atteint à un degré considérable de richesse et à une grande abondance de population, ce qui, bien entendu, ne peut se produire sans une grande baisse du profit sur le capital (stock) comme des salaires du travail, la séparation des rentes, comme attachées indissolublement à des terres d'une certaine qualité, est une loi ausssi invariable que l'action du principe de gravité. Et on peut poser également que les rentes ne sont ni une simple valeur nominale, ni une valeur transférée sans nécessité et au préjudice d'une catégorie de gens à une autre ; mais l'une des parties les plus réelles et essentielles de la valeur totale des biens de la nation et attachées par les lois de la nature là où elles le sont, c'est-à-dire à la terre, quel qu'en soit le possesseur : propriétaires fonciers, la couronne ou le cultivateur effectif (2). »

Ricardo, comme un libre échangiste désirant ardemment le blé à bon marché, combattit naturellement le panégyrique de Malthus sur la rente. Des trois causes de la rente, formulées par Malthus, la troisième seule arrêta son esprit. La première, c'est-à dire le fait que la terre

(1) Malthus, *Nature and Progress of Rent*, p. 18.
(2) *Ibid.*, p. 20.

produit plus qu'il n'est nécessaire pour l'entretien de ses cultivateurs, permet seulement à la rente d'exister et ne la détermine pas : « c'est une chose de pouvoir supporter une forte rente et une autre chose que de la payer réellement. La rente peut être moindre dans un pays où les terres sont excessivement fertiles que dans un pays où elles n'ont qu'un rendement modéré (1) ». Ricardo ne croyait pas à la seconde cause : « cette qualité particulière des produits nécessaires à la vie d'être capables de créer leur propre demande et de faire apparaître un nombre de demandeurs proportionnel à la quantité qui en est produite » « Ce n'est pas » dit-il, « l'abondance des produits nécessaires qui fait apparaître les demandeurs, mais l'abondance de la demande qui fait surgir ces produits nécessaires (2). » Mais la troisième cause, la rareté relative de la terre la plus fertile lui paraît suffisante en soi pour rendre compte de la rente, quand on la considère conjointement avec l'accroissement naturel de richesse et de population.

Dans l'*Essay on the Influence of a Low Price of Corn on the Profits of Stock*, il fait non seulement de la troisième et la moins agréable cause de Malthus, la seule cause de la rente, mais il la traite de manière à la faire apparaître beaucoup moins agréable qu'elle ne l'est dans l'*Inquiry* de Malthus. Dans l'*Inquiry* de Malthus, « la rareté relative de la terre la plus fertile » qui est l'une des causes de la rente est considérée comme si elle était un fait dont personne ne puisse se plaindre. « Toutes les terres ne peuvent être la plus fertile, toutes les situations le plus proche des rivières navigables et des marchés. » La fertilité supérieure de la terre la meilleure est représentée « comme un don généreux de la Providence (3) » qui se traduit par la rente. Dans son *Essay*,

(1) Ricardo, *Principles*, 1re éd., p. 559 ; 3e éd. dans les *Works*, p. 247 ; édit. Guillaumin, p. 338.

(2) *Ibid.*, 1re éd., p. 560 ; passage omis dans la 2e éd.

(3) Cf. ci-dessus, p. 296.

Ricardo prend, au contraire, pour point de départ la terre la plus fertile et la mieux située et conduit ses lecteurs à déplorer la mesquinerie de la nature, pour n'en avoir pas donné davantage, mesquinerie qui, entre autres choses, donne naissance à la rente. Il bat complètement Malthus avec ses propres armes dans les quatre premières phrases de son *Essay* :

« M. Malthus définit très correctement : « la rente de la terre comme cette portion de la valeur du produit total qui reste au possesseur, après que toutes les charges de la culture, quelle qu'en soit la nature, aient été payées, y compris le profit sur le capital employé, évalué d'après le taux usuel et ordinaire des profits du *stock* agricole à ce moment. Par conséquent, toutes les fois que la somme du taux usuel et ordinaire du profit du *stock* agricole et de toutes les charges culturales de la terre est égale à la valeur du produit total, il ne peut pas y avoir de rente. Et quand le produit total est seulement égal en valeur aux charges nécessaires de culture, il ne peut y avoir ni rente, ni profit. Dans la première colonisation d'un pays riche en terres fertiles et qui peuvent être obtenues par quiconque désire les prendre, le produit total, après déduction des charges culturales, formera le profit du capital et appartiendra au possesseur de ce capital sans aucune déduction quelle qu'elle soit pour la rente (1). »

Malthus avait toujours traité la rente comme un « surplus » ou « excès ». Ricardo va la considérer comme une « déduction », de quelque chose appartenant intégralement au fermier dans le premier cas et qui continuerait à lui appartenir intégralement s'il y avait seulement assez de terre fertiles et bien situées. Commençant par le cas d'un individu cultivant la terre la meilleure lors de la première colonisation d'un pays, il donne une série de chiffres hypothétiques dans lesquels les rentes sont représentées comme se formant et se déve-

(1) RICARDO, *Works*, p. 371 ; édit. Guillaumin, p. 501.

loppant entièrement aux dépens du profit (1). De ces chiffres hypothétiques il se considère fondé à conclure que :

« La rente est donc, dans tous les cas, une partie des profits obtenus antérieurement de la terre. Ce n'est jamais une création nouvelle de revenus, mais toujours une partie de revenus déjà créés. Le profit du *stock* diminue seulement parce qu'on ne peut se procurer des terres également bien adaptées pour la production alimentaire ; et l'importance de la diminution du profit et de la hausse de la rente dépend totalement de l'accroissement de dépenses de production. Donc, par suite, si, dans le développement de la richesse et de la population des nations, on pouvait ajouter à ces pays des portions nouvelles de terres fertiles, le profit ne diminuerait jamais et la rente n'augmenterait jamais (2). »

Dans son chapitre sur la Rente dans ses *Principles*, Ricardo reproduisit les arguments de l'*Essay on the Influence of a Low Price of Corn*.

« C'est seulement alors », dit-il, « parce que les terres sont de qualités différentes, eu égard à leurs facultés de production et parce que, avec le progrès de la population, on met en culture des terres d'une qualité inférieure ou moins avantageusement situées, que l'on doit payer la rente pour son usage (3). »

Malthus ne fut pas convaincu par l'*Essay* de Ricardo, ni par son chapitre sur la Rente, ni même par le dernier chapitre de ses *Principles*, celui qui traite des « Opinions de M. Malthus sur la Rente ». Dans sa *Political Economy* il réimprima la plus grande partie de son *Inquiry into the Nature and Progress of Rent* et ajouta des pas-

(1) Cf. ci-dessous, ch. VII, §§ 3 et 4.

(2) Ricardo, *Works*, p. 375 ; édit. Guillaumin, p. 508.

(3) Ricardo, 1re éd., p. 54. Dans la 2e édition, le passage commence ainsi : « C'est seulement alors parce que la terre n'est pas illimitée (boundless) en quantité, ni de qualité uniforme et parce que avec le progrès, etc. » (p. 51). La troisième édition reproduit la seconde, sauf qu'elle emploie le mot *unlimited* au lieu du mot *boundless* (dans les *Works*, p. 36 ; édit. Guillaumin, p. 36.

sages dans lesquels il expose avec insistance les opinions combattues par Ricardo :

« De quelque manière », dit-il, « que le produit d'une portion donnée de la terre soit divisée, que la totalité soit attribuée aux travailleurs et aux capitalistes ou qu'une partie soit attribuée à un propriétaire foncier, le *pouvoir* d'une telle terre de donner une rente est exactement proportionné à sa fertilité ou au surplus général qu'on peut lui faire rendre au-delà de ce qui est strictement nécessaire à l'entretien du travail et au maintien du capital qui y est employé... Mais s'il ne peut pas exister de rente sans ce surplus et si le pouvoir de sols particuliers de payer cette rente est proportionné à ce surplus, il en résulte que ce surplus de la terre, dû à sa fertilité, doit évidemment être considéré comme le fondement ou la cause principale de toute rente (1). »

Il termine son chapitre « Sur la Rente de la Terre » par la déclaration que « donc, de quelque point de vue que l'on envisage le sujet, cette qualité de la terre qui, par les lois de notre existence, doit aboutir à la rente semble être un don gracieux des plus importants pour le bonheur de l'humanité (2) ».

La querelle de Malthus et de Ricardo sur ce sujet fut peut-être plus de sentiment que sur le fond. En dehors du sentiment il n'y a réellement pas beaucoup de différence si nous choisissons d'attribuer la rente à un don gracieux de la nature qui donne une certaine quantité de bonne terre ou à sa mesquinerie de n'en pas donner davantage. Les auteurs ultérieurs semblent en général avoir été beaucoup trop préoccupés de rechercher les causes de l'élévation de la rente à certaines époques par rapport à d'autres pour beaucoup se soucier de savoir pourquoi la rente existait. Comme Buchanan, Stuart Mill attribue le fait à un « monopole (3). »

(1) MALTHUS, *Political Economy*, p. 140-141, édit. Guillaumin, p. 125.
(2) *Ibid.*, p. 239, édit. Guillaumin p. 193.
(3) Stuart MILL, *Principles*, Livre II, ch. XVI, § 1 ; 1re éd., vol. I, p. 496, édit. popul., p. 255, trad. Courcelle-Seneuil, p. 485.

CHAPITRE VII

LA PSEUDO-DISTRIBUTION

§ 1. — *Salaire par tête. Profit pour cent et Rente par acre.*

Les causes qui déterminent l'importance de la production du travail d'une nation ayant été discutées dans le chapitre de la « Production », et la nature et l'origine des trois grandes divisions entre lesquelles la production est « distribuée » ayant été complètement examinées, la question suivante serait naturellement de chercher à découvrir les causes qui déterminent les proportions suivant lesquelles la production est distribuée entre ces trois grandes divisions. Dans l'équation, production = salaires + profit + rente, on doit maintenant considérer la production comme une quantité donnée et la question est de déterminer ce qui règle la grandeur relative des trois termes du second membre.

Or, avec les changements dans les grandeurs relatives des salaires, profit et rente, avec la signification de ces termes dans l'équation, les accroissements et les diminutions ou les hausses et baisses des salaires, profit et rente, pris dans leurs acceptions ordinaires, ne sont en aucune manière identiques. Dans l'équation « salaires » signifie le total ou masse de tous les salaires ; le profit, le total ou la masse de tous les profits et la rente,

le total ou la masse de toutes les rentes payés dans un temps donné. Si le total ou la masse des salaires ou rémunération du travail payés dans le Royaume Uni s'élève à £ 1.000.000.000, le total ou la masse du profit à £ 400.000.000 et le total ou la masse de la rente à £ 100.000.000, le total d'ensemble de la production ou revenu doit alors être £ 1.500.000.000, car £ 1.000.000.000 + £ 400.000.000 + £ 100.000.000 = £ 1.500.000.000. Mais dans la langue courante, quand nous parlons d'accroissements ou de diminutions de salaires, profit ou rente, nous entendons par salaires ce qui est payé à un individu donné, par profit, le taux de l'intérêt ou son rapport au principal et par rente, la rente d'un seul acre de terre. Cette acception des termes est évidemment tout à fait impropre pour l'équation. Nous ne pouvons pas dire quelle est la grandeur de la production ou revenu en additionnant un *salaire per capita*, un pourcentage et une rente par acre. Il n'est pas exact que £ 1.500.000.000 = £ 90 par an + 3 0/0 + £ 1 par acre. Les accroissements ou diminutions des salaires, profits et rente dans l'une des acceptions, ne correspondent pas du tout nécessairement avec les accroissements ou diminutions des salaires, profits et rente dans l'autre. La masse des salaires dépend du nombre des travailleurs aussi bien que de la somme payée à chacun d'eux ; la masse des profits dépend du montant du capital aussi bien que du taux de l'intérêt ; et la masse de la rente dépend de l'étendue des terres donnant une rente aussi bien que du montant payé par acre. Et la grandeur relative et proportionnelle de l'ensemble des salaires, profits et rente, qui est logiquement le sujet de la Distribution, a un rapport plus éloigné encore avec les salaires *per capita*, le profit pour cent et la rente par acre qu'avec leur grandeur absolue. Une hausse des salaires *per capita* peut coïncider avec une diminution de la proportion de la production consacrée aux sa-

laires, soit que le nombre des travailleurs ait diminué, soit que la production totale se soit accrue. Une hausse du taux de l'intérêt peut coïncider avec une diminution de la proportion de la production allouée au profit, soit que le capital total ait diminué ou que la production totale se soit accrue. Une baisse de la rente par acre peut coïncider avec un accroissement de la proportion de la production allouée à la rente, soit que le nombre d'acres donnant une rente se soit accru, soit que la production totale ait décru.

Mais la dernière partie du Premier Livre d'Adam Smith est, comme nous l'avons vu (1), en premier lieu, une théorie des prix ; ses quatre derniers chapitres traitent du salaire, du profit et de la rente, non pas parce qu'ils sont des divisions du « produit » mais parce qu'ils sont des parties du prix. Le « prix naturel » d'un produit est représenté comme variant avec le taux naturel de chacune de ses composantes et les causes, qui augmentent ou diminuent ces composantes : salaires, profit et rente, sont discutées quant à leurs effets, non sur la manière dont le produit est distribué mais sur le prix naturel de l'article produit. Or, les variations des « salaires », « profit » et « rente » affectant le prix d'un article donné, sont, non les variations de l'ensemble des salaires, profits et rente, mais les variations des salaires des personnes, des profits du capital et de la rente de la terre employés à sa production. Aussi longtemps que la terre, le capital et le nombre de personnes employées demeurent les mêmes, le prix de l'article et les taux de salaire par tête, de profit 0/0 et de rente par acre, doivent nécessairement varier ensemble. Par conséquent, bien qu'Adam Smith eût déclaré que la production annuelle globale est distribuée en salaires, profit et rente — il entendait évidemment par là le total des sa-

(1) Cf. ci-dessus, p. 244-5.

laires, profits et rente — les quatre derniers chapitres du Livre I de la *Richesse des Nations* traitent des salaires par tête, du profit pour cent et de la rente par acre.

Les auteurs suivants, trompés en partie par des confusions assez naturelles et en partie par le fait que le salaire par tête, le profit pour cent et la rente par acre sont en pratique des sujets plus intéressants que la division du produit en salaires, profits et rente, suivirent généralement les traces d'Adam Smith sans se préoccuper de subordonner convenablement la théorie de la distribution à celle de la production. En faisant l'histoire de leur doctrine, il sera extrêmement commode en premier lieu de suivre la même méthode quelqu'illogique que cela puisse être et d'ajourner à un chapitre ultérieur la considération des théories formulées sur la distribution proprement dite.

§ 2. — *Variations des salaires par tête.*

Dans le courant du dernier siècle et demi, on a formulé trois grandes théories sur les causes déterminant la grandeur du salaire *per capita*. On peut les appeler la théorie du minimum d'existence ; la théorie de l'offre et de la demande et la théorie de la productivité. La base de la théorie du minimum d'existence est le fait que pour vivre et travailler un homme doit avoir quelque chose pour se nourrir et s'entretenir et la supposition qu'un salarié n'obtient pas « naturellement » plus qu'il lui faut pour vivre et s'entretenir ; à la base de la théorie de l'Offre et de la Demande est l'idée erronée que le travail est une marchandise dont la demande dépend du montant d'un fond prêt à lui être affecté ; à la base de la théorie de la Productivité est le fait que les salaires ou gains sont une partie du produit et dépendent, par suite, de la productivité de l'industrie et du montant déduit du produit par

tète pour le profit et la rente. Pendant la période étudiée par cet ouvrage, la théorie du minimum d'existence s'est graduellement effacée devant celle de l'Offre et de la Demande. Le remplacement de la théorie de l'Offre et de la Demande par celle de la Productivité est du domaine de l'histoire ultérieure.

A l'époque où parut la *Wealth of Nations*, la théorie du minimum d'existence régnait sans conteste. Bien que des millions d'hommes soient morts de faim, on a toujours accepté comme une maxime que l'homme doit vivre. La gloire immortelle que le cynique s'acquit par son incapacité à voir cette nécessité, montre que son état d'esprit a été l'exception qui confirme la règle. L'application de la maxime au salaire est assez évidente. Partout où l'emploi n'est pas d'un caractère occasionnel, le salaire pour le travail qui occupe la totalité du temps d'un homme et forme son unique ressource, s'élèvera au moins à la simple subsistance. S'il n'en était pas ainsi, les travailleurs disparaîtraient bientôt.

Il est très facile pour quelqu'un qui voit que le salaire « doit » ordinairement, en tous cas, s'élever au moins à la simple subsistance, et qui n'est pas mis en présence du salaire réel qui s'élève évidemment beaucoup au-dessus de la simple subsistance, d'arriver à penser que le salaire correspond ordinairement et naturellement à la simple subsistance ; c'est-à-dire qu'il n'est pas inférieur, mais pas supérieur non plus à ce qui est nécessaire pour assurer la simple subsistance. Après la lecture des passages dans lesquels il montre qu'il pensait qu'il était fréquent que les paysans et travailleurs manuels français ne recevaient pas assez de subsistance pour leur permettre d'accomplir leur travail convenablement (1), nous ne sommes pas surpris de voir Turgot déclarer que la concurrence limite les gains des ouvriers à la simple subsistance :

(1) Cf. par ex. QUESNAY, *Œuvres*, éd. Oncken, p. 266.

« En tout genre de travail il doit arriver, et il arrive en effet, que le salaire de l'ouvrier se borne à ce qui lui est nécessaire pour lui procurer sa subsistance (1). »

En Angleterre les salaires réels différaient des salaires les plus bas possibles, plus évidemment qu'en France, mais le fait était rendu obscur par les discussions courantes. Les mercantilistes étudiaient la question du salaire du point de vue non des travailleurs mais des exportateurs. Si la fin principale d'un pays était, comme ils le supposaient, de vendre des marchandises aux nations étrangères moyennant une grande somme d'argent, il apparait à première vue que l'intérêt de ce pays est que les salaires en argent soient peu élevés, en tous cas dans certaines branches de la production. Des salaires élevés dans une branche donnée semblent naturellement s'identifier à un prix élevé du produit de cette branche et si le prix du produit s'élève, la quantité exportée sera réduite de telle manière que la somme totale reçue pour elle sera moindre. C'était évidemment une illusion de croire que des salaires élevés dans une branche donnée de production aient pour conséquence nécessaire un prix élevé du produit. Des salaires élevés signifient des gains quotidiens élevés et pas nécessairement des gains élevés par chaque livre avoir-du-poids, par chaque yard de marchandise produite ; ou, pour dire la même chose en d'autres termes, les salaires élevés dépendent de la quantité de produit par homme aussi bien que de la valeur par unité produite (2). Aussi remarque-t-on constamment le fait que les salaires sont plus élevés dans une branche donnée d'industrie en Angleterre qu'ils ne le sont dans d'autres pays, n'empêche pas l'exportation des articles produits. On ne pouvait guère s'attendre cependant à ce que les mercantilistes de la première moitié du XVIII[e] siècle,

(1) *Réflexions*, § 6, dans les *Œuvres*, éd. Daire, vol. I, p. 40.

(2) Adam Smith l'explique dans le dernier § du livre I, ch. VIII, p. 39, *b*. 40 *a* ; édit. Guillaumin, p. 110-111.

reconnussent ce qui est fréquemment ignoré de leurs successeurs pendant la dernière décade du XIXe. Or, les salaires élevés que les mercantilistes considéraient comme un mal, n'étaient pas tant des salaires réels élevés que des salaires en argent élevés. La plupart d'entre eux n'auraient formulé absolument aucune objection à ce que les travailleurs reçussent de grandes quantités de pain, de bœuf et de bière, pourvu qu'ils n'obtinssent pas une grande quantité d'argent. Ils se préoccupaient si peu des salaires réels, qu'ils prirent l'habitude de les considérer comme fixes et demeurant constants en dépit de toutes les variations dans les prix des produits en vue de l'obtention desquels ils sont dépensés. Par suite, ce fut un axiome que si le prix des produits nécessaires à la vie est augmenté par des impôts, les salaires en argent s'élèveront de telle manière que le travailleur recevra le même salaire réel qu'auparavant (1). A la question : Pourquoi le travailleur doit-il avoir le même salaire réel ? vint très rapidement la réponse : Parce qu'il doit vivre, évidemment. Or, si quelqu'un soutient que les impôts sur les produits nécessaires à la vie élèvent le salaire en argent parce que l'homme doit vivre, il est prêt à supposer sans grand autre examen que l'inverse est exact et que la suppression des impôts sur ces produits doit réduire les salaires en argent (2). Quand il l'aura fait, si on lui demande une théorie générale des salaires, il répondra naturellement que le salaire (en ar-

(1) Cf. *Wealth of Nations*, liv. IV, ch. II, p. 204 *b*; édit. Guillaumin, II, p. 49.

(2) L'auteur de *Considerations on Taxes*, 1765, dit : Mais il est affirmé « que — les produits nécessaires à l'existence que les pauvres, qui les manufacturent, consomment, étant rendus chers par les impôts, doivent inévitablement les obliger à augmenter le prix de leur travail » ce qui élèvera, bien entendu, le prix de nos produits manufacturés et sera préjudiciable à notre commerce extérieur. Je ne m'étonne pas que cette opinion domine, car chacun voit clairement que si une populace (*sic*) peut vivre à bon marché elle peut donner son travail à bon marché, d'où on conclut immédiatement qu'elle le fera, p. 5 6.

gent dépend du coût de subsistance, ce qui, évidemment, implique que le salaire réel n'est ni inférieur, ni supérieur, à ce qui est nécessaire à la simple subsistance.

Adam Smith commence son chapitre sur les salaires par une sorte d'anticipation de la théorie de la Productivité. « Le produit du travail », dit-il, « constitue la récompense naturelle ou salaire du travail ». Dans « l'état d'origine des choses qui précède l'appropriation de la terre et l'accumulation du stock le produit intégral du travail appartient au travailleur » et si cet état des choses avait continué, les salaires se seraient élevés au fur et à mesure que le travail devenait plus productif. Mais, d'une manière ou d'une autre, très malheureusement pour le travailleur, on le penserait, bien que l'idée ne semble pas avoir frappé Adam Smith, cet état de choses eut une fin. La terre fut appropriée et le stock accumulé « longtemps avant que les progrès les plus considérables eussent été réalisés dans les facultés productives du travail (1). »

Pour l'état de choses de son temps Adam Smith se contente, en ce qui touche les conditions ordinaires, de la théorie dominante alors, celle du minimum d'existence. Les salaires sont réglés par un marché entre maîtres et ouvriers, mais « dans toutes les circonstances courantes » les maîtres ont l'avantage en cas de conflit et obligent « les ouvriers » à se plier à leurs conditions. « Ils le peuvent, parce qu'étant inférieurs en nombre, et n'en étant pas, comme les ouvriers, empêchés par la loi, il leur est plus facile de se coaliser et parce que, bien que « dans le temps l'ouvrier puisse être aussi nécessaire à son maître que celui-ci l'est pour lui » « la nécessité n'est pas si immédiate » :

« Un propriétaire terrien, un fermier, un manufacturier ou

(1) Ad. Smith, *Wealth of Nations*, liv. I, ch. VIII, p. 29 ; édit. Guillaumin, I, p. 79-80.

un marchand, même s'ils n'employaient pas un seul ouvrier, pourraient généralement vivre pendant un an ou deux sur les stocks qu'ils ont déjà acquis. Beaucoup d'ouvriers ne pourraient pas subsister pendant une semaine, peu pendant un mois, et à peine quelques-uns pendant un an sans avoir d'emploi (1). »

Néanmoins les maîtres ne peuvent abaisser les salaires au-dessous d'un certain niveau :

« L'ouvrier doit toujours vivre de son travail, et son salaire doit au moins être suffisant pour son entretien. Il doit même dans la plupart des cas être quelque chose de plus ; autrement il lui serait impossible d'élever une famille et la race de ces ouvriers ne pourrait durer au delà d'une génération (2). »

Cet exposé de la théorie de la subsistance est loin de la rendre invulnérable. Si la coalition des maîtres a le pouvoir, dont on lui fait crédit, de réduire les salaires, pourquoi laisserait-elle suffisamment aux travailleurs pour l'entretien d'une famille? Sans doute si elle ne le faisait pas « la race de ses ouvriers ne pourrait durer au delà d'une génération », mais pourquoi les maîtres appartenant à cette génération s'en préoccuperaient-ils? Les « *rings* » industriels adoptent généralement la devise « Après nous le déluge ». Les individus qui forment une coalition patronale à un moment donné désirent servir leurs propres intérêts personnels et il y a peu de base pour leur attribuer l'intérêt corporatif éclairé qui pourrait les inciter à s'assurer un stock de travailleurs pour la génération suivante. Nous pouvons inférer qu'Adam Smith lui-même avait senti que sa doctrine était faible sur ce point à cause de la prééminence qu'il donne au fait, tout à fait hors de propos, que des

(1) A. Smith, *Wealth of Nations*, liv. I, ch. VIII, p. 30 ; édit. Guillaumin, p. 81.
(2) *Ibid.*, p. 31 *a* ; édit. Guillaumin, p. 83.

salaires suffisants à l'entretien d'une famille semblable, qui sont indispensables pour maintenir le niveau de la population, sont les plus faibles qui soient « compatibles avec la plus élémentaire humanité (1) ».

Ayant observé que, en fait, les salaires sont souvent au-dessus de ce taux, Adam Smith décida de limiter (l'applicabilité de sa théorie de la subsistance aux « cas ordinaires » (2) ou à l' « état stationnaire ». Pour les états de progrès ou de régression, il avance la théorie de l'offre et de la demande. « Certaines circonstances » qui, en dépit de l'usage du pluriel, semblent comprendre seulement « l'accroissement du revenu et du stock » du pays « donnent quelquefois un avantage aux travailleurs et leur permettent d'élever leurs salaires considérablement au-dessus » du taux de subsistance d'une famille (3).

« Quand le propriétaire foncier, le rentier ou l'homme ayant de l'argent ont un revenu supérieur à celui qu'ils jugent suffisant pour l'entretien de leur famille, ils emploient la totalité ou une partie de ce surplus à entretenir un ou plusieurs domestiques. Augmentez ce surplus et ils augmenteront naturellement le nombre de ces serviteurs.

Quand un travailleur indépendant, tel qu'un tisseur ou un cordonnier, a plus de stock qu'il ne lui en faut pour acheter les matières premières nécessaires à son travail et à s'entretenir jusqu'à ce qu'il puisse disposer du produit, il occupe naturellement un ou deux salariés grâce à ce surplus, en vue de réaliser un profit sur leur travail. Augmentez le surplus et il augmentera naturellement le nombre de ses salariés (4). »

Ainsi, lorsque le revenu et le stock augmentent,

(1) A. Smith, liv. I, ch. VIII, p. 31 *a*, 32 *b* ; édit. Guillaumin, I, p. 84.
(2) *Ibid.*, p. 30 *a* ; édit. Guillaumin, I, p. 81.
(3) *Ibid.*, p. 31 *a* ; édit. Guillaumin, I, p. 84.
(4) *Ibid.*, p. 31 *b* ; édit. Guillaumin, I, p. 85.

« les fonds destinés au payement des salaires » ou, ce qui n'est guère différent, « la demande de ceux qui vivent de leurs salaires » augmentent aussi. Donc « les ouvriers n'ont pas de raison de se coaliser en vue de l'élévation de leurs salaires » :

« La rareté des bras crée une concurrence entre les maîtres, qui offrent les uns au détriment des autres en vue d'obtenir des ouvriers et qui rompent ainsi la coalition naturelle des maîtres pour ne pas élever les salaires (1). »

Ce n'est pas, et Adam Smith prend soin de l'exposer très longuement, la grandeur réelle du revenu ou du capital (stock) d'un pays qui déterminent les hauts salaires, mais leur accroissement rapide. Même s'il n'est pas très grand, mais qu'il se soit poursuivi d'une manière constante pendant un temps considérable, le nombre des travailleurs se serait accru, de sorte qu'il n'y a pas pénurie de bras :

« Au contraire, dans ce cas les bras se multiplieraient naturellement au delà de leur emploi. Il y aurait une pénurie constante d'emplois, et les travailleurs seraient obligés de s'offrir les uns contre les autres pour les obtenir.

Si, dans un pareil pays, les salaires du travail avaient été plus que suffisants pour l'entretien du travailleur et pour lui permettre d'élever une famille, la concurrence entre travailleurs et l'intérêt des maîtres les auraient bientôt réduits à ce taux le plus bas qui soit compatible avec l'humanité la plus élémentaire (2). »

« Dans un pays où les fonds destinés à l'entretien du travail déclineraient sensiblement » la concurrence entre travailleurs réduirait les salaires, pour un temps, même au-dessous de ce niveau, jusqu'à ce que la population ait diminué « jusqu'au point où elle pourrait être aisément entretenue par le revenu et le stock restants (3). »

(1) A. Smith, liv. I, ch. viii, p. 31 *b* ; édit. Guillaumin, I, p. 84-85.
(2) *Ibid.*, p. 32 *b* ; édit. Guillaumin, I, p. 88-89.
(3) *Ibid.*, p. 33 *a* ; édit. Guillaumin, I, p. 92-93.

Cette théorie d'Adam Smith, bien que par la forme elle ne fasse que s'ajouter à la théorie du minimum d'existence, la remplace en réalité. Le pouvoir des maîtres de réduire les salaires jusqu'au niveau de subsistance au moyen de la coalition, et leur « humanité la plus élémentaire » qui les empêche de tuer la poule aux œufs d'or, en les réduisant au-dessous de ce niveau, disparaissent tous deux. Tout est régi par l'offre et la demande du travail, la subsistance apparaît comme n'étant rien de plus qu'une condition d'égalité de l'offre et de la demande dans un état stationnaire. Il reste si peu de place pour la théorie du minimum d'existence qu'Adam Smith semble, vers la fin de son ouvrage, avoir oublié qu'il l'ait jamais soutenue. En traitant des « impôts sur le salaire du travail » dans le livre V, ch. II, il dit :

« J'ai cherché à montrer dans le livre I que les salaires des classes inférieures d'ouvriers sont réglés nécessairement partout par deux circonstances différentes, la demande de travail et le prix ordinaire ou prix moyen des provisions. La demande de travail qu'elle soit, suivant les circonstances, croissante, stationnaire ou décroissante, ou bien qu'elle nécessite une population croissante, stationnaire ou décroissante, règle la subsistance des travailleurs et détermine le degré auquel elle sera insuffisante ou médiocre. Le prix ordinaire ou prix moyen des provisions détermine la quantité d'argent qui doit être payée à l'ouvrier pour lui permettre, bon an, mal an, d'acheter cette subsistance abondante, médiocre ou insuffisante (1). »

Il prétend par conséquent que des impôts sur les salaires élèveront les salaires en argent, non parce que le travailleur doit vivre, mais parce qu'il doit avoir les salaires réels auxquels la demande de travail lui donne droit.

(1) *Ibid.*, liv, V, ch. II. P. 390 *b*. édit. Guillaumin. II, p. 536.

Pour comprendre le tour pris à la fin du XVIIIe et au début du XIXe siècle par la discussion des causes déterminant les salaires, il est nécessaire d'avoir présent à l'esprit que le problème pratique à cette époque, eu égard à la condition de la classe salariée, était les effets de la Loi des Pauvres. En même temps que la question « théorique » ou générale « Par quoi les salaires sont-ils déterminés ? » le problème pratique toujours présent était « Pourquoi la Loi des Pauvres ne profite-t-elle pas aux travailleurs ? » Dans son *Essay on the Principle of Population* Malthus fit une tentative quelque peu grossière pour montrer que l'affectation d'un impôt sur les pauvres (même s'il est payé exclusivement par les riches) ne peut pas possiblement profiter aux pauvres. Leur condition, dit-il avec beaucoup de vérité, dépend principalement de la quantité de subsistance produite et :

« lorsque la subsistance est rare eu égard à l'importance numérique de la population il est de peu de conséquence que les membres les plus malheureux de la société possèdent 18 pence ou cinq shillings (1). »

Il fut obligé d'admettre cependant que la hausse de prix des provisions, qui résulterait du fait que les membres les plus malheureux de la société auraient plus d'argent, « pourrait à un certain degré » déterminer un accroissement pour l'ensemble de la production. Mais il alléguait que les « richesses imaginaires » dues à la plus grande somme d'argent reçue par les travailleurs serait un tel « aiguillon » à l'accroissement de la population « que la production accrue *serait à être* (2) (*sic*) divisée entre un nombre de gens ayant eu un accroissement plus que proportionnel ». En général ou

(1) MALTHUS, *Essay*, 1re éd., p. 76-77.

(2) Nous avons maintenu l'incorrection du texte anglais de Malthus, (*Would be to be*), soulignée par Cannan.

il ignorait absolument l'accroissement du produit, ou il le réduisait jusqu'à ce qu'il apparut comme ne valant pas la peine d'être pris en compte. « La nourriture d'un pays habité depuis longtemps, si elle augmente, le fait lentement et régulièrement et on ne peut pas l'amener à répondre à de brusques demandes » (1), de sorte que :

« les lois des pauvres d'Angleterre tendent à déprimer des deux manières suivantes la condition générale des pauvres. Leur première tendance évidente est l'accroissement de population sans augmenter l'alimentation pour l'entretenir... Secondement, la quantité de provisions consommée dans les *Workhouses* par une partie de la société qui ne peut être considérée en général comme celle ayant la plus grande valeur (2) diminue les parts qui appartiendraient autrement à ses membres les plus industrieux et les plus dignes (3). »

Il suggérait en 1798 parmi ses « palliatifs » que « des primes pourraient être données en vue de mettre des terres nouvelles en culture et que l'on devrait accorder tous les encouragements possibles à l'agriculture plutôt qu'aux manufactures et au labourage de préférence au pâturage (4) ». En 1800, il avait découvert que rendre les travailleurs capables de payer un prix plus élevé pour leur alimentation était en soi un encouragement à l'agriculture. Dans son *Investigation of the Causes of the present High Price of Provisions* (5), écrit cette même année, il attribue principalement le haut prix du blé aux efforts des autorités chargées de l'application des lois des pauvres pour donner aux travailleurs assistés autant d'argent qu'il en fallait pour se procurer la

(1) MALTHUS, *Principles*, p. 82 ; 8e édit., p. 303 ; édit. Guillaumin p. 365.

(2) Malthus emploie le mot valeur dans son sens économique (N. des T.).

(3) *Ibid.*, 1re éd., p. 83-84 ; 8e éd., p. 303 ; édit. Guillaumin, p. 365.

(4) *Ibid.*, 1re éd., p. 96.

(5) Recherches sur les causes du prix élevé actuel des provisions (N. des T.).

quantité habituelle de pain et dit que l'effet du haut prix avait été « d'encourager une importation extraordinaire et d'amener le fermier, grâce au mobile puissant de l'intérêt personnel, à faire tous ses efforts pour obtenir, l'année suivante, une récolte aussi grande que possible (1) ». Contredisant la doctrine de l'*Essay*, il parla de la loi des pauvres comme cause d'un prix élevé qui déterminait « des économies, l'importation et tous les encouragements possibles à la production future » et même il alla si loin que de dire :

« Je condamne certainement de tout cœur le système des *Poor Laws*, ainsi que je l'ai dit ailleurs; mais je suis enclin à penser qu'au cours de la pénurie présente leur action a été avantageuse au pays (2). »

Cependant il laissa subsister son argument que la *Poor Law* n'augmentait pas la quantité de nourriture même dans la dernière édition de l'*Essay* et cela, aussi, bien que Ricardo ait signalé qu'il était erroné, aussi bien dans des conversations privées, que par correspondance (3).

Il modifia néanmoins un autre chapitre de la première édition dans lequel il soutenait que l'accroissement de revenu des pauvres ne leur profiterait pas, parce qu'il n'augmenterait pas la quantité de nourriture produite. Il dit, dans le chapitre XVI, qu'Adam Smith eut tort de représenter chaque accroissement de revenu ou de stock d'un pays comme un accroissement « des fonds destinés à l'entretien du travail ». L'accroissement de revenu ou de stock :

« ne sera pas un fond réel et effectif pour l'entretien d'un

(1) Malthus, *Investigations*, p. 20.

(2) *Ibid.*, p. 19.

(3) Voir les lettres de Ricardo à Malthus, *Letters to Malthus*, éd. Bonar, p. 107 (2 Jan. 1816). Ricardo pensait que Malthus lui avait dit avoir modifié le passage.

nombre supplémentaire d'ouvriers, à moins que la totalité ou au moins une grande partie de cet accroissement de revenu ou de stock de la société puisse se convertir en une quantité proportionnelle de provisions, et il ne le sera pas, là où l'accroissement provient principalement du produit du travail, non du produit de la terre (1). »

Un accroissement dans ce qui est principalement le produit du travail et non le produit de la terre, c'est-à-dire un accroissement du produit manufacturé et du capital de manufacture, causerait, il l'admet, une demande accrue de travail et

« Cette demande élèverait, bien entendu, le prix du travail mais si le stock annuel de provisions du pays ne s'accroissait pas, cette hausse deviendrait presque purement nominale et le prix des provisions s'élèverait avec elle (2). »

Mais le plus haut prix des provisions ne conduirait-il pas à une plus grande production de provisions ?

On pourra dire peut-être qu'un cas semblable à celui que j'ai supposé ne peut pas se produire, parce que la hausse du prix des provisions dirigerait immédiatement du capital additionnel vers l'agriculture. Mais c'est un événement, qui peut se produire très lentement, car il faut remarquer qu'une hausse dans le prix du travail avait précédé la hausse des provisions et empêcherait, par suite, les bons effets sur l'agriculture que l'accroissement de valeur du produit de la terre aurait pu causer autrement (3). »

Dans la cinquième édition ces passages ne sont pas reproduits, bien que Malthus ait encore cru désirable de faire des remarques méprisantes sur l'accroissement du capital de manufacture (4).

(1) MALTHUS, *Essay*, 1re éd., p. 306 ; 2e éd., p. 421.
(2) MALTHUS, *Essay*, 1re éd., p. 307-8.
(3) MALTHUS, 1re éd., p. 310 ; 2e éd., mais légèrement modifié, p. 425.
(4) 2e éd., vol. III, p. 13-20 ; 8e éd., p. 372-374 ; édit. Guillaumin, p. 444, le texte n'est pas conforme à celui de la 8e édit. (N. des Trad.).

Les disciples de Malthus ne partagèrent jamais son habitude curieuse de considérer l'offre de nourriture comme fixée d'une manière indépendante de la demande. Ils étaient satisfaits par la théorie générale qu'ils trouvaient dans son œuvre, que la condition du « travailleur » dépend de ses habitudes quant à la propagation de l'espèce et des fonds destinés à son entretien. Buchanan disant dans une note sur l'exposé d'Adam Smith que lorsque la richesse d'un pays devient stationnaire, la « concurrence entre les travailleurs et l'intérêt des maîtres » réduisent les salaires au niveau de subsistance, fait observer que :

« Les salaires du travail ne sont pas nécessairement à leur taux le plus bas lorsque la richesse acquise et la population sont stationnaires. Dans ces circonstances la condition du travailleur dépend en partie de ses propres habitudes morales. Si, dans la pauvreté, il se plaît à propager sa race, la pauvreté sera son sort. Mais s'il ne veut pas se marier dans des conditions si dures, la race des travailleurs déclinera et les salaires s'élèveront jusqu'à ce que le travailleur accepte, en se mariant, d'alimenter le marché de travail (1). »

Ceci fait pratiquement, de la volonté du travailleur, quant à la propagation de la race, le régulateur du salaire et Buchanan reconnaît ce fait. Dans un résumé de la doctrine de Malthus, il dit :

« Là où le travailleur se plaît, comme en Chine, à propager sa race au détriment de tout confort, la population croîtra jusqu'à ce que pauvreté et misère deviennent la condition normale de la classe ouvrière. Mais dans une collectivité de caractère différent, dans laquelle les habitudes du travailleur se sont améliorées, il ne se soumettra pas au mariage ni à engendrer une source de travail dans des conditions si dures, et dans ces conditions la population ne peut jamais croître au point de réduire le taux du salaire au-dessous de

(1) Buchanan, dans son édition de *the Wealth of Nations*, vol. I, p. 116.

ce qui est nécessaire pour lui assurer le confort. On peut donc dire que c'est au travailleur qu'il appartient de fixer son propre salaire, parce qu'avec une offre alimentaire stationnaire, le moment où s'arrêtera la source de la population dépendra de lui (1). »

Ici Buchanan examine la question du point de vue de l'« offre du travail » et considère la « demande de travail » comme une quantité donnée. Examinant la question du point de vue de la demande et considérant l'offre comme une quantité donnée, il dit :

« Le prix du travail comme celui de tout autre produit acheté ou vendu, s'élève ou s'abaisse suivant la demande ; une grande ou une petite demande étant invariablement suivis par un salaire élevé ou bas. Mais la demande, elle-même, est régie par certaines causes générales et en particulier par l'état du stock national ; et comme il est le grand fond pour l'emploi de l'entretien du travail, la demande variera en proportion de ses accroissements ou diminutions (2). »

et encore :

« On ne peut porter remède à une grande rareté de travail que par l'accroissement du fonds destiné à soutenir l'industrie ; et aucune solution n'améliorera le moins du monde la condition du travailleur, si elle n'aboutit pas à ce résultat (3). »

Dans les *Conversations on Political Economy* (4) (1816) de Mrs Marcet un nouveau pas est fait vers ce qui est connu sous le nom de théorie du fonds des salaires, théorie d'après laquelle les salaires sont fixés par les grandeurs relatives de la population ouvrière et de la totalité ou d'une partie mal définie du capital du pays :

(1) BUCHANAN, dans son édition de *the Wealth of Nations*, vol VI (*Observations*), p. 47.
(2) *Ibid.*, p. 42.
(3) *Ibid.*, p. 44.
(4) *Conversations sur l'économie politique* (N. des T.).

« CAROLINE. — Par quoi le taux des salaires est il déterminé ?

Mme B. — Il dépend du rapport du capital à la partie ouvrière de la population du pays.

CAROLINE. — Ou, en d'autres termes, du rapport de la subsistance au nombre des gens qui doivent en vivre ?

Mme B. — Oui (1). »

L'*Essay on the Influence of a Low Price of Corn on the Profits of Stock* (2) de Ricardo contient un embryon de la théorie du salaire qu'il élabora ensuite dans ses *Principles*. Une baisse de salaire réel du travail, c'est-à-dire une diminution de la somme des produits nécessaires à la vie des commodités et du confort obtenus par le travailleur, nous dit-il, fera hausser les profits et la hausse des profits résultant d'une pareille baisse du salaire réel sera

« plus ou moins permanente suivant que le prix à partir duquel a baissé le salaire est plus ou moins rapproché de cette rémunération du travail qui est nécessaire pour assurer au travailleur la subsistance effective.

La hausse ou la baisse du salaire est commune à tous les états d'une société, qu'elle soit dans l'état stationnaire, celui de progrès ou de régresssion. Dans l'état stationnaire, il est régi entièrement par l'accroissement ou la chute de la population. Dans l'état de progrès, il dépend de celui des deux facteurs, capital ou population, qui avance plus rapidement que l'autre. Dans l'état régressif il dépend de celui des deux éléments population ou capital qui décroît avec la plus grande rapidité (3). »

Il continue par l'observation que « l'expérience démontre que le capital et la population sont alternativement prépondérants de sorte que « l'on ne peut rien

(1) Mrs MARCET, *Conversations on Political Economy*, p. 117-118, voir aussi p. 130.

(2) Essai sur l'influence exercée sur les profits du capital par un bas prix du blé (N. des T.).

(3) RICARDO, *Works*, p. 379 ; édit. Guillaumin, p. 512.

poser de positif quant aux profits pour autant que les salaires sont en jeu ». En conséquence, il trouve commode pour les fins de son *Essay* de supposer « que le capital et la population progressent dans un rapport convenable pour que le salaire réel continue à être uniformément le même (1) ». Dans l'ensemble, c'est évidemment la théorie de l'offre et de la demande ou de la population et du capital, mais on peut déceler un penchant vers la vieille théorie du minimum d'existence dans la proposition implicite, que lorsque le salaire baisse parce que le capital croît plus lentement que la population, la baisse sera « plus ou moins permanente suivant que le prix à partir duquel a baissé le salaire était plus ou moins rapproché de cette rémunération du travail qui est nécessaire pour assurer au travailleur sa subsistance effective ». La croyance dans la théorie du minimum d'existence apparaît encore plus clairement dans la proposition que « le seul effet du progrès de la richesse sur les prix, indépendamment de toutes améliorations, soit en agriculture, soit dans les manufactures, semble être d'élever le prix des matières premières et du travail, en laissant tous les autres produits à leurs prix d'origine et d'abaisser la généralité des profits comme conséquence de la hausse générale des salaires (2) ». Ricardo ne fit aucun effort pour prouver que l'effet du progrès de la richesse est d'élever le prix du travail ou les salaires en argent, mais il prend comme acquis que chacun sait que ce qui élève le prix des matières premières élève aussi le prix du travail (3).

Nous pouvons donc dire que la théorie de l'*Essay* est que le salaire réel dépend de l'accroissement relatif de la population et du capital *et*, ou *mais* (l'idée peu claire ne permet pas de savoir quelle conjonction devrait être

(1) RICARDO, *Works*, p. 372 ; édit. Guillaumin, p. 503.
(2) *Ibid.*, p. 377 ; édit. Guillaumin, p. 509.
(3) *Essai sur le commerce du blé* (N. des T.).

adoptée) n'est pas affecté par les variations du prix des matières premières dues aux changements survenus dans la difficulté de se procurer celle des portions qui sont produites avec le maximum de travail.

Bien que l'opinion de Ricardo sur les salaires n'ait pas varié entre 1815 et 1817, il est manifeste que la forme dans laquelle il l'exprime dans le chapitre des *Principles* « sur les salaires » fut très influencée par le fait qu'il avait lu dans l'intervalle l'*Essay on the Corn Trade* de Torrens. En décrivant les variations auxquelles sont sujettes « les composantes du prix naturel » Torrens dit :

« En premier lieu il y a partout un taux général et ordinaire des salaires, déterminé par les circonstances et les habitudes du pays et qu'on trouvera difficile de modifier d'une maniere permanente... Les circonstances et habitudes d'existence dominantes en Angleterre ont imposé depuis longtemps aux femmes de la classe ouvrière de couvrir leurs jambes et leurs pieds, de manger du pain de blé avec un peu de nourriture animale. Or, longtemps avant que le taux des salaires pût être assez réduit pour contraindre les femmes de cette partie du Royaume Uni a aller jambes et pieds découverts et de vivre de pommes de terre et peut-être d'un peu de lait écrêmé, toute la classe ouvrière serait à la charge de l'assistance paroissiale et la terre dépeuplée dans une large mesure. C'est pourquoi aussi, il serait difficile de réaliser une modification du taux des salaires qui assimilerait la récompense réelle du travail entre l'est et l'ouest du même royaume [1] ».

. . . .

« La véritable manière dont il faut considérer le travail est de le considérer comme une marchandise sur le marché. Il a par conséquent, comme toutes les autres, son prix sur le marché et son prix naturel. Le prix du travail sur le marché est régi par le rapport qui peut exister, à tout moment et en tout lieu, entre la demande et l'offre ; d'autres lois gouvernent son prix naturel et consistent en une quantité telle des produits nécessaires à la vie et au confort qui, d'après la

1. TORRENS. *Essay on the Corn Trade*, p. 57-8.

nature du climat et les habitudes du pays, sont nécessaires pour l'entretien du travailleur et lui permettent de procréer une famille suffisante pour conserver au marché une offre non diminuée de travail (1). »

La phrase « une offre de travail non diminuée » est d'un vague extrême. Si la population d'un pays a été stationnaire l'année dernière, « l'offre de travail » continuera sans diminution cette année, si la population ou le nombre d'ouvriers demeurent cette année les mêmes que l'année dernière. Mais supposons que l'année dernière ou les années précédentes la population se soit accrue de 2 0 0. L'offre de travail continuera-t-elle à être « non diminuée » si la population cesse tout à fait de s'accroître ? ou doit-elle continuer à croître au taux de 2 0 0 par an ? Torrens — oublieux de cette question — continue en disant :

« Il est de toute évidence que le travailleur doit habituellement obtenir pour son ouvrage une quantité suffisante de ces choses que le climat peut rendre nécessaires pour se conserver en bon état de santé ainsi qu'une famille suffisante pour maintenir l'harmonie entre l'offre et la demande de travail. »

Il est difficile de concevoir quelque chose qui soit moins de toute évidence. Supposons que nous accordions que le travailleur « doit » vivre, bien que nous « ne puissions en voir la nécessité », pourquoi doit-il pouvoir élever une famille suffisante pour maintenir l'harmonie entre l'offre et la demande de travail ? Et en quoi consiste l'harmonie entre l'offre et la demande ? Ce que Torrens tente en réalité de dire, c'est que si le travailleur n'a pas le salaire auquel il est habitué, il adoptera une attitude qui réduira l'offre de travail jusqu'à ce que le salaire s'élève au niveau auquel il est habitué, car il continue :

(1) TORRENS, *Essay on the Corn Trade*, p. 62.

« Et lorsque nous considérons que des choses non originairement nécessaires pour vivre en bonne santé le sont devenues par habitude, et que les hommes s'abstiendront du mariage à moins qu'ils aient la perspective d'élever leur famille de la manière dont ils ont l'habitude de vivre, il est évident que le travailleur doit obtenir pour son travail non seulement ce que le climat peut rendre nécessaire, mais ce que les habitudes du pays, agissant comme une seconde nature, peuvent nécessiter » (1).

Torrens explique que ce prix naturel du travail varie avec les différents climats et les différents modes d'existence. La partie de cette différence qui dépend des différences de climat est invariable et, bien « qu'il soit certain qu'une introduction progressive de capital en Irlande, accompagnée d'une diffusion d'instruction dans le peuple telle qu'elle enrayerait, par prudence, le mariage, éleverait le prix naturel du travail à un prix égal à celui de l'Angleterre, »

« la partie déterminée par les modes d'existence et les entraves, dictées par la prudence, qui peuvent exister quant au mariage, peuvent être affectées (1) seulement par ces circonstances de prospérité ou de déclin et par ces causes morales d'instruction et de civilisation dont l'action est toujours progressive. Par suite, le prix naturel du travail, bien qu'il varie avec les différents stades du progrès national, peut, à toute époque et en tout lieu donnés, être considéré comme très près de l'état stationnaire.

Tandis que le prix naturel du travail est constant, son prix sur le marché, ainsi que cela a déjà été observé, subit des fluctuations permanentes suivant le rapport entre l'offre et la demande. Le prix obtenu sur le marché par le travail peut souvent être considérablement supérieur ou inférieur à celui qui, en égard au climat et au mode

(1) Torrens, *Essay on the Corn Trade*, p. 63.

(2 *Affectées* n'est pas une faute d'impression pour *affectée*. Torrens vient de parler de modifications effectuées et a l'impression que le sujet est les *modifications à la partie*, au lieu qu'il est en réalité *la partie*.

d'existence, est nécessaire à l'entretien du travailleur et de sa famille. Mais nonobstant ces variations occasionnelles, le prix naturel et le prix sur le marché du travail réagissent mutuellement l'un sur l'autre et ne peuvent être séparés longtemps. Quand le prix sur le marché tombe au-dessous de l'autre, le travailleur n'obtenant plus la quantité de produits que le climat et l'habitude rendent nécessaires pour que lui et sa famille vivent en bonne santé, le nombre des morts croît ; alors que la difficulté croissante d'entretenir une famille, aggravant les entraves au mariage, dictées par la prudence, les naissances diminuent, et ainsi, par une double opération, l'équilibre est rétabli entre le prix naturel et le prix sur le marché du travail. D'autre part, si, à un moment quelconque, le prix sur le marché dépassait le prix naturel, l'augmentation de confort dont jouiraient le travailleur et sa famille diminuerait la mortalité et par l'encouragement donné au mariage augmenterait la natalité jusqu'à ce que, par une double opération, l'offre de travail soit accrue et son prix sur le marché ramené au niveau naturel dont il ne peut jamais s'écarter d'une manière permanente (1). »

L'opinion de Ricardo, ainsi qu'il le fait remarquer dans une note de la deuxième édition de ses *Principles*, était que « tout ce sujet est illustré avec la plus grande science par le Major Torrens » (2). Dans les premiers paragraphes de son chapitre sur le « Salaire » il suit Torrens de très près, introduisant, néanmoins, inconsciemment, il semble, une modification importante.

« Le travail comme toutes les autres choses achetées et vendues, dont la quantité peut être accrue ou réduite, a son prix naturel et son prix sur le marché. Le prix naturel du travail est ce prix qui est nécessaire aux travailleurs pour leur permettre, l'un dans l'autre, de subsister et de perpétuer leur race sans accroissement ni diminution. Le pouvoir du travailleur de s'entretenir lui et la famille qui peut être néces-

(1) TORRENS, *Essay on the Corn Trade*, p. 64-66.

(2) RICARDO, p. 91 ; 3e édit. dans *Works*, p. 52 ; éd. Guillaumin, p. 62.

saire pour maintenir le nombre des travailleurs, ne dépend pas de la quantité d'argent qu'il peut recevoir en salaires, mais de la quantité de nourriture, de produits nécessaires, de commodités devenues essentielles pour lui par habitude, que cet argent achètera. Le prix naturel du travail dépend donc, par suite, du prix de la nourriture, des produits nécessaires et des commodités qui sont nécessaires pour l'entretien du travailleur et de sa famille. Avec une hausse du prix de la nourriture et des produits nécessaires, le prix naturel du travail s'élèvera ; avec une baisse de leurs prix, il diminuera (1). »

Le taux naturel des salaires, d'après Torrens, « consiste en une quantité telle des produits nécessaires à la vie et au confort qui, d'après la nature du climat et les habitudes du pays, sont nécessaires pour l'entretien du travailleur et pour lui permettre de procréer une famille suffisante pour conserver au marché une offre non diminuée de travail ». D'après Ricardo, c'est la quantité de produits nécessaires et de commodités devenues essentielles pour lui par l'habitude qui « est nécessaire aux travailleurs pour leur permettre, l'un dans l'autre, de subsister et de perpétuer sa race sans augmentation ni diminution ». « Perpétuer sa race sans augmentation ni diminution », est une phrase beaucoup plus simple que « conserver au marché une offre non diminuée de travail ». Aussitôt que la pensée de Torrens fut devenue intelligible, son salaire naturel ne fut plus autre chose que le salaire ordinaire ou moyen auquel les travailleurs sont habitués. Mais le salaire naturel de Ricardo, bien qu'il soit : ce qui est devenu essentiel au travailleur par l'habitude, est aussi quelque chose de plus. C'est celui qui maintiendra exactement, et exactement seulement, la population ouvrière dans un état stationnaire. La conséquence est que, tandis que, pour Torrens, le prix naturel et le prix sur le marché du travail « ne peuvent être différents » (2), pour Ricardo ils doivent

(1) RICARDO, 1re édit., pp. 90-91 ; 3e édit. dans *Works*, p. 50 ; édit. Guillaumin, p. 59.

(2) Ci-dessus p. 324.

l'être durant la totalité de la longue période pendant laquelle la population d'un pays peut être en voie de développement. « Si grand, dit-il, que soit l'écart entre le prix du travail sur le marché et son prix naturel, celui-là a, comme pour tous les autres produits, une tendance à s'y conformer » ; quand le salaire sur le marché est supérieur au salaire naturel, « la condition du travailleur est florissante et heureuse » et il peut engendrer une famille nombreuse et saine, de sorte que le nombre des travailleurs est accru et le salaire retombe à son prix naturel et même, par réaction, quelques fois au-dessous. Quand le salaire sur le marché est au-dessous du salaire naturel, la condition du travailleur est « des plus misérables » ; la pauvreté le prive de tout ce confort que l'habitude transforme en une nécessité absolue » et « c'est seulement après que, du fait de sa privation, le nombre des travailleurs sera réduit, ou que la demande de travail aura augmenté, que le travailleur aura le modeste confort que lui permet le salaire naturel. » Mais :

« Nonobstant la tendance des salaires à se conformer à leur taux naturel, leur taux sur le marché peut, dans une société qui se développe et pour une période indéfinie, lui être constamment supérieur ; car à peine aura-t-on obéi à l'impulsion qu'un accroissement de capital donne pour une nouvelle demande de travail qu'un autre accroissement de capital peut produire le même effet ; et, si l'accroissement de capital est graduel et constant, la demande de travail peut être un stimulant continu à l'accroissement de population (1). »

Ainsi le salaire naturel de Ricardo n'est pas le salaire ordinaire auquel Torrens suppose le travailleur décidé à se tenir obstinément, mais celui qui l'incitera juste à maintenir la population à son niveau du moment et pas davantage. Au lieu d'être un taux moyen au-dessus et

(1) RICARDO, 1re édit., p. 93 ; 3e édit dans *Works*, p. 51 ; édit. Guillaumin, p. 60.

au-dessous duquel les fluctuations du salaire sur le marché sont constantes, il est un minimum au-dessous duquel le salaire sur le marché ne peut pas demeurer pendant un temps d'une certaine durée, bien qu'il puisse le dépasser pendant une période indéfinie. Le caractère sombre que l'on a toujours attribué à la théorie du salaire de Ricardo doit son origine principalement au fait qu'il enseignait que, bien que le salaire sur le marché pût longtemps dépasser ce minimum, il tendait à s'y conformer. Pour lui, la tendance était décroissante. Il considérait toujours le progrès économique comme une chose à l'origine de laquelle il y avait une certaine somme d'énergie, et dont la rapidité se ralentit jusqu'à ce qu'elle cesse entièrement. Il pensait que l'accumulation du capital dépendait du taux du profit, que celui-ci dépendait de la productivité du travail agricole le moins productif et que tout déclinait avec le progrès de la population. Ainsi :

« Dans une société qui progresse naturellement, les salaires du travail auront une tendance à diminuer pour autant qu'ils sont régis par l'offre et la demande ; car l'offre des travailleurs continuera à s'accroître suivant le même taux, tandis que la demande ne progressera que plus lentement. Si, par exemple, les salaires étaient régis par un accroissement annuel de capital au taux de 2 0/0, ils baisseraient lorsque celui-ci ne s'augmenterait qu'au taux de 1 1/2 0/0. Ils tomberaient encore plus bas s'il ne s'accroissait qu'au taux de 1 ou 1/2 0/0 et continueraient à baisser jusqu'à ce que, le capital étant devenu stationnaire, les salaires le deviennent également et soient seulement suffisants pour assurer le maintien de la population du moment (1). »

Il n'y a cependant aucune base à la croyance très répandue que la théorie, en tant que théorie, affirme que le taux naturel doit nécessairement être très bas. Elle ne

(1) Ricardo, 1re édit., pp. 102-103 ; 3e édit. dans *Works*, p. 54 ; édit. Guillaumin, pp. 65-66.

contient aucun exposé que le taux naturel doit correspondre à la simple subsistance du travailleur et d'une très petite famille. Car tout ce qu'il dit tend à l'effet contraire ; des produits qui valent maintenant, £ 100 par semaine pourraient devenir « essentiels par habitude » et nécessaires pour maintenir le nombre des travailleurs. Car Ricardo l'explique :

« Il ne faut pas entendre que le prix naturel du salaire, même évalué en nourriture et produits nécessaires, est absolument fixe et constant. Il varie suivant les époques dans le même pays et diffère très matériellement dans les divers pays. Il dépend essentiellement des habitudes et coutumes du peuple. Un travailleur anglais considérerait que son salaire est au-dessous de son taux naturel et trop médiocre pour l'entretien d'une famille, s'il ne lui permettait d'avoir d'autre nourriture que des pommes de terre et d'autre habitation qu'une hutte en terre, cependant ces demandes de nature modérée sont souvent estimées suffisantes dans des pays où « la vie est bon marché pour l'homme » et ses besoins aisément satisfaits. Bien des commodités dont on jouit maintenant dans un cottage anglais auraient été considérées comme choses de luxe à une période antérieure de notre histoire (1). »

Si une modification survenait dans les « habitudes et coutumes du peuple », de sorte qu'il fût besoin de £ 100 au lieu de £ 1 par semaine pour maintenir la population à son niveau, cette modification contrecarrerait la tendance des salaires à baisser « dans une nation en voie de progrès naturel ». La population n'augmenterait pas et en conséquence le bénéfice des « améliorations » successives serait entièrement obtenu par les travailleurs. Il n'y a en réalité rien de sombre dans la théorie que le salaire qui sera payé quand la population cessera de croître est le salaire naturel auquel le salaire sur le mar-

(1) 1re édit., p. 96 ; 3e édit. dans *Works*, p. 52 ; édit. Guillaumin, p. 62.

ché a une tendance à se conformer. Dans tout pays la population doit cesser de croître plus tôt ou plus tard et les salaires payés actuellement aux populations qui croissent le plus rapidement doivent, en conséquence, avoir une tendance à se conformer à celui qui sera payé lorsque la population cessera de croître. La question importante est : Par quoi est fixé le taux qui maintiendra la population exactement stationnaire ? Ricardo, cela est très évident, supposait ce taux très bas (1), mais il ne semble pas avoir sérieusement considéré la question de savoir ce qui le déterminait. Dire qu'il est déterminé par les « habitudes et coutumes » n'apporte aucune contribution à nos connaissances.

Après s'être donné la peine de définir et d'expliquer le salaire « sur le marché » et le salaire « naturel », Ricardo ne se sert pas de la distinction. Il trouve que le terme « salaire » sans qualificatif ou « prix du travail » est suffisant pour toutes ses fins. Le surplus de son enseignement sur le salaire naturel a un caractère négatif plutôt que positif et consiste en une tentative sincère et vigoureuse pour montrer que lorsque le prix de la nourriture du travailleur s'élève, comme conséquence soit de la difficulté croissante de production, soit d'impôts et lorsque, aussi, les salaires sont taxés directement, le salaire en argent s'élèvera suffisamment pour empêcher que le salaire réel du travailleur n'en soit affecté.

Il dit dans le chapitre « sur le Salaire » que, en dépit de la tendance du salaire réel à s'abaisser dans une so-

(1) Cf. par exemple la 1re édit., pp. 8 et 9 ; 3e édit dans *Works*, p. 12 ; édit. Guillaumin p. 7 : « Dans le même pays il peut y avoir besoin du double de la quantité de travail pour produire à un moment une quantité donnée de nourriture et de produits nécessaires qu'il n'en faudra à une autre époque éloignée, cependant il se peut que la récompense du travailleur ne soit que très peu diminuée. Si dans la première période le salaire du travail leur était une certaine quantité de nourriture et de produits nécessaires, il n'aurait probablement pas pu subsister si cette quantité avait été réduite. »

ciété qui se développe naturellement, le salaire en argent s'élèvera avec la hausse des prix des produits nécessaires, parce que s'il n'en était pas ainsi, « le travailleur serait doublement affecté et serait bientôt totalement privé de subsistance » (1). La plus grande partie, si, pour des raisons inexpliquées, ce n'est pas l'intégralité, de la dépense additionnelle est supportée par le capitaliste qui a à payer un salaire en argent plus élevé. Ricardo suppose, à titre d'exemple, que le salaire du travailleur est de £ 24 par an, dont la moitié représente la dépense en blé, et donne alors une sorte d'échelle d'après laquelle les £ 24 s'élèvent à £ 24 14 sh., £ 25 10 sh., £ 26 8 sh. et £ 27 8 sh. 6 d., lorsque le prix du blé s'élève de £ 4 par *quarter* à £ 4 4 sh. 8 d., £ 4 10 sh., £ 4 16 sh. et £ 5 2 sh. 10 d., de manière à permettre au travailleur d'acheter toujours 3 quarters de blé pour £ 12 d'autres articles. Dans le chapitre « sur les Profits », il est admis, comme un axiome, que le salaire en argent s'élèvera de cette manière, sauf en un point où Ricardo est subitement saisi d'un soupçon.

« On peut dire que j'ai pris comme acquis que le salaire en argent s'élèverait avec la hausse des matières premières ; mais que cette conséquence n'est nullement nécessaire, car le travailleur peut se contenter de moins de satisfactions. Il est vrai que le salaire du travail peut avoir été antérieurement à un niveau élevé et qu'il peut subir quelque réduction. S'il en est ainsi, la baisse des profits sera enrayée, mais il est impossible de concevoir que le prix en argent du salaire baisserait ou demeurerait stationnaire avec un prix croissant graduellement pour les produits nécessaires et, par suite, on peut prendre pour acquis que dans les circonstances ordinaires aucune hausse permanente du prix des produits nécessaires ne peut avoir lieu sans occasionner ou avoir été précédée par une hausse du salaire (2). »

(1) Ricardo, 1re édit., p. 103, 3e édit. dans *Works*, p. 54-55 ; édit. Guillaumin, p. 66.

(2) *Id.*, 1re édit., p. 129, 3e édit. dans *Works*, p. 65, édit. Guillaumin, p. 82.

Il est bien permis de douter qu'un contradicteur en chair et en os s'estimerait satisfait par l'affirmation de Ricardo qu' « il était impossible de concevoir ce que lui, contradicteur, avait conçu lui-même. » Dans le chapitre des « Impôts sur les Produits bruts », Ricardo cherche à montrer qu'une taxe sur le produit brut ou les produits nécessaires à la vie élèverait non seulement le prix de ces produits, mais aussi le salaire en argent :

« Par suite de l'action du principe de la population sur l'accroissement de l'humanité, le salaire de la catégorie la plus inférieure ne demeure pas longtemps au-dessus de ce taux que la nature et l'habitude demandent pour l'entretien des travailleurs. Cette classe ne peut jamais supporter une partie importante de la taxation ; et, par suite, si elle avait à payer 8 sh. de plus par *quarter* pour le blé, et dans une moindre proportion pour les autres produits nécessaires, il ne lui serait pas possible avec le salaire antérieur de subsister et de maintenir la race des travailleurs. Le salaire s'élèverait inévitablement et nécessairement (1). »

« Maintenir la race des travailleurs » doit probablement être entendu dans le sens vague du « conserver au marché une offre non diminuée de travail » de Torrens, plutôt que dans le sens précis du « perpétuer leur race sans augmentation ni diminution » de Ricardo ; mais, en tous cas, il est clair qu'il entend que la cherté du blé agirait comme une nouvelle entrave à l'accroissement de la population si le salaire en argent ne haussait pas assez pour compenser pour le travailleur la hausse du prix des produits nécessaires à la vie. Il voit entre autres choses que l'on peut « objecter à un pareil impôt », « qu'il y aurait un intervalle considérable entre la hausse du prix du blé et la hausse du salaire, pendant lequel le travailleur serait dans une grande détresse ». Il répond à cette objection :

(1) Ricardo, 1re édit., p. 199 ; 3e édit. dans *Works*, p. 93 ; édit. Guillaumin, p. 116.

« Que dans diverses circonstances le salaire suit le prix des produits bruts avec des degrés de célérité très différents ; que, dans certains cas, une hausse du blé ne produit absolument aucun effet sur le salaire ; que, dans d'autres, la hausse du salaire précède celle du blé ; et encore, que dans certains cas l'effet est lent et que, dans d'autres, l'intervalle doit être très court. »

Il est certain que la hausse du salaire aurait à « suivre » le prix du produit brut avec une « célérité » considérable pour la « précéder » !

« Ceux qui maintiennent que c'est le prix des produits nécessaires à la vie qui régit le prix du travail, en tenant toujours compte de l'état particulier de progression dans lequel peut être la société, semblent avoir concédé trop promptement qu'une hausse ou une baisse dans le prix des produits nécessaires à la vie serait suivie très lentement par une hausse ou une baisse du salaire (1). »

Un prix très élevé des provisions peut provenir, pense-t-il, de quatre causes différentes. La deuxième de ces causes — la seule nous intéressant ici — est « une demande progressant graduellement, qui peut être suivie en fin de compte par un accroissement du coût de production ».

« Quand un prix élevé du blé est le résultat d'une demande croissante, il est toujours précédé par un accroissement du salaire, car la demande ne peut pas augmenter sans un accroissement de ressources du peuple qui lui permette de payer ce qu'il désire. Une accumulation de capital produit naturellement une concurrence croissante entre les employeurs de travail et une hausse importante de son prix. Le salaire accru n'est pas immédiatement dépensé en nourriture, mais il sert d'abord à contribuer aux autres satisfactions du travailleur. L'amélioration de sa condition l'incite à se marier, cependant, et le lui permet et alors la demande de nourriture pour l'entretien de sa famille prime naturellement

(1) Ricardo, 1re édit., pp. 202-203 ; 3e édit. dans *Works*, p. 94 ; édit. Guillaumin, p. 274-276.

celle de toutes autres satisfactions pour l'obtention desquelles son salaire était temporairement dépensé. Le blé hausse alors, parce que la demande s'en accroît, parce qu'il y a dans la société ceux qui ont des moyens accrus pour le payer ; et les profits du fermier dépasseront le niveau général des profits jusqu'à ce qu'il ait employé à la production la quantité requise de capital. Que le blé retombe à son ancien prix, après que ceci se sera produit, ou qu'il continue à être à un prix plus élevé, d'une manière permanente, dépendra de la qualité de la terre à l'aide de laquelle cette quantité accrue de blé sera obtenue. S'il provient de terre de la même fertilité que la dernière affectée à sa culture (antérieurement à ce moment) et sans une plus grande dépense de travail le prix retombera à son niveau antérieur ; s'il provient de terre plus pauvre, il sera plus élevé d'une manière permanente. Le haut salaire dans le premier cas était dû à une plus grande demande de travail; en tant qu'il a encouragé le mariage et assuré la subsistance d'enfants, il a produit le résultat d'augmenter l'offre de travail. Mais lorsqu'il a été obtenu, le salaire retombera encore à son prix antérieur si le blé est retombé à son prix antérieur et à un prix plus élevé que l'ancien si l'approvisionnement accru de blé a été produit par une terre de qualité inférieure (1). »

Ricardo semble avoir tout à fait abandonné la théorie du chapitre sur le Salaire et du chapitre sur la Rente, que le salaire en argent sera augmenté par une hausse du prix des provisions en dépit de la tendance du salaire à s'abaisser dans « le développement d'une société » « en tant qu'il est régi par l'offre et la demande » (2). L'idée contenue dans ce passage est que la hausse du salaire en

(1) RICARDO, 1re édit., p. 205 et 206 ; 3e édit. dans *Works*, pp. 95-96 ; édit. Guillaumin, p. 117-120.

(2) Dans le chapitre « sur le Profit », 1re édit., p. 133; 3e édit. dans *Works*, p. 66 ; édit. Guillaumin, p. 82, il parle nettement « d'une hausse du salaire produite par la hausse des produits nécessaires à l'existence ». Introduire ici l'idée que la hausse du salaire n'est pas produite, mais seulement consolidée par la hausse du prix des produits nécessaires à l'existence serait ruiner l'argumentation de tout le chapitre.

argent qui « suit » ou plutôt qui est liée à une hausse du prix des provisions ne peut être produite que par une accumulation de capital et que tout ce que fait la hausse du prix des provisions, c'est de consolider la hausse du salaire en argent ainsi obtenue. En d'autres termes, pour que la hausse du salaire en argent puisse se produire, le salaire « en tant qu'il est régi par l'offre et la demande » doit s'élever et non s'abaisser. Mais la nouvelle théorie est encore beaucoup moins satisfaisante que l'ancienne. Elle se fonde entièrement sur la proposition énoncée dans la première phrase. « Quand un prix élevé du blé » — Ricardo entend en fait une hausse du prix du blé — « est dû à une demande croissante, il est toujours précédé par un accroissement du salaire, car la demande ne peut pas augmenter sans qu'il y ait un accroissement des ressources du peuple qui lui permette de payer ce qu'il désire ». Il est difficile de concevoir comment un membre du Stock-Exchange, pour ne pas parler de sa qualité d'économiste, a pu contresigner une affirmation aussi dépourvue de base que celle contenue dans la seconde partie de la phrase. Nous ne pouvons guère douter que Ricardo aurait admis qu'une forte gelée augmente la demande de tuyaux de canalisations d'eau sans augmenter les ressources du peuple pour les payer. Il est vrai, bien entendu, que la seule chose nécessaire à son argumentation immédiate est que la demande de *blé* ne puisse s'accroître sans provoquer un accroissement de ressources du peuple qui lui permette de le payer. Néanmoins, ceci n'est qu'un petit peu moins inexact que la proposition plus générale. Lorsque la population est stationnaire il est peu vraisemblable que la demande de blé s'accroisse sans un accroissement de ressources du peuple qui lui permette de le payer. Mais lorsque la population croît, la demande de blé croît naturellement sans qu'il y ait un accroissement des ressources du peuple et même quand ses ressources décroissent.

La demande du blé sera sûrement accrue lorsqu'il y a accroissement du nombre de gens à nourrir si le salaire est égal à ce qu'il était auparavant et même un peu moindre qu'auparavant. Par conséquent, la proposition de Ricardo que : « Quand un prix élevé du blé est dû à une demande croissante, il est toujours précédé par une hausse du salaire », est exacte seulement, quand il part, pour ainsi parler, d'un état de choses dans lequel la population est stationnaire. Dans la phrase suivante il semble supposer que c'est le cas. Il parle d'une « accumulation de capital élevant le salaire », tandis que, lorsque la population croît, il faut, pour éleverles salaires, une accumulation de capital plus rapide que l'accroissement de population. Il ne faut pas cependant y ajouter trop d'importance puisque, dans la seconde phrase suivant celle-ci, il parle de la hausse du salaire incitant le travailleur à se marier et le lui permettant, tandis que, même si la population est stationnaire, le « travailleur » ou quelques-uns est incité à se marier et le peut. Le passage ne nous dit absolument rien du lien entre la hausse du prix des provisions et la hausse du salaire en argent pour une population qui croît déjà.

Quand Ricardo écrivit le chapitre de l'effet des impôts sur le salaire, il avait étudié Buchanan ; et vu que lui, en tous cas, niait complètement que le salaire variât avec les prix des provisions, sauf, peut-être, quand le travailleur est « réduit à une maigre ration des produits nécessaires à l'existence », quand il ne « souffrirait plus de réduction ultérieure de son salaire parce qu'il ne pourrait plus, dans ces conditions, perpétuer sa race » (1), Buchanan avait allégué que le prix élevé des provisions :

« est une indication certaine d'un approvisionnement déficitaire en blé et dans le cours naturel des choses survient

(1) Buchanan, dans son édition de *Wealth of Nations*, vol. III, p. 338.

dans le but de retarder la consommation. Un moindre approvisionnement alimentaire partagé entre le même nombre de consommateurs, donnera évidemment une portion plus petite à chacun et le travailleur doit supporter sa part du besoin commun. Pour répartir également cette charge et pour empêcher le travailleur de consommer la subsistance aussi librement qu'auparavant, le prix s'élève. Mais il semble que le salaire doit hausser en même temps afin qu'il puisse employer la même quantité d'un produit plus rare ; et ainsi on représente la nature comme contrecarrant ses propres fins — d'abord en élevant le prix de la nourriture pour en diminuer la consommation et ensuite en augmentant le salaire pour donner au travailleur la même quantité qu'auparavant (1). »

A cela Ricardo répond que l'approvisionnement déficitaire n'est pas la cause unique du haut prix des provisions. « Nous ne sommes, dit-il, aucunement autorisés à conclure, comme M. Buchanan semble le faire, qu'il peut y avoir un approvisionnement abondant avec un prix élevé ». Le prix naturel des marchandises est déterminé, poursuit-il, par la « facilité de production ». Puis, apparemment parce qu'il ne sut pas établir la distinction entre une grande quantité globale de nourriture et une grande quantité par tête, il fait remarquer que :

« Bien que les terres entrant en culture aujourd'hui soient bien inférieures aux terres mises en culture il y a trois siècles et, par suite, que la difficulté de production soit accrue, qui peut encore douter que la quantité produite excède de beaucoup la quantité produite alors ? Non seulement un prix élevé est compatible avec un approvisionnement accru, mais il manque rarement de l'accompagner. Si donc, comme conséquence de la taxation ou de la plus grande difficulté de production, le prix des provisions subit une élévation et que leur quantité ne soit pas diminuée, le salaire en argent du travail haussera car, comme M. Buchanan le fait justement observer, le salaire du travail ne consiste pas d'argent, mais de ce que l'argent achète, à savoir de provisions et des

(1) Buchanan, *Observations*, pp. 59-60.

autres produits nécessaires à l'existence ; et la part accordée au travailleur sur le stock collectif commun sera toujours proportionnelle à l'approvisionnement (1) ».

Evidemment le cas visé par Buchanan est celui où, en conséquence de la difficulté de production, la quantité de provision *per capita* serait diminuée et le salaire en argent du travail pas augmenté, de sorte que la « part accordée au travailleur sur le stock collectif » serait moindre, bien qu'elle fût encore « proportionnelle à l'approvisionnement ». Il n'y a rien d'incompatible avec cette proposition dans ce qu'a dit Ricardo. Cependant celui-ci, immédiatement après ce passage, avoue que sa raison, ou l'une de ses raisons pour penser que le salaire en argent doit s'élever du montant total d'un « impôt sur le salaire » qu'il considère beaucoup du même ordre que « la difficulté de production », est qu'une certaine quantité de produits doit être donnée au travailleur pour provoquer l'accroissement de la population qui, dans la phraséologie vague de Malthus, qu'il cite avec approbation, satisfait « les besoins de la société en égard à la population » (2) — une certaine quantité de produits « sera juste suffisante pour maintenir la population que nécessite à ce moment l'état du fonds pour l'entretien du travail » :

« Supposons, dit-il, que les conditions d'un pays soient telles, que l'on fasse appel aux travailleurs de la catégorie la plus inférieure non seulement pour perpétuer leur race mais pour l'augmenter, leur salaire aurait été réglé en conséquence. Peuvent-ils se multiplier [au degré voulu] si une taxe leur enlève une partie de leur salaire et les réduit à la plus simple expression des produits nécessaires à l'existence » (3).

(1) Ricardo, 1re édit., pp. 289 290. 3e édit. dans *Works*, pp. 130-131 ; édit. Guillaumin, p. 166.

(2) Malthus, *Essay*, 2e édit., p. 406 ; 8e édit., p. 301 ; éd. Guillaumin, p. 362.

(3) *Ibid.*, 1re édit., p. 293 ; 2e édit., p. 265 ; édit. Guillaumin, p. 169-170.

Les mots entre crochets ont été ajoutés dans la 3e édition et l'auteur substitua « serait » à « aurait été » (en fin du §).

Il faut probablement entendre par « la plus simple expression des produits nécessaires à l'existence », les produits qui leur sont nécessaires en tant que célibataires et non comme pères de familles nombreuses, autrement il serait clair qu'ils *pourraient* se multiplier autant que le leur permettraient leurs capacités physiques, bien que l'on pût se demander s'ils le *feraient*. Si l'impôt leur enlève une partie de leur salaire sans les réduire « à la plus simple expression des produits nécessaires à l'existence », il semble ne pas y avoir de raison pour ne pas répondre « Oui » à la question posée par la première édition « Peuvent-ils multiplier ? ». A la question « peuvent-ils multiplier au degré nécessaire ? » il faut ajouter « nécessité par quoi ? » Ricardo répond : « par l'état du fonds pour l'entretien du travail ». Mais au lieu d'expliquer comment on peut dire que le fonds pour l'entretien du travail « nécessite » une certaine population, il continue à expliquer que l'imposition d'un impôt sur les salaires ne modifiera pas ce fonds.

La position d'ensemble de Ricardo, en égard, tout au moins, aux effets des prix croissants de la nourriture sur le salaire en argent, est parfaitement logique. Si le salaire réel du travail est déterminé directement par le rapport entre le nombre des travailleurs et le capital réel, il ne doit évidemment être directement affecté par d'autres circonstances, telle que la difficulté croissante de la production alimentaire. Le fait qu'il a échoué si complètement à faire la preuve que le salaire en argent doit s'élever de manière à ce que le salaire réel ne soit pas affecté par une hausse du prix de la nourriture, est dû à ce que le salaire réel n'est pas déterminé par le rapport entre le nombre des travailleurs et le capital.

Malthus pensait que Ricardo n'avait pas vu que le salaire dépend toujours des habitudes, dictées par la prudence, qu'a le travailleur en égard à la propagation de la race. Comme cela était naturel chez lui, l'auteur de

l'*Essay on Population* voulait que l'on considérât ces habitudes comme le régulateur primordial du salaire, non seulement lorsque son niveau est bas et inaccoutumé, mais en tous temps :

« M. Ricardo, dit-il, a défini le prix naturel du travail, « ce prix qui est nécessaire pour permettre aux travailleurs, l'un dans l'autre, de substituer et de perpétuer leur race sans accroissement ni diminution ». Je serais réellement disposé à appeler ce prix, un prix tout à fait non naturel ; parce que dans un état de choses naturel, ce prix ne pourrait généralement pas se produire pendant des centaines d'années sans grands impedimenta au progrès et de la richesse de la population. Mais si ce prix est effectivement rare et si, dans un état de choses ordinaires, il est tellement distant dans le temps, on sera évidemment amené à de grandes erreurs en ne considérant les prix du travail sur le marché que comme des déviations temporaires au-dessous et au-dessus de ce prix fixe auquel il reviendrait très rapidement » (1).

Lui-même aurait défini le prix naturel ou nécessaire du travail : « ce prix qui, dans les circonstances actuelles de la société, est nécessaire pour provoquer un approvisionnement moyen en travailleurs qui soit suffisant pour répondre à la demande moyenne », et, par cette phrase nuageuse, il semble n'entendre rien de plus ni de moins que les salaires effectivement payés dans une année qui n'est marquée par aucune circonstance exceptionnelle. Il rejette entièrement l'idée d'un niveau rigide de salaires, qu'il soit fixé par le total physiquement nécessaire pour la subsistance ou par celui que des « habitudes » inexplicables rendent indispensable :

« La condition de la classe ouvrière de la société doit évidemment dépendre, partie du taux suivant lequel les ressources du pays et la demande de travail croissent et partie des habitudes du peuple quant à la nourriture, au vêtement et au logement.

(1) Malthus, *Political Economy*, p. 247 ; édit. Guillaumin, p. 198.

Si les habitudes du peuple demeuraient fixes, la faculté de se marier jeune et d'entretenir un grande famille dépendrait du taux suivant lequel s'accroîtraient les ressources du pays et la demande de travail. Et si les ressources du pays demeuraient invariables, le confort des classes inférieures de la société dépendrait de leurs habitudes ou de la quantité de ces produits nécessaires à l'existence et commodités sans lesquelles elles ne consentiraient pas à maintenir leur nombre.

Il arrive rarement cependant qu'elles demeurent invariables pendant un long espace de temps les unes et les autres ensemble » (1).

Contrairement à Ricardo, Malthus consacre quelque attention aux causes qui rendent les habitudes des gens différentes en des temps et à des époques différentes. Néanmoins, dit-il, la question implique tant de considérations que l'on ne peut guère s'attendre à trouver une solution satisfaisante » (2). Le climat et le sol sont fort importants, mais des causes morales telles que le despotisme, l'oppression et l'ignorance d'une part, et « la liberté et l'éducation civiles et politiques » d'autre part, occasionnent des différences quant au montant des quantités de produits nécessaires pour que le travailleur soit prêt à élever une famille. De plus, et ici Malthus fait un grand pas vers l'abandon de ce qui reste de la théorie du minimum d'existence, les habitudes du peuple sont très généralement affectées par le quantum du salaire effectivement reçu :

« Quand les ressources d'un pays croissent rapidement et que le travailleur dispose d'une grande portion de produits nécessaires à l'existence, on doit s'attendre à ce que, s'il a l'occasion d'échanger son superflu de nourriture pour des commodités et du confort, il acquerra rapidement du goût pour eux et ses habitudes s'y conformeront. D'autre part, il

(1) Malthus, *Political Economy*, p. 248 ; édit. Guillaumin, p. 199.
(2) *Ibid.*, p. 250 ; édit. Guillaumin, p. 200.

arrive généralement que lorsque les ressources d'un pays deviennent presque stationnaires, on voit que de telles habitudes cèdent, si elles ont jamais existé et avant que la population cesse de croître, le niveau du confort est sensiblement abaissé » (1).

Quant à la manière par laquelle « des ressources croissant rapidement » élèvent le salaire, Malthus n'a rien de bien important à dire. Il pense que la demande de travail est réglée « par le taux suivant lequel s'accroît annuellement la valeur totale du capital et du revenu du pays ; parce que plus la valeur du produit annuel s'accroît rapidement, plus grand sera le pouvoir d'achat de nouveau travail et plus il en faudra chaque année» (2). A la tentative de Barton pour nier la doctrine que la demande de travail dépende de l'accroissement de capital, en montrant qu'un accroissement de capital fixe n'implique pas une plus grande demande de travail (3), Malthus fait deux réponses. D'abord si le travail déplacé par l'introduction de capital fixe ne peut pas être employé ailleurs, l'accroissement de capital fixe « diminue la valeur du produit annuel et retarde celui de l'ensemble du capital et du revenu », de sorte que le capital n'est pas accru et que la doctrine subsiste dans son entier. Secondement, en général « l'usage du capital fixe est extrêmement favorable à l'abondance de capital circulant » (4). Il semble croire que la preuve en est faite quand il a montré que l'usage du capital fixe est favorable à l'abondance de produit. Il conclut toute son enquête par ces mots :

« Il est de la plus haute importance d'avoir toujours en mémoire que l'on peut réaliser de deux manières le pouvoir de disposer largement des produits nécessaires à la vie, soit

(1) Malthus, pp. 248-249 ; édit. Guillaumin, pp. 199-200.
(2) *Ibid.*, p. 261 ; édit. Guillaumin, p. 210.
(3) Cf. ci-dessus pp. 149-150.
(4) *Ibid.*, p. 261 ; édit. Guillaumin, p. 210.

par un accroissement rapide de ressources, soit par les habitudes dictées par la prudence de la classe ouvrière et que comme il n'est ni au pouvoir des pauvres de créer des ressources croissantes, ni dans la nature des choses qu'elles soient permanentes, la grande ressource des classes ouvrières en vue de leur bonheur doit être dans ces habitudes dictées par la prudence, qui, si on les exerce convenablement, sont capables d'assurer au travailleur une portion équitable des produits et commodités nécessaires à l'existence depuis la toute première étape jusqu'à la dernière » (1).

Bien que James Mill ait la réputation d'avoir été le plus purement « abstrait » théoricien de l'« école abstraite », la section de son chapitre sur la « distribution » qui traite du salaire est, en majeure partie, une discussion des divers modes d'élever le salaire. Les causes déterminant la grandeur *per capita* du salaire sont écartées d'une manière très superficielle dans la première partie de la section sous ce titre : « Que le taux du salaire dépend du rapport entre la Population et l'Emploi, en d'autres termes du Capital ». La dépendance du salaire du rapport entre la population et le capital est, semble-t-il, une chose très simple. Si le nombre des travailleurs croît, alors que la quantité du capital ou « de ce qui est nécessaire pour l'emploi du travail, soit, nourriture, outils et matières », demeure la même, une partie des travailleurs courra « le risque d'être privée d'emploi ». Par suite, chacun d'eux est obligé d'offrir son travail pour une récompense plus faible :

« Si nous supposons, d'autre part, que la quantité de capital soit accrue, alors que le nombre des travailleurs est demeuré le même, le résultat sera inverse. Les capitalistes ont une plus grande quantité de moyens d'emploi, de capital, en résumé, dont ils veulent tirer un avantage. Pour en tirer cet

(1) MALTHUS, *Political Economy*, p. 291 ; édit. Guillaumin, p. 231. Le Malthus de 1820 était beaucoup plus gai que celui de 1798.

avantage ils doivent avoir plus de travailleurs qu'auparavant. Ces travailleurs sont tous employés par d'autres maîtres ; pour les obtenir, ils les capitalistes n'ont également qu'une ressource : leur offrir un salaire plus élevé. Mais les maîtres par qui les travailleurs sont maintenant employés sont dans la même situation et leur offriront bien entendu des salaires plus élevés pour les inciter à rester. Cette compétition est inévitable et son résultat nécessaire une hausse du salaire » (1).

Il arrive à cette conclusion :

« Nous pouvons donc affirmer d'une manière absolue que si, toutes choses égales d'ailleurs, le rapport entre le capital et la population demeure le même, le salaire demeurera le même ; si ce rapport croît, le salaire haussera ; s'il diminue, le salaire baissera » (2).

L'insertion du « toutes choses égales d'ailleurs » est réellement surprenante. Il n'y a rien de relatif aux autres choses demeurant les mêmes dans la proposition en italique qui est au début de la sous-section et Mill ne cherche pas le moins du monde à expliquer ce qui arrive si toutes choses ne sont pas égales. Dédaigneux de ces « toutes choses », il poursuit son argumentation ainsi :

« Si la tendance naturelle du capital était de croître plus vite que la population, il n'y aurait pas de difficulté à lui conserver une condition prospère. Si, d'autre part, la tendance naturelle de la population était de croître plus vite que le capital, la difficulté serait très grande. Le salaire aurait une tendance perpétuelle à s'abaisser. La baisse du salaire produirait un degré de pauvreté de plus en plus grand dans la population accompagné de ses conséquences inévitables : la misère et le vice. En même temps que la misère et la pauvreté en découleraient, la mortalité s'accroîtrait. Sur une famille nombreuse par la natalité un certain nombre des mem-

(1) James Mill, *Elements*, 1re édit., p. 27 ; 3e édit., p. 43.
(2) *Ibid.*, 1re édit., p. 28 ; 3e édit., p. 44.

bres seulement serait élevé par suite du manque de bien-être. Quelle que fût la proportion dans laquelle la population tendît à croître plus vite que le capital, il mourrait une proportion semblable de ceux qui sont nés ; les taux d'accroissement du capital et de la population demeureraient alors les mêmes et le salaire cesserait de s'abaisser » (1).

Bien qu'il ne le dise pas expressément, James Mill semble entendre par ceci, que lorsque la tendance naturelle de la population à augmenter plus vite que le capital s'exerce normalement et a le temps de se faire sentir, le salaire tombera à un niveau qui donnera seulement le moyen d'élever une famille qui n'est pas « nombreuse ». « Il est, pense-t-il, incontestablement démontré que la population a une tendance à croître plus vite que le capital et a effectivement crû plus vite que lui dans la plupart des lieux » par le fait « que dans presque tous les pays la grande masse du peuple est dans une situation pauvre et misérable » (2). Si le capital avait crû plus vite que la population, le salaire aurait haussé, dit-il (il n'a jamais prouvé qu'il n'avait pas haussé) et le travailleur aurait été « dans une situation d'opulence ». De crainte, cependant, que quelqu'un puisse attribuer la faiblesse du salaire à quelque obstacle ayant empêché le capital « de croître aussi vite qu'il a tendance à le faire », il entreprend de faire la « Preuve » indiscutable « de la tendance de la population à croître rapidement » et la « preuve que le capital a une tendance moindre que celle de la population à croître rapidement ». Pour prouver que la population a une tendance à croître rapidement il explique en des termes que certains considéreraient comme convenant à peine au « manuel » qu'il s'imaginait amoureusement écrire (3) — que la fécondité de la race humaine, lors-

(1) James Mill, *Elements*, 1re édit., pp. 28-29 ; 3e édit., pp. 44-5.
(2) *Ibid.*, 1re édit., p. 29 ; 3e édit., p. 45.
(3) Cf. sa Préface.

qu'elle s'exerce complètement dans des conditions favorables, est beaucoup plus que suffisante pour contrebalancer la mortalité ordinaire, de sorte que la population a une « tendance telle à croître qu'elle lui permettrait de doubler en un petit nombre d'années » (1). Pour prouver que « le capital a une tendance moindre que celle de la population à croître rapidement », il commence par montrer que la « disposition de l'humanité pour l'épargne » est « si faible dans presque toutes les situations où les êtres humains ont jamais été placés » que l'accroissement de capital en résultant est « faible » (2). Mais rapidité ou lenteur sont questions de degré, de sorte qu'il n'est pas très convaincant de dire que le capital doit avoir une tendance moindre à croître rapidement que celle de la population parce que l'accroissement de la population peut être défini par le terme « rapide » et celui du capital par le terme « lent ». C'est, par suite, plutôt un soulagement pour le lecteur de voir que « la preuve que la population a une tendance à croître plus rapidement que le capital ne dérive pas de ce fondement si fort qu'il soit ». Elle découle du fait que :

« La tendance de la population à croître, qu'elle soit plus grande ou plus faible, est en tous cas une tendance uniforme. Quel que soit le taux de son accroissement, à une époque donnée, on peut s'attendre à ce qu'elle croisse également vite à toute autre époque, si elle est placée dans des conditions également favorables. Pour le capital, c'est l'inverse. Au fur et à mesure que le capital continue à s'accumuler, la difficulté de l'augmenter devient graduellement de plus en plus grande, jusqu'à ce que, finalement, l'accroissement devienne impraticable. »

C'est une conséquence de la règle générale des rendements décroissants :

(1) James Mill, *Elements*, pp. 30-34 et 46 50.
(2) *Ibid.*, p. 35 et p. 51.

« Après l'épuisement de la terre de qualité supérieure, que l'on applique du capital à de la terre de qualité inférieure ou par incréments successifs et rendements diminués à la même terre, le produit diminue d'une manière continue proportionnellement à son accroissement. Quoi qu'il en soit, si le rendement du capital diminue d'une manière continue, le fonds annuel d'où provient l'épargne va diminuant d'une manière continue. La difficulté d'épargner est augmentée, ainsi, d'une manière continue et finalement elle doit entièrement cesser » (1).

Comme il n'existe rien de tel qu'une règle générale des rendements décroissants, nous n'avons pas besoin de nous arrêter à rechercher si une diminution du rendement, non de la totalité du capital, mais d'une quantité donnée ou unité de capital, entraîne nécessairement une diminution du fonds annuel total d'où provient l'épargne.

Poursuivant, James Mill soutient que « les moyens énergiques employés pour forcer le capital à croître plus rapidement que ne le veut sa tendance naturelle ne produiraient pas les résultats désirables » et lorsqu'il l'a prouvé et allégué qu'il n'est pas nécessaire que la population croisse au delà de ce degré de densité qui donne « d'une manière parfaite les avantages des échanges sociaux et du travail combinés », il conclut :

« Par conséquent le problème précis consiste à trouver les moyens de limiter les naissances à ce nombre qui est nécessaire pour maintenir le niveau de la population sans l'augmenter. Si cela était réalisé pendant que le rendement donné au capital par la terre était encore élevé, le travailleur aurait une ample récompense et il resterait encore un grand surplus » (1).

Ramenant, d'une manière tout à fait inconsciente, sa théorie à l'absurde, il ajoute que la limitation du nombre

(1) James Mill, *Elements*, pp. 41-42 ; 3e éd., p. 56.
(2) *Ibid.*, p. 52 ; 3e éd., p. 65.

des naissances, si elle était possible, pourrait être poussée assez loin pour « élever la condition du travailleur jusqu'à n'importe quel état de confort et de satisfaction qu'il pourrait désirer » (1). N'importe quel état désiré !

Dans son article de l'*Encyclopædia* M' Culloch ne trouva rien à dire du salaire par tête, sauf que le « travailleur ne peut pas travailler si on ne lui fournit pas les moyens de subsistance » (2). Mais dans le livre qui forme le développement de son article, il donne d'une manière précise à la théorie de l'offre et de la demande la forme arithmétique appropriée à la théorie du fonds des salaires. C'était devenu un lieu commun que le salaire s'élève quand le capital croît plus vite que la population et qu'il s'abaisse lorsque la population croît plus vite que le capital. Il avait été posé dans les *Conversations* (3) de Mrs Marcet que le salaire dépend du rapport entre la population ouvrière et le « capital ». Mais il était réservé à M' Culloch de donner la précision et la rigidité à la doctrine de Mrs Marcet en l'illustrant par un exemple arithmétique :

« La faculté d'un pays d'entretenir et d'employer des travailleurs », demandait-il à ses lecteurs de croire, « ne dépend aucunement de la situation avantageuse, de la richesse du sol ou de l'étendue de territoire. Incontestablement ce sont des circonstances qui ont une influence puissante sur la détermination du taux auquel un peuple *avance* dans la carrière de la richesse et de la civilisation. Mais il est évident que son pouvoir d'entretenir et d'employer des travailleurs doit intégralement dépendre, non des circonstances, mais du montant effectif des produits accumulés du travail antérieur ou du capital — qui est, à une époque donnée, en la possession de ce pays — et qui est consacré au payement du salaire. Un sol fertile donne le moyen d'augmenter rapidement le capital nécessaire à l'entretien des travailleurs qui y sont employés

(1) James Mill, *Elements*, 1re éd., p. 53 ; 3e éd., p. 57.

(2) *Encyclopædia Britannica*, 4e éd., supplément, vol. VI, t. I, p. 270 *a*.

(3) Cfr. ci-dessus p. 320.

exactement de la même manière que pour ceux occupés dans les manufactures ou dans tout autre département d'industrie.

Une conséquence nécessaire de ce principe est que le montant de la subsistance échéant à chaque travailleur ou *taux* du salaire doit dépendre du rapport de la totalité du capital à la totalité de la population ouvrière...

Pour illustrer ce principe, supposons que dans un pays le capital approprié au payement du salaire, réduit à son équivalent en blé, forme une masse de *10.000.000 quarters* : Si le nombre des travailleurs de ce pays était *2.000,000* il est évident que le salaire de chacun, tout étant ramené à la même unité, serait CINQ *quarters* » (1).

Il cherche à illustrer ou à soutenir la proposition que « le bien-être et le confort des classes ouvrières dépendent spécialement de la relation entre leur accroissement et celui du capital destiné à les nourrir et à les employer » (2) à l'aide de la comparaison de l'accroissement de la population et du capital et de la condition du peuple en Angleterre et en Irlande La population irlandaise avait crù plus vite que celle de l'Angleterre et le capital irlandais plus lentement que le capital anglais. Les Irlandais étaient dans le besoin et misérables.

« Et de là découle l'inférence évidente et indéniable que dans le cas où la population aurait crû moins rapidement qu'elle ne l'a fait, il y aurait eu moins d'individus sollicitant des emplois et que, conséquemment, le taux du salaire aurait été proportionnellement plus élevé... Il est évident, aussi, que la condition d'abaissement et de dégradation dans laquelle est maintenant tombé le peuple d'Irlande est celle à laquelle doit être réduit tout peuple dont le nombre continue, pendant un temps considérable, à croître plus vite que les moyens de lui assurer le confortable et une subsistance con-

(1) M'CULLOCH, *Principles*, 1re éd. 1825, pp. 327-328 ; 2e éd. 1830, pp. 377-378.
(2) *Ibid.*, 1re éd., pp. 328-329.

venable et ce sera très assurément le cas dans tout vieux pays dans lequel le principe de l'accroissement n'est pas puissamment contrecarré par l'opération de la limitation morale ou par l'exercice, à un degré convenable, de prudence et de prévoyance dans la création des liens matrimoniaux » (1).

L'objection à opposer est la même qu'à l'argumentation de James Mill, que la population a une tendance à croître plus vite que le capital parce qu'autrement le salaire se serait élevé. M' Culloch oublie entièrement de montrer qu'il y avait eu une dégradation dans la condition des travailleurs irlandais, soit absolue, soit par rapport à celle des travailleurs anglais.

M' Culloch comme James Mill ne dit rien d'une limite supérieure au dessus de laquelle aucune réduction de population ou aucun accroissement de capital ne peuvent faire monter le salaire, mais il fixe une limite inférieure au-dessous de laquelle le salaire ne peut pas baisser et cela sous forme d'un « taux naturel ou nécessaire du salaire » qui est « le coût de reproduction du travail » qui « de même que celui de tous autres articles apportés sur le marché doit être payé par l'acquéreur ». D'abord le coût semble être une certaine quantité de nourriture et autres articles suffisants pour l'entretien des travailleurs et de « leurs familles » (2).

« S'ils n'obtenaient pas cet approvisionnement, ils seraient dans le dénûment, et la maladie et la mort continueraient à amoindrir la population jusqu'à ce que le rapport entre le nombre réduit et le capital national fut telle qu'il leur permît d'obtenir les moyens de subsistance » (3).

Mais il est bientôt expliqué que la « limitation morale » peut et doit maintenir à un bas niveau la population, de sorte que le taux naturel ou nécessaire du salaire est plus

(1) M'Culloch, *Principles*, p. 334.
(2) *Ibid.*, pp. 334-335.
(3) *Ibid.*, p. 336.

élévé que ce qu'il faut pour donner une simple subsistance. En outre, M' Culloch suit la *Political Economy* de Malthus en disant que la limitation morale peut elle-même être accrue par la modification des habitudes introduites par l'accroissement du salaire causé par l'accroissement du capital.

La théorie du fonds des salaires de M' Culloch fut réfutée dès l'année suivante par sir Edward West dans son *Price of Corn and Wages of Labour* (1). Répondant à l'affirmation de ceux qui affirmaient que le Gouvernement ne pouvait pas augmenter la demande de travail, West dit :

« S'il y avait un total donné de capital pour l'entretien des travailleurs et qu'il fût nécessairement employé pour la population ouvrière pendant l'année, il n'y aurait aucune différence dans la demande de travail ni dans le montant des salaires, quelles que soient les personnes par qui il serait dépensé ; que ce soit par le gouvernement pour des personnes improductives, telles que les soldats, ou par des individus pour des travailleurs productifs, l'ensemble de la population aurait l'intégralité de ce capital pendant l'année et ne pourrait en avoir davantage » (2).

Il ne croit pas qu'il en soit ainsi :

« Quel fut le résultat », demande-t-il, « des énormes souscriptions, des donations et allocations prolongées des paroisses pendant les périodes de disette des derniers 35 ans? N'est-il pas admis que leur effet fut d'augmenter les ressources en argent des pauvres qui travaillent et d'élever le prix du blé à un niveau beaucoup plus élevé que celui qu'il aurait atteint autrement ? N'en découle-t-il pas que l'on peut dépenser pour les classes ouvrières une partie plus grande ou plus petite des ressources pécuniaires ou du capital-argent d'un pays? » (3)

La demande de travail, conclut-il, ne dépend pas

(1) *Le prix du blé et les salaires du Travail* (N. des T.).
(2) West, *Price of Corn and Wages of Labour*, p. 83.
(3) *Ibid.*, p. 85.

uniquement du taux de l'accroissement de la richesse ou du capital d'un pays. Un État de grande activité industrielle peut doubler le salaire sans qu'il y ait accroissement de capital :

« L'employeur de capital et de travail emploie, dirons-nous, dix hommes qui produisent l'article sur lequel leur travail est dépensé en deux mois et il lui est possible de le vendre immédiatement et de remplacer ainsi le capital avec un profit. Supposons maintenant que ces dix hommes fassent le double d'ouvrage par jour, au même taux de salaire ; leur salaire quotidien sera doublé ; l'article sera produit en un mois, c'est-à-dire en moitié moins de temps, avec le même profit sur le capital dépensé, c'est-à-dire avec un profit double, car le profit étant le gain sur le capital pendant une période donnée, l'accroissement de rapidité dans le rendement aura le même effet qu'un accroissement du taux de production » (1).

West ne fut pas seul à refuser d'accepter la théorie du fonds des salaires. Mountifort Longfield, dans ses leçons à Dublin, publiées en 1834, ignore complètement la doctrine d'après laquelle le salaire dépend du rapport entre le capital et la population. Le salaire dépend, dit-il, du rapport entre l'offre de travailleurs et leur demande et « l'offre consiste en la race des travailleurs qui existent actuellement » (2). Mais au lieu de dire que la demande dépend de la grandeur du capital du pays, il dit qu'elle « est causée par l'utilité ou la valeur du travail qu'ils sont capables d'accomplir... Le salaire de la grande masse des travailleurs doit être payé sur le produit, ou le prix du produit par leur travail » (3). Écartant entièrement le « capital » il avance une théorie du produit :

(1) West, *Price of Corn*, pp. 86-87.

(2) *Lectures on Political Economy, delivered in Trinity and Michaelmas Terms* (Leçons d'économie politique faites pendant le « terme » de Trinité et Saint-Michel) 1833, par Mountifort Longfield, L. L. D., 1834, p. 209.

(3) *Ibid.*, p. 210.

« Le salaire réel du travailleur, c'est-à-dire la faculté de disposer, qu'il a, des produits nécessaires à l'existence et des commodités, dépendra entièrement du taux des profits et de l'efficacité du travail dans la production de ces articles à l'acquisition desquels le salaire du travail est habituellement dépensé » (1).

Il commet une grande faute, en admettant sur la foi d'exemples dans lesquels le capital fixe est omis, que la déduction du profit par tête de travailleur est indiquée par le taux du profit et il cherche à peine à montrer que l'efficacité croissante dans la production d'articles qui ne sont pas achetés par les travailleurs n'augmente pas le salaire, mais sa théorie constitue un grand progrès sur celle de James Mill, Ricardo et M' Culloch.

Trois ans avant les leçons de Longfield, Malthus avait commencé à construire une théorie de la productivité. Dans ses *Lectures on the Rate of Wages delivered before the University of Oxford in Easter Term 1830* (2), il dit que si l'on admettait que toutes les familles se composaient du même nombre de personnes exerçant la même industrie, la « cause immédiate » qui décide de la quantité et de la qualité des produits obtenus par une famille ouvrière dans le cours d'une année serait évidente :

« La quantité et la qualité de produits obtenus par chaque famille ouvrière pendant une année doit dépendre de la quantité et de la qualité des produits appropriés pendant l'année, directement ou indirectement, à l'usage de la population ouvrière par rapport au nombre de familles ouvrières (en comprenant sous cette dénomination tous ceux qui, pour leur subsistance, dépendent de leur propre travail) ou, pour parler d'une manière plus concise, elles dépendent de l'importance du fonds destiné à l'entretien des travailleurs par rapport au nombre des travailleurs à entretenir » (3).

(1) *Ibid.*, p. 212.
(2) Leçons sur le taux du salaire faites à l'Université d'Oxford dans le Terme de Pâques) 1830, publiées la même année.
(3) *Ibid.*, p. 19.

A première vue cette proposition semble identique à la proposition de Mᶜ Culloch que le salaire dépend du rapport entre le nombre des travailleurs et le montant du capital « consacré au payement du salaire » (1). Mais chez Mᶜ Culloch le montant des produits « consacrés » était entièrement déterminé par l'accumulation antérieure et n'avait rien à faire avec la productivité de l'industrie, tandis que Senior, non seulement ne dit rien du capital et de l'accumulation, mais il déclare dans sa préface que « le moyen principal pour lequel le fonds destiné à l'entretien des travailleurs peut être accru est l'accroissement de la productivité du travail » (2). Dans sa *Political Economy* il fait preuve de plus d'exactitude et fait dépendre la quantité et la qualité des produits appropriés à l'usage de la population ouvrière, par rapport au nombre des familles ouvrières, « en premier lieu de la productivité du travail dans la production directe ou indirecte des articles employés par le travailleur ; et en second lieu du nombre des personnes employées directement ou indirectement dans la production des choses à l'usage des travailleurs par rapport au nombre total des familles ouvrières » (3). Eu égard au rapport entre le nombre des personnes qui produisent des choses pour les travailleurs et le nombre des familles ouvrières, il dit :

« Il y a trois fins pour la réalisation desquelles le travail peut être diverti de l'alimentation du fonds à l'usage des travailleurs à laquelle il aurait été employé sans cela, à savoir la production de choses qui seront employées : premièrement, par les propriétaires des agents naturels ; deuxièmement, par le gouvernement ; troisièmement par les

(1) Ci-dessus, p. 348.

(2) P. IV, cf. *Political Economy*, 8ᵉ éd., p. 183. « L'importance du fonds destiné à l'entretien du travail dépend principalement de la productivité du travail. »

(3) *Ibid.*, p. 174.

capitalistes ; ou, pour parler d'une manière plus concise mais moins correcte, le travail au lieu d'être employé à la production du salaire peut être employé à la production de la rente, de l'impôt ou du profit » (1).

En traitant du premier de ces chefs Senior ne semble pas se rappeler le point en discussion. Il devrait expliquer les causes qui déterminent si une grande ou petite proportion de travail sera distraite de la production du salaire, pour être affectée à celle du profit. Au lieu de le faire, il apporte des arguments pour prouver que « la totalité du fonds destiné à l'entretien du travail n'est pas nécessairement diminué du fait qu'une portion considérable des travailleurs d'un pays est employée à produire des marchandises pour l'usage des propriétaires des agents naturels de ce pays » (2). En traitant du deuxième chef, l'Impôt, il commence par déclarer que l'impôt en vue d'une dépense non nécessaire et nuisible est tiré du revenu de l'ensemble de la population et que le travailleur est intéressé par la répartition de l'impôt. Après quoi il semble s'imaginer qu'il s'est débarrassé des deux premières fins à la réalisation desquelles on pourrait employer du travail qui sans elle servirait à alimenter le fonds destiné à l'entretien des travailleurs, car il continue ainsi :

« Donc, la Rente, étant considérée comme quelque chose d'extrinsèque et l'impôt comme une modalité de Dépenses, le Profit est la seule déduction qui reste à opérer sur le Salaire. Et la productivité du travail étant donnée, l'importance du fonds destiné à l'entretien du travail dépendra du rapport du nombre des travailleurs employés à produire des choses pour l'usage des capitalistes à celui des travailleurs employés à produire des choses pour l'usage des travailleurs ; ou pour employer une expression plus habituelle, du rap-

(1) Senior, P. IV ; cf. *Political Economy*, 8e éd., p. 180.
(2) *Ibid.*, p. 181.

port, suivant lequel, le produit est partagé entre capitaliste et travailleur...

En l'absence de rentes et d'impôts non nécessaires ou inégalement répartis, c'est entre ces deux classes qu'est divisée la totalité de ce qui est produit ; et la question à résoudre maintenant est : qu'est-ce qui fixe le rapport du partage » (1).

La réponse est, dit-il, « d'abord le taux général de profit sur l'avance de capital pour une période donnée ; et, secondement, la période qui, dans chaque cas particulier, s'est écoulée entre le moment où le capital a été avancé et celui où le profit a été reçu ». Il n'est pas très facile d'imaginer ce qu'il entend par le second de ces deux facteurs. Quelle est la longueur de la période s'écoulant entre le moment où l'actionnaire d'une compagnie de chemins de fer avance son capital et celui où il reçoit le profit ? Pour autant qu'on peut le comprendre, Senior dirait que le profit est reçu dès que le chemin de fer est construit ; l'actionnaire dépense, disons en 2 ans, £ 100 et au bout de ce temps il y a une quantité de chemin de fer valant £ 105. Mais il est impossible de trouver où se place, dans le système de Senior, les dividendes ultérieurs. Quant au taux du profit, il est plus facile à comprendre, mais sa définition est également peu satisfaisante. Sa doctrine est simplement que des additions au capital circulant qui ne sont pas accompagnées par des augmentations de population abaissent le taux du profit et qu'inversement des augmentations de population non accompagnées d'additions au capital circulant, élèvent ce taux. « Si tous deux étaient augmentés ou diminués simultanément mais en proportions différentes, les profits s'élèveraient ou s'abaisseraient suivant les variations relatives de l'offre du salaire » — qui semble être la même chose que le capital circulant « et du travail » (2). Mais des additions au capital, « faites dans une forme qui ne nécessite aucun sup-

(1) Senior, *Political Economy*, 8e éd., p. 185.
(2) *Ibid.*, 190.

plément de travail pour sa reconstitution» semblent augmenter à la fois le taux du profit et du salaire :

« Une machine ou un outil est,en fait, seulement un moyen par lequel la productivité du travail est accrue. Les millions qui ont été dépensés dans ce pays pour faire des routes, des ponts et des ports, n'ont pas eu tendance à réduire soit le taux du profit, soit le montant du salaire » (1).

« Les routes, les ponts et les ports » sont généralement propriété publique et même au temps des péages, on n'avait rien à payer pour l'usage d'une partie considérable d'entre eux. Substituons à ceux-ci les « manufactures, chemins de fer et docks » et l'incapacité extraordinaire de Senior de s'attacher dans cette discussion à son objet, deviendra suffisamment évidente. Il s'est — il y a longtemps — ostensiblement débarrassé de la première des deux causes qui déterminent le taux du salaire, savoir la productivité de l'industrie, et maintenant il devrait rechercher ce qui, *étant donné une certaine productivité de l'industrie*, détermine combien de travail est distrait de la production du salaire pour être affecté à celle des profits. Au lieu de le faire il déclare simplement que l'accumulation de capital fixe ne réduit ni le taux du profit, ni le montant du salaire. Le rapport de la division du produit entre capitaliste et travailleur dépend, dit-il, de deux facteurs, le taux du profit, la durée de l'avance ; pour l'instant, il prend comme donnée la durée de l'avance ; dans ces conditions le rapport des parts du travailleur et du capitaliste doit dépendre uniquement du taux du profit. Comment concevoir que ce soit une contribution au problème que de dire qu'un accroissement de la productivité de l'industrie augmentera à la fois le taux du profit et le montant absolu du salaire *par tête* ?

Malgré toutes ses fautes, la théorie du salaire de Senior était cependant suggestive et on aurait pu s'at-

(1) SENIOR, *Political Economy*, 8e éd., p. 194.

tendre à ce qu'elle amenât à des conséquences importantes lorsqu'elle aurait été examinée et amendée par d'autres esprits. J. S. Mill, néanmoins, ne lui consacra aucune attention et adhéra simplement aux idées de son enfance. Il commence par la proposition que le salaire dépend principalement de la concurrence et, franchissant hardiment un énorme fossé de logique, il continue en inférant que « le salaire dépend, donc, de l'offre et de la demande de travail ou, ainsi qu'on le dit souvent, du rapport entre la population et le capital » (1). Population, cependant, explique-t-il, ne signifie pas population, mais « seulement le nombre de la classe ouvrière ou plutôt de ceux qui louent leur travail » et capital ne signifie pas capital mais « seulement le capital circulant et encore pas même sa totalité, mais la partie qui en est dépensée directement en achat de travail » et à cela « il faut ajouter tous les fonds qui, sans être partie du capital, sont dépensés pour du travail, fonds tels que le salaire des soldats, des domestiques attachés à la personne et de tous autres travailleurs improductifs ».

« Il n'y a malheureusement aucune manière d'exprimer par un terme familier l'ensemble de ce que l'on peut appeler le fonds des salaires d'un pays ; et comme le salaire du travail productif forme la presque totalité de ce fonds, on a l'habitude de négliger la partie la plus petite et la moins importante et de dire que le salaire dépend de la population et du capital. Il sera commode d'employer cette expression en se rappelant qu'elle exprime l'entière vérité d'une manière elliptique et non littérale » (2).

Donc par l'affirmation que le salaire dépend du rapport entre la population et le capital, nous devons en-

(1) STUART MILL, *Principles*, l. II, ch. XI, § 1, 1re éd., vol. I, p. 401 ; *People's ed.*, p. 207, avec l'addition de « principalement » après « depend » ; trad. Courcelle-Seneuil, p. 397.

(2) STUART MILL, *Principles*, l. II, ch. XI, § 1, 1re éd., vol. I, p. 402 ; *People's ed*, pp. 207 et 208 ; trad. Courcelle-Seneuil, p. 399.

tendre qu'il dépend du rapport entre le nombre de ceux qui louent leur travail et le montant de cette portion du capital dépensée en achat direct de travail auquel s'ajoutent les autres fonds payés en échange du travail.

Ceci a apparu à certains comme n'étant ni plus ni moins qu'un truisme arithmétique (1). Ils voient que l'on ne peut entendre par les fonds — qui sans être une partie du capital « sont payés en échange du travail » — les sommes payées en échange du travail *pendant une période donnée:* par exemple, les « fonds payés en échange du travail des soldats doivent s'élever à un certain nombre de millions *par an* et pas simplement à un certain nombre de millions. » Etendant l'analogie à l'interprétation de la « portion de capital dépensée en acquisition directe de travail », ils infèrent que la phrase signifie : « le montant du capital dépensé à l'acquisition du travail pendant une période donnée », ils rendent ainsi l'ensemble de la proposition équivalente à la déclaration que le salaire *per capita* pour n'importe quelle période donnée, disons pendant une semaine, dépend du rapport entre le nombre de ceux qui louent leur travail et le montant de cette portion du capital et des autres fonds dépensés pendant cette période à l'acquisition directe de travail. Ainsi comprise, la proposition est certainement un truisme arithmétique et revient simplement à dire que la moyenne sera le quotient du dividende par le diviseur. Nous voulons savoir de quoi dépend le salaire *per capita* et on nous dit qu'il dépend de la somme payée en salaires dans une période donnée divisée par le nombre des salaires.

Mais ceci n'est pas du tout ce que J. S. Mill entendait, et pas exactement ce qu'il dit. Son affirmation qu' « il y a quelques faits en contradiction apparente (2) » avec

(1) Jevons, *Theory of Political Economy*, 2e édit., p. 290.

(2) Stuart Mill, l. II, ch. xi, § 2, 1re éd., vol. I, p. 402 ; *People's ed.*, p. 208 *a* ; trad. Courcelle-Seneuil, p. 398.

la doctrine montre immédiatement que ce n'est pas cela qu'il entendait. Il faudrait des faits très particuliers pour être en contradiction avec un truisme arithmétique. Le premier est que « le salaire est élevé quand le commerce va bien ». Il est parfaitement évident que ce fait n'est pas en contradiction apparente avec la déclaration que le salaire dépend du rapport entre le nombre de personnes qui louent leur travail et le montant du capital et des autres fonds dépensés dans une période donnée pour l'acquisition de travail. Si le salaire est élevé quand le commmerce va bien, il n'est possible par aucun procédé arithmétique d'échapper à la conclusion que lorsque le commerce va bien, on doit dépenser dans une période donnée une grande quantité d'argent pour l'acquisition du travail par rapport au nombre de personnes qui louent leur travail. Quand le commerce va bien et que le salaire est de £ 100 par tête au lieu de £ 90, le montant payé en salaires, par rapport au nombre de personnes qui louent leur travail, est évidemment plus grand, Le second fait, en « contradiction apparente » avec la proposition n'est pas exactement un fait, mais la « notion bien connue que les prix élevés font les hauts salaires ». Ici encore il n'y a pas de contradiction apparente. La vérité ou la fausseté de cette notion ne peut en aucune manière affecter la proposition. Le troisième « fait » est « l'opinion » que le salaire — entendant par ce mot bien entendu le salaire en argent — varie avec le prix de la nourriture. Mill croit que ceci n'est que partiellement exact ; mais, que ce soit partiellement ou entièrement exact, ce n'est nullement en contradiction apparente avec le fait que le salaire *per capita* dépend du rapport du total payé en salaires dans une période donnée au nombre des salariés.

Il est donc clair que J. S. Mill n'entendait pas énoncer le truisme arithmétique que le salaire *per capita*, au cours d'une période donnée, dépend du quotient de la

somme dépensée en salaire pendant une période donnée par le nombre des salariés. Si nous nous reportons encore à son texte, nous voyons qu'il ne dit rien du nombre dépensé dans une *période donnée* et qu'il ne parle pas du *montant* du capital dépensé en acquisition directe de travail, mais de la « portion » du capital dépensée en acquisition directe de travail. Or, si la totalité du capital d'un pays était une certaine somme *par an* ou tant de millions par an, la « portion « du capital dépensée pour l'acquisition de travail serait aussi une somme *par an*. Mais la totalité du capital n'est pas une somme *annuelle*, mais purement et simplement une somme, pas tant de millions par an, mais tant de millions. Et « la portion » de capital dépensée pour l'acquisition de travail est aussi, dans l'idée de Mill, une somme, purement et simplement. C'est x millions et non x millions par an.

Il est tout à fait exact, bien entendu, que « lorsque la portion du capital dépensée pour l'acquisition directe de travail » est définie ainsi, il est impossible de réunir en un « fonds des salaires » la portion du capital dépensée pour l'acquisition du travail » et « tous les fonds qui, sans être partie du capital, sont payés en échange de travail, fonds tels que le salaire des soldats, des domestiques attachés à la personne et de tous autres travailleurs improductifs ». Les deux choses ne sont pas susceptibles de former un tout. Le salaire annuel des « travailleurs productifs », peut bien être ajouté au salaire des travailleurs improductifs et former avec lui un total, mais le salaire annuel ou hebdomadaire de travailleurs improductifs ne peut pas former un tout avec une portion du capital du pays. On peut ajouter £ 200 000 000 à £ 500 000 000 mais on ne peut pas ajouter £ 200 000 000 par an à un capital de £ 500 000 000. On pourrait aussi bien chercher à donner une idée de la grandeur du Rhône en additionnant le nombre des gallons qui passent à

Lyon par heure au nombre des gallons contenus à un moment donné dans le lac de Genève.

Il semblera moins incroyable que Mill ait pu commettre l'erreur de croire qu'il pouvait additionner en un fonds une portion du capital et une portion du revenu du pays quand nous remarquerons qu'il dit qu'il « est habituel de négliger » le fonds qui n'est pas du capital. Son père et Ricardo, à la direction desquels il se fie habituellement, n'avaient énoncé aucune théorie d'un salaire « non avancé par le capital » et avaient parlé comme s'il n'y en avait pas. J. S. Mill se rappelle l'existence de ce salaire et fait une tentative de forme plus que réelle pour les faire rentrer dans la théorie du salaire dépendant de la population et du capital. Il ne fait absolument aucun effort pour découvrir les causes qui affectent le montant des « fonds » dépensés en travail non productif, mais il confine son attention aux causes qui affectent la portion du capital dépensée pour l'acquisition du travail.

Donc en considérant la théorie du salaire de Mill, le seul parti possible est d'ignorer sa tentative d'y faire rentrer le salaire du travail non productif et d'adopter, comme il le fait pratiquement lui-même, la vieille habitude de « négliger » ce travail et son salaire (1).

Il est donc posé que le salaire du travail dépend du rapport entre le nombre de ceux qui louent leur travail et la portion de capital qui est dépensée pour l'acquisition directe du travail et nous avons établi que la portion de capital dépensée pour l'acquisition directe de travail ne signifie pas le montant du capital dépensé de cette manière dans une période donnée, mais une

(1) Mill lui-même les néglige ouvertement dans le livre II, ch. III, § 1, dans lequel il divise la collectivité industrielle « en propriétaires terriens, capitalistes et travailleurs productifs et dit que ces trois catégories sont considérées en économie politique comme constituant la totalité de la collectivité », 1re éd., volume I, p. 279 ; *People's ed.*, p. 145 ; trad. Courcelle-Seneuil, p. 276.

portion particulière du capital. La question qui se pose maintenant est : « Quelle portion ? »

Elle semble être cette portion du capital que l'on imagine être, habituellement ou ordinairement, ou en règle générale, consacrée au payement du salaire ou, pour la définir d'une autre manière, c'est cette portion du capital qui n'est ni outils ni matière première. Elle n'est pas toujours toute employée au payement du salaire parce qu'une partie peut en demeurer sans emploi entre les mains de son possesseur ; et c'est là l'explication du fait que « les salaires sont élevés quand le commerce va bien », puisque lorsque le commerce va mal une partie de cette portion demeure sans emploi entre les mains de son possesseur. Sa forme dans ce cas n'apparaît pas clairement. Admettant qu'il y ait une telle portion de capital, — et il est vraiment libéral de l'admettre — nous devrions nous attendre à ce que l'on nous enseignât quelque chose sur les causes qui affectent le rapport entre cette portion du capital et le nombre des salariés. On nous dit quelque chose des causes qui augmentent ou diminuent le nombre des salariés : il est augmenté par un haut salaire, et diminué par un bas salaire, diminué par une élévation du niveau du confort et augmenté par un abaissement de ce niveau. Or, si le niveau du confort dépendait entièrement de causes extrinsèques, le salaire serait, dans le temps, déterminé uniquement par ces causes parce que, quel que fût le montant du capital prêt à être consacré au payement du salaire, le nombre des salariés s'en accommoderait, dans le temps, de sorte qu'ils n'obtiendraient ni plus ni moins que le salaire nécessaire pour produire ce niveau de confort. Mais il est admis que le niveau du salaire lui-même varie souvent avec le montant du salaire reçu. Par conséquent, les causes affectant la grandeur de la portion de capital dépensé en salaire ont une grande importance pour la détermination du salaire. Si cette portion de capital croît,

il y aura élévation du salaire, et cela peut augmenter le niveau du confort ; le nombre des salariés n'augmentera donc pas proportionnellement et l'élévation du salaire sera permanente. Si cette portion du capital diminue, les salaires baisseront et ceci pourra déprimer le niveau du confort ; le nombre des salariés ne diminuera donc pas proportionnellement et la baisse du salaire sera permanente. Au surplus, que les effets de l'accroissement de la portion du capital dépensée pour l'acquisition du travail soient permanents ou non, il faut rechercher les causes de l'accroissement. Mill, néanmoins, ne semble absolument rien avoir à dire des causes qui augmentent ou réduisent cette portion particulière du capital. Dans un chapitre précédent il a posé une théorie de l'accroissement du capital en général et il est possible qu'il l'ait jugée suffisante. Mais il ne dit pas que la portion du capital dépensée pour le travail est toujours la même proportion du tout et il ne nous donne aucune raison de supposer qu'il le croyait. La vérité est qu'il avait totalement oublié qu'il donne au mot « capital » une signification différente de son acception générale. Il emploie l'expression « le salaire dépend de la population et du capital » sans « se rappeler... qu'il faut la considérer comme une définition elliptique et non littérale de l'exacte vérité ».

§ 3. — *Variations des Profits pour Cent.*

Au commencement de son chapitre sur les profits du capital (*stock*) Adam Smith attribue la hausse ou la baisse du taux du profit à l'état d'accroissement ou de déclin de la richesse de la société :

« La hausse et la baisse des profits du capital (*stock*) dépendent des mêmes causes que la hausse et la baisse du salaire du travail, l'état d'accroissement ou de déclin de la richesse de la société ; mais ces causes affectent l'une et l'autre (*sic*)

très différemment. L'accroissement du capital (*stock*) qui élève le salaire tend à abaisser le profit.

Quand les capitaux (*stocks*) de plusieurs riches marchands sont employés dans le même commerce, leur compétition naturelle tend à en abaisser le profit et lorsqu'il y a un semblable accroissement de capital (*stock*) dans tous les différents commerces effectués dans la même société, la même compétition doit produire les mêmes résultats dans tous » (1).

Apportant des faits à l'appui de sa théorie, il signale qu'en Angleterre le taux du profit a décliné à mesure que le pays devenait plus riche et qu'il est plus bas dans des pays riches comme l'Angleterre et la Hollande, que dans des pays plus pauvres, comme la France et l'Ecosse. Dans le cas où quelqu'un objecterait que si la richesse croissante élève le salaire et abaisse le profit et si la richesse décroissante abaisse le salaire et élève le profit, il est un peu surprenant que salaire et profit soient tous deux élevés dans l'Amérique du Nord, il explique longuement la position des nouvelles colonies. Salaire élevé et profit élevé « sont », dit-il, « choses qui, peut-être, ne vont presque jamais ensemble, sauf dans les conditions particulières des nouvelles colonies ». Les colons ont eu beaucoup de terre et peu de capital (*stock*). Ils

« ont plus de terre que de capital (*stock*) pour la cultiver. Par conséquent, ce qu'ils ont consacré à la culture de ce qui est le plus fertile et le plus favorablement situé, c'est-à-dire à la terre qui est au bord de la mer ou le long des rives des fleuves navigables. Des terres semblables sont achetées fréquemment, aussi, au-dessous de la valeur de leur produit naturel. Le capital (*stock*) employé à l'achat ou aux améliorations de semblables terres, doit rendre un profit très grand ».

Le profit élevé détermine une accumulation rapide et celle-ci un haut salaire. Mais « lorsque les terres les plus fertiles et les mieux situées ont été toutes occupées, on

(1) A. SMITH, *Wealth of Nations*, I. I, ch. IX, p. 40 *a*; édit. Guillaumin, p. 111.

ne peut réaliser qu'un moindre profit sur ce qui est inférieur à la fois comme sol et situation, de sorte que lorsque la colonie se développe le profit baisse. Le salaire ne baisse pas parallèlement au profit parce que la rapidité de l'accumulation ne se ralentit pas, puisque « un grand capital (*stock*), bien que ne donnant qu'un petit profit, augmente généralement plus vite qu'un petit capital (*stock*) même s'il donne un grand profit ».

Adam Smith continue, en admettant, ce qui est en contradiction avec une modification à la proposition par laquelle commence le chapitre, qu'il y a une autre cause pour des profits croissants en dehors du déclin de la richesse de la société :

« L'acquisition d'un territoire nouveau, ou de nouvelles branches de commerce peut quelquefois élever le profit du capital (*stock*) et en même temps l'intérêt de l'argent, même dans un pays dans lequel l'acquisition de richesse se fait rapidement. Le capital (*stock*) d'un pays, lorsqu'il n'est pas suffisant pour permettre la réalisation de l'activité que ces acquisitions offrent aux différentes personnes entre lesquelles elles sont divisées, est consacré aux branches particulières qui donnent le plus grand profit. Une partie de ce qui avait été employé auparavant dans d'autres commerces en est retirée et placée dans certaines des branches nouvelles plus profitables. Par suite, la concurrence devient moindre qu'auparavant dans toutes ces branches anciennes; le marché est alors beaucoup moins complètement approvisionné de certaines catégories de marchandises. Leur prix s'élève nécessairement plus ou moins et ils rendent un profit plus grand à ceux qui en font commerce » (1).

La richesse qui décline ou, pour être plus précis, « la diminution du capital-stock de la société ou les fonds destinés à maintenir l'industrie » élève le profit parce qu'à la fois elle réduit le salaire et accroît le prix, de sorte que « les possesseurs du capital (*stock*) restant dans la société

(1) A. Smith, *Wealth of Nations*, l. I, ch. ix, p. 42 *a.*; édit. Guillaumin, pp. 117-118.

peuvent apporter à moins de frais qu'auparavant leurs marchandises sur le marché et un moindre capital (*stock*) qu'auparavant étant employé à alimenter le marché, ils peuvent les [ces marchandises] vendre plus cher » (1).

Opposition plutôt frappante avec sa proposition que haut salaire et profit élevé ne vont presque jamais ensemble, Adam Smith déclare que lorsqu'un pays devient stationnaire « le salaire du travail et le profit du capital (*stock*) seraient probablement très bas l'un et l'autre ». La compétition pour se procurer un emploi serait nécessairement si grande qu'elle réduirait le salaire du travail à ce qui serait à peine suffisant pour maintenir le nombre de travailleurs » alors que « on emploierait dans chacune des branches particulières » de commerce « une quantité de capital (*stock*) aussi grande que sa nature et son importance lui permettraient » de sorte que la « compétition serait aussi grande dans toutes les directions et par conséquent le profit habituel aussi faible que possible » (2).

Il serait vain de prétendre que cet exposé des causes qui déterminent le taux du profit a droit, dans son ensemble, à une grande admiration. Pourquoi le capital (*stock*) employé à la culture de la terre bon marché et fertile d'une colonie nouvelle « doit-il donner un très grand profit » ? Comment une diminution de toutes les marchandises à la production desquelles le capital est employé peut-elle augmenter leur prix ? Si tous les producteurs « apportent moins » de marchandises sur le marché, « comment peuvent-ils se donner les uns aux autres davantage pour leurs divers produits. Que signifie un taux de profit « aussi bas que possible » ? Mais la question pratique, d'importance principale, est : « Par quoi est causée la baisse du profit quand un pays devient plus riche ? et Adam Smith était sur un terrain solide quand il répondait : « la richesse croissante ». Dans le cha-

(1) *Ibid.*, p. 43 *a* ; éd. Guillaumin, vol. I, p. 118.
(2) *Ibid.*, p. 43 *b* ; éd. Guillaumin, vol. I, p. 119.

pitre « sur le capital *stock* prêté à Intérêt » dans le livre II il récapitule en ces termes sa doctrine sur ce point, ce qui la rend quelque peu plus claire que dans le livre I :

« Lorsque les capitaux s'accroissent dans un pays quelconque, les profits qui peuvent être réalisés en les employant diminuent nécessairement. Il devient graduellement de plus en plus difficile de trouver une méthode profitable d'employer du capital nouveau dans le pays. Il naît, par suite, une compétition entre les différents capitaux, le possesseur de l'un cherchant à obtenir la possession de cet emploi de capital que détient un autre. Mais dans la plupart des cas il ne peut espérer expulser l'autre de cet emploi par aucun autre moyen que celui de traiter à des conditions plus raisonnables. Non seulement il doit vendre ce dont il fait commerce quelque peu meilleur marché, mais il doit aussi quelquefois acheter plus cher. La demande de travail productif, grâce à l'accroissement des fonds destinés à l'entretenir, devient chaque jour de plus en plus grande. Les travailleurs trouvent facilement à s'employer, mais il est difficile pour les possesseurs de capital de trouver du travail à employer. Leur concurrence élève le salaire du travail et fait tomber le profit du capital (*stock*) » (1).

Il y a en ceci une grande part de vérité. Les gens cherchent à placer le capital nouveau afin qu'il donne le plus grand rendement périodique par rapport à son importance. Personne ne dépensera 20 journées de travail immédiat, d'une manière donnée, en vue de s'éviter par la suite un jour de travail par an, s'il sait qu'en dépensant d'une autre manière les 20 journées de travail immédiat on peut s'économiser deux jours de travail par an. Personne ne dépensera immédiatement £ 100 en vue d'avoir £ 5 par an, s'il connaît une autre manière de les placer qui leur donnera £ 10 par an. Par conséquent, dans la mesure de ses possibilités et de ses connaissances, une collectivité

(1) A. Smith, *Wealth of Nations*, l. II, ch. iv, p. 157 *a* ; édit. Guillaumin, t. I, p. 427.

fait d'abord les placements les plus profitables et, si les connaissances n'augmentaient jamais, il deviendrait toujours « graduellement de plus en plus difficile de trouver une méthode profitable d'employer du capital nouveau à l'intérieur du pays ». Alors, « il naît une concurrence » qui fait régler le taux du profit sur l'ensemble du capital par la proportion du travail économisé annuellement ou du revenu gagné annuellement au moyen du capital nouveau. La découverte de nouvelles méthodes profitables d'employer de grandes quantités d'économies enraye le déclin et pourrait, évidemment, si elles étaient suffisamment grandes et rapides, causer une hausse continue.

Cependant l'Ecole Ricardienne, trompée par son habitude de considérer le profit comme un simple surplus restant aux employeurs après qu'ils avaient payé le salaire, rejetait entièrement l'explication de la baisse historique du profit, donnée par Adam Smith, et préféra l'attribuer à une cause qui n'existe pas : la diminution supposée de la productivité de l'industrie agricole. Le premier, West, bien qu'il ne soit pas le parrain de l'Ecole Ricardienne ni son représentant le plus éminent, pensait que la « moindre réflexion » « décélerait la fausseté » (1) de l'opinion d'Adam Smith qu'une baisse générale du profit est causée par un accroissement du capital employé dans tous les métiers, de même qu'une baisse dans une branche donnée peut être causée par l'accroissement du capital qui y est employé. West soutient qu'une concurrence accrue diminue le profit obtenu dans une branche commerciale donnée en réduisant le prix obtenu pour le produit, mais une concurrence accrue dans toutes les branches ne pourrait pas abaisser tous les prix, puisque le prix est seulement le rapport dans lequel les articles s'échangent et que tous les articles ne pourraient être plus

(1) West, *Applications of Capital*, p. 20.

bas en proportion les uns par rapport aux autres. La concurrence accrue ne pourrait pas non plus, dit-il, abaisser le profit par l'élévation du salaire, puisque le salaire est fixé par « la grandeur du rapport de l'accroissement » (1) du capital et que ce rapport, « si le pays est d'une parcimonie égale en toutes choses » (2), est déterminé par le taux du profit, de sorte qu'une baisse du taux du profit agirait comme un frein sur le salaire. « Le profit sur le capital (*stock*) », dit-il, « est la reconstitution exacte de ce capital (*stock*) qui peut être diminué de deux manières seulement, savoir, soit par une diminution de la puissance de production, soit par un accroissement de la dépense d'entretien de cette puissance, c'est-à-dire par un accroissement du salaire réel du travail, comme il croyait que la baisse du profit ne peut être attribuée à la seconde de ces causes, il l'attribue entièrement à la première (3).

Onze ans plus tard, dans la préface de sa brochure sur le *Price of Corn and Wages of Labour*, il se plaignait que Ricardo n'eût pas attribué à son *Essay on the Application of Capital* le mérite de la découverte que la « diminution de la reconstitution exacte ou profit du Capital (*stock*) qui, on l'observe, se produit lorsque progressent la richesse et les améliorations, doit nécessairement être causée par une diminution de la puissance productrice du travail en agriculture ». Cette plainte est tout à fait mal fondée, parce que Ricardo avait énoncé la même théorie dans son *Essay on the Influence of a Low Price of Corn on the Profits of Stock, showing the Inexpediency of Restriction on Importation* qui parut avant qu'il ait lu le pamphlet de West sur l'*Application of Capital* (4). Ricardo se proposait de montrer l'inop-

(1) West, *Application of Capital*, p. 23.
(2) *Ibid.*, p. 24.
(3) *Ibid.*, p. 19.
(4) Cf. ci-dessus, p. 218, note 1.

portunité de restrictions à l'importation en prouvant que des profits élevés résultent d'un bas prix de blé, ce qu'il supposait — ainsi qu'il convenait à un financier — être un bienfait.

Ayant évidemment, dans l'esprit, des réminiscences des observations d'Adam Smith, sur la grandeur des profits dans les colonies nouvelles, il prend pour point de départ un profit supposé de 50 0/0 « dans la première colonisation d'un pays riche en terres fertiles et (sic) qui peuvent être obtenues par quiconque désire les prendre » (1). Il imagine, à titre d'exemple, un individu cultivant semblable terre avec un capital de la valeur de 200 *quarters* de blé dont une moitié est capital fixe et la seconde capital circulant, et obtenant, après reconstitution du capital, fixe et circulant, un rendement net de 100 *quarters*.

Aussi longtemps qu'il y aura abondance de terres aussi fertiles et également bien situées, le profit, dit-il, ne subira que des fluctuations. Il s'élèverait si le salaire baissait, c'est-à-dire s'il fallait moins de capital circulant pour obtenir la même production ou si des améliorations étaient réalisées en agriculture qui augmenteraient la production que l'on peut obtenir avec une dépense donnée. Il baisserait si le salaire s'élevait ou « si l'on employait une plus mauvaise méthode culturale ». Mais il demande à ses lecteurs de supposer qu'aucune amélioration ne se produit en agriculture, et que le capital et la population progressent dans le rapport voulu, de sorte que le salaire du travail continue à être uniformément le même (2). Puis, posant comme prémices, que les profits du commerce et de l'agriculture doivent varier ensemble, parce qu'autrement le capital s'écoulerait vers le plus attirant des deux emplois, il commence à décrire la marche générale du taux du profit :

(1) Ricardo, *Works*, p. 371 ; édit. Guillaumin, p. 501.
(2) Ricardo, *Works*, p. 372 ; édit. Guillaumin, p. 503.

« Après que toute la terre fertile dans le voisinage immédiat des premiers colons aurait été (*sic*) (dans le texte de Ricardo) cultivée, si le capital et la population croissaient, une plus grande quantité de nourriture serait requise et l'on ne pourrait se la procurer que sur des terres qui ne seraient pas situées aussi avantageusement. Supposant alors la terre également fertile, la nécessité d'employer plus de travailleurs, de chevaux, etc., pour apporter le produit du lieu de culture au lieu de consommation — bien qu'aucune modification du salaire du travail ne se produise — rendrait nécessaire l'emploi permanent de plus de capital pour obtenir la même production (1). Supposons que cette addition ait la valeur de 10 *quarters* de blé, le capital total employé sur la terre nouvelle pour obtenir le même rendement que sur l'ancienne serait 210 *quarters* (2) et par conséquent le profit sur le capital (*stock*) tomberait de 50 à 43 0/0 et 90 pour 210 (3).

Le rendement de la terre mise la première en culture serait le même qu'avant, soit 50 0/0 ou 100 *quarters* de blé ; mais le profit général du capital (*stock*) étant fixé par les profits réalisés sur l'emploi le moins profitable du capital agricole, une division des 100 quarters s'opérerait : 43 *quarters* ou 86 0/0 constitueraient le profit sur le capital (*stock*) et 7 0/0 ou 14 *quarters* la rente.

Et il est évident qu'une telle division doit se produire quand nous considérons que le possésseur d'un capital ayant une valeur de 210 quarters de blé obtiendrait précisément le même profit, qu'il cultivât la terre éloignée ou qu'il payât 10 *quarters* au premier colon à titre de rente.

(1) Il veut dire que pour obtenir une quantité donnée de produit de la terre nouvelle il serait nécessaire d'employer une quantité plus grande de capital que celle requise pour obtenir de la vieille terre la même quantité de produit.

(2) Le rendement est ici le produit brut, bien que trois lignes plus bas ce soit le produit net.

(3) Il obtient les 90 *quarters* en supposant que le capital additionnel de 10 *quarters* se compose entièrement de capital circulant, qui, ayant à être reconstitué à la fin de l'année, doit être déduit du rendement net de 100 *quarters* dans le premier exemple.

Dans ce stade le profit dans (*sic*) tout le capital employé dans le commerce tomberait à 43 0/0 » (1).

Ayant ainsi montré, comme il le croit, « que le profit s'abaisserait avec la croissance de la richesse et de la population, même si le prix en argent du blé et si le salaire du travail ne variait pas le moins du monde en prix », Ricardo continue en soutenant qu'*a fortiori* le profit doit baisser avec le progrès réel de la richesse et la population « puisque l'on a invariablement observé une hausse du prix du blé et des autres produits bruts quand une nation devenait plus riche et était obligée d'avoir recours aux terres plus pauvres pour la production d'une partie de son alimentation » (2). Il explique que cette hausse du prix des produits bruts résulte de ce que « la valeur d'échange de toutes les marchandises s'élève lorsque s'accroissent les difficultés de leur production » et que la difficulté de produire du blé s'accroît avec le progrès de la richesse s'il n'y a pas d'améliorations culturales. Puis il fait un bond prodigieux et conclut :

Donc le seul effet du progrès de la richesse sur les prix, en dehors de tous progrès soit en agriculture, soit dans les manufactures, semble être l'élévation du prix des produits bruts et du travail — toutes les autres marchandises demeurant à leurs prix d'origine, — et d'abaisser le profit général comme conséquence de la hausse générale du salaire (3). »

La véritable et « seule » (4) cause de la baisse du profit ayant été ainsi exposée, la seule chose qui lui reste à faire est de rendre la chose indubitable en démolissant la théorie commune que les profits sont affectés par « l'extension du commerce et la découverte de nouveaux

(1) Ricardo, *Works*, p. 373 ; édit. Guillaumin, p. 503-504.
(2) *Ibid.*, pp. 375-376; édit. Guillaumin, pp. 506-507.
(3) *Ibid.*, p. 377; édit. Guillaumin, p. 510.
(4) Les profits du capital (*stock*) baissent seulement parce qu'on ne

marchés où nos produits peuvent être vendus plus cher et ceux de l'étranger achetés à meilleur marché » :

« Il n'y a rien de plus commun » dit-il « que d'entendre affirmer que les profits en agriculture ne règlent pas plus ceux du commerce, que les profits du commerce ne règlent ceux de l'agriculture. On prétend qu'ils sont alternativement prépondérants et que si le profit du commerce hausse, ce qui se passe, dit-on, quand on découvre de nouveaux marchés, ceux de l'agriculture hausseront aussi ; car on admet que s'il n'en était pas ainsi, le capital serait retiré de la terre pour être employé dans le commerce le plus profitable. Mais si les principes relatifs au progrès de la rente sont exacts, il est évident qu'avec les mêmes populations le capital, tant qu'aucune portion du capital agricole n'est retiré de la culture de la terre, le profit agricole ne peut pas augmenter, ni la rente baisser. Il faut donc prétendre, — ce qui va à l'encontre de tous les principes d'économie politique, — ou que le profit du capital commercial s'élèvera considérablement pendant que le profit du capital agricole ne subira pas de changement, ou que, dans de telles conditions, il n'y aura pas de hausse du profit commercial (1). »

Ricardo considère que « cette dernière opinion » est « l'opinion exacte ». Les profits élevés obtenus sur un marché nouveau sont, croit-il, chose très partielle et très temporaire, « ils tombent bientôt au niveau ordinaire ».

« Les effets sont précisément semblables à ceux qui résultent de l'usage d'un machinisme perfectionnée dans le pays.

Tant que l'usage de ce machinisme est limité à un, ou à un petit nombre de manufacturiers, ils peuvent réaliser des profits inaccoutumés, parce qu'il leur est possible ainsi de vendre leurs produits à un prix de beaucoup supérieur au

peut se procurer de la terre également bien adaptée à la production alimentaire, *Works*, p. 375 ; édit. Guillaumin, p. 508.

(1) *Ibid.*, pp. 379-80 ; édit. Guillaumin, pp. 512-513.

coût de production, mais aussitôt que la machine devient d'un usage général pour toute cette branche d'industrie, le prix du produit s'abaisse au coût réel de production, ne laissant que le profit habituel et ordinaire,

Pendant la période où le capital va d'un emploi à un autre, le profit résultant de l'emploi vers lequel le capital s'écoule sera relativement élevé, mais il ne continuera à l'être que jusqu'au moment où le capital nécessaire sera obtenu (1). »

Sa théorie que la découverte de marchés nouveaux et plus profitables ne détermine pas une hausse du profit, n'est pas en soi, à beaucoup près, aussi surprenante que sa supposition que le profit n'est pas accru par l'usage d'un machinisme plus profitable. On s'imaginerait certainement que l'introduction d'une méthode nouvelle d'employer du capital d'une manière profitable tendrait à élever le taux du profit du capital. Néanmoins, Ricardo explique que la découverte de machines, l'extension du commerce, aussi bien que la division du travail dans les manufactures :

« augmentent la quantité des marchandises et contribuent beaucoup à l'aise et au bonheur de l'humanité, mais n'ont aucun effet sur le taux du profit parce qu'ils n'augmentent pas le produit par rapport au coût de production agricole et il est impossible qu'il y ait une hausse des autres profits alors que le profit agricole est stationnaire ou qu'il décline » (2). »

Toute l'argumentation dépend de l'exactitude de deux propositions, dont la première, c'est-à-dire que le profit agricole ne peut augmenter à moins que l'on ne retire du capital affecté à la culture du sol, est dans le texte ; et dont l'autre, c'est-à-dire, qu'on ne retirera aucune partie du capital agricole tant que le capital et la population seront les mêmes, se trouve dans une note (3).

(1) RICARDO, *Works*, p. 380 ; édit. Guillaumin, p. 514.
(2) *Ibid.*, p. 381 ; édit. Guillaumin, p. 514.
(3) *Ibid.*, p. 380 ; édit. Guillaumin, p. 513.

Ricardo base seulement la première proposition sur sa propre exposition de l'effet du progrès de la richesse et de la population sur le profit agricole (1), de sorte que son argumentation contre l'ancienne théorie commence par la supposition que sa théorie propre est exacte et n'ajoute ainsi aucune force à sa position. Il défend la seconde proposition en se plaçant sur le terrain qu'il est impossible de retirer une partie du capital agricole sans diminuer la production de nourriture et que la nourriture est « nécessaire » à la population. Mais il est à peu près évident que l'une des propositions ou les deux doivent être inexactes. Quand Ricardo soutient « qu'il est impossible qu'il y ait une hausse des autres profits alors que le profit agricole est stationnaire ou qu'il décline », il ne paraît pas avoir été frappé de ce que l'on pourrait également bien soutenir qu'il est impossible que le profit agricole soit stationnaire ou décline quand les autres s'élèvent. La découverte de méthodes profitables nouvelles d'employer le capital qui élève le profit dans une branche quelconque, doit l'élever dans toutes, y compris l'agriculture. Ou bien une partie du capital doit être soustraite à la culture, bien que la nourriture soit nécessaire pour la population, ou bien la totalité du capital doit y être retenue par une hausse du profit agricole, en dépit de la théorie de Ricardo que ce profit ne peut accroître à moins qu'on ne soustraye du capital. Personne ne fera de placements agricoles, si nécessaire que la nourriture puisse être pour la population s'il « peut réaliser ailleurs un profit plus grand ».

Dans le chapitre des *Principles* « sur le profit » la proposition principale que Ricardo cherche à établir est que « dans tous les pays et à toute époque le profit dépend de la quantité de travail requis pour assurer la

(1) « Si les principes relatifs au progrès de la rente sont exacts », ci-dessus, p. 374.

quantité de produits nécessaires aux travailleurs de cette terre, ou de ce capital qui donne aucune rente (1) et un corollaire de cette proposition, mentionné incidemment, est que :

« La tendance naturelle du profit est la baisse ; car dans le progrès de la société et de la richesse, la quantité de nourriture requise est obtenue en sacrifiant de plus en plus de travail. Cette tendance, cette gravitation, à ce qu'il semblerait, du profit est heureusement enrayée à intervalles répétés par les améliorations des machines servant à l'obtention des produits nécessaires à l'existence aussi bien que par des découvertes en science agricole, qui nous permettent de nous dispenser d'une partie du travail nécessaire auparavant, et par suite d'abaisser le prix des articles de première nécessité pour le travailleur (2). »

Le chapitre paraît des plus difficiles par suite de l'amour qu'a son auteur de chercher à démontrer les propositions générales au moyen d'exemples arithmétiques imaginaires ou de cas particuliers, mais en réalité son argumentation est assez simple.

La première théorie de l'*Essay* que le profit baisserait pendant que « le pays progresse en richesse et en population », même « si le prix en argent du blé et le salaire du travail ne variaient pas le moins du monde », ne réapparaît plus. Ricardo préfère maintenant se fier entièrement à la seconde ou à l'argument *a fortiori* de l'*Essay*, que la difficulté croissante de production du blé diminue le profit en élevant le salaire, le salaire, bien entendu, n'ayant pas l'acception de salaire réel, c'est-à-dire la quantité de produits nécessaires à l'existence et de commodités dont jouissent les travailleurs, mais celle de salaire en argent. Il pense avoir démontré dans

(1) Ricardo, 1re éd., p. 143 ; 3e éd. dans *Works*, p. 70 ; éd. Guillaumin, p. 88.
(2) *Ibid.*, 1re édit., p. 133 ; 3e éd. dans *Works*, p. 66 ; éd. Guillaumin, p. 84.

ses chapitres antérieurs que « le prix du blé est réglé par la quantité du travail nécessaire à le produire et cette portion du capital qui ne paye pas de rente » et aussi « que tous les produits manufacturés subissent une hausse ou une baisse de prix proportionnelle de la plus grande ou moindre quantité de travail devenue nécessaire à leur production » (1). Il soutient alors, en conformité de cette idée :

« Supposons que le blé et les marchandises manufacturées soient toujours à vendre au même prix, le profit serait haut ou bas suivant que le salaire sera élevé ou bas. Mais supposons que le prix du blé s'élève parce qu'il faut plus de travail pour le produire ; cette cause n'augmentera pas le prix des marchandises manufacturées pour la production desquelles il n'est besoin d'aucune quantité supplémentaire de travail. Si le salaire demeurait le même, le profit demeurerait le même, mais si, comme cela est absolument certain, le salaire s'élèvait avec la hausse du prix du blé, alors le profit devrait baisser.

Si un manufacturier vendait toujours ses marchandises pour la même somme d'argent, £ 1000 par exemple, son profit dependrait du prix du travail nécessaire pour manufacturer ces marchandises. Son profit serait moindre lorsque les salaires s'elèveraient à £ 800 que quand il en payait seulement £ 600 (2). »

Quelqu'un peut imaginer, pense Ricardo, que le cas du fermier sera différent, puisqu'il obtient un prix plus élevé pour son produit. L'accroissement de prix ne peut-il pas le conduire à avoir « le même taux de profit, bien qu'il ait à payer un prix supérieur pour le salaire » ? (3). Ricardo répond que l'augmentation du prix sera exactement compensée soit par la rente, soit par le salaire supplémentaire. A l'aide d'un exemple arithmétique, il

(1) Ricardo, 1re éd., pp. 116 et *Works*, p. 60 ; édit. Guillaumin, p. 75.

(2) *Ibid.*, 1re édit., pp. 117-118 et *Works*, p. 60 ; édit. Guillaumin, p. 75 76.

(3) *Ibid.*, 1re édit., pp. 118 et *Works*, p. 61 ; édit. Guillaumin, p. 77.

tâche de montrer qu'il en est ainsi. Partant du cas d'un fermier récoltant 184 *quarters* de blé à £ 4, en employant 10 hommes, au salaire de 6 *quarters* ou £ 24 chacun, il recherche ce qui arrivera, si la richesse et la population croissant, de sorte que le prix du blé s'élève, l'on emploie des groupes supplémentaires de 10 hommes chacun dont le premier produise seulement 170, le deuxième 160, le troisième 150 et le quatrième 140 *quarters*. Le prix du blé s'élèvera, dit-il, exactement « en proportion de la difficulté accrue de le faire pousser sur une terre d'une qualité plus mauvaise (1) ». Par cela il entend que le prix variera exactement avec le nombre d'hommes qu'il faut pour obtenir une quantité de blé donnée sur la dernière terre employée ou avec le dernier capital employé. Si les dix derniers hommes employés produisent 180 *quarters* et que le prix soit £ 4, lorsque la culture sera étendue de sorte que les dix derniers hommes employés produisent seulement 170 quarters, le prix s'élèvera alors au 18/17 de £ 4 ou £ 4 4 sh. 8 d. Lorsque la culture sera encore étendue davantage, de sorte que les 10 derniers hommes produiront seulement 160 *quarters*, le prix s'élèvera £ 4 10 sh. Quand les 10 derniers hommes produiront seulement 150 *quarters* il s'élèvera à £ 4 16 sh. et quand ils ne produiront que 140 *quarters*, il s'élèvera à £ 5 2 sh. 10 d. La conséquence arithmétique évidente en est que la production totale des 10 derniers hommes — quelle qu'elle soit — se vendra toujours pour la même somme d'argent — dans ce cas £ 720 — et que si les travailleurs obtiennent une plus grande partie de cette somme le fermier en aura une moindre. Supposant que le salaire en argent s'élève régulièrement avec le prix du blé, mais seulement moitié aussi vite, Ricardo pose que lorsque le prix du blé s'élève de £ 4 à £ 4 4 sh. 8 d., £ 4 10 sh., £ 4 16. sh, et £ 5 2 sh. 10 d., le salaire des 10 hommes s'élèvera de £ 240

(1) Ricardo, 1re éd., p. 120 et *Works*, 61-62 ; édit. Guillaumin, p. 78.

à £ 247 : £ 255, £ 264 et £ 274 5 sh.,et,comme la production totale des 10 derniers hommes vaut toujours £ 720 le montant du profit laissé à leur employeur doit baisser de £ 480 à £ 473, £ 465, £ 456 et £ 445, 15 sh. Ici nous voyons que l'employeur des 10 derniers hommes reçoit une quantité de profit,moindre en valeur absolue à cause de la « hausse du salaire » ; mais nous ne savons encore rien du taux ou du pourcentage de son profit, car le montant des capitaux n'a pas été mentionné. Ricardo tente maintenant de traiter cette question :

« Supposons » dit-il « que le capital original du fermier était de £ 3000, le profit de son capital (*stock*) étant dans le premier cas £ 480 serait au taux de 16 0/0 par an. Lorsqu'il tombe

à £ 473 il serait au taux de. . . .	15,7 0/0
£ 465	15,5 »
£ 456	15,2 »
£ 445	14,8 »

Mais le *taux* de profit baissera encore plus, parce que le capital du fermier, il faut se le rappeler, consiste en grande partie de produits bruts,tels que ses meules de foin et de blé, son blé et son orge non battus, ses chevaux et ses vaches, qui tous hausseraient de prix, comme conséquence de la hausse du produit. Son profit absolu s'abaisserait de £ 480 à £ 445 d. 15 ; mais si, par suite de la cause que je viens d'indiquer, son capital s'élevait de £ 3 000 à £ 3 200, le taux du profit serait au-dessous de 14 0/0 avec le blé à £ 5 2 sh. 10 d.(1) ».

En distinguant ainsi le taux de profit que le fermier « obtiendrait » sur son capital d'origine du taux, en italique, de son profit, par quoi il entend le taux auquel il serait par rapport à son capital effectivement accru, Ricardo montre — ce qui est aussi démontré par un tableau qui figure en note de ce passage — qu'il pensait beaucoup trop au fermier qui emploie les premiers dix hommes

(1) Ricardo, 1re éd., pp. 127,128 ; *Works*, 64 ; édit. Guillaumin, p. 81.

et qui, alors que le prix du blé s'élève, commence à payer une rente, et qu'il ne pensait pas assez au fermier ne payant aucune rente qui occupe les derniers dix hommes et qui, par suite, d'après ses vues, fixe le taux du profit. Le montant absolu du profit — les £ 473, £ 465, £ 456 et les £ 445, 15 sh. — que les six derniers hommes occupés rapportent successsivement à leur employeur lorsque le prix du blé s'élève, n'est pas réalisé sur le « capital d'origine » du « fermier » mais soit sur le capital d'un nouveau fermier, soit sur l'addition au capital du fermier d'origine. Le capital d'origine continue à être employé avec les dix premiers hommes. Les nouveaux capitaux employés avec les nouveaux groupes de dix hommes, non seulement sont des capitaux différents, mais ils n'ont pas besoin d'être de même montant. Pour établir la position de Ricardo il est nécessaire de supposer qu'ils sont de même montants ou croissants. Supposant, comme il le fait généralement dans ses calculs, que le montant demeure le même et acceptant ses autres données, nous obtenons les résultats du tableau suivant avec le blé £ 4 16 sh. par *quarter* : (Voir p. 382).

Mais il serait parfaitement raisonnable de supposer, en l'absence d'aucune information précise sur le sujet, qu'il faudra plutôt moins de capital pour employer les deuxièmes dix hommes que les premiers dix et qu'il en faudra plutôt moins pour les troisièmes dix que pour les deuxièmes et ainsi de suite. De plus, supposant que le même fermier emploie la totalité des quarante hommes sur la même terre, il est extrêmement improbable qu'il lui sera nécessaire de doubler son capital pour doubler son personnel, parce qu'une grande partie de son capital fixe n'aura pas besoin d'être augmenté dans une proportion comparable. Une fois ceci admis, toute la théorie savante de Ricardo s'effondre. Au lieu que ses montants absolus décroissants de profit £ 480, £ 473, £ 465 et £ 456 signifient nécessairement une baisse du taux du profit, ils

Hommes	Produit	Rente	Salaire	Profit	Capital	Taux du Profit
Derniers dix	150 qrs = £ 720	»	£ 264	£ 456	£ 3.000	15,2
Troisièmes dix	160 qrs = £ 768	£ 48	£ 264	£ 456	£ 3.000	15,2
Deuxièmes dix	170 qrs = £ 816	£ 96	£ 264	£ 456	£ 3.000	15,2
Premiers dix	180 qrs = £ 864	£ 144	£ 264	£ 456	£ 3.000	15,2
Quarante	660 qrs = £ 3.168	£ 288	£ 1.056	£ 1.824	£ 12.000	15,2

sont, en admettant toutes ces hypothèses, compatibles avec une hausse.

Pour employer les dix premiers hommes qui produisent 180 *quarters* disons avec Ricardo, qu'un capital de £ 3.000 est nécessaire et que le profit est £ 480 ou 16 0/0. Or, supposons maintenant que l'emploi des dix deuxièmes hommes, qui produisent 170 *quarters*, nécessite non pas un deuxième capital de £ 3.000, mais seulement £ 2.782. Lorsque le prix du blé monte à £ 4,4 sh. 8 d. et que ces dix hommes sont employés, leur salaire d'après Ricardo sera £ 247 et par suite le profit de leur employeur £ 473. Ces £ 473 sont les 17 0/0 de £ 2.782, de sorte que le taux de profit au lieu de baisser s'est élevé (1). Si pour employer le troisième groupe, il faut £ 2.695 de capital et que les profits de leur employeur soient, comme Ricardo dit qu'ils le seront, £ 465, il y aura encore une nouvelle hausse du taux de profit qui atteindra 17 1/4 0/0. Et si pour employer les quatrièmes 10 hommes il faut un capital de £ 2533, et que les profits de leurs employeurs soient, comme le dit Ricardo, de £ 456 il y aura encore une autre élévation du taux du profit à 18 0/0. Au lieu de l'état de choses résumé par le tableau ci-dessus avec le blé à £ 4,16 sh. par *quarter*, nous devrions avoir alors : (Voir p. 384).

En dehors de son exemple arithmétique qui, on le voit ainsi, est loin d'être concluant, Ricardo ne semble avoir eu aucun argument en faveur de sa théorie que le taux du profit dépend de la productivité de l'industrie agricole employée en dernier lieu, celle qui est la moins productive et ne paye pas de rente. Néanmoins,

(1) On pourra peut-être objecter que si un taux supérieur de profit pouvait être réalisé, en employant les deuxièmes 10 hommes ils auraient été employés auparavant. Néanmoins, ceci n'est pas le cas. Ils n'auraient pas rapporté 16 0/0 à leur employeur tant que le prix du blé serait demeuré à £ 4, car leur production n'aurait valu que £ 4 × 170 = £ 680 et leur salaire en aurait absorbé £ 240, ne laissant que £ 440 à l'employeur, soit les 15,8 0/0 de £ 2.782.

Hommes	Produit	Rente	Salaire	Profit	Capital	Taux du Profit
Derniers dix	150 qrs = £ 720	»	£ 264	£ 456	£ 2.533	18
Troisièmes dix	160 qrs = £ 768	£ 19	£ 264	£ 485	£ 2.695	18
Deuxièmes dix	170 qrs = £ 816	£ 51	£ 264	£ 501	£ 2.782	18
Premiers dix	180 qrs = £ 864	£ 60	£ 264	£ 540	£ 3.000	18
Quarante	660 qrs = £ 3.168	£ 130	£ 1.056	£ 1 982	£ 11.010	18

cette théorie fut largement adoptée pendant un certain temps. Sans doute Malthus la critiqua dans un esprit hostile, à la fois dans sa correspondance privée avec Ricardo (1) et dans sa *Political Economy*, et Ricardo et lui s'imaginèrent qu'il y avait entre eux une divergence d'opinion à ce sujet. Cependant, lorsque nous reprenons la controverse après quelque soixante-dix ou quatre-vingts ans, nous voyons que leur véritable discussion portait moins sur le profit en général que sur le profit en Angleterre après la guerre. Malthus était tout à fait d'accord avec Ricardo que le profit dépend du salaire et doit, par suite, dépendre de la productivité de l'industrie agricole la moins productive, si l'on accepte l'hypothèse de Ricardo sur l'invariabilité du salaire réel. Pour le démontrer, il n'avait pas besoin de l'exemple arithmétique savant de Ricardo, puisqu'il identifiait constamment le taux du profit ou « profit » avec la proportion du produit qui va au capitaliste :

« C'est simplement un truisme de dire que si la valeur des marchandises est répartie entre le travail et le profit, plus la part de l'un sera grande, plus la part de l'autre sera petite ; en d'autres termes, que le profit s'abaisse avec la hausse du travail et s'élève avec la baisse du travail. (2) »

Il se plaignait beaucoup de ce que Ricardo n'avait pas donné, à beaucoup près, une importance suffisante aux énormes différences que l'on trouve effectivement entre les salaires réels — produits nécessaires à l'existence, commodités et produits de luxe dont disposent les travailleurs — en divers lieux et à différentes époques. Attribuant ces différences aux différences du « rapport du capital au travail » (3), il posa ce rapport comme étant quelque chose ayant plus d'influence réelle sur le taux du profit que la productivité de l'industrie agricole

(1) Cf. *Letters of Ricardo to Malthus*, éd. Bonar, *passim*.
(2) MALTHUS, *Political Economy*, p. 310.
(3) *Ibid.*, p. 301.

qui ne paye pas de rente et déclara qu'Adam Smith était beaucoup plus près de la vérité que Ricardo ne voulait l'admettre en attribuant la baisse du profit à la concurrence des capitaux :

« L'argument contre l'opinion courante qui a été adoptée, que le profit dépendait principalement de la concurrence des capitaux, est basé sur la nécessité physique d'une baisse du profit en agriculture, baisse due à la quantité croissante de travail nécessaire pour assurer la même nourriture...

Or, je suis tout à fait prêt à reconnaître la vérité de cet argument appliqué au profit agricole et aussi sa conséquence naturelle sur tous les profits. Cette vérité est évidemment et nécessairement impliquée dans le *Principle of Population* et dans la théorie de la rente que j'ai publiés séparément en 1815. Mais je désire montrer théoriquement, et pratiquement, que si puissante et certaine que soit cette cause, dans son opération finale, à tel point qu'elle domine toutes les autres, cependant dans l'état actuel du monde non seulement son progrès naturel est très lent, mais il est si souvent contrecarré et surpassé par d'autres causes, qu'il laisse un très large champ d'action au principe de la concurrence des capitaux ; de sorte, que pour une période quelconque de quelque durée du siècle passé ou du siècle prochain, on pourrait affirmer avec la plus grande sécurité que le profit a dépendu ou dépendra infiniment plus des causes qui ont occasionné une offre relativement misérable ou abondante de capital que de la fertilité naturelle de la terre mise la dernière en culture (1) ».

James Mill, dans la première édition de ses *Elements*, regardait la question comme simple. Posant comme prémices que le salaire et le profit reçus dans une industrie ne payant pas de rente règlent le salaire et le profit reçus dans une industrie qui en paye, de sorte qu'« en considérant ce qui règle salaire et profit, on peut entièrement laisser la rente hors de question », il observe que :

« Lorsque quelque chose doit être divisé intégralement entre deux parties, ce qui règle la part de l'une règle aussi,

(1) MALTHUS. *Political Economy*, pp. 316-317.

cela est évident, la part de l'autre, car ce qui est retenu à l'une est reçu par l'autre ; par suite, tout ce qui augmente la part de l'une diminue celle de l'autre et *vice-versa*. Nous pourrions donc, avec une égale exactitude, semblerait-il, affirmer que le salaire détermine le profit ou que le profit détermine le salaire ; et en établissant notre vocabulaire admettre celui des deux qu'il nous plaira, comme régulateur ou *standard*.

Cependant, comme nous avons vu que la proportion des parts du capitaliste et du travailleur dépend de l'abondance relative de la population et du capital et que, par rapport au capital, la population a une tendance à être surabondante, le principe actif de changement est du côté de la population et cela constitue une raison pour considérer la population et par conséquent le salaire comme le régulateur.

D'où, comme le profit du stock dépend de la part du produit joint du travailleur et du capital (*stock*) reçue par ses possesseurs, le profit du capital (*stock*) dépend du salaire : il s'élève quand le salaire baisse et baisse lors que le salaire s'élève (1). »

L'idée lui vint que quelqu'un pourrait très naturellement objecter que « lorsque quelque chose est divisé intégralement entre deux parties » le montant que chaque partie recevra dépendra non seulement des « parts » ou proportions suivant lesquelles il est divisé, mais aussi de la grandeur des choses divisées. Donc « pour parler clairement sur ce point », dit-il, « nous devons écarter une ambiguité qui s'attache au mot profit » et il explique alors que par « profit » il faut entendre soit la quantité de produits « que le capitaliste reçoit comme rendement d'une certaine quantité de nourriture, de matières premières ou d'outils employés », soit le taux du profit ou le rapport entre « la valeur de cette part du profit qui va au capitaliste » et « la valeur de tous les produits em-

(1) J. Mill, *Elements*, 1re éd., pp. 56-57 ; 3e éd., pp. 70-71, avec la substitution de « comme par suite » à « d'où ».

ployés comme capital et intéressant la production (1) ». Si l'on emploie le mot dans le premier de ces sens il admet « que le profit dépend de deux choses : de la quantité du rendement, aussi bien que de l'état du salaire », parce que « lorsque le rendement du capital provenant de la terre est grand », une proportion donnée de la récolte, telle que la moitié, « pour la même quantité de nourriture et d'instruments aratoires employés comme capital » sera une quantité plus grande que lorsque le rendement du capital provenant de la terre est petit. Si, cependant, on emploie le terme « profit » dans son autre sens, le profit dépend du salaire, parce que la valeur de la part jointe du produit qui va au travailleur et au capitaliste étant obtenue avec la même quantité de capital et de travail demeure toujours la même et que « si la valeur de ce qui est divisé en salaire du travail et profit du capital (*stock*) demeure la même, il est évident et certain que la proposition de cette valeur qui ira comme profit au capital (*stock*) dépend entièrement de celle reçue en salaire (2) ». Cela est tout à fait vrai, mais James Mill en tire une inférence entièrement erronée. « Par suite, le taux du profit », dit il, « sur le rapport de ce qui est reçu par le capitaliste à la valeur du capital dépend intégralement du salaire ». Evidemment, de même que Malthus, il avait froidement identifié le rapport entre la part du capitaliste et son capital, avec son rapport au produit divisé entre le capitaliste et le travailleur. Dans un chapitre ultérieur il reconnaît que les deux rapports ne sont pas les mêmes, mais il ne lui arrive pas de considérer un cas où ils varieraient dans des directions opposées (3). Quant à la conséquence du profit « dépendant du salaire », à savoir qu'il s'élève et s'abaisse suivant que la productivité de

(1) James Mill. *Elements*, 1[re] éd., p. 58.
(2) *Ibid.*, p. 60.
(3) Ch. III, sec. III, sur « les effets, sur les valeurs d'échange de fluctuations du salaire et du profit ».

l'industrie agricole qui ne paye pas de rente s'élève ou s'abaisse et que, par conséquent, il baisse généralement, il est en parfait accord avec Ricardo (1).

M'Culloch vit que la chose n'était pas aussi simple que la supposaient Ricardo et Malthus. Au début de son exposition des « circonstances qui déterminent le taux du profit (2) », il dit qu'il est évident que si la proportion de produit — la rente qui va au salaire est accrue, celle qui va au profit doit être diminuée, mais il explique « que le *profit* du capitaliste est différent et totalement distinct de la proportion du produit de l'industrie qui leur échoit (3) ». Le lecteur s'attend naturellement à le voir continuer en disant que le « profit », par quoi il faut entendre le taux du profit — le rapport du profit au capital —, est une chose différente de la proportion du produit — la rente reçue par le capitaliste, que par exemple le profit peut être 5 0/0, alors que la proportion qui va au capitaliste du produit — la rente au profit + le salaire est 30 0/0. Mais bien que M'Culloch l'explique quelques pages plus loin, ce n'est pas du tout à cela qu'il pense à ce moment. Tout ce qu'il entend, c'est que le « rendement » entier sur le capital d'un fermier ne consiste pas seulement en salaire et profit. Une portion de ce qui, « dans le premier cas », va au capitaliste, après qu'il a payé le salaire, ne fait pas partie du profit, mais est « nécessaire pour reconstituer la quantité de capital qu'il avait dépensée en graines » et « autres débours ». L'explication n'est pas du tout nécessaire, parce que Ricardo, et probablement tout le monde à son époque, lorsqu'il parlait de la division du « produit » d'une ferme d'une manière particulière en rente, salaire et profit, entendait le produit net après qu'on a pourvu à la reconstitution du capital dépensé

(1) James Mill, *Elements*, 1re éd., pp. 60-62.
(2) M'Culloch, *Principles of Political Economy*, 1825, p. 363.
(3) *Ibid.*, p. 366.

en « graines et autres débours ». Toute autre interprétation du terme conduirait inévitablement aux plus grandes absurdités. Quand un économiste parle du « produit » d'un tailleur, il n'entend pas y comprendre le drap, à la production duquel le tailleur est tout à fait étranger, mais seulement l'assemblage du drap ou valeur additionnelle ou utilité qui lui est ainsi conférée. Le « produit » annuel du cultivateur de blé, au sens économique du mot, n'est pas plus la totalité du blé recueilli sur sa ferme immédiatement après la moisson, que « le produit » d'un éleveur de moutons n'est la totalité des moutons de sa ferme à la fin de la saison d'élevage.

Après avoir achevé l'explication de la différence entre le profit et proportion allant au capitaliste du produit de l'industrie et avoir remarqué que le produit ne dépend pas des échanges, M'Culloch dit :

« M. Ricardo a cherché à montrer dans un des chapitres les plus originaux et du plus grand talent de son ouvrage que le TAUX *du profit* dépend entièrement de la *proportion* suivant laquelle le produit de l'industrie — sous déduction de la rente — est divisé entre capitalistes et travailleurs ; qu'une hausse du profit ne peut jamais être provoquée que *par* une baisse du salaire proportionnel, et une baisse du profit autrement que *par* une hausse du salaire proportionnel (1). »

M'Culloch n'a aucune difficulté à établir, à l'encontre de cette affirmation, des exemples arithmétiques dans lesquels le profit paraît élevé directement par un accroissement de la productivité de l'industrie ou par une diminution de la nécessité d'employer du capital et paraît demeurer stationnaire par suite de l'accroissement de productivité de l'industrie, bien que la proportion du produit allant au salaire soit augmentée. Il est très douteux cependant que Ricardo « ait cherché à montrer » ce que M'Culloch lui attribue. Ce qu'il « chercha à

(1) M'CULLOCH, *Principles*, p. 367.

montrer,» en réalité, c'est que le taux du profit dépend de la productivité de l'industrie agricole à laquelle on a recouru en dernier ou qui ne paye pas de rente et il n'importe guère à cette théorie que cette dépendance soit provoquée seulement par la hausse ou la baisse du salaire en argent ou aussi, comme M'Culloch le suppose, par la variation de la productivité de l'industrie. Rejetant la théorie d'Adam Smith, que la cause historique de l'abaissement du profit est due à l'abondance de capital, et adoptant celle de Ricardo, qu'elle est due à la productivité décroissante de l'industrie agricole qui ne paye pas de rente, M'Culloch ne fait aucune réserve, sauf par l'introduction de l'accroissement de l'impôt comme autre cause possible :

« Ce n'est pas » dit-il « la concurrence mais l'accroissement de l'impôt et la nécessité où est la société de recourir à des sols de degrés de fertilité décroissants pour obtenir les approvisionnements de nourriture qu'il faut pour alimenter une population croissante, qui sont les grandes causes de la réduction du taux du profit qui s'est produite uniformément dans le progrès de la société. Quand les dernières terres mises en culture sont fertiles, il y a une quantité relativement grande de produit à diviser en salaire et profit, et le profit et le salaire réel peuvent, tous deux à la fois, être par suite élevés. Mais avec chacune des diminutions successives de fertilité des sols auxquels il faut recourir, la quantité de produit obtenu pour une quantité donnée de capital et de travail doit nécessairement être diminuée. Et cette diminution opérera évidemment dans le sens de la réduction du profit : 1° en diminuant la quantité de produit à diviser entre le capitaliste et le travailleur et 2° en accroissant la proportion échéant à ce dernier » (1).

Ici l'inexactitude qui, nous l'avons vu, vicie l'exemple arithmétique de Ricardo éclate dans la phrase « une quantité donnée de capital et de travail ». Exactement

(1) M'Culloch, *Principles*, p. 376.

de même que Ricardo liant, indissolublement dans son exemple arithmétique, le travail de 10 ouvriers à un capital de £ 3 000, M'Culloch lie ici indissolublement le travail de x ouvriers à un capital y. Aussitôt que l'on signale que le fait que l'emploi de x ouvriers moyennant un capital de y ne démontre pas qu'il faille un capital $2\ y$ avec $2\ x$ ouvriers, la phrase « la quantité de produit obtenu avec une quantité donnée de capital et de travail » cesse d'avoir une signification intelligible. Si à un moment x ouvriers avec un capital y obtiennent z de produit, et que plus tard $2\ x$ ouvriers avec un capital $1\ 3/4\ y$ en obtiennent $1\ 7/8\ z$, devons-nous dire que le produit obtenu avec une quantité donnée de capital a augmenté, diminué ou est demeuré stationnaire ? Lorsque l'on a admis que le montant du capital par ouvrier employé peut diminuer concurremment avec une décroissance de la productivité de l'industrie ou augmenter concurremment avec un accroissement de la productivité de l'industrie, il faut aussi admettre que le taux du profit peut s'élever quand la productivité de l'industrie décroît et que les travailleurs prennent une part plus grande du produit, et peut baisser lorsque la productivité de l'industrie croît et que les travailleurs prennent une part plus petite du produit. Dédaigneux de ceci, M'Culloch affirme énergiquement, en le soulignant, que *la fertilité décroissante du sol est au fond la grande cause et la seule nécessaire d'une baisse du profit* (1). »

Après avoir lu M'Culloch, James Mill modifia et augmenta son chapitre sur les profits. Il rejette facilement le fouillis de M'Culloch sur « les graines et autres débours du capitaliste » en expliquant que lorsqu' « il parle du produit partagé entre le travailleur et le capitaliste », il faut toujours entendre ce produit restant après avoir remplacé le capital qui a été con-

(1) M'CULLOCH, *Principles*, p. 380.

sommé » (1), et il cherche ensuite à élucider, plus qu'il ne l'avait fait dans ses éditions précédentes, la signification de sa proposition, que le profit « s'élève quand le salaire baisse et baisse quand le salaire s'élève ». Une variation des salaires et profits peut avoir trois significations apparemment différentes. Elle peut signifier : 1° une variation des proportions suivant lesquelles le produit — la rente est divisé en salaire et profit ; 2° une variation des quantités absolues reçues comme salaire et profit ; ou 3° une variation « en valeur de ce qui est reçu sous ces dénominations » (2). Mais, fait-il observer, si l'on prend le mot valeur dans l'acception valeur d'échange, la troisième de ces acceptions est identique à la seconde, tandis que si on fait usage du terme valeur « dans le sens que M. Ricardo a attaché à ce mot » (3), elle elle est identique à la première, de sorte qu'il n'y a en réalité que deux interprétations. Or, soutient-il, si nous devons comprendre qu'une variation des salaire et profit dans le premier sens veut dire une « modification du rapport existant entre eux », il est évident que le profit s'élève quand le salaire baisse et qu'il baisse quand le salaire s'élève : « la proposition que le profit dépend du salaire n'a besoin d'aucune justification » (4). Si, d'autre part, nous devons entendre que la variation des salaire et profit dans le deuxième sens signifie « une modification des quantités de produits », il ne sera pas vrai que le profit baisse quand le salaire s'élève et s'élève quand le salaire baisse « parce que tous les deux peuvent baisser et s'élever à la fois. Et c'est une proposition qu'aucun économiste n'a mise en question ». Ayant ainsi disposé des deux acceptions dans lesquelles la variation du profit n'est jamais entendue par les gens du commun, James Mill arrive à la vie de tous les jours :

(1) James Mill, *Elements*, 3e éd., p. 71
(2) *Ibid.*, 73.
(3) *Ibid.*, 74.
(4) *Ibid.*, 72.

Dans l'acception commune de l'expression de profit, dit-il, on ne se réfère pas aux marchandises produites, mais au capital employé à les produire, y compris le salaire qu'il est nécessaire d'avancer et dont le possesseur s'attend, bien entendu, à tirer le même avantage que de ses autres avances. On exprime le profit non en parties aliquotes du profit, mais de ce capital. On ne dit pas que le capitaliste reçoit tant pour cent du produit, mais tant pour cent de son capital » (1).

Il donne un exemple numérique dans lequel un capitaliste reçoit £ 20 de profits qui représentent 10 0/0 de son capital de £ 200 et 28 1/2 0/0 du produit total £ 70 et il fait alors ce commentaire digne d'un oracle.

« Néanmoins, c'est seulement le langage qui diffère ici : la chose exprimée est exactement la même et que le capitaliste dise qu'il reçoit 10 0/0 de son capital ou 28 1/2 0/0 du produit, dans les deux cas il entend la même somme, soit £ 20. Il n'y a, par conséquent, en réalité que deux cas. L'un dans lequel nous parlons de proportions ; l'autre dans lequel nous parlons de quantités de produits » (2).

Il semble entendre que lorsque nous parlons du taux de profit dans le sens habituel nous voulons exprimer, par cette phrase, la quantité de produits et, par conséquent, il est prêt à admettre que le taux de profit, dans le sens habituel, ne dépend pas entièrement du salaire mais aussi des facultés productrices du travail et du capital.

« Si », dit-il, « en même temps que les parts des capitalistes sont réduites par une hausse du salaire, il se produit un accroissement des facultés productrices du travail et du capital, les parts réduites pourraient consister en une aussi grande quantité de produits que les parts antérieures et bien entendu la valeur d'échange et le pourcentage du capital, exprimés dans le langage des valeurs d'échanges, demeureraient les mêmes » (3).

(1) JAMES MILL, *Elements*, 3e éd., p. 75.
(2) *Ibid.*, pp. 75-76.
(3) *Ibid.*, p. 77.

Il supprima entièrement les pages des éditions antérieures, dans lesquelles il avait expliqué comment « l'inévitable » « diminution du rendement du capital employé en agriculture » détermine la baisse historique du profit. Il serait, cependant, téméraire de conjecturer que sa croyance en cette théorie fût ébranlée le moins du monde. Cette omission peut très probablement lui avoir été suggérée par le sentiment que ce passage n'était pas à sa place dans un ouvrage de théorie pure sur cette question (1).

La théorie de Senior sur les causes déterminant le taux du profit, comme nous avons déjà eu occasion de le dire (2), est simplement que les additions au capital circulant ou capital-salaire d'un pays, non accompagnées d'additions à la population, abaissent le taux et que des additions à la population non accompagnées d'additions au capital-salaire élèvent le taux. Mais il n'apporte rien pour étayer son opinion, sauf un exemple hypothétique où sont faites les suppositions les plus monstrueuses (3).

On ne peut guère s'attendre à ce que J. S. Mill, avec l'enseignement d'un maître aussi confus et vacillant que son père, ait, à l'âge de 23 ans, beaucoup contribué à la solution du problème des causes qui déterminent le taux du profit. Son essai sur *Profits, and Interest* (4) commence par une tentative savante pour réhabiliter la théorie que « le profit dépend du salaire ».

Dans ce but il adopte facilement le plan suggéré par son père dans la 3e édition de ses *Elements* de donner au « produit » le sens non de produit net, divisé en salaire et profit dans une période donnée, mais de

(1) James Mill, *Principles*, 1re édit., pp. 60-62 ; 2e ed., pp. 78-80.

(2) Ci-dessus, pp. 355 356.

(3) Senior, *Political Economy*, 8e éd., pp. 188 192.

(4) No 4 dans les *Essays on some Unsettled Questions of Political Economy*. La virgule après « Profit » se trouve dans le texte et dans le titre.

cette quantité *plus* le capital, fixe et autre, restant en mains à la fin de la période (1).

« Nous pouvons », dit-il, « considérer le capital d'un producteur comme mesuré par les moyens qu'il a de se rendre possesseur des différents objets essentiels à la production ; à savoir le travail et les divers articles dont le travail a besoin comme matériaux ou dont il profite comme aides. Le rapport du prix qu'il a à payer pour ces moyens de production et le produit qu'ils lui permettent d'obtenir est le *taux* de son *profit*. S'il doit payer pour le travail et les outils les 4/5 de ce qu'ils produiront, le 1/5 restant constituera ce profit et lui donnera le taux de 1 à 4 ou de 25 0/0 sur son capital d'établissement (2). »

Prendre le verbe « produire » dans son sens usuel rendrait évidemment la dernière phrase inintelligible. Quand un capitaliste qui a placé £ 10.000 comme capital fixe, dépense £ 1.000 en salaire la première année, et réalise un profit de £ 2.750, la valeur de ce que ses travailleurs « produisent » dans l'acception habituelle de ce terme est £ 3.750 et (admettant l'hypothèse d'un fonds de salaire pour un an, réuni avant la mise en train et conservé dans une boite jusqu'à ce qu'il soit épuisé par les payements de 52 semaines), son profit sera de 250/0. Mais indubitablement on ne peut pas dire qu'il a « donné pour le travail et les outils » les 4/5 de £ 3.750, soit £ 3.000. Si cependant nous acceptons la suggestion tout à fait trompeuse de James Mill et que nous disions que le « travail et les outils » ont produit le capital aussi bien que leur produit réel, leur produit serait alors £ 3.750 + £ 10.000 soit £ 13.750 et le capitaliste ayant payé £ 10.000 pour ses « outils » et £ 1.000 pour son « travail » aurait donné pour le travail et les outils les 4/5 de leur pseudo-produit.

Ayant trouvé que le taux du profit dépend « du rap-

(1) Cf. James Mill, *Elements*, 3e éd. pp. 80-81.
(2) Stuart Mill, *Essays*, pp. 91, 92.

port entre les prix du travail, des outils, des matières premières et de leur produit » (1), Mill continue en éliminant les outils et les matières premières qu'il convertit en travail. Si on pouvait les obtenir sans travail en quantité indéfinie :

« le produit total », dit-il, « après remplacement du salaire du travail serait un profit libre pour le capitaliste. Seul le travail est le moyen primaire de la production ; « l'argent nécessaire à l'achat, à l'origine, qui a été payé pour toute chose. » Les outils et matières premières, comme toutes autres choses, n'ont à l'origine coûté du travail et n'ont de valeur sur le marché que parce qu'un salaire a été payé pour les avoir. En additionnant le travail employé à faire les outils et les matières premières au travail employé postérieurement à travailler les matériaux à l'aide des outils, la somme totale donne la totalité du travail employé à la production du produit achevé. Par conséquent, dans l'analyse finale le travail apparaît être le seul élément essentiel de la production. Reconstituer le capital n'est autre chose que la seule reconstitution du salaire du travail employé. Conséquemment la totalité du surplus après reconstitution du salaire est le profit. Il semble en résulter que le rapport du travail et le produit du travail donne le taux du profit. Et nous arrivons ainsi au principe de Mr. Ricardo que le profit dépend du salaire, s'élevant lorsque le salaire s'abaisse, et s'abaissant quand le salaire s'élève (2). »

Evidemment cet argument n'est guère qu'un tour de passe-passe. Partant de la proposition que le rapport du profit au capital ou taux du profit est déterminé par le rapport du capital au capital *plus* profits, Mill convertit ce dernier rapport, successivement, en :

1° Le rapport du capital (vrai) plus le fonds du salaire en capital (vrai) + salaire + profits.

2° Le rapport du capital antérieur + fonds de salaire à salaire antérieur + salaire + profit.

(1) Stuart Mill, *Essays*, p. 93.
(2) *Ibid.*, p. 94.

3° Rapport du salaire au salaire + profit.

« Il semble résulter », d'après lui, « que le rapport du salaire du travail au produit du travail donne le taux du profit ». Ce qui signifie que le taux du profit (rapport du profit au capital) est le rapport du profit absolu au salaire.

Or, supposant que le taux du profit fût réellement le rapport du montant du profit au salaire — ce qui, bien entendu, n'est pas — cela ne nous ferait pas, le moins du monde, « arriver » au « principe que le profit », en entendant par ce mot le taux du profit, « dépend du salaire, s'élevant quand le salaire s'abaisse et s'abaissant quand le salaire s'élève ». Le rapport du montant du profit au salaire, qui est supposé être le taux du profit, ne dépend pas seulement de la grandeur du salaire, mais aussi de la grandeur du montant du profit. Reconnaissant ceci d'une manière quelque peu obscure, Mill continue en expliquant que l'on ne doit pas entendre par « salaire » la quantité mais la « valeur », dans l'acception Ricardienne, que reçoit le travailleur (1). Cette valeur Ricardienne, dit-il, signifie la proportion du fruit de son travail que reçoit le travailleur :

« Une hausse du salaire signifie avec Mr Ricardo un accroissement du coût de production du salaire ; un accroissement du nombre des heures de travail qui produisent le salaire d'une journée de travail ; un accroissement de la *proportion* des fruits du travail que le travailleur reçoit pour sa propre part ; un accroissement du rapport du salaire de son travail au produit de ce travail...

« Les salaires... dont, dit-on, le profit dépend, sont indubitablement des salaires *proportionnels*, à savoir le salaire proportionnel d'un travailleur ; c'est à-dire le rapport du salaire d'un travailleur et (non la production totale du pays, mais) le montant qu'un travailleur peut en produire ; [c'est-à-dire] le montant de la portion de la produc-

(1) Stuart Mill, *Essays*, p. 95.

tion globale de l'industrie ou du pays que l'on peut considérer comme correspondant au travail d'un homme seul. Le salaire proportionnel, entendu ainsi, peut être défini d'une manière concise le coût de production du salaire ou plus brièvement encore le coût du salaire, en entendant par là son coût évalué dans « la monnaie d'origine d'acquisition », c'est-à-dire en travail » (1).

Donc, lorsque l'on dit que le taux du profit s'élève quand le salaire baisse et baisse quand le salaire s'élève, nous devons entendre que le taux du profit s'élève lorsque la proportion du produit qui va au travailleur s'abaisse et qu'il s'abaisse lorsque la proportion du produit qui va au travailleur s'élève. Ceci, néanmoins, est absolument faux et Mill l'admet. Grâce à un exemple arithmétique des plus absurdes, il arrive à la conclusion que le taux du profit dépend, en réalité, non du salaire proportionnel, mais du salaire proportionnel *plus* quelque chose d'autre. Mais le salaire proportionnel a été défini « le rapport du salaire proportionnel d'un travailleur au montant de ce qu'un travailleur peut produire » et il est difficile de voir comment nous devons ajouter quelque chose à ce rapport. Nous pouvons ajouter 10 0 0 à 55 0 0 mais ajouter £ 10 à 50 0 0 semble une opération qui n'est guère habituelle. Cependant Mill, inconsciemment, pourvut à cette difficulté en introduisant dans le passage cité ci-dessus, la phrase « le coût de production du salaire » comme l'équivalent de « la *proportion* des fruits du travail que reçoit le travailleur » ou « du rapport du salaire de son travail au produit de ce travail ». Il n'est aucune personne ordinaire qui, par « coût de production du salaire », entendrait un rapport du salaire au produit et par hausse du coût de production du salaire entendrait un accroissement de la production du produit qui va au travailleur. Le terme se suffit à lui-même et ne suggère aucunement

(1) STUART MILL, *Essays*, pp. 96-7.

l'idée de rapport ou proportion. Si la différence entre les deux choses n'avait pas été légèrement masquée par l'insertion entre elles du « nombre des heures » du travail qui produisent le salaire d'un jour de travail » (1), Mill n'aurait jamais pu les traiter comme des expressions équivalentes. Tirant avantage de l'ambiguité qu'il a créée ainsi lui-même, il commence à traiter le coût d'un salaire non comme un rapport, mais comme une quantité absolue. Le profit, déclare-t-il, comme le salaire entrent dans le coût de production du salaire, par quoi il entend maintenant non le rapport du salaire d'un travailleur à la quantité qu'il peut produire, mais le coût absolu des produits qui constituent le salaire. C'est finalement sur ce coût de production du salaire qu'il se base et il rejette toute idée de rapport d'une chose à une autre. C'est par rapport à ce coût de production du salaire qu'il décide enfin de compte que « le Profit ne peut pas s'élever à moins que le coût de production du salaire ne s'abaisse exactement d'autant, ou s'abaisser à moins qu'il ne s'élève » (2).

« Le principe de M. Ricardo que le salaire ne peut pas s'élever à moins que le salaire ne baisse » dit-il, « est strictement exact si par salaire bas l'on n'entend pas simplement le salaire qui est le produit d'une plus petite quantité de travail mais le salaire produit avec un moindre coût, en évaluant ensemble le travail et le profit antérieur » (3).

Quant aux causes qui accroissent ou diminuent le coût du salaire et sont, par conséquent, les causes ultimes de

(1) Dans cette phrase l'idée de proportion est latente, parce que l'on suppose qu' « un jour de travail » est composé d'un certain nombre fixe d'heures, de sorte que, si, par exemple, le salaire s'élève du produit de six à celui de sept heures de travail, le travailleur reçoit, disons les 7/10 au lieu des 6/10 du produit de son travail.

(2) Stuart Mill, *Essays*, p. 103.

(3) *Ibid.*, p. 104.

la hausse ou de la baisse du taux du profit, Mill n'a rien à ajouter à Ricardo :

« Le taux du profit », dit-il, « *tend* à baisser par suite des causes suivantes : 1° Un accroissement du capital au delà de la population, qui détermine un accroissement de concurrence pour le travail ; 2° Un accroissement de population, occasionnant une demande d'une quantité croissante de nourriture, qui doit être produite avec une plus grande dépense. Le taux du profit tend à *s'élever* avec les causes suivantes : — 1° Un accroissement de population au delà du capital, qui détermine un accroissement de concurrence pour s'employer ; 2° Des améliorations produisant un bon marché croissant des produits nécessaires et autres articles consommés habituellement par le travailleur » (1).

Il se garde de faire aucune déclaration quant à la hausse ou la baisse actuelle du profit. Dans le Chapitre du « Profit » (liv II, ch. XV) des *Principles*, il rejette la plus grande partie de l'appareil savant par lequel il essaya de montrer dans l'*Essay* que le taux du profit dépend des grandeurs relatives des quantités de profit et de salaire. Il semble considérer comme reconnu que ceci est un fait presqu'évident. « Si les travailleurs du pays », dit-il, « produisent collectivement 20 0/0 de plus que leur salaire, le profit sera de 20 0/0 quels que soient les prix » (2). Le profit du capitaliste consiste, affirme-t-il, « en l'excédent du produit sur ses avances ; son *taux* de profit est le rapport de cet excédent à ses avances ». Ces « avances » ou « dépenses » du capitaliste « consistent en » ou sont « composées » non seulement du salaire, mais aussi de « matériaux et outillages, y compris les constructions » et cependant ne sont que du salaire ou tout au moins « le remboursement du salaire » :

« Cependant le fait subsiste que, dans tout le processus de

(1) Stuart Mill, *Essays*, p. 106.

(2) Stuart Mill, *Principles*, liv. II, ch. xv ; *People's ed.*, p. 252 *b* ; trad. Courcelle-Seneuil, I, p. 479. La section § 5 ne figurait pas dans la 1re édition.

la production qui commence avec les matériaux et les outils et se termine avec le produit fini, toutes les avances ont consisté seulement en salaire, sauf que certains des capitalistes en jeu se sont, en vue de la commodité générale, fait payer leur part de profit avant que l'opération fût achevée. Ce qui dans le produit definitif n'est pas profit est remboursement du salaire » (1).

Le capital du pays, ses constructions, ses navires, ses usines ainsi convertis en salaire, le problème devient assez simple :

« Il apparaît ainsi que les deux éléments dont dépendent, et dépendent seuls, les gains (2) des capitalistes sont d'abord la grandeur du produit ou, en d'autres termes, le pouvoir productif du travail (3) ; et deuxièmement la proportion de ce produit qui va aux travailleurs eux-mêmes ; le rapport de la rémunération des travailleurs à la quantité du produit. Ces deux choses forment les éléments pour la détermination du montant brut (4) réparti comme profit à tous les capitalistes du pays ; mais le *taux* du profit, le pourcentage du capital dépend seulement du second de ces deux éléments, la part proportionnelle du travailleur et non la quantité à partager. Si le produit du travail était doublé et que les travailleurs obtinssent la même part proportionnellement qu'auparavant, c'est-à-dire si leur rémunération était également doublée, les capitalistes, il est vrai, gagneraient deux fois autant ; mais comme ils auraient fait des avances doubles, le taux de leur profit serait seulement le même qu'avant » (5).

« Comme ils auraient fait des avances doubles ! » Comme leur capital aurait dû être doublé. Pourquoi Mill suppose-t-il que leurs avances ou leur capital auraient

(1) Stuart Mill, *Principles*, liv. II, ch. xv, § 6, 1re édit., vol., I, p. 492 ; *People's edit.*, p. 253, *b* ; trad. Courcelle-Seneuil, I, p. 481.

(2) C'est-à-dire le montant absolu du gain ou revenu.

(3) Mill suppose apparemment que le nombre des travailleurs demeure fixe parce qu'autrement la grandeur du produit ne varierait pas nécessairement avec le pouvoir productif du travail.

(4) « Brut » ici signifie, comme souvent chez Mill, global.

(5) Stuart Mill, *Principles*, liv. II, ch. xv, § 7, 1re éd., vol I, p. 492 ; *People's ed.*, p. 253, *b* ; trad. Courcelle-Seneuil, I, p. 481.

dû être doublés ? Il semble ne pas avoir de réponse à cette question, à moins que, comme il a converti tout le capital en salaire, il traite maintenant la totalité du capital comme un fonds de salaire et suppose que tout a dû être doublé avant que la rémunération des travailleurs ait pu l'être, car il est tout à fait impossible de conjecturer pourquoi doubler le produit des travailleurs et leur rémunération doit doubler soit la quantité, soit la valeur des bâtiments, bateaux et usines existant dans le pays.

Quoi qu'il en soit, tout à fait content de son argument, Mill continue immédiatement pour « arriver à la conclusion de Ricardo et autres que le taux du profit dépend du salaire, qu'il s'élève quand le salaire baisse et s'abaisse quand le salaire monte », considérant qu'il est nécessaire seulement de substituer à « salaire » « ce que Ricardo entendait en réalité » [c'est-à-dire] « le coût du travail » (1). La modification n'est en réalité guère plus que l'explication qu'une hausse et une baisse du salaire ne doivent pas être pris dans leur sens habituel, mais comme signifiant une élévation de la proportion du produit (salaire + profit) (2) qui va au salaire. Devant une déclaration si simple que le taux du profit dépend de la « part proportionnelle » immédiatement précédente de l'ouvrier, il est impossible que le « coût du travail » puisse signifier autre chose que la proportion du produit allant à l'ouvrier. C'est, dit Mill :

« dans le langage mathématique une fonction à trois variables : l'efficacité du travail : le salaire du travail (entendant par là la récompense du travailleur) ; et le coût plus grand ou plus petit auquel les articles constituant la récompense réelle peuvent être produits ou achetés » (3).

(1) Stuart Mill, liv. II, ch. xv, § 7, 1re édit., vol. I, p. 492-3 ; *People's ed.*, p. 253, *b* ; trad. Courcelle-Seneuil, I, 481.

(2) « Laissant la rente en dehors de la question », *Principles*, 1re édit., vol. I, p. 491, *People's ed.*, p. 253 *a* ; trad. Courcelle-Seneuil, p. 482.

(3) Stuart Mill, *Principles*, liv. II, ch. xv, § 7, 1re édit., vol. I, p. 494 ; *People's ed.*, p. 254 *b* ; trad. Courcelle-Seneuil, I, p. 483.

S'il y a dans ceci une justification quelconque de la théorie que le taux du profit dépend de la proportion du produit allant à l'ouvrier, Mill ne l'explique pas dans le chapitre du Profit.

En cela donc les *Principles* sont une regression plutôt qu'une avance par rapport à la position qu'il a dans les *Essays*. Dans l'*Essay on Profits and Interest*, Mill, bien qu'il se serve des hypothèses les moins recommandables et des arguments les plus faibles, reconnaissait qu'il est faux de dire que le taux du profit dépend de la proportion du produit qui va à l'ouvrier. Dans le chapitre « du Profit » des *Principles*, il affirme sans justification la vérité de cette absurde proposition.

Le chapitre sur l'« Influence du progrès de l'industrie et de la population sur la rente, le profit et le salaire » (1), contient la vieille doctrine qu'avec le progrès de la richesse et de la population, le taux du profit tend à baisser parce que le « le coût de la subsistance de l'ouvrier tend dans l'ensemble à augmenter », par suite de la nécessité d'employer l'industrie agricole moins productive et que cette tendance est contrariée de temps à autre par « l'amélioration agricole », Mill semble maintenant croire que les deux forces sont réellement à peu près aussi fortes, puisqu'il se limite à une déclaration que le « progrès agricole » « à la manière dont il se produit généralement » n'élève pas réellement le taux du profit et il ne dit pas qu'il l'empêche de baisser (2).

Enfin dans le chapitre « sur la tendance du profit à un minimum » (3) il semble soupçonner légèrement qu'il faut quelque chose de plus qu'un *réchauffé* [en français dans le texte] des idées de 1815. Il commence par citer E.G.Wakefield, le Dr Chalmers et William Ellis, qui avait

(1) STUART MILL, *Principles*, vol. II, ch. III.
(2) *Ibid.*, 1re édit., vol. II, p. 279; *People's ed.*, p. 432; trad. Courcelle-Seneuil, II, p. 272.
(3) *Ibid.*, liv. IV, ch. IV.

écrit un article sur le « Machinisme » dans la *Westminster Review* en 1826. Néanmoins, le résultat n'est pas très considérable. Le « minimum » auquel tend le taux du profit est le taux auquel cesserait l'accumulation de capital, parce que le profit à obtenir n'offrirait pas un motif suffisant pour l'épargne ultérieure. Mill ne se rallie à aucune opinion sur ce que ce minimum est maintenant et ce qu'il sera vraisemblablement dans l'avenir, sauf qu'il doit toujours être supérieur à zéro 0/0. Peu importe ce qu'est le véritable minimum, dit-il, le taux du profit y atteindrait bientôt dans les grands pays d'Europe et par conséquent le capital cesserait de s'accroître, « si le capital continuait à s'accroître au taux actuel et si, dans l'intervalle, il ne se produisait aucune circonstance ayant tendance à accroître le taux du profit » (1). Un peu plus loin, variant à peine son expression, il dit que « la continuation seule de l'accroissement annuel actuel de capital, si aucune circonstance n'intervenait pour contrecarrer son effet, suffirait en un petit nombre d'années » à réduire le taux du profit au minimum. On ne voit pas du tout pourquoi Mill s'encombra d'un minimum, alors que tout ce qu'il entendait dire en réalité était que le simple accroissement du capital tend à réduire le taux du profit. On ne peut guère considérer comme heureuse sa supposition du capital croissant à son taux actuel jusqu'à ce que le taux du profit arrive à un chiffre donné, puis cessant subitement de croître. Ce fut seulement la forme grossière dans laquelle il énonce la théorie qui lui permit probablement de se dissimuler à lui-même son identité, en pratique, avec la théorie d'Adam Smith, que l'Ecole Ricardienne avait rejetée (2).

Pour montrer que le simple accroissement du ca-

(1) STUART MILL, *Principles*, 1re édit., vol. II, p. 287 ; *People's ed.*, p. 443 ; trad. Courcelle-Seneuil, II, p. 284.

(2) *Ibid.*, éd., vol. II, p. 289-290 ; *People's ed.*, p. 444 ; trad. Courcelle-Seneuil, II, p. 286.

pital tend à réduire le profit, Mill dit qu'avec l'accroissement du capital la population augmenterait ou n'augmenterait pas. Si elle s'accroissait « proportionnellement » à l'accroissement de capital, le taux du profit serait abaissé parce que « le coût de la subsistance de l'ouvrier » serait accru par suite de l'emploi de l'industrie agricole moins productive. Ceci n'est évidemment que la réédition de la vieille théorie ricardienne. Pour ce qui arriverait si la population ne s'accroissait pas, il se fie à la théorie que l'on trouve si fréquemment dans son œuvre que le capital du pays est un fonds du salaire et rien d'autre. Si la population ne s'accroissait pas, dit-il,

« les salaires s'élèveraient et un capital plus grand serait distribué au même nombre de travailleurs. Comme il n'y aurait pas plus de travail qu'auparavant et pas de progrès pour rendre le travail plus efficace, il n'y aurait pas accroissement du produit : et comme, néanmoins, le capital largement augmenté n'aurait que le même rendement brut (1), la totalité des économies de chaque année serait exactement soustraite du profit de l'année suivante et de toutes les années suivantes. Il est à peine nécessaire de dire que dans de telles conditions le profit tomberait très rapidement au point où tout accroissement ultérieur de capital cesserait » (2).

Il est tout à fait ahurissant qu'il ait été permis à J. S. Mill de dire dans ses éditions successives « qu'il n'y aurait aucun accroissement du produit » comme conséquence d'un accroissement du capital d'un pays non accompagné d'un accroissement de la population.

L'accroissement de l'outillage de production dont se compose le capital du pays en dehors de toutes inventions et découvertes — est lui-même un progrès qui « rend le travail plus efficace ». Il pourrait seulement cesser de le faire si chacun possédait suffisamment des

(1) Global.

(2) Stuart Mill, *Principles*, 1re édit., vol. II, p. 289 ; *People's ed.*, p. 444, a ; trad. Courcelle-Seneuil, II, p. 285.

meilleurs outils et machines connus — les meilleurs types connus de manufactures, machines à vapeur, navires, routes, maisons — et il ne semble pas y avoir de perspectives bien prochaines que cette ère soit atteinte, même si nous supposons pour le moment, avec Mill, que la population cesse de croître et que l'on ne fait aucune découverte. Mill mélange ici le simple accroissement de capital fixe aux découvertes de nouvelles sortes de capital fixe ou bien il a oublié ici, comme il l'a fait souvent ailleurs, l'existence de toutes les sortes de capital, sauf son capital fonds du salaire.

Les « circonstances contraires qui, dans l'état de choses existant, maintiennent une lutte tolérablement égale contre la tendance à la baisse du profit », (1) sont, dit-il, d'abord [ce qui n'est pas très logique quand on représente la tendance à la baisse comme le résultat d'un acroissement de capital] la perte du capital par de mauvais placements ; deuxièmement, des inventions qui rendent meilleur marché les articles consommés par les travailleurs et tendent ainsi à réduire « le coût du travail » : troisièmement, l'aquisition des facultés nouvelles d'obtenir à bon marché dans les pays étrangers les articles nécessaires et quatrièmement [ce qui est encore illogique] l'exportation de capital (2).

L'omission parmi ces « circonstances contrariantes » de la découverte de nouvelles méthodes d'utiliser les économies paraît d'autant plus surprenante par le fait que Mill n'écrivait pas très longtemps après la démonstration que la locomotion à vapeur était pratique et à un moment où l'on faisait dans les chemins de fer de grands emplois de capitaux. Il ne semble pas avoir pensé que le profit à obtenir de ces placements aurait

(1) S. Mill, *Principles*, 1re édit., vol. II, p. 290 ; *People's ed.*, p. 444, *b* ; édit. Courcelle-Seneuil, II, p. 287.

(2) *Ibid.*, 1re édit., vol. II, pp. 290-298 ; *People's ed.*, p. 444-448 ; trad. Courcelle-Seneuil, II, p. 287-294.

aucune influence sur le taux général des profits. Il pensait que les chemins de fer pourraient élever le taux du profit si, en rendant meilleur marché les produits consommés par les travailleurs, ils encourageaient la propagation de l'espèce et réduisaient par ce moyen le coût du travail (1). Il semble aussi avoir considéré les placements de cet ordre comme une destruction profitable du capital et comme rentrant dans la première de ces causes qui contrarient le déclin du profit (2). Mais c'est tout et il ne nous donne aucune raison de supposer qu'il croyait que le fait que les chemins de fer pourraient être construits de manière à rapporter 30, 10 ou 5 0/0 causerait une différence quelconque du taux du profit dans son temps. Sa première édition fut publiée alors que les mauvais effets de la fièvre des chemins de fer de 1845 et 1846 étaient encore présents à la mémoire de tous et, conséquemment, au lieu de s'attendre à ce que chacun vît dans les chemins de fer un nouvel instrument de production et un nouvelle méthode d'utilisation des épargnes qui, vraisemblablement, ajouterait énormément à la productivité de l'industrie et enrayerait la chute du taux du profit, il pensait qu'il était nécessaire de

(1) Stuart Mill, *Principles*, vol. IV, ch. v, §. 2; 1re édit., vol. II, p. 304 ; *People's ed.*, p. 451 *b* ; trad. Courcelle-Seneuil, II, p. 300.

(2) Traitant des « périodes de suractivité commerciale et de fiévreuse spéculation », il dit : « On investit beaucoup de capital qui n'est soit d'aucun rendement, soit pas d'un rendement adéquat à la dépense (de capital). On construit des usines et des machines au delà de ce que le marché nécessite ou peut employer. Même si on les emploie le capital n'en est pas moins investi : de capital circulant il est converti en capital fixe et a cessé d'avoir aucune influence sur le salaire ou le profit (1re édit., vol., II, p. 291 ; *People's ed.*, p. 445 *a*) ; édit. Courcelle-Seneuil, II, p. 287. Il est exact qu'un placement une fois effectué cesse d'influencer le taux du profit, puisque le taux du profit est déterminé par ce qui peut être obtenu par les épargnes nouvelles, mais il est difficile de voir comment l'existence d'une usine qui « est en activité » cesse d'influencer le salaire et comment le capital qui y est investi n'« est pas moins investi » que s'il avait été gâché en construisant une usine inutile — sauf bien entendu en acceptant l'hypothèse que le salaire est régi par le fond du salaire et uniquement par lui.

s'excuser de « l'investissement de grandes sommes dans les chemins de fer » et d'alléguer que « les sommes appropriées ainsi sont pour la majeure partie une simple appropriation du surplus annuel qui aurait autrement été à l'étranger ou été gâché sans profit, en ne laissant ni chemin de fer ni résultat tangible » (1).

Que Mill fut ici, comme il l'était souvent, très en retard sur son temps, est démontré par le fait que 10 ans avant qu'il publiât ses *Essays* et 14 ans avant ses *Principles*, Mountiford Longfield, le professeur peu connu de Dublin, s'était beaucoup plus rapproché d'une juste appréciation des causes déterminant le taux du profit. Rejetant entièrement la doctrine ricardienne que la baisse du profit est due à la productivité décroissante de l'industrie agricole employée en dernier, il avançait la théorie que le taux général du profit dépend de l'efficacité de l'économie de main-d'œuvre du capital le moins efficace employé et il prenait pour type de capital, le machinisme au lieu du fonds du salaire (2). Le possesseur d'une machine qui donne assistance au travailleur sera, dit-il :

« payé pour son emploi, proportionnellement à sa valeur, à la détérioration que lui cause l'usage, au temps pendant lequel elle est prêtée et non proportionnellement à son efficacité pour accroître l'efficacité du travail... Si le possesseur d'une machine pouvait obtenir davantage pour son emploi que le possesseur d'une autre ayant une valeur et une durée égales, l'on achèterait et les artisans feraient la première plutôt que la dernière jusqu'à ce que les profits de chacune fussent ramenés à leur niveau. Ce niveau doit être déterminé par la machine la moins efficace, puisque la somme payée pour son usage ne peut jamais excéder la valeur de l'assistance qu'elle donne au travail... Ainsi la limite maxima de la somme qui peut être

(1) Stuart Mill, *Principles*, liv. IV, ch. v, § 2, 1re édit., vol. II, p. 303 ; *People's ed.*, p. 450 *b* ; trad. Courcelle-Seneuil, II, p. 298-299.

(2) *Lectures on Political Economy delivered in Michaelmas and Trinity Terms*, 1833, Dublin, 1834, Lecture IX.

payée pour l'usage d'une machine quelconque est déterminée par son efficacité pour aider aux opérations du travailleur, tandis que la limite minima l'est par l'efficacité de ce capital qui, sans imprudence, est employé de la manière la moins efficace » (1).

Comme le capital d'un pays devient plus abondant proportionnellement à la population, une partie doit en être employée de moins en moins efficacement et par conséquent le taux du profit baisse.

« Dans tous les cas », dit-il, « le profit du capital sera régi par la portion qui doit être employée avec la moindre efficacité pour aider le travail, parce qu'aucune ne sera divertie vers cet usage tant que son possesseur pourra en tirer un profit plus grand en l'employant dans une autre direction.

Ceci étend au profit du capital le principe d'une égalité de l'offre et de la demande effectifs qui, dans tous les cas, régissent la valeur... Dans le cas du capital cette égalité entre l'offre et la demande effectifs est produite par le taux de profit égal à l'assistance donnée au travail par la portion du capital employé avec la moindre efficacité que j'appellerai la dernière portion mise en œuvre et, pour les raisons déjà mentionnées, le taux du profit ne peut pas être beaucoup plus élevé ou plus bas » (2).

« Si une pelle rend le travail de l'homme vingt fois aussi effectif qu'il le serait sans l'aide d'aucun instrument », il n'en résulte pas que le travailleur qui fait usage de la pelle d'une autre personne donnera à beaucoup près les 19/20 du produit de son travail pour son usage :

« Ce profit n'est pas payé, parce qu'en égard à l'abondance du capital dans le pays, une grande partie doit en être employée dans des cas où, proportionnellement à sa quantité, il n'est pas aussi capable de multiplier l'efficacité du travailleur et le profit de cette portion doit régler le profit du reste » (3).

(1) *Lectures on Political Economy*, pp. 187-188.
(2) *Ibid.*, p. 193.
(3) *Ibid.*, p. 195.

§ 4. — *Variations de la Rente par Acre.*

Adam Smith « conclut » ce qu'il appelle très justement son « très long chapitre » sur la rente « en observant que chaque amélioration dans les circonstances de la société tend soit directement, soit indirectement à élever la rente réelle de la terre, à augmenter la richesse (*wealth*) réelle du propriétaire foncier » (1). « L'extension des améliorations et de la culture », dit-il, « et la hausse en prix réel de ces parties du produit brut du sol, qui d'abord est le résultat de l'extension des améliorations et de la culture et plus tard la cause de leur extension ultérieure, la hausse du prix du bétail, par exemple, tend à élever directement la rente. Des améliorations tendent à réduire le prix réel des produits manufacturés et aussi « tout accroissement dans la richesse réelle de la société, tout accroissement de la quantité de travail utile qui y est employé » tend à élever indirectement la rente.

Nous recherchons naturellement la preuve de ces propositions dans le corps du chapitre. Mais les trois cinquièmes en sont remplis par la « digression concernant les variations de la valeur de l'argent » et presque la totalité du reste par des observations très décousues portant

(1) Adam Smith. *Wealth of Nations*, liv. I ch. xi, p. 115 *a* ; édit. Guillaumin, I, p. 214. (Dans l'édition anglaise la digression sur les variations de l'argent est intercalée dans le chap. XI, avant la conclusion, dans l'édition Guillaumin, elle constitue un chapitre XII, et les conclusions sont à la fin du chap. XI (Note des traduct.) La phrase continue ainsi : « son pouvoir d'acheter du travail ou le produit du travail d'autres personnes » un peu plus loin il dit, cependant « la rente réelle » s'élèvera quand le propriétaire foncier aura la possibilité d'acheter une plus grande quantité des commodités, ornements et articles de luxe qu'il a l'occasion d'acquérir ». Les deux définitions ne coïncident pas puisque la quantité de travail qu'il faut pour produire une quantité donnée de commodités, ornements ou articles de luxe n'est pas toujours la même.

principalement sur les différences des rentes payées au même moment sur différentes sortes de produits et ne traitent des différences dans la rente payée sur toutes les sortes de produits à des époques différentes qu'incidemment et pas très fréquemment. En outre, il est à remarquer qu'Adam Smith semble entendre par le titre « conclusion du chapitre », qu'il met en tête des dix derniers paragraphes, simplement « fin du chapitre ». S'il avait entendu indiquer par « conclusion du chapitre » le « résultat final de l'argumentation [développée dans] le chapitre », il ne l'aurait pas introduit en disant : « Je conclurai ce très long chapitre en observant ». Nous devons donc rechercher principalement dans la conclusion elle-même la démonstration des propositions y contenues.

A l'appui de sa première proposition que « l'extension des améliorations et de la culture » tend à élever indirectement la rente, Adam Smith remarque simplement que « la part du produit [qui va] au propriétaire foncier » c'est-à-dire la quantité de produit reçue par le landlord « s'accroît nécessairement avec chaque accroissement du produit ». L'idée ne lui vint probablement jamais que quelqu'un pût dire que la totalité de l'accroissement du produit irait au salaire ou au profit. Il aurait considéré comme incompatible avec l'extension des améliorations et de la culture que le prix de la quantité accrue fût moindre que celui de la quantité primitive.

Il considérait aussi comme évidente en soi sa seconde proposition, qu'une hausse du prix réel de certaines parties maladroitement définies du produit tend à élever directement la rente, en prenant pour acquis que la quantité du produit qui va au propriétaire foncier ne sera pas diminuée : « la valeur réelle de la part du propriétaire foncier, sa commande effective du travail d'autrui », pense-t-il, « s'élève avec la valeur réelle du produit ». Abandonnant sans aucune nécessité sa route, il affirme que la hausse du prix tend à élever la rente

« dans une proportion encore plus grande » que l'extension des améliorations et de la culture et semble imaginer d'une manière très confuse que cela peut être démontré en montrant que le propriétaire foncier aura une part plus grande du produit.

Il cherche à prouver sa troisième proposition que la réduction de prix des produits manufacturés tend à élever indirectement la rente, en signalant simplement que plus les produits manufacturés sont bon marché, plus une rente donnée en argent ou en produit brut en achètera. Comme il n'imagine pas que rien dans la diminution de prix des produits manufacturés diminuera la rente en argent, il en résulte évidemment que la diminution de prix des produits manufacturés augmente la richesse réelle (*wealth*) du propriétaire foncier.

Adam Smith croit qu'il ne faut guère de preuve à l'appui de la quatrième proposition que « tout accroissement de la richesse (*wealth*) réelle de la société, tout accroissement dans la quantité de travail utile qui y est employé tendent indirectement à accroître la rente réelle du sol ». « Une certaine proportion de ce travail », dit-il, « va nécessairement au sol. On emploie à sa culture un plus grand nombre d'hommes et de bétail ; le produit augmente avec le capital (*stock*) employé ainsi à l'obtenir et la rente croît avec le produit ».

Ni dans l'article *Economie politique* de l'*Encyclopædia Britannica* de 1810, ni dans le traité de Boileau 1811, il ne paraît y avoir aucun sentiment que la théorie d'Adam Smith quant aux causes de la variation de la rente est inadéquate ou erronée. Buchanan qui considérait la possession de la terre comme un gigantesque monopole naturel, pensait probablement que c'était chose simple que lorsque la population et conséquemment la demande de produit brut croissait, le prix et la quantité de produit brut augmenteraient aussi et élèveraient la rente. Dans une note sur la comparaison d'Adam Smith entre le

prix des peaux dans un pays barbare et leur prix dans « un pays en progrès et manufacturier » (1), il dit :

« La demande d'un pays qui progresse pour toutes sortes de produits bruts est si grande qu'elle doit élever les prix en dépit d'aucun règlement à l'effet contraire ; et la grande erreur du Dr Smith est qu'il ne donne jamais un poids suffisant à ces causes naturelles » (2).

Et dans une note sur l'observation d'Adam Smith que quand un plus grand nombre d'hommes et de bétail sont employés à la culture du sol, « la rente s'accroît avec le produit » (3), il dit simplement : « Quand le produit s'accroît il n'y a aucun doute que la rente doive s'accroître avec lui (4) ».

Dans le tract sur *The Nature and progress of Rent* (5), Malthus après examen de « la nature et l'origine de la rente » considère « les lois par quoi elle est gouvernée et son accroissement et sa décroissance réglées » :

« Lorsque », dit-il, « le capital s'est accumulé et que le travail s'est fixé sur les terres d'un pays les plus dignes d'élection, d'autres terres moins favorisées par les circonstances, eu égard à leur fertilité ou situation, peuvent être occupées avec avantage. La dépense culturale, y compris le profit, ayant baissé, la terre plus pauvre ou la terre plus distante des marchés, bien que ne donnant d'abord aucune rente, peut entièrement rembourser ces dépenses et répondre pleinement [à l'espoir de son cultivateur. Et, lorsque, soit le profit du capital (stock) ou le salaire du travail ou tous deux à la fois ont encore baissé, on peut mettre en culture un sol encore plus pauvre ou encore moins favorablement situé. Et à chaque pas [dans cette direction] il est clair que si le prix

(1) Adam Smith, *Wealth of Nations*, liv. I, ch. xi, p. 108 *a*, I. liv. XII, p. 291 ; édit. Guillaumin, I, ch. xii, p. 291. V. p. 411, note 1 (n. des Trad.).

(2) Buchanan, édition de *Wealth of Nations*, vol. I, p. 390.

(3) Adam Smith, *Wealth of Nations*, liv. I, ch. x, éd. M. Culloch, p. 115, *b* ; édit Guillaumin, I, p. 217.

(4) Ed. Buchanan, vol. I, p. 447.

(5) *La Nature et le Progrès de la Rente.*

du produit ne baisse pas, la rente du sol s'élèvera. Et le prix du produit ne baissera pas aussi longtemps que l'industrie et l'ingéniosité des classes ouvrières, aidé du capital de ceux qui ne sont pas employés sur le sol, pourra trouver quelque chose à donner en échange aux cultivateurs et propriétaires terriens, qui les stimulera à continuer sans diminution leurs efforts agraires et à maintenir leur excès croissant de produit » (1).

Les causes principales augmentant la différence entre le prix du produit et les dépenses culturales (2) sont, dit-il :

« 1° Une accumulation de capital telle qu'elle diminue le profit du capital (*stock*) ; 2° un accroissement de population qui diminue le salaire du travail ; 3° des progrès agricoles ou un tel accroissement de l'effort qui diminuent le nombre des travailleurs nécessaires pour produire un effet donné ; et 4° un tel accroissement du prix des produits agricoles, par l'accroissement de la demande, qui, sans abaisser nominalement les frais de production, augmentera la différence entre ces frais et le prix du produit ».

Il considère l'action de la première de ces causes comme « tout à fait évidente ». Eu égard à la quatrième, il croit nécessaire de faire « encore quelques observations », qui sont simplement une partie de son explication de la rente récente en Angleterre, dissimulée sous la forme de larges propositions générales. La demande croissante des nations environnantes de produits bruts à l'importation pourrait, dit-il, en élever le prix dans le pays importateur, tandis que les dépenses culturales « n'arriveraient que lentement et graduellement à la même proportion ».

« Et l'effet ne serait pas essentiellement différent dans un

(1) MALTHUS, *The Nature and the Progress of Rent*, pp. 21-22.

(2) Il dit d'abord « diminuent les dépenses culturales en réduisant le coût des instruments de production par rapport au prix du produit », mais il apparaît bientôt qu'il pense à la différence et non au rapport de la dépense de production au prix du produit (Voir p. 25).

pays qui continuerait à nourrir sa propre population, si, au lieu d'une demande de ses produits bruts, il y avait la même demande croissante pour ses produits manufacturés. Ces produits manufacturés, si par une telle demande la valeur de leur montant pour les pays étrangers augmentait considérablement, détermineraient en retour un grand accroissement en valeur qui ne pourrait manquer d'augmenter la valeur du produit brut » (1).

Observant que l'on objectera que la différence plus grande entre le prix du produit brut et les dépenses culturales ainsi déterminée formera non un accroissement permanent de la rente du propriétaire foncier, mais un accroissement temporaire du profit du fermier, il se base sur le fait que les propriétaires foncier ne donnent pas de compensation à leurs tenanciers pour les améliorations :

« Le capital supplémentaire que l'on emploie par suite de l'opportunité de réaliser de grands profits temporaires ne peut que rarement ou jamais être repris au sol à l'expiration des baux en cours ; et lors du renouvellement de ces baux le propriétaire en ressent le bénéfice par l'accroissement de sa rente » (2).

Il explique qu'il n'est pas nécessaire pour une hausse de la rente que les 4 causes opèrent à la fois, mais seulement que par l'une ou quelques-unes la différence entre le prix du produit et le coût de production soit augmentée. Pendant les vingt dernières années il y avait eu hausse de la rente par suite « des améliorations des méthodes en agriculture et la hausse constante des prix suivie seulement lentement par une hausse proportionnelle » du coût de production, bien que les profits aient été plus élevés.

Comme corollaire de cette théorie des causes qui déterminent la rente, Malthus pose « qu'aucune terre nouvelle ne peut être mise en culture jusqu'à ce que la rente ait

(1) Malthus, *The Nature and Progress of Rent*, p. 23.
(2) *Ibid.*, p. 26.

monté ou qu'elle permette une hausse sur ce qui est déjà cultivé (1) ». La terre pauvre, dit-il, est coûteuse à cultiver et, si le prix de son produit ne couvre pas le coût, elle doit demeurer inculte. Par conséquent, pour que la culture puisse être étendue aux terres plus pauvres, il est nécessaire que s'accroisse la différence entre le prix du produit et les dépenses de culture. Lorsque cela se produit il y a hausse de la rente.

« Il est également vrai, ajoute-t-il, que sans la même tendance à une hausse de la rente, occasionnée par l'action des mêmes causes, il ne peut être profitable de consacrer du capital nouveau à l'amélioration de la terre ancienne — tout au moins dans l'hypothèse où chaque ferme a déjà été pourvue d'autant de capital, qu'il peut lui en être consacré avec avantage, d'après le taux actuel du profit » (2).

Dans l'*Essay on the Influence of a Low Prince of Corn*, Ricardo attribuait l'accroissement de la rente, mesurée en blé ou « produit brut », entièrement à la baisse du taux du profit, qu'il supposait due à la productivité décroissante des additions successives au travail ou capital dépensé sur la terre. Le salaire étant fixé par des causes extrinsèques, on suppose que, dans le premier stade cultural, la totalité du surplus du produit sur le salaire appartient au profit. Quand on dépense un capital additionnel avec un rendement décroissant et que le taux du profit baisse en conséquence, il faut un moindre quantum du produit pour payer le profit sur le capital originaire. La totalité du surplus, salaires déduits, ou rendement net, que donne le capital originaire se divise donc en deux parties : d'abord le profit réduit, et secondement une rente au possesseur de la terre sur laquelle on peut employer un capital fournissant un rendement supérieur à celui nécessaire pour payer le taux ordinaire du profit. Dans un

(1) *Ibid.*, p. 27.
(2) *Ibid.*, p. 28-29.

exemple numérique les statistiques des 4 premiers stades de culture sont supposées être les suivantes, le capital et le produit étant tous deux évalués, non en livres sterling, mais en *quarters* de blé :

Désignation	Capital employé		Produit, y compris l'amortissement du capital			
	Fixe	Circulant	Amortissement du capital fixe	Amortissement du capital circulant	Profits	Rente
Premier Stade Profits 50 %	A. 100	A. 100	x	100	100	0
Second Stade Profits 42.85 %	A. 100	A. 100	x	100	85.71	14.28
	B. 100	B. 110	x	110	90	0
Troisième Stade Profits 36.36 %	A. 100	A. 100	x	100	72.72	27.27
	B. 100	B. 110	x	110	76.36	13.63
	C. 100	C. 120	x	120	80	0
Quatrième stade Profits 30.43 %	A. 100	A. 100	x	100	60.86	39.13
	B. 100	B. 110	x	110	63.91	26.08
	C. 100	C. 120	x	120	66.95	13.04
	D. 100	D. 130	x	130	70	0

La rente payée pour le capital désigné par A s'accroît de 0 à 14.28, 27.27, et 39.13, et le total de toutes les rente s'accroît de 0 à 14.28, 40.49, et 78.26. On ne nous dit pas de combien croît la rente d'un acre donné, puisque la question demeure ouverte de savoir si les capitaux A, B, C et D sont employés sur la même terre, ou sur des terres différentes (1).

Ricardo montre que le propriétaire foncier bénéficie

(1) Ricardo, *Works*, pp. 371, 373 ; édit. Guillaumin, pp. 502, 504 ; voir aussi ci-dessus p. 372.

« de la difficulté croissante de se procurer de la nourriture, comme conséquence de l'accumulation », et cela de deux manières. Il obtient une rente plus élevée, évaluée en produit brut, et le produit brut est à un prix plus élevé :

« Non seulement la situation du propriétaire foncier est améliorée (par la difficulté croissante de se procurer de la nourriture, comme conséquence de l'accumulation), parce qu'il obtient une quantité accrue du produit de la terre, mais aussi par la valeur d'échange accrue de cette quantité. Si sa rente s'accroissait de 14 à 28 *quarters*, elle ferait plus que doubler, parce qu'il pourrait disposer de plus d'une quantité double de produits en échange des 28 *quarters*. Comme les rentes sont évaluées et payées en monnaie, il recevrait, dans les circonstances supposées, plus du double de sa rente en argent primitive...

Comme le revenu du fermier s'obtient en produit brut, ou en valeur du produit brut, il est intéressé, aussi bien que le propriétaire foncier, à ce que sa valeur d'échange soit élevée, mais pour lui il peut y avoir compensation entre un faible prix du produit et une grande quantité supplémentaire.

Il en résulte, donc, que l'intérêt du propriétaire foncier est toujours opposé à celui de toutes les autres classes de la collectivité. Sa situation n'est jamais aussi prospère que lorsque la nourriture est rare et chère, tandis qu'il est très avantageux à toutes les autres personnes de se procurer la nourriture à bon marché » (1).

Edouard West, dans son *Essay on the Application of Capital to Land* (Essai sur l'application du capital à la terre) traita des causes qui règlent la rente, au cours d'une tentative en vue de convaincre les propriétaires fonciers, que les conséquences d'une grande importation de blé ne seraient pas aussi nuisibles à leurs intérêts qu'ils le supposaient. Si, dit-il, le coût d'obtention du produit brut était toujours le même, quelle que fût la

(1) Ricardo, *Works*, pp. 377-378 ; édit. Guillaumin, p. 510.

quantité produite, les propriétaires fonciers pourraient bien être alarmés à l'idée d'une forte importation, puisqu'une baisse marquée considérable balayerait toute rente aussi bien que tous profits agricoles :

« Mais », allègue-t-il, « nos principes montreront que par une diminution du capital dépensé par le fermier il aura la possibilité de reproduire son capital avec le profit habituel du capital accumulé payé pour ce capital et aussi une rente qui ne sera peut-être pas très inférieure à celle qu'il payait auparavant.

C'est le taux décroissant du rendement des portions additionnelles de capital affecté à la terre qui règle et détermine, presque uniquement, la rente.

Si l'on pouvait dépenser presqu'indéfiniment sur la terre du capital avec le même avantage, le produit, bien entendu, serait illimité, et l'effet sur la rente serait le même que celui d'une quantité indéfinie de terre convenable pour la culture. Dans les deux cas la rente serait très petite. Mais c'est une nécessité que d'avoir recours aux terres inférieures et d'affecter du capital avec un moindre avantage à une terre déjà défrichée, ce qui élève la rente. Ainsi, si dans le cas d'une demande accrue de blé, du capital pouvait être affecté avec le même avantage qu'auparavant, le coût de culture de la quantité accrue serait le même qu'avant, et évidemment la concurrence réduirait bientôt le prix réel au coût de culture, et il ne pourrait y avoir aucun accroissement de la rente. Mais à chaque accroissement de la demande de blé, j'ai montré que le capital nouveau employé pour répondre à cet accroissement de demande l'est avec moins d'avantage. Par suite, le coût de culture de la quantité supplémentaire dont on a besoin est augmenté et le prix réel de cette quantité doit être augmenté aussi. Mais le blé obtenu avec la dépense la plus faible se vendra bien entendu au même prix que celui obtenu avec la dépense la plus élevée et par conséquent la demande croissante élève le prix de tout le blé. Mais le fermier n'obtient sur sa culture que le profit habituel du capital (*stock*) qui est donné même sur le blé obtenu avec la dépense la plus grande ; tout le profit addi-

tionnel, par suite, sur cette portion du produit qui est obtenue avec une dépense moindre, va au propriétaire foncier, sous forme de rente.

Ainsi supposons 10 acres de terre, ayant un rendement de 20 0/0 sur un capital donné de £ 100 : 10 acres ayant un rendement de 19 0/0 et ainsi de suite, comme dans ce tableau :

Acres	Capital	Produit net
10	100	20 etc.
10	100	19
10	100	18
10	100	11
10	100	10 (1)

La supposition que ces onze lots de 10 acres seront tous cultivés avec un capital égal frappe le lecteur comme étant plutôt hardie. West les suppose évidemment tous consacrés à la culture du blé et devant être cultivés exactement de la même manière :

« Supposons des profits du capital (*stock*) de 10 0/0, on ne pourrait payer aucune rente, en vue de la culture, pour les 10 derniers acres qui pourraient être cultivés par le possesseur du sol ou pourraient donner une rente si on les laissait en pâturages. Les 10 acres donnant 11 0/0 payeraient une rente de 1 0/0 après payement du profit sur le capital du tenancier; et comme le blé obtenu sur les 10 acres les meilleurs se vendrait au même prix que celui des 10 les plus mauvais, la terre la meilleure payerait £ 10 comme rente au propriétaire, la suivante £ 9, etc. Supposons maintenant que le prix du blé s'élève et que le profit sur les dix derniers acres passe de £ 10 à £ 11, il est évident que les 10 acres qui auparavant pouvaient payer seulement, s'ils étaient mis en culture, les profits du capital (*stock*) pourraient maintenant donner une rente, et être mis en culture, de sorte qu'une rente serait obtenue de toute la terre. Pour la même raison, si le prix du blé venait à baisser et réduisait de 1 0/0 le profit sur les 10 derniers acres, des terres seraient mises hors de culture et

(1) West, *On the Applications of Capital to Land*, pp. 49-51.

la rente de la terre qui demeurerait en culture serait diminuée. Mais nous savons qu'une hausse du prix du blé a pour résultat non seulement de faire mettre en culture des terres nouvelles, mais aussi d'attirer du capital nouveau à la terre déjà en culture et qu'une baisse permanente aurait pour effet non seulement de soustraire de la terre au labourage, mais aussi de retirer une partie du capital à la terre qui pourrait encore être conservée sous la charrue et cultivée d'une manière moins dispendieuse. Mais si vous prenez les 10 acres de terre que j'ai déjà mentionnés, qui rendent, au prix donné, 20 0/0, il semblerait impossible qu'aucune diminution du prix — sauf de moitié —, put retirer du capital à cette terre, car si le prix du blé tombait même assez bas pour réduire le profit à 11 0/0, il pourrait encore valoir la peine de dépenser le même capital, parce qu'il donnerait 1 0/0 de plus que le capital dans tout autre emploi, lequel 1 0/0 serait la rente » (1).

Les mots même de West dans sa dernière phrase impliquent que les rendements nets varient exactement avec le prix du produit, mais « aucune diminution du prix — sauf de moitié » n'est probablement qu'une expression maladroite pour « aucune diminution du prix qui réduirait le rendement net des 10 acres les meilleurs de moins de la moitié ». Par le « même capital » il entend, bien entendu, « la même quantité de capital ». Il cherche à répondre à l'objection de la manière suivante :

« Cette difficulté est explicable par notre principe seul. La vérité est que la terre qui a un rendement de 20 0/0 pour £ 100 doit comme je l'ai montré, rendre plus sur un capital inférieur à £ 100 et par conséquent doit rendre plus sur la première portion des £ 100 qui y sont consacrés que sur la dernière et donnerait, par conséquent, son rendement à peu près de la manière suivante : les premières £ 10 reproduiraient 40 0/0 du produit net ; les deuxièmes £ 10, 30 0/0 etc. et la dernière portion de capital ne produirait pas plus de 10 0/0, car bien entendu le fermier consacrerait du capital tant qu'il

(1) West, *On the Application of Capital to Land*, pp. 51-52

lui donnerait le profit habituel du capital (*stock*), qui est supposé de 10 0/0.

Comme auparavant, la rente du propriétaire foncier serait donc la totalité du rendement de tout le capital, en sus de ce que produit la dernière ou moins profitable portion de ce capital, et de la même manière qu'auparavant, si le prix du blé augmentait de telle sorte que la portion du capital qui donnait antérieurement 10 0/0 en produisît alors 11, on investirait une autre portion de capital. Et de la même manière si le prix du blé venait à baisser, de telle sorte que le profit sur la dernière portion du capital fût réduit de 10 à 9 0/0, cette portion serait soustraite à cet emploi. Donc, dans le cas d'une baisse quelconque du prix du blé, on retirera cette portion du capital qui donnait auparavant le plus petit profit et on laissera investie seulement celle qui continue à donner un rendement adéquat, et l'effet sur la rente d'une semblable réduction du prix sera à peu près le suivant :

Supposons le cas d'une terre louée sur la base du prix du blé à 90 sh. le *quarter*, d'une rente de £ 300 par an, dont le tenancier a un capital de £ 1000, et un profit sur ce capital de £ 400 par an : le produit est de £ 1400 comme auparavant. Or, après la réduction à 60 sh. du prix du blé, si le tenancier conservait le même capital employé sur la terre, il ne reproduirait même pas son capital, comme je l'ai montré, et il serait encore bien moins capable de payer une rente.

Mais supposons maintenant qu'à cause de cette baisse de prix, il réduise son capital à £ 800. Puisqu'il réalisait, avant la réduction du prix, sur le capital total de £ 1000, £ 400, c'est-à-dire 40 0/0, il devait réaliser plus de 40 0/0 sur les premières £ 800 et même après la réduction du prix il peut réaliser 40 0/0 sur les £ 800, c'est-à-dire £ 320 dont sa part propre comme profit sera £ 80, ce qui laisse comme rente au propriétaire foncier £ 240.

Ainsi, dans cette hypothèse, une baisse de 1/3 dans le prix du blé ne réduirait la rente que de 1/5 » (1).

Torrens (2), et très probablement d'autres auteurs

(1) *Ibid.*, pp. 53-55.
(2) *Essay on the External Corn Trade*, pp. 219-220, et *passim*.

adoptaient, en même temps que West et Ricardo, la théorie que la nécessité de cultiver des terres inférieures, pour satisfaire à une demande de plus grande nourriture, détermine l'élévation de la rente. Il eut, évidemment, été extraordinaire que cette théorie ne fût pas énoncée dans les premiers mois de 1815. On avait mis en culture des terres inférieures pendant la guerre et les rentes s'étaient élevées. On prônait le *corn bill* pour empêcher les terres inférieures d'être mises hors culture et les rentes de baisser. Quoi de plus naturel que de lier les deux phénomènes ?

Il était à peine possible de contester que la rente s'élèverait si on ne pouvait satisfaire à la demande accrue de nourriture que par l'emploi d'une industrie agricole moins productive que la moins productive de celles employées jusque-là. Pour les protectionnistes, cette proposition soulevait des objections extrêmement graves. L'un d'eux qui écrivit une histoire des métaux précieux et devint plus tard Contrôleur des Rendements en blé, demandait « quelle raison ou quelle justice » il pouvait y avoir dans la proposition que « les rentes devaient être abaissées (1) » ; un autre, « un ami des fermiers », pensait qu'il était aussi inique de suggérer une baisse de la rente que la répudiation de la dette nationale : « la rente », s'écriait-il, « est assurément une propriété aussi sacrée que la dette (2) ». On ne pouvait s'attendre à ce que des hommes imbus de ces idées aient fait un accueil enthousiaste à une proposition qui associait la hausse de

(1) William Jacob, *Considerations on the Protection required by British Agriculture and on the Influence of the Price of Corn on Exportable Productions* (Considérations sur la protection nécessaire à l'agriculture britannique et sur l'influence du prix du blé sur les productions exportables), 1814, pp. 82, 83.

(2) George Webb Hall, *Letters on the Importance of Encouraging the Growth of Corn and Wool in the United Kingdom* (Lettres sur l'importance qu'il y a à encourager la production du blé et de la laine dans le Royaume-Uni), 1815, pp. 27-28.

la rente à la productivité décroissante de l'agriculture, même si elle n'avait pas été accompagnée des déductions de Torrens, que maintenir la rente au moyen de la protection « équivaudrait à frapper le pain d'une taxe dans le but de pensionner l'aristocratie foncière (1) ». Mais il était difficile d'attaquer la proposition en soi et l'on devait se contenter de tourner en dérision l'idée de « soustraire » du capital à la terre (2) avec nombre d'autres observations hors de propos, telles que celle que les terres mises en culture les dernières n'étaient pas les plus mauvaises (3).

Que la nécessité d'employer une industrie agricole moins productive pour satisfaire à une demande accrue de nourriture puisse être comme conséquence une cause de hausse de la rente, devint un principe accepté d'économie politique et l'est demeuré jusque dans le temps présent. Mais Ricardo n'était pas satisfait de laisser la nécessité d'employer une industrie agricole moins productive, prendre rang simplement, comme l'une des nombreuses causes de la hausse de la rente. Il tenta de réfuter l'existence de toute autre cause. Comme nous l'avons vu, l'une des causes suggérées par Malthus était la baisse des salaires. Dans l'*Essay* Ricardo nous dit qu'une baisse des salaires ne pourrait pas élever la rente, et qu'elle augmenterait seulement le profit (4). Dans les *Principles*, il

(1) *Essay on the External Corn Trade*, p. 317, (Essai sur le commerce extérieur du blé).

(2) Jacob, *Letter to Whitbread* (Lettre à Whitbread), 1815, p. 37.

(3) Arthur Young, *Inquiry into the Rise of Prices in Europe* (Enquête sur la hausse des prix en Europe), 1815, dans le *Pamphleteer*, vol. VI, p. 189. « Si je nommais un quelconque des sols qu'il y a le moins de chances de voir abandonner, je citerais en exemple sans hésitation ceux qui sont habituellement dénommés sols pauvres, c'est-à-dire les grandes étendues sur lesquelles les progrès modernes les meilleurs et les plus effectifs ont été accomplis ; en d'autres termes, ceux dans lesquels les capitaux furent, en leur temps, les derniers investis ; ce qui est directement contraire aux suppositions de ces nombreux auteurs qui ont traité de l'application progressive du capital à la terre. »

(4) Ricardo, *Works*, p. 372, note ; édit. Guillaumin, p. 502.

explique que salaire et profit étant fixés ensemble par la quantité que l'on peut obtenir d'une terre qui ne paye pas de rente, une hausse ou une baisse du salaire ne peut affecter la rente (1). Une autre des causes possibles suggérées par Malthus était les améliorations agricoles. Ricardo écarte aussi très sommairement cette cause dans l'*Essay*. Dans une note réunissant les améliorations et la baisse des salaires, il fait remarquer qu'il lui semble qu'elles augmenteront seulement le profit (2). Dans une autre note il montre qu'il était prêt à admettre que dans le temps, après une amélioration, la rente pourrait encore s'élever aussi haut qu'elle l'était avant :

« Le bas prix du blé déterminé par les améliorations agricoles donnerait un stimulant à la population en accroissant les profits, en encourageant l'accumulation, ce qui augmenterait encore le prix du blé et diminuerait le profit. Mais on pourrait pourvoir à l'entretien d'une population plus grande avec le même prix du blé, le même profit et la même rente. On peut donc dire que pour un temps les améliorations agricoles augmentent le profit et réduisent la rente » (3).

Mais admettre que la rente peut remonter à son niveau ancien en dépit d'une amélioration n'équivaut nullement à admettre qu'elle peut éventuellement s'élever par suite d'une amélioration. Et Ricardo se sentait si sûr de son terrain que, comme péroraison à son *Essay*, il s'aventura à la *reductio ad absurdum* suivante des prétentions protectionnistes :

« Si les intérêts du propriétaire ont une importance suffisante pour nous déterminer à ne pas profiter de tous les avantages qui découleraient de l'importation du blé à bas prix, ils devraient aussi nous influencer pour nous faire rejeter toutes les améliorations, tant en agriculture que dans les instruments

(1) Ricardo, *Principles*, 1re édit., pp. 568-570 ; 3e édit. dans *Works*, pp. 250-251 ; édit. Guillaumin, pp. 344-345

(2) *Ibid.*, p. 372, note I ; édit. Guillaumin, p. 502.

(3) *Ibid.*, p. 377, note I ; édit. Guillaumin, p. 503.

aratoires, car il est certain qu'au moins autant que l'importation de blé, ces améliorations rendent le blé bon marché, abaissent les rentes et diminuent pour un temps au moins la capacité du propriétaire de payer les impôts. Donc pour être conséquents nous devons par la même loi arrêter les améliorations et prohiber l'importation. »

Dans les *Principles* Ricardo avança exactement la même théorie que dans l'*Essay* quant aux effets des améliorations et l'exposa d'une manière plus détaillée :

« Si », dit-il, « il faut un million de *quarters* de blé pour l'entretien d'une population donnée et s'ils sont obtenus sur des terres des qualités n°s 1, 2 et 3, et si l'on découvre après des améliorations qui permettent de l'obtenir des terres n°s 1 et 2 sans employer le n° 3, il est évident que l'effet immédiat doit être une baisse de la rente ; car on cultivera le n° 2 au lieu du n° 3 sans payer de rente, et la rente du n° 1 au lieu d'être la différence entre les produits du n° 3 et du n° 1 sera seulement la différence de ceux des n° 2 et 1. Avec exactement la même population, il ne peut y avoir aucune demande d'une quantité additionnelle de blé ; le capital et le travail employés sur le n° 3 seront consacrés à la production d'autres articles désirables pour la collectivité et ceux-ci ne peuvent pas avoir pour effet d'élever la rente, à moins que la matière brute dont ils sont faits ne puisse être obtenue sans employer le capital d'une manière moins avantageuse sur la terre, auquel cas il faudra encore cultiver le n° 3.

Il est indiscutablement exact que la baisse du prix relatif des produits bruts, en conséquence du progrès agricole ou plutôt de ce que l'on affecte moins de travail à sa production, conduirait naturellement à une accumulation accrue, car le profit du capital (*stock*) serait beaucoup augmenté. Cette accumulation conduirait à une demande plus grande de travail, à un salaire plus élevé, à une population accrue, à une demande ultérieure de produits bruts et à une culture accrue. Néanmoins, c'est seulement après l'accroissement de la population que la rente serait aussi élevée qu'auparavant, c'est-à-dire après la mise en culture du n° 3. Une

période considérable se serait écoulée, marquée par une diminution réelle de la rente » (1).

Ricardo ne dit pas ici s'il parle de la rente mesurée par le produit — la rente en blé — ou de la rente mesurée par la valeur en argent de ce produit, mais comme à la fin du chapitre il dit qu'il a considéré la rente en blé et non la rente en argent (2), nous pouvons examiner son argumentation d'abord dans l'hypothèse où il entend la rente en blé.

La proposition que c'est seulement après que le n° 3 aura été mis de nouveau en culture que la rente en blé sera aussi élevée qu'auparavant, contient évidemment celle que la rente en blé ne sera pas aussi élevée qu'auparavant jusqu'à ce que le n° 3 ait été de nouveau mis en culture, et semble aussi impliquer, bien que cela ne soit pas tout à fait nécessaire, qu'aussitôt que le n° 3 aura été de nouveau mis en culture, la rente en blé sera aussi élevée qu'auparavant. Or, aucune de ces propositions n'est toujours vraie. Dans l'exemple arithmétique que Ricardo donne pour illustrer sa doctrine (3), il arrive qu'il est exact que lorsque la terre soustraite à la culture y est rendue de nouveau, la rente en blé est aussi élevée qu'avant, mais il n'en est ainsi que parce qu'il suppose — ce qui ne se produirait pas vraisemblablement — que les améliorations ajoutent « une augmentation égale », c'est-à-dire un quantum absolu égal au produit de chacune des qualités successives de terre ou portions successives de capital employées. Supposant que quatre portions égales de capital donnent un produit de :

$$100 + 90 + 80 + 70 = 340$$

(1) Ricardo, *Principles* 1re édit., pp. 69-70 ; 3e édit. dans *Works*, pp. 41-42 ; édit. Guillaumin, p. 47.

(2) Il dit qu'il a considéré la « proportion du produit total » du propriétaire foncier, mais la note illustrative qui suit montre que ceci signifie seulement le montant absolu de la rente mesuré en produit.

(3) *Ibid.*, 1re édit., pp. 72-73 ; 3e édit. dans *Works*, pp. 42-43 ; édit. Guillaumin, pp. 48-49.

et par suite payant des rentes de :

$$30 + 20 + 10 = 60$$

il suppose une amélioration augmentant chacune des quatre quantités de produit de 25, de sorte qu'elles deviennent :

$$125 + 115 + 105 + 95 = 440.$$

Après que la période intermédiaire, « marquée par une diminution réelle de la rente », sera écoulée et que la totalité de ce produit est nécessaire, de sorte que le n° 4 que l'on avait cessé d'employer, soit de nouveau mis en culture, la rente en blé sera aussi élevée qu'avant :

$$30 + 20 + 10 = 60.$$

Mais si Ricardo avait supposé que le produit s'accroissait jusqu'à :

$$122 + 115 + 108 + 105 = 450$$

la rente en blé serait :

$$17 + 10 + 3 = 30$$

c'est-à-dire pas aussi élevée qu'avant, et s'il avait supposé le produit s'accroissant jusqu'à :

$$127,8 + 115 + 102,2, + 89,4 = 444,4$$

la rente en blé serait :

$$38,3 + 25,5 + 12,8 = 76,6.$$

c'est-à-dire considérablement plus élevée qu'à l'origine et comme les graduations entre le commencement du n° 1 et la fin du n° 4 doivent en réalité être beaucoup plus nombreuses que trois, ceci montre que la rente en blé serait « aussi élevée qu'auparavant » quelque temps avant que la totalité du n° 4 ait été remise en culture de nouveau.

La proposition « qu'une période considérable se serait écoulée, marquée par une diminution réelle de la rente »

n'est pas plus nécessairement vraie que celle qui la précède. Si le produit :

$$100 + 90 + 80 + 70 = 340$$

augmentait comme Ricardo le supposait jusqu'à :

$$125 + 115 + 105 + 95 = 440$$

de sorte que le produit des nos 1, 2 et 3 :

$$125 + 115 + 105 = 345$$

fût suffisant pour les besoins immédiats de la population, la rente en blé tomberait d'un total de 60 à :

$$25 + 10 = 30.$$

Si le produit augmentait, comme dans notre premier exemple ci-dessus, jusqu'à :

$$122 + 115 + 108 + 105 = 450$$

de sorte que le produit des nos 1, 2 et 3 :

$$122 + 115 + 108 = 345$$

fût suffisant, la rente en blé s'abaisserait de 60 à :

$$14 + 7 = 21.$$

Et si le produit croissait comme dans notre deuxième exemple jusqu'à :

$$127,8 + 115 + 102,2 + 89,4 = 444,4$$

de sorte que le produit des nos 1, 2 et 3 :

$$127,8 + 115 + 102,2 = 345$$

fût encore suffisant, la rente en blé tomberait de 60 à :

$$22,5 + 12,7 = 35,3.$$

Mais si le produit croissait jusqu'à :

$$140 + 110 + 90 + 77 = 417$$

de sorte que le produit des nos 1, 2 et 3 :

$$140 + 110 + 90 = 340$$

fût suffisant, la rente en blé s'élèverait de 60 à :

$$50 + 20 = 70$$

et aucune période « considérable » ou non « ne se serait écoulée, marquée par une diminution réelle de la rente ».

Pour rendre exacte la doctrine de Ricardo sur la rente en blé, nous devons supposer — ce que nous n'avons aucune raison de croire et ce qui semble *prima facie* improbable, que les améliorations ajoutent toujours un quantum absolu égal au produit de chacune des « additions » successives de capital ou tout au moins qu'elles n'ajoutent jamais un quantum absolu plus grand au produit des « additions » les plus productives qu'à celui des additions moins productives. Ricardo n'affirme pas que l'une ou l'autre de ces suppositions soient en concordance avec les faits, bien qu'il implique peut-être qu'il en est ainsi pour la première, dans la phrase qui précède immédiatement l'exemple arithmétique :

« Si par l'introduction de l'exploitation du navet, ou par l'usage d'un engrais plus actif je puis obtenir le même produit avec moins de capital et sans altérer la différence entre les puissances productives des portions successives de capital, j'abaisserai la rente ; car une portion différente et plus productive sera celle qui constituera l'étalon avec lequel on mesurera toutes les autres » (1).

Comme il professe qu'il traite des améliorations en général et cependant ne croit pas nécessaire de considérer le cas des améliorations que l'on ne peut réaliser

(1) Ricardo, 1re édit., p. 72 ; 3e édit. dans *Works*, p. 42 ; édit. Guillaumin, p. 48.

« sans altérer la différence entre les puissances productives successives de capital », nous devons supposer qu'il ne lui vint pas à l'idée qu'il y avait un tel cas (1).

Si nous examinons la doctrine de Ricardo sur les améliorations en supposant que, en dépit de ce qu'il dit à la fin du chapitre, il pensait en réalité non à la rente en blé, mais à la rente en argent, le résultat est encore loin d'être satisfaisant, bien qu'à un moindre degré. Comme il suppose le prix du blé variant exactement avec la productivité du capital ou du travail le moins productif (2) qui soit employé, un accroissement de la rente en blé dû à une amélioration sera le plus souvent plus que contrebalancée par une baisse du prix du blé. Quand toutes les additions de capital seront une fois encore en œuvre — quand le n° 3 ou le n° 4 sera encore à nouveau mis en culture — l'accroissement de la rente en blé dû à une addition *proportionnelle* au produit de chaque addition de capital sera exactement contrebalancé par

(1) Le Professeur Marshall, dans sa Note sur la doctrine de Ricardo relative à l'incidence des impôts et à l'influence des améliorations en agriculture, dit (*Principles of Economics* (Principes d'économie politique) 4e édit., liv. VI, ch. IX, p. 720), que Ricardo divise les améliorations dans les arts culturaux en deux classes, dont la première consiste en ces améliorations grâce auxquelles il est « possible d'obtenir le même produit avec moins de capital sans altérer la différence entre les puissances productives des portions successives de capital » ; négligeant, bien entendu, pour les fins de son argument général le fait qu'une amélioration donnée quelconque peut rendre un service plus grand sur une certaine pièce de terre que sur une autre. » Mais Ricardo divise simplement les améliorations en « celles qui augmentent la puissance productive de la terre et celles qui nous permettent par le perfectionnement de notre outillage d'obtenir son produit avec moins de travail (3e édit. dans *Works*, p. 42 ; édit. Guillaumin, p. 48 ; la 1re édit., pp. 70-71, omet les mots « par le perfectionnement de notre outillage ») et on ne néglige pas simplement les améliorations affectant irrégulièrement les qualités de la terre, mais aussi celles qui affectent de la même manière toutes les qualités, mais sans conserver l'échelle existante.

(2) Moins de capital, ce qui est la même chose que moins de travail, *Principles*, 1re édit., p. 74 ; 3e édit. dans *Works*, p. 43 ; édit. Guillaumin, p. 49.

la décroissance du prix du blé. Si, par exemple, comme nous l'avons déjà supposé, le produit passe de :

$$100 + 90 + 80 + 70 \text{ à } 127,8 + 115 + 102,2 + 89,4$$

et la rente en blé de 60 à 76,7, le prix du blé baisse dans le rapport de 89,4 à 70 et que $\frac{70}{89,4} x \times 76,7 = 60 x$, la rente en argent serait la même qu'à l'origine. Et quand une ou plusieurs des additions de capital auront temporairement cessé d'être employées, l'accroissement de la rente en blé dû à une addition proportionnelle au produit de chaque « addition de capital est nécessairement quelque peu plus que contrebalancée par la décroissance du prix du blé. Si, par exemple, le produit de ces quatre additions de capital est d'abord :

$$100 + 96 + 68 + 66 = 330$$

et que chacun soit accru de 25 0/0, de sorte que les nos 1, 2 et 3 produisant :

$$125 + 120 + 85 = 330$$

soient suffisant la rente en blé s'élèvera de :

$$34 + 30 + 2 = 66 \text{ à } 40 + 35 = 75$$

mais comme le prix du blé aura baissé dans le rapport de 85 à 66, la rente en argent baissera de

$$66\, x \text{ à } \frac{66}{85} x \times 75 = 58\, x.$$

Mais une amélioration ajoutant un pourcentage plus grand au produit des additions les plus productives du capital qu'à celles qui le sont moins, pourrait élever la rente en argent non seulement avant que le No 4 eût été remis en culture, mais même immédiatement. Dans notre dernier exemple si le produit des nos 1, 2 et 3 passe de :

$$100 + 96 + 68 \text{ à } 130 + 125 + 75 = 330$$

la rente en blé s'élèvera de 66 à 105 et la rente en argent de $66\,x$ à $\frac{66}{75}\,x \times 105 = 92\,\frac{2}{5}\,x$. Par conséquent, pour rendre exacte la théorie de Ricardo sur la rente en argent, nous devons supposer que les améliorations ajoutent toujours un pourcentage égal au produit de chacune des additions successives de capital ou, tout au moins, qu'elles n'ajoutent jamais un pourcentage plus grand au produit des additions les plus productives qu'à celui des additions qui le sont moins. Dans le chapitre sur « les opinions de M. Malthus sur la Rente » Ricardo affirme hardiment que les améliorations ajoutent « probablement » des pourcentages égaux au produit de toutes les différentes additions de capital :

« Rien ne peut élever la rente », dit-il, « qu'une demande de terre nouvelle de qualité inférieure ou quelque cause occasionnant une modification de la fertilité de la terre déjà en culture. Des améliorations en agriculture et dans la division du travail sont communes à toutes les terres ; elles augmentent la quantité absolue de produit brut obtenu sur chacune, mais ne modifient pas beaucoup, probablement, les proportions relatives qui existaient auparavant entre elles » (1).

On ne peut guère s'attendre à ce que nous acceptions ce document curieux d'histoire agricole sur le simple *ipse dixit* d'un *stock-broker* retiré. Ricardo semble ne pas l'avoir connu lorsqu'il écrivait son chapitre sur la Rente, car là, comme nous l'avons vu, il donne un exemple dans lequel les additions successives reçoivent des augmentations égales et non proportionnelles.

Nous avons encore à considérer ce qui est peut-être la partie la plus étrange de la théorie de Ricardo eu égard aux effets des améliorations agricoles sur la rente. Immédiatement après avoir décrit en termes généraux les effets temporaires et permanents des améliorations (2

(1) Ricardo, *Principles*, 1re édit. pp. 570-571 ; 3e édit. dans *Works*, pp. 251-252 ; édit. Guillaumin, p. 345.

(2) Ci-dessus pp. 427-428.

et avant d'expliquer et d'illustrer cette opinion, il dit :

« Mais les améliorations agricoles sont de deux ordres : celles qui augmentent la puissance productive de la terre et celles qui nous permettent, en améliorant notre outillage, d'obtenir son produit avec moins de travail. Elles conduisent toutes deux à une baisse du prix du produit brut ; elles affectent toutes deux la rente, mais ne l'affectent pas également. Si elles n'occasionnaient pas une baisse du prix du produit brut, ce ne seraient pas des améliorations, car la qualité essentielle d'une amélioration est de diminuer la quantité de travail nécessitée auparavant pour obtenir une marchandise ; et cette diminution ne peut survenir sans une baisse de son prix ou valeur relative » (1).

Jusqu'ici nous avons admis que toutes les améliorations appartenaient à la première des deux classes et, suivant l'expression de Ricardo, « nous permettaient d'une manière absolue d'obtenir le même produit qu'avant » sur une plus petite quantité de terre. » C'est par rapport à cette première classe que son cas lui semblait le plus probant, puisque : lorsqu'il dit que les deux sortes d'améliorations n'affectent pas également la rente, il entend apparemment que les améliorations de la première catégorie la diminuent plus que celles de la seconde, parce qu'elles diminuent à la fois la rente en argent et la rente en blé (2). Nous devons maintenant rechercher comment Ricardo tente de montrer que les améliorations de la seconde catégorie doivent diminuer la rente, au moins temporairement. La réponse est qu'il ne tente pas le moins du monde de le montrer. En achevant sa discussion relative à la première classe, il dit :

« Mais il y a des améliorations qui peuvent diminuer la va-

(1) Ricardo, *Principles*, 1re édit., p. 71-72 ; 3e édit. dans *Works*, p. 42 ; édit. Guillaumin, pp. 47-48. Les mots « en améliorant notre outillage » ne figurent pas dans la 1re édition.

(2) Une amélioration n'affectant que la rente en argent pourrait, bien entendu, la diminuer davantage qu'une amélioration affectant à la fois la rente en argent et la rente en blé ; mais Ricardo n'y pense pas.

leur relative du produit sans diminuer la rente en blé, bien qu'elles diminuent la rente en argent de la terre. Ces améliorations n'augmentent pas la puissance productrice de la terre, mais elles nous permettent d'en obtenir le produit avec moins de travail. Elles tendent plutôt à la formation du capital appliqué à la terre, qu'à la culture de la terre elle-même. Les améliorations des outils agricoles tels que la charrue et la machine à battre, l'économie dans l'usage des chevaux employés en agriculture et une connaissance plus complète de l'art vétérinaire sont de cet ordre. On emploiera sur la terre moins de capital, ce qui est la même chose que moins de travail ; mais on ne peut cultiver moins de terre pour obtenir le même produit ».

Après cette explication de la nature de la seconde classe des améliorations, nous nous attendons naturellement à ce que Ricardo montre comment « elles diminueront la rente en argent de la terre ». Au lieu de le faire, il le considère comme acquis et continue tranquillement :

Cependant, la question de savoir si des améliorations de cet ordre affectent la rente en blé, dépend de ce que la différence entre le produit obtenu par l'emploi de différentes portions de capital est accrue, stationnaire ou diminuée. Si l'on emploie sur la terre quatre portions de capital 50, 60, 70, 80, donnant chacune les mêmes résultats et si une amélioration quelconque dans la formation de ce capital me permet de les réduire chacune de 5, de sorte qu'elles soient 45, 50, 65 et 75, il ne se produirait aucune modification dans la rente en blé » (1).

Dans sa supposition que dans ce cas la rente en argent baissera, et dans sa proposition qu'il n'y aura aucune modification de la rente en blé, Ricardo, en dépit de la logique rigoureuse qu'on lui reconnaît si souvent, a absolument, et d'une manière presque évidente, tort. C'est une simple question d'arithmétique. Si le nombre de *quarters* produit par chacune des quatre « portions

(1) Ricardo, *Principles*, 1re édit., p. 74 ; 3e édit. dans *Works*, p. 43 ; d t. Guillaumin, p. 49.

de capital est x, la rente d'origine en blé sera nulle pour 80, des $\frac{10}{80}x$ pour 70, des $\frac{20}{80}x$ pour 60 et de $\frac{30}{80}x$ pour 50 en tout $\frac{3}{4}x$, et si un *quarter* vaut £ 4, la rente en argent sera £ $3x$. Après l'amélioration on peut produire le blé, qui règle le prix, avec les $\frac{5}{80}$ de capital en moins, ce qui est la même chose que moins de travail, et, par conséquent, le prix du blé baisse de £ 4 à £ $3\frac{3}{4}$ la rente s'élève de

$$\frac{10}{80}x + \frac{20}{80}x + \frac{30}{80}x = \frac{3}{4}x$$
$$\text{à } \frac{10}{75}x + \frac{20}{75}x + \frac{30}{75}x = \frac{4}{5}x$$

et la rente en argent est £ $3\frac{3}{4} \times \frac{4}{5}x = 3x$, c'est-à-dire exactement la même qu'avant. Si l'on enlève des quantités absolues égales aux « quatre portions de capital » la rente en blé s'élèvera toujours et la rente en argent demeurera toujours la même (1). Il est assez curieux que Ricardo lui-même, dans le chapitre sur l'Impôt sur les produits bruts, reconnaît le cas inverse, à savoir que l'addition de quantités absolues égales à chacune des quatre portions diminuera la rente en blé et laissera la rente en argent sans changement (2).

(1) Pour que la rente du blé demeurât la même qu'auparavant, il serait nécessaire de déduire des quatre portions de capital, non des quantités égales, mais des pourcentages égaux. Par exemple, si chacune était réduite de 12 1/2 0/0 ou 1/8 la rente en blé serait

$$\frac{8\frac{3}{4}}{70}x + \frac{17\,1/2}{70}x + \frac{26\,1/2}{70}x = \frac{3}{4}x,$$

c'est-à-dire exactement la même qu'avant, tandis que la rente en argent baisserait de £ $3x$ à £ $3\frac{3}{4} \times \frac{3}{4}x$ = £ $2\,13/16\,x$.

(2) RICARDO, *Principles*, 1re édit., pp. 196-198 ; 3e édit. dans *Works*, p. 92 ; édit. Guillaumin, pp. 115-116.

Oublieux de son erreur quant à l'effet de la soustraction d'une quantité absolue égale à chaque capital, il s'engage témérairement dans ce qu'il imagine être un argument *à fortiori* :

« Mais si les améliorations étaient telles, qu'elles me permissent de faire l'économie totale sur cette portion du capital qui est employée le moins productivement, la rente en blé diminuerait immédiatement, parce que la différence entre le capital le plus productif et le capital le moins productif serait diminuée et c'est cette différence qui constitue la rente » (1).

C'est tout à fait exact. Si l'amélioration déduisait 20 du capital de 80, et rien de ceux de 70, 60 et 50, la rente en blé serait :

$$\frac{10}{70}x + \frac{10}{70}x + \frac{20}{70}x = \frac{3}{7}x$$

au lieu des $\frac{3}{4}x$. Mais quel droit a donc Ricardo de prendre ce cas où l'économie totale est réalisée sur la portion du capital qui est le moins productivement employée sans prendre le cas inverse où toute l'économie est réalisée sur la portion qui a l'emploi le plus productif ? Evidemment, absolument aucun, et si nous prenons ce cas inverse nous voyons que la rente en blé et la rente en argent s'élèveraient immédiatement toutes les deux. Si, par exemple, nous déduisons 20 du capital de 50 et rien de ceux de 60, 70 et 80, nous voyons que la rente en blé sera :

$$\frac{10}{80}x + \frac{20}{80}x + \frac{50}{80}x = x$$

au lieu de $\frac{3}{4}x$ et comme il n'est rien survenu pour modifier la valeur du *quarter* de blé la rente en argent sera £ $4x$ au lieu de £ $3x$.

(1) Ricardo, *Principles*, 3e édit. dans *Works*, pp. 43-44 ; édit. Guillaumin, pp. 49-50. Cette citation et les deux précédentes se font suite. On lit à la page 75 de la 1re édit. « la plus grande portion du capital, cette portion » au lieu de « cette portion de capital ».

Que nous l'appliquions à sa première ou à sa seconde catégorie d'améliorations, et que nous supposions qu'il ait voulu parler de rente en argent ou de rente en blé, la tentative de Ricardo pour montrer que les améliorations doivent temporairement diminuer la rente, aboutit à un échec complet et sans appel. On ne peut poser aucune règle générale quant à l'effet immédiat des améliorations. Il variera avec leur nature et les circonstances du pays et du sol auxquelles elles sont apportées.

Même si Ricardo avait réussi à démontrer que les améliorations doivent toujours abaisser la rente pour un temps, il n'aurait pas atteint la fin qu'il visait, à savoir de prouver la non existence de toute cause de hausse de la rente, sauf la nécessité de recourir à une industrie moins productive. Qu'il faille considérer ou non les améliorations comme une cause de la hausse de la rente, dépend, non de leurs effets temporaires mais de leurs effets permanents, et dans les éditions postérieures des *Principles* Ricardo admettait non seulement, comme dans l'*Essay* et dans la première édition des *Principles*, que lorsqu'un certain temps s'est écoulé après une amélioration, la rente peut encore être aussi élevée qu'avant, mais aussi qu'elle peut être plus élevée par suite de cette amélioration. Dans la troisième édition il introduisit une note dans le chapitre de la Rente :

« J'espère que l'on ne pense pas que je veux estimer au dessous de sa valeur l'importance pour le propriétaire foncier de toutes les améliorations agricoles — leur effet immédiat est de diminuer la rente ; mais comme elles donnent un stimulant à la population et en même temps nous permettent de cultiver des terres plus pauvres avec moins de travail, elles sont en fin de compte d'un avantage immense pour les propriétaires fonciers, cependant il doit s'écouler une période pendant laquelle elles liu sont absolument nuisibles » [*sic*] (1).

(1) Ricardo, *Principles*, 3e édit. dans *Works*, p. 43 ; cette note ne figure pas dans l'édition Guillaumin.

Dans le chapitre sur les opinions de M. Malthus sur la Rente il introduisit plusieurs phrases nouvelles, dans l'une d'elles il dit que les « améliorations agricoles » « donneront à la terre une capacité de supporter, dans l'avenir, une rente plus élevée parce qu'avec le même prix de la nourriture, il y aura une grande quantité supplémentaire » (1). Dans le chapitre sur la rente il avait supposé que 4 portions égales de capital fournissaient un produit de :

$$100 + 90 + 80 + 70 = 340.$$

Par une amélioration il avait fait augmenter les 4 quantités de produit à :

$$125 + 115 + 105 + 95 = 440$$

et dit que lorsque la totalité des 440 serait nécessaire, la rente serait aussi élevée qu'avant. Dans ce stade, d'après ses hypothèses, le blé ne vaudrait que les $\frac{70}{95}$ de son prix d'origine. L'état de chose envisagé dans la nouvelle phrase qui vient d'être citée est évidemment un stade ultérieur lorsque l'on emploie, disons, deux portions de plus de capital, et que le produit est :

$$125 + 115 + 105 + 95 + 85 + 70 = 595$$

et que la rente au lieu de $30 + 20 + 10 = 60$ est :

$$55 + 45 + 35 + 25 + 15 = 175$$

le prix du blé étant le même qu'auparavant. Admettre que cet accroissement n'aurait pas pu se produire sans l'amélioration, est incompatible avec l'affirmation que l'amélioration est une cause de diminution plutôt que d'accroissement de la rente et il y a un fondement à cette plainte de Malthus :

« Il est quelque peu singulier que M. Ricardo — qui, d'une

(1) Ricardo, *Principles*, 2e édit., p. 517 ; 3e édit. dans *Works*, p. 251 ; édit. Guillaumin, p. 345.

manière générale, a maintenu son attention si fermement fixée sur les résultats permanents et finals qu'il a même défini le prix *naturel* du travail : le prix qui suffirait à entretenir une population stationnaire, bien qu'un parail prix ne puisse généralement pas exister sous un gouvernement modérément bon et dans un état ordinaire des choses,au cours de centaines d'années, — ait toujours, en traitant de la rente, adopté une méthode opposée et se soit toujours referré aux effets temporaires (1) ».

Malthus ne voulut accepter aucune partie de la théorie de Ricardo que la hausse de la rente doit être attribuée exclusivement à la nécessité d'employer une industrie moins productive, et il réimprima avec de très légères modifications son *Nature et progrès de la rente* (*Nature and Progress of Rent*) dans son *Economie politique*. D'autre part, James Mill dit que « la rente s'accroît en proportion de la décroissance de l'effet des capitaux successivement employés sur la terre » (2) et ne mentionne aucune autre cause d'accroissement.

Avec son absolutisme habituel, M'Culloch adopta d'abord la théorie de Ricardo :

« Un accroissement de la rente, dit-il, n'est pas, comme on le suppose très généralement, occasionné par des améliorations en agriculture ou par un accroissement de la fertilité du sol. Il résulte entièrement de la nécessité de recourir avec l'accroissement de la population, à des sols de fertilité *décroissante*. La rente varie en proportion inverse de la quantité de produit obtenue au moyen du capital et du travail employés en culture ; c'ést-à-dire *qu'elle croît quand le profit du travail agricole diminue et qu'elle diminue quand il augmente* » (3).

Néanmoins dans la seconde édition (1830) de ses *Principles*, bien qu'il reproduisît les deux dernières proposi-

(1) MALTHUS, *Political Economy*, p. 2.0.
(2) JAMES MILL, *Elements*, 1re édit., p. 16.
(3) M'CULLOCH, *Principles*, 1re édit., pp. 268-269.

tions de ce passage, il montra qu'une amélioration ajoutant au produit du capital le plus productif, et pas à celui du capital le moins productif, pourrait élever immédiatement la rente, et il insista, sur le fait (1), que si une amélioration abaissait la rente pendant un temps, ce temps serait très court (2).

En 1831 Richard Jones (3) attaqua vigoureusement la théorie ricardienne. Avec une vue beaucoup plus large du sujet que Ricardo, il examina toute l'histoire, au lieu de confiner son attention aux circonstances de l'Angleterre pendant la guerre. Par conséquent, il fut parfaitement évident pour lui que la nécessité d'employer l'industrie agricole moins productive n'était ni la seule cause réelle possible, ni la plus importante puisque, pendant les trois derniers siècles, en Angleterre, par exemple, les rentes s'étaient élevées énormément, bien que l'industrie agricole la moins productive employée ne fût pas moins productive qu'au début de la période. Il pensait que la cause évidente de la hausse effective de la rente en Angleterre était non que la portion la plus coûteuse du produit agricole obtenue, l'était avec un coût plus grand — ce qui n'était pas le cas, mais simplement qu'on obtenait une plus grande quantité de produit (4). Il y a, d'après lui, trois grandes causes possibles de hausse de la rente et il met au troisième rang « la cause unique et exclusive de tout accroissement » (5) donnée par Ricardo, la considérant comme de beaucoup la moins importante. La seconde cause est « l'efficacité croissante du capital employé » ou ce que Ricardo appelait les améliorations en agriculture. Les améliorations, dit-il, augmentent la rente « sauf quand le progrès des

(1) M'Culloch, *Principles*, p. 434.
(2) *Ibid.*, pp. 452-455.
(3) R. Jones, *Essay on the Distribution of Wealth*. Part. I, *Rent*.
(4) *Ibid.*, pp. 282-6.
(5) *Ibid.*, p. 213.

améliorations dépasse celui de la population et que l'augmentation de produit dépasse celle de la demande (événement auquel on doit rarement s'attendre) (1). Il tourne en ridicule la supposition de Ricardo « d'une extension soudaine des améliorations par laquelle, comme par le coup d'une baguette magique, deux tiers du sol d'un pays sont mis en état de produire autant que la totalité immédiatement avant, tandis que la population demeure identiquement la même » :

« Il est nécessaire seulement de se rappeler la manière lente et progressive dont les améliorations agricoles sont découvertes, mises au point et répandues en pratique, pour se rendre compte combien cette supposition de M. Ricardo est en réalité imaginaire. Si les deux tiers des terres de l'Angleterre devaient jamais produire autant que la totalité produit aujourd'hui (éventualité extrêmement probable) nous pouvons être tout à fait sûrs que le progrès ne s'établira pas par quelque bond soudain et magique : que les moyens de le réaliser seront découverts par petites portions à la fois, peut-être à des intervalles considérables, et seront tardivement adoptés en pratique d'une manière générale, et nous pouvons presque prédire qu'ils le seront à contre-cœur et avec défiance. Dans l'intervalle, la population et la demande de produits bruts ne seront pas demeurés stationnaires. Dans le processus de la production d'approvisionnements croissants de nourriture pour une population croissante, nous n'observons aucun de ces larges écarts entre l'offre et la demande, aucun de ces départs et soubresauts brusques que M. Ricardo est conduit à supposer, afin de prouver que toutes les améliorations agricoles sont défavorables aux intérêts des propriétaires fonciers. Comme la masse de la population s'accroît lentement, nous voyons la pression graduelle de la demande stimuler les agriculteurs aux fins d'améliorations qui, par une progression imperceptible de l'offre, assurent l'alimentation des gens. Tandis que ce processus se déroule, chaque accroissement du produit, dû à l'application aux vieux sols

(1) *Ibid.*, p. 237.

de plus de capital, agissant sur eux avec des effets inégaux résultant des différences de leur fertilité d'origine, élève la rente, et à aucun moment les intérêts des propriétaires ne sont opposés à ces améliorations » (1).

La cause de l'élévation de la rente que Jones place au premier rang est « l'accroissement du produit dû à l'emploi de plus de capital pour la culture » (2) sans aucune décroissance de la production de l'industrie agricole la moins productive employée. Si nous revenons encore une fois à la supposition de Ricardo d'une quantité égale de capital, que nous désignons par x, produisant sur quatre surfaces de terres

$$100 + 90 + 80 + 70 = 340 \text{ } \textit{quarters} \text{ de blé,}$$

il est évident que si la demande s'élève à 680 *quarters* de blé et si cette quantité peut être obtenue par l'emploi de $2\,x$ sur chaque surface sans diminution du rendement, de sorte qu'elles donnent $200 + 180 + 160 + 140 = 680$, la rente s'élèverait de $30 + 20 + 10$ à $60 + 40 + 20$. Une pareille modification est tout à fait possible et probable, quoique Ricardo, ce dont se plaint Jones, dise « que si le capital pouvait être indéfiniment employé sur les vieilles terres, sans diminution de rendement, il ne pourrait y avoir aucune élévation de la rente » (3). Si, néanmoins, nous supposons que la culture soit toujours aussi extensive que si les cultivateurs commençaient avec une « *tabula rasa* », pour ainsi dire, le changement ne serait pas possible à moins qu'une « amélioration » ait été introduite. Si pour produire 680 *quarters* la méthode la plus profitable est

(1) R. Jones, *Essay*, pp. 211-212, cf. référence, p. 283

(2) *Ibid.*, p. 190.

(3) *Ibid.*, p. 297, Ricardo, *Principles*, 1re édit., p. 57 ; 3e édit. dans *Works*, p. 37 ; édit. Guillaumin, p. 38. A ce moment Ricardo considérait apparemment la « vieille terre » comme uniquement d'une seule qualité.

d'employer 2 x produisant 200 *quarters* sur la terre n° 1, 2 x produisant 180 *quarters* sur la terre n° 2, etc., la méthode la plus profitable de produire seulement 340 *quarters* serait, alors, non d'employer x sur la terre n° 1, x, sur la terre n° 2, x sur la terre n° 3 et x sur la terre n° 4, mais d'employer 2 x sur la terre n° 1 et $\frac{7}{9}$ x sur la terre n° 2. Et s'il y a eu une « amélioration », le cas compris par l'hypothèse de Ricardo, dans sa deuxième édition, qu'une amélioration » donnera à la terre la possibilité de supporter à quelqu'époque future une rente plus élevée parce qu'avec le même prix de la nourriture, il y aura une grande quantité additionnelle » (1). En fait, bien entendu, les cultivateurs ne commencent pas avec une *tabula rasa* comme Ricardo l'imagine lorsqu'il parle de la « première colonisation d'un pays. » De sorte qu'il pourrait très bien arriver qu'un capital x puisse être employé sur chacune des terres n°s 1, 2, 3, 4, bien qu'en considérant le sujet *a priori*, et en négligeant le fait que les terres n°s 3 et 4 sont prêtes à la culture et qu'une partie de la population y est établie, on puisse dire qu'il est plus profitable d'employer 2 x sur le n° 1 et $\frac{7}{9}$ x sur le n° 2 et rien sur les n°s 3 et 4.

Senior, écrivant en 1836, n'apporte aucune contribution positive à la théorie de cette question, mais il attribue la hausse de la rente en Angleterre depuis 1790 à un accroissement de la productivité de la terre (2).

Dans son chapitre sur l' « Influence du progrès de l'Industrie et de la Population sur les rentes, les profits et les salaires » (*Influence of the progress of industry and population on rents, profits and wages*) J. S. Mill donna le plus grand poids au fait, admis par Ricardo dans sa troi-

(1) RICARDO, *Principles*, 2e édit., p. 517 ; 3e édit. dans *Works*, p. 251 ; édit. Guillaumin, p. 315, cité ci-dessus, p. 440.

(2) SENIOR, *Political Economy*, édit. in-8, p. 139.

sième édition, que les améliorations sont, « en fin de compte », à l'avantage du propriétaire foncier et semble avoir été quelques fois, tout au moins, prêt à admettre que la hausse historique réelle de la rente était due aux améliorations et non à la nécessité d'employer une industrie moins productive pour obtenir la quantité accrue de nourriture nécessaire (1). Mais en dépit de M. Culloch, il adhérait à la théorie ricardienne qu'une amélioration doit diminuer la rente à moins qu'il n'y ait, ou jusqu'à ce qu'il y ait une demande accrue de produit. Divisant les améliorations en : 1° celles qui « permettent qu'une quantité donnée de nourriture soit produite avec un coût moindre, mais non sur une moindre surface qu'auparavant » et 2° celles qui « permettent à une étendue donnée de terre de fournir, non seulement le même produit avec un moindre travail mais un produit plus considérable ; de sorte que si une plus grande quantité de produit n'est pas nécessaire, on peut se passer d'une partie de la terre déjà en culture », il dit que dans les circonstances supposées « par la première de ces deux sortes d'améliorations, la rente serait diminuée. Dans celles supposées par la seconde, elle le serait encore davantage » (2). Pour montrer la vérité de la proposition, il suppose que « la demande de nourriture nécessite la culture de trois qualités différentes de terre rendant pour des surfaces et dépenses égales 100, 80 et 60 boisseaux de grain ». Elles donneront des rentes en blé de 40 + 20 = 60 boisseaux et si les dépenses égales « sont de £ x, elles donneront comme rentes en argent 2/3 £ x + 1/3 £ x = £ x. Mill suppose alors que l'on réalise une amélioration qui « sans permettre d'obtenir plus de

(1) J. S. Mill, *Principles*, liv. IV, ch. III, et voir ci-dessus, pp. 231-240.

(2) J.-S. Mill, *Principles*, liv. IV, ch. III, § 4, 1re édit., vol. II, pp. 270-271 ; *People's edit.*, pp. 434-435 ; trad. Courcelle-Seneuil, II, pp. 446-447.

blé permette de l'obtenir avec 1/4 de travail en moins » et il entend par là que les trois surfaces égales continuent à donner 100 + 80 + 60 boisseaux, mais que la dépense égale doit être réduite sur chaque surface égale de £ x à £ 3/4 x. La rente en blé, dit-il, demeurera donc la même qu'avant ; mais comme le prix du blé aura baissé de 1/4 la rente en argent sera réduite de £ x à £ 3/4 x. Néanmoins, le fait que la rente en blé reste la même, résulte évidemment simplement du fait que, contrairement à Ricardo, (1) il a supposé que l'amélioration réduit d'un pourcentage égal, les trois coûts de production. S'il avait supposé que l'amélioration réduisait d'un pourcentage plus grand la dépense la plus productive que la dépense la moins productive, la rente en blé se serait élevée. Et si les différences entre les pourcentages avaient été assez grandes, non seulement il y aurait pu y avoir élévation de la rente en blé mais également de la rente en argent. Par exemple, si par une amélioration la dépense de production de 100 boisseaux était réduite à 1/2 £ x, celle pour 80 boisseaux à £ 8/11 x et celle de 60 à 10/11 £ x, la rente en blé s'élèverait de 60 à 67 + 32 = 99 boisseaux et la rente en argent de £ x à 1 1/2 £ x.

Pour montrer qu'une amélioration de la seconde catégorie aurait réduit la rente « encore plus » ou « dans une plus grande proportion encore » qu'une amélioration de la première catégorie, Mill suppose « que l'on peut obtenir la quantité de produit dont le marché a besoin non seulement avec un quart en moins de travail mais également avec un quart de terre en moins ». « L'on doit maintenant abandonner », dit-il, la terre « équivalente au quart du produit », c'est-à-dire la terre dont on a obtenu jusqu'alors un quart du produit. Par suite, la rente en blé baissera de 60 à 133 1/3 — 106 2/3

(1) Ricardo déduisait une quantité absolue égale de dépenses inégales et conséquemment un pourcentage plus grand des plus petites. Cf. ci-dessus, pp. 329-330.

$= 26\ 2/3$ et comme le prix du boisseau de blé se sera abaissé aux $\frac{60}{106\ 2/3}$ de son prix antérieur, la rente en argent s'abaissera de £ x à $\frac{26\ 2/3}{60} \times \frac{60}{106\ 2/3}$ £ $x = 1/4$ £ x.

Dans cet exemple on ajoute un pourcentage égal de 33 1/3 à chacune des trois quantités de produit. Comme le Professeur Marshall le signale (1) si, au lieu de 100, 80 et 60, les trois quantités avaient été à l'origine 115, 65 et 60 boisseaux, l'amélioration ajoutant 33 1/3 0/0 à chacune aurait augmenté la rente en blé de 60 à 66 2/3 boisseaux. Et, comme nous l'avons déjà montré (2), si l'on ajoutait un pourcentage plus grand aux quantités de produit les moins coûteuses, qu'aux quantités les plus coûteuses, on peut concevoir aisément des cas où l'amélioration élèverait non seulement la rente en blé, mais celle en argent. Dans son chapitre « De la Rente » Mill n'a rien à dire des causes qui produisent les variations de la rente. La proposition principale qu'il cherche à démontrer est que « la rente du sol est l'excédent de son rendement sur le rendement de la terre la plus mauvaise qui est cultivée ou sur le capital employé dans les circonstances les moins avantageuses » (3). Il voulait évidemment ainsi donner quelques renseignements non quant aux rentes de la même terre aux diverses époques, mais quant aux rentes de différentes pièces de terre au même moment et par conséquent cela n'appartient pas à cette partie de notre recherche (4).

(1) Marshall, *Economics of Industry*, 1879, p. 85 note; *Principles*, 4e édit., p. 273.

(2) Ci-dessus, p. 327.

(3) J. S. Mill, *Principles*, liv. II, ch. vi, sommaires des § 3 et § 4 dans la table.

(4) Ci-dessus ch. viii, § 4.

CHAPITRE VIII

DISTRIBUTION EFFECTIVE

§ 1. — *Division du Produit Total entre l'ensemble des Salaires, l'ensemble des Profits et l'ensemble des Rentes.*

Maintenant, que nous avons traité, ce qu'enseignaient les économistes de la période de 1776 à 1848, non seulement ce qui concerne ce que l'on considérait comme la production, mais aussi ce qui concerne les causes de variation des salaires par tête, des profits pour cent et de la rente par acre, nous sommes enfin en mesure de traiter des causes qui déterminent les proportions suivant lesquelles le produit total ou revenu (*income*) d'une communauté se divise entre les classes et les individus.

La première question est « Qu'est-ce qui détermine les proportions suivant lesquelles le produit est divisé entre la classe des travailleurs, la classe des capitalistes et la classe des propriétaires fonciers, ou, comme l'on dit par métaphore, entre le travail, le capital et la terre ? »

Avant que Ricardo écrivit, cette question ne semble pas s'être posée à personne, et l'on ne peut trouver relativement à elle que des propositions incidentes et très incomplètes.

Adam Smith dit quelque part que « l'extension des

améliorations et de la culture » fait revenir « une plus grande proportion du produit de la terre au propriétaire » (1), mais ailleurs, il dit « dans le progrès des améliorations, la rente, quoiqu'elle augmente en proportion de l'étendue, diminue en proportion du produit de la terre » (2). Il appuya la seconde de ces propositions contradictoires sur l'observation des faits, il appuya la première sur la théorie quelque peu superficielle que lorsque le prix du produit s'élève, une proportion moindre qu'avant est nécessaire pour rémunérer le producteur. Ces deux propositions sont évidemment relatives au produit agricole seulement, et par conséquent, même si l'une des deux avait été démontrée, cela n'aurait pas répandu beaucoup de lumière sur la distribution du produit total du travail, à moins que l'on n'ait pu montrer l'existence d'une certaine relation entre le total du produit de l'agriculture et le total des autres produits. En ce qui concerne les proportions de produit obtenues par les profits et les salaires, Adam Smith ne nous dit rien. Il considère toujours les salaires comme les salaires « pas ouvrier » et les profits, soit comme un montant total absolu, soit comme un taux ou un rapport entre l'intérêt et le principal.

Les enquêtes parlementaires qui eurent lieu dans les dernières années de la grande guerre montrèrent qu'à cette époque, la part du propriétaire foncier sur le produit total de l'agriculture était en baisse (3). Malthus a noté le fait, et West s'en est servi comme de l'un des supports principaux de sa théorie de la baisse des profits (4). Aucun essai ne fut fait cependant pour en déduire une générali-

(1) Adam Smith, *op. cit.*, liv. I, ch. xi, p. 115, édit. Guillaumin, I, p. 215.

(2) *Ibid.*, liv. II, ch. III, p. 148, *a* édit. Guillaumin, I, p. 404.

(3) Reports of Lords' Committees on Grain and the Corn Laws, 1814, (dans la Collection de la Chambre des Communes 1814-15, vol. V, pp. 1035-1335), pp. 26-46.

(4) Malthus, *Nature and Progress of Rent*, pp. 30-31. — West, *Application of Capital*, p. 2, 27, 30.

sation quelconque en ce qui concerne la division du revenu (*income*) total de la communauté entre les salaires, les profits et les rentes.

La position de Ricardo vis-à-vis de la question est très particulière. Dans la préface de ses *Principles*, il parle comme s'il avait pleinement compris l'importance de la question et comme s'il s'imaginait qu'il eut au moins contribué dans une certaine mesure à la recherche d'une réponse complète. Il dit :

« Le produit de la terre — tout ce qui est tiré de sa surface par l'emploi conjoint du travail, des machines et du capital — est divisé entre trois classes de la communauté à savoir, le propriétaire de la terre, le possesseur du stock ou capital nécessaire pour sa culture, et les ouvriers par le travail desquels elle est cultivée.

Mais aux différents stades de la société les proportions du produit total de la terre qui seront attribuées à chacune de ces classes sous les noms de rente, de profit et de salaires seront essentiellement différentes...

Déterminer les lois qui règlent cette distribution est le problème principal de l'économie politique. »

Il faut admettre que les répétitions du mot « terre » et l'introduction des mots « culture » et « cultivé » montrent certainement que Ricardo avait dans l'esprit les proportions suivant lesquelles le produit agricole est divisé, plutôt que les proportions suivant lesquelles est divisé le produit total ou revenu de la communauté. Mais dans tout son ouvrage il paraît toujours traiter une ferme comme une sorte de type de l'industrie de tout le pays, et supposer que la division du produit total peut être inferré de la distribution à l'intérieur d'une ferme, c'est pourquoi il ne faut pas attacher trop d'importance à l'observation qui précède.

Vers la fin du premier chapitre de ses *Principles*, il dit :

« C'est d'après la division du produit total de la terre et

du travail du pays entre les trois classes des propriétaires fonciers, des capitalistes et des ouvriers que nous devons juger de la rente du profit et des salaires, et non d'après la valeur à laquelle ce produit peut être estimé d'une manière qui est sans contredit variable.

Ce n'est pas par la quantité absolue de produit obtenu par l'une ou l'autre de ces classes que nous pouvons correctement juger du taux du profit, de la rente et des salaires, mais par la quantité de travail nécessitée pour obtenir ce produit. Par les perfectionnements des machines et les améliorations agricoles, le produit total peut être doublé ; mais si les salaires, la rente et le profit sont aussi doublés, tous trois conserveront entre eux les mêmes proportions, et l'on ne pourra dire d'aucun qu'il a proportionnellement varié. Mais si les salaires ne participaient pas à la totalité de cette augmentation, si au lieu d'être doublés, ils étaient seulement augmentés de moitié, si la rente, au lieu d'être doublée était seulement augmentée des trois quarts, et que le reste de l'augmentation aille au profit, il me faudrait dire, je pense, que la rente et les salaires ont baissé, tandis que les profits ont monté (1). »

Dire que la rente et les salaires ont baissé, quand on admet soi-même qu'ils ont augmenté de moitié, peut difficilement être considéré comme « exact », quelles que soient les circonstances. Mais, en dépit de la façon maladroite dont Ricardo s'exprime, néanmoins, sa pensée apparût à première vue suffisamment simple. Il semble simplement désirer montrer, qu'en discutant de la distribution du produit en salaires, profits et rente, nous devrions nous préoccuper de la façon dont il est divisé entre ces trois parts et non du montant total absolu de produit qui va à chaque part. Cependant, la raison qu'il fournit en faveur du procédé qu'il recommande donne plutôt un aspect différent à la question :

(1) Ricardo, *Principles*, 1re édit., pp. 44-45 ; 3e édit. dans *Works*, p. 31, commençant ainsi. « C'est suivant la division du produit total de la terre d'une ferme quelconque entre les trois classes des propriétaires fonciers, des capitalistes et des ouvriers » ; édit. Guillaumin, p. 31.

« car si, continue-t-il, nous avions un étalon invariable d'après lequel nous mesurions la valeur de ce produit, nous trouverions qu'une valeur moindre est échue à la classe des ouvriers et des propriétaires fonciers et une part plus grande à celle des capitalistes que celles qu'ils avaient reçues précédemment. Nous pourrions trouver par exemple que, quoique la quantité absolue de marchandises ait été doublée, elles soient le produit de précisément la même quantité de travail qu'avant. Sur chaque centaine de chapeaux, de vêtements et de *quarters* de blé produits, si

les ouvriers avaient	25
les propriétaires fonciers . .	25
les capitalistes.	50
	100

et si après que ces marchandises ont doublé en quantité, sur chaque centaine

les ouvriers avaient seulement	22
les propriétaires fonciers . .	22
les capitalistes.	56
	100

je dirais dans ce cas que les salaires et la rente ont baissé et que les profits ont monté, quoique par suite de l'abondance des marchandises, les sommes payées à l'ouvrier et au propriétaire foncier se seraient élevées dans la proportion de 25 à 44. Les salaires doivent être estimés d'après leur valeur réelle, à savoir d'après la quantité de travail et de capital employés à les produire, et non d'après leur valeur nominale soit en vêtements, en chapeaux, en monnaie ou en blé. Dans les circonstances que je viens de supposer, les marchandises seraient tombées à la moitié de leur valeur ancienne ; et, si la monnaie n'avait pas varié, aussi à la moitié de leur ancien prix. Si, alors, d'après cet étalon, qui n'aurait pas varié de valeur, on trouvait que les salaires de l'ouvrier ont baissé, ce n'en serait pas moins une baisse réelle, bien qu'ils puissent

lui procurer une plus grande quantité de marchandises bon marché que son ancien salaire (1). »

Il devient évident que ce que Ricardo veut dire réellement, c'est que les salaires, les profits et la rente, ou, dans tous les cas, les salaires, « doivent être estimés d'après leur valeur réelle, à savoir par la quantité de travail et de capital employés à les produire ».

Mais les variations de la « valeur réelle » des salaires totaux, des profits totaux et de la rente totale, lorsque la valeur réelle signifie « la quantité de travail et de capital employés à les produire », ne correspondent pas toujours aux variations, dans les proportions suivant lesquelles le produit total est divisé entre les salaires totaux, les profits totaux et la rente totale. Si l'ensemble du produit du pays était d'abord 100 millions de chapeaux, de vêtements et de *quarters* de blé produits par 8 millions d'hommes et divisés en : 25 millions de chapeaux, de vêtements et de *quarters* pour les salaires, 25 pour la rente et 50 pour les profits ; et que l'ensemble du produit s'élevât ensuite à 200 millions de chapeaux, etc., produits par 15 millions d'hommes et divisés en : 50 millions pour les salaires, 30 pour la rente, 120 pour les profits, la proportion du produit total échéant aux salaires serait restée la même dans ce cas, à savoir 25 0/0, quoique la « valeur réelle » du montant du produit échéant aux salaires se fut élevée dans le rapport de 200 à 375, la proportion du produit total échéant à la rente totale serait tombée de 25 0/0 à 15 0/0, quoique la « valeur » de la rente totale se fût accrue dans le rapport de 200 à 225 ; et la proportion du produit total échéant au profit aurait monté seulement de 50 à 60 0/0, quoique la valeur des profits totaux eut monté dans le rapport de 4 à 9. Le produit et la « valeur » dans ces deux cas seraient les suivants :

(1) Ricardo, *Principles* 1re édit., pp. 45-46 ;3e édit. dans *Works*, pp. 31-32 ; édit. Guillaumin, pp. 31-32.

Première période

				Ouvriers
Salaires totaux .	25.000.000	chapeaux (etc.)	produits par	2.000.000
Rente totale . .	25.000.000	—	—	2.000.000
Profits totaux. .	50.000.000	—	—	4.000.000
	100.000.000			8.000.000

Deuxième période

				Ouvriers
Salaires totaux .	50.000.000	chapeaux (etc.)	produits par	3.750.000
Rente totale . .	30.000.000	—	—	2.250.000
Profits totaux . .	120.000.000	—	—	9.000.000
	200.000.000			15.000.000

Dans l'exemple numérique de Ricardo, les variations dans les proportions du produit échéant à chacune des trois parts coïncident avec les variations dans le montant absolu de la « valeur réelle » échéant à chaque part, ou la quantité de travail employée à produire chaque part, simplement parce qu'il suppose que la quantité totale du travail reste stationnaire. Il suppose que l'augmentation du produit résulte non de l'augmentation de la population, mais « des perfectionnements dans les machines et des améliorations agricoles » et que toute l'augmentation du produit est le résultat de « précisément la même quantité ancienne de travail ». Par conséquent, la « valeur » totale à diviser reste la même, et si l'une quelconque des trois parts, salaires, profits et rente prend une part plus grande du produit total, elle doit nécessairement augmenter de « valeur ». Lorsque les capitalistes ont 56 % du produit au lieu de 50 %, ils ont aussi 56 x de valeur au lieu de 50 x.

Lorsque le nombre des ouvriers et par conséquent à la « valeur » totale de l'ensemble du produit changent, ce ne sont pas les variations dans la « valeur » totale de chaque part qui coïncideront avec les variations dans

les proportions du produit échéant à chaque part, mais les variations dans la « valeur » totale de chaque part, divisée par le nombre d'ouvriers. Une élévation dans la « valeur » de la rente totale divisée par le nombre des ouvriers coïncidera avec une élévation dans la proportion du produit échu à la rente. Une élévation dans la « valeur » des profits totaux divisée par le nombre des ouvriers coïncidera avec une élévation de la proportion échéant aux profits. Une élévation dans la « valeur » des salaires totaux divisée par le nombre des ouvriers coïncidera avec une élévation dans la proportion du produit échu aux salaires. Ainsi dans notre exemple ci-dessus la proportion du produit attribué à la rente tombe de 25 % à 15 % lorsque la « valeur » de la rente totale divisée par le nombre des ouvriers tombe de 0,25 x à 0,15 x ; la proportion attribuée au profit s'élève de 50 % à 60 % lorsque « la valeur » des profits totaux divisée par le nombre des ouvriers s'élève de 0,50 x à 0,60 x, et la proportion attribuée aux salaires reste à 25 % lorsque la « valeur » des salaires totaux divisée par le nombre des ouvriers reste 0.25 x.

Or, ce sont des conceptions très peu familières que celles des profits totaux divisés par le nombre des ouvriers et de la rente totale divisée par le nombre des ouvriers et l'on peut dire avec beaucoup de certitude qu'elles n'ont jamais été dans l'esprit de Ricardo. Mais les salaires totaux divisés par le nombre des ouvriers sont simplement les « salaires dans le sens ordinaire ». Lorsque Ricardo dit : « Les salaires doivent être évalués d'après leur valeur réelle, à savoir par la quantité de travail et de capital employés à les produire », il employait le mot dans son sens ordinaire. Le passage cité se trouve au cours d'une tentative pour expliquer la différence entre l'effet d'une élévation des salaires en argent résultant d'une modification de la valeur de la monnaie, et une élévation de salaires résultant « de cette circonstance que l'ouvrier est récompensé plus libéralement ou

d'une difficulté de se procurer les choses nécessaires pour l'obtention desquelles les salaires sont dépensés ». Si elle résulte de la première cause, Ricardo dit que l'élévation entraînera la hausse des « prix » et n'affectera pas les « profits » ; si elle résulte de la seconde, elle abaissera les « profits » et n'affectera pas les « prix » :

« Une élévation des salaires résultant d'une modification dans la valeur de la monnaie a un effet général sur les prix et pour cette raison elle ne produit aucun effet réel, quel qu'il soit, sur les profits. Au contraire, une élévation des salaires (résultant) du fait que l'ouvrier est plus libéralement récompensé, ou d'une difficulté de se procurer les choses nécessaires pour l'obtention desquelles les salaires sont dépensés ne produit pas [sauf dans quelques cas] un effet d'élévation des prix, mais a une influence considérable dans le sens de l'abaissement des profits. Dans le premier cas il n'y a pas une plus grande part du travail annuel du pays consacrée à l'entretien des ouvriers ; dans l'autre cas, il y en a une plus grande part (consacrée à cet entretien) (1). »

La rente est laissée ici entièrement de côté et les « profits » dont il est question ne sont, en réalité, autre chose que le taux du profit, ou rapport entre l'intérêt et le principal, de telle sorte qu'il n'y a pas de raison pour prendre les « salaires » dans un sens autre que le sens ordinaire de salaires par tête, et, comme nous venons de le montrer, les variations dans la proportion du produit total échéant aux salaires coïncideront réellement avec les variations dans « la quantité de travail employée à produire » les salaires par tête. Si dans l'ensemble un quart du produit va au salaire, un quart du travail total, et du travail dépensé par tête doit être employé à produire les salaires et ainsi de suite.

On peut dire probablement que Ricardo était conduit à sa proposition que les variations de la rente et des

(1) Ricardo, *Principles*, 1re édit., pp. 43-44 ; 3e édit. dans *Works*, p. 31 ; les mots entre crochets figurent dans la 3e édit., mais ne se trouvent ni dans la 1re ni dans la 2e édit. ; édit. Guillaumin, p. 31.

profits devaient être entendues comme signifiant des variations dans les proportions du produit total échéant à la rente et au profit, simplement par une fausse analogie résultant de l'ambiguité du mot « salaires ». Il voyait que la proportion échéant « aux salaires » varierait avec la quantité de travail employée à produire les salaires, mais il lui échappait que lesdits salaires sont des salaires par tête et non des salaires dans le sens convenant à l'équation : Produit = Salaires + Profits + Rente. De là il concluait hâtivement et imprudemment que les proportions du produit échéant aux profits et à la rente varieraient avec la quantité de travail employée à les produire, c'est-à-dire avec ce qu'il avait décidé d'appeler leur « valeur ».

Or, c'est de la question de la valeur des choses que le livre de Ricardo s'occupe avant tout, et la conséquence de ce que la « valeur », — telle qu'il définit ce mot, — des profits et de la rente, ne varie pas avec les proportions du produit total échéant aux profits et à la rente, est que son livre n'aurait pas traité des proportions suivant lesquelles le revenu total de la communauté est divisé entre le travail, le capital et la terre, même s'il s'en était toujours tenu à sa définition de la valeur des trois parties. Si cependant il s'en était tenu à cette définition, son livre en traitant des variations de la valeur des salaires par tête aurait aussi nécessairement traité des variations dans la proportion du produit total qui échoit aux salaires totaux.

En fait, cependant, il ne s'en tint pas à sa définition de la valeur de la rente des profits et des salaires. Si la valeur de la rente, des salaires et des profits doit être estimée par la quantité de travail employée à les produire et si l'on doit supposer, comme le fait Ricardo en vue de son investigation (1), que la monnaie a une valeur in-

(1) Ricardo, *Principles*, 3e édit. dans *Works*, pp. 29-30 ; édit. Guillaumin, p. 29.

variable, nous serons certainement justifiés de nous attendre à ce que la rente + le salaire + les profits produits par 20 ouvriers moyens vaillent exactement deux fois autant « en monnaie » que la rente + les salaires + les profits produits par 10 ouvriers moyens, et ainsi de suite. Mais dans les exemples que Ricardo choisit du progrès de la culture, le blé produit lorsque 10 hommes seulement sont employés, vaut £ 4 × 180 = £ 720, le blé produit lorsque 20 hommes sont employés vaut $\frac{180}{170}$ de £ 4 × (180 + 170) = £ 1482 $\frac{6}{17}$ et le blé produit lorsque 30 hommes sont employés vaut $\frac{180}{160}$ de £ 4 × (180 + 170 + 160) = £ 2295. Au lieu de doubler la valeur en monnaie du produit total — salaires + profits + rente — lorsque le nombre des hommes employés est double, Ricardo double la valeur en monnaie du produit diminuée de la rente, c'est-à-dire la valeur en monnaie des salaires et des profits seulement, et ajoute un quantum additionnel de valeur pour la rente, valeur qui n'est pas justifiée par l'augmentation du travail. Au lieu que le produit total de dix hommes moyens conserve toujours la même valeur, c'est seulement le profit + les salaires produits par le travail de dix hommes moyens qui conserve toujours la même valeur, à savoir £ 720 dans l'exemple de Ricardo. Par conséquent, les variations dans la valeur des salaires par tête, estimée d'après l'étalon invariable de valeur, ne correspondent pas aux variations du produit total qui échoit aux salaires. Au lieu de cela, elles correspondent avec les variations, dans le produit moins la rente, qui échoit aux salaires. Une hausse dans la « valeur » des salaires, ou une élévation des « salaires en monnaie » ou du « prix du travail » ne signifie pas nécessairement que la rente + les profits recevront une moindre part du produit mais seulement que les salaires en recevront une plus grande et les

profits par conséquent une proportion plus faible de cette part du produit qui reste après que la rente est déduite. Le tableau suivant, établi d'après l'exemple que donne Ricardo dans ses chapitres sur la rente les salaires et les profits (1), peut servir à éclaircir ceci : (Voir p. 461).

On verra que dans la série des chiffres à l'aide desquels Ricardo a illustré son raisonnement, les salaires par tête estimés d'après l'étalon invariable, la monnaie, s'élèvent graduellement de £ 24 à £ $27 \frac{3}{7}$ alors que la proportion du produit total qui va aux salaires reste constante : $\frac{1}{3}$ ou $33 \frac{1}{3}$ %.

Néanmoins, si des variations dans les salaires en monnaie par tête, de Ricardo, correspondent à des variations dans la proportion du produit moins la rente qui va aux salaires, il vaut la peine de rechercher comment il supposait que ces salaires en monnaie étaient déterminés, puisque si nous connaissons ce qui détermine la division du produit moins la rente, entre les salaires et les profits, nous n'avons qu'à trouver ce qui détermine la division du produit total entre la rente d'un côté, et les salaires + les profits de l'autre, en vue de compléter la recherche de ce qui détermine la division du produit total entre les trois parties. La doctrine de Ricardo, relativement à la détermination des salaires en monnaie, a cependant été exposée dans une certaine mesure par anticipation dans la section consacrée aux variations des salaires par tête (2). En montrant comment il supposait que les salaires réels n'étaient pas affectés par une élévation dans le prix des produits consommés par les ouvriers, il a été nécessaire de dire qu'il prétendait que lors-

(1) Voir spécialement Ricardo *Principles*, 1re édit., pp. 76, 106, 126, 127 ; 3e éd. dans *Works*, pp. 44, 55, 56, 64 ; édit. Guillaumin, pp. 50, 69, 70, 80, 81. On a substitué les fractions exactes de la livre aux évaluations négligentes de Ricardo en shillings et en pence.

(2) V. ci-dessus, p. 320-321, 326-339.

Période	Valeur en produit total	Rente	Profits	Salaires	Nombre d'hommes employés	Salaires en monnaie par tête	Proportion du produit total allant à la Rente	aux Profits	aux Salaires
I	£ 720	Néant	£ 480	£ 240	10	£ 24	Néant	666	333
II	£ 1.482 $\frac{6}{17}$	£ 42 $\frac{6}{17}$	£ 945 $\frac{15}{17}$	£ 494 $\frac{2}{17}$	20	£ 24 $\frac{12}{17}$	028	638	333
III	£ 2.295	£ 135	£ 1.395	£ 765	30	£ 25 $\frac{1}{2}$	058	607	333
IV	£ 3.168	£ 288	£ 1.824	£ 1.056	40	£ 26 $\frac{2}{5}$	090	575	333
V	£ 4.114 $\frac{2}{7}$	£ 514 $\frac{2}{7}$	£ 2.228 $\frac{4}{7}$	£ 1.371 $\frac{3}{7}$	50	£ 27 $\frac{3}{7}$	125	541	333

que le prix de ces produits s'élève, les salaires en monnaie s'élèvent suffisamment pour permettre à l'ouvrier d'acheter autant, ou presque autant qu'avant. Le « prix naturel du travail », par lequel il entendait, évidemment, le prix en monnaie, les salaires en monnaies, et non les salaires réels, « dépend », dit-il au début du chapitre sur les salaires « du prix de la nourriture et des choses nécessaires et commodes requises pour l'entretien de l'ouvrier et de sa famille. Avec une élévation dans le prix de la nourriture et des choses nécessaires, le prix naturel du travail s'élèvera ; avec une baisse de leur prix, le prix naturel du travail baissera (1) ». Un peu plus loin, lorsqu'il a perdu de vue son « marché » et ses salaires « naturels », il dit, les « salaires » (entendant alors les salaires en monnaie) « sont susceptibles de s'élever ou de baisser sous l'influence de deux causes :

1° L'offre et la demande des ouvriers.

2° Le prix des produits pour l'obtention desquels les salaires (2) sont dépensés. »

La première cause affecte évidemment les salaires réels aussi bien que les salaires en monnaie, la seconde affecte les salaires en monnaie seulement, le sens donné par Ricardo étant évidemment que, pour un certain prix des produits, les salaires en monnaie seront déterminés par l'offre et la demande d'ouvriers, et que, étant donné un certain état de l'offre et de la demande d'ouvriers, les salaires en monnaie seront déterminés par le prix des produits. Si nous substituons la proportion du produit-moins-la-rente, allant aux salaires, au terme équivalent « salaires en monnaie », nous trouvons alors que les proportions, suivant lesquelles le produit-moins-la-rente est divisé entre les salaires et les profits,

(1) Ricardo, *Principles*, 1re édit., pp. 90-91 ; 3e édit. dans *Works*, p. 50 ; édit. Guillaumin, p. 59.

(2) Ricardo, *Principles*, 1re édit., p. 97 ; 3e édit. dans *Works*, p. 53 ; édit. Guillaumin, p. 62.

sont déterminées par la demande et l'offre d'ouvriers, étant donné un certain prix des produits, et par le prix des produits consommés par les ouvriers, étant donné un certain état donné de l'offre et de la demande d'ouvriers. C'est la doctrine elle-même. Le corollaire que Ricardo déduisait de là était que, dans le progrès de la société, les salaires en monnaie ou la proportion du produit-moins-la-rente, qui va aux salaires, a une tendance à augmenter. Dans l'*Essai sur l'influence du bas prix du blé*, il dit que « l'élévation ou la baisse des salaires », entendant par là les salaires réels, « est commune à tous les états de la société », et que « le capital et la population prennent alternativement la tête », de telle sorte que « l'on ne peut rien établir de positif relativement aux profits, pour autant que les salaires sont en jeu (1) ». Il considérait donc comme acquis que l'assertion qu'il émet explicitement au début de l'*Essay*, à savoir que « les salaires réels du travail restent uniformément les mêmes » (2), correspondait à la réalité des faits, si l'on prend la moyenne d'une période de temps considérable. Ayant ainsi éliminé du problème les variations des salaires réels et ayant supposé que certains salaires étant donnés, les salaires en monnaie varieront avec le prix des produits en vue de l'obtention desquels il sont dépensés, il lui était permis de soutenir, comme il le fait, que « dans le progrès de la richesse » qui élève le prix de ces produits, il y aura une « hausse générale des salaires » (3) dans le sens évidemment de salaires en monnaie. Mais dans les *Principles*, il ne dit pas seulement que « en même temps que la population s'accroît » les produits nécessaires consommés par l'ouvrier « subiront une élévation constante de prix », mais aussi que, « dans le progrès naturel de la société, les salaires du tra-

(1) Ricardo, *Principles*, dans *Works*, p. 379 ; édit. Guillaumin, p. 512.
(2) *Ibid.*, p. 372 ; édit. Guillaumin, p. 503.
(3) *Ibid.*, p. 387 ; édit. Guillaumin, p. 522.

vail auront une tendance à baisser, dans la mesure où ils sont réglés par l'offre et la demande (1). Ensuite il aurait pu, s'il avait entendu le mot tendance dans le sens qui lui a par la suite été attribué quelquefois, — dire que les salaires en monnaie ont une tendance à baisser comme conséquence d'un excès de l'offre sur la demande, et aussi une tendance à s'élever comme conséquence de l'élévation constante du prix des choses nécessaires, et s'être arrêté là. Mais il n'avait pas été convaincu que les variations des salaires réels ont une importance, qui n'est en aucune façon comparable aux variations du prix des choses nécessaires. C'est pourquoi, après avoir expliqué sa proposition, que « les salaires auront une tendance à baisser dans la mesure où ils sont réglés par l'offre et la demande », il continue :

« Je dis que, dans ces circonstances, les salaires baisseraient s'ils étaient réglés seulement par l'offre et par la demande d'ouvriers ; mais nous ne devons pas oublier que les salaires sont aussi réglés par les prix des produits pour l'obtention desquels ils sont dépensés.

En même temps que la population s'accroît, les choses nécessaires s'élèveront constamment en prix, parce que il faudra plus de travail (pour les produire). Si donc les salaires, en monnaie, du travail s'abaissaient alors que s'élevait chacun des produits pour l'obtention desquels les salaires du travail sont dépensés, l'ouvrier serait doublement affecté, et serait bientôt totalement privé de subsistance. Par conséquent, au lieu de baisser, les salaires en monnaie du travail s'élèveraient ; mais, ils ne s'élèveraient pas assez pour permettre à l'ouvrier d'acheter autant de choses confortables et nécessaires qu'il le faisait avant la hausse des prix de ces produits. Si son salaire annuel était auparavant de £ 24 ou de 6 *quarters* de blé lorsque le prix était de £ 4 par *quarter*, il recevrait probablement seulement la valeur de 5 *quarters* lorsque le blé s'élèverait à £ 5 par *quarter*. Mais 5 *quarters*

(1) *Ibid.*, 1re édit., pp. 102-103 ; 3e édit. dans *Works*, 54 ; édit. Guillaumin p. 65.

coûteraient £ 25 ; il recevrait donc une addition à son salaire en monnaie, quoique avec cette addition il serait incapable de se fournir de la même quantité de blé qu'il consommait antérieurement dans sa famille (1). »

Dans cet exemple, l'augmentation des salaires en monnaie résulte de la supposition que la décroissance des salaires en blé, provoquée par la « tendance à la baisse », est dans la proportion de 6 à 5, alors que l'augmentation du prix du blé est dans la proportion plus élevée de 4 à 5. S'il était arrivé à Ricardo de penser qu'il était « probable » que l'ouvrier recevrait seulement la valeur de 4 4/5 *quarters* de blé lorsque le blé s'élevait à £ 5 par *quarter*, les salaires en monnaie seraient restés à £ 24. Comme il pensait toujours que l'élévation du prix des choses nécessaires était le facteur le plus puissant, il croyait que, dans l'avance naturelle de la société, les salaires en monnaie s'élèvent constamment et, par suite, que les salaires reçoivent une proportion plus grande et les profits une proportion plus faible de cette part du produit qui est divisée entre eux. Dans le chapitre sur les Profits, ceci est illustré par l'exemple arithmétique déjà cité, dans lequel le travail de 10 hommes produit toujours £ 720 pour les profits + les salaires ou le produit — la rente. Toutes les fois que les salaires prennent une proportion plus grande de cette somme, comme conséquence de « l'élévation de salaires produite par la hausse des choses nécessaires » (2), une moindre proportion en est laissée pour les profits. Ricardo considère même comme digne d'être remarqué que la proportion allant aux salaires peut augmenter assez rapidement pour diminuer effectivement le montant de l'ensemble absolu des profits exprimés en monnaie :

« Si, dit-il après avoir donné quelques chiffres hypothé-

(1) RICARDO, *Principles*, 1re édit., pp. 103-104 ; 3e édit. dans *Works*, pp. 54-55 ; édit. Guillaumin, p. 66.
(2) Voir ci-dessus, p. 334, note 2.

tiques, « le capital employé était suffisant pour rapporter cent mille fois £ 720 (1) ou £ 72.000.000 l'ensemble des profits serait de £ 48.000.000 si le blé était à £ 4 par *quarter* ; et si en employant un capital plus grand (2) on obtenait 105.000 fois £ 720 lorsque le blé est à £ 6 ou £ 75.600.000, les profits tomberaient effectivement de £ 48.000.000 à £ 44.100.000, ou à 105.000 fois £ 420 et les salaires s'élèveraient de £ 24.000.000 à £ 31.500.000 (3). »

La conclusion est que :

« Quoiqu'une plus grande valeur soit produite, une plus grande proportion de ce qui reste de cette valeur, après paiement de la rente, est consommée par les producteurs, et c'est cela, et cela seulement qui règle les profits. Tant que la terre a un rendement abondant, les salaires peuvent s'élever temporairement et les producteurs peuvent consommer plus que leur proportion accoutumée ; mais le stimulant qui sera ainsi donné à la population réduira rapidement les ouvriers à leur consommation habituelle. Mais, lorsque des terres pauvres sont mises en culture, ou lorsqu'une plus grande quantité de capital et de travail sont dépensés sur la terre déjà exploitée avec un rendement moindre de produit, l'effet doit être permanent. Une plus grande proportion de cette part du produit qui reste à répartir après paiement de la rente, entre les propriétaires du stock et les ouvriers, sera attribuée aux derniers. Chaque homme peut avoir et aura probablement une quantité absolue moindre ; mais comme un plus grand nombre d'ouvriers sont employés proportionnellement au produit total retenu par le fermier, la valeur d'une plus grande proportion du produit total sera absorbée par les salaires, et par conséquent il ne sera con-

(1) C'est à-dire si le capital était suffisant pour employer 100.000 fois dix hommes ou un million d'hommes.

(2) C'est-à-dire un capital suffisant pour employer 1.050.000 hommes.

(3) Ricardo, *Principles*, 1re éd., p. 141 ; 3e éd. *Works*, p. 69 ; édit. Guillaumin, pp. 87-88. D'après l'échelle de Ricardo, lorsque le blé était à £ 6 les salaires en monnaie de l'ouvrier seraient de £ 18 pour lui permettre d'acheter ses trois *quarters* de blé, et de £ 12 pour les autres choses — en tout £ 30, de telle sorte que les salaires de 1.050.000 hommes seraient comme il le dit de £ 31.500.000.

sacré aux profits que la valeur d'une plus faible proportion. Ceci sera nécessairement rendu permanent par les lois de la nature qui ont limité le pouvoir productif de la terre (1). »

En ce qui concerne les causes qui déterminent les proportions suivant lesquelles le produit total est divisé entre la rente d'un côté et les salaires + les profits de l'autre, Ricardo n'a en réalité rien à dire. A la fin du chapitre sur la Rente, il fait la remarque suivante :

« En parlant de la rente du propriétaire foncier, nous l'avons considérée plutôt comme la proportion du produit total, sans aucune référence à sa valeur d'échange ; mais puisque la même cause, la difficulté de production élève la valeur d'échange du produit brut, et élève aussi la proportion du produit brut payée au propriétaire foncier pour la rente, il est évident que le propriétaire foncier bénéficie doublement de la difficulté de production. D'abord il obtient une part plus grande, ensuite le produit qui lui est payé est de plus grande valeur (2). »

Dans une note, il s'efforce « de rendre ceci évident et de montrer les degrés suivant lesquels la rente en blé et celle en monnaie varieront ». Il suppose que le travail de dix hommes sur une terre d'une certaine qualité rendra 180 *quarters* de blé, et il produit une série de chiffres montrant que, au fur et à mesure que le prix du blé s'élève en conséquence des difficultés de production, la rente en monnaie payée par le fermier employant ces dix hommes s'élèvera plus vite que la rente en blé. Ainsi, lorsqu'il dit qu'il a plutôt considéré la rente comme la proportion du produit total, tout ce qu'il veut dire, c'est qu'il s'est jusqu'ici occupé de calculer la rente en blé plutôt que la rente en monnaie. Ce n'est d'ailleurs pas exact, car il vient justement de discuter les effets de

(1) Ricardo, *Principles*, 1re éd., pp. 141-142 ; 3e éd. dans *Works*, p. 70 ; éd. Guillaumin, p. 88.

(2) Ricardo, *Principles*, 1re éd., pp. 75-76 ; 3e éd. dans *Works*, p. 44... « le produit obtenu avec un capital donné sur une ferme donnée » ; éd. Guillaumin, p. 50.

sa seconde catégorie d'améliorations sur la rente en monnaie, mais le passage dans lequel il le fait est une intercalation maladroite ajoutée probablement après qu'il eut écrit le dernier paragraphe. Dans aucun cas il n'y a le moindre fondement à l'assertion que Ricardo a considéré la rente comme une proportion du produit total dans le sens propre du mot proportion. Dans tout le chapitre, il l'a considérée comme un montant absolu soit de blé soit de monnaie, et même, si nous supposions que la proportion du produit allant à la rente varie avec la quantité absolue de travail nécessaire pour le produire, ce qui, nous l'avons montré, n'est pas le cas (1), une augmentation du montant absolu de monnaie payé à titre de rente, ne coïncidera pas nécessairement avec une augmentation de la proportion du produit allant à la rente (2). Aucune connaissance nouvelle ne peut être tirée de la note de la fin du chapitre. A la vérité, dans l'exemple numérique la rente devient en fait une plus grande proportion en même temps qu'un montant absolu plus considérable, à mesure que la difficulté de production augmente : les dix premiers hommes sont supposés produire 180 *quarters* la seconde série (de dix hommes) 170, la troisième 160 et ainsi de suite suivant cette progression ; par suite, lorsque vingt hommes sont employés, la rente prendra dix *quarters* sur un produit total de 350 *quarters* ; et

(1) Voir ci-dessus, p. 453 460.

(2) Si le 3e groupe de 10 ouvriers produisait 168 *quarters* au lieu de 160, comme Ricardo le suppose lorsque l'on emploie 30 ouvriers, la rente serait $180 - 168 + 170 - 168 = 12 + 2 = 14$, ce qui est 1/37 du produit total contre 1/36 lorsque l'on emploie seulement 20 hommes, mais, en dépit de cette diminution dans la proportion du produit échéant à la rente, la rente en argent s'élèverait. D'après l'hypothèse de Ricardo le prix du blé serait $\frac{180}{168}$ £ 4 par *quarter* au lieu de $\frac{180}{170}$ £ 4 alors que l'on n'emploie que 20 ouvriers. Par conséquent, la rente en argent serait $\frac{180}{168} \times 14 \times$ £ 4 = £ 60 au lieu de £ 42 $\frac{6}{17}$ (Les £ 42,7 S 6 d de Ricardo sont une grosse erreur arithmétique).

lorsque trente hommes sont employés, la rente prendra 30 *quarters* sur un produit total de 510. La rente devient ainsi $\frac{1}{17}$ au lieu d'être seulement $\frac{1}{35}$ du produit. Mais cela est un simple accident dû aux chiffres choisis et Ricardo ne fait pas ressortir les fractions ou pourcentage et n'attire l'attention en aucune manière sur la question (1).

Pour résumer les idées de Ricardo au sujet des proportions suivant lesquelles le produit total du pays est divisé entre la rente, les salaires et les profits, nous pouvons dire qu'il semble s'être imaginé que la rente prend une plus grande proportion au cours du « progrès de la société », de sorte qu'une proportion moindre est laissée pour les salaires et les profits pris ensemble, et il enseigne clairement que les salaires deviennent une plus grande, et les profits une moindre proportion de ce qui reste pour eux deux réunis. Par conséquent, il semble avoir cru que la proportion du produit total allant à la rente et la proportion allant aux salaires augmentent alors que la proportion allant aux profits diminue. En ce qui regarde la croyance que la rente devient une proportion plus grande, il n'avait pas de bases, sauf, cela est possible, le fait qu'il en était ainsi dans certains exemples numériques arbitrairement choisis. En ce qui regarde la théorie que les salaires prennent une proportion plus grande de ce qui est laissé après déduction de la rente, il était influencé par la vieille et fausse croyance que les salaires augmentent avec la hausse du prix des choses nécessaires et par son idée encore plus erronée que les revenus de l'industrie agricole diminuent avec le progrès de la société.

On n'est pas arrivé encore à un grand degré de certitude sur ce point, mais il est probable que c'est exacte-

(1) C'est ce que montre l'exemple de la note précédente.

ment le contraire de ce que Ricardo a enseigné qui est vrai, à savoir que la rente et les salaires prennent des proportions décroissantes du produit total et les profits une proportion croissante.

James Mill ouvre son chapitre de la Distribution par cette proposition que : « la totalité du produit annuel du pays » est divisée entre les ouvriers, les capitalistes et les propriétaires fonciers, et fait alors cette remarque : « lorsque les parties entre lesquelles la totalité du produit est distribué sont déterminées, il reste à rechercher par quelles lois sont établies les proportions suivant lesquelles cette division est faite » (1). Après cela nous devrions certainement attendre de lui qu'il traitât des proportions suivant lesquelles le produit est divisé entre la rente, les profits et les salaires. Mais il semble avoir employé le mot « proportions » dans un sens très vague, et son exposition de la distribution s'occupe en réalité principalement du montant absolu de la rente par acre, des salaires par tête et du taux du profit. C'est seulement çà et là que nous trouvons quelque chose se rapportant à la question des proportions. En ce qui regarde la proportion du produit qui va à la rente, il ne dit rien. La rente, dit-il, est « quelque chose de tout à fait étranger à ce qui peut être considéré comme le revenu des opérations productives du capital et du travail (2) » et c'est pourquoi il traite seulement des proportions suivant lesquelles le produit — la rente, ou le profit + les salaires est divisé entre les salaires et les profits. Lorsqu'il arrive à la question de ce qui détermine la part de l'ouvrier ou la proportion suivant laquelle le produit ou ce que vaut le produit est divisé entre lui et le capitaliste, il dit :

« Commençons par supposer qu'il y a un nombre (3) quel-

(1) James Mill, *Elements*, 1re éd., p. 11-12 ; 2e éd., p. 27-28 ; 3e éd., p. 27-28.

(2) James Mill, *Elements*, 1re éd., p. 54 ; 2e éd., p. 70 ; 3e éd., p. 68.

(3) Le texte de la 2e et de la 3e édition porte un certain nombre

conque de capitalistes avec une certaine quantité de nourriture, de matières brutes, et d'instruments ou machines, qu'il y a aussi un certain nombre d'ouvriers et que la proportion suivant laquelle les marchandises produites sont (1) divisées entre eux est fixée à quelque point particulier (2). »

Supposant alors, suivant la méthode des économistes de sa génération, que les salaires par tète dépendent du rapport des ouvriers au capital, il montre que les « salaires » — c'est-à-dire les salaires par tète — « diminuent » si le nombre des ouvriers augmente sans aucune augmentation du capital. Apparemment, il n'est pas frappé de ce que les variations des salaires absolus par tête ne coïncident pas nécessairement avec les variations dans la proportion du produit allant au salaire. Dans la section consacrée aux salaires, il n'a rien d'autre à dire sur la proportion allant aux salaires, et cependant au début de la section consacrée aux profits, dans la première et la seconde édition, il remarque complaisamment : « Nous avons vu que la proportion des parts du capitaliste et de l'ouvrier dépend de l'abondance relative de la population et du capital » (3). Comme il enseigne que « le capital a une moindre tendance que la population à augmenter rapidement » (4), nous devrions par suite naturellement nous attendre à ce qu'il pense que la proportion qui va aux salaires doit décroître, ou au moins ne pas croître au cours du progrès de la société, mais, tout à fait à la fin de sa discussion sur la Distribution, il introduit, sans avertissement, une nouvelle sorte de « salaires », évidemment suggérée par les salaires en argent de Ricardo. Cette sorte de salaire s'accroît, quoique la sorte

« *a certain number* », le texte de la 1re édition un nombre quelconque « *any number* ».

(1) La 2e et la 3e édition portent sont divisées « *are* », la 1re est divisée « *is* ».

(2) James Mill, *Elements*, 1re éd., p. 25-26 ; 2e éd., p. 42 ; 3e éd., p. 42.

(3) James Mill, *Elements*, 1re éd., p. 57 ; 2e éd., p. 72.

(4) V. ci-dessus, p. 345.

ordinaire diminue. Lorsque le prix du blé s'élève par suite des rendements décroissants :

« Le prix de l'entretien du travail est augmenté. Une certaine quantité des choses nécessaires à la vie doit être consommée par l'ouvrier, qu'elles soient coûteuses ou non. Quand elles coûtent plus qu'elles ne coûtaient auparavant, son travail coûte davantage qu'avant, quoique la quantité des produits qu'il consomme puisse rester précisément la même. Donc ses salaires doivent être considérés comme s'élevant, quoique sa récompense réelle puisse ne pas être augmentée (1). »

Dans la troisième édition, il omit ce passage et substitua le mot règlementation *Regulation* (2), au mot proportion, *proportion*, dans la phrase : « la proportion des parts du capitaliste et de l'ouvrier dépend de l'abondance relative de la population et du capital »

M'Culloch comme James Mill a considéré la rente comme quelque peu en dehors du cercle dans lequel se meut l'économiste. Elle est, dit-il, entièrement extrinsèque au coût de production, apparemment parce que « la circonstance que les propriétaires fonciers consentiraient à l'abandonner, n'occasionnerait pas de changement dans la productivité de l'industrie ni aucune réduction dans le prix des matières brutes » (3). De telle manière qu'il ne considère pas les proportions suivant lesquelles le produit total est divisé entre la rente, les salaires et les profits, mais seulement, « la proportion suivant laquelle le produit total de l'industrie, sous déduction de la rente, est divisé entre les ouvriers et les capitalistes » (4). Aux « salaires en monnaie » de Ricardo (la monnaie étant regardée comme de valeur invariable), il substitue le terme plus suggestif de salaires proportionnels (5), ce qui est, comme l'a remarqué Malthus, une amélioration no-

(1) James Mill, *Elements*, 1re éd., p. 61 ; 2e éd., p. 79.
(2) *Ibid.*, 3e éd., p. 71.
(3) M'Culloch, *Principles*, p. 364.
(4) M'Culloch, *Principles*, 363.
(5) *Ibid.*, pp. 327, 361, 362.

table (1). Il est parfaitement évident pour lui, et il l'explique plus clairement que Ricardo ou James Mill, que si ces salaires haussent, c'est-à-dire si chaque ouvrier moyen obtient une proportion plus grande de cette part du produit de son travail qui est divisée entre lui et le capitaliste qui l'emploie, tous les ouvriers obtiendront une plus grande proportion de cette part du produit total qui est divisée entre eux et les capitalistes, et une plus petite proportion de cette part du produit restera pour les capitalistes (2). Les rendements décroissants de l'industrie agricole élèveront, dit-il, les salaires proportionnels parce que :

« Il est absolument impossible de continuer à augmenter le coût du produit brut, qui est la partie principale de la subsistance de l'ouvrier, en mettant en culture des terres inférieures, sans augmenter aussi les salaires. Une hausse des salaires, il est vrai, coïncide rarement exactement avec une hausse du prix des choses nécessaires, mais elles ne peuvent jamais être très éloignées. Le prix des choses nécessaires de la vie est en fait, le coût de production du travail. L'ouvrier ne peut pas travailler si on ne lui fournit pas les moyens de subsistance, et quoiqu'une certaine période, de durée variable suivant l'état du pays au moment considéré, puisse généralement s'écouler, lorsque les choses nécessaires haussent de prix, avant que les salaires augmentent proportionnellement, cette augmentation doit certainement arriver à se produire en fin de compte (3). »

Il n'essaie pas d'expliquer les étapes du processus par lequel cette augmentation se produit.

Sur cette question comme sur beaucoup d'autres, Senior nous donne en commençant beaucoup d'espoir d'une exposition claire, puis il déçoit misérablement cet espoir :

« Ayant donné, dit-il, une vue générale des trois grandes

(1) Malthus, *Definitions*, p. 114.
(2) M'Culloch, *Principles*, pp. 364 365.
(3) M'Culloch, *Principles*, pp. 379 380.

classes parmi lesquelles tout ce qui est produit est distribué, et des lois générales qui règlent la valeur relative des différents produits, nous en venons maintenant à considérer les lois générales qui règlent les proportions suivant lesquelles les propriétaires fonciers, les capitalistes et les ouvriers participent à leur part dans la distribution générale, ou, en d'autres termes, qui règlent les proportions relatives de la rente, du profit et des salaires (1). »

Immédiatement après il a deux chapitres ou sections intitulées « Causes dont dépend le montant proportionnel de la rente (2) » et « Montants proportionnels du profit et des salaires (3) ». Le premier de ces chapitres ne nous dit absolument rien sur la matière, excepté que « le montant » — pas même le « montant proportionnel » — de la rente

« n'est soumis à aucune règle générale ; il n'a ni un minimum ni un maximum. Il dépend du degré suivant lequel la nature a doté certains instruments de pouvoirs productifs particuliers, et du nombre de ces instruments par rapport au nombre et à la richesse des personnes susceptibles et désireuses de les louer. »

Le second chapitre ne nous dit absolument rien sur les « montants proportionnels du profit et des salaires ». Toute la question cependant revient sous le titre des « Causes qui distraient le travail de la production des marchandises à l'usage des familles ouvrières ». « Le travail », dit Senior, « au lieu d'être employé à la production des salaires peut être employé à la production de la rente, de l'impôt ou du profit (4) » et la proportion du travail total consacré à la production de chaque part peut être regardée comme identique à la proportion du produit total allant à chaque part. Mais l'impôt peut

(1) Senior, *Political Economy*, éd. in-8, p. 128.
(2) *Ibid.*, p. 135.
(3) *Ibid.*, p. 139.
(4) *Ibid.*, p. 180.

être regardé comme un « mode de dépense » et la rente comme quelque chose « d'extrinsèque », ainsi tout de ce qui reste à considérer est « ce qui décide la proportion des parts » des ouvriers et des capitalistes :

« Les faits qui décident dans quelles proportions le capitaliste et l'ouvrier partagent le fonds commun, semblent être au nombre de deux : d'abord le taux général du profit dans le pays pour les avances de capital pour une période donnée; et ensuite, la période qui, dans chaque cas particulier, s'est écoulée entre l'avance de capital et le moment où l'on touche le profit (1). »

Senior arrive à ce curieux résultat à force de traiter le capital, comme s'il consistait entièrement en un fonds de salaires, ou en une somme périodiquement « avancée » pour le paiement des salaires. Si c'était le cas, ce qu'il dit serait si évidemment vrai qu'il est curieux qu'il pense nécessaire de dépenser un grand nombre de pages à le prouver. Si le fonds de salaires x est avancé pour un an, et que le taux du profit soit de 10 % par an, le « fonds commun » à diviser annuellement sera égal à $x + \frac{1}{10}x$, et les ouvriers recevront $\frac{10}{11}$ du total et les capitalistes $\frac{1}{11}$. Si le fonds de salaire x était avancé pour seulement le $\frac{1}{12}$ d'une année et que le taux du profit fût encore de 10 %, le fonds commun à diviser mensuellement serait de $x + \left(\frac{1}{10}x \times \frac{1}{12}\right)$ et les ouvriers auraient $\frac{120}{121}$ du total. Si le fonds de salaires était avancé pour un an et le taux du profit de 20 % par an, le fonds commun à diviser annuellement serait de $x + \frac{1}{5}x$ et les ouvriers recevraient $\frac{5}{6}$ du produit total. Au cours de son

(1) SENIOR, *Political Economy*, p. 185.

raisonnement, il arrive à Senior de donner un exemple numérique dans lequel une addition au capital fixe fait revenir une plus grande proportion au profit et une moindre aux salaires (1), mais, même cela, ne lui a pas suggéré que sa théorie fût défectueuse. Pourtant il est évident qu'aussitôt qu'on fait entrer en ligne de compte le profit sur du capital autre que le fonds de salaires, sa proposition est dépourvue de sens.

J. S. Mill ne nous dit rien au sujet des proportions, suivant lesquelles le produit total est divisé entre la rente, les salaires et les profits. Sur les proportions suivant lesquelles le produit — la rente est divisé entre les profits et les salaires, il dit quelque chose, mais comme il s'appuie sur l'hypothèse que le taux du profit et la proportion du produit allant au capitaliste sont la même chose, nous avons déjà exposé ce qu'il enseigne sur ce sujet en traitant des variations du profit pour cent (2). Il était probablement d'accord avec Ricardo sur cette croyance que dans le progrès de la société la rente et les salaires reçoivent une plus grande et les profits une plus petite proportion du produit total.

§ 2. — *Distribution des Salaires entre les Ouvriers.*

Supposant connues les causes qui déterminent les salaires moyens, il est clair qu'il serait de la plus grande importance de savoir comment le revenu total tiré du travail se divise entre les divers ouvriers. Pourquoi un ouvrier obtient-il plus et un autre moins que la moyenne ? La cause principale de différence est évidemment la différence de métiers et d'habileté. L'homme paresseux et l'imbécile ne gagneront généralement pas autant que celui

(1) Senior, *Political Economy*, pp. 193-194.
(2) Voir *supra*, pp. 395-410.

qui est industrieux et que celui qui est intelligent. Sur un fait aussi évident, les économistes n'ont pas pensé qu'il était nécessaire de perdre leur temps. Plus obscures sont les causes de différences de gains entre gens également industrieux et, pour autant qu'on le sache, d'égale habileté originaire, lorsqu'ils sont employées à des occupations différentes. L'affirmation formelle du célèbre chapitre d'Adam Smith « Des Salaires et des Profits dans les différents emplois du travail et du stock » est que là où il y a une « liberté parfaite », les différences dans les salaires gagnés par des quantités de travail égales et les différences dans les profits gagnés par des quantités égales de stock, viennent du fait que ces emplois ont d'autres avantages et d'autres désavantages en dehors du revenu qu'ils obtiennent et que c'est l'avantage total des différents emplois, non le revenu qu'on en tire, que chacun s'attendrait naturellement à trouver égal :

« La totalité des avantages ou des désavantages des différents emplois du travail et du stock, dit-il, doivent, dans le même voisinage, être ou parfaitement égaux ou tendre continuellement à l'égalité. Si dans le même voisinage il y avait un emploi quelconque soit plus, soit moins avantageux d'une manière évidente que les autres, tant de personnes se précipiteraient vers lui dans le premier cas, et tant le déserteraient dans le second, que ses avantages reviendraient bientôt au niveau de ceux des autres emplois. Ceci au moins serait le cas dans une société où on laisserait les choses suivre leur cours naturel, où il y aurait une liberté parfaite, et où chaque homme serait parfaitement libre à la fois de choisir l'occupation qu'il jugerait convenable, et de la changer aussi souvent qu'il le jugerait bon. L'intérêt de chaque homme le porterait à chercher l'emploi qui serait avantageux et à éviter celui qui serait désavantageux (1). »

En dehors, dit-il, des différences de salaires et de profit causées par « la politique de l'Europe » qui ne laisse

(1) Adam SMITH, *Wealth of Nations*, l. I, ch. x, p. 45 a, édition Guillaumin, pp. 123-124.

nulle part aux choses une « parfaite liberté », la différence des salaires nécessaires et des profits obtenus dans les différents emplois du travail et du stock provient « de certaines circonstances dans les emplois eux-mêmes qui, existant soit réellement, soit au moins dans l'imagination des hommes, compensent un petit gain pécuniaire dans certains cas, ou contrebalancent une large rémunération dans d'autres. » Parmi ces circonstances, les cinq principales sont, dit-il, pour autant qu'il a pu les observer : 1° : la différence d'agrément des différents emplois ; 2° le coût différent de formation des personnes qui s'y consacrent ; 3° la différence de régularité dans ces emplois ; 4° le degré différent de confiance qu'ils exigent ; 5° et les différentes probabilités de succès qu'ils présentent.

L'intérêt des exemples dont Adam Smith a illustré ces cinq circonstances, a souvent dissimulé aux lecteurs qu'il avait entièrement manqué à montrer que la « liberté parfaite » fait que tous les avantages et les désavantages des différents emplois sont égaux ou tendent continuellement vers l'égalité. Sa quatrième circonstance, « la petite ou grande confiance que l'on doit avoir dans ceux qui exercent des emplois différents », n'a évidemment rien à faire là où il la place. Ce n'est pas un désavantage pour un homme que l'on ait confiance en lui, et Adam Smith n'essaie pas de montrer que cela en soit un. Il dit simplement que les bijoutiers et les joailliers gagnent « de hauts salaires » à cause des matières précieuses qu'on leur confie, et que :

« Nous confions notre santé au médecin, notre fortune et quelquefois notre vie et notre réputation aux hommes de loi. Une telle confiance ne pourrait être accordée d'une manière sûre à des personnes d'une condition basse ou médiocre. Par suite, leur récompense doit être telle qu'elle puisse leur donner dans la société le rang qu'une confiance si importante nécessite (1). »

(1) Adam Smith, *Wealth of Nations*, p. 47 b ; éd. Guillaumin, p. 130.

Il est impossible de trouver aucune force au mot « doit ». Dans plusieurs autres cas au cours du chapitre, Adam Smith emploie le même mot ; mais dans ces cas, il a évidemment dans l'esprit l'idée du paragraphe du début du chapitre que « si dans le même voisinage il y avait un emploi quelconque, soit plus, soit moins avantageux que les autres, tant de personnes s'y précipiteraient dans un cas, et tant l'abandonneraient dans l'autre, que ses avantages reviendraient bientôt au niveau de ceux des autres emplois ». Mais cette idée est tout à fait inapplicable ici. En la suivant, les avantages qu'il y a à être orfèvre ou bijoutier seraient bientôt réduits par la concurrence, et tant de personnes deviendraient médecins et hommes de loi, qu'ils cesseraient d'obtenir « dans la société le rang qu'une confiance si importante nécessite ».

L'inclusion par Adam Smith de cette « circonstance », revient ainsi pratiquement à admettre que la « liberté parfaite » de choisir une occupation ne produirait pas nécessairement une égalité des avantages et des désavantages dans tous les différents emplois. Que cette liberté parfaite ne produise pas une égalité d'avantages et de désavantages, est considéré par chacun comme un point acquis en fait. Nous avons atteint en ce temps à une liberté presque parfaite dans le sens qu'Adam Smith donnait à ces mots, en ce qui concerne la concurrence dans les différents emplois, et cependant nous ne sommes pas près de l'égalité des avantages et des désavantages. Sans doute un homme, toutes les fois qu'il a le choix, préférera une occupation qui est agréable, aisée à apprendre, et régulière, et qui offre une chance d'obtenir une rémunération élevée, à une occupation qui est désagréable, difficile à apprendre, et irrégulière, et n'offre pas de rémunération élevée. Mais il ne s'ensuit pas comme un point de fait, que les gains pécuniers ne diffèrent que dans la mesure nécessaire pour contrebalancer les différences entre les autres avantages des di-

verses occupations. Adam Smith dit que si une préparation longue et coûteuse n'était pas regardée par les parents comme un bon placement pour leurs enfants, ils ne la leur donneraient pas, mais cela ne prouve pas que les gains de ceux qui ont reçu cette préparation excèdent le gain des autres seulement du montant nécessaire, pour reconstituer la somme nécessaire à cette instruction, plus les profits ordinaires. Que l'excédent lui soit supérieur, cela est suggéré par la proposition même d'Adam Smith, que l'on doit s'attendre à ce qu'elle reconstitue la somme dépensée avec « au moins » les profits ordinaires d'un capital de valeur égale (1). Si l'excédent représentait exactement un revenu équitable du capital dépensé, nous trouverions parfois des parents hésitant à faire ou non ce placement, et quelquefois des parents qui penseraient délibérément qu'il vaut mieux ne pas le faire. Mais personne n'a jamais entendu parler de parents qui, ayant la possibilité et la volonté de dépenser quelques centaines de livres au bénéfice de leur fils, en placent délibérément le montant en consolidés dont les intérêts s'accumulent et font de lui un ouvrier briquetier, au lieu de les employer à le faire entrer dans un emploi mieux payé.

Ricardo mentionne la question de la différence de salaires dans les différents emplois, seulement en vue de dire que : le fait que quelques sortes de travail « ont plus de valeur » que d'autres, « nécessite à peine qu'on s'y arrête », en comparant « la valeur de la même marchandise à différentes périodes, puisque cette circonstance opère également à toutes les périodes » (2).

« En parlant, dit-il, du travail comme étant le fondement de toute valeur, et de la quantité relative de travail comme déterminant la valeur relative des marchandises, on ne doit

(1) A. Smith, *Wealth of Nations*, p. 46 *a* ; éd. Guillaumin, p. 126.

(2) Ricardo, *Principles*, 1re éd., p. 13 ; 3e éd. *Works*, p. 15 ; éd. Guillaumin, p. 10.

pas supposer que je sois inattentif aux différentes qualités du travail, et à la difficulté de comparer une heure ou un jour de travail dans un emploi avec la même durée dans un autre. L'estimation que l'on fait des différentes qualités de travail est rapidement ajustée sur le marché avec une précision suffisante pour tous les besoins pratiques et dépend beaucoup de l'habileté comparative du travailleur et de l'intensité du travail accompli. L'échelle une fois établie n'est sujette qu'à peu de variations. Si le travail d'un jour d'un ouvrier joaillier a plus de valeur que le travail d'un jour d'un ouvrier ordinaire, l'équivalence en a depuis longtemps été établie, et ce travail occupe sa place propre dans l'échelle de la valeur (1). »

Le sens de ce qui précède apparaît être que : d'une manière ou d'une autre, il y a plus de travail dans la journée de travail des emplois les mieux payés que dans celle des emplois qui sont les plus mal payés. C'est la seule interprétation qui puisse conserver le travail comme « fondement de toute valeur », et elle est confirmée par le fait que Ricardo cite dans une note un passage d'Adam Smith dans lequel figure cette phrase. « Il peut y avoir plus de travail dans une heure intense que dan deux heures d'opérations faciles ; ou dans une heure consacrée à un métier qui a coûté dix ans de travail à apprendre que dans un mois occupé à un métier ordinaire et élémentaire (2). » Sans doute « il peut y avoir plus de travail, etc. », mais la question à poser est plutôt : « Y a-t-il 8 fois autant de travail dans celui qui rapporte £ 1 par jour que dans celui qui rapporte 2 s. 6 d. ? » L'opinion de Ricardo adoptée par Marx (3) joue un rôle dans l'histoire du socialisme ; dans l'histoire économique elle ne présente pas d'importance.

(1) RICARDO, *Principles*, 1re éd., pp. 12-13 ; 3e éd. dans *Works*, pp. 14-15 ; éd. Guillaumin, p. 10.

(2) Ce passage se trouve dans la *Richesse des Nations*, p. 14 *a*, ch. v et non ch. x, comme l'écrit Ricardo dans sa 3e édition.

(3) Voir le *Capital*, trad. angl. par S. Moore et E. Aveling, 1887, vol. I, pp. 11, 12.

Malthus dans son *Economie Politique* dit que les différences de salaires « s'expliquent de la façon la plus aisée et la plus naturelle par le principe de l'offre et de la demande ».

« Les artistes supérieurs reçoivent un paiement élevé à raison de l'offre limitée d'une semblable habileté, qu'elle soit le résultat d'un travail inaccoutumé, du génie ou des deux. Les hommes de loi, en tant que corps, ne sont pas bien rémunérés parce que d'autres motifs prévalent sur la considération simple du gain, qui font affluer les candidats dans cette profession, et l'offre n'est pas réglée par le coût de l'éducation (1). »

Il désapprouve la proposition d'Adam Smith que « si une espèce de travail nécessite un degré inaccoutumé de dextérité et de talent, l'estime que les hommes ont pour de semblables talents donnera à leur produit une valeur supérieure à celle qui serait due eu égard au temps employé (2) ».

James Mill, fidèle à son principe d'exclure de son travail, dans toute la mesure du possible, tout ce qui touche à l'intérêt humain, ne nous dit rien des causes des différences de salaires. M'Culloch dans la section qu'il a intitulée avec inconséquence : « Egalité des salaires du travail dans les différents emplois » (3) s'efforce de montrer que « les contradictions qui existent aujourd'hui dans le taux des salaires sont confinées dans certaines limites qui, l'augmentent ou le diminuent seulement dans la mesure où cela peut être pleinement nécessaire pour égaliser les circonstances favorables ou défavorables attachées à un emploi quelconque » (4), mais il ne fait guère plus que de noter les cinq circonstances

(1) Malthus, *Political Economy*, pp. 244-245.

(2) A. Smith, *Wealth of Nations*, l. I, ch. vi, p. 22 *a* ; édit. Guillaumin, I, pp. 59 60.

(3) M'Culloch, *Principles*, p. 229.

(4) *Ibid.*, p. 230.

d'Adam Smith. En ce qui concerne la confiance à accorder il copie simplement les termes d'Adam Smith et ne fait ni commentaire ni tentative pour montrer que la confiance est un désavantage qui doit être contrebalancé par de hauts salaires. Relativement à la cinquième circonstance, la probabilité ou l'improbabilité du succès dans un emploi, la compréhension de la position prise par Adam Smith lui échappe. Adam Smith dit que si un emploi quelconque était d'une manière évidente plus ou moins avantageux que les autres, les gens s'y précipiteraient ou s'en écarteraient, jusqu'à ce que ses avantages soient revenus au niveau ordinaire, et il avance ses cinq circonstances comme étant les choses « qui, soit réellement, soit au moins dans l'imagination des hommes » contrebalancent les différences des salaires en argent. Il pensait que l'espoir, généralement mal fondé, d'obtenir la grande estime attachée aux professions comme celles du droit ou de l'armée était une circontance qui, « dans l'imagination des hommes », contrebalançait les bas salaires en argent. M'Culloch ayant omis la condition, « soit réellement, soit du moins dans l'imagination des hommes », aurait dû maintenir que les avantages réels de telles professions ne sont pas moindres que les avantages réels des autres professions ; mais au lieu de le faire, il suit Adam Smith en essayant de montrer que leurs avantages réels sont moindres.

Senior qui dit que ses « remarques seront principalement un commentaire de celles d'Adam Smith (1) », prend les cinq circonstances d'Adam Smith une par une et présente nombre d'observations pénétrantes et pleines d'intérêt sur leur influence. Il ne fait cependant aucune tentative pour améliorer la théorie générale de cette question. Wakefield semble avoir été parfaitement dans le vrai lorsqu'il dit, en 1843, que le chapitre d'Adam Smith sur la différence des salaires et des profits « est

(1) SENIOR, *Political Economy*, édit. in-8, p. 200.

considéré par tous comme exempt d'erreurs et comme renfermant, même maintenant, le seul état complet du sujet auquel il est consacré » (1). La première critique fut exprimée par J. S. Mill.

« Un chapitre très connu et très populaire d'Adam Smith, dit-il dans sa première édition, contient la meilleure exposition qui ait encore été donnée de cette partie du sujet. Je ne puis cependant penser qu'il l'ait traitée d'une façon absolument complète et qu'il ait épuisé la question comme on l'a parfois considéré, mais dans la mesure où il l'a fait son analyse est au total satisfaisante (2). »

Dans une édition ultérieure il remplace « au total satisfaisante » par l'appréciation moins favorable « tolérablement satisfaisante » (*tolerably successfull*) (3). Il accepte les vues d'Adam Smith relatives à la première, à la troisième et à la cinquième des cinq circonstances, mais en ce qui regarde les deux autres, — le degré de confiance et la dépense d'apprentissage, — il montre qu'il y a une inégalité réelle entre tous les avantages et désavantages dans les différents emplois. Les salaires supérieurs gagnés dans les situations de confiance sont, dit-il :

« non une compensation pour les désavantages inhérents à l'emploi, mais un avantage supplémentaire, une sorte de prix de monopole, l'effet d'un monopole non pas légal, mais de ce que l'on a appelé un monopole naturel. Si tous les travailleurs étaient dignes de confiance, il ne serait pas nécessaire de donner un salaire supplémentaire aux ouvriers joaillers à raison de la confiance qu'on leur accorde. Le degré d'intégrité requis étant supposé être peu commun, ceux qui peuvent montrer qu'ils le possèdent, peuvent tirer avan-

(1) Adam Smith, *Wealth of Nations*, éd. Wakefield, vol. I, p. 328.

(2) Stuart Mill, *Principles*, l. II, ch. xiv, § 1, vol. I, p. 453 ; trad. Courcelle-Seneuil, vol. I, p. 444.

(3) Stuart Mill, *Principles*, *People's edit.*, p. 233 *a* ; trad. Courcelle-Seneuil, p. 444.

tage de cette particularité, et obtenir un salaire plus élevé en proportion de sa rareté (1). »

En ce qui concerne la dépense nécessaire en vue d'acquérir la maîtrise dans un emploi qualifié, il dit que les principes d'Adam Smith rendent compte d'un excès de gains dans les emplois qualifiés qui est suffisant pour rembourser la dépense et les intérêts mais pas davantage alors que

« il y a un monopole naturel en faveur des travailleurs qualifiés vis-à-vis des non qualifiés, qui fait que la différence de rémunération excède, parfois suivant une proportion considérable, ce qui est simplement suffisant pour égaliser leurs avantages. Si les ouvriers non qualifiés pouvaient entrer en concurrence avec les ouvriers qualifiés en prenant simplement la peine d'apprendre leur métier, la différence de salaire ne pourrait pas excéder ce qui représenterait la compensation de ce dérangement qui s'ajoute au taux ordinaire auquel le travail est rémunéré. Mais le fait qu'un cycle de connaissances est nécessaire, même si son coût est faible, ou que le travailleur doit être entretenu pendant un temps considérable sur d'autres ressources, suffit partout à exclure la grande masse du peuple ouvrier de la possibilité d'une semblable compétition (2). »

La concurrence est encore plus restreinte, ajoute-t-il, par le fait que dans quelques emplois, tels que ceux qui sont appelés « les professions libérales », une personne qui est considérée comme étant d'une classe trop basse de la société n'est pas facilement admise, et si elle est admise, ne réussit pas facilement.

« Ainsi, conclut-il, la séparation a été si complète, jusqu'ici la ligne de démarcation si fortement tracée entre les différentes catégories d'ouvriers, qu'elles (ces différences) sont pres-

(1) Stuart Mill, *Principles*, l. II, ch. XIV, § 2, 1re éd., vol. I, p. 459, éd. popul., p. 236 *b* ; trad. Courcelle-Seneuil, p. 450.

(2) Stuart Mill, *Principles*, 1re éd., vol. I, pp. 460-461 ; *People's ed.*, p. 237 *a*, où J.-S. Mill a remplacé « ne pourrait pas excéder » par « pourrait ne pas excéder » ; trad. Courcelle-Seneuil, p. 451.

que équivalentes à une distinction héréditaire de caste (1). »

Il s'attendait à ce que ces lignes de démarcation disparussent dans un avenir prochain, en raison « des changements » qu'il considérait « se produire rapidement maintenant dans les usages et dans les idées » et « au relâchement général des barrières conventionnelles », en même temps qu'en raison « des facilités croissantes d'instruction qui sont déjà et seront bien davantage mises à la portée de tous. »

§ 3. — *Distribution des profits entre les capitalistes.*

Les proportions suivant lesquelles les profits totaux faits dans un pays sont divisés entre les divers capitalistes doivent évidemment dépendre principalement des proportions suivant lesquelles le capital total est divisé entre les divers capitalistes. Avec un soin et un jugement ordinaires, un millionnaire aura toujours un revenu plus élevé dans une année moyenne qu'un homme dont le capital est de £ 100. Les économistes de notre époque, cependant, n'ont accordé que peu ou pas d'attention aux causes qui déterminent la distribution du capital d'un pays parmis les divers détenteurs. Ils ne se sont pas livrés à une enquête approfondie des causes qui font qu'un homme a £ 1.000.000 et un autre £ 100. J. S. Mill lui-même, lorsqu'il fait des propositions draconiennes pour empêcher la transmission des grandes fortunes des morts aux vivants, ne fait pas de généralisations relatives à la formation et à la division de ces fortunes (2). Par conséquent, l'histoire de la théorie de la distribution entre les

(1) Stuart Mill, *Principles*, 1re éd., vol. I, p. 462 ; *People's ed.*, p. 238 *a*.

(2) *Ibid.*, l. II, ch. II, §§ 3-4, 1re éd., vol. I, pp. 258-268 ; *People's ed.*, p. 135-140 ; trad. Courcelle-Seneuil, vol. I, pp. 256-266.

capitalistes est pratiquement réduite à une histoire des généralisations des causes qui font que des capitaux égaux rapportent parfois des profits différents, même lorsque ces capitaux ont été gérés avec une habileté et un jugement moyens.

Adam Smith, dans un passage que nous avons déjà eu l'occasion de citer (1) affirme que la libre concurrence tend à égaliser les avantages et les désavantages réels ou supposés dans tous les différents emplois du capital, aussi bien que ceux de tous les différents emplois du travail. Mais des cinq circonstances qui rendent l'égalité des avantages dans différents emplois du travail compatibles avec l'inégalité des gains pécuniaires, il pense que deux seulement ont le même effet en ce qui regarde les emplois du capital et les profits pécuniaires. « Des cinq circonstances, dit-il, qui font varier les salaires du travail, deux seulement affectent les profits du stock : l'agrément ou le désagrément de l'entreprise, et le risque ou la sécurité qu'elle offre ». Il n'y a pas beaucoup de différence, ajoute-t-il, dans l'agrément des différents emplois du capital et « le profit ordinaire du stock, quoiqu'il s'élève avec le risque, ne semble pas toujours s'élever proportionnellement à lui » (2). Par conséquent, il y a moins de différence entre le taux ordinaire et moyen du profit dans les différents emplois du stock, qu'il n'y en a entre le taux moyen des salaires pécuniaires dans les différents emplois du travail. L'énorme différence apparente dans les taux du profit « résulte généralement d'une méprise venant de ce que nous ne distinguons pas toujours ce qui devrait être considéré comme salaires de ce qui devrait être considéré comme profits ». Il oublie plutôt ce qui vient d'être rapporté lorsqu'il donne les hauts profits de l'aubergiste comme un exemple de profits pécu-

(1) Ci-dessus, p. 176-178.

(2) Adam Smith, *Wealth of Nations*, l. I, ch. x, p. 50 *b* ; éd. Guillaumin, p. 137.

niaires élevés, en compensation du désagrément de l'emploi du stock. C'est sûrement la part du revenu de l'aubergiste « qui doit être considérée comme salaire » qui est élevée, comme conséquence de ce qu'il est « exposé à la brutalité du premier ivrogne venu » (1). Quant au fait cependant que le taux du profit sera un peu plus élevé dans les emplois qui obligent le capitaliste à se trouver soumis à des incidents désagréables ou honteux, il ne peut y avoir de doute. Quant à l'effet du risque, Adam Smith soutient qu'en vue d'égaliser les avantages des différents emplois du stock, la moyenne des profits dans les emplois risqués doit excéder la moyenne dans les emplois plus sûrs d'un certain montant défini, qu'il considère « suffisant pour compenser le risque », mais sur l'importance duquel il ne réussit pas à s'expliquer d'une manière satisfaisante. « Pour compenser complètement le risque, dit-il, les rendements habituels devraient dépasser les profits ordinaires du stock, non seulement de ce qui est nécessaire pour compenser les pertes occasionnelles, mais de ce qu'il faut pour apporter un profit supplémentaire à ceux qui ont couru le risque, profit de même nature que celui de l'assureur » (2). La raison pour laquelle ce profit supplémentaire « serait de la même nature que celui de l'assureur » est loin d'être claire, et Adam Smith ne prouve certainement pas, soit qu'il n'y a pas de profit supplémentaire, soit qu'il y en a un insuffisant, en faisant cette remarque : « mais si les rendements habituels étaient suffisants pour tout cela, les banqueroutes ne seraient pas plus fréquentes dans ces

(1) A. Smith, *Wealth of Nations*, p. 46 *a* ; édit Guillaumin, I, p. 125. Il est bien entendu douteux que « dans l'imagination des hommes le commerce d'un cabaretier est désagréable et jette le discrédit sur lui » comme Adam Smith le suppose. Le nombre des cabaretiers n'est probablement pas autant diminué par l'existence de gens qui pensent que ce commerce est désagréable et jette le discrédit sur ceux qui l'exercent) qu'il est augmenté par l'existence de ceux qui pensent qu'il est agréable et honorable.

(2) *Ibid.*, l. I, ch. x, p. 50 *b* ; édit. Guillaumin, I, p. 137.

commerces que dans les autres ». Evidemment, dans une affaire de nature très risquée, un taux quelque peu plus élevé du profit n'empêchera pas les banqueroutes d'être plus fréquentes que dans une affaire sûre et stable. En fait, il est extrêmement douteux que, comme règle générale, le taux ordinaire du profit, si par là on doit entendre le taux moyen, déduction faite de toutes les pertes, « s'élève plus ou moins avec le risque ». On pourrait très plausiblement prétendre que dans l'ensemble les placements les plus spéculatifs du capital rapportent moins que les placements plus sûrs.

La doctrine d'Adam Smith des effets égalisateurs de la concurrence sur les profits retirés des différents emplois est si simple et si évidente qu'elle n'a reçu que peu ou pas de développement pendant la période dont nous nous occupons. Même sa légère confusion relative au « profit de l'assureur » réapparait fréquemment dans les ouvrages des écrivains ultérieurs. M'Culloch nous dit qu'un fabricant de poudre à canon « doit obtenir autant de profit au delà et en sus du profit obtenu dans les entreprises les plus sûres, que cela est nécessaire pour garantir ou *assurer* son capital du risque exceptionnel auquel il est exposé dans une industrie si extrêmement hasardeuse » (1). Mais si les fabricants de poudre à canon pouvaient assurer leur capital, l'industrie de la fabrication de la poudre à canon serait une entreprise sûre, et tout ce qu'il faudrait pour y attirer un nombre suffisant de capitalistes serait qu'elle rapportât les profits ordinaires, après paiement des primes d'assurance. Mais s'il n'y a pas de compagnies d'assurance des fabricants de poudre à canon voulant assumer le risque, de telle sorte que le manufacturier ne puisse assurer son capital, c'est une question entièrement ouverte que de savoir si les profits ordinaires *plus* un montant qui serait suffisant pour assurer le capi-

(1) M'Culloch, *Principles*, p. 246

tal s'il pouvait être assuré, seront suffisants pour attirer les capitalistes dans l'entreprise. Senior présente une théorie très pénétrante en vue de montrer que l'imagination humaine exagère, et la probabilité de très grands gains, et celle de très grandes pertes, de sorte que la moyenne de profits dans les emplois qui (comme une loterie) offrent la chance d'un gain énorme sans la perspective de pertes ruineuses, serait plus basse que la moyenne dans les emplois les plus sûrs, alors que d'autre part la moyenne des profits dans les emplois qui, comme la fabrication de la poudre à canon, présentent le risque de pertes ruineuses sans la perspective d'un gain énorme, serait plus élevée (1). J.-S. Mill dit :

« Pour des questions comme celles-ci, beaucoup dépend du caractère des nations, de ce qu'elles participent plus ou moins de l'esprit d'aventure, ou, comme on l'a appelé avec une intention de blâme, de l'esprit de jeu (*gambling*). Cet esprit est beaucoup plus accentué aux Etats-Unis que dans la Grande-Bretagne, et en Grande-Bretagne que dans aucun autre pays du continent. Dans quelques pays continentaux, la tendance est tellement inverse que les emplois sûrs et tranquilles rapportent un profit moyen moindre sur le capital qui y est engagé que les emplois qui, au prix de plus grands hasards, offrent de plus gros gains (2). »

§ 4. — *Distribution de la rente entre les Propriétaires Fonciers.*

De même que la distribution du capital d'un pays est le premier facteur de la détermination des proportions suivant lesquelles les profits totaux sont divisés entre les capitalistes, de même, la distribution de la terre dans un

(1) Senior, *Political Economy*, éd. in-8, pp. 213 216.

(2) J.-S. Mill, *Principles*, l. II, ch. xv, § 4, 1re éd., vol. I, p. 489 ; *People's edit*, p. 251 *a* ; trad. Courcelle-Seneuil, vol. I, p. 477.

pays entre les propriétaires doit être le premier facteur dans la détermination des proportions suivant lesquelles l'ensemble de la rente (*aggregate rental*) est divisé entre les propriétaires fonciers. Nous demandons d'abord combien d'acres un homme a en sa possession et ensuite quelle est la rente qu'il retire d'un acre. Il est étrange de voir combien peu d'attention a été prêtée à ce sujet par les économistes qui ont précédé J.-S. Mill. Malthus, il est vrai, a consacré une section de son *Economie Politique* aux effets sur la production du fait que la terre d'un pays est possédée par un nombre de propriétaires faible ou élevé, passage d'où nous pouvons tirer qu'il croyait « qu'à travers presque toute l'Europe la plus vicieuse et la plus inégale division de la propriété foncière avait été établie pendant les temps féodaux » et qu'elle avait été « protégée et perpétuée » par certaines lois, qui, dans quelques pays, « avaient été rendues relativement inefficaces grâce au secours du commerce et des manufactures » (1), bien que la signification exacte de ce passage ne soit pas très apparente. Il ne doutait pas que la nouvelle loi successorale française, obligeant presqu'à une égale division parmi les enfants, aurait pour effet de subdiviser la terre et la regardait comme une « expérience dangereuse » (2) en tant qu'institution permanente, quoiqu'elle eût pu être utile si elle avait été mise en vigueur seulement pour une période de temps limitée. Mais, en dehors de cela, on trouve peu de choses dans les grands économistes de l'époque. Ils étaient probablement d'accord avec Malthus en attribuant la distribution très inégale de la propriété foncière à la division originaire faite « à l'époque féodale » et toujours maintenue depuis par la loi et la coutume de primogéniture. Ils n'essayaient pas de donner une formule générale des causes qui influencent la concentration et la subdivision de la propriété foncière

(1) MALTHUS, *Political Economy*, p. 429.
(2) *Ibid.*, p. 435.

En ce qui concerne cependant le second facteur qui détermine la distribution de la rente, la valeur différente des différents lots de terre, il y a une masse très considérable de tentatives d'explications générales. C'est une masse considérable, il est vrai, mais dont l'importance a été beaucoup exagérée.

Quoique les opinions d'Adam Smith, quant à la cause ou à l'origine de la rente, semblent avoir été quelque peu confuses (1), il était assez clair, quant aux causes qui permettent à une terre de supporter une rente plus lourde, qu'une autre ne le peut. Il avait vu que la rente de toute terre était, en règle générale, le surplus du produit laissé après le paiement des dépenses de culture et des profits ordinaires du capital employé (2). La terre, sur laquelle ce surplus était élevé, donnerait une rente élevée et la terre sur laquelle il était faible donnerait une rente faible :

« La rente de la terre, dit-il, ne varie pas seulement avec sa fertilité, quel que soit son produit, mais avec sa situation, quelle que soit sa fertilité. La terre dans le voisinage d'une ville donne une rente plus élevée que la terre également fertile située dans une partie éloignée du pays. Quoiqu'il puisse ne pas coûter plus de travail de cultiver l'une que l'autre, il en coûtera toujours davantage pour apporter le produit de la terre éloignée au marché. Elle doit donc entretenir une quantité plus grande de travail, et le surplus d'où sont tirés à la fois le profit du fermier et la rente du propriétaire doit être diminué. Mais dans les parties éloignées du pays, le taux des profits, comme cela a déjà été montré, est généralement plus élevé que dans le voisinage d'une grande ville. Par conséquent, une plus faible proportion du surplus diminué [du profit] doit appartenir au propriétaire (3). »

(1) Voir ci-dessus, pp. 285-292.

(2) Adam SMITH, *Wealth of Nations*, l. I, ch. XI, p. 66 *a* ; édition Guillaumin, p. 176.

(3) Adam SMITH, *Wealth of Nations*, l. I, ch. XI, p. 67 *b* ; édition Guillaumin, p. 179.

Il est évident qu'Adam Smith croyait qu'en l'absence de variations locales dans le taux du profit (et nous pouvons le supposer, en l'absence de variations locales dans les salaires et le coût de tous les articles nécessaires à la culture), les différences entre la rente des divers acres de terre sont déterminées par les différences entre leur fertilité et leurs avantages de situation. Si l'on accepte certaines hypothèses, telles que celle que l'habileté et l'offre de capital sont également distribuées dans le pays, rien ne peut être plus évident ou plus d'accord avec le bon sens.

La partie de la « Théorie ricardienne de la rente », qui est relative aux différences entre la rente des divers acres de terre au même moment, était, par force, basée sur la même idée. Elle rendit cette idée plus précise, en insistant sur la possibilité d'une terre cultivée ne rapportant pas de rente, et elle essaya d'illustrer la matière par des exemples numériques et des exemples mathématiques qui sont souvent trompeurs. James Anderson l'avait prévue dans le passage suivant, extrait de son *Enquête sur la nature des lois sur les céréales avec une esquisse du nouveau Corn Bill proposé pour l'Ecosse* (*Inquiry into the Nature of the Corn Laws with a view to the new Corn Bill proposed for Scotland*).

« Dans chaque pays il y a une variété de sols différant considérablement les uns des autres au point de vue de la fertilité. Nous pouvons pour l'instant les supposer répartis en différentes classes que nous désignons par les lettres A B C D E, etc., la classe A comprenant les sols de la plus grande fertilité, et les autres lettres désignant différentes classes de sols de fertilité décroissante à mesure qu'on s'éloigne de la première. Or, comme la dépense de culture du sol le moins fertile est aussi grande ou plus grande que celle du champ le plus fertile, il s'ensuit nécessairement que si une quantité égale de blé, le produit de chaque champ, peut être vendue au même prix, le profit de la culture du

sol le plus fertile doit être beaucoup plus grand que celui de la culture des autres ; et comme il (le profit) continue à décroître à mesure que la stérilité s'accroît, il doit arriver à la fin que la dépense culturale de quelqu'une des classes inférieures soit égale à la valeur du produit total.

Ceci étant posé, supposons que la classe F comprend tous les champs dont le produit en avoine, au prix de 14 shillings par balle, serait juste suffisant pour payer leur dépense de culture, sans donner de rente du tout, que la classe E comprend les champs dont le produit au prix de 13 shillings par balle paierait les charges sans donner de rente ; et que de la même façon les classes D C B et A consistent en champs dont le produit, s'il était vendu respectivement à 12, 11, 10 et 9 sh. par balle, paierait exactement les charges sans donner aucune rente.

Supposons maintenant que tous les habitants du pays où ces champs sont situés pourraient être nourris par le produit des quatre premières classes, à savoir A, B, C, D. Il est clair que si le prix moyen de vente de l'avoine dans ce pays était de 11 shillings par balle, ceux qui possèdent les champs D pourraient tout juste parvenir à les cultiver sans payer aucune rente, de telle sorte que s'il n'y avait pas d'autre produit de ces champs qui puisse être obtenu avec une moindre dépense que le blé, le fermier ne pourrait donner aucune rente, quelle qu'elle fût, au propriétaire. Et s'il en était ainsi, aucune rente ne pourrait être donnée par les champs E et F, et dans ce cas la plus extrême avarice du propriétaire ne pourrait leur en extorquer une. Dans ces circonstances toutefois, il est évident que le fermier qui possède les champs de la classe C, pourra payer leur dépense de culture et aussi donner au propriétaire une rente égale à 1 shilling pour chaque balle de leur produit ; et de même les possesseurs des champs B et A pourraient respectivement donner une rente de 2 à 3 shillings par balle de leur produit. Et les propriétaires de ces champs n'éprouveraient aucune difficulté à obtenir ces rentes, parce que les fermiers trouvant qu'ils peuvent vivre aussi bien sur de telles terres, — bien qu'en payant ces rentes, qu'ils le pourraient sur les champs D sans

payer de rente du tout, seraient aussi disposés à prendre ceux-ci que les autres (1). »

Ce passage ne donne aucune formule pour déterminer les rentes des différents acres de terre. La formule qu'il donne est celle-ci :

La rente payée pour une balle donnée est égale à la différence entre la dépense de culture de la balle la plus coûteuse qui ait été produite, et la dépense de culture de cette balle donnée.

On nous dit que lorsque la balle la plus coûteuse coûte 12 shillings à produire, la rente payée pour les champs appartenant à la classe A sur laquelle on peut produire les balles pour 9 shillings, sera de 3 shillings par balle, et la rente payée pour les champs de la classe B 2 shillings par balle, et pour les champs de la classe C 1 shilling par balle ; mais on ne nous dit pas combien de balles seront produites par acre de terre des classes A B et C. Si un nombre égal de balles était produit par acre de A B et C les rentes par acre suivraient la même échelle que les rentes par balle, mais Anderson ne dit

(1) Ce passage se trouve dans une longue note de la p. 45 de l'*Inquiry*. Une partie de cette note fut réimprimée par M'Culloch dans son édition de la *Richesse des Nations*, p. 453, dans sa *Littérature de l'économie politique* (*Litterature of Political Economy*), 1845, p. 68-70, dans les *Tracts choisis* (*Select Tracts*) d'Overstone : « Miscellaneous », 1859, pp. 321-325. L'anticipation d'Anderson sur des points particuliers de la théorie ricardienne (v. ci-dessus, p. 290-292) ne doit pas être prise pour une anticipation de toute la théorie. Comme nous l'avons déjà vu (cf. pp. 191-192), il était un de ces agriculteurs enthousiastes qui croyaient non au revenu décroissant mais aux revenus indéfiniment croissants. Le plus long des extraits de M'Culloch (celui des *Tracts choisis*) s'arrête juste avant un passage qui aurait montré qu'Anderson écrivait dans le but d'obliger à cultiver les sols inférieurs au moyen de mesures protectionnistes dans l'espoir de les rendre éventuellement aussi productifs que les sols supérieurs. S'il avait vécu jusqu'en 1815 il aurait été certainement l'un des plus vigoureux adversaires de Ricardo (v. spécialement *Recreations*, pour août 1801, vol. V, pp. 403-408).

pas qu'un nombre égal de balles soient produites sur des étendues égales de A, B et C et la supposition est contraire aux probabilités. Mais si des nombres inégaux de balles sont produits sur des étendues égales de A, B et C la rente par acre de A, B et C suivra une échelle différente de celle de la rente par balle. Si, par exemple, le produit de A est de 16 balles par acre, que celui de B soit de 12 balles, et celui de C de 8 balles, les rentes par acre seront pour A 48 shillings, pour B 24 shillings et pour C 8 shillings, tandis que si le produit par acre est sur A de 4 balles, sur B de 8 balles, et sur C de 12 balles, les rentes par acre seront, pour A de 12 shillings, pour B de 16 shillings et pour C de 12 shillings. Toutes sortes d'échelles sont évidemment possibles quelles que puissent être les probabilités.

Chez Ricardo la rente n'est jamais calculée par acre, mais toujours d'après le montant de « capital » par lequel elle est supposée être produite. C'est simplement la méthode d'Anderson retournée. Si Ricardo avait été obligé de prendre les exemples numériques d'Anderson, au lieu de dire que la rente de la classe A serait de 3 shillings par balle, pour B de 2 shillings par balle, et pour C de 1 shilling par balle, il aurait dit que la rente payée par rapport à un capital de 12 shillings serait de $\frac{1}{3}$ de balle pour la classe A $\frac{1}{5}$ de balle pour la classe B et $\frac{1}{11}$ de balle pour la classe C. Il ne se rallie certainement pas à l'idée que le même montant de capital sera employé sur des étendues égales de terre dans les 3 classes et le fait qu'il envisage expressément la probabilité que le montant dépensé sur les classes les meilleures s'accroît en même temps que la culture s'étend aux classes inférieures est presque incompatible avec l'idée qu'une telle supposition existait dans son esprit. Par conséquent, il ne fournit pas, plus qu'Anderson, une formule pour la détermination des rentes des différents acres de terres. Sa formule est seulement :

La rente payée par rapport à un capital particulier est égale à la différence entre le revenu de ce capital et le revenu d'un capital égal donnant le revenu le plus faible pour lequel il y ait encore profit à employer un capital.

Comme il le dit lui-même, « la rente est toujours la différence entre le produit obtenu par l'emploi de deux quantités égales de capital et de travail (1) ». Quant à l'étendue des terres sur lesquelles les deux quantités égales sont employées, il ne dit rien.

Cependant West avait été beaucoup moins prudent. Dans l'exemple numérique à l'aide duquel il illustre la théorie des revenus décroissants, les lots de terre qui rapportent de moins en moins de revenus « pour un capital donné de £ 100 », sont de 10 acres chacun (2). Par conséquent, à la différence d'Anderson et de Ricardo, il aboutit à donner la rente des différents acres, aussi bien que la rente payée par rapport à un produit donné ou à une dépense donnée. Ses premiers 10 acres « paient au propriétaire £ 10 de rente ; les suivants £ 9 et ainsi de suite ». Or, supposant que des lots égaux, de différentes qualités de terre soient effectivement cultivés avec des « capitaux » égaux, la formule de la détermination de la rente des différents acres de terres sera :

La rente d'un acre donné de terre est égale à l'excès de son produit brut sur celui de l'acre le moins productif qui est en culture.

Ceci comme exposé des faits existants, est évidemment absurde, et la raison en est que des espaces égaux de terres de qualités différentes ne sont pas cultivés avec des capitaux égaux. Un acre donné est la centième partie du pâturage d'une chèvre, un autre est

(1) Ricardo, *Principles*, 1re éd., p. 57, dans *Works*, p. 37 ; édit. Guillaumin, p. 38.

(2) Voir ci-dessus, p. 120-122.

l'emplacement de la Banque d'Angleterre. Le capital employé sur le premier est de quelques pence, le capital employé sur le second de beaucoup de millions de livres sterlings. Même dans le cas de la terre consacrée à la production du blé, à laquelle West semble avoir confiné son attention, la supposition de l'emploi de capitaux égaux sur des espaces égaux est inadmissible. C'est pourquoi, alors que la formule déduite de la théorie d'Anderson et de Ricardo est correcte, mais ne nous renseigne pas en ce qui concerne la rente de la terre, la formule déduite de la théorie de West nous donne une information qui est inexacte.

James Mill semble s'être efforcé de trouver la formule donnant l'information que West avait cherché à donner, sans adopter son hypothèse erronée que des étendues égales sont cultivées avec des capitaux égaux. Après avoir expliqué l'effet des revenus décroissants, il dit :

« Nous pouvons ainsi obtenir une expression générale de la Rente. En appliquant le capital soit à des terres de différents degrés de fertilité, soit par doses successives sur la même terre, certaines parties du capital ainsi employé reçoivent un produit plus grand, d'autres un moindre. Celle qui rapporte le moins, rapporte autant qu'il est nécessaire pour rembourser et rémunérer le capitaliste. Le capitaliste ne recevra pas plus que cette rémunération pour une partie quelconque du capital qu'il emploie, car la concurrence des autres l'en empêchera. Tout ce qui sera produit au delà de cette rémunération, le propriétaire foncier pourra se l'approprier. Donc la rente est la différence entre le revenu rapporté par cette partie du capital qui est employée sur la terre avec le moindre résultat et celui qui est rapporté par toutes les autres parties employées sur la terre avec un meilleur résultat.

Prenant comme exemple les trois degrés mentionnés plus haut de dix *quarters*, huit *quarters* et six *quarters*, nous voyons que la rente est la différence entre six *quarters* et huit *quarters* pour le capital qui rapporte seulement huit *quarters*, la différence entre six *quarters* et dix *quarters*

pour cette partie du capital, qui rapporte dix *quarters* ; et si trois doses de capital l'une rapportant dix, une autre huit et une autre six *quarters*, sont appliquées à la même terre, la rente sera de quatre *quarters* pour la dose n° 1 et deux *quarters* pour la dose n° 2, faisant ensemble six *quarters* pour le tout (1). »

Il y a une maladresse énorme dans l'énoncé de la proposition « la rente est la différence entre le revenu rapporté par cette partie du capital qui est employée sur la terre avec le moindre résultat, et celui qui est rapporté par toutes les autres parties employées sur la terre avec un meilleur résultat ». James Mill lui-même en était évidemment mécontent, car dans sa seconde édition, il le modifie de la façon suivante : « la rente est cette part du revenu donné par les parties les plus productives du capital, et qui excède le revenu donné par la partie la moins productive (2) », et dans sa troisième édition il le transforma en : «La rente est la différence entre le revenu donné par les parties les plus productives et celui qui est donné par la partie la moins productive du capital employé sur la terre » (3). La troisième version est peut-être la moins satisfaisante des trois, mais il est évident qu'il avait une idée parfaitement claire du problème, quoiqu'il ait éprouvé de la difficulté à l'énoncer. Il voyait qu'on devait tenir compte du nombre de doses employées et l'on peut dire que sa formule était :

La rente de tout acre de terre est égale à la somme des différences entre le revenu de chacune des différentes doses de capital qui lui sont appliquées et le revenu de la dose la moins productive qui lui est appliquée, ou qui est appliquée à n'importe quelle autre terre.

Si nous entendons les termes rente, doses de capital et

(1) James Mill, *Elements*, 1re éd., pp. 17-18.
(2) *Ibid.*, 2e éd., p. 33.
(3) *Ibid.*, 3e éd., p. 33.

revenu dans les sens que leur donne James Mill lui-même, cela est assez correct. On peut douter cependant qu'Adam Smith, s'il avait vécu jusqu'à l'age de quatre-vingt-dix-huit ans, eût regardé cette formule comme ajoutant beaucoup à sa propre théorie que la rente de toute ferme est égale au surplus du produit qui reste après le paiement des dépenses de culture et le prélèvement du profit ordinaire du capital employé.

On peut évidemment objecter que, d'après la formule de James Mill, la terre, qu'il était d'accord avec Anderson et Ricardo pour considérer comme du second degré de fertilité, peut rapporter une rente plus forte par acre que celle du premier degré. Leur terre du premier degré est la terre qui rapporte le plus fort revenu pour la première « dose » de capital, sans égard au revenu des doses subséquentes. Or, sur la terre du second degré, quoique le revenu de la première dose soit moindre, les revenus des doses subséquentes peuvent compenser ce résultat. Par exemple, si sur 30 acres de terres n° 1, la première dose de capital représentée par le travail de 10 hommes produisait 180 *quarters*, la seconde dose 170, la troisième 160 et la quatrième 150, tandis que sur 30 acres de terre n° 2 la première dose produisait 170, la seconde 165, la troisième 162, la quatrième 160, la cinquième 155, la sixième 152 et la septième 150, et si nous supposons que 150 soit le revenu de la dose la moins productive qui soit appliquée, la rente de 30 acres de terre n° 1 serait 30 + 20 + 10 = 60 alors que la rente du n° 2 serait 20 + 15 + 12 + 10 + 5 + 2 = 64. Les économistes modernes ont répondu à l'objection en abandonnant toute tentative de classement des terres suivant une échelle de fertilité qui doit rester la même quelle que soit la quantité de produit nécessaire (1).

(1) Voir MARSHALL, *Principles of Economics*, 4e éd., p. 234. « Un simple accroissement dans la demande de produit peut intervertir

Les écrivains ultérieurs ne mirent en aucune façon le même soin que James Mill à expliquer clairement que l'on doit faire entrer en ligne de compte le produit supplémentaire des dernières doses de capital aussi bien que le produit des premières pour déterminer la rente par acre des différentes terres. M'Culloch dit témérairement :

« Lorsqu'on a eu recours à ces terres inférieures, la rente en blé de celles qui sont supérieures sera évidemment égale à la différence entre le montant du produit obtenu sur celles-ci et le montant du produit obtenu sur celles de la plus mauvaise qualité qui soit en culture (2). »

Le sens que tout lecteur ordinaire, ignorant l'histoire du sujet, donnerait à ces mots serait que la rente en blé par acre des terres supérieures serait égale à la différence entre leur produit par acre et le produit par acre des terres de la plus mauvaise qualité qui soient en culture. Cela est évidemment faux, à moins que nous ne fassions avec West la supposition absurde que tous les acres sont cultivés avec des capitaux égaux. L'idée que M'Culloch avait dans l'esprit était sans aucun doute l'idée ricardienne que la rente payée par rapport à une quantité donnée de capital employé sur les terres supérieures serait égale à la différence entre le montant du produit obtenu sur cette terre et le montant du produit obtenu avec une quantité égale de capital employée sur la plus mauvaise qualité de terre en culture. Mais c'était trop de demander aux lecteurs de suppléer tout cela.

J. S. Mill était même un plus grand coupable. Comme résumé de la troisième section de son chapitre. « Sur la Rente » il dit dans le sommaire : « La rente de la

l'ordre suivant lequel deux pièces de terre sont classées au point de vue de leur fertilité. »

(2) M'Culloch, *Principles*, p. 267.

terre consiste dans l'excès de son revenu sur le revenu de la plus mauvaise terre en culture (1) ». Cela pourrait être considéré principalement comme l'inexactitude ordinaire d'un résumé rapide mais la section elle-même débute ainsi :

« Si alors, la partie de la terre en culture qui rapporte le plus faible revenu pour le travail et le capital employés sur elle, donne seulement le profit ordinaire du capital sans rien laisser pour la rente, cela fournit un étalon pour estimer le montant de rente qui sera rapporté par toute autre terre. Toute terre rapporte exactement au delà des profits ordinaires du stock ce quelle rapporte en delà de ce qui est rapporté par la plus mauvaise terre en culture. Le surplus représente ce que le fermier peut supporter de payer comme rente au propriétaire ; et puisque s'il ne le payait pas ainsi, il le recevrait en sus du taux ordinaire du profit, la concurrence qui égalise le taux du profit des différents capitaux permettra au propriétaire foncier de se l'approprier (2). »

Evidemment si « toute terre » signifie tout acre de terre, et si la plus mauvaise terre en culture, signifie un acre de la plus mauvaise terre en culture, nous avons besoin de l'hypothèse que tous les acres de terre sont cultivés avec des capitaux égaux, pour que soit exacte la proposition que « toute terre rapporte exactement au delà des profits ordinaires du stock, ce qu'elle rapporte au delà de ce qui est rapporté par la plus mauvaise terre en culture ». Jusqu'ici cependant J. S. Mill n'a rien dit du montant du capital employé. Il continue :

« Donc la rente que toute terre rapportera représente l'excès de son produit au delà de ce qui serait rapporté par le même capital s'il était employé sur la plus mauvaise terre en culture. »

(1) J. S. Mill, *Principles*, intitulé du l. II, ch. XVI, § 3, dans le sommaire.

(2) *Ibid.*, 1re éd., v. I, pp. 499-500, *People's edit.*, p. 257 *a* ; trad. Courcelle-Seneuil, p. 502.

Il faudrait forcer énormément le sens des mots pour faire que cela signifie : « La rente que rapporte une quantité indéfinie d'une terre quelconque, représente l'excès de son produit au delà de ce qui serait rapporté par le même capital s'il était employé sur une étendue, qui ne serait pas nécessairement égale, de la plus mauvaise terre en culture », et il serait cependant nécessaire de l'entendre à peu près de cette façon pour que cela fût vrai.

CHAPITRE IX

VUE GÉNÉRALE : POLITIQUE ET ÉCONOMIE POLITIQUE

§ 1. — *Caractère non satisfaisant des théories de la distribution envisagée d'un point de vue purement scientifique.*

Lorsque, après que s'est écoulé à nouveau un demi-siècle rempli d'événements, nous jetons un coup d'œil sur les théories de la production et de la distribution élaborées par les économistes anglais entre 1776 et 1848, il n'est pas très facile de comprendre l'admiration qui a été ressentie à un certain moment pour les progrès réalisés dans cette période. Comme nous l'avons vu (1), Adam Smith déclarait dans son « Introduction et Plan » que le montant par tête du produit annuel d'une nation est réglé, d'abord par l'habileté, la dextérité et le jugement avec lesquels son travail est dirigé, et en second lieu par la proportion entre le nombre de ceux qui travaillent et de ceux qui ne travaillent pas. Cette proposition, quoique incomplète, montre une conception parfaitement claire de ce qui est nécessaire à une théorie de la production. Tout ce qui resta à faire aux économistes postérieurs fut d'ajouter ce qui avait été omis, et de rat-

(1) V. ci-dessus, p. 47-48.

tacher, autant que possible, les causes immédiates, à leur origine. Mais au lieu de s'attacher à cette tâche, ils laissèrent désagréger la théorie de la production par la malheureuse invention des trois facteurs ou agents. C'est ainsi que dans le premier livre des *Principles* de Mill, qui fut longtemps le plus systématique des traités existant sur la production réelle, nous trouvons les six premiers chapitres consacrés à un « examen général des facteurs de la production » avant que « la seconde grande question de l'économie politique, de quoi dépend le degré de productivité de ces agents » (1), soit abordée. Alors, en deux ou trois chapitres il rétablit l'unité du sujet en traitant de la productivité des trois agents réunis, sans essayer sérieusement de distinguer les variations dans la productivité du travail des variations dans la productivité du capital et dans la productivité de la terre. Mais même ainsi, l'élévation du capital au rôle d'agent de production coordonné au travail, et l'idée qu'il possède une productivité *sui generis*, empêchent toute reconnaissance claire et adéquate du fait que la variation dans la grandeur du capital d'une communauté est l'une des causes les plus importantes de variation dans la productivité du travail. Lorsque les degrés de productivité des trois agents sont discutés, il est évidemment impossible de représenter la variation dans la grandeur de l'un des agents comme une cause de variation dans la productivité d'un autre. De même l'élévation de la terre au rôle d'agent de la production coordonné avec le travail, empêche que la variation dans la densité de la population soit traitée à sa propre place comme une cause de variation dans la productivité du travail. Mill est par conséquent conduit à l'expédient maladroit qui consiste à faire entrer ces trois facteurs dans une théorie de « l'augmentation de la produc-

(1) Stuart Mill, *Principles*, l. I, ch. vii, § 1, 1re éd., vol. I, page 119; *People's edit.*, p. 63 a; trad. Courcelle-Seneuil, v. I, p. 114.

tion » (1), c'est-à-dire non l'accroissement de la productivité de l'industrie ou du produit par tête, mais l'augmentation du produit total. Lorsque « le degré de productivité » du travail est donné, le produit total dépend évidemment simplement du montant du travail, mais Mill le représente comme dépendant de trois « lois », « la loi d'accroissement du travail », la « loi d'accroissement du capital » et la « loi d'accroissement de production de la terre » (2). Ainsi il réussit à diviser le sujet de la production une fois de plus en une collection d'observations sur le travail, le capital et la terre.

De ces observations, celles qu'il proposait relativement au travail étaient assez raisonnables quoique très incomplètes. La principale de celles proposées relativement à la terre peut être regardée comme une exagération quelque peu confuse de la vérité que l'augmentation de population peut conduire à une diminution des revenus de l'industrie (3). Mais les observations relatives au capital paraissent au chercheur moderne n'être que le plus désespérant fatras d'erreurs (*a most hopeless farrago of blunders*). La nature, l'origine et les fonctions du capital d'un pays furent totalement incomprises. Il était distingué du stock accumulé du pays avec lequel, dans toute vue scientifique de la question, il doit être considéré comme identique, et était confondu avec les dépenses périodiques du travail. Son origine était attribuée à l'épargne, mais à une épargne qui n'est pas l'épargne mais la consommation. On supposait que sa principale fonction était d'entretenir le travail. La confusion extraordinaire qui prévalait dans l'esprit de Mill sur cet objet est montrée par ce fait qu'il a consacré des pages et des pages à la tentative futile de démontrer la vérité

(1) Stuart Mill, *Principles*, l. I, ch. x, § 1, 1re éd., vol. I, p. 186-187, *People's edit*, p. 96 ; trad. Courcelle-Seneuil, l. I, p. 178.

(2) *Ibid.*, l. I, titre des chapitres x, xi, xii.

(3) V. *supra*, ch. v.

qu'« acheter le produit n'est pas employer le travail (1) ». Il avait si complètement oublié le simple fait qu'« employer du travail » ou payer des salaires est simplement une méthode d'achat du produit en vertu d'une sorte particulière de contrat, que, après être passé d'une illustration inexacte à une autre, il donne finalement un exemple dans lequel les salaires sont traités comme un équivalent des aumônes, ne tenant aucun compte du montant du produit que l'employeur reçoit en échange de ceux-ci (2).

L'étude de la distribution dans la période envisagée apparait même encore moins scientifique et plus illogique que l'étude de la production. La division rudimentaire d'Adam Smith des revenus en salaires du travail, profit du capital et rente de la terre était acceptée presque comme une chose évidente (3), aucune attention n'étant donnée à la division beaucoup plus importante en revenus dérivés de l'accomplissement du travail, et en revenus dérivés de la possession de la propriété. Les idées fausses sur les fonctions du « capital » empêchaient d'atteindre

(1) *Principles*, l. I, ch. v, § 9, 1re vol. I, p. 99 : « théorème : qu'acheter un produit n'est pas donner de l'emploi au travail » *People's edit.*, p. 59 b ; trad. Courcelle-Seneuil, t. I, p. 91.

(2) « Supposez, dit-il, qu'un riche individu — A — dépense une certaine somme journalière, en salaires ou aumônes, qui aussitôt reçue est dépensée et consommée sous la forme d'aliments grossiers par ceux qui la reçoivent. A meurt, laissant sa propriété à C qui ne continue pas à faire cette dépense, et dépense au lieu de cela la même somme chaque jour en « objets de luxe pour sa propre table » (*People's edit.*, p. 53 ; n'est pas dans la 1re éd.). On oublie complètement que si A payait des salaires, il obtenait quelque chose en retour, et que ce quelque chose peut très bien avoir été des « objets de luxe pour sa propre table », produits soit par les ouvriers qu'il employait, soit achetés avec le produit de la vente des choses produites pas ces ouvriers. Comme un écrivain récent l'a observé, « si les salaires et les aumônes étaient exactement la même chose, la philanthropie deviendrait vraiment à bon marché. » (H. M. THOMPSON, *The Theory of Wages and its Application to the Eight Hours Question, and other Labour Problems*, 1892, p. 92).

(3) V. *supra*, p. 247-248.

à une compréhension claire de l'origine et de la cause des différentes formes de revenus (1). La recherche des causes qui affectent la distribution du revenu total entre les trois parties : salaires, profits et rentes, était conçue d'une façon si confuse, qu'au lieu d'une exposition des circonstances qui ont pour résultat des variations dans les proportions suivant lesquelles un total donné est divisé entre les trois parties, nous trouvons une exposition des circonstances qui étaient supposées déterminer la grandeur absolue des salaires par tête d'ouvrier, le taux du profit pour cent du capital, et la grandeur absolue de la rente par acre (2). Il est difficile de concevoir quelque chose de moins satisfaisant que cette exposition (3) elle-même. La « loi des salaires », — « les salaires dépendent du rapport entre la population et le capital (4) » —, quelqu'évidente qu'elle ait pu paraître, il y a cent ou même cinquante ans, est absurde, d'une manière palpable maintenant. La « loi des profits » — « les profits dépendent du coût du travail », — est entièrement dénuée de fondement, si elle est intelligible. Il est difficile de dire de quelles circonstances la rente par acre était supposée dépendre. Ricardo avait commencé par alléguer qu'elle dépend seulement de la difficulté d'obtenir la dernière fraction du produit agricole qui fait l'objet d'une demande ; qu'elle s'élève, lorsque à cause d'une augmentation de population, ou de l'emploi de méthodes agricoles inférieures, la difficulté augmente, et qu'elle baisse lorsque, à cause d'une décroissance de la population ou d'améliorations agricoles, la difficulté décroît (5). Lorsque ce point de vue fut reconnu

(1) V. *supra*, ch. VI, §§ 3-4-5.

(2) V. *supra*, ch. VII, § 1 ; ch. VIII, § 1.

(3) V. *supra*, ch. VII, §§ 2, 3, 4.

(4) Stuart Mill, *Principles*, l. III, ch. XXVI, § 1 ; 1re éd., vol. II, p. 232, *People's edit.*, p. 416 *a* ; trad. Courcelle-Seneuil, t. II, p. 234.

(5) *Ibid.*, § 3, 1re éd., v. II, p. 237 ; *People's edit.*, p. 419 *b.* ; trad. Courcelle-Seneuil, t. II, p. 237.

insoutenable, rien de précis ne lui fut substitué. J. S. Mill parle de la « loi de la rente » (1), immédiatement après avoir parlé de la loi des salaires, et juste avant de parler de la loi des profits, qui viennent d'être citées, mais alors, au lieu de produire une loi analogue, et de nous dire quelque chose sur les causes de hausse et de baisse de la rente, il affirme simplement que la rente est un « extra revenu fourni au capital agricole lorsqu'il est employé avec des avantages particuliers », ce qui n'est pas du tout une loi mais seulement une mauvaise définition.

Avant que J. S. Mill écrivît, les économistes n'avaient rien à dire sur la distribution de la rente entre les propriétaires fonciers et sur la distribution des profits entre les capitalistes, et le peu qu'ils avaient à dire sur la distribution des salaires entre les ouvriers prenait généralement la forme d'un éloge, fait sans beaucoup de discernement, de la tentative illogique d'Adam Smith de prouver l'avantage égal de toutes les occupations. Mill a apporté plus d'attention à ces sujets, mais toutefois il n'a pas même l'idée de donner l'explication des causes qui déterminent la division du revenu de la communauté entre ses membres individuels, comme ce qui devrait être évidemment la fin ultime de toute discussion sur la question de la Distribution.

C'est pourquoi, si on les juge, à l'aide de ce que nous pourrions peut-être — employant le terme dans un sens qui lui a très souvent été donné, bien que ce ne soit pas très exactement le sien — appeler « la méthode abstraite », les théories de la production et de la distribution au point où elles étaient dans la première moitié du XIX[e] siècle doivent être frappées d'une condamnation presque sans appel. Mais si nous les éprouvons par la méthode historique, et si nous recherchons dans quelle mesure elles donnaient satisfaction aux besoins pratiques de leur

(1) Stuart MILL, *Principles*, l. III, ch. XXVI, § 2, 1[re] éd., vol. II, p. 235; *People's edit.*, p. 418 a; trad. Courcelle-Seneuil, t. II, p. 236.

temps, elles doivent bénéficier d'un verdict beaucoup plus favorable.

§ 2. — *Caractère pratique des théories de la production et de la distribution et leur utilité au point de vue de la vieille loi des pauvres et des lois sur les céréales.*

Parmi toutes les erreurs qui prévalent relativement à l'histoire de l'économie politique anglaise, il n'y en a pas de plus grande que la croyance que l'économique de la période et de l'école ricardiennes était d'un caractère presque entièrement abstrait et en dehors de la pratique.

La *Richesse des Nations,* qui était la seule autorité acceptée lorsque Malthus et Ricardo commencèrent à écrire, était principalement un traité scientifique et non un traité pratique. Adam Smith s'était mêlé aux physiocrates, qui étaient essentiellement pratiques, et avait pris beaucoup de leur esprit. Par conséquent, un grand nombre de parties de son ouvrage dans lequel l'influence du Tableau Economique est très évidente, sont loin d'être caractérisées par le calme philosophique convenant au chercheur qui n'a pas d'objet pratique en vue (1). Au lieu de l'impassible philosophe, nous trouvons un citoyen patriote, possédé d'une haine ardente, pour ne pas dire passionnée, des motifs cupides et des arguments fallacieux sur lesquels le système mercantile était fondé. S'attendre à ce que « la liberté du commerce fût jamais entièrement rétablie en Grande-Bretagne », était, pensait-il, « aussi absurde que de s'attendre à ce que Oceana ou Utopie y fussent jamais réalisées (2) » : néanmoins il était décidé

(1) Voir par exemple le § de conclusion du livre 1er, qui était évidemment écrit sous l'influence du système physiocratique et contient une condamnation rigoureuse des négociants et des manufacturiers.

(2) Adam Smith, *Richesse des Nations*, l. IV, ch. II, p. 207 b ; édition Guillaumin, t. II, p. 59.

à faire ce qui dépendait de lui pour aboutir à une « restauration » partielle, sinon entière de la liberté du commerce. Dans cette mesure, la *Richesse des Nations* était réellement un traité pratique préconisant une politique particulière. Mais c'était beaucoup plus, et il n'y a pas de raison de supposer que l'origine de l'ouvrage doive être recherchée dans son but pratique. Adam Smith n'était engagé ni dans le commerce ni dans la politique. Il était un ex-professeur de philosophie morale. C'était un Ecossais qui avait étudié à Oxford. Il aurait été vraiment surprenant qu'un tel homme eût employé dix années d'études et de recherches en vue d'aider à aboutir à une approche partielle de la liberté du commerce. Il ne peut y avoir de doutes qu'il avait effectivement entrepris sa tâche dans le désir d'élargir les limites de la science.

Le cas des économistes du début du XIX[e] siècle est entièrement différent. Avec eux, dans la grande majorité des cas, les buts pratiques étaient prédominants, et l'avancement de la science secondaire.

Malthus découvrit son *Principe de la Population* en essayant de décourager les espoirs que son père avait mis dans le progrès. En publiant la première édition, il était inspiré, non pas tant par le désir de faire connaître l'existence de ce principe quel qu'il pût être, que par le désir de contester la possibilité de toute grande amélioration dans la condition matérielle de l'humanité et d'obtenir l'acquiescement à l'ordre de choses actuel, sinon de le faire considérer comme satisfaisant, et d'empêcher l'adoption d'expériences précipitées comme l'application « des engrais très fécondants employés pour faire aboutir la Révolution Française », qui avaient brisé le calice qu'est l'humanité, le lien restrictif de toute société (1) ».

(1) MALTHUS, *Essay*, 1[re] édit., p. 274. « S'il y avait une importance, dit il, à améliorer les œillets *pinks and carnations* bien que nous ne puissions avoir aucun espoir de les faire pousser aussi gros que des

Il changea bientôt le but pour un plus pratique encore. Dans sa « Recherche sur les causes du haut prix actuel des aliments » (*Investigation of the Cause of the Present High Price of Provisions*), publiée en 1800, il attribuait « l'inaptitude actuelle du pays à entretenir ses habitants » à « l'accroissement de la population » et ajoutait :

« J'avoue que je ne peux considérer les dernières dures atteintes de détresse provenant de chaque déficit de nos récoltes, que comme un exemple très fort d'un principe que j'ai cherché à expliquer dans un essai publié il y a deux ans et intitulé « Essai sur le Principe de la Population en tant qu'il affecte les améliorations futures dans la Société » (*An Essay on the Principle of Population as it affects the future Improvements of Society*). Il fut considéré par beaucoup de lecteurs comme étant seulement une argumentation spécieuse, inapplicable dans l'état actuel de la société, parce qu'il était en contradiction avec des opinions préconçues sur ces sujets. Cependant deux années de réflexion ont servi fortement à me convaincre de la vérité du principe qui y a été avancé et qu'il est la cause réelle de la dépression et de la pauvreté constantes des classes inférieures de la société, de la défectuosité totale de tout ce qui existe actuellement pour leur venir en aide, et des retours périodiques des saisons de détresse semblables à celles que nous avons subies récemment (1). »

En conséquence, il expliquait que, quoique la pre-

choux, nous pourrions sans aucun doute nous attendre à obtenir, par nos efforts successifs, de beaucoup plus beaux spécimens que ceux que nous avons actuellement. Personne ne peut nier l'importance qu'il y a à améliorer le bonheur de l'espèce humaine. Tout progrès à cet égard, même le moindre, a une très grande valeur. Mais l'expérience faite sur la race humaine n'est pas semblable à celles faites sur des objets inanimés. La mort d'une fleur peut être négligeable. Une autre lui succédera bientôt. Mais la rupture des liens de la société aboutit à sa division en tant de parties qu'elle ne peut se produire sans causer la douleur la plus vive à des milliers d'individus : et beaucoup de temps doit s'écouler, beaucoup de misère être subie, avant que la blessure se cicatrise » (pp. 274-275).

(1) MALTHUS, *Investigation*, p. 27.

mière édition de l'*Essay* eût été épuisée depuis plus d'un an, il n'en avait pas encore donné une deuxième édition, non seulement parce que « il s'efforçait de donner des illustrations de la puissance et de l'universalité » de l'opération du principe, « d'après les exposés les plus exacts » « de la situation des autres pays », mais aussi, parce qu'il espérait pouvoir rendre ce travail « plus digne de l'attention publique en appliquant le principe directement et exclusivement à l'état existant de la société (1). » La seconde édition réalisa cet espoir en étant dans une large mesure une protestation contre l'encouragement sans discrimination de la propagation de l'espèce humaine, [encouragement] qui était donné à la fois par l'approbation publique accordée aux mariages imprévoyants, et par les récompenses plus tangibles fournies en vertu des Lois des Pauvres. Rendre cette protestation efficace devint le motif déterminant de sa vie. L'ardeur de son sentiment sur cette question pratique, et le soin avec lequel il l'avait étudiée, se voient très clairement dans sa « Lettre à Samuel Whitbread Esq. M. P. sur le bill proposé par lui pour l'amendement de la loi des pauvres » (*Letter to Samuel Whitbread Esq., M. P., on his proposed Bill for the amendment of the Poor Laws*, 1807). Après avoir lu cette brochure, nous pouvons sympathiser avec les fières paroles par lesquelles, après avoir répondu à quelques-uns de ses critiques, il termine la 5ᵉ édition de son *Essai sur la population* (1817). Que l'*Essay* soit lu avec ou sans les changements faits dans la deuxième édition et les suivantes, dit-il, il croit que :

« Tout lecteur de bonne foi doit reconnaître que le but pratique prédominant dans l'esprit de l'auteur, quel que soit le manque de jugement avec lequel il ait pu être réalisé, est

(1) MALTHUS, *Essay*, 1ʳᵉ éd., p. 28.

d'améliorer la condition et d'augmenter le bonheur des classes inférieures de la société (1). »

Il est vrai qu'au commencement de la controverse sur la loi des blés de 1813-15, il parut pour un temps être dans le rôle de l'économiste impartial, désireux simplement de fournir aux politiciens pratiques le moyen de prendre une décision sur la question et de donner à la masse du public des informations dignes de foi quant aux résultats probables de chacune des deux décisions possibles. Un an après l'avoir écrit, il disait :

« L'objet avoué des Observations sur les lois sur les céréales (*Observations on the Corn Laws*) que j'ai publiées au printemps de 1814, était d'exposer avec la plus stricte impartialité les avantages et les désavantages qui, dans les conditions réelles de notre situation présente, devaient vraisemblablement résulter des mesures envisagées relativement au commerce du blé.

Un examen loyal des deux côtés de la question, sans essayer de cacher les dangers particuliers, soit temporaires, soit permanents qui peuvent se trouver de part et d'autre, m'a semblé utile, non seulement pour aider à former une décision éclairée sur ce point, mais particulièrement pour préparer le public aux conséquences spécifiques que l'on doit attendre de cette décision, dans quelque sens qu'on la prenne (2). »

Ceci est exactement le style du professeur moderne. Mais Malthus jeta vite le masque, et écrivit : « Les Fondements d'une opinion sur la politique restrictive de l'importation du blé étranger, présentés comme un appendice aux observations sur les lois sur les céréales » (*Grounds of an opinion on the policy of restricting the importation of foreign corn, intended as an appendix to « Observations on the Corn Laws »*), à la manière d'un avocat zélé et avoué de la restriction (3). La « Recherche sur la

(1) Malthus, *Essay on Population*, 3e éd., vol. III, p. 428 ; 8e édition, p. 526.

(2) Malthus, *Grounds of an Opinion*, p. 1.

(3) V. ci-dessus, pp. 211-212.

Nature et le Progrès de la Rente et les principes par lesquels elle est réglée » (*Inquiry into the Nature and progress of Rent and the Principles by which it is regulated*) qu'il publia en même temps que ses « Fondements d'une opinion » (*Grounds of an opinion*) a un titre d'apparence scientifique, et, comme il nous le dit, contient la substance de quelques notes sur la rente qu'il avait réunies dans une intention purement didactique. Mais il s'excuse effectivement de ce que « la nature de son investigation » peut apparaître au lecteur comme ne s'adaptant guère à la forme d'un pamphlet (1) » et la manière curieuse par laquelle il attribue « une hausse progressive des rentes en général » à l'extension de nos manufactures et de « notre » commerce (2) est une preuve suffisante que les notes sur la rente du professeur avaient subi une manipulation considérable entre les mains du pamphlétaire politique. Son « Economie politique » et ses « Définitions » (*Political Economy* et *Definitions*) ajoutent très peu à ses travaux antérieurs. Elles ne tentent guère de parcourir un champ nouveau, mais reviennent simplement une fois de plus sur les vieilles controverses.

Les préoccupations taxinomiques de Ricardo n'étaient pas moins pratiques que celles de Malthus (3). Sa carrière comme écrivain sur les questions économiques commence par la contribution d'une série de lettres au

(1) « *Advertissement* » ou Préface.

(2) Les mots « nos » et « notre » ont été omis dans la *Political Economy*, p. 178, où ce paragraphe se trouve reproduit.

(3) Ceci évidemment n'est pas en contradiction avec la remarque souvent citée de Ricardo à Malthus « Si je suis trop théorique (ce qui je le crois est réellement le cas) : vous êtes, vous, je pense, trop pratique. » (*Letters*, p. 96). Il ne parle pas alors des conclusions mais des arguments, et critique l'habitude d'en appeler à l'expérience en faveur d'une doctrine particulière. « Si Ricardo avait prévu les discussions qui se sont produites après sa mort il aurait dit : « Si j'use trop exclusivement de la méthode déductive, vous, je pense, vous reposez trop sur la méthode inductive ».

journal le *Morning Chronicle* en septembre 1809 (1). Son objet dans ces lettres était de montrer que l'émission excessive (*over-issue*) de billets inconvertibles avait été cause d'une dépréciation de leur valeur et d'insister pour que la Banque d'Angleterre « diminuât graduellement le montant de ses billets en circulation, jusqu'à ce qu'elle ait restitué au restant une valeur égale à celles de la monnaie qu'ils représentent (2) ». « Nous devons fixer nos regards, dit-il, d'une façon permanente sur le retrait du *Restriction Bill* » (3). Il publia à nouveau la substance de ces lettres dans la forme d'une brochure et quand le *Bullion Committee* fut attaqué pour avoir adopté ses vues, il les défendit dans sa « Réponse aux observations pratiques de M. Bosanquet sur le Rapport du *Bullion Committee* » (*Reply to M. Bosanquet's Practical Observations on the Report of the Bullion Committee*) (1811). Quatre ans plus tard, il publia son « Essai sur l'influence du bas prix du blé. » (*Essay on the influence of a Low Price of Corn*), qui s'opposait à la demande de restrictions nouvelles au commerce des céréales. Au début de 1816 il publia ses « Propositions pour une circulation économique et sûre avec des observations sur les profits de la Banque d'Angleterre en tant qu'ils concernent le public et les propriétaires du capital de la Banque » (*Proposals for an Economical and Secure Currency with Observations on the Profits of the Bank of England as they regard the public and the proprietors of Bank Stock*). C'est en traitant de ces questions pratiques qu'il forma, comme il nous le dit, ce que Malthus appela ses « opinions particulières sur le profit, la rente, etc. (4) ». Nous sommes redevables à la polémique sur les métaux

(1) Trois lettres sur le prix de l'or (*Three Letters on the Price of Gold*), réimprimées à Baltimore, en 1903, éditées par Jacob H. Hollander.

(2) Ricardo, *Works*, p. 287 ; édit. Guillaumin, p. 394.

(3) *Ibid.*, p. 290 ; édit. Guillaumin, p. 397.

(4) Ricardo, *Letters to Malthus*, p. 116.

précieux (*Bullion controversy*) de la théorie ricardienne de la valeur, et à la controverse de la loi des céréales de 1813-1815 de la théorie ricardienne de la rente et de la distribution en général. Lus avec les brochures qui les ont précédés, les « Principes d'Economie politique et de l'impôt « (*Principles of political economy and taxation*) sont assez intelligibles. Lus sans elles, ils sont le champ d'élection des interprétations erronées.

Les étoiles secondaires de la période ricardienne furent de même pour la plupart, des auteurs de pamphlets et des publicistes qui écrivirent parce qu'ils étaient intéressés par la politique journalière. Il en fut certainement ainsi de West, de Torrens et de M'Culloch. James Mill est la seule exception importante, et cependant, il avait commencé par écrire une brochure contre la dépréciation par Spence de l'utilité du commerce britannique. Les écrivains purement scientifiques et didactiques de cette époque étaient du niveau de Boileau et de M. Marcet, ils n'eurent jamais, aucune importance et maintenant sont presque entièrement oubliés.

Il semblerait à première vue que J. S. Mill publiant ses *Principles* en 1848 aurait dû être à peu près libéré des influences pratiques qui affectaient l'œuvre de Malthus, de Ricardo et de leurs contemporains. Les lois sur les céréales avaient été rapportées en 1846, la vieille Loi des Pauvres avait disparu en 1834 et les paiements en monnaie avaient été repris en 1819. Mais quoique Mill fût seulement âgé de quarante-deux ans en 1848, il avait, grâce à son extraordinaire précocité, acquis ses premières impressions en économie politique lorsque l'école ricardienne était à son zénith. A l'âge de treize ans, en 1819, son père commença à l'instruire par des « sortes de conférences » qu'il lui faisait, lorsqu'ils se promenaient ensemble :

« Il exposait chaque jour, dit Mill, une partie de cette science et le lendemain je la lui rapportais rédigée. Il me

faisait refaire et refaire encore mon travail jusqu'à ce qu'il fût clair, net et assez complet. De la sorte, je parcourus toute l'économie politique et j'en possédai un abrégé écrit formé par mon *compte rendu* quotidien. Mon père s'en servit plus tard comme de notes pour écrire ses *Eléments d'Economie Politique.* Après cette préparation, je lus Ricardo. Je rendais compte chaque jour de mes lectures à mon père et je discutais de mon mieux les questions accessoires qui se présentaient à mesure que j'avançais. Au sujet de la monnaie, la question la plus embrouillée de l'économie politique, il me fit lire toujours avec la même méthode les admirables brochures que Ricardo avait écrites à l'époque de la polémique sur les métaux précieux (*Bullion Controversy*). Il me fit étudier ensuite Adam Smith. Ce dont il s'occupa surtout pendant cette étude, ce fut de me faire appliquer aux idées plus superficielles de Smith les lumières supérieures de Ricardo et découvrir ce qu'il y a d'erroné dans les arguments de Smith ou dans ses conclusions (1). »

Vers le même moment, il tomba sous l'influence directement personnelle de Ricardo :

« Comme j'étais toujours dans le cabinet de mon père, je fis connaissance avec le plus cher de ses amis, David Ricardo. Son air de bonté et ses manières bienveillantes inspiraient beaucoup d'attachement aux jeunes gens. Plus tard, quand j'étudiai l'Economie politique, il m'invita à aller le voir et à me promener avec lui pour causer sur ce sujet (2). »

La méthode de son père pour l'instruire dans l'économie politique était, pensait-il, « merveilleusement calculée pour former un penseur » et il était prêt à affirmer

(1) Stuart Mill, *Autobiography*, p. 28, trad. franç. de E. Cazelles, édit., p. 26. La fin de la citation s'écarte un peu du texte et doit être rétablie ainsi « et de découvrir ce qu'il y a de fallacieux dans les arguments de Smith ou d'erroné dans ses conclusions » Note des Traducteurs).

(2) Stuart Mill, *Ibid.*, p. 54, trad. franç. de E. Cazelles, p. 51.

« qu'elle a réussi » (1). Cependant nous ne sommes guère surpris d'apprendre que quelques années plus tard, « d'après ce qu'il avait entendu dire », Sterling le regardait comme un homme « artificiel », comme un produit de fabrication qui portait comme une marque de fabrique certaines idées » (2), qu'il était seulement capable « de reproduire ». Quoique Sterling reconnut lui-même qu'il s'était trompé, il semble évident que Mill avait quelque peu prématurément adopté un corps particulier de doctrines économiques. A seize ans il défendait Ricardo et James Mill contre Torrens dans le journal le *Traveller* (3), et ses essais sur les « Lois des Echanges entre Nations » et sur le « Profit et l'Intérêt » (4) « émanèrent », nous dit-il, de conversations qui prirent place à peu près en l'année 1826 (5), bien qu'ils n'aient pas été écrits avant 1829 et 1830 (6), ni publiés avant 1844. Pendant ce long intervalle entre leur composition et leur publication, l'esprit de Mill fut extrêmement actif, mais il ne semble pas avoir été dirigé vers l'économie scientifique. Lorsqu'un homme s'est adonné à l'étude d'un sujet et l'a médité, il ne prend pas des manuscrits mis de côté (7) qui sont restés quartorze ans dans son tiroir, pour les imprimer « avec quelques modifications de forme seulement » (8).

Entre la publication de ses *Essais* et celle de ses *Prin-*

(1) Stuart Mill, *Ibid.*, p. 28-29, trad. franç. E. Cazelles, p. 27.

(2) Stuart Mill, *Ibid.*, p. 155, trad. franç. E. Cazelles, p. 148.

(3) *Autobiography*, p. 87-88, trad. franç. E. Cazelles, p. 84.

(4) Nos I et IV des *Essays on some unsettled Questions of Political Economy.*

(5) *Autobiography*, p. 121, trad. franç. Cazelles, p. 114 et s.

(6) *Essays*, préface dans l'*Autobiography*, p. 180, trad. franç. Cazelles, p. 171 et 172. Il dit « 1830 et 1831 », mais la préface des *Essays* est plus vraisemblablement exacte que l'*Autobiography.*

(7) « Et lorsqu'après quelques années je les offris à un éditeur, il les refusa », *Autobiography*, p. 180, trad. franç. Cazelles, p. 171.

(8) *Essays*, préface.

cipes d'économie politique, il ne prit certainement pas le temps de faire la revision nécessaire de ses premières impressions.

« L'*Economie Politique*, dit-il, a été beaucoup plus rapidement écrite que la *Logique* et même que tous les ouvrages importants » qu'il avait « écrits auparavant. Je la commençai dans l'automne de 1845 et je l'avais achevée et toute prête pour l'impression avant la fin de 1847 » et cela encore que, cependant « il y ait eu un intervalle de six mois durant lesquels je laissai cet ouvrage de côté (1). »

Par conséquent son livre, tout au moins pour ce qu'il appelle « la partie purement scientifique» (2), est beaucoup moins libéré de l'influence des controverses pratiques de la période ricardienne que beaucoup d'ouvrages qui l'ont précédé et qu'il a supplantés à cause de ses qualités populaires et son apparence d'ouvrage complet. Le ton général (3) et les applications des « principes d'économie politique » à la « philosophie sociale » (4) étaient nouveaux, mais la structure des théories de la production et de la distribution, bien que marquée par des explications et une limitation nouvelles, avait été édifiée vingt ans plus tôt.

Or, pour résoudre les controverses sous l'influence desquelles il avait été créé, le système économique, qui prévalut après que Malthus et Ricardo eurent écrit, était admirablement adapté. Là où il était clair et correct, ses attaques contre ce qui était pratiquement mauvais étaient bien et vigoureusement faites, là où il était con-

(1) *Autobiography*, p. 235, trad. franç. Cazelles, p. 225. Cet intervalle fut employé à écrire des articles dans le *Morning Chronicle* demandant la formation des propriétés paysannes sur les terres pauvres d'Irlande.

(2) *Autobiography*, p. 246, trad. franç. Cazelles, p. 236.

(3) *Ibid.*, *loc. cit.*

(4) Titre de *Principles.*

fus et erroné, ses confusions et ses erreurs étaient plutôt de nature à seconder qu'à contrarier son œuvre ; là où il y avait des lacunes, ses lacunes n'avaient pas beaucoup d'importance pratique.

La théorie de la production servait très bien le but pratique de détruire les abus de la vieille Loi des Pauvres. Son plan, représentant le « capital » comme la chose qui met l'industrie en mouvement et entretient le travail, était excellemment propre à inspirer la défiance contre tous les essais de la part de l'Etat d'employer le travail. Son insistance excessive sur les désavantages de la population croissante était également propre à porter le discrédit sur les dangereuses incitations au mariage qui résultaient du fonctionnement de la vieille Loi des Pauvres.

Pour le fondement d'une argumentation contre les lois sur les céréales il aurait été difficile d'inventer quelque chose de plus efficace que la théorie ricardienne de la distribution. La divergence des intérêts relativement aux lois sur les céréales était réellement une divergence des intérêts entre les classes, et non entre les individus. Ce n'était pas une question où fussent en jeu les « classes contre les masses », ou, en d'autres termes, le riche contre le pauvre, mais la classe des propriétaires fonciers contre la classe commerçante et manufacturière. La négligence ricardienne du problème de la distribution entre les individus était absolument sans inconvénient. La confusion des salaires par tête, des profits pour cent et de la rente par acre avec les proportions du produit était de peu d'importance en considération de ce fait que les variations dans les salaires par tête, les profits pour cent et la rente par acre, lorsqu'elles étaient causées soudainement par les changements des lois sur les céréales, correspondraient en fait aux variations dans les proportions de produit attribué aux salaires, aux profits et à la rente. La doctrine qui attribuait la hausse de la rente par acre et la baisse des

profits pour cent à la diminution de la productivité de l'industrie employée à la limite de culture était un admirable instrument pour mettre en faveur la classe commerçante et manufacturière et exciter la haine contre la législation en faveur des propriétaires fonciers. On peut dire à peu près la même chose de la distinction accusée et quelque peu inexactement établie, entre la rente et l'intérêt, fondée comme elle l'était très largement sur l'idée que l'intérêt est la récompense d'une action pénible ou méritoire. A une époque ultérieure, lorsque le pouvoir politique eut passé dans une certaine mesure à la classe salariée, il aurait été sans doute beaucoup plus efficace de montrer que les lois sur les céréales diminuaient les salaires réels, mais à l'époque, cela simplifiait la question de déclarer que le confort des travailleurs est une quantité à peu près constante et par conséquent en dehors du problème.

§ 3. — *Inutilité des Théories de la Production et de la Distribution en ce qui concerne les coalitions et le socialisme.*

En partie, sans aucun doute, grâce à la grande efficacité de l'Economie politique Ricardo-Malthusienne, les problèmes pratiques auxquels elle était principalement intéressée furent vite résolus. Depuis l'abrogation des lois sur les céréales, une autre grande controverse est venue, qui, dans la préoccupation populaire, sinon toujours dans l'opinion des économistes, en Economie politique, a éclipsé toutes les autres : c'est la controverse qui est poursuivie sous une variété presque infinie de formes, entre les soutiens de l'organisation existante de la société et ceux qui désirent que l'association, sous l'une ou l'autre de ses nombreuses modalités, empiète sur la sphère de la propriété privée et de la concurrence indi-

viduelle en vue d'améliorer la condition des membres les moins fortunés de la communauté.

Quoique l'erreur puisse triompher un temps, la vérité garde sa puissance et doit triompher en fin de compte. Des fautes qui furent sans danger dans la discussion du Libre-Echange, de la Loi des Pauvres ou de la reprise des paiements en espèces, ont souvent été très nuisibles dans leur influence sur cette dernière controverse. L'amère hostilité à l'égard des Trade-Unions, qui, au moins jusqu'à une époque très récente, était manifestée par les classes « élevées » et « éclairées », était sans doute due principalement au désagrément ressenti de la perte de ces très menues jouissances du pouvoir qui résultait de la substitution de la relation entre vendeur et acheteur de travail à la vieille relation entre maître et serviteur, mais elle était avivée par la théorie des salaires basée sur la « population et le capital » (*population and capital theory of wages*), qui faisait que, sincèrement, beaucoup de gens pensaient que les associations de salariés, quoique ennuyeuses et dangereuses pour les employeurs, devaient toujours être impuissantes à apporter aucune amélioration dans la condition générale des salariés. La théorie de l'exploitation des socialistes allemands a, même en Angleterre, beaucoup contribué à empirer les discussions sur le marché, — appelée par quelques-uns la « guerre industrielle », ou les « conflits du travail et du capital », — en représentant le fait que le « travail » ne reçoit pas le produit intégral ou le revenu de la communauté, comme le résultat, non de la seule existence de la propriété privée, mais de quelque processus mystérieux par lequel le « Capital » dépouille le « Travail » d'une partie de sa récompense légitime. Elle doit son origine à l'ancienne théorie des salaires, basée sur la subsistance, aux confusions sur la nature et les fonctions du « capital » et à une réaction naturelle contre la tentative d'expliquer l'intérêt comme la ré-

compense de quelque action pénible ou méritoire. On n'aurait probablement jamais entendu parler de ce mouvement en faveur de la « nationalisation » de la terre, sans indemnité pour les propriétaires actuels, en faveur duquel Henry George et d'autres ont dépensé une énergie immense, si les économistes ricardiens n'avaient pas représenté la rente comme une sorte de vampire qui absorbe continuellement une part de plus en plus large du produit, et s'ils avaient classé ensemble la rente et l'intérêt comme deux espèces de même genre. La folle tentative de remédier à la pauvreté en réclamant la confiscation de la terre, ou en attaquant d'autres sortes particulières de propriété, n'aurait pas si aisément manqué d'être reconnue par des hommes de bon sens de la seconde moitié du XIXe siècle, si la science économique de la première moitié avait donné à la distribution de la richesse entre les individus sa place convenable, au lieu de s'être si exclusivement attachée à la distribution de la richesse entre les catégories économiques, telles que les « ouvriers », les « capitalistes et les « propriétaires fonciers ». Dans ce cas, il eut été beaucoup plus évident que les cas d'extrême pauvreté comme ceux d'extrême richesse sont dus à l'inégalité qui prévaut dans la distribution du revenu total attribué à chacune des trois catégories, de telle sorte que de même que les grandes fortunes sont dues à ce que quelques individus ont acquis des biens considérables, de même la grande pauvreté est due à ce que quelques individus ne gagnent pas les salaires moyens du travail, et pas plus que la première, cette dernière circonstance n'est due à l'existence de la propriété privée d'une classe particulière d'objets.

En dehors de tout ceci, il semble que dans la discussion des changements dans un sens socialiste ou communiste, l'économie politique de la première moitié du XIXe siècle ne traitait pas la question véritablement essentielle. La question de savoir si un tel changement doit ou

ne doit pas être fait, est généralement résolue d'après le résultat qu'il aurait sur le bien-être matériel des individus qu'il concerne. Mais le sujet de l'Economie politique du début du XIXe siècle n'est pas la « richesse » dans son sens original de bien-être matériel, mais « richesse » dans le sens secondaire d'objets matériels ayant une valeur d'échange, ou au moins dans le sens de produits et de services ayant une valeur d'échange. Que la « richesse » prise dans ce sens et le bien-être matériel ne soient pas la même chose, chacun le reconnaît, mais le rapport étroit existant entre les deux est très exagéré. En réalité, même dans la constitution actuelle de la société, le montant de la richesse dont jouissent les individus et les nations nous renseigne très suffisamment sur leur bien-être matériel. En premier lieu, suivant une règle bien connue, chaque augmentation successive de « richesse » produit une quantité décroissante de bien-être matériel, et, par conséquent, une quantité donnée de « richesse » produira une quantité plus ou moins grande de bien-être matériel suivant qu'elle sera distribuée plus ou moins également.

En second lieu, l'effort pour obtenir la « richesse » est un facteur dans la détermination du bien-être matériel au même titre que la jouissance de la « richesse ». Lorsque l'effort est, comme il arrive souvent, purement agréable, le bien-être matériel de la population est accru de ce fait. Lorsque, à l'inverse, l'effort est, soit excessif, et par conséquent plus pénible ou accompagné d'incidents désagréables, le bien-être matériel de la population est diminué de ce fait. En troisième lieu, une grande quantité de cette part du produit de l'industrie qui est créée par des hommes et des femmes travaillant — non pour une récompense en argent, mais pour d'autres motifs, tels que l'affection familiale ou le devoir envers la communauté — ne saurait être évaluée pour toutes les fins pratiques et comprise dans la somme totale des

produits et des services ayant une valeur d'échange.

Mais il se trouve que c'est justement sur ces points où précisément l'économie politique du début du XIXe siècle est si faible que tourne principalement la discussion relative aux changements socialistes et communistes.

Le but des aspirations socialistes et communistes est l'accroissement du bien-être matériel de la race en introduisant une plus grande égalité dans les biens matériels dont jouissent les individus, en réduisant d'un côté la paresse, et, de l'autre, l'effort excessif et irrégulier, et en substituant éventuellement le travail associé à la concurrence et en abolissant à la fois l'institution de la propriété privée et la pratique de l'échange sans lesquels la valeur, dans aucune des acceptions raisonnables de ce mot, ne peut exister. Sur tout ceci, l'économiste qui limite l'économie politique à la considération des produits et des services ayant une valeur échange est obligé, soit de garder le silence, soit de recourir à l'expédient consistant à parler, non en tant qu'économiste, mais comme « philosophe social ».

§ 4. — *Changements dans les théories depuis 1848.*

Continuer l'histoire de la production et de la distribution depuis 1848 jusqu'à l'époque actuelle (1903), même par l'esquisse la plus brève possible, serait une tâche immense, principalement par la disparition du caractère insulaire que l'économie politique anglaise a subi.

Dans l'origine et dans le développement des doctrines étudiées dans cet ouvrage, la France a eu certainement une grande part, souvent méconnue, mais l'historien peut en toute sécurité négliger le reste du monde. Cela n'est plus désormais possible. Durant la dernière moitié du siècle, non seulement l'Allemagne, et, à une date ultérieure, non seulement l'Autriche et d'autres pays de l'Eu-

rope, mais aussi l'Amérique sont entrés en ligne, et ont si profondément modifié la science économique anglaise que le travail de l'historien est devenu beaucoup plus étendu et beaucoup plus compliqué. En outre, il semble encore vrai qu'il soit trop tôt pour étudier la science économique de la seconde moitié du XIXe siècle dans un esprit historique. On doit laisser à la prochaine génération ou à la suivante de retracer le sens du progrès accompli. Mais le caractère de quelques-unes des critiques faites à la première édition de ce livre nous fait penser qu'il est peut-être souhaitable d'ajouter ici le compte rendu le plus bref possible des changements les plus importants qui, pour l'auteur, paraissent s'être produits dans les théories de la production et de la distribution, et d'expliquer comment ils ont affecté l'attitude de l'économiste vis-à-vis des problèmes pratiques actuels.

Quelles que soient les définitions de l'économie politique qui puissent être adoptées, il est clair que la conception de son objet est devenue plus large qu'elle n'était. Il n'y a plus désormais aucun essai pour imaginer une foule de richesses s'accroissant sans cesse sans que la communauté y trouve aucun avantage. L'économiste de nos jours reconnait qu'il a à s'occuper de l'homme dans ses relations avec une sorte particulière de bien-être humain. L'idée que cette sorte particulière de bien-être dépend seulement de la quantité des marchandises accumulées ou produites périodiquement, est devenue insoutenable grâce au progrès de la théorie relative à la nature et à la mesure de l'utilité. Depuis le moment où Jevons a expliqué l'utilité décroissante des incréments successifs de nourriture, il est devenu impossible pour l'économiste anglais de s'appuyer beaucoup sur ce fait qu'un pain est un pain, qu'il soit émietté par les mains d'un Riche repu, ou dévoré par un Lazare mourant de faim. Le même pain a une moindre utilité

pour le Riche et l'économiste doit reconnaître le fait. Par suite, il est obligé d'abandonner les propositions relatives au bien-être matériel des individus et des collectivités, et ne peut, même s'il le désire, se borner à des constatations de l'accroissement des produits matériels et des services. Il serait impossible à un économiste de nos jours de reproduire la remarque de Malthus, qu'Adam Smith confond la nature et les causes de la richesse des nations avec les causes qui affectent le bonheur et le confort des classes inférieures de la société.

Le changement a eu des effets importants qui ne se sont pas encore tous développés dans leur intégralité, sur les théories de la production et de la distribution. Devons-nous continuer à traiter la production et la distribution comme la production et la distribution des produits et des services, sans tenir compte de la plus ou moins grande utilité que ces produits et ces services peuvent avoir dans des conditions différentes ? Dans l'affirmative, il est nécessaire qu'une partie nouvelle, ou un titre, autre que la « production » et la « distribution » soit consacré à la théorie économique sur ce sujet. Ou devons-nous, d'autre part, considérer que la production est plus ou moins grande suivant que l'utilité des marchandises et des services produits est plus ou moins grande ? Si nous adoptons ce parti, nous devons être prêts à voir la Production absorber la Distribution des produits, puisque la manière dont les produits sont distribués affecte leur utilité. Ainsi, la nouvelle « Production » comprendra la vieille « Distribution » et la nouvelle « Distribution » sera très différente de l'ancienne, puisqu'il ne sera plus désormais possible de comparer complètement les parts par leur valeur ou leur montant. Des deux alternatives, la première implique une rupture moins complète avec la tradition ; et c'est pourquoi nous trouvons souvent dans les traités actuels des livres ou des

sections additionnelles dans lesquelles sont traitées les relations entre les biens et l'utilité. Mais il n'y a pas d'accord sur le titre de cette partie nouvelle et sur la façon dont elle est traitée. L'incertitude qui prévaut sur ce point est certainement l'un des obstacles les plus importants à l'édition d'un de ces manuels populaires clairement disposés que tous les professeurs demandent et qu'aucun ne semble capable d'écrire.

La théorie de la production est encore groupée autour des facteurs ou agents de la production, mais le nombre des facteurs essentiels ou primaires est réduit à deux par l'exclusion du capital, qui, comme Stuart Mill l'a reconnu lui-même, ne peut raisonnablement être considéré comme un facteur essentiel de la production, quoiqu'il soit sans aucun doute un facteur essentiel de haute productivité pour l'industrie.

Dans la doctrine de la population ou, en d'autres termes, dans la doctrine du rapport entre la terre et le travail, il s'est fait un grand changement. Il est maintenant absolument reconnu que le point auquel les revenus de l'industrie cessent de croître et commencent à diminuer — le point que l'on peut appeler le maximum de productivité — est constamment modifié par le progrès de la science et les autres circonstances, et que ce changement est généralement dans le sens d'une augmentation de la population qui est compatible avec le maximum de productivité possible à ce moment. Quoique la population du monde civilisé se soit énormément accrue depuis 1848, personne ne songerait maintenant à dire, comme J. S. Mill le disait alors, « la densité de la population nécessaire pour permettre à l'humanité d'obtenir au plus haut degré tous les avantages à la fois de la coopération et de l'échange international a déjà été atteinte dans tous les pays les plus populeux ». Nous voyons que tandis que le point de productivité maxima peut avoir été atteint en 1848, lorsque la population de l'Angleterre

et du pays de Galles était de 17 millions et demi d'habitants, il peut n'être pas dépassé ou même atteint en 1903, alors que la population est de 33 millions.

Le déplacement du capital de la triade des facteurs de la production, et sa relégation au même rang que l'organisation, le savoir, la capacité intellectuelle et la force musculaire, n'aurait peut-être pas beaucoup d'importance, s'il n'avait été représenté comme le plus actif élément de la triade. A raison de cette circonstance, le changement est immense. Désormais le capital ne sera plus supposé déterminer si l'industrie sera mise en mouvement ou non, et si elle se dirigera dans une voie ou dans l'autre lorsqu'elle sera mise en mouvement. Le capital prend sa place propre, comme un stock inanimé de marchandises et de machines que l'on juge utile d'entretenir. On voit que le montant normal de l'industrie dans le monde et dans chaque pays du monde dépend, non du stock de marchandises consommable et de machines que l'on possède, mais du nombre de la population, de son habileté et de sa bonne volonté au travail. Le pouvoir de « diriger » l'industrie est attribué, non au capital muet et inanimé, ni même aux possesseurs du capital, mais à une classe particulière de travailleurs, les « entrepreneurs » et l'on voit clairement qu'ils peuvent seulement diriger l'industrie dans des voies particulières en vertu de leur anticipation intelligente des ordres des consommateurs dont ils ont à satisfaire la demande sous peine de faillite. Dans l'ancienne monographie de la production, le chercheur était tout de suite mis en face d'un fermier anglais du XVIII[e] siècle, se trouvant dans une prairie en face d'un tas de blé et devant une table couverte de pains. Il frappe sur la table et il entre des travailleurs affamés, qui ne viennent d'aucun endroit en particulier, et qui, après avoir immédiatement consommé les pains, se mettent au travail sur la promesse du fermier que le tas de blé sera divisé entre eux dans le cours de l'année.

L'économiste moderne voit que la meule est seulement là par suite des demandes anticipées des travailleurs. Il reconnaît que le stock inanimé de marchandises ne détermine pas la quantité d'hommes qui peut être employée ; mais les hommes qui épargnent déterminent quelle sera l'étendue du stock, et la prévision des demandes des hommes qui consomment détermine quelles formes prendra ce stock.

Dans la Distribution, les confusions des vieilles doctrines disparaissent. La distinction entre le propriétaire foncier « prenant une proportion de plus en plus large du produit » et « augmentant ses rentes » n'est désormais guère méconnue. Une baisse du taux de l'intérêt n'est plus confondue avec une diminution de la proportion du produit allant aux capitalistes que par les éditeurs de la Cité et cette personne très ignorante « le passant » *(the man in the street)*. On comprend, quoique pas toujours très clairement, que les gains du travail peuvent aller en s'élevant, et le taux de l'intérêt en baissant, alors que la proportion du produit total allant au travail diminue continuellement. Les statisticiens n'ont guère jusqu'ici donné une réponse suffisante même à des questions aussi générales que, par exemple, celle-ci : « Les gains du travail représentent-ils une proportion plus grande ou plus petite du revenu de la communauté en 1800 qu'en 1900 ? » — mais ils ont au moins rendu possible de concevoir sous une forme numérique la réponse à une telle question et lorsqu'il en est ainsi, il est impossible de tomber désormais dans les vieilles confusions.

Les grandes questions qu'on avait l'habitude de traiter dans la « Distribution », quoique elles appartiennent autant à la production qu'à la distribution, à savoir les questions relatives aux causes de hausse et de baisse de la rente, des profits et des salaires sont traitées d'une manière beaucoup plus satisfaisante. La théorie ricar-

dienne de la rente semble se trouver rejetée à l'arrière-plan, peut-être parce que avec l'accroissement des rentes urbaines, il est devenu plus évident que le nombre variable des « doses de travail et de capital » qu'il est profitable d'appliquer à un acre particulier de terre, est un facteur de détermination de sa rente qui n'est pas moins important que le rendement de chacune de ces doses en sus du rendement de la « dose marginale ». Par exemple, on voit que s'il est vrai que l'emplacement d'un *sky-scraper* de New-York devrait très probablement rapporter un revenu plus élevé s'il était utilisé comme champ de pommes de terre qu'un espace égal cultivé de la même façon dans le Donegal, ce surplus est peu de chose comparé à l'extra rente que l'on peut obtenir à raison de ce que cet emplacement à New-York est un lieu approprié pour les travaux de centaines d'hommes d'affaires effectués aux divers étages. La théorie ricardienne ne prétend pas nous donner aucune information sur le nombre de doses ayant un rendement supérieur à celui de la dose marginale qu'il y a profit à employer, et par conséquent en nous disant que la rente sera égale à la somme des extra-revenus de toutes les doses qu'il est profitable d'appliquer, elle nous apprend très peu de chose. On voit aussi que la différence que l'on suppose exister entre le revenu tiré de la propriété de la terre, et le revenu tiré de la propriété des autres choses, est en fait une différence entre le revenu tiré des choses qui ne peuvent être augmentées ou diminuées, et celui des choses qui sont susceptibles de diminution par détérioration et par consommation, et d'augmentation par le travail. De là nous avons, pour nous éclairer, la conception de Marshall du revenu tiré des instruments de production faits par l'homme comme quasi-rente. Ayant à l'aide de cette conception groupé la terre et les formes déjà reconnues du capital, nous trouvons beaucoup plus facile de re-

connaître que le taux de l'intérêt est simplement la proportion existant à n'importe quel moment entre le revenu et le principal du capital nouvellement créé, et que cette proportion est déterminée par les avantages à retirer en faisant le placement le moins avantageux ou placement marginal, le placement le moins profitable qui (en dehors de simple erreur de calcul) est nécessaire en vue d'utiliser tout le capital disponible. A un moment donné les conditions peuvent être telles que les placements se trouvent sur la marge qui implique la dépense de £ 100 ou 100 semaines de travail pour obtenir un revenu additionnel annuel de £ 10 ou pour obtenir le même revenu qu'auparavant avec 10 semaines de travail de moins dans l'année. Alors le taux de l'intérêt sera de 10 %. A un autre moment les conditions peuvent être telles que tous les placements à 10 % ont été faits depuis longtemps, et que les placements soient à la limite qui donne £ 5 % additionnels ou épargne 5 semaines de travail annuel pour chaque £ 100 ou chaque 100 semaines de travail épargné. Alors le taux de l'intérêt sera tombé à 5 %. Les conditions principales sont le montant du capital, le montant de la population et la connaissance des différents moyens d'utilisation du capital. Les deux premières sont des forces opposées : l'augmentation du capital tend à faire tomber plus bas la marge dans l'échelle de productivité, tandis que l'augmentation de population tend à élever le revenu du placement marginal. L'augmentation des connaissances affecte la marge de différentes façons à des moments différents ; tantôt elle l'élève en montrant de nouveaux moyens d'utiliser le capital, avec un plus grand profit que celui qu'on pouvait obtenir avec la marge existante, et tantôt l'abaisse en montrant comment on peut se dispenser d'employer du capital dans certaines catégories de la production. On voit aisément que la baisse constatée historiquement du taux de l'in-

térêt est le résultat de l'augmentation du capital par rapport à la population, alors qu'elle n'était pas accompagnée de la découverte de nouveaux moyens profitables d'utiliser le capital suffisant pour contrebalancer l'autre force. Ce n'est pas, comme les Ricardiens le pensaient, le résultat de la baisse de la productivité de l'industrie ; et la productivité de l'industrie n'a pas baissé.

Quant aux gains du travail, nous trouvons l'Economique de 1903 plus simple que celle de 1776 ou de 1848. La théorie moderne des gains, est que le gain moyen par tête dépend immédiatement et non pas indirectement par les variations du capital qui en découlent) du produit par tête et des proportions suivant lesquelles ce produit est divisé entre les ouvriers et les propriétaires. L'histoire semble montrer que lorsque la proportion prise par les propriétaires augmente, l'augmentation est habituellement due à l'augmentation de capital. Cette augmentation de capital tend à augmenter le produit par tête, de sorte que, tandis que les gains moyens tendent à se réduire par suite d'un changement dans la distribution, ils tendent à s'élever par suite d'un changement dans la production. De là, en fait, même si, comme il est probable, la proportion du produit obtenu par la propriété a augmenté, cette augmentation n'a pas été accompagnée par une diminution, mais par une augmentation du taux des gains moyens.

§ 5. — *Utilité des Théories existantes.*

On prétendra peut-être que les théories modernes, s'il est possible qu'elles soient plus correctes, ne sont pas aussi utiles que celles qui les ont précédées. Le politicien se plaint que l'économiste moderne est toujours sur la défensive et ne veut jamais donner une réponse simple à une question pratique. La vérité est en réalité

que l'économiste refuse de prendre un parti, lorsque des deux côtés on a tort, et refuse de dire : Oui ou Non à une question lorsque à la fois l'affirmative et la négative l'obligeraient à admettre ce qu'il sait n'être pas vrai. Jusqu'à ce que le politicien ait suffisamment appris, pour être capable de poser une question sensée il n'a pas besoin de demander une réponse ferme. A des questions sensées (*fair*) l'économiste moderne est tout prêt à donner des réponses fermes.

Examinons l'attitude de l'économiste moderne en face des grands problèmes pratiques, commençant avec la question de la population. Il est clair qu'il y a maintenant en œuvre une force nouvelle, à laquelle Malthus avait à peine pensé, tendant à rendre plus effectif qu'il n'était ce qu'il appelait le frein de sécurité (*prudential check*). Par suite, nous voyons la population de la France rester stationnaire, et la natalité, qui est la seule source de la population, décliner dans ce qui est considéré comme les parties les plus civilisées du reste de l'Europe et de l'Amérique. J. S. Mill et Malthus aussi probablement, s'ils avaient passé condamnation sur leurs scrupules quant aux moyens, auraient salué ce changement avec joie. Qu'est-ce que l'économiste moderne a à dire ? Le changement est-il bon ou mauvais ? Ceci est une question pratique, parce que l'état moderne peut difficilement éviter de décourager ou d'encourager la natalité de différentes façons. L'enseignement obligatoire et les autres restrictions à la capacité de gagner des enfants la découragent, tandis que l'absence d'obligation scolaire, et les exemptions fiscales accordées à certains chapitres de dépense de la famille ouvrière l'encouragent. C'est pourquoi il est désirable pour le gouvernement d'un Etat de savoir si la natalité a besoin d'être encouragée ou découragée.

On doit admettre que l'économiste ne peut résoudre cette question dans chaque espèce de cas particulier. Il

est sûr que la population peut être trop élevée ou trop faible, mais il n'a pas de moyens autres que ceux possédés par l'homme d'État, de juger si la population de la France en 1903 est trop faible. Il peut être à peu près sûr que 20 millions seraient trop peu pour la France, mais il ne peut pas démontrer sa proposition, et il n'est pas absolument sûr que la population réelle soit trop faible, ou trop élevée, ou juste ce qu'il faut. Mais c'est incontestablement quelque chose que d'être capable de réfuter les agrariens enthousiastes qui souhaitent un accroissement illimité de la population, et aussi les Néo-Malthusiens fanatiques qui regardent la restriction de la population comme la seule chose nécessaire dans tous les lieux et dans tous les temps. On peut aussi ajouter que, à l'heure actuelle, l'économiste aurait peu de chances d'être écouté s'il réussissait à découvrir un critérium infaillible pour déterminer la position exacte du point de productivité maxima. Malheureusement, ce sont les jalousies internationales et les considérations militaires qui en découlent, plutôt que les motifs économiques, qui décideront aujourd'hui pour les États modernes s'il est désirable de plus ou moins encourager la natalité.

En ce qui regarde la politique restrictive appelée du doux nom de « Protection » et sa négation appelée du nom également attirant de « Libre-Échange », la doctrine de l'économiste moderne est tout aussi claire que celle d'Adam Smith ou de Ricardo. Il n'est personne qui, ayant compris l'idée que la race humaine coopère dans la production des services et des marchandises dont on jouit, et dans celle des choses épargnées et ajoutées au capital, puisse tomber dans la confusion absurde qui implique la conception d'une exportation perpétuelle d'or d'un pays qui n'a pas de mines d'or, conception qui forme la base des doctrines les plus rudimentaires de l'erreur protectionniste. Que l'on admette qu'il n'y a pas

lieu de craindre que la population de chaque pays puisse acheter de la population des autres pays plus qu'elle ne peut payer, et tout le protectionnisme populaire habituel est renversé. Il reste seulement les arguments contre la spécialisation nationale dans l'industrie qui sont, pour la plus grande part, franchement étrangers à l'économie politique. En tant qu'ils sont économiques, ils trouvent une réponse dans la démonstration générale des effets du contrôle de l'intérêt personnel sur la production. Si l'on ne fait pas la suggestion que le Middlesex et le Huntingdonshire ou le Massachusetts et la Californie retirent autre chose que du bénéfice de la spécialisation effectuée par l'intérêt personnel, on ne peut soutenir avec quelque raison que l'Allemagne et les Etats-Unis retireront autre chose que du bénéfice de cette spécialisation.

On fera peut-être valoir qu'au moins les théories modernes n'ont pas empêché une renaissance du protectionnisme en Angleterre. La réponse à ceci est que cette renaissance supposée est quelque peu mythique. Il est vrai que l'agriculture anglaise s'est assuré récemment une certaine protection assez considérable, mais ceci n'a été accompli que clandestinement et par ruse. Les restrictions à l'importation du bétail et le droit sur le grain n'auraient jamais été adoptées si elles avaient été franchement proposées sur des fondements protectionnistes. Le fait qu'en tout état de cause, elles aient pu être imposées, est dû à ce que l'Angleterre est maintenant tellement plus riche et les importations de produits agricoles tellement plus considérables que dans le milieu du siècle passé, qu'un bonus considérable a pu être donné aux propriétaires fonciers anglais sans que le fardeau ait été beaucoup ressenti par les millions de gens qui les ont payés. Si le fardeau devenait de nouveau perceptible, il serait repoussé de nouveau avec la même vigueur et d'une façon aussi complète qu'en 1846, et la science économique du moment se trouverait fournir

des arguments suffisamment décisifs (1). Même maintenant le cri habituel en faveur de l'« efficacité » (*efficiency*) semble de même militer pour la cause du libre échange. En vue d'augmenter l'efficacité de l'industrie, il n'y a pas de besoin plus grand et plus évident que la libre concurrence des produits étrangers et des ouvriers étrangers. Sous la protection, les producteurs n'ont pas la même occasion de copier et d'améliorer les produits étrangers et les méthodes étrangères de production, et ils n'ont pas besoin de se préoccuper et en fait généralement ils ne se préoccupent pas de l'esprit de la question. Une industrie « naissante » protégée, est habituellement étouffée par sa mère nourrice. Si un article peut être fait aussi facilement dans le pays qu'à l'étranger, laissez-le importer jusqu'à ce qu'il y ait pour lui un marché considérable et alors l'industrie nationale pourra s'établir avec profit sans aucune protection. Excluez cet article, et il faudra beaucoup plus longtemps aux manufactures nationales pour se créer. Les effets éducatifs du Libre-Echange, ses effets en produisant cette sorte de savoir et d'intelligence qui sont le plus grand besoin des affaires, ne sont en aucune façon son avantage le moins important.

En ce qui concerne les effets des ententes de salariés sur les gains du travail, l'économiste moderne donne une réponse simple, si ceux qui l'interrogent veulent prendre la peine de l'écouter. Les théoriciens du fonds des salaires pensaient que les ententes ne pourraient élever les salaires parce que le fonds à diviser était déterminé par la volonté des capitalistes qui ne seraient pas touchée par les ententes ; cette vue simple a été abandonnée, mais il n'est pas vrai, comme on le dit quelque-

(1) Ce paragraphe était écrit en mars 1903 et envoyé à l'imprimeur deux jours avant l'annonce de l'abandon du droit sur les blés dans le Budget de 1903. L'auteur n'attendait pas si tôt une confirmation de son opinion.

fois, que rien ne lui a été substitué. La doctrine moderne enseigne assez clairement que les ententes de salariés ne peuvent élever leurs salaires, que si elles peuvent élever la valeur ou la quantité du produit, et que les producteurs ne peuvent élever la valeur du produit qu'en réduisant sa quantité. L'observation ordinaire et une recherche attentive montrent qu'en pratique les ententes des salariés qui n'ont pas le pouvoir d'empêcher des étrangers d'entrer dans la profession, ne peuvent faire grand chose dans la voie de l'élévation de la valeur de leur produit. Là où elles ont élevé les gains, cela a presque toujours été en augmentant le produit par tête suffisamment pour compenser une perte de valeur, plutôt qu'en augmentant la valeur du produit suffisamment pour compenser la perte de quantité.

Enfin nous avons à considérer la position de l'économiste moderne vis-à-vis de l'aspiration socialiste et communiste. Ici les plaintes contre lui se font entendre hautement et de façon persistante. Un parti, encore imbu des vieilles traditions, est troublé et ennuyé de voir que c'est à peine s'il y a un seul économiste anglais réputé qui veuille prendre part à une attaque de face contre le socialisme en général, tandis que l'autre côté est mécontent parce que presque tout économiste, réputé ou non, est toujours prêt à trouver des « loups » (*pick holes*) dans les propositions les plus socialistes.

Il est tout à fait vrai que l'économiste d'aujourd'hui est beaucoup moins hostile au socialisme en général que ses prédécesseurs de l'école classique. Ce changement est dû en grande partie au changement dans la méthode de la mesure de l'utilité. La doctrine de l'utilité marginale donne une estampille économique à beaucoup de choses qui autrefois n'auraient pu être appuyées que sur des bases sentimentales et non économiques. Si l'aspiration socialiste en Angleterre a jamais tiré beaucoup de forces des doctrines marxistes, ce temps est

passé, et elle dépend maintenant principalement de la croyance populaire qu'une plus grande égalité dans la distribution des richesses est désirable. La science économique moderne montre que cette croyance est exacte. Admettant que les besoins sont égaux, la science économique moderne enseigne certainement qu'un montant donné de produit ou de revenu sera d'autant plus efficace qu'il sera plus également divisé. L'inégalité de la distribution actuelle n'a pas la prétention d'être proportionnelle aux besoins, tandis que l'égalité vers laquelle on s'efforce dans l'aspiration socialiste et communiste est toujours entendue, quelquefois peut-être d'une façon assez obscure, comme devant être modifiée d'après les différences de besoins.

C'est pourquoi, au moins en ce qui concerne la distribution seule et prise en elle-même, l'économiste de l'heure actuelle se trouve en très grande sympathie avec l'aspiration socialiste. Mais ayant étudié l'action et la réaction de la distribution et de la production l'une sur l'autre, il ne peut pas isoler les changements dans la distribution, et les soutenir sans tenir compte de leurs effets sur la production. Il n'est pas, il est vrai, obligé d'adopter la vieille opinion que l'industrie ne pourra jamais dans un avenir quelconque être suffisamment excitée sans le stimulant de l'intérêt personnel économique. Il voit, comme un point de fait, que la plus grande partie du meilleur et du plus dur travail du monde est fait pour d'autres récompenses que la récompense économique, et il peut concevoir la possibilité d'arriver à des arrangements qui fourniraient des mobiles d'une efficacité semblable pour l'industrie de tout un peuple. L'affirmation que ceci doit toujours être impossible parce que la nature humaine reste toujours la même, ne le trouble pas lorsqu'il se rappelle combien de choses dans notre état actuel auraient semblé des impossibilités absolues à l'esprit de Guillaume le Conquérant

ou de la reine Boadicea. Il n'est pas non plus obligé d'accepter l'argument malthusien anti-communiste comme décisif contre l'aspiration socialiste. Il est certainement vrai que l'augmentation de la population ne pourrait pas continuer longtemps au taux le plus rapide qui soit physiologiquement possible sans provoquer un désastre d'une sorte quelconque ; mais il n'y a pas de raison pour supposer que le communisme le plus large encouragerait ou permettrait un tel accroissement. Même à l'heure actuelle il est vrai que la natalité est maintenue à un taux peu élevé, dans une mesure très considérable par des causes non économiques, et ces causes peuvent très vraisemblablement être fortifiées dans un système communiste, jusqu'à ce qu'elles aient presque atteint à la puissance nécessaire. « Presque » est tout ce qui est nécessaire, parce qu'il semble difficile même pour l'individualiste le plus enthousiaste de prétendre que son propre système assure plus que cela.

Pour l'économiste la question est une question d'organisation. La production pourra-t-elle être aussi bien organisée dans un système socialiste qu'avec la propriété privée et le travail libre ? L'organisation donnerait-elle satisfaction aux besoins des consommateurs d'une façon aussi précise ? Evidemment il y a des gens qui se sont persuadés que les besoins des consommateurs sont seulement satisfaits occasionnellement et par hasard à l'heure présente. Ils fixent leur esprit sur quelques exemples de confusion ou de gâchis qu'elles rencontrent, et les regardent comme normals, et le cours ordinaire des affaires comme inhabituel et fortuit. Au lieu de voir le monde civilisé moderne comme il est, au total assez bien nourri, ils imaginent un peuple se ruant ici et là et arrivant seulement par hasard à obtenir un repas... Au lieu de voir que, après tout, personne ne va nu et que le plus grand nombre sont assez bien habillés, ils imaginent une population dépenaillée occupée à

s'emprunter et se voler ses haillons. Au lieu de voir les millions de maisons passablement confortables, s'élevant le plus souvent sur une étendue raisonnable de terre, ils s'imaginent tout le peuple entassé ensemble dans des bouges malsains. Au lieu de voir la population allant et venant à l'aide de toutes sortes de moyens de transport, avec régularité et rapidité, ils ne peuvent voir les gens que se battant pour entrer dans un train ou un tramway archi-bondé, et n'y pouvant monter.

Mais ces observateurs ont quelque chose de dérangé dans leur vision cérébrale. A l'œil sain il est évident que l'organisation existante, quoique, en aucune façon, parfaite, est en tous cas meilleure qu'aucune organisation qu'une forme quelconque de gouvernement pourrait lui avoir substitué dans le passé ou dans le présent. En ce que concerne le passé, cela serait admis volontiers par presque tous. Personne ne pense que le Wessex aurait pu avoir avec avantage une organisation socialiste de la production il y a treize cents ans. On trouverait difficilement quelqu'un qui pense que la Grande-Bretagne aurait pu organiser sa production par un effort conscient il y a deux siècles. Il n'y a que les fanatiques qui pensent que la Grande-Bretagne ou la Grande-Bretagne et l'Irlande ou l'empire Britannique ou le monde civilisé trouveront avantage à établir des organisations socialistes à l'heure actuelle. Le progrès des connaissances historiques pendant la dernière moitié du siècle a entièrement arraché la vieille croyance aux soudaines « révolutions ». Ces soudaines révolutions supposées du passé ont été reconnues être simplement des points saillants au cours de changements graduels s'étendant sur des siècles. C'est pourquoi il n'est plus une personne d'un savoir et d'une intelligence ordinaires qui attende une « révolution sociale », un renversement complet et soudain de l'ordre existant relatif à la propriété et à l'industrie et la substitution d'une règlementation complète de

l'industrie par une forme de gouvernement territorial. Tout ce qui peut être attendu par le plus enthousiaste est un changement graduel dans la direction d'un tel état de choses.

La science économique moderne ne contient rien qui montre que ce changement graduel ne doive pas éventuellement, dans un avenir éloigné, aboutir à quelque forme d'organisation consciente, qui à ce moment fonctionnera bien et mieux que l'organisation inconsciente résultant de la propriété privée et du travail libre ; mais il ne semble pas le moins du monde nécessaire pour l'économiste de soutenir des vues particulières sur la question, en dehors de l'espoir que cet avenir puisse être meilleur que le présent. Cette idée du progrès graduel étant admise, il reste libre de considérer le bien et le mal de chaque changement fait ou proposé, sans soutenir un changement mauvais sous prétexte qu'il semble tendre vers un idéal particulier, ou de condamner un changement heureux parce qu'il n'y tend pas. C'est pourquoi il est certain d'être en fréquent désaccord à la fois avec les fanatiques socialistes et individualistes qui soutiennent des changements et s'y opposent non à cause de leurs avantages, mais d'après l'opinion qu'ils se sont formée, souvent sur des bases tout à fait insuffisantes, qu'il s'agit de mouvements vers ou contre leur idéal.

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE III

LE PREMIER FACTEUR DE LA PRODUCTION : LE TRAVAIL

CHAPITRE IV

LE SECOND FACTEUR DE LA PRODUCTION : LE CAPITAL

CHAPITRE V

LE TROISIÈME FACTEUR DE LA PRODUCTION : LA TERRE

CHAPITRE VI

L'IDÉE DE DISTRIBUTION

CHAPITRE VII

DISTRIBUTION MOYENNE (*Pseudo-Distribution*)

CHAPITRE VIII

DISTRIBUTION EFFECTIVE (*Distribution proper*)

CHAPITRE IX

VUE GÉNÉRALE : POLITIQUE ET ÉCONOMIE POLITIQUE

Imprimerie BUSSIÈRE. — Saint-Amand (Cher).

DROIT, JURISPRUDENCE, ÉCONOMIE POLITIQUE, SCIENCE FINANCIÈRE
ASSURANCES, LÉGISLATION COLONIALE, DROIT ÉTRANGER, PHILOSOPHIE
HISTOIRE, HYGIÈNE, ASSISTANCE, PRÉVOYANCE
SOCIOLOGIE, SOCIALISME, ETC.

SUPPLÉMENT

AU

CATALOGUE

OUVRAGES DU FONDS

PARUS EN 1908 & 1909

EN DISTRIBUTION

Catalogue général des Ouvrages du fonds :
1re PARTIE : Droit, Jurisprudence, etc. (1908).
2me PARTIE : Economie politique, Sociologie, etc. (1908).



PARIS (5e)
V. GIARD & E. BRIÈRE
LIBRAIRES-ÉDITEURS
16, RUE SOUFFLOT ET 12, RUE TOULLIER

1909-1910

AVIS

Par la centralisation de tous les ouvrages de droit, la publication de nombreux catalogues et ses relations étendues, la maison **V. GIARD & E. BRIÈRE** se recommande à MM. les Libraires de province et de l'étranger qui voudraient lui confier le dépôt et la vente des ouvrages de ce genre qu'ils éditent.

La maison se charge, soit pour son compte, soit pour celui des auteurs, de l'impression des ouvrages de droit, de jurisprudence, d'économie politique, de science financière et de sociologie, et reçoit en dépôt tous ceux dont on lui confie la vente.

PRIX DES RELIURES

EN 1/2 CHAGRIN			EN 1/2 BASANE		
Format	in-18	1 fr. 50	Format	in-18	1 fr. 20
—	in-8 carré	2 »»	—	in-8 carré	1 50
—	in-8 raisin	2 50	—	in-8 raisin	1 75
—	in-4 (Dalloz)	3 »»	—	in-4 (Dalloz)	2 50

ACHAT DE BIBLIOTHÈQUES

ÉCHANGE DE LIVRES

IMPRESSION

DE

THÈSES DE DOCTORAT EN DROIT

Travail soigné. — Beau papier. — Prix très réduit

ASSORTIMENT COMPLET DE THÈSES DE DROIT

Mode de paiement

A défaut de mandat accompagnant la lettre de demande, le paiement devra se faire à réception des marchandises par mandat ou chèque sur Paris.

Il sera ouvert un compte :

1° A ceux de nos clients habituels qui le demanderont; le règlement aura lieu tous les trois mois, par traite ou par mandat-postal, à leur volonté;

2° Aux Préfectures, Cours, Tribunaux, Justices de Paix, dont les fournitures se règlent par la voie administrative.

Indépendamment des ouvrages portés sur ce Catalogue, la librairie V. GIARD & E. BRIÈRE se charge de procurer aux meilleures conditions tous les autres livres de Droit, Médecine, Sciences, Littérature, Architecture, etc., etc., publiés en France ou à l'étranger.

V. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, rue Soufflot et 12 rue Toullier, PARIS

SUPPLÉMENT AU CATALOGUE

DES

OUVRAGES DU FONDS

(Ouvrages parus en 1908 et 1909)

PREMIÈRE PARTIE

DROIT — JURISPRUDENCE — ASSURANCES — LÉGISLATION COLONIALE
DROIT ÉTRANGER

B

BARTHÉLEMY (**J.**). — **De l'interprétation des lois par le législateur.** 1908. Une brochure gr. in-8 . . . . 1 fr. 50

BAYARD (**P.**), *avocat, ancien magistrat.* — **Du cautionnement** des employés, comptables, caissiers, gérants de maison de commerce, administrateurs, directeurs et agents des Grandes Compagnies, en garantie de leur gestion ou pour répondre des marchandises qui leur sont confiées (avec de nombreuses indications et des conseils permettant de réaliser de très sérieuses économies sur les droits d'enregistrement et un **Formulaire.** 1908. 1 vol. in-18. . . 1 fr. »

Petit guide simple, clair et précis, qui permettra aux intéressés de pouvoir se diriger eux-mêmes dans les arcanes du droit.

Par les conseils pratiques qu'il contient et les formules qui le terminent, cet ouvrage est indispensable à tous ceux, employés ou employeurs, qui ont à rédiger ou à signer un contrat de cautionnement.

BERGÉ (**B.**), *juge spécial des ordres au tribunal de Saint-Gaudens.* — **La réforme de la procédure de l'Ordre**. Articles 717, 750, 751, 752 à 755, 759, 767, 773, 776, 777 et 779 du Code de Procédure civile. 1907. 1 v. in-18. 1 fr. 50

BONFANTE (**P.**), **FADDA** (**C.**), **FERRINI** (**C.**), **RICCOBONO** (**S.**) et **SCIALOIA** (**V.**). **Digesta Justiniani Augusti.** Libri I-XXVIII, 1908. 1 vol. in-16, relié toile . . . . 8 fr. »

BONNARD (**R.**), *chargé de Cours à la Faculté de droit de Rennes.* — **La crise du fonctionnarisme.** Ses causes et ses remèdes. 1907. Une brochure gr. in-8 . . . . 1 fr. 50

— **Du prétendu individualisme de J.-J. Rousseau à propos de quelques livres récents.** 1907. Une brochure gr. in-8. . . . . 1 fr. »

C

CAYASSE (V.), *inspecteur primaire* et **RABATÉ (J. N.)**, *instituteur.* — **Connaissances pratiques sur le Droit rural et le cadastre mises à la portée de tous les cultivateurs, fermiers, métayers**, etc. 3e édition, entièrement refondue et complétée. 1909. 1 vol. in-18. . . . . 1 fr. 50

(*Ouvrage spécialement destiné aux élèves des Ecoles pratiques d'Agriculture, des Cours d'adultes et à toutes les Bibliothèques scolaires et populaires.*)

Ces notions élémentaires de droit rural, considéré surtout dans ses applications pratiques, domestiques et journalières, en montrant d'une façon précise les limites des droits respectifs de chacun, auront certainement pour effet d'éviter bon nombre de ces procès si contraire aux intérêts des cultivateurs et de maintenir les relations de bon voisinage.

D

DECLAREUIL (J.). — **Les idées politiques de Guez de Balzac.** 1907. Une brochure gr. in-8. 1 fr. 50

DESLANDRES (M.), *professeur à la Faculté de droit de Dijon.* — **Etude sur le fondement de la loi.** 1908. Une brochure gr. in-8 . . . . . . 1 fr. 50

DOUCET (R.). La constitution ottomane. Texte et notice historique. 1908. Une brochure gr. in-8 . . . . 1 fr. 50

DREYFOUS (G.), *avocat* et **LEGRAND (A.)**, *avoué.* — **Les Fonds de Commerce.** Commentaire pratique des lois des 17 mars et 1er avril 1909. 1 vol. in-18 . . . . 1 fr. 50

Toute personne ayant à négocier la vente, l'apport en société, la dation en nantissement d'un fonds de commerce, etc., n'a qu'à ouvrir l'ouvrage de MM. Dreyfous et Legrand, au chapitre voulu : en suivant l'ordre des paragraphes, elle est certaine de ne rien oublier des formalités nombreuses et compliquées, aujourd'hui nécessaires.

E

ERRERA (P.), *professeur à l'Université de Bruxelles.* — **Traité de droit public belge.** Droit constitutionnel. Droit administratif. 1909. 1 fort vol. in-8, broché . . . . 12 fr. 50

— **Le même**, relié (reliure de la bibliothèque). . . . . 13 fr. 50

☛ Cet ouvrage fait partie de la *Bibliothèque internationale de droit public.*

M. P. Errera s'est attaché à donner de la Constitution belge un commentaire raisonné et tout actuel, indiquant les problèmes politiques et les controverses juridiques auxquels ses dispositions ont donné lieu. A propos de chaque institution, il compare le système belge avec les principaux systèmes des autres pays, ce qui donne à ce traité un intérêt qui dépasse les frontières de la Belgique.

Dans un important appendice, le lecteur trouvera un aperçu de l'administration de l'Etat indépendant du Congo, de ses relations avec la Belgique et, pour finir, les textes de la loi coloniale, du traité de cession et de l'acte additionnel qui viennent de doter la Belgique de cette immense colonie.

Les références bibliographiques, les tables alphabétique et systématique ont été particulièrement soignées.

— **Le Congo Belge** (15 novembre 1908). Une brochure gr. in-8 . . 1 fr. 50

F

FADDA (C.), **BONFANTE (P.)**, **FERRINI (C.)**, **RICCOBONO (S.)**, **SCIA-**

LOIA (V.). Digesta Justiniani Augusti. Libri I-XXVIII, 1908. *Voyez* : Bonfante.

FAYOLLET (H.), *secrétaire de mairie.* — **Guide pratique de l'Etat civil, de l'assistance judiciaire et du casier judiciaire.** 2e édition, revisée et mise à jour. 1908. 1 vol. in-18 . . . . 1 fr. 50

L'auteur expose d'une manière simple et concise tous les renseignements sur les actes de l'état civil. Tous les cas généraux sont traités avec les règles particulières à certains cas spéciaux.

Les secrétaires de mairie, et tous, en général, trouveront dans cet ouvrage mis à la portée de tout le monde un guide sûr et entièrement mis à jour, leur épargnant des recherches souvent longues et difficiles dans certains ouvrages spéciaux trop volumineux et trop savants.

Les lecteurs y trouveront aussi ce qui concerne l'assistance judiciaire et le casier judiciaire qu'il est si utile de connaître.

FAYOLLET (H.), *comptable agricole.* — **Guide pratique des impôts.** Vérification, comparaison et réclamations 1909. 1 vol. in-18 . . . . . 1 fr. »

Ce petit ouvrage très clair et très pratique résout les difficultés que les contribuables éprouvent à vérifier par eux-mêmes leurs feuilles d'impôts.

Le *Guide pratique des impôts* est un conseiller que chaque contribuable pourra consulter à tout instant.

FERRINI (C.), BONFANTE (P.), FADDA (C.), RICCOBONO (S.), SCIALOIA (V.). Digesta Justiniani Augusti. — Libri I-XXVIII, 1908. *Voyez* : Bonfante.

G

GALICHET (P.), *docteur en droit, ancien élève diplômé de l'Ecole des sciences politiques.* — **L'Eglise anglicane et l'Etat.** 1909. 1 vol. gr. in-8. 4 fr. »

GERLIER (P.), *docteur en droit, avocat à la Cour d'appel.* — **Des stipulations usuraires dans le Contrat de travail.** 1907. 1 vol. gr. in-8. 6 fr. »

GOUGET (C.), *inspecteur de l'Enregistrement, des Domaines et du Timbre.* — **Timbre. Enregistrement. Hypothèques.** Règles pratiques à l'usage de tous les Français et de la jeunesse des Ecoles pour se conformer aux lois sur le timbre, l'enregistrement et les hypothèques et éviter les amendes édictées par ces lois (Dixième mille). 1 vol. in-18 . . . . 2 fr. 50

GUÉGAN (M.). — **Le cinématographe devant le droit.** *Voyez* : Maugras.

I

IDOUX (A.), *docteur en droit, avocat, diplômé de l'Ecole des sciences politiques.* — **La jurisprudence du Conseil d'Etat et de la Cour de cassation quant aux points qui leur sont communs.** 1908. 1 vol. gr. in-8 . . . . 3 fr. 50

L

LAFERRIÈRE (G.), *docteur en droit.* — **Les Colonies américaines et la Constitution.** 1908. Une brochure gr. in-8 . . . . 1 fr. 50

LAMOUZÈLE (Edm.), *docteur en droit, membre correspondant de l'Académie de législation.* — **Abrégé d'histoire du droit privé français, des origines au Code civil.** 1908. 1 vol. in-18. . . . . 3 fr. 50

En composant cet abrégé, M. Lamouzèle a voulu offrir aux étudiants en droit un petit

ouvrage élémentaire aussi court que possible et renfermant, non une simple nomenclature ou des tableaux synoptiques qui ne parlent qu'aux yeux et à la mémoire mais les idées générales sur l'évolution de notre ancien droit privé que doivent avoir présentes à l'esprit tous ceux qui veulent bien comprendre les dispositions du Code civil.

LECOUFFE (G.), *procureur de la République à Mamers* — **Code manuel du chasseur**. Étude de droit usuel sur la législation de la chasse et la responsabilité en matière de dégats causés par le gibier. *3e édition*, complètement refondue, augmentée et mise à jour de **L'avocat du chasseur** et des **Chasses réservées**. 1909. 1 vol. in-18 . . . . 2 fr. »

L'auteur écrit lui-même dans la préface de cette 3e édition, qu'il a voulu offrir aux chasseurs, un traité simple, pratique, à la portée de tous, résumant d'une façon claire et concise, la législation de la chasse ; il a tenu sa promesse et deux éditions déjà vendues de son livre prouvent qu'il sera bientôt dans les mains de tous les chasseurs pour les guider, les conseiller, leur éviter ennuis et procès et les éclairer sur l'étendue de leurs droits et de leurs devoirs.

— **Code manuel du Cycliste**. Étude de droit usuel sur la réglementation du cyclisme, l'impôt sur les vélocipèdes, leur transport par chemin de fer, la responsabilité des cyclistes en cas d'accident. 1909. 1 vol. in-18 . . . 2 fr. »

L'auteur passe en revue tous les cas qui intéressent le cycliste et le prémunit, par de sages conseils, contre les cas de contraventions ; il lui indique ses responsabilités et ses droits vis-à-vis des tiers : hôteliers, agents de transport, etc.

On peut affirmer, sans exagération, que ce petit mais excellent ouvrage est aussi indispensable aux fervents de la pédale que leur nécessaire à réparations.

LEFUR (L.), *professeur à l'Université de Caen*. — **La Souveraineté et le Droit**. 1908. Une brochure gr. in-8 . . . . 1 fr. 50

LEGRAND (A.) et **DREYFOUS** (J.). **Les Fonds de Commerce**. *Voyez* : Dreyfous.

LÉONARDI (Ch.), *docteur en droit*. — **Le Conseil d'État sous la Restauration**. 1909. 1 vol. gr. in-8. . . . . 6 fr. »

LOWELL (A.-L.), *professeur de sciences politiques à l'Université Harvard*. — **Le Gouvernement de l'Angleterre**. Tome I, traduction française par A. Nerincx, *professeur à l'Université de Louvain*. 1909. 1 vol. in-8. (*Sous presse*.)

☛ Cet ouvrage fait partie de la *Bibliothèque internationale de droit public*.

M

MALLIEUX (F.), *avocat près la cour de Liège, docteur en philosophie*. — **L'Exégese des Codes et la nature du raisonnement juridique**. 1908. 1 vol. in-8 . . . . 5 fr. »

C'est à la fois un livre de logique et de droit, une étude de philosophie et de jurisprudence. Il appartient à la philosophie, dit l'auteur, d'étudier et de définir la méthode des sciences ; il incombe aux savants de se rendre compte de leur méthode. La difficulté est, pour les philosophes, de savoir ne pas conclure trop vite, pour le savant, de ne pas craindre des idées nouvelles. Il nous parait que l'auteur a triomphé de cette double difficulté.

MALNOURY (L.), *avocat au barreau de Chaumont*. — **Petit manuel pratique des vices rédhibitoires et maladies contagieuses dans les ventes d'animaux domestiques**, avec préface de M. Darbot, *sénateur* (auteur des lois de 1884 et 1895. 1909. 1 vol. in-18 . . . . 1 fr. 50

La législation des ventes d'animaux domestiques atteints de vices rédhibitoires et de maladies contagieuses, législation condensée surtout dans les lois du 2 août 1884, du 31 juillet 1895 et du 23 février 1906, présente quelques points de difficultés, quelques vives controverses qui la rendent imprécise. D'autre part elle reste encore ignorée de la plupart des commerçants en bestiaux, sinon dans son principe, tout ou moins dans ses

règles pratiques. Enfin, la loi de 1905 sur les justices de paix, a modifié les règles de compétence, et les acheteurs lésés ne savent pas toujours devant quels tribunaux ils doivent former leur action en nullité de la vente en rédhibition ou en réduction de prix. Toutes choses qui sont cependant nécessaires à un commerçant sérieux et diligent.

MAUGRAS (**E.**), *avocat, président du Conseil du Cinéma-Théâtre Pathé* et **GUÉGAN** (**M.**), *docteur en droit.* — **Le cinématographe devant le droit.** 1908. 1 vol. in-18. 1 fr. 50

Ce livre sera précieux aussi bien pour les avocats et les avoués que pour les compositeurs, les fabricants et les exploitants de films cinématographiques.

MAY (**Sir Thomas Erskine**). *K. C. B. D. C. L. clerk de la Chambre des Communes et Assesseur de Middle Temple* — **Traité des Lois, Privilèges, Procédures et usages du Parlement.** Traduction française sur la 11e édition, par Joseph Delpech, *professeur de droit international public à l'Université de Dijon.* 1909. 2 vol. in-8, broché. . . . . 25 fr. »

— **Le même,** relié (reliure de la Bibliothèque) . . . . 27 fr. »

☞ Cet ouvrage fait partie de la *Bibliothèque internationale de droit public.*

N

NÉRINCX (**Alf.**), *professeur à l'Université de Louvain.* — **L'organisation judiciaire aux Etats-Unis.** 1909. 1 vol. in-8 broché . . . . . 10 fr. »

— **Le même,** relié (reliure de la Bibliothèque). . . . . 11 fr. »

☞ Cet ouvrage, couronné par l'Académie des Sciences, morales et politiques, fait partie de la *Bibliothèque internationale de droit public.*

— **Les Écoles de droit et le Barreau aux Etats-Unis.** 1908. Une brochure gr. in-8 . . . . 1 fr. 50

NYS (**E.**). — **Idées modernes.** Droit international et franc-maçonnerie. 1908. Une brochure in-8 . . . . 2 fr. »

O

ORBAN (**O.**), *professeur de droit public et administratif à l'Université de Liège.* — **Le Droit constitutionnel de la Belgique.** Tome II : **Les Pouvoirs de l'Etat.** 1908. 1 vol. in-8 . . . . 14 fr. »

Paru précédemment : Tome I. 1906. 1 vol. in-8 . . . . 14 fr. »

Le premier volume consacré à une *Introduction* et à l'exposé des théories fondamentales sur l'Etat *sensu lato,* sur l'Etat *sensu stricto,* les Droits individuels, la Souveraineté, les Pouvoirs, les Formes de l'Etat, est un tableau complet de la science politique mondiale.

Le deuxième volume étudie les pouvoirs et les organes de l'Etat, le Régime électoral, le pouvoir gouvernemental et administratif, le pouvoir législatif et le pouvoir judiciaire, les contacts entre pouvoirs constitués, le Pouvoir constituant.

P

PITOIS (**A.**), *docteur en droit, répétiteur.* — **Manuel de la capacité en droit.** Régime nouveau institué par le décret du 14 février 1905 et par l'arrêté du 30 avril 1906, comportant 8 inscriptions et 2 examens. Matière du **second examen** : Droit civil (art. 1101-2281). — Procédure civile et voies d'exécution. Droit d'exécution. Droit commercial. 1 fort vol. gr. in-8. . . . . . 18 fr. »

PUNTOUS (**Th.**), *avocat à la Cour d'appel.* — **Un diocèse civil de Languedoc. Les Etats particuliers du Diocèse de Toulouse aux XVIIe et XVIIIe siècles.** 1909. 1 vol. gr. in-8. (*Sous presse.*)

R

RABATÉ (J. N.) *instituteur* et **CAYASSE** (V.), *inspecteur primaire*. — **Connaissances pratiques sur le Droit rural et le cadastre, mises à la portée de tous les cultivateurs fermiers, métayers,** etc. *Voyez* : Cayasse.

RACHOU (L.), *docteur en droit, avocat, juge de paix suppléant du IIIe arrondissement de Paris*. — **Code des comptables.** Droits et obligations des comptables dans l'exercice de leur profession. 2e édition mise au courant de la législation et de la jurisprudence. 1908. 1 vol in-18 . . . . . . 3 fr. »

(*Ouvrage honoré d'une souscription du ministère du Commerce*).

Ce commentaire est mis au courant de la législation et des dernières décisions de la jurisprudence par l'analyse des lois du 18 juillet 1901 garantissant leur travail et leur emploi aux réservistes et aux territoriaux ; du 11 juillet 1904 (extension de celle du 12 juin 1893 sur l'hygiène et la sécurité du travailleur) ; du 14 mars 1904 relative au placement des employés ; du 12 avril 1906, étendant aux exploitations commerciales les dispositions de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail ; du 13 juillet 1906 (repos hebdomadaire) ; du 27 mars 1907 (conseils de prud'hommes) ; du 13 juillet 1907 (libre salaire de la femme mariée) et enfin par celle de la loi du 17 juillet 1907 sur la limitation des effets de la saisie-arrêt.

C'est un ouvrage très complet appelé à rendre les plus grands services aux intéressés.

RETAULT (Fr.), *avocat, docteur en droit, juge de paix suppléant du canton de Villejuif*. — **Fonds de commerce.** Guide pratique du vendeur, de l'acheteur, des intermédiaires et du créancier gagiste. (Loi du 1er mars 1898, sur le Nantissement des fonds de commerce). 1908. 1 vol. in-18. . . . . 1 fr. »

REVUE DU DROIT PUBLIC ET DE LA SCIENCE POLITIQUE EN FRANCE ET A L'ETRANGER. Trimestrielle, gr. in-8. Abonnement annuel :
France . . . . 20 fr. »
Etranger . . . . 22 fr. 50
Le numéro . . . . 5 fr. »

REVUE BIBLIOGRAPHIQUE DES OUVRAGES DE DROIT ET DE SCIENCES SOCIALES. Mensuelle. gr. in-8 Abonnement annuel :
France. . . . . 1 fr. »
Etranger. . . . . 1 fr. 50

RICCOBONO (S.), **BONFANTE** (P.), **FADDA** (C.), **FERRINI** (C.). **SCIALOIA** (V.). — **Digesta Justiniani Augusti.** Libri I-XXVIII, 1908. *Voyez* : Bonfante.

RIVISTA DI DIRITTO CIVILE. Semi mensuelle, gr. in-8 :
Abonnement annuel. 24 fr. »

RIVISTA DI DIRITTO PUBBLICO E DELLA PUBBLICA AMMINISTRAZIONE IN ITALIA. Mensuelle, gr. in-8 :
Abonnement annuel. 30 fr. »

ROLLAND (L.), *professeur agrégé à l'Université de Nancy*. — **Le projet de loi sur les associations de fonctionnaires.** 1907. Une brochure gr. in-8 . . . . 1 fr. »

ROSENMARK (L.). *avocat*. — **Le droit de grâce et la peine de mort.** Préface de Me Henri Robert, *avocat à la Cour*. 1908. Une brochure gr. in-8 . . . . 1 fr. »

S

SCIALOIA (V.), **BONFANTE** (P.), **FADDA** (C.), **FERRINI** (C.), **RICCOBONO** (S.). — **Digesta Justiniani Augusti.** Libri I-XXVIII, 1908. *Voyez* : Bonfante.

SORLIN (C.), *docteur en droit.* — **Des actions en reprise des biens grevés d'affectations cultuelles et charitables depuis la loi du 9 décembre 1905.** 1908. 1 vol. gr. in-8 . . . . 3 fr. »

SOUFFLIER (C.). — **Vocabulaire de droit ou définition des termes usités dans l'étude du droit.** Explication de tous les mots dont le sens peut prêter à quelque difficulté (Répertoire indispensable à MM. les Etudiants). 1908. 1 vol. in-18 . . . . 5 fr. »

Il arrive fréquemment et surtout pendant les études de droit que la recherche d'une question juridique, le travail d'une matière d'examen, se trouvent souvent entravés par la rencontre d'un mot, d'une phrase dont on ne comprend pas le sens ou la portée.

L'ouvrage de M. Soufflier obvie à cet inconvénient et en même temps vient en aide à ceux qui, tout en connaissant les termes usités, ont besoin de trouver rapidement une définition exacte et concise.

STEVENS (T. M.), *D. C. L. de Christ Church, Oxford et du South-Eastern circuit.* — **Éléments du droit commercial anglais,** revus et corrigés par Herbert Jacobs B. A. d'Inner Temple. Traduits sur la 4e édition anglaise (1903), avec l'autorisation des auteurs et de l'éditeur, par L. Escarti, *agrégé de l'Université.* Avec une introduction, par Paul Lerebours-Pigeonnière, *professeur de législation comparée à l'Université de Rennes.* Paris. 1909. 1 vol. in-8, broché . . . . 10 fr. »

— **Le même,** relié (reliure de la Bibliothèque) . . . . 11 fr. »

☛ Cet ouvrage fait partie de la *Bibliothèque internationale de droit privé et de droit criminel.*

L'ouvrage de M. Stevens jouit en Angleterre d'une réputation légitime, il est entre les mains de tous les étudiants et de tous les praticiens. Les jurisconsultes anglais les plus éminents le citent comme un modèle de manuel de vulgarisation. Aucun ouvrage ne pourrait donc mieux donner aux lecteurs français une exacte vue générale du droit commercial anglais.

Précédant la traduction, une importante introduction (p. I-XLVI) de M. M. Lerebours-Pigeonnière définit la notion anglaise du droit commercial, et montre à la suite de quelle évolution les sources de ce droit se sont confondues avec les sources de tout le droit privé anglais.

T

TAMBARO (P.), *professeur à l'Université de Naples.* — **Loi sur le Statut des Fonctionnaires italiens.** Loi sur les garanties et la discipline des magistrats italiens. 1909. Une brochure gr. in-8. . . . . 1 fr. »

Z

ZWEIG (E.). — **La réforme électorale en Autriche.** 1907. Une brochure gr. in-8 . . . . 2 fr. »

CATALOGUES EN DISTRIBUTION

Catalogue des Ouvrages du fonds (1908), 1re partie : Droit, Législation, Procédure, Assurance, etc. . . . . (gratis)

Catalogue des Ouvrages du fonds (1908), 2e partie: Economie politique, Science financière, Sciences sociales, etc. . . . . (gratis)

Catalogue des Thèses de doctorat en droit. N. 1. Thèses jusqu'à 1900 . . . 1 fr. »

Catalogue des Thèses de doctorat en droit. N. 2. Thèses de 1900 à 1904 . . 0 fr. 50

Catalogue des Thèses de doctorat en droit. N. 3. Thèses de 1904 à 1909 . . 0 fr. 50

Bibliographie générale et complète des Livres de droit . . . . 1 fr 50

Catalogue des Ouvrages et Collections en occasion . . . . (gratis)

Bulletin périodique des Collections et ouvrages en occasion. . . . . . . (gratis)

Revue bibliographique des ouvrages de droit, de jurisprudence, d'économie politique, de science financière et de sociologie (*mensuelle*). Abon. annuel : France : 1 fr. Union postale . . . . 1 fr. 50

DEUXIÈME PARTIE

ÉCONOMIE POLITIQUE — SCIENCE FINANCIÈRE
PHILOSOPHIE — HISTOIRE — HYGIÈNE — ASSISTANCE — PRÉVOYANCE
SOCIOLOGIE — SOCIALISME, ETC.

A

ACHALME (L.). — Les Iles oubliées (Houat et Hoedic). Etude sociologique. 1909 Une brochure gr. in-8 . . . . 1 fr. »

ANDRÉ (A.), *docteur en droit.* — **Les retraites ouvrières en Belgique.** 1907. 1 vol. gr. in-8 . . . . 6 fr. »

L'étude très rigoureuse et très impartiale des Retraites ouvrières en Belgique mène nécessairement à l'examen approfondi de la Mutualité. M. André a consacré à cette intéressante question une partie importante de son livre qu'il termine par un aperçu de législation comparée.

AUCLERT (Hubertine). — Le vote des femmes. 1908. 1 vol. in-18. 2 fr. 50

On sera, d'une manière précise, absolument documenté sur la curieuse agitation féministe, qui en France comme en des Etats d'Europe, d'Amérique et d'Océanie, va passionner l'opinion, en lisant *Le Vote des Femmes* où Hubertine Auclert envisage cette question à tous les points de vue et démontre que la participation des femmes aux affaires publiques aura pour résultat de rendre les Français plus riches et plus heureux.

B

BAUER (A.), *professeur de philosophie.* — **Essai sur les Révolutions.** 1908 1 vol. in-8, broché . . . . 6 fr. »

— **Le même**, relié (reliure de la Bibliothèque). . . . . 7 fr. »

☛ Cet ouvrage fait partie de la *Bibliothèque sociologique internationale.* (XXXVI.)

En appliquant à l'analyse des Révolutions sa remarquable et très féconde méthode basée sur l'importance sociologique des *Classes*, l'auteur fait pénétrer la certitude et la fixité de la science dans le domaine le plus mouvant et le plus complexe de la vie sociale.

BENÈS (Ed.), *docteur en droit.* — **Le problème autrichien et la Question tchèque**. Etude sur les luttes politiques des nationalités slaves en Autriche. 1908. 1 vol. gr. in-8. 6 fr. »

BENOIT-LÉVY (G.). — Les Cités-Jardins. 1908. Une br. gr. in-8. 1 fr. »

BERGE (V.). — La vraie morale basée sur l'étude de la nature, sur les lois de la vie (Edition sans supplément). 1908. 1 vol. in-18 . . . 1 fr. 50

BERNARD (M.), *secrétaire général du département de Seine-et-Marne.* — **Pour protéger la santé publique.** Avec une préface du Dr Fernand Dubief, *vice-président de la Chambre des députés, ancien ministre de l'Intérieur.* 1908. 1 vol. in 18, relié toile. . . . . 4 fr. »

☛ Cet ouvrage fait partie de l'*Encyclopédie internationale d'assistance, de prévoyance, d'hygiène sociale et de démographie* (Hygiène, 1re série, III).

Dans un style clair, rapidement et simplement, tout notre système de protection sanitaire est exposé. C'est d'abord une vue d'ensemble des autorités qui doivent intervenir, l'étude des pouvoirs des maires et des commissions spéciales en matière sanitaire. Puis vient l'exposé des mesures prises pour assurer une bonne alimentation : eau potable, inspection des tueries, fraudes alimentaires.

La réglementation sanitaire est étudiée ensuite dans l'habitation, le logement insalubre et la maison à bon marché, enfin dans l'agglomération.

M. Dubief, ancien ministre de l'Intérieur, qui a écrit une magistrale préface pour ce volume, a raison de dire que « désormais les maires de la République auront leur livre de chevet ».

BERNARD (N.), **CHAUFFARD, CAILLARD** et **MATHIEU.** — **Les populations indigènes du Cambodge.** *Voyez* : Chauffard.

BERTOLINI (Gino), *ancien échevin de Venise.* — **Le volontariat des métiers au sein de le Société bourgeoise contemporaine.** 1909. Une brochure gr. in-8 . . . . 1 fr. »

BOCHARD (A.), *secrétaire de la Société de Sociologie de Paris.* — **Les formes primitives de la Fortune publique.** 1909. Une brochure gr. in-8. 1 fr. 50

BONNET (H.). — **Paris qui souffre.** La misère à Paris. Les agents de l'Assistance à domicile. Avec une préface de Charles Benoist, *député de Paris, professeur à l'Ecole des sciences politiques.* 1908. 1 vol. in-8, broché. 5 fr. »

— **Le même**, relié (reliure de la Collection). . . . . 6 fr. »

☛ Cet ouvrage fait partie de la *Collection des Etudes économiques et sociales*, publiée avec le concours du Collège libre des Sciences sociales (IV).

Le problème de la misère, si angoissant, préoccupe chaque jour davantage les esprits.

Ce livre est un document que l'auteur a fait suivre d'annexes importantes, remontant au début du XIXe siècle, et qui expliquent historiquement les faits actuels, qu'il constate. Il est, d'ailleurs, précédé d'une magistrale préface de M. Charles Benoist, député, qui en atteste tout le mérite.

BRON (Docteur G.). — **Les origines sociales de la maladie.** Avec une préface du Dr A. Marie. 1908. 1 vol. in-18, relié toile . . . . . . 3 fr. 50

☛ Cet ouvrage fait partie de l'*Encyclopédie internationale d'assistance, prévoyance, hygiène sociale et démographie* (Démographie-I).

Le livre du Dr Bron est une apologie *de la vie simple.* L'attention de l'auteur s'est tournée vers le problème difficile de la dépopulation. D'après lui, nous serions à une période de digestion sociale. Tout comme nous sommes à un stade laborieux de digestion physiologique.

Ses idées sur l'alcoolisme semblent apporter quelques heures d'armistice à la grande lutte que soutiennent la plupart des citoyens importants du jour contre les abus des poisons libatoires. — Ne devient pas alcoolique qui veut. — Dans un ordre d'idées comparable au diabète, l'alcoolisme n'est que le symptôme passionnel d'une certaine malformation mentale, mis en relief par la variété des milieux ambiants.

M. Bron démontre que la dyspepsie est le prodrome ou l'intermédiaire obligé de presque toutes les affections morbides.

Pour résister à la tyrannie des maux que nous confère notre hérédité diathésique et pour éviter les grandes catastrophes de la vie, il prêche la modération aux hommes comme aux médecins, et leur donne le conseil d'écouter toujours la voix de la nature.

BRUN (Ch.), *agrégé de l'Université.* — **Le roman social en France.** 1 vol. in-8. (*Sous presse*).

BUISSON (F.), *député* — **La politique radicale.** Etude sur les doctrines du parti radical et radical-socialiste. Edition ornée d'un portrait de M. Henri Brisson et précédée d'une lettre de M. Léon Bourgeois. 1908. 1 vol. in-18. broché . . . . 4 fr. 50

— **Le même**, relié (reliure de la collection). . . . . 5 fr. »

☛ Cet ouvrage fait partie de la *Collection des Doctrines politiques* (V).

Il est intéressant de trouver sous la plume d'un homme politique, connu pour son attachement au parti radical-socialiste, une étude à la fois historique et documentaire sur les *doctrines* de ce parti, notamment sur leurs applications parlementaires et électorales. Une lettre de M. Léon Bourgeois, résumé magistral de la philosophie politique du radicalisme, donne un relief saisissant à cet exposé du programme.

C

CAILLARD (G.), **CHAUFFARD, BERNARD** et **MATHIEU.** — **Les populations indigènes du Cambodge.** *Voyez* : Chauffard.

CALDERON (F.-G.), *membre de la Société de sociologie*. — **Les conditions sociologiques de l'Amérique latine.** 1908. Une br. gr. in-8 . . 1 fr. »

CAYLA (P.), *docteur en droit, attaché à la banque de France*. — **Les théories de Law.** 1 vol. gr. in-8 . . . . 4 fr. »

CHAUFFARD (E.), **BERNARD** (N.), **CAILLARD** (G.), et **MATHIEU** (Ed.). — **Les populations indigènes du Cambodge et du Laos.** Étude de sociologie coloniale. 1907. Une brochure gr. in-8 . . . . 1 fr. 50

CHAUFFARD (E.), **LE ROUX** (H.), **MONDON-VIDAILHET** (C.), **MAUNIER** (R.). — **Les populations indigènes de la côte des Somalis et des régions voisines.** Étude de sociologie coloniale. 1908. Une br. gr. in-8. . . 1 fr. 50

CONANT (Ch.). — **Monnaie et Banque. Principes.** Traduit de l'anglais par Raphaël Georges Lévy. 1907-8. 2 vol. in-8 . . . . 20 fr. »

Pour qu'un économiste de la valeur de M. Raphaël Georges Lévy prenne la peine de traduire un ouvrage considérable, deux volumes de près de 500 pages chacun, il faut que le livre en vaille la peine. — Et, en effet, nous trouvons dans la succession si nourrie des six livres dans lesquels « Monnaie et Banque » est divisé, une étude originale d'une partie des innombrables problèmes que soulèvent ces deux questions fondamentales.

La théorie de la monnaie qui forme les derniers chapitres, est exposée avec force, et les raisons décisives qui militent en faveur de la conservation de l'étalon métallique on logiquement déduites. « Monnaie et Banque » est un ouvrage dont la lecture s'impose à tous ceux qui s'occupent, au point de vue pratique comme au point de vue théorique des questions financières.

CORNEJO (M.-H.). — **Sociologie générale.** 2 vol. in-8. (*Sous presse*).

CORNELISSEN (C.). — **Théorie du salaire et du travail salarié.** 1908. 1 vol. in-8 . . . . 14 fr. »

— **Le même**, relié (reliure de la Bibliothèque). . . . . 15 fr. »

☛ Cet ouvrage fait partie de la *Bibliothèque internationale d'économie politique.*

Continuant ses recherches sur les éléments et les facteurs économiques dans la vie sociale, l'auteur de « *Théorie de la valeur* » montre dans ce deuxième volume que la qualité essentielle du travail salarié sous le régime capitaliste, c'est d'être une *marchandise*, soumise comme toutes les autres marchandises à un certain nombre de lois bien déterminées.

COSENTINI (Fr.), *professeur à l'Université nouvelle de Bruxelles*. — **La philosophie positive du droit pénal.** Révision critique. 1907. Une brochure gr. in-8 . . . . 2 fr. »

COSSA (L.), *professeur à l'Université de Paris*. — **Premiers éléments de la Science des finances.** Nouvelle édition traduite sur la 9e édition italienne, par Alfred Bonnet. 1909. 1 vol. in-18. . . . . 2 fr. 50

D

DAVID (Mme A.). — **Les théories individualistes dans la philosophie chinoise** (Yang-Tchou). 1909. 1 vol. in-18. . . . . 2 fr. »

La lecture de cet ouvrage sera utile à ceux qu'intéresse l'histoire de la pensée humaine comme aussi, d'une façon plus particulière, à ceux qui suivent les transformations s'opérant actuellement en Extrême-Orient. Pour saisir nettement le sens des mouvements politiques, économiques et sociaux se produisant chez des peuples aussi différents de nous, il est indispensable de se documenter sur les phases diverses de l'évolution des idées parmi eux.

DECANTE (R.), *juge au tribunal civil de Châteaudun, lauréat de l'Académie des Sciences morales et politiques*. — **La lutte contre la prostitution.**

Avec une préface de M. Henri Turot, *conseiller municipal de Paris*. 1909. 1 vol. in-18, relié toile. . . . . 4 fr. »

☞ Cet ouvrage fait partie de l'*Encyclopédie internationale d'assistance, de prévoyance, d'hygiène sociale et de démographie* ! (Prévoyance, 1re série, II).

Cette intéressante étude se présente sous le patronage d'une magistrale préface de M. Henri Turot, si qualifié par ses travaux à la Commission extra-parlementaire et au Conseil municipal de Paris pour appuyer de son autorité l'essai d'une législation meilleure concernant la prostitution.

DECANTE (R.) et **MARIE** (Docteur (A.). — **Les accidents du travail.** *Voyez* : Marie.

DEHERME (G.). — **Auguste Comte et son œuvre : Le positivisme.** 1909. 1 vol in-18 avec 2 portraits . . . . 2 fr. 50

C'est une étude complète sur le « roi de la pensée », où sont rectifiées avec autorité quelques erreurs courantes sur la grande conception organique qu'est le Positivisme.

DESLINIÈRES (L.). — **Projet de Code socialiste. — I. Principes généraux. Expropriation. Conditions du travail. Valeur des choses. Budget de la production.** 1908. 1 vol. in-18. . . . . 2 fr. »

L'auteur pose d'abord les principes généraux du socialisme, puis règle les conditions et la procédure de l'expropriation ; il détermine les mesures transitoires permettant de passer sans trouble ni confusion d'un régime à l'autre, jette avec des vues remarquablement élevées, les bases du système monétaire nouveau, en parfaite harmonie avec la valeur et la quantité des choses ; enfin, il fixe les conditions du travail, et, sous le titre : « *Budget de la Production* », il crée le vaste organisme qui doit mettre en œuvre toutes les activités dont la résultante sera forcément la très large satifaction de tous les besoins.

— **Projet de Code socialiste. — II. Loi Constitutionnelle. Loi organique et politique. Loi civile. Loi de procédure. Loi pénale.** 1908. 1 vol. in-18 . . . . 2 fr. 50

Le puissant intérêt de cette deuxième partie, en outre des solutions si élevées qu'elle apporte aux problèmes humains les plus angoissants, est dans la démonstration, en quelque sorte expérimentale, de la simplification merveilleuse que le socialisme introduit dans les rapports sociaux. Il est impossible de ne pas en être profondément frappé.

DUBIEF (Docteur). — **L'Apprentissage et l'Enseignement technique.** 1 vol. in-18. *(Sous presse).*

DUPONT (P.), *avocat-publiciste*. — **L'assurance contre le chômage.** 1908. 1 vol. in-18. . . . . 3 fr. »

Dans cet ouvrage, l'auteur n'a pas voulu faire œuvre nouvelle, encore moins donner une solution intangible à cette question primordiale du chômage, son désir a été de rassembler, en un tout, les tentatives diverses qui ont été faites jusqu'à ce jour et de mettre sous les yeux de ceux que ce problème capital intéresse, les résultats de ce qui a été essayé partout.

E

ESCARRA (E.), *chargé de cours à la Faculté de droit de Lille*. — **La réforme de l'Income tax.** 1908. Une brochure gr. in-8. . . . . 1 fr. 50

F

FONDET (C.). — **Chez un philosophe** (Deux interviews). 1909. 1 vol. in-18 . . . . 3 fr.

L'auteur donne la parole à un misanthrope profond penseur et lui fait passer en revue dans une simple causerie, les causes et l'évolution de la vie, l'esprit des hommes et leur mobile.

FONTANA-RUSSO (L.), *professeur à l'Institut supérieur d'études commerciales et coloniales de Rome.* — **Traité de politique commerciale.** Traduit de l'édition italienne remaniée, par Félix Poli. 1908. 1 vol. in-8, br. 14 fr. »

— **Le même**, relié (reliure de la Bibliothèque). . . . . 15 fr. »

☛ Cet ouvrage fait partie de la *Bibliothèque internationale d'économie politique.*

Dans une première partie, l'auteur a développé la théorie si délicate et si complexe du commerce internationnal (les coûts comparatifs et les valeurs internationales ; la balance économique ; la monnaie dans le commerce international ; les changes étrangers et l'agio), qui est à la base du libre-échange et parce qu'elle facilite la discussion d'un grand nombre de points.

La seconde partie contient l'exposé de deux systèmes de politique commerciale. Nous signalerons comme particulièrement intéressants, en dehors du chapitre sur le protectionnisme sans droits protecteurs, les développements consacrés à « la population et la politique commerciale » et à « la politique commerciale et à la répartition des richesses » et à l'histoire de la politique commerciale entre la métropole et les colonies.

La dernière partie est consacrée à la technique de la politique commerciale. L'auteur demande, dans sa préface, toute l'indulgente attention du lecteur pour le chapitre consacré à la mesure des droits de douane ; il renferme un grand nombre de vues neuves et originales, ainsi que le chapitre consacré à l'incidence des droits de douane.

G

GAROFALO. — **De la solidarité des nations dans la lutte contre la criminalité.** 1909. Une brochure gr. in-8, sans couverture . . . . 0 fr. 50

GATTI DE GAMOND (Isabelle). — **I. Education. Féminisme.** Edité par les soins d'Hector Denis et d'Eugène Hins. 1907. 1 vol. in-8, broché. . 2 fr. »

— **II. Question sociale. Morale et philosophie.** 1907. 1 vol. in-8. 2 fr. »

GAUTHIER (L.). — **L'Etat banquier.** 1909. Une brochure gr. in-8. 1 fr. 50

GEORGESCO-SEVERIN (C.-C.), *docteur en droit.* **La réforme agraire en Roumanie.** 1909. 1 vol. gr. in-8. . . . . 6 fr. »

GINER DE LOS RIOS, *professeur à l'Université de Madrid, président de l'Institut international de Sociologie.* — **A propos de la fonction de la loi** Etude sociologique. 1909. Une brochure gr. in-8. . . . . 1 fr. »

GRANCHAMP (Miquel), *maître d'hôtel.* — **Le cuisinier à la bonne franquette.** Le plus simple, le plus facile, le plus complet des manuels de cuisine bourgeoise. *9e édition revue et augmentée.* 1909. 1 fort volume (1.000 pages) relié toile. . . . . 4 fr. »

Les ouvrages de ce genre ont le tort, en général, de ne préconiser que des recettes exigeant un concours compliqué d'ustensiles et de préparations. Tout se passe ici à la bonne franquette et sans tant d'appareils. Bien au contraire, on y trouve des ressources précieuses pour faire très bon avec des moyens très simples et à des prix très modiques.

C'est ce mérite qui a fait le succès de ce Manuel. On a bien vite retrouvé dans les économies qu'il permet de réaliser les quatre francs qu'il coûte.

H

HARTENBERG (Docteur P.). — **Le boursier.** Etude sur les types sociaux. 1908. Une brochure gr. in 8 . . . . 1 fr. 50

HONGRIE CONTEMPORAINE (La) et le **Suffrage universel.** — Edition française du Huszadik Szazad. 1909. 1 vol. gr. in-8 . . . . 3 fr. 50

HUART (A.), *membre du comité français des Congrès internationaux du*

Free Trade. — **La Révision douanière.** Avec une préface de M. Yves Guyot, *ancien ministre.* 1909. 1 vol. in-8. . . . . 1 fr. 50

Ce volume clair, bien et sérieusement documenté, réunit tous les éléments de Commission des Douanes de la Chambre des Députés.

M. Yves Guyot a tenu à l'honorer d'une préface qui se termine ainsi :

« J'espère que la brochure de M. Albin Huart contribuera à dissiper chez quelques-uns de nos compatriotes l'ignorance économique qui, seule, peut expliquer des aberrations comme le projet de la Commission des Douanes. »

J

JEVONS (W. Stanley), *professeur d'économie politique à University College, Londres.* **La théorie de l'Economie politique**, traduit par MM. H. E. Barrault, *docteur en droit*, et Maurice Alfassa, *ingénieur civil des mines.* Avec préface de Paul Painlevé, *membre de l'Académie des Sciences.* 1909. 1 vol. in-8, broché. . . . . 8 fr. »

— **Le même**, relié (reliure de la Bibliothèque). . . . . 9 fr.

☞ Cet ouvrage fait partie de la *Bibliothèque internationale d'économie politique.*

A un moment où la réaction contre les exagérations de l'école historique se manifeste par un développement des travaux de l'école autrichienne, et la poursuite des recherches mathématiques, c'est à-dire par la croyance à l'utilité des analyses psychologiques de l'une et à la légitimité des déductions en milieu hypothétique de l'autre, la traduction de l'œuvre maîtresse de Jevons qui est à l'origine des deux tendances, présente pour le public scientifique français un intérêt de premier ordre. La *théorie de l'Economie politique* contient en effet toute l'essence de la doctrine de ce maître.

JÈZE (G.), *professeur agrégé à la Faculté de droit de Paris.* — **Cours élémentaire de Science des finances et de législation financière française.** Manuel à l'usage des étudiants des facultés de droit et des candidats au ministère des Finances ; à la Cour des Comptes, à l'Inspection des finances, etc. Nouvelle édition. 1909. 1 fort vol. in-8 . . . . 12 fr. 50

— **Traité de la Science des finances.** Tome I. (*Sous presse*).

K

KOVALEWSKY (M.), *professeur à l'Université de Saint-Pétersbourg.* — **La France économique et sociale à la veille de la Révolution** :

* LES CAMPAGNES. 1909. 1 vol. in-8, broché. . . . . 8 fr. »

— **Le même**, relié (reliure de la Bibliothèque). . . . . 9 fr. »

☞ Cet ouvrage fait partie de la *Bibliothèque sociologique internationale.* (XXXIX).

C'est l'état des terres à la veille de la Révolution que l'auteur veut nous faire connaître et cela à l'aide de documents de diverse nature ; tels les rapports faits aux assemblées provinciales de 1787-1789, les délibérations du comité d'agriculture, les cahiers des paroisses rurales, les écrits des physiocrates, la correspondance privée et les mémoires du temps. L'auteur ne partage point l'opinion de ceux qui, à l'exemple de Tocqueville, font remonter l'origine de la petite propriété paysanne aux XVII[e] et XVIII[e] siècles. Il montre, par de nombreuses citations, que le travailleur des terres les possédait tout au plus à titre de tenancier à long terme.

— **La France économique et sociale à la veille de la Révolution** :

** LES VILLES. 1 vol. in-8. (*Sous presse*).

KRITSKY (M[lle]). — **L'évolution du Syndicalisme en France.** Avec avant-propos du D[r] A. Marie. 1908. 1 vol. in-18. . . . . 4 fr. »

L'ouvrage de M[lle] Kritsky a la supériorité incontestable d'une documentation histo-

rique complète. Son travail est un véritable chapitre de sociologie expérimentale en même temps que de critique raisonnée et scientifique.

L

LACOMBE (P.), *inspecteur général honoraire des bibliothèques et des archives.* — **Taine historien et sociologue.** 1909. 1 vol. in-8, br. 5 fr. »

— **Le même**, relié (reliure de la Bibliothèque). . . . . 6 fr. »

☞ Cet ouvrage fait partie de la *Bibliothèque sociologique internationale* (XXXVIII).

M. Lacombe a déjà publié un livre qui avait Taine pour sujet, Taine philosophant sur l'histoire littéraire. Le titre était : *La psychologie des individus et des collectivités, d'après Taine historien des littératures* Aujourd'hui M. Lacombe fait paraître un ouvrage qui est la suite et le complément du premier. Il s'agit en effet maintenant des idées sociologiques et psychologiques que Taine a développées dans ses œuvres d'histoire politique (principalement dans son grand ouvrage en 11 volumes : *Les origines de la société moderne*).

LAFARGUE (P.). — **Le Déterminisme économique de Karl Marx.** Recherches sur l'origine et l'évolution des idées de Justice, du Bien, de l'Ame et de Dieu. 1909. 1 vol. in 18. . . . . 3 fr. 50

☞ Cet ouvrage fait partie de la *Bibliothèque socialiste internationale.*

M. Paul Lafargue, qui, avec M. Jules Guesde, est un des fondateurs du Parti Socialiste et un des propagateurs du Marxisme, expose dans ce volume la méthode historique de Marx, si peu connue, bien qu'on en parle beaucoup. Il oppose aux philosophies déiste et idéaliste de l'histoire, le Déterminisme économique, qui recherche dans les rapports que le mode de reproduction de la vie matérielle crée entre les hommes, les causes premières de l'évolution familiale, politique et idéologique des sociétés.

LAFERRIÈRE (J.), *docteur en droit.* — **Les cas insulaires.** Relations douanières des Etats Unis et de leurs possessions extracontinentales. 1907. Une brochure gr. in-8. . . . . 1 fr. 50

LAGORGETTE (J.), *membre de la Société de Sociologie de Paris.* — **Le fondement du droit et de la morale.** Fonction et genèse des idées de droit et de devoir. 1907, 1 vol. in-8 . . . . 7 fr. »

Livre d'une haute portée philosophique. M. Lagorgette examine, d'après autrui et d'après lui-même, le fondement et la base *théoriques* ; à leur négation, il oppose originalement la légitimité, l'efficacité de l'idéal et son contenu (conditions de vie du sujet). Il observe ensuite la nature *effective*, la fonction (appoint à l'impulsion ou à l'inhibition, en conformité avec les desiderata de notre nature), la genèse, le fonctionnement, les succédanés, la nécessité des mobiles juridiques et moraux.

— **Conditions d'existence de l'Etudiant** (logement, alimentation, etc.). Moyens de les améliorer. 1908. Une brochure in-18. . . . . 0 fr. 50

Dans cette brochure, M. Jean Lagorgette expose en détail l'objet, les moyens d'action et le fonctionnement de la *Ligue pour le bien des Etudiants* dont il est le fondateur..

LA GRASSERIE (R. de), *associé de l'Institut international de sociologie.* — **Des intermédiaires sociaux.** 1908. Une brochure gr. in-8 . . . 1 fr. 50

LAMBERT (Alf.), *avocat, associé de l'Institut international de Sociologie.* — **Le mouvement social en France** (juin 1906-août 1907). Une brochure gr. in-8 . . . . 1 fr. 50

— **Le mouvement social en France** (août 1907-août 1908). Une brochure gr. in-8 . . . . 1 fr. 50

LAMBERT (E.). — **L'industrie agricole et l'industrie des transports.** 1908. 1 vol. in-18. 3 fr. 50

Etude rapide et documentée des rapports entre les intérêts agricoles et les moyens l'action que l'industrie des transports met à leur service.

LAMPÉRIÈRE (Mme Anna). — La femme et son pouvoir. 1909. 1 vol. in-18 . . . . 2 fr. 50

☛ Cet ouvrage fait partie de la *Bibliothèque de progrès féminin.*

Ce volume est le premier d'une série, qui étudiera successivement les divers aspects de l'activité féminine, et pour laquelle M. Léon Bourgeois, président de l'Education sociale, a donné son appui.

« *La Femme et son Pouvoir* » résume la série des conférences faites en 1902, dans la salle du Musée social, par Mme Anna Lampérière.

LANDRY (Ad.), *maître de conférences d'histoire des Doctrines économiques à l'Ecole pratique des Hautes Etudes.* — **Manuel d'économique**, à l'usage des Facultés de droit. 1908. 1 vol. in-8 . . . . 12 fr. 50

Tout d'abord M. Landry s'est fait un devoir, à propos de chacun des problèmes qu'il est amené à traiter, d'exposer les *théories* qui ont été émises, celles du moins qui ont été classiques, celles qui comptent des partisans, ou encore celles dont la discussion peut aider à la découverte de la vérité.

En deuxième lieu, M. Landry a réuni un très grand nombre de *faits*. Qu'il s'agisse de la concentration industrielle ou agricole, des différentes branches de la production, de la circulation des billets de banque, des diverses sortes de revenus, de l'échelonnement des fortunes, etc., on trouvera dans son livre une très grande quantité de données historiques et statistiques, surtout pour ce qui concerne la période actuelle : on aura, grâce à lui, une idée précise de l'état économique présent des principaux pays et de la façon dont se posent les problèmes économiques que notre temps a à résoudre.

Enfin M. Landry s'est astreint à indiquer toujours ses sources ; il fournit à ses lecteurs, à tout instant, des *indications bibliographiques*, les renvoyant notamment aux travaux français ou étrangers les plus récents : il les met à même par là, s'ils en ont le désir, de se documenter abondamment sur toutes les questions auxquelles il touche.

LEPELLETIER (F.), *professeur à la Faculté libre de droit de Paris.* — **Les procédés de comptabilité dans les finances locales anglaises.** 1909. Une brochure gr. in-8 . . . . 1 fr. »

LE ROUX (H.), CHAUFFARD (E.), MONDON-VIDAILHET (G.), MAUNIER (R.). — Les populations indigènes de la côte des Somalis et des régions voisines. *Voyez :* Chauffard.

LEROY (M.). — La loi. Essai sur la théorie de l'autorité dans la démocratie. 1908. 1 vol. in-8 broché . . . . 6 fr. »

Le même, relié (reliure de la Collection) . . . . 7 fr. »

☛ Cet ouvrage fait partie de la Collection des *Etudes économiques et sociales* publiées avec le concours du Collège libre des Sciences sociales (VI).

« Nous semblons être arrivés, écrit Benjamin Kidd, à une époque où tous les hommes ont le sentiment instinctif qu'une période de l'évolution de la civilisation occidentale est close, et qu'une ère nouvelle va s'ouvrir. »

M. Maxime Leroy a examiné cette évolution en historien, dans la pratique politique, dans la jurisprudence judiciaire, dans les traités de méthodologie doctrinale et a recherché dans quelle mesure notre régime contemporain de légalité différait du régime de légalité organisé par les institutions de la Révolution.

LÉVY (R.). — L'emploi des méthodes statistiques pour la distinction des types. 1909. Une brochure gr. in-8 . . . . 1 fr. »

M

MADAY (A. de), *privat-docent de Sociologie à l'Université de Genève.* — **Lettre ouverte à M. Bjornstjerne-Bjornson au sujet de l' « oppression » magyare.** 1908. Une brochure in-8 . . . . 0 fr. 20

MARIE (docteur A.), *médecin des asiles de la Seine* et **DECANTE** (R.), *juge au tribunal civil de Châteaudun.* — **Les accidents du travail.** Etude critique des améliorations à apporter au régime du risque professionnel en France. 1909. 1 vol. in-18, relié toile . . . . 4 fr. »

☞ Cet ouvrage fait partie de l'*Encyclopédie internationale d'assistance, de prévoyance, d'hygiène sociale et de démographie* (Assistance, 1re Série, II).

Cet ouvrage présente une utile synthèse des problèmes nombreux et intéressants soulevés par la législation des accidents du travail ; c'est une étude consciencieuse, claire et concise des efforts scientifiquement tentés pour perfectionner ce chapitre fondamental du Code des lois ouvrières. Il sera lu avec le plus vif intérêt, non seulement par les industriels, mais encore par tous ceux qui se préoccupent de préparer les réformes durables qui doivent profiter à la classe la plus nombreuse et la plus pauvre.

MARIE (docteur A.), *directeur du Laboratoire de psychologie pathologique à l'Ecole des Hautes Etudes* et **MEUNIER** (R.). — **Les vagabonds.** Avec un avant-propos par Henry Maret. 1908. 1 vol. in-18, relié toile . . . 4 fr. »

☞ Cet ouvrage fait partie de l'*Encyclopédie internationale d'assistance, de prévoyance, d'hygiène sociale et de démographie* (Assistance, 1re série, I).

Les auteurs, estimant avec Gabriel Tarde que la sociologie procède de la psychologie, se sont efforcés de préciser les données psychologiques et psycho-pathologiques de cette question ; le vagabondage, dont on a coutume de ne considérer que le côté économique.

MARIE (docteur A.). — **La pellagre,** avec une préface de M. le professeur Lombroso. 1908. 1 vol. in-18, relié toile. . . . . 4 fr. »

☞ Cet ouvrage fait partie de l'*Encyclopédie internationale d'assistance, de prévoyance, d'hygiène sociale et de démographie* (Hygiène, 1re série, II. Poisons spéciaux.)

La lutte rédemptrice contre les facteurs d'abâtardissement s'appuie sur la dénonciation de leurs actions néfastes bien démontrées. L'alcool, le plomb, l'opium et bien d'autres poisons sociaux restent à vaincre ; l'exemple de la Pellagre et l'histoire de ses méfaits comme des triomphes de la science peuvent puissamment aider dans la croisade moderne contre ces fléaux. C'est pourquoi l'auteur a cru pouvoir reprendre l'histoire des ravages dus au maïs altéré et des efforts couronnés de succès à l'aide desquels ce fléau a été combattu. L'œuvre sociale de Lombroso est liée à cette croisade rédemptrice et le corps médical italien y a consacré un siècle de luttes.

MARSHALL (Alf.), *professeur d'Economie politique à l'Université de Cambridge.* — **Principes d'Economie politique.** Tome II, traduit par F. Sauvaire-Jourdan, *professeur à la Faculté de droit de Bordeaux* et F. Savinien-Bouyssy, *avocat.* 1909. 1 vol. in-8, broché . . . . 12 fr. »

— **Le même**, relié (reliure de la Bibliothèque) . . . . 13 fr. »

L'ouvrage complet : 2 vol. in-8, brochés . . . . 22 fr. »

— **Le même** : 2 vol., reliés (reliure de la Bibliothèque) . . . . . 24 fr. »

☞ Cet ouvrage fait partie de la *Bibliothèque internationale d'économie politique.*

Il n'est pas possible de résumer ce vaste ouvrage. Rappelons simplement qu'il expose magistralement les doctrines classiques, qu'il les corrige, qu'il en limite, quand cela est nécessaire, les applications, et qu'il continue les recherches de ses prédécesseurs, qui les avaient souvent interrompues au moment où croissait avec la difficulté l'intérêt pratique de solutions plus concrètes.

La lecture de cet ouvrage nous paraît indispensable à tous ceux qui veulent connaître dans tous ses détails, l'état actuel de la science économique.

MARX (Karl). — **Contribution à la critique de l'Economie politique,** traduit sur la 2e édition allemande de Karl Kautsky, par Laura Lafargue. 1909. 1 vol. in-18. . . . . 3 fr. 50

☞ Cet ouvrage fait partie de la *Bibliothèque socialiste internationale.*

Zur Kritik der politishen okonomie, dont Mme Laura Marx Lafargue donne une nouvelle et fidèle traduction, publié en 1859, douze ans après la « *Misère de la philosophie* » et huit ans avant « *Das Kapital* », ouvre la série des ouvrages dans lesquels Karl Marx étudie et expose « la loi économique du mouvement de la société moderne » Après avoir analysé la marchandise, montré la genèse et résolu l'énigme de la forme monnaie, il décrit l'évolution et le caractère historique des théories sur la marchandise et la monnaie et étudie la société bourgeoise, où grâce au développement de la grande production industrielle et de la libre concurrence la loi de la valeur exerce toute son action.

MATER (André). — **Le Socialisme conservateur ou municipal.** 1909. 1 vol. in-18, broché . . . . 6 fr. »

— **Le même**, relié (reliure de la Collection) . . . . 6 fr. 50

☛ Cet ouvrage fait partie de la *Collection des Doctrines politiques*. (XIV).

Le socialisme municipal est étudié par M. Mater comme une solution commode pour concilier les aspirations démocratiques des partis avancés avec le goût des conservateurs pour les institutions d'autrefois.

Ce livre, abondamment fourni de notes, se recommande à la fois aux amateurs d'antiquité et aux amateurs de politique.

MATHIEU (Ed.), **CHAUFFARD, BERNARD** et **CAILLARD**. — **Les populations indigènes du Cambodge et du Laos.** *Voyez :* Chauffard.

MATILLON (R. E.), *docteur en droit, avocat à la Cour d'appel.* — **Les Syndicats ouvriers dans l'agriculture.** 1908. 1 vol. gr. in-8 . . . 5 fr. »

MAUNIER (R.), *licencié en droit, diplômé de l'Ecole des Hautes Etudes sociales.* — **La distribution géographique des industries.** 1908. Une brochure gr. in-8 . . , ... 1 fr. 50

— **La division du travail. Vie religieuse et économique.** 1908. Une brochure gr. in-8 . . . . 2 fr. »

MAUNIER (R.), **CHAUFFARD** (E.), **LE ROUX** (H.), **MONDON-VIDAILHET** (C.). — **Les populations indigènes de la côte des Somalis et des régions voisines.** *Voyez :* Chauffard.

MAYBON (Albert). — **La politique chinoise.** Etude sur les doctrines des partis en Chine. (1898-1908). 1907. 1 vol. in-18, broché . . . . . 4 fr. »

— **Le même**, relié (reliure de la Collection) . . . . 4 fr. 50

☛ Cet ouvrage fait partie de la *Collection des doctrines politiques* (XVII).

L'ouvrage de M. Albert Maybon, « *La politique chinoise* », vient à son heure. Certes, depuis 1898, le Céleste Empire n'a pas cessé d'être à l'ordre du jour de l'actualité. Mais, il y a peu de mois qu'on ose dire qu'il renonce à son passé, qu'il s'européanise, qu'il sera avant longtemps la première puissance de l'Asie.

MERTENS. — **Discours aux prêtres incrédules sur les divers dogmes.** Le renversement de la démonstration chrétienne. 1909. 1 fort v. in-8. 12 fr. »

MEUNIER (R.) et **MARIE** (docteur A.). — **Les vagabonds.** *Voyez :* Marie.

MEYNIEL (L.), *docteur en droit.* — **La querelle des impôts au Parlement de Paris en 1787-1788** (Un facteur de la Révolution française). 1907. 1 vol. gr. in-8 . . . . 5 fr. »

MONDON VIDAILHET (C.), **CHAUFFARD** (E.), **LE ROUX** (H.) et **MAUNIER** (R.). — **Les populations indigènes de la côte des Somalis et des régions voisines.** *Voyez :* Chauffard.

MOUVEMENT SOCIALISTE (Le). — Gr. in-8 (Mensuel). Abonnement annuel :
France . . . . 15 fr. »
Etranger . . . . 18 fr. »
Le numéro . . . . 1 fr. 50

MORETTE (Alb.), *docteur en droit*. — **L'Ouest. Faut-il racheter?** Étude sur les Chemins de fer). 1908. 1 vol. gr. in-8 . . . . 6 fr. »

Cet ouvrage constitue le travail le plus complet et le plus documenté qui ait paru sur le Rachat de l'Ouest. Après avoir exposé l'histoire du réseau, après avoir étudié la situation actuelle de la Compagnie, l'auteur envisage la question du rachat dans son historique et dans ses conséquences, tant générales que particulières.

MYRBACH (von). — **Précis de droit financier.** 1 vol. in-8. *Sous presse*.

N

NÉÉRA. — **Les idées d'une femme sur le féminisme.** Traduit de l'italien par Mlle H. Doñesnel, avec une préface de M. Th. Josan. 1908. 1 vol in-18 . . . . 3 fr. »

Mme Néera se délasse des romans qui ont popularisé son nom dans le monde entier par des travaux de philosophie pratique où elle expose avec enjouement dans le ton une morale sévère par les principes.

NESMES-DESMARETS (R. de), *docteur en droit*. — **Les doctrines politiques de Royer-Collard.** 1908. 1 vol. gr. in-8 . . . . 6 fr. »

Le nom de Royer-Collard est inséparable des débuts du régime parlementaire en France. Ce grand orateur, qui fut aussi un théoricien, a été étudié par M. Robert de Nesmes-Desmarets au double point de vue de l'histoire et du droit public.

NICOLAÏ (A.), *avocat à la Cour d'appel de Bordeaux*. — **La population de Bordeaux au XVIIIe siècle** (1700-1800). Avec préface de M. Emile Levasseur. 1909. 1 vol. gr. in-8 . . . . 7 fr. 50

— **Essai statistique sur le clergé.** Les communautés, la noblesse, la magistrature, la bourgeoisie, les corporations et le mouvement de la population à Bordeaux au XVIIIe siècle (*Extrait du précédent*). 1909. 1 vol. gr. in-8 . . . . 4 fr. »

O

ODDO-DEFLOU (Mme). — **Pacifisme, Militarisme, Patriotisme.** 1909. Une brochure, in-18 . . . . 0 fr. 50

P

PARETO (Vilfredo). — **Manuel d'Economie politique**, traduit sur l'édition italienne par Alfred Bonnet (revue par l'auteur). 1909. 1 vol in-8, broché . . . . 12 fr. 50

— **Le même**, relié (reliure de la Bibliothèque) . . . . 13 fr. 50

☞ Cet ouvrage fait partie de la *Bibliothèque internationale d'Economie politique*.

Ce *Manuel* se compose de trois parties. La première constitue une introduction à la science sociale, exposée selon un plan entièrement nouveau et dans un but exclusivement scientifique. La seconde partie, de beaucoup la plus étendue, est consacrée à l'étude des phénomènes économiques. C'est un exposé méthodique des résultats auxquels est parvenue l'économie mathématique, mais sans qu'il y soit fait usage des mathématiques. Les phénomènes économiques principaux y sont considérés sous deux aspects :

1° L'aspect objectif, c'est-à-dire tels qu'ils se produisent en réalité.
2° L'aspect subjectif, c'est-à-dire tel qu'ils apparaissent aux hommes qui y prennent part.

La troisième partie, ou l'appendice, donne la justification mathématique des propositions exposées dans la deuxième partie. Elle a été entièrement refaite par l'auteur et elle est actuellement le seul sommaire un peu complet de l'état présent de l'économie mathématique.

PATRON (M.), *avocat, docteur en droit.* — **La Banque de France et le Crédit national et international.** 1908. 1 vol. gr. in-8 . . . . 6 fr. »

M. Patron, après avoir montré l'étroite relation qui existe entre les stocks monétaires et le système entier du crédit, étudie dans une première partie, le rôle de la Banque dans la distribution et le développement du crédit national, et, dans une deuxième partie, les marchés internationaux, la Banque et les crises, la Banque et la guerre.

PELLETIER (docteur Madeleine). — **La femme en lutte pour ses droits.** 1908. 1 vol. in-18 . . . . 1 fr. »

L'ouvrage du Dr Madeleine Pelletier n'est pas seulement un exposé dogmatique de psychologie et de sociologie. Femme d'action elle-même et luttant pour le triomphe de ses idées avec une ardeur que tous apprécient, elle y dit ce qu'elle espère, ce pour quoi elle travaille. « La femme en lutte pour ses droits », c'est elle-même et elle montre aux autres femmes les voies et moyens du triomphe.

PICHOU (Alf.), *ingénieur, membre de la Société de Sociologie de Paris.* — **La civilisation de l'Elite.** 1908. Une brochure gr. in-8 . . . . . 1 fr. 50

— **La religion de l'Elite réalisant le bonheur dans la vie présente.** 1907. Une brochure gr. in-8 . . . . 1 fr. 50

— **L'Elite.** Théorie de l'Elite. La religion de l'Elite réalisant le bonheur dans la vie présente. La civilisation de l'Elite. 1909. 1 vol. in-18. . . . . 3 fr. 50

POIRSON (Ch.). — **Le Dynamisme absolu suivi d'éclaircissements et de développements.** *Deuxième tirage.* 1909. 1 vol. gr. in-8. . . . 5 fr. »

Bien différent des philosophes qui n'admettent dans le monde que de la matière, M. Poirson n'y reconnaît que des forces : de là le nom de dynamisme qu'il donne à son système.

R

RAILLON (F.). — **Vers les temps nouveaux, par l'éducation intégrale et par la femme.** *Nouvelle édition.* Préface de Louis Frank, *docteur en droit.* 1909. 1 vol. in-18 . . . . 3 fr. 50

C'est un livre à lire et à méditer, maintenant que, dans le monde entier, le mouvement féministe progresse et que « la transformation sociale s'opère avec une incontestable précision et une évidente unité ».

RECLUS (E.). — **Les croyances populaires.** — Leçons sur l'histoire des religions professées à l'Université nouvelle de Bruxelles. Première série : **La survie des Ombres.** Avant-propos par M. Vernes, *directeur d'études à l'Ecole pratique des Hautes Etudes.* 1908. 1 vol. in-8 . . . . 5 fr. »

— **Le même,** relié (reliure de la Collection) . . . . 6 fr. »

☞ Cet ouvrage fait partie de la *Collection des Etudes économiques et sociales* publiées avec le concours du Collège libre des Sciences sociales (VII).

On n'a point à chercher ici une histoire générale des religions comme l'ont tenté certains manuels de contenu estimable, mais de forme pénible, livres à consulter plutôt qu'à lire, mais un tableau vivant et pittoresque de rites et traditions populaires qui constituent, selon l'expression même de l'auteur, « la religion universelle, celle de tous les peuples dans tous les temps et tous les lieux ».

RENOOZ (C.). — **Evolution de l'idée divine** (Simple aperçu). 1908. Une brochure gr. in-8 . . . . 1 fr. 50

REVUE INTERNATIONALE DE SOCIOLOGIE. (Mensuelle, gr. in-8). Abonnement annuel :
France . . . . 18 fr. »
Etranger . . . . 27 fr. »
Le numéro . . . . 2 fr. »

REVUE DE SCIENCE ET DE LÉGISLATION FINANCIÈRES. Trimestrielle, gr. in-8. Abonnement annuel :
France . . . . 18 fr. »
Etranger . . . . 20 fr. »
Le numéro . . . . 5 fr. »

REVUE BIBLIOGRAPHIQUE DES OUVRAGES DE DROIT ET DE SCIENCES SOCIALES. Mensuelle, gr. in-8. Abonnement annuel :
France . . . . 1 fr. »
Etranger . . . . 1 fr. 50

REYMONDIN (G.), *expert-comptable.* — **Bibliographie méthodique des ouvrages en langue française parus de 1543 à 1908 sur la Science des comptes**, suivie de la liste des ouvrages juridiques dans lesquels sont traitées des questions de comptabilité. 1909. 1 vol. gr. in-8. . . . . 5 fr. »

RYAN (G. A.), *professeur au Grand séminaire de Saint-Paul de Meinnesota.* — **Salaire et droit à l'existence.** Traduit de l'anglais par Lazare Collin, *professeur à l'Ecole Saint-François de Sales à Dijon.* 1909. 1 vol. in-8, broché . . . . 8 fr. »

— **Le même**, relié (reliure de la Collection) . . . . 9 fr. »

☛ Cet ouvrage fait partie de la *Collection des études économiques et sociales* publiées avec le concours du Collège libre des Sciences sociales (VIII).

S

SCHMOLLER (G.), *professeur à l'Université de Berlin.* — **Principes d'économie politique**, traduit de l'allemand par L. Polack, *professeur à l'Université.* 1905-1908. 5 vol. in-8, brochés . . . . 50 fr. »

— **Le même**, relié (reliure de la Bibliothèque) . . . . 55 fr. »

☛ Cet ouvrage fait partie de la *Bibliothèque internationale d'économie politique.*

Le premier volume est consacré à *l'histoire des doctrines économiques*, à la *question des méthodes et à l'influence du milieu naturel et de la technique sur l'économie*; le second à la *constitution sociale de l'économie nationale et à ses principaux organes*; le troisième à la *circulation*; le quatrième à la *répartition* et le cinquième à l'*évolution des idées économiques*.
M. Schmoller, maître incontesté de la nouvelle école économique — l'école historique — a traité toutes ces parties importantes avec une ampleur magistrale. Une bibliographie abondante permet une étude plus approfondie des matières.
Cet ouvrage est un véritable monument élevé par l'auteur à l'économie politique.

SCHUMACHER (H.), *professeur d'Economie politique à l'Université de Bonn.* — **Le marché financier américain et sa récente crise monétaire.** Traduit de l'allemand par M. Jean Lescure, *chargé de conférences à la Faculté de droit de l'Université de Paris.* 1909. 1 vol. in-18 . . . . 1 fr. 50

La lecture de l'étude de M. Schumacher s'impose à tous ceux qui pratiquement ou théoriquement s'intéressent au mécanisme du marché financier américain et à sa récente crise, à ses crises possibles sinon probables dans l'avenir.

SELIGMAN (Edw. R. A.), *professeur d'Economie politique à l'Université de Columbia.* — **L'Impôt progressif en théorie et en pratique.** Edition française revue et considérablement augmentée par l'auteur. Traduction française par Ant. Marcaggi, *docteur en droit, juge suppléant au Tribunal civil de Grenoble.* 1909. 1 vol. in-8, broché . . . . 10 fr. »

— **Le même**, relié (reliure de la Bibliothèque) . . . . 11 fr. »

☛ Cet ouvrage fait partie de la *Bibliothèque internationale de Science et de législation financières.*

La haute valeur du livre de M. Seligman vient, en grande partie, de la méthode vraiment scientifique suivie par l'auteur. L'éminent professeur de l'Université de Columbia n'a pas fait un plaidoyer en faveur d'une thèse. Il a réuni tous les faits connus, toutes les doctrines émises touchant la progressivité. C'est après cet exposé consciencieux et impartial des faits et des doctrines qu'il conclut : voilà la bonne méthode qu'il faut appliquer à l'étude des problèmes des finances.

SERRIGNY (Bernard). — **Conséquences économiques de la prochaine guerre d'après les enseignements des campagnes de 1870-71 et de 1904-5.** Avec une préface de Frédéric Passy. 1 vol. in-8 . . . . 10 fr. »

☛ Cet ouvrage fait partie de la *Collection des Etudes économiques et sociales.*

SICARD de PLAUZOLES (docteur), *professeur au Collège libre des Sciences sociales.* — **La fonction sexuelle**, au point de vue de l'Ethique et de l'Hygiène sociales. 1908. 1 vol. in-8 . . . . 6 fr. »

— **Le même**, relié (reliure de la Collection) . . . . 7 fr. »

☛ Cet ouvrage fait partie de la *Collection des Etudes économiques et sociales* publiées avec le concours du collège libre des Sciences sociales (V).

L'auteur étudie successivement toutes les questions relatives à la fonction sexuelle au triple point de vue de l'individu, de la société et de l'espèce : hygiène et morale des relations entre les sexes, continence, monogamie, éducation sexuelle, prophylaxie des maladies vénériennes, prostitution, police des mœurs, responsabilité sexuelle, garanties sanitaires du mariage, contrat sexuel, union libre, fonction biologique et sociale de la femme, droits de la femme, protection de la maternité considérée comme une fonction sociale...

— **La maternité et la défense nationale contre la dépopulation.** 1909. 1 vol. in-18, relié toile . . . . 4 fr. »

☛ Cet ouvrage fait partie de *l'Encyclopédie internationale d'assistance, de prévoyance, d'hygiène sociale et de démographie* (Prévoyance, 1re série, I).

Ce livre est une étude du problème de la dépopulation envisagée au point de vue de ses causes sociales : la limitation volontaire des naissances résultant des difficultés économiques de l'existence et du développement de l'individualisme et de la prévoyance ; la mortalité infantile étant la conséquence fatale de la misère des femmes appartenant aux classes laborieuses, obligées, pour travailler, de se soustraire à la maternité et de sacrifier leurs enfants.

L'auteur démontre que le seul moyen de diminuer la mortalité infantile et de relever la natalité, c'est d'instituer une protection efficace de la maternité organisée en service national.

SIGHÈLE (S.), *professeur à l'Université nouvelle de Bruxelles, associé de l'Institut international de sociologie.* — **Littérature et criminalité.** Traduit de l'italien par Erick Adler. Préface de Jules Claretie de l'Académie française. 1908. 1 vol. in-8 . . . . 4 fr. »

— **Le même**, relié (reliure de la Bibliothèque) . . . . 5 fr. »

☛ Cet ouvrage fait partie de la *Bibliothèque sociologique internationale.* (XXXVII).

M. Jules Claretie, dans une préface très éloquente, met en lumière la valeur sociologique et le but moral de cet ouvrage de l'écrivain italien, qui nous a déjà donné, avec « *La Foule criminelle* », « *La Psychologie des sectes* » et « *Le Crime à deux* », des volumes de psychologie collective qui, par bien des côtés, se rattachent à la littérature.

STEIN — **Le sens de l'existence.** Excursions d'un optimiste dans la philosophie contemporaine. 1909. 1 vol. in-8, broché. . . . . 12 fr.

— **Le même,** relié (reliure de la Bibliothèque) . . . . 13 fr.

Cet ouvrage fait partie de la *Bibliothèque sociologique internationale.*

STOCQUART (E.), *avocat à Bruxelles, président de l'Institut de droit comparé.* — **La nouvelle loi anglaise sur les Sociétés.** 1908. Une brochure gr. in-8 . . . . 0 fr. 50

STOLYPINE (P. A.). — **La question finlandaise.** Discours prononcé dans la séance du 5/18 mai 1908, à la Douma d'Empire. 1908. Une br. in-8. 1 fr. »

T

TORNUDD (Sigurd). — **Cosmopolitisme.** 1909. 1 vol. in-18 . . . 3 fr. 50

Dans cet essai de critique sociale, l'auteur examine les conditions politiques, juridiques et économiques d'une saine organisation du droit. Dans une série de chapitres ramassés il examine quelles doivent être les garanties d'une vie sociale libre.

TRUCHY (H.), *professeur adjoint à la Faculté de droit de Paris.* — **Les conventions sucrières de 1907.** 1908. Une brochure gr. in 8 . 1 fr. 50

V

VALDOUR (J.). — **La vie ouvrière.** Observations vécues. 1909. 1 vol. in-18 . . . . 3 fr. 50

L'auteur a vécu les phénomènes sociaux qu'il décrit. Si cette méthode offre l'inconvénient de n'être applicable qu'à un champ d'observation particulièrement étroit, elle a l'avantage de supprimer tout intermédiaire déformateur entre l'observateur et la chose observée, et de substituer à l'étude abstraite des faits l'étude vivante d'un phénomène vivant.

VANDERVELDE (E.), *membre de la Chambre des représentants de Belgique, professeur à l'Université nouvelle de Bruxelles.* — **Le Socialisme agraire ou le Collectivisme et l'Evolution agricole.** 1908. 1 vol. in-18 broché . . . . 5 fr. »

— **Le même,** relié (reliure de la Collection) . . . . 5 fr. 50

Cet ouvrage fait partie de la *Collection des doctrines politiques* (X).

Cette œuvre nouvelle de M. Vandervelde d'une extrême clarté et d'une grande probité scientifique complète les travaux remarquables de Kautsky, de Gatti et de David, qui ont paru dans ces dernières années sur cette question, particulièrement importante dans un pays encore profondément agricole comme la France.

VEBER (Ad.), *député, ancien président du Conseil général de la Seine.* — **Le socialisme municipal.** 1908. 1 vol. in-18 . . . . 0 fr. 75

Table des matières : Préface (décisions de l'Internationale). Historique en France et à l'Etranger. — La déclaration et le programme de la Fédération des conseillers municipaux socialistes de France en 1904. — Le manifeste de l'Unité socialiste en 1908. — Commentaires explicatifs. — Exemples d'action municipale socialiste. — Les budgets communaux. — Conclusions pratiques sur le municipalisme socialiste.

VÉRECQUE (Ch.). — **La Conquête socialiste du pouvoir politique.** 1909. 1 vol. in-18. . . . . 3 fr. 50

VIGNES (J.-B.), *professeur d'économie politique à la Faculté de droit de Dijon.* — **Histoire des doctrines sur l'Impôt en France.** Les origines et les destinées de la Dixme royale de Vauban. 1909. 1 vol. in-8. . . . 6 fr. »

W

WAGNER (**Ad.**), *professeur à l'Université de Berlin*. — **Les Fondements de l'Economie politique.** Tome II, traduit par Léon Polack, *professeur de l'Université*. 1909. 1 vol. in-8, broché . . . . 12 fr. »

— Le même, relié (reliure de la Bibliothèque) . . . . 13 fr. »

Déjà paru : Tome Ier. 1904. in-8 broché . . . . 10 fr. »

— Le même, relié (reliure de la Bibliothèque) . . . . 11 fr. »

Tome III. 1 vol. in-8. (*Sous presse*).

☛ Cet ouvrage fait partie de la *Bibliothèque internationale d'économie politique.*

WAGNER (**Ad.**). — **Traité de la Science des finances :**

Première Partie : Théories générales. Le budget. Les besoins financiers. Les recettes d'économie privée. Traduction de M. Vouters. 1909. 1 vol. in-8, broché . . . . 15 fr. »

— Le même, relié (reliure de la Bibliothèque) . . . . 16 fr. »

Deuxième Partie : Théorie de l'imposition. Théorie des taxes et Théorie générale des impôts. Traduction par Jules Ronjat. 1909. 1 vol. in-8 br. 15 fr. »

— Le même, relié (reliure de la Bibliothèque) . . . . 16 fr. »

Troisième et dernière Partie : Histoire financière. 1 vol. in-8. (*Sous presse*).

☛ Cet ouvrage fait partie de la *Bibliothèque internationale de science et de législation financières.*

X

X. — **Saint Pierre et le Pape de Rome.** Etude. 1909. Une brochure gr. in-8 . . . . 1 fr. »

XÉNOPOL (**A. D.**), *professeur d'histoire à l'Université de Jassy*. — **L'Histoire est-elle une science ?** 1908. Une brochure gr. in-8. . . . 1 fr. »

Y

YVELIN (**Cleyre**). — **Etude sur le féminisme dans l'antiquité.** Série d'articles parus dans le « Petit Var » de Toulon (1905-1906). Préface de Mme Hera Mirtel. 1908. Une brochure gr. in-8 . . . . 1 fr. 50

Z

ZOLLA (**D.**), *professeur à l'Ecole de Grignon et à l'Ecole libre des Sciences politiques*. — **La grève. Les salaires et le Contrat de travail.** Préface de M. A. Leroy Beaulieu de l'Institut. 1908. 1 vol. in-18 . . . . . 3 fr. 50

Il s'agissait de montrer quel est l'effet des grèves, d'étudier leur répercussion sur les salaires, d'apprécier les solutions que proposent, à propos du contrat de travail, les socialistes révolutionnaires ou les socialistes d'Etat.

Il suffira de lire ce livre pour voir que l'auteur a su éclairer les problèmes qu'il traite, d'une façon personnelle et originale.

TROISIÈME PARTIE

COLLECTIONS — BIBLIOTHÈQUES DIVERSES ET PÉRIODIQUES

ENCYCLOPÉDIE INTERNATIONALE D'ASSISTANCE, DE PRÉVOYANCE, D'HYGIÈNE SOCIALE ET DE DÉMOGRAPHIE

PUBLIÉE SOUS LA DIRECTION DU **Dr A. Marie**

ASSISTANCE :

I. — **MARIE (Dr) et (R.) MEUNIER.** — **Les Vagabonds.** Avec un avant-propos, par Henry Maret. 1908. 1 vol. . . . . 4 fr. »

II. — **MARIE (Dr) et DECANTE (R.).** — **Les accidents du travail.** Étude critique des améliorations à apporter au régime du risque professionnel en France. 1 vol. . . . . 4 fr. »

PRÉVOYANCE :

I. — **SICARD DE PLAUZOLES (Dr).** — **La maternité et la défense nationale contre la dépopulation.** 1909. 1 vol . . . . 4 fr. »

II. — **DECANTE (R.).** — **La lutte contre la prostitution.** Avec préface par Henri Turot. 1909. 1 vol. . . . . 4 fr. »

HYGIÈNE :

I. — **MARTIAL (Dr R.).** — **Hygiène individuelle du travailleur.** Avec préface de M. le sénateur Strauss 1907. 1 vol . . . . 4 fr. »

II. — **MARIE (Dr A.).** — **La Pellagre.** Avec une préface de M. le professeur Lombroso 1908. 1 vol. . . . . 4 fr. »

III. — **BERNARD (M.).** — **Pour protéger la santé publique.** Avec une préface du Dr Fernand Dubief, *ancien ministre de l'Intérieur.* 1909. 1 vol. 4 fr. »

DÉMOGRAPHIE :

I. — **BRON (Dr G.).** — **Les origines sociales de la maladie.** Avec préface du Dr A. Marie. 1908. 1 vol. . . . . 3 fr. 50

SOUS PRESSE :

DUBIEF (Dr). — **L'apprentissage et l'enseignement technique.** 1 vol. . . . . 3 fr. 50

BIBLIOTHÈQUE INTERNATIONALE DE DROIT PRIVÉ ET DE DROIT CRIMINEL

PUBLIÉE SOUS LA DIRECTION DE

H. Lévy-Ullmann | **P. Lerebourg-Pigeonnière**

Professeurs aux Universités de Lille et de Rennes

COSACK (C.), *professeur à l'Université de Bonn.* — **Traité de droit commercial.** Avec préface de Ed. Thaller, traduction de Léon Mis. 1905-7. 3 vol. in-8, br. 26 fr. »

— Reliés (reliure de la Bibliothèque). . . . . 29 fr. »

— Tome I : Théorie générale. 1905. 1 vol. in-8, broché. . . . . . . 8 fr. »

— **Le même**, relié (reliure de la Bibliothèque). . . . . 9 fr. »

Tome II : Opérations. 1905. 1 vol. in-8 broché. . . . . 8 fr. »

— **Le même**, relié (reliure de la Bibliothèque) . . . . 9 fr. »

Tome III : Sociétés, assurances terrestres et maritimes. 1907. 1 vol. in-8 broché . . . . 10 fr. »

— **Le même**, relié (reliure de la Bibliothèque) . . . . 11 fr. »

STEVENS (E. M.). D. C. L. de Christ Church (Oxford). — **Eléments de droit commercial anglais,** revus et corrigés par Herbert Jacobs, traduit par L. Escarti, avec introduction, par P. Lerebours-Pigeonnière. 1909. 1 vol. in-8, broché. 10 fr. »

— **Le même**, relié (reliure de la Bibliothèque) . . . . 11 fr. »

BIBLIOTHÈQUE PACIFISTE INTERNATIONALE

PUBLIÉE SOUS LA DIRECTION DE **Stéfane Pol**

(Volumes in-18) Voir Catalogue 1908, 2e partie

ÉTUDES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

PUBLIÉES AVEC LE CONCOURS DU COLLÈGE LIBRE DES SCIENCES SOCIALES

I. — **FARJENEL (F.). — La morale chinoise.** Fondement des sociétés d'Extrême-Orient. 1906. 1 vol. in-8, br., 5 fr. ; relié toile . . 6 fr. »

II. — **MARIE (Dr A.). — Mysticisme et folie** (Etude de psychologie normale et pathologique comparées. 1907. 1 vol. in-8, broché, 6 fr. ; relié toile . . . . 7 fr. »

III. — **LEROY (M.). — La transformation de la puissance publique.** Les syndicats de fonctionnaires. 1907. 1 vol. in-8, broché, 5 fr. ; relié toile. . . . . 6 fr. »

IV. — **BONNET (H.). — Paris qui souffre. La misère à Paris. Les agents de l'assistance à domicile.** Avec une préface de M. Ch Benoist. 1908. 1 vol. in-8, broché, 5 fr. ; relié toile. . . . . . . 6 fr »

V. — **SICARD DE PLAUZOLES (Dr). — La fonction sexuelle.** 1908. 1 vol., broché, 6 fr ; relié . . . . 7 fr. »

VI. — **LEROY (M.). — La loi.** Essai sur la théorie de l'autorité dans la démocratie. 1908. 1 vol. in-8, broché, 6 fr., relié . . . . 7 fr. »

VII. — **RECLUS (Elie). — Les croyances populaires.** La Survie des Ombres. Avec avant-propos, par Maurice Vernes. 1908. 1 vol. broché, 5 fr. ; relié toile. . . . . 6 fr. »

VIII. — **RYAN (G.-A.). — Salaire et droit à l'existence.** traduction de L. Collin. 1909. 1 vol. in-8, broché 8 fr. ; relié . . . . 9 fr. »

SERRIGNY. — Conséquences économiques de la prochaine guerre. 1 vol. in-8. broché, 10 fr. ; relié . . . . 11 fr. »

SÉRIE IN-18 :

ATGER (F.). — La crise viticole et la viticulture méridionale (1900-1907). 1907. 1 vol. in-18, broché, 2 fr. ; relié toile. . . . . . 2 fr. 50

BIBLIOTHÈQUE INTERNATIONALE

DE SCIENCE ET DE LÉGISLATION FINANCIÈRES

DIRECTION DE Gaston Jèze

Professeur agrégé à la Faculté de droit de Paris

SELIGMAN (Edw. R.-A.). — L'impôt progressif en théorie et en pratique Edition française revue et augmentée par l'auteur. Traduction de A. Marcaggi. 1909. 1 vol. in-8, br 10 fr. ; relié. . . . . 11 fr. »

WAGNER (Ad.), *professeur à l'Université de Berlin.* — **Traité de la Science des finances.** Première partie : Traduction de M. Vouters. 1909. 1 vol. in-8. broché . . . . 15 fr. »

— **Le même**, relié (reliure de la Bibliothèque). . . . . 16 fr. »

Deuxième partie : **Théorie de l'Imposition. Théorie des taxes et Théorie générale des Impôts.** Traduction de Jules Ronjat. 1909. 1 vol in-8, broché . . . . 15 fr. »

— **Le même**, relié (reliure de la Bibliothèque). . . . . 16 fr. »

SOUS PRESSE :

MYRBACH (Von). — Précis de droit financier.

WAGNER. — Traité de la Science des finances. Troisième et dernière partie. 1 vol.

BIBLIOTHÈQUE INTERNATIONALE DE DROIT PUBLIC

PUBLIÉE SOUS LA DIRECTION DE Max Boucard ET DE Gaston Jèze

☞ Les volumes de cette Bibliothèque se vendent aussi reliés avec une augmentation de 1 fr. pour la série in-8 et de 0 fr. 50 pour la série in-18

BRYCE (J.). — **La République américaine.** Préface de F. Chavegrin, 4 vol. in-8. Tome I : Le Gouvernement national. Trad. Muller. Tome II : Les Gouvernements des Etats. Trad. Lestang. Tome III : Le Système des partis ; l'Opinion publique. Trad. de Lestang. Tome IV : Les Institutions sociales. Trad. Bouyssy. L'ouvrage complet 1901-1902, 4 vol. in-8, broché . . . . 50 fr. »

LABAND (P.). — **Le Droit public de l'Empire allemand.** Préface de F. Larnaude. Edition française. Trad. de Gandilhon, Lacuire, Vulliod, Jadot et Bouyssy. L'ouvrage complet 1900-1904. 6 vol. in-8, broché . . . . 60 fr. »

DICEY (A.-V.). — **Introduction à l'Etude du droit constitutionnel.** Préface de A. Ribot. Trad. A. Batut et G. Jèze. 1902. 1 vol. in-8, broché . . 10 fr. »

WILSON (W.). — **L'Etat,** avec une préface de L. Duguit. Trad. de J. Wilhelm. 1902. 2 vol. in-8, broché. . . . . 20 fr. »

HAMILTON (A.), JAY, MADISON. — **Le Fédéraliste,** nouvelle édition française, par G. Jèze, avec une préface de A. Esmein. 1902. 1 vol. in-8, br. 14 fr. »

KORKOUNOV. — **Cours de théorie générale du droit.** Traduction française de J. Tcheruoff. 1903. 1 vol. in-8, broché . . . . 10 fr. »

KOVALEWSKY. — **Les Institutions politiques de la Russie.** Traduction française, par Me Derocquigny. 1903. 1 vol. in-8, broché . . . . 7 fr. 50

ANSON (Sir R.). — **Loi et pratique constitutionnelles de l'Angleterre.** 2 vol. in-8 :

Tome I : *Le Parlement.* 1903. 1 vol. in-8, broché . . . . 16 fr. »
Tome II : *La Couronne.* 1905. 1 vol. in-8, broché . . . . 10 fr. »

OTTO MAYER. — **Le Droit administratif allemand.** Édition française par l'auteur. 1903-1906. 4 vol. in-8 . . . . 32 fr. »

NITTI (F.-S.). — **Principes de Science des finances,** avec une préface de A. Wahl, traduction de J. Chamard. 1904. 1 vol. in-8, broché . . . . . 12 fr. »

CURTI (Th.). — **Le referendum,** histoire de la législation populaire en Suisse. Traduction J. Ronjat. 1905. 1 vol. in-8, broché . . . . 10 fr. »

DICEY (A.-V.). — **Leçons sur les rapports entre le droit et l'opinion publique en Angleterre au cours du XIXe siècle.** Préface de A. Ribot, trad. de A. Batut et G. Jèze. 1906. 1 vol. in-8, broché . . . . 30 fr. »

MOREAU (F.) et DELPECH (J.). — **Les Règlements des Assemblées législatives.** Préface de Ch. Benoist. 1906-1907. 2 vol. in-8, broché . 30 fr. »

GOODNOW (F.-G.). — **Les Principes du droit administratif des Etats-Unis.** Traduction A. et G. Jèze. 1907. 1 vol. in-8, broché. . . . . . . 12 fr. »

STUBBS (W.). — **Histoire constitutionnelle de l'Angleterre,** avec introduction, notes et études de Ch. Petit-Dutaillis. Traduction par G. Lefebvre. T. I. 1907. 1 vol. in-8, broché . . . . 16 fr. »

ERRERA (P.). — **Traité de droit public belge.** 1909. 1 fort vol. in-8, broché . . . . 12 fr. 50

NERINCX (Alf.). — **L'organisation judiciaire aux Etats-Unis.** 1909. 1 vol. in-8, broché . . . . 10 fr. »

ERSKINE MAY. — **Traité des lois, Privilèges, Procédures et usages du Parlement.** 2 vol. in-8 . . . . 25 fr. »

SÉRIE IN-18 :

TODD (A.). — **Le Gouvernement parlementaire en Angleterre.** Traduit sur l'édition anglaise de Spencer Walpole, avec une préface de Casimir-Périer 1900. 2 vol. in-18, broché. . . . . 12 fr. »

WILSON (W.). — **Le Gouvernement congressionnel,** avec une préface de Henri Wallon 1900. 1 vol. in-18, broché . . . . 5 fr. »

JENKS (Edward). — **Esquisse du Gouvernement local en Angleterre.** Trad. J. Wilhelm, préface de H. Barthélemy. 1902. 1 vol. in-18, broché . 5 fr. »

DICKINSON (G.-L.). — **Le développement du Parlement pendant le XIXe siècle.** Trad. et préface de M. Deslandres. 1906. 1 vol. in-18, br. 5 fr. »

SOUS PRESSE :

LOWELL. — **Le gouvernement de l'Angleterre.**

BIBLIOTHÈQUE SOCIALISTE INTERNATIONALE

PUBLIÉE SOUS LA DIRECTION DE Alfred Bonnet

SÉRIE IN-18 :

DEVILLE (G.). — Principes socialistes 1898. 2e édit. 1 vol. in-18. 3 fr. 50

MARX (Karl). — Misère de la philosophie. Réponse à la philosophie de la misère de M. Proudhon. 1908. Nouvelle édition. 1 vol. in-18 . . . . . 3 fr. 50

LABRIOLA (Antonio). — Essais sur la conception matérialiste de l'histoire. 2e édit. 1902. 1 vol in 18 . . . . 3 fr. 50

DESTREE (J.) et VANDERVELDE (E.). — Le socialisme en Belgique 2e éd. 1903. 1 vol. in-18 . . . . 3 fr. 50

LABRIOLA (Antonio). — Socialisme et philosophie. 1899. 1 vol. in-18 . . . . 2 fr 50

MARX (Karl). — Révolution et contre-révolution en Allemagne. Traduit par Laura Lafargue. 1900. 1 vol. in-18. . . . . 2 fr. 50

GATTI (G.). — Le socialisme et l'agriculture. Préface de G. Sorel 1902. 1 vol. in-18 . . . . 3 fr. 50

LASSALLE (F.). — Discours et pamphlets. 1903. 1 vol. in-18. . 3 fr. 50

TARBOURIECH (E.). — Essai sur la propriété. 1905. 1 v. in-18. 3 fr. 50

LAFARGUE (P.). — Le Déterminisme économique de Karl Marx. 1909. 1 vol. in-18 . . . . 4 fr. »

MARX (Karl). — Critique de l'Economie politique, traduction Laura Lafargue. 1909. 1 vol. in-18. . . . . 3 fr. 50

SÉRIE IN-8 :

WEBB (Béatrix et Sydney). — Histoire du trade-unionisme. 1897. Traduit par Albert Métin. 1 vol. in-8. . . . . 10 fr. »

KAUTSKY (Karl). — La question agraire. Etude sur les tendances de l'agriculture moderne. Traduit par Edgard Milhaud et Camille Polack. 1 vol. in-8. . . . . 8 fr. »

MARX (Karl). — Le capital. Traduit à l'Institut des sciences sociales de Bruxelles, par J. Borchardt et H. Vanderrydt :

Livre II. — **Le procès de circulation du capital.** 1900. 1 v. in-8. 10 fr. »

Livre III : **Le processus d'ensemble de la production capitaliste.** 1901-1902. 2 vol. in-8. . . . . 20 fr. »

KAUTSKY (K.). — La politique agraire du parti socialiste. Trad. C. Polack. 1903. in-8. . . . . 4 fr »

AUGÉ-LARIBÉ (M.). — Le problème agraire du socialisme. La viticulture industrielle du midi de la France. 1907. 1 vol. in-8. . . . . . . 6 fr. »

COLLECTION DES DOCTRINES POLITIQUES

PUBLIÉE SOUS LA DIRECTION DE A. Mater

II. — **CHEVALIER, LEGENDRE et LABERTHONNIÈRE. — Le catholicisme et la société.** 1907. 1 v. in-18, br 3 fr. 50 ; r. toile. 4 fr. »

III. — **SABATIER (C.) — Le morcellisme.** Avec introduction, par M. Faure. 1907. 1 vol. in-18, br. [illegible] fr. ; relié toile . . . . 2 fr. 50

IV. — **BOUGLÉ (G.). — Le solidarisme.** 1907. 1 vol. in-18, broché, 3 fr. 50 ; relié toile. . . . . 4 fr. »

V. — **BUISSON (F.) — La politique radicale.** 1908. 1 vol. in-18, broché, 4 fr 50 ; relié. . . . . 5 fr »

VI. — **AVRIL DE SAINTE CROIX (Mme). — Le féminisme.** Préface de V. Marguerite. 1907. 1 vol. in-18, broché, 2 fr. 50 ; relié toile 3 fr. »

VII. — **GUYOT (Yves). — La démocratie individualiste.** 1907. 1 vol. in-18, broché, 3 fr. ; relié toile . . . . 3 fr. 50

X. — **VANDERVELDE (E.). — Le socialisme agraire.** 1908. 1 vol. in-18, broché, 5 fr. ; relié toile . . . . 5 fr. 50

XIV. — **MATER (André). — Le socialisme conservateur ou municipal.** 1909. 1 vol. in-18, broché. 6 fr. ; relié toile . . . . 6 fr. 50

XVII. — **MAYBON (A.). — La politique chinoise.** Etude sur les doctrines des partis en Chine. 1908. 1 vol. in-18. broché, 4 fr. ; relié toile. . 4 fr. 50

SOUS PRESSE :

PRESSENSSÉ (F. de). — L'impérialisme.

BIBLIOTHÈQUE SOCIOLOGIQUE INTERNATIONALE

PUBLIÉE SOUS LA DIRECTION DE **René Worms**

☛ Les volumes I à XXX de la collection peuvent aussi être achetés reliés avec une augmentation de 2 fr. et XXXI et suite avec une augmentation de 1 fr. seulement

WORMS (René). — **Organisme et société.** 1896. 1 vol. in-8. . 6 fr. »
LILIENFELD (Paul de). — **La pathologie sociale.** 1896. 1 vol. in-8. 6 fr. »
NITTI (Francesco S.). — **La population et le système social.** 1897. 1 vol. in-8 . . . . . 5 fr. »
POSADA (A.). — **Théories modernes sur les origines de la famille, de la Société et de l'Etat.** 1896. 1 vol. in-8. . . . . 4 fr. »
BALICKI (S.). — **L'Etat comme organisation coercitive de la société politique.** 1896. 1 vol. . . . . (*épuisé*).
NOVICOW (J.). — **Conscience et volonté sociales.** 1897. 1 vol. in-8. 6 fr. »
GIDDINGS (Franklin H.). — **Principes de sociologie.** 1897. 1 vol. in-8. . . . . 6 fr. »
LORIA (A.). — **Problèmes sociaux contemporains.** 1897. 1 vol. in-8. . . . . 4 fr. »
VIGNES (M.). — **La science sociale d'après les principes de Le Play et de ses continuateurs.** 1897. 2 vol. in-8. . . . . 16 fr. »
VACCARO (M.-A.). **Les bases sociologiques du droit et de l'Etat.** 1898. 1 vol. in-8. . . . . 8 fr. »
GUMPLOWICZ (L.). — **Sociologie et politique.** 1898. 1 vol. in-8. 6 fr. »
SIGHÈLE (Scipio). — **Psychologie des sectes.** 1898. 1 vol. in-8. 5 fr. »
TARDE (G.). — **Etudes de psychologie sociale.** 1898. 1 vol. in-8. 7 fr. »
KOVALEWSKY (M.). — **Le régime économique de la Russie.** 1898. 1 vol. in-8 . . . . . 7 fr. »
STARCKE (C.). — **La famille dans les diverses sociétés.** 1899. 1 vol. in-8. . . . . 5 fr. »
LA GRASSERIE (Raoul de). — **Des religions comparées au point de vue sociologique.** 1899. 1 vol. in-8 . . . . . 7 fr. »
BALDWIN (J.-M.). — **Interprétation sociale et morale des principes du développement mental.** 1899. 1 vol. in-8. . . . . 10 fr. »
DUPRAT (G.-L.). — **Science sociale et démocratie.** 1900. 1 vol. in-8 . . . . . 6 fr. »
LAPLAIGNE (H.). — **La morale d'un égoïste ; essai de morale sociale.** 1 vol. in-8. . . . . 5 fr. »
LOURBET (Jacques). — **Le problème des sexes.** 1900. 1 vol. in-8. 5 fr. »
BOMBARD (E.). — **La marche de l'humanité et les grands hommes d'après la doctrine positive.** 1900. 1 vol. in-8. . . . . 6 fr. »
LA GRASSERIE (Raoul de). — **Les principes sociologiques de la criminologie.** 1901. 1 vol. in-8. . . . . 8 fr. »
POUZOL (Abel). — **La recherche de la paternité.** 1902. 1 vol. in-8. 10 fr. »
BAUER (A.). — **Les classes sociales.** 1902. 1 vol. in-8. . . . . 7 fr. »
LETOURNEAU (Ch.). — **La condition de la femme dans les diverses races et civilisations.** 1903. 1 vol. in-8 . . . . . 9 fr. »
WORMS (René). — **Philosophie des sciences sociales.** 3 vol. in-8 :
Tome I. Objet des sciences sociales. 1903. 1 vol . . . . . 4 fr. »
Tome II. Méthode des sciences sociales. 1904. 1 vol . . . . . 4 fr. »
Tome III. Conclusions des sciences sociales. 1907. 1 vol . . . . . 4 fr. »
RIGNANO (E.). — **Un socialisme en harmonie avec la doctrine économique libérale.** 1904. 1 vol. in-8 . . . . . 7 fr. »
NICEFORO (A.). — **Les classes pauvres.** Recherches anthropologiques et sociales. 1905. 1 vol. in-8 . . . . . 8 fr. »
LESTER-WARD (F.). — **Sociologie pure.** 1906. 2 vol. in-8 . 16 fr. »
LA GRASSERIE (R. de). — **Les principes sociologiques du droit civil.** 1906. 1 vol. in-8. . . . . 10 fr. »
CAIRD (Edw.). — **Philosophie sociale et religion d'Auguste Comte.** 1907. 1 vol. in-8. . . . . 4 fr. »
BAUER (A.). — **Essai sur les révolutions.** 1908. 1 vol. in-8 . . 6 fr. »
SIGHÈLE (S.). — **Littérature et criminalité.** 1908. 1 vol. in-8 . 4 fr. »
KOVALEWSKY (M.). — **La France économique et sociale à la veille de la Révolution.** * Les Campagnes. 1909. 1 vol. in-8. . . . . 8 fr. »
LACOMBE (P.). — **Taine historien et sociologue.** 1909. 1 vol. in-8. 5 fr. »
STEIN. — **Le sens de l'existence.** 1909. 1 vol. in-8. . . . . 10 fr. »

REVUE DU DROIT PUBLIC ET DE LA SCIENCE POLITIQUE EN FRANCE ET A L'ÉTRANGER

FONDÉE PAR **F. Larnaude**

PUBLIÉE SOUS LA DIRECTION DE **MM. Max Boucard et Gaston Jèze**

Avec la collaboration des plus éminents professeurs des Universités de France, Allemagne, Angleterre, Autriche-Hongrie, Australie, Belgique, Canada, Chili, Danemark, Espagne, Etats-Unis, Grèce, Hollande, Italie, Japon, Norvège, Portugal, Roumanie, Russie, Suède, Suisse, Turquie.

Paraît tous les trois mois depuis 1894, par fascicule de plus de 200 pages gr. in-8. Chaque année forme un très fort volume grand in-8. Prix . . . . 20 fr. »

Abonnement annuel : France : 20 fr. Etranger : 22 fr. 50. Le numéro . . 5 fr. »

REVUE DE SCIENCE ET DE LÉGISLATION FINANCIÈRES

PUBLIÉE SOUS LE PATRONAGE DE

MM. Casimir Périer, Ribot, Stourm, Berthélemy, Chavegrin, Esmein et Hauriou

ET SOUS LA DIRECTION DE **MM. Max Boucard et Gaston Jèze**

Avec la collaboration des membres les plus éminents du Conseil d'Etat, de la Cour des comptes, de l'Inspection des finances, des Professeurs des Universités de France, Allemagne, Australie, Belgique, Egypte, Etats-Unis, Grèce, Italie, Roumanie, Suisse.

Paraît tous les trois mois depuis 1903, par fascicule de près de 200 pages gr. in-8. Chaque année forme un très fort volume gr. in-8. Prix. . . . . 18 fr. »

Abonnement annuel : France : 18 fr. Etranger : 20 fr. Le numéro. . . . 5 fr. »

REVUE INTERNATIONALE DE SOCIOLOGIE

PUBLIÉE SOUS LA DIRECTION DE **M. René Worms**

Secrétaire général de l'Institut international de Sociologie et de la Société de Sociologie de Paris

Avec la collaboration des membres de l'Institut international de Sociologie et des principaux sociologues du monde entier.

Paraît tous les mois depuis 1893, par fascicule de 80 pages gr. in-8. Chaque année forme un très fort volume gr. in 8. Prix. . . . . 18 fr. »

Abonnement annuel : France : 18 fr. Etranger : 20 fr. Le numéro. . . . 2 fr. »

La Collection complète (année 1893 à 1908 inclus, avec abonnement à l'année 1909). Prix réduit . . . . 230 fr. »

REVUE BIBLIOGRAPHIQUE

Des ouvrages de Droit, de Jurisprudence, d'Économie politique, de Science Financière et de Sociologie

Paraît tous les mois depuis 1894, par fascicule de 16 pages gr. in-8. Les Abonnements partent du 1er janvier de chaque année

Abonnement annuel : France : 1 fr. Etranger : 1 fr. 50. Le numéro . . . 0 fr. 10

LE MOUVEMENT SOCIALISTE

DIRECTEUR : **Hubert Lagardelle**

Paraît tous les mois depuis 1899, par fascicule de 80 pages, gr. in-8. Chaque année forme un fort volume gr. in-8. Prix . . . . 15 fr. »

Abonnement annuel : France : 15 fr. Etranger : 18 fr. Le numéro. . . . 1 fr. 50

LE DEVENIR SOCIAL

(Revue internationale d'économie, d'histoire et de philosophie). La collection complète (1895 à 1898). . . . . 50 fr. »

ANNALES DE L'INSTITUT INTERNATIONAL DE SOCIOLOGIE

(*Volumes in-8, brochés*). *Voir Catalogue 2e partie*

Imprimerie BUSSIÈRE. — Saint-Amand (Cher).

